

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 1

1085607

横浜国立大学

横浜国立大学

086221104

附属図書館

322.935
BU

~~M. de la Bibliothèque de la Ville de Paris~~
BULLETIN DES LOIS

DU

328
2

ROYAUME DE FRANCE,

8.^e SÉRIE.

RÈGNE DE CHARLES X.

TOME DOUZIÈME

*CONTENANT les LOIS et ORDONNANCES rendues
depuis le 1.^{er} Janvier jusqu'au 28 Juillet 1830.*

N.° 336 à 375.

**A PARIS ,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE ,
Octobre 1830.**

1085607

横浜国立大学

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES LOIS, Ordonnances, &c. contenues dans le tome XII de la 8.^e Série du Bulletin des Lois, n.^{os} 336 à 364. (Voir le supplément à la fin de cette table.)

OBSERVATION.

Les Ordonnances dont les titres suivent ont une date antérieure au 1.^{er} janvier 1830. Voyez ci-après, page xvj, la *chronologie des Lois et Ordonnances publiées pendant le premier semestre de 1830.*

Nota. Les titres à côté desquels il y a une * sont ceux des ordonnances insérées seulement par extrait au Bulletin.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
20 Nov. 1814	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur Zenowicz	346.	184.
17 Janv. 1815	— au sieur Vanderzande	346.	184.
45 Oct.	— au sieur Pasquier dit Pasquier	341.	94.
24 Mai 1816	— au sieur Macaire	343.	135.
27 Nov.	— au sieur Zaccane	363.	469.
9 Janv. 1818	— au sieur Plunkett	357.	363.
29 Juillet.	— au sieur Muller	341.	94.
19 Mars 1819	— au sieur Bernhastel	346.	184.
20 Nov. 1822	— au sieur Musso	363.	469.
26 Mars 1823	— au sieur Cecherini	363.	470.
30 Juillet	— au sieur Malengreux	341.	94.
22 Oct.	— au sieur Marchal	343.	135.
12 Nov. 1825	— au sieur Mialovises dit Malovitz . . .	363.	470.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
7 Déc. 1826.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur Kirsch.....	357.	363.
8 Fév. 1826	— au sieur Desoët.....	358.	136.
1. ^{re} Mars.	— au sieur Bastin.....	359.	136.
6 Déc.	— au sieur Derot.....	358.	56.
21 Nov. 1827	— au sieur Mathieu.....	359.	136.
Idem.	— au sieur Waternaux.....	358.	303.
20 Mars 1828	— au sieur Marchal.....	359.	303.
5 Juin.	— au sieur Lefebvre.....	359.	136.
2 Juillet.	— au sieur Molitor.....	359.	303.
12 Oct.	— au sieur Gillet.....	361.	94.
23 Nov.	— au sieur Paulus.....	361.	94.
28 Déc.	— au sieur Bourgeois.....	358.	46.
11 Janv. 1829	— au sieur Gabriel dit Gabrielli.....	357.	363.
5 Avril.	— au sieur Brais.....	362.	170.
19.	— au sieur Stier.....	358.	47.
20 Mai.	* LETTRES PATENTES portant érection d'un majorat en faveur de M. Delaire.....	350.	250.
24 Juin.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité aux sieurs Gossel et Roggero.....	343.	136.
15 Juillet.	— au sieur Millard.....	357.	363.
29.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur de Bouffier à prendre du service près de S. M. le Roi de Sardaigne.....	343.	135.
5 Août.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux desservans successifs de Liézy; aux fabriques des églises des Étangs, de Saint-Cadon, de Ploaret, de Thaon, de Tourves, de Dourdan, de Soucieux, de Toulouse et de Vic de Chassenay, et à la cathédrale de Metz..	336.	6 et 7.
23.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Saar-Union, de Saint-George de Livoie, du Mesnilbus, des Lucs, de Louveciennes, de Fronton, de Créances, de Chantenay, de Châtres, de Maxtall, de Falgoët, de Melincourt et de Merten; aux séminaires d'Autun et de Rodès; aux sœurs		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	hospitalières de Valsonne et de Nancy, et aux religieuses de Grenoble et de Perpignan.....	336.	7 et suiv.
28 Août 1829.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Saint-Paul-Trois-Châteaux, de Marsannay-la-Côte, de Perpignan, de Clermont-Ferrand, de Dalem, de Poligny, de Lectoure, de Laniscat, de Zeilweiller, de Saint-Léon, de Robercq, de Gloriannes, de Senantes, de l'Île-Tudy, de Ploumoguier, de Rodemack, du Val d'Ajol et de Saint-Germain de Talvendes; aux séminaires de Nîmes, du Mans, de Rouen et de Carcassonne.....	336.	9 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur Bertoglio dit Berthoglio.....	346.	184.
Idem. 29.	— au sieur Prario.....	353.	303.
	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux religieuses de Chavagnes à Luçon et aux Sables-d'Olonne; aux sœurs de Saint-Vincent-le-Boisset, d'Amiens et d'Arras; aux fabriques des églises de Saint-Gildas des Bois, et de Missillac; aux bureaux de bienfaisance de ces deux communes, et aux séminaires d'Auch et de Saint-Diez.....	336.	11 et suiv.
2 Sept.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Dompierre, de Montmartin-en-Graignes, de Baverans, de Juvigné, de Château-Gontier, de Hochstatt, d'Hellimer, de Juaye, de Benouville et de la Roche-Possay; aux séminaires de Bourges et de Rouen.....	342.	107 et 108.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Vanschoor.....	346.	194.
6.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux séminaires		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	de Mende, du Mans et de Grenoble; aux fabriques des églises de Tortefontaine, de Creüe, de Sermiers, de Saint-Potan, de Ségur, de Bourgneuf, de Freybouse, de Tritteling, de Volstroff, de Beauvais, de Kerfuntun, de Bernay, de Rubempré et de Crouay; aux écoles secondaires de Grenoble et du Bourg-d'Oisans, et aux desservans de la succursale de Cronay.....	342.	109 et 110.
13 Sept. 1829.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communautés religieuses d'Avignon et de Saint-Erme; aux écoles secondaires ecclésiastiques de Bourges, de Grenoble et de Pamiers, et aux fabriques des églises de Marcy et de Saint-Héand.....	342.	111 et 112.
10.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Mandétour, de Montpinier, de Fos-Amphoux et de Valréas; aux hospices de Rouen, de Montauban et de Carpentras.....	336.	13.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Martiniague</i>	348.	216.
23.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'une donation faite au musée de la ville d'Épinal.....	336.	13.
30.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Teil, de Saint-Pierre-ville, d'Issamontens, de Villeneuve, de la Terrisse, d'Alpuech, d'Aix, de Gabriac, d'Espalion, de Plouer, de Condom, de Miélan, de Virigneux, d'Ambrières, de Lesbois, de Saint-Nicolas et de Versailles; aux hospices de Condom, d'Auch, de Poligny, de Lyon et de Saint-André de Gaillac.....	336.	13 et suiv.
10 Oct.	* ORDONNANCE du Roi qui rapporte celle du 15 juillet 1829, relative au legs de cinq cents francs fait par la D. ^{lle} Bongrand, et autorise le consistoire d'Orléans à accep-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	ter ledit legs en faveur de l'église de Sancerre.....	336.	16.
10 Oct. 1829.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Schaufele</i>	338.	47.
15.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation d'un legs et d'une donation faits à l'hospice de Saint-Zacharie et à la commune de Treignat.....	336.	16.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité aux sieurs <i>Lemye et Ortega</i>	343.	136.
Idem. 25.	— au sieur <i>Waejens</i>	353.	303.
	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Tonnerre à acquérir une maison pour servir d'hôtel de sous-préfecture, et à accepter une donation de seize mille francs à elle faite pour payer le prix de ladite acquisition.....	336.	16.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'une donation faite à la commune de Bouschbach.....	336.	16.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Châtel-Saint-Germain, de Méclevres et Frontigny, de Clermont-Ferrand et de Massat; aux communes de Grande-Juvière, de Rivière-Devant, de Beaucroissant, de Tinchebray et de Roissy.....	337.	31 et 32.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Carcassonne, de Fonties-Cabardès, de la Trouche, de Firminy et de Cambou; aux hospices de Champdieu et de Monastier..	338.	47 et 48.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices d'Orléans, d'Avignon et de Lyon; aux pauvres de Fourques, de la Neuville, de Bullecoirt, d'Évin, de Valsoune, de Rambervillers et d'Aire.....	339.	61 et 62.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'accep-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	tation de dons et legs faits aux séminaires de Périgueux, de Pamiers, d'Albi, de Grenoble et de Dijon; aux desservans des succursales de Duerné et de Chazeuil; aux fabriques des églises de Luppy, de Modans, de Calonne-Ricouart, de Laguy, de Saint-Martin de Salency, de Coulmier-la-Chaussée, de Beauregard, de Châtel-Saint-Germain, de Méclouves, d'Aspach-le-Bas, de Mittersheim, de Brin, de Nouvion, de Saramon, de Terrebausse, de Gomond, de la Roque-Esclapon, de Rosoy, de Noidant-le-Rochoux, de Vesly, d'Eberswiller et de Saint-Priest-la-Vestre; et aux communes de Rappilly et d'Aspach-le-Bas	344.	156 et suiv.
23 Oct. 1829.	*ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Kirpach	333.	303.
28.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux communes de Jouy-sous-Thelle et de Clermont de Beauregard	339.	69.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Strafforello	341.	24.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux fabriques des églises de Montauban et de Mittersheim	344.	159.
30.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices d'Arras, de Lezoux, de Mâcon, de Vence, d'Auxerre, de Lyon et de Limoges; aux pauvres de Jozé, de Toulon et de Civray	344.	150 et 160.
1. ^{re} Nov.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Clefs et de Roiffieu	339.	62.
4.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Saverne, d'Auch, de Saumur, de Cuers et de Lorgues, et au consistoire de Meaux	339.	63.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'accep-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	tation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Marle, de Prouilly, de Fays-Billot, de Brouviller, de Saint-Maurice-sur-les-Côtes, de Treigny, de Grenoble, de Chaulhac, de Baux de Breteuil, de Saint-Verand, de Saint-Jean-la-Bassière, de Gaillac, d'Arles, de Loches, de Lunéville, de Champlemy, du Havre, de Trouan-le-Grand, d'Ivry-la-Bataille, d'Otonville et de Racrange; aux séminaires de Grenoble et de Langres	345.	170 et suiv.
4 Nov. 1829.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits au séminaire d'Albi; à l'école secondaire ecclésiastique de Châtel-sur-Moselle, et aux communautés religieuses de Rouen, de Bourg-en-Bresse, de Charnes, de Laventie, de Saint-Omer, de Mornant et de Quimperlé	347.	202 et 203.
8.	*ORDONNANCE du Roi qui divise en trois parties le polygone réservé par l'ordonnance du 27 août 1823 dans la concession des gîtes de manganèse de la commune de Romanèche	341.	95.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité aux sieurs Ceral et Munchaffen	345.	136 et 137.
11 Nov.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Sugnes et de Goudoulet; aux hospices de Rodès et de Saint-Saulge, aux communes de Melleray, de Montbrison, de Beaucaire, de Bourg et de Hondouville	339.	63 et 64.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur de Latapie à continuer de servir dans les armées de Sa Majesté Catholique	391.	94.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi qui concède au sieur Béranger-Tenouillet les mines de fer carbonaté spathique situées dans la commune d'Allevard	341.	95.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi qui établit quatre nouvelles foires dans la ville de Beaumont	341.	95.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
11 Nov. 1829. <i>Idem.</i>	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Llamas</i> * ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons, fondations et legs faits aux fabriques des églises de Trebatu, de Venteuil, de Pamiers, de Couville, de Werwick, de Granges, de Vielley, de Châtel, de Langres, de Marmoutier, de Béthune, de Saint-André, d'Apchon, de Saint-Martin de Fontaines, de Plainel, de Sampzon, de Fontenottes, de Saint-Lezin, de Saulgé-l'Hôpital, de Rouffach, de Flayosc, de Gugney-aux-Aulx, de Saint-Andéol-le-Château, de Saint-Potau, de Beziers, de Merzer, de Boviolle, de Naives-en-Blois, de Cartignies, de Bordeaux, de Mesnil-Rainfray, de Juvigay, de Beaumont-pied-de-bœuf et de Saint-Ambroise de Popincourt à Paris; à l'évêché de Quimper; aux sœurs de Saint-Charles de Lyon; à l'école secondaire ecclésiastique de Pamiers, et au séminaire de Marseille...	346.	184.
15.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Brack</i> à prendre du service près de S. M. l'Empereur du Brésil.....	347.	203 et suiv.
22.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait aux pauvres de Sainte-Luce.....	343.	135.
25.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'une donation faite à la commune de Domèvre-sous-Montfort.....	340.	80.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Simon</i>	342.	112.
29.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent la conservation et l'établissement de lavoirs à bras dans les communes de Noidans-le-Ferroux et d'Aroz.....	346.	185.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Montblainville, d'Ernée, de Soulgé-le-Bruant, de Ruan, de Poilley, de Plé-	341.	93.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
29 Nov. 1829.	dran et d'Oudezeelle; aux séminaires d'Aire et d'Autun, et au diocèse d'Aire..... * ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Liergues, de Mouthier, de Wemaers-Cappel et de Plainel; aux communautés religieuses de l'Abbaye-aux-Bois et de la Visitation de Sainte-Marie établies à Paris; aux sœurs de la Trinité et de Saint-Joseph établies à Lyon, et à l'école secondaire ecclésiastique du diocèse de Beauvais, transférée à Saint-Germer.....	347.	207 et 208.
30.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'administration du séminaire de Poitiers à imputer, sur le produit du legs de quinze mille francs fait audit séminaire par la D. ^{lle} <i>Ogeron de Villiers</i> , la somme nécessaire au remboursement et au paiement des autres dépenses auxquelles elle a été condamnée par arrêt de la cour royale de Poitiers du 14 janvier 1814.	348.	217.
2 Déc.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Morand</i>	348.	218.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCES du Roi relatives aux foires établies dans les communes de Pontenay, de la Fouillouse, de Pontacq, de Castelnau-dary, de Pradelles-Cabardès et de Fonties-Cabardès.....	338.	47.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits à la commune d'Exmes et au temple israélite de Bordeaux.....	341.	96.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE du Roi qui établit une foire dans la commune de Saint-Denis, département de l'Aude.....	342.	112.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait à l'hospice de Voiron...	342.	112.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux séminaires d'Aix, d'Arras et de Cambrai; aux fabriques des églises de Leigneux, de Mortain, de Bermering, de Locon, de Gundolsheim, de	343.	140.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^o des Bull.	Pages.
2 Déc. 1829.	Riotord, de Villefranche, de Saint-Jean de la Haize et du Petit-Chelland; à la maison ecclésiastique établie à École et aux missions étrangères à Paris.....	348.	218 et 219.
6.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité aux sieurs Jacquemoux, Nicolas et Van de Poel.....	357.	303.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur et dame Michel à maintenir en activité l'usine à fer de Corbancou qu'ils possèdent dans la commune de Mézières.....	341.	95.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Philippon et Magnin à établir trois lavoirs à bras dans la commune de Magny-sur-Tille.....	341.	95.
8.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Saint-Vaast-la-Hongue, de Mirecourt, de Bergholtzell, de Sérignan, de Carnet, de Sainte-Tréphine, de Preverange, de Saint-Même, d'Angerville, de Rapt, de Macau et d'Exmes, et au séminaire de Beauvais.....	348.	219 et suiv.
13.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Castellet, de Diéval, de Fontaine-les-Ribouts, de Bourg-Vilain, de Chemiré-en-Charnie, de Rocles, de la Celle-Saint-Cloud, de Nenvy, de Banogne et Récouvrance et de Morbecque; aux pauvres de Paris, de Castelnaudary, de Prades, de Rexpoède, de Sains et du Quesnoy, de Gerde et de Lagny; aux hospices de Saint-Quentin, de Brives, d'Ernée, de Beauvais, de Lagny, de Coers et d'Avallon.....	343.	140 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon à construire un pont fixe sur la Saône, à l'extrémité de la presqu'île Perrache.....	338.	37.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède les gîtes de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^o des Bull.	Pages.
13 Déc. 1829.	minerais de fer connexes et non connexes avec la houille, situés communes de Rochela-Molière et de Saint-Genest de Lerpt.....	343.	137.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur de Charrin à transformer la fonderie qu'il possède dans la commune de Saint-Paul-en-Jarret en une usine à affiner le fer.....	343.	137.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Renard-Maissin à remplacer le moulin de la commune de Pourru-Saint-Remi par une usine à fer composée de deux fours de chaudière et d'un feu d'affinerie.....	343.	137.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Château-Renaud, de Claracq, de Saubrigues, d'Orphin, de Bermering, de Haguenau, de Tremereuc, de Bannes, de Gisors, de Champagne, de Saint-Sulpice, de Fresseville, de Montfort, d'Essart, de Jussarupt, de Ranconnières, de Wassy, de Soncourt et Vraincourt, de Saint-Vaast-la-Hongue, de Saint-Germain, de Born, de Remouillé, de Palaminy, de Rochefort-Samson et de Frébécourt; au séminaire diocésain de Paris, et aux desservans de Mesnilbauf.....	348.	221 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Merens, de Giroussens, de Saint-Anatole, de Senue, de Harol, de Buligny, de Tarare et de Xirocourt.....	349.	231 et 232.
16.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur Nasi.....	343.	137.
Idem.	— au sieur Grepin dit Greppin.....	357.	363.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Toulon, de Metz, de Montpazier; aux pauvres de Toulon, de Vouziers, de Bruguairolles, de Bosdars; aux communes de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
16 Déc. 1829.	Goussainville et de Plailly, et à la société de charité maternelle de Limoges.....	343.	142 et 143.
20.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises du Chêne, d'Arcis-sur-Aube, d'Accolans, de Châlons-sur-Marne, de Saint-Sauveur-le Vicomte, de Rémienecourt, de la Flèche, de Rupt, de Tours, de Harville, de Parentis-en-Born et de Buzançais; aux desservans successifs de la succursale de la Bellière; aux communautés religieuses établies à Estaires, à Valence, à Langres; aux sœurs de Saint-Joseph de Lyon établies à Vessey, et à l'école secondaire ecclésiastique d'Auxerre.....	349.	232. et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi portant établissement de foires, et fixation des jours de tenue de celles établies dans les communes de Montréal, de Guillon, de Maisonise, d'Ax, d'Audruicq, de Saint-Victor-l'Abbaye, de Champ, de Vico, de Casamaccioli, de Fuvéan, de Brassac, de Saint-Amans-la-Bastide, d'Aigrefeuille, de Briey, de Roye, de Sauveterre et de Joigny.....	343.	138 et suiv.
23.	* ORDONNANCE du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits au diocèse de Tours; aux fabriques des églises de Saint-Maurice, de Merrey, de Ville-sur-Arce, de Saint-Boil, de Mélincourt et d'Escherange; aux écoles secondaires ecclésiastiques de Châtel-sur-Moselle, de Bayeux et de la Chapelle-sous-Rougemont; aux communautés religieuses établies à Vendôme, à la Garde près Périgueux, à Aix et à Amiens, aux sœurs de Saint-Joseph de Lyon et de Laventie, et au grand séminaire de Bayeux..	349.	234 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Gregory, John, Neff, Simone et Speed, à établir leur domicile en France.....	336.	5.
	ORDONNANCE du Roi portant prorogation du		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
23 Déc. 1829.	peage établi sur le pont d'Épernay, département de la Marne.....	337.	25.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe deux chemins au rang des routes départementales de l'Aisne et de la Marne.....	337.	26.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui change la direction d'une route, et classe plusieurs chemins au rang des routes départementales de la Côte-d'Or.....	337.	27.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Cottier.....	338.	47.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Pot à transformer en un martinet à fer le moulin à foulon qu'il possède dans la ville de Nevers.....	343.	137.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant concession de la mine de lignite située dans la commune du Plan d'Aups.....	343.	137.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Mertian frères à tenir et conserver en activité l'usine à traiter le fer et le cuivre qu'ils possèdent dans la commune de Montataire, département de l'Oise.....	343.	138.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la dame veuve Fezy à conserver et tenir en activité, conjointement avec le sieur Masson, un lavoir à bras pour le lavage du minerai de fer, établi dans la commune de Prétigny.....	343.	138.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux communes de Fillières et de Pradines.....	343.	143.
27.	ORDONNANCE du Roi portant création et organisation d'un comité consultatif et permanent pour l'administration de la guerre.	337.	20.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des intendans en chef et membres du comité consultatif et permanent d'administration de la guerre.....	337.	21.
28.	ORDONNANCE du Roi portant répartition du		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	crédit alloué par l'ordonnance du 16 septembre 1829 pour les dépenses du bureau de commerce et des colonies pendant l'exercice 1830.	336.	3.
30 Déc. 1829.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Jonas, Mathieux, Navarro, Schmidt et Serrano</i> , à établir leur domicile en France. . .	336.	5.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs <i>Castinel, Clément, de Ferry et Mas</i> , à ajouter à leurs noms ceux de <i>Mazières de Saint-Marcel, de Compère, d'Amoureux et de Latrille</i>	337.	30.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Molter</i> . . .	343.	137.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs <i>baron de la Rochefoucauld, Pelreman de Valay et Husson</i> , à conserver et tenir en activité les usines qu'ils possèdent dans les communes de <i>Montfort, de Valay et de Plombières</i>	343.	138.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de <i>Longpont, d'Arcis-sur-Aube, de Saramon, de Gien, de Brée, de Château-Gontier et de Lestrem</i> ; aux hospices de <i>Besançon et de Reims</i> , et à l'œuvre du prêt gratuit du mont-de-piété de <i>Montpellier</i>	343.	143 et 144.
31.	ORDONNANCE du Roi portant que les dispositions de l'ordonnance du 19 mars 1827, relative aux fers et aciers non ouvrés, expédiés d'entrepôt réel à destination des colonies d'Amérique, d'Afrique et de l'Inde, continueront à être exécutées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.	337.	24.
	PREMIER SEMESTRE DE 1830.		
3 Janv. 1830.	ORDONNANCE du Roi portant création et organisation des comités spéciaux et consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie. . .	337.	22.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination des		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	membres des comités consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie.	337.	28.
3 Janv. 1830.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.	337.	29.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant que le salpêtre livré par les salpêtriers dans les magasins de l'Etat à partir du 1. ^{er} janvier 1830, leur sera payé à raison d'un franc 80 centimes le kilogramme, au degré de pur.	340.	63.
6.	ORDONNANCE du Roi portant convocation de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés des départements.	336.	1.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le marquis de <i>Neuville</i> président du collège du quatrième arrondissement électoral du Calvados, et M. <i>Berryer</i> fils président du collège départemental de la Haute-Loire. . . .	336.	1.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant rectification des tableaux de population A, B et C annexés à l'ordonnance royale du 15 mars 1827. . . .	336.	2.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitivement les communautés des sœurs de <i>Saint-Joseph</i> établies à <i>Balbigny, à Saint-Victor-sur-Rhins et à Verrières</i>	337.	31.
Idem.	ORDONNANCES du Roi portant fixation du traitement des desservans au-dessous de soixante ans, de l'indemnité allouée aux vicaires autres que ceux des communes de grande population, et du crédit à distribuer en secours aux anciennes religieuses pour l'année 1830.	338.	37.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui modifie le second paragraphe de l'article 2 des statuts de la caisse d'épargne et de prévoyance de la ville de <i>Troyes</i>	339.	57.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de <i>Toul, d'Hellering et de Pouancé</i>	345.	172.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communautés		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	des sœurs de charité et des religieuses d'Évron, d'Évreux, de Beauregard, de Mantes, de Bourbourg, de Villeneuve-d'Agen, de Rouen, d'Amiens, de Desnes, et de Saint-Maur à Paris; à l'école secondaire ecclésiastique de Noyon; aux fabriques des églises d'Avrecourt, de Montmorillon, de Magoar, de Badonvillers, de Dennevire-Baccarat, de Saint-Martin de Cenilly, de Denneville, de la Bellière, de Bayeux, de Dauphin, d'Authizat-la-Sauvetat, de Renty, de Bailleul, de la Bonneville, de Saint-Pandelou, de Saint-Samson de Bonfossé, d'Orvault, de Saint-Victor, de Saint-Ellier, de Taillécavat, de Saint-Remi-en-Bouzemont, de Lantriac et de Gundolsheim; au séminaire de Nancy et à l'hospice d'Ernée.....	349.	236 et suiv.
10 Janv. 1830.	ORDONNANCE du Roi relative à la taxe des journaux, gazettes et imprimés, tant originaires qu'à destination des colonies françaises et des autres pays d'outre-mer, dont le transport est effectué par les bâtimens ordinaires du commerce, et de ceux qui sont transmis par les postes espagnoles....	338.	35.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	338.	43.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitivement la communauté des sœurs de Saint-Dominique établie à Sainte-Florine.....	338.	46.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux frères de la Doctrine chrétienne établis à Belleville-sur-Rhône et à Lyon; et la fabrique de la paroisse Saint-Bonaventure de Lyon à prendre, à titre d'emprunt, le legs de trois mille francs fait aux écoles chrétiennes de cette ville.....	345.	172 et 173.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'établissement à Vourles, département du Rhône,		

DATES des LOIS, &c.	TITRE DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	d'une société charitable sous le titre d'association de Saint-Viateur.....	345.	176.
10 Janv. 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits à la communauté de l'Adoration perpétuelle d'Avignon et de Carpentras, à la fabrique de l'église de Sassetot-le-Mauconduit, et au séminaire de Besançon.....	349.	240.
14.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Berg et Warnod à établir leur domicile en France.....	337.	31.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant rectification du tableau des foires conservées dans le département de la Vendée.....	339.	64.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Lyon, d'Auxonne, de Montréal, de Saint-Afrique, de Roanne, de Boulogne-sur-mer, de Perpignan, de Carpentras, de Villefranche, de Maillanne, de Saint-Germain-le-Grand et de Beaucaire; aux pauvres de Condé-sur-Noireau, d'Astailiac, de Tain, de Dangeau, de Nîmes, de Saint-Gaudens, de Montastruc, d'Auch, de Prissé, de Parigné, d'Argenton, de Mont-de-Marsan, de Villeneuve-sur-Lot, de Montaignac-sur-Auvignon, de Werwick, de Robecq, de Montfort, de Bidache et de Saint-Ambroix, et aux écoles gratuites de Lyon.....	345.	173 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de l'Île-Bouzon et de Plicieux; aux communes de Goux, de Saint-Gervais, de Villeneuve-le-Roi, de Hautvillers, de Citou, de Saint-Marc de Vaux, de Moncé-en-Belin, de la Côte-Saint-André, de Champagny, d'Ecouflant, de Montigny-les-Arsures, de Montceaux et de Charolles, et à l'école chrétienne de Romans.....	346.	185 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	<i>Saint à établir un lavoir à bras double dans la commune de Seveux.....</i>	347.	208.
14 Janv. 1830.	*ORDONNANCE du Roi qui fixe les limites des mines de houille de Cavaillac près le Vigan, département du Gard.....	347.	208.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui concèdent les mines de fer du Vigan et de Mont-Dagout, département du Gard, et celles de cuivre de Lunas et de Joncels, département de l'Hérault.....	347.	208.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Renaerts</i>	353.	304.
Idem.	— au sieur <i>Gomes</i>	363.	470.
47.	ORDONNANCE du Roi qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1829, et fixe leur répartition entre les départemens du royaume.....	337.	17.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	338.	45.
Idem.	ORDONNANCE du Roi contenant le tableau des ports et bureaux de douanes par lesquels l'exportation et l'importation des grains, farines et légumes secs, pourront avoir lieu.....	339.	49.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	339.	60.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi portant enregistrement et transcription, sur les registres du Conseil d'état, des statuts des sœurs de Saint-Joseph établies aux Vans.....	343.	134.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi portant qu'il sera établi un collège communal dans la ville de Dunkerque.....	345.	176.
20.	*ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Durr</i> et <i>O'Héron</i> à établir leur domicile en France.....	338.	47.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi portant que la commune de Thézac, arrondissement de Saintes,		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	département de la Charente-Inférieure, est distraite du canton de Cozes, et réunie au canton de Saujon, même arrondissement..	339.	6A.
20 Janv. 1830.	ORDONNANCE du Roi portant annulation de brevets d'invention.....	340.	69.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à l'établissement d'un pont suspendu sur le bras gauche de la Loire à Décize, département de la Nièvre.....	340.	74.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe deux chemins parmi les routes départementales de la Seine.....	340.	78.
Idem.	*LETTRES PATENTES portant érection d'un majorat en faveur de M. le baron de <i>Lambel</i> .	340.	77.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs <i>Louis</i> dit <i>Lamarre</i> et <i>Scur</i> à ajouter à leurs noms ceux de <i>Lamarre</i> et de <i>Velcour</i>	340.	79.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Magny, d'Epinay, de Bruges, d'Isbergue, de Leval, de Château-Gontier, de Châlons-sur-Marne, de Rondebays, d'Orléans, de Moisdon, de Chamble, de Vouvray, de Céton, de Moumour, de Liergues, de Méounes, de Mimbaste, de Villaines, d'Hardanges, de la Ferrière-aux-Étangs, d'Aix, de Pamiers et de Ranes, aux communes de Bonnetable, de Sainte-Geneviève, de Nogent-le-Roi, d'Ollières, de Chaudeyroles, de Ranes, de Prades, d'Onesse, de Lillers, de Saint-Cirgues, de Melincourt, de Champlan, de Roanne, d'Argilliers et de la Ferté-sous-Jouarre; aux hospices d'Argentan et de Mane.....	346.	487 et suiv.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi portant concession, 1. ^o des mines de houille situées communes de Tavernay et autres du département de Saône-et-Loire; 2. ^o des mines de fer de Courniou, commune de Saint-Pons, département de l'Hérault; et 3. ^o des mines de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	cuiivre de Canaveilles, canton d'Olette, département des Pyrénées-Orientales.....	350.	252 et 253.
20 Janv. 1830.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Champion de Nansouty</i> à construire dans la commune de Nansouty, département de la Côte-d'Or, un patouillet et un haut-fourneau pour le traitement du minerai de fer.	350.	253.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Vemmer</i>	353.	304.
Idem.	— au sieur <i>Rouveau</i>	363.	470.
24.	ORDONNANCE du Roi portant convocation du collège départemental de la Loire-Inférieure.....	339.	59.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui affecte à l'exposition des produits de l'industrie le bâtiment dont les constructions avaient été commencées sur le quai d'Orsay dans la ville de Paris..	342.	97.
27.	ORDONNANCE du Roi portant nomination de pairs de France.....	339.	56.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant établissement d'une caisse d'épargnes et de prévoyance dans la ville de Rennes.....	340.	74.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Licci</i>	343.	137.
Idem.	— au sieur <i>Gaidon</i>	353.	304.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres d'Arinthe, de Saint-Etienne-en-Coglais, d'Avignon, de Saint-Ellier, d'Hautefort, de Paris et du 4. ^e arrondissement de cette ville; aux hospices d'Auxerre, de Caudebec, de Boulogne-sur-mer, d'Ernée, d'Orléans, de Roanne, de Gignac, de Gimont, de Beaulieu, de Saint-Amand, de Millau et de Grenoble, et au mont-de-piété de Montpellier.....	346.	190 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait à l'hospice de Châteaubriant.....	349.	240.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
27 Janv. 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent la construction et la conservation de diverses usines dans les communes de Mandre et de la Boissière.....	350.	253.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Saint-Nicolas, d'Arlande, de Riom, de Saverne, de Neuf-Brissach, de Daruetal, et des enfans malades de Paris; aux pauvres de Paris et de la paroisse Saint-Médard de cette ville.....	350.	255 et 256.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de l'hospice des incurables de Poitiers; aux hospices de Poitiers, de Saint-Junien, de Tonnerre, d'Oppède et de Nancy; aux communes d'Aix, de Vayrac, de Chauderolles et d'Albi.....	351.	262 et 263.
31.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	338.	33.
3 Fév.	ORDONNANCE du Roi relative au mode d'exécution de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1829, qui prescrit la formation d'un inventaire du mobilier fourni, soit par l'Etat, soit par les départemens, à des fonctionnaires publics.....	340.	65.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs <i>Beguin</i> et <i>Delafont</i> à ajouter à leurs noms ceux de <i>Billecaeq</i> et de <i>Lannoy</i> ...	340.	79.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Bachrod</i> , <i>Daub</i> , <i>Erlangen</i> , <i>Kargoff</i> , <i>Marx</i> et <i>Oldekop</i> , à établir leur domicile en France.....	340.	79.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	341.	88.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à l'établissement d'un abattoir public dans la ville de Saintes.	342.	98.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède aux sieurs		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
3 Févr. 1830.	<i>Delanoue</i> et autres la mine de manganèse existant dans la commune de Nontron, département de la Dordogne	350.	253.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs <i>Renoux et Dumont</i> à ajouter cinq nouveaux fours à réverbère à l'usine à fer qu'ils possèdent dans la commune de Raismes	350.	253.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Colmar, de Maussane, de Saint-Quentin, de Cassis, de Metz, de Saramon, de Châtillon-sur-Indre, de Sezanne, de Cahors, de Luzy, de Béthune, de Bagnères, de Rouffach, de Lyon et de Versailles; aux pauvres d'Eu, de Montcornet, de Sedan, de Quillan, de Pexiora, de Saint-Léons, de Castilly, de Diancey, de Pont-de-l'Arche, d'Igovie, des Damps, de Beaumesnil, d'Écardanville, d'Authenil, de Saint-Julien de la Liègue, de Saint-Gilles, de la Châtre, de Mauroux, de Breuville, de Clermont-sur-Meuse, de Rosne, de Tourcoing, de Quaedyppe, de Boulogne, de Béthune, de Paris, d'Ourville, de Versailles, de Caylus, de Crillon, de Neuville et de Saint-Germain-le-Grand	351.	263 et suiv.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Bonnet</i> .	357.	364.
5.	* LETTRES PATENTES portant érection de majorats en faveur de MM. <i>Boutray, Baulny, Borrelli et du Maisniel</i>	340.	77.
7.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.	341.	91.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitivement la communauté des sœurs de la Providence établie à Pact.	341.	94.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Troyon, de Guntzwiller, de Rodalbe, de Saint-Loup-du-Doigt, de Mon-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	tigny, de Chavannat, de Séverac, de Valady, de Banon, de Radonvilliers, de Montjoie, de Boiscommun, de Bouzonville-aux-Bois, de Chocques, de Tarascon, d'Alençon, des Trois-Vallois, de Fleisheim, de Saint-Fiacre et de Blernais; aux séminaires du Mans et de Montpellier, et à la congrégation de Saint-Lazare à Paris.	334.	317 et suiv.
10 Fév. 1830.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Pan y Agua, Rossi et Sanvoisin</i> , à établir leur domicile en France.	340.	80.
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. <i>Dudon</i> , président du collège départemental de la Loire-Inférieure.	341.	87.
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE du Roi relative à l'abattoir public de la ville de Bédarieux.	342.	100.
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE du Roi relative au prolongement d'une route et au classement de chemins parmi les routes départementales de l'Yonne.	342.	102.
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE du Roi additionnelle à celle du 5 avril 1827 qui a établi un conseil de prud'hommes à Nancy.	342.	103.
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE du Roi contenant un nouveau tarif des droits à percevoir au pont provisoire pour le passage de l'Adour à Bayonne.	342.	104.
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE du Roi portant proclamation des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le quatrième trimestre de 1829, et des cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des droits résultant de titres de la même nature.	343.	115.
<i>Idem.</i>	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux communes de Manchecourt, de Nieder-Hagenthal, de Mogneneins et de Champougny.	351.	267.
14.	ORDONNANCE du Roi concernant l'instruction primaire.	341.	83.
<i>Idem.</i>	ORDONNANCE du Roi portant convocation du collège départemental de Maine-et-Loire.	341.	87.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
14 Fév. 1830.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent la congrégation des sœurs de Saint-Joseph établie aux Vans, et la communauté des religieuses clairistes établie à Marseille.....	343.	134.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Saint-Melaine, de Soyers, de Vittersbourg, de Blanche-Eglise, de Rabastens, de Buellas, de Jassans, d'Aix-en-Othe, de Pexiora et de Coudray.....	354.	319 et 320.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises d'Haguenau, de Blienschwiller, d'Apt, de Reims, de Barastre et d'Huriel; aux religieuses dites de Chavagnes établies à Luçon, et aux pauvres d'Huriel.....	355.	329 et 330.
17.	ORDONNANCE du Roi portant rectification du tarif des droits de péage à percevoir au pont de Chacé sur le Thouet, département de Maine-et-Loire.....	349.	107.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi qui admet le sieur Dreyer à établir son domicile en France..	343.	135.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent la construction et la conservation de diverses usines dans les communes de Chaillaud, d'Aisy-sous-Rougemont et de Payzac....	350.	253.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Marty, de Dol et de Campigny; aux pauvres de Crouay, d'Abbeville, de Campigny, de Châtenois, du Mesnilbus, de Péronne, de Modène, de Pertuis, de Châteaudun, de Saint-George-le-Gautier, de Gerde, de Chinon, de Mont-le-Bon, de Soissons, de Barlaïère, de Sijan, de Poudis, de Monclar, d'Avesnières, du 2. ^e arrondissement de Paris et de la paroisse Saint-Roch de cette ville; aux hospices de Sault, d'Avignon, de Bollène, d'Angoulême, de Thann, de Pertuis, d'Amiens, de Paris, du Mans, de Stenay, de Mattaincourt, de Conches,		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
47 Fév. 1830.	de Monzon, de Villefranche, de la Réole, de Gimont et de Cluny.....	351.	267 et suiv.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait à l'hospice de Roanne au profit des pauvres malades de la commune de Mably.....	355.	330.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Chevalier.....	363.	470.
21.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Ferrières (Manche), de Cambrai, d'Ober-Ranspach, de Berneville, de Saint-Pithon, d'Écordal, de Ferrières (Loiret), de Montjoie, de l'Hôpital et de Hardanges, et à la communauté des sœurs de Saint-Joseph de Lyon formée à Vernaison.....	355.	330 et 331.
24.	*ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Louis-Paul Guillotin et Auguste-Marie-Laurent Guillotin à s'appeler à l'avenir Louis-Paul Sainte-Marie et Auguste-Marie-Laurent Sainte-Marie.....	343.	134.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à l'établissement d'un pont suspendu sur l'Isle à Libourne, et aux droits à percevoir au passage de ce pont.....	344.	146.
Idem.	ORDONNANCE du Roi contenant le tarif du droit de péage à percevoir par la commune de Deulemont (Nord) sur le pont de la Deule.....	344.	149.
Idem.	*ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Hoclet à construire un haut-fourneau en remplacement du moulin à blé qu'il possède dans la commune de Bourg.....	350.	253.
Idem.	*ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices d'Espalion, de Mur-de-Barrez, de Châtillon-sur-Seine, de Murseillan, de Gignac, de Nérac, de Marmande et d'Auch; aux pauvres		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
24 Fév. 1830.	de Pesmes, de Lyon et de Laval et à la commune de Gartempe..... * ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Lunéville, de Francescas et de Draguignan; aux hospices du Puy, de Chaudes-aigues et de Blois, et aux communes de Quingey, de Denneville, de Pamiers, de Leschelles, de Carlepont, de Campsegret et de Saint-Just-d'Avray.....	831.	271 et 272.
28.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	332.	279 et suiv.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination d'un conseiller d'état et d'un maître des requêtes en service extraordinaire.....	341.	81.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Bourbourg, d'Is-en-Bassigny, de Saint-Vallier, de Meaux, de Châlons-sur-Marne, de Frayssinet, de Rechicourt-le-Château, de Brignoles, de Nieder-Morschwihr, de Marthill, de Lunéville, d'Apsey, de Brey, de Vedrines-Saint-Loup et de Landelles; aux séminaires de la Rochelle, de Pamiers, de Meaux, de Reims, du Mans et de Montpellier, et aux écoles secondaires ecclésiastiques de Pamiers et de Reims.....	843.	113.
4 Mars.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Citati, Genessaux, Korber, Bitmann</i> et <i>Werly</i> , à établir leur domicile en France.	355.	331 et suiv.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à une nouvelle adjudication des travaux du canal du Duc de Bordeaux.....	343.	134.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant que le nombre des agens de change à Lille (Nord) reste fixé à dix.....	344.	150.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la suppression de deux bacs sur le Tarn, en amont et en	344.	152.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
4 Mars 1830.	aval de la ville de Villemur (Haute-Garonne), et à la construction d'un pont suspendu en remplacement..... * ORDONNANCES du Roi qui autorisent les sieurs <i>Joye</i> et <i>Molard</i> à ajouter à leurs noms ceux de <i>de Baye</i> et <i>Dumolard</i>	344.	152. 153.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Meurdefaim</i> à substituer à son nom celui de <i>Meurdefin</i>	344.	153.
Idem.	ORDONNANCES du Roi qui autorisent les villes de Bar-le-Duc et de Saint-Denis à établir chacune un abattoir public.....	843.	162 et 166.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui maintient l'abattoir public établi à Charleville.....	845.	164.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à l'établissement d'une route de Périgueux à Mont-de-Marsan, et à son classement.....	345.	169.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'établissement et la conservation de diverses usines dans les communes d'Allondrelle, de Brocas, de Ferrière-la-Grande, de Saint-Sulpice, de Mareuil et de Brazey-en-Plaine.....	850.	251.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi portant établissement de foires et changement dans les jours de tenue de celles établies dans les communes de Marcigny, d'Épinac et de Fouiloux.....	850.	251 et 253.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Banon, des Salles de Gardon, de Poligny, de Villefranche, de Verrières, de Paris, de Villespy, de Limoux, de Rodès, d'Angerville, de Coudray et de Granville; aux communes de Sauxemesnil et de Séclin...	352.	281 et 282.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Rossi</i> .	353.	304.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Saint-Nicolas, de Forcelles-sous-Gugney, de Chalindrey, de Messas,		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	d'Azé, de Pouan, de Béthancourt, de Noyon, de Valognes, de Sainte-Livrade, de Déols, de Landelles, d'Eton, d'Amblie et de Saint-Germain-lès-Corbeil; aux séminaires de Mende, de Limoges et de Toulouse.....	361.	435 et suiv.
7 Mars 1830.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. Royer-Collard président de la Chambre des Députés.....	343.	113.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination d'un maître des requêtes en service extraordinaire.....	343.	114.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitivement la communauté des religieuses clairistes (seconde maison) établie à Marseille.....	343.	134.
11.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Onetti et Tagliaferro à établir leur domicile en France.....	343.	135.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant création d'une chambre temporaire au tribunal de première instance de Saint-Lô.....	344.	154.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme le marquis de Civrac président du collège départemental de Maine-et-Loire.....	345.	162.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe un chemin au rang des routes départementales de la Vienne et des Deux-Sevres.....	346.	181.
Idem.	ORDONNANCES du Roi qui autorisent des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	346.	182.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la construction, dans la commune d'Apremont, d'un haut fourneau et d'un lavoir à bras pour le traitement du minerai de fer.....	350.	254.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux hospices de Rodès, de Bourges, de Château-du-Loir, de Trévoux, de Castres, de Gignac et de Vernon; aux communes de Mézières, de Saint-Chéron, de Busnes, de Cassucjouis		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	et de Saint-Martin-en-Haut; aux pauvres de Dijon, de Saurat, de Saint-Just, de Noyon, de Sainte-Croix, de Valady, d'Aix et d'Aussevielle.....	352.	282 et suiv.
11 Mars 1830.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Couten.....	353.	304.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Lorges, de Pradelles, d'Amblie, de Saint-Andéol de Bourlenc, de Nojeon-le-Sec, de Saint-Vallier, de Francescas, de Violaines, de la Neuville-aux-Bois, de Fleisheim, de Neuwiller, de Viluis, de Mulhausen, de Perpignan, de Puzy et de Souhazé; aux desservans d'Amblie, de la Poterie et de Saint-Ouen-sur-Iton; aux séminaires de Tours, de Langres et de la paroisse Saint-Sulpice de Paris.....	361.	437 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits au séminaire de Strasbourg; aux fabriques des églises de Still, de Sainte-Marie-aux-Mines, de Linxe, de Chonas, de Dijon et de Pleudihen.....	363.	471 et 472.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Pleudihen, de Lallaing, de Boucq, de Marault, de Bassoncourt, d'Orconte, de Berelles et de Limoges, et au séminaire de cette dernière ville.....	364.	481 et 482.
14.	ORDONNANCE du Roi qui accorde amnistie pour les délits forestiers commis depuis le 1. ^{er} décembre 1829 jusqu'au 1. ^{er} mars 1830.....	344.	145.
19.	PROCLAMATIONS du Roi qui prorogent au 1. ^{er} septembre prochain la session de 1830 de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés des départemens.....	345.	161.
21.	ORDONNANCE du Roi portant répartition du centime du fonds de non-valeurs mis à la		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	disposition du ministre des finances par la loi du 2 août 1829.....	346.	179.
21 Mars 1830.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	347.	198.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant approbation de la direction du tracé du chemin de fer du port d'Andrezieux à Roanne.....	348.	212.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui distrait du canton de Ryes la commune d'Héril, arrondissement de Bayeux, département du Calvados, et la réunit au canton de Trévières et à la commune de Maisons, même arrondissement.....	348.	224.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui concèdent les mines de fer situées à Rougemontot, Battenans, Avilley et lieux circonvoisins du département du Doubs, et celles situées sur le territoire de Torren, commune de Sahorre, département des Pyrénées-Orientales.....	350.	254.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la construction, dans la commune de Sainte-Marie-aux-Mines, d'une usine pour le blanchissage de l'arsenic et le grillage du cuivre gris.....	350.	254.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui établit dans la ville de Châlons-sur-Marne une foire annuelle spécialement destinée à la vente des chevaux et bestiaux.....	350.	255.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Boulogne-sur-mer, de Belmont et de Flavy-le-Martel; aux pauvres de Ville-d'Avray, de Mazères, de Lyon, de Tarbes, de la Garde, de Gayan, de Rouffach, de Curbigny, de Vic-Fezensac, de Goulter et Olbier et d'Ivry; aux hospices de Strasbourg, de Saint-Trivier de Courtes, d'Annonay, d'Autun et de Colmar.....	352.	284 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	églises de Saint-Priest-Taurion, de Cordes, de Montdidier, de Calberte, de Jarcieux, de Saint-Lis, de Puymaurin, de Saint-Alban, de Prouville, de Templemars, de Mécé, de Brasparts, de Verneuil, de Mathieu, d'Ambacourt, de Caumont, de Clermont-Ferrand, de Pirou, d'Amy, de Saint-Melaine, de Croizic, de Grand-Champ, de Rexpoède, d'Aix-en-Othe, de Perpezac-le-Noir, de Prats de Mollo, de Bief du Fourg, de Châtillon et de Viré; aux séminaires de Langres, de Marseille, de la Rochelle et de Vannes; à la congrégation des sœurs de la Sainte-Trinité de Valence; aux desservans successifs de la succursale de Provenchère et à l'évêché de Vannes.....	364.	482 et suiv.
25 Mars 1830.	ORDONNANCE du Roi portant création d'un sous-secrétaire d'état au département de la guerre.....	346.	180.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le vicomte de Champagny sous-secrétaire d'état au département de la guerre.....	346.	180.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Berettini, Cookesley, Hopkins, Meyer, Rosselli dit Valentini, Sala et Watson, à établir leur domicile en France.....	346.	185.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui prescrit des mesures de précaution à l'égard des chaudières à vapeur destinées aux établissemens publics ou industriels.....	347.	195.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui distrait du canton de Miélan la commune de Sarragailloles, arrondissement de Mirande, département du Gers, et la réunit à la commune de Saint-Michel et au canton de Mirande.....	348.	224.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui réunit au canton de Bouzonville, arrondissement de Thionville, département de la Moselle, la commune de Merten et Bibling, qui dépendait de l'ancien canton de Sarrelouis.....	348.	224.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N ^{os} des Bull.	Pages.
25 Mars 1830.	ORDONNANCE du Roi relative au prolongement d'une route départementale de la Dordogne et au classement du chemin de Mucidan à Ribérac.....	349.	225.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	349.	226.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède à M. le duc Decazes les mines de fer carbonaté des houillères de Trépalou et de Fraux, communes d'Aubin et autres du département de l'Aveyron.....	350.	254.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi contenant des changemens dans les jours de tenue des foires établies dans les communes d'Azas, de Scey-sur-Saône, d'Estissac et de Pionsat... ..	350.	255.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux protestans d'Aubais, au consistoire de l'église réformée de Vabre, aux hospices de Montfaucon, de Bergues, de Dijon, de Verdun, d'Auxerre, d'Aix, de Sainte-Livrade et de Bourbourg; aux pauvres de Firminy, d'Arfeuilles, de Saint-Verain, de Pierrefiche, de Boiscorin, de Villeneuve-sur-Lot, de Mesnil-Rainfray, de Juvigny, de Rodès, de Villefranche, de Saint-Denis-Maisoncelles, de Massat, de Quincié et de Verrières, et à la commune d'Amplepuis.....	352.	286 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur Hegner.....	354.	310.
Idem.	— au sieur Bixon.....	357.	364.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Recoux, d'Essertines-en-Donzy, de Saint-George de Commiers et de Noyal-Muzillac; aux hospices de Châteauneuf, de Cogolin et de Moulins; aux pauvres de Laval-Roquezezière, de Canes, de Montmartin-en-Graignes, d'Hargicourt, de Moafins,		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N ^{os} des Bull.	Pages.
25 Mars 1830.	de la Roche-Bernard, de Ruffiac, et du deuxième arrondissement de Paris.....	353.	333 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Bertheau.....	363.	470.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises d'Auray, de Sufniac, de Saint-Michel de Chefchef, de Bieujac, d'Houécourt, de Barbazan, de Saint-Malo, de Marzan, de Chaussy, de Hainpont et de Hindling; aux séminaires de Toulouse, de Lyon, de Saint-Flour et de Versailles... ..	364.	485 et suiv.
28.	ORDONNANCE du Roi portant qu'il sera fait, à l'hôtel des monnaies de Paris, des essais de monnayage par le procédé de la virole brisée et de la virole cannelée.....	347.	195.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme directeur de l'administration de la guerre M. le comte d'Hautpoul, maréchal-de-camp.....	347.	198.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitivement la communauté des sœurs de la charité et instruction chrétienne de Nevers établie à Montpellier.....	347.	202.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la supérieure générale des sœurs de Saint-Vincent de Paul établies à Paris à former dans la ville de la Rochelle une communauté dépendante de sa congrégation.....	347.	202.
29.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Krüger, Funk, Fusslin, Linck, Ludowig, Pleisz, Schluter, Schröcker et Sutter, à établir leur domicile en France.....	357.	364.
31.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1815 et 4 juillet 1821.....	346.	177.
1. ^{er} Avril.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Derbishire et Reggio à établir leur domicile en France.....	347.	202.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant que des pensions		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	pourront être accordées aux veuves des membres de l'université.....	348.	210.
1. ^{er} Avril 1830.	ORDONNANCE du Roi relative à la reconstruction du pont communal de Champ, département de l'Isère.....	350.	243.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la construction d'un pont suspendu dans la commune de Vailly, département de l'Aisne.....	350.	244.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Prévraud de Labouresse</i> à ajouter à son nom celui de <i>Desquillets</i>	350.	251.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Rodrigues</i> à ajouter à son nom celui de <i>Pimentel</i>	350.	252.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Brienne, de Saint-Afrique, de Marseille, de Gardanne et d'Angoulême; aux pauvres de Saint-Geniès, de Vedrines-Saint-Loup, de Bergerac et d'Angoulême; aux communes de Chenedollé et d'Arçon.....	355.	335 et 336.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Thesmar</i>	354.	316.
Idem.	— au sieur <i>Raucq</i>	357.	364.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Rozet-Fluans, de Boullay-Thierry, de Sigloy, de Saint-Sauveur de Pierrepont, d'Étoges, de Niort, de la Gravelle, de Château-Brehain, d'Archewiller, de Saint-Ouen de la Cour, d'Athéz d'Asson, d'Aulneaux, de Lucé-sous-Ballon et de Berny; aux pauvres de Vauvavez, de Beauvilliers, d'Abondant, de Quimper, de Caraman, de Castelnau-d'Estretfonds, de Toulouse, de Saint-Avit, de Montpellier, de Pézenas, de Rennes, de Ligneuil, de Frasnès, de la Pacaudière, de Pithiviers, de Saint-Ay, de Messas, de Meung-sur-Loire, de Sainte-Livrade, de Saint-Alban, de la Jaille-Yvon, d'Is, de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Laval, de Saint-Hilaire des Landes, de Ribecourt, de Crepy, de Puisieux, de Douy-la-Ramée, de Lens, de Cournon, de Thann, de Versaugues, d'Autun, d'Ivré-l'Évêque, du Mans, de Sargé, de Saint-George-le-Gautier, d'Esteville, de Touffreville, de Nemours, de Piscop, de Roye et de la paroisse Saint-Thomas d'Aquin de Paris; aux hospices des Vans, de Montpeyroux, de Vias, de Tours, de Vienne, de Lons-le-Saulnier, de Charlieu, de Tence, d'Angers, de Laval, de Mayenne, de Cambrai, de Compiègne, de Clermont-Ferrand, de Perpignan, de Sainte-Marie-aux-Mines, de Toulon-sur-Arroux, de Caudebec, de Versailles et des vieillards de Paris.....	356.	344 et suiv.
1. ^{er} Avril 1830.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Mejan</i> père à accepter le titre de chambellan près de S. M. le Roi de Bavière....	357.	364.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au sieur <i>Fogué</i> une partie des mines de fer de la montagne de Batère, commune de Corsavy, département des Pyrénées-Orientales.....	357.	365.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Sorèze, de Garéoult, de Rupt, de Golbey et de Corcieux; aux hospices de Montauban, de Saint-Antonin, de Signe, de Cotignac, de Beausset, de Pontiers-et de Darney, et à la commune de Colroy-la-Roche.....	357.	367 et 368.
2.	ORDONNANCE du Roi portant nomination à plusieurs préfectures.....	347.	193.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le vicomte <i>Suleau</i> directeur général de l'administration de l'enregistrement.....	348.	212.
4.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le chevalier <i>Caunan</i> à la préfecture de la Meuse, et M. <i>Villeneuve</i> à celle de la Corrèze.....	348.	212.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitive-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	ment la communauté des religieuses carmélites de Limoges.....	348.	216.
4 Avril 1830.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	349.	223.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant approbation des statuts des sœurs de la Providence établies à Ligny-le-Châtel, département de l'Yonne.....	350.	245.
6.	ORDONNANCE du Roi qui détermine la forme dans laquelle seront exécutées les ordonnances relatives aux transmissions de pairies hors de la ligne directe.....	349.	209.
7.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Geisler, Guille, Nordheim, Noël et Zucker</i> , à établir leur domicile en France.....	348.	216.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs <i>Samuel Blum</i> et fils à établir à leurs frais un chemin de fer d'Épinal au canal de Bourgogne.....	350.	247.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe un chemin au rang des routes départementales de la Lozère.....	350.	242.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Chalumcau</i> à ajouter à son nom celui de <i>Verneuil</i>	350.	252.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Magot</i> à ajouter à son nom celui de <i>Marevilles</i>	350.	252.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur comte de <i>Béthune</i> (<i>Albert-Maximilien-Joseph</i>) à prendre du service près de S. M. le Roi des Pays-Bas.....	353.	303.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Laulanié</i> à conserver et tenir en activité et à augmenter l'usine à fer du Moulinet, commune de Saint-Front, département de Lot-et-Garonne.....	357.	363.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Villers-Cotterets et de Saint-Julien du Gua, et à l'hôpital général de Moulins.....	357.	369.
7 Avril 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux hospices de Bar-sur-Seine et d'Egguieres, et à la commune du Theil.....	358.	376.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Saintes, de Villeneuve-lès-Béziers, de Loches, de Mayenne, d'Hazebrouck, d'Elne, d'Auxerre et d'Avallon; aux pauvres d'Anduze, de Roanne, de Clion, d'Orléans, de Saint-Denis de Gatines, de Lunéville, de Pontivy, de Malignénac, d'Hazebrouck, de Froissy, de Domfront, de Haisnes, de Castède-Candau, de Paris, d'Abbeville, d'Amiens, de Méonnes, de Toulon, de Saint-Priest-Taurion, de Gerbepalet de Corcieux; aux communes de Puymarin, de Pansage, d'Uisseau, d'Isac, d'Erchin, de Compiègne, de Tatinghem, de Saint-Forgeux, de Crouy-sur-Ourcq, de Sermaise, de Vabre, de Saint-Marcel, des Planches et de Vicq; et aux sociétés de charité maternelle de Moulins et de Tours.....	359.	384 et suiv.
11.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. de <i>Fumeyron d'Ardeuil</i> maître des requêtes en service ordinaire.....	348.	213.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme commandant en chef de l'armée d'expédition d'Afrique M. le comte de <i>Bourmont</i> , ministre de la guerre.....	350.	241.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. d' <i>Auderic</i> à la préfecture de la Vendée, et M. <i>Croze</i> à celle des Basses-Alpes.....	350.	243.
16.	* LETTRES PATENTES portant érection de majorats en faveur de MM. <i>Julliac, Barchou</i> et <i>Penguilly l'Haviden</i>	350.	250.
18.	ORDONNANCE du Roi qui charge le ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, président du Conseil des ministres, du porte-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	feuille de la guerre pendant l'absence du ministre de ce département.....	350.	241.
18 Avril 1830.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	351.	259.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant concession des mines de houille lignite situées dans les communes d'Aigaliers, Servièrs et Montaren, département du Gard.....	357.	365.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs <i>Le Masson</i> et <i>Guillemin</i> à établir dans la commune de Curél un haut fourneau pour la fonte du minerai de fer.....	357.	365.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux consistoires de Niort et de Calmont; aux protestans de Barnave; aux pauvres de Chamouille, de Rabat, de Saurat, de Peyruis, d'Is-Bardel, de Saintes, de Chartres, de Bordeaux, d'Anduze, de Ledignan, de Laval, de Nancy, du Mans, d'Aix et de Meaux; aux hospices de Limoux, de la Ciotat, de Dijon, de Janville, de Bordeaux, du Pont-Saint-Esprit, de Toulouse, d'Obernay, de Thann, d'Amplepuis, du Mans, de Paris, de Bar-le-Duc et de Belley; aux communes de Truttemer-le-Grand, de Saint-Julien-aux-Bois, de Misson, de Montbarrois, de Soisy et de Dôle.....	359.	368 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices d'Airaines, de Meaux, de Colmar, de Rodès, de Haguenau, de Courthéson, de Saint-Dié et de Valence; aux pauvres de Meaux, de Pierrefeu, de Conques, de Grand-Vubre, de Bussang, de Taverny, de Rully, de Changy, d'Autun et de Saint-Nicolas de la Grave; aux communes de Coudray-la-Neuveville, de Moivre, du Fresne, de Beaumetz, de Saint-André de Roquepertuis, de Puy-lauzié, d'Hennecourt et d'Ecouen.....	360.	416 et suiv.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
21 Avril 1830.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le vicomte de Suleau conseiller d'état en service extraordinaire, et l'autorise à participer aux délibérations du Conseil.....	350.	242.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Serapio de Egusquiza</i> et <i>Umbach</i> à établir leur domicile en France.....	351.	262.
Idem.	RAPPORT au Roi concernant le mode et les conditions d'admission dans la carrière diplomatique.....	354.	309.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Brécé, de Malzieu, de Saint-Chaffrey, de Chaumont, de Montsurs, de Saint-Aignan, d'Evreux, d'Aire, de Dijon, de Soissons, de Montcheun, des Gras, de Saint-Cloud, de Cossé-en-Champagne, de Landroff, d'Arras, de Saint-Rembert, de Senninghem, de Saint-Martin de Chaulieu, de Sainte-Eulalie, de Romazy, de Barjac, de Damville, d'Anthenay, des Minières, du Boucenay, de Châteauneuf d'Isère, de Besançon, de Mirepoix, de Prémontre, de Louvigné du Désert, de Bordeaux, de Barbazan, de Bernay, de Villers-sous-Chalamont, de Cholet, et du onzième arrondissement de Paris.....	360.	419 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices d'Autun, de Clamecy, de Sens, de Vic, du Buis, de Brive, de Saint-Quentin, de Brienne-le-Château, de Paris, de Versailles, de Châteauroux, de Montelimart, de Lambesc, d'Aubagne, de Montbrison et de Grenoble; aux communes de Roye, de Mesnil-Veneron, de Saint-Ferriol, de Petitnoir-Saulgois, de Saint-Aubin et Cadellech, de Badaroux, de Parfondéval, de Lhor, de Vimarcé et de Tessé.....	360.	419 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages
	Castelnau-Montrastier, de Saint-Just et de Saint-Symphorien-le-Château; aux communes de Chailly et de Chirassimont et à l'hospice de Tarare.....	361.	439.
25 Avril 1830.	ORDONNANCE du Roi qui affecte au placement exclusif des officiers, sous-officiers et militaires de la gendarmerie royale, deux des compagnies de fusiliers sédentaires existantes, lesquelles prendront le titre de compagnies sédentaires de gendarmerie....	362.	273.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination de maîtres des requêtes au Conseil d'état....	362.	274.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	362.	276.
Idem.	RÈGLEMENT concernant le mode et les conditions d'admission dans la carrière diplomatique.....	364.	311.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe le chemin de Donjeux à Rimaucourt parmi les routes départementales de la Haute-Marne.....	365.	323.
28.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Horwedel et Sibit à établir leur domicile en France.....	362.	279.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant proclamation des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le premier trimestre de 1830, et des cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des droits résultant de titres de la même nature.....	363.	290.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui proroge jusqu'au 22 juin 1834 la durée du privilège de l'Almanach royal, dont jouissent aujourd'hui les sieurs Guyot fils et Serbe.....	365.	322.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi relatives aux foires des communes de Moras, de Combovin, de Saint-Paul-trois-Châteaux, de Saint-Agnan-en-Vercors et de Culette, département de la Drôme, et à celles de Laguerpie, de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Dunes et de Castelsagrat, département de Tarn-et-Garonne.....	357.	366.
28 Avril 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Noyelle-Vion, de Poitiers, de Saint-Sulpice-le-Verdon, de Crépy, de Melun, de Saint-Martin-Lars-en-Tiffanges, de Cailières, de Lherm, d'Orléans, de Fontans, de Marignac-Laspeyres, de Saint-Flour, de Paris, de Clermont, de Collobrières, d'Écouen, d'Avignon et de Sijan; aux communes d'Aube, de Brégy, de Mégrit, de Rillé, de Mantilly, de Servièrès, de Saint-Mars-sur-Colmont, de Bernay et de Chazelles-sur-Lyon; aux hospices d'Auxonne, de Crépy, d'Annonay, de Moreuil, d'Arras, de Bar-le-Duc, de Sainte-Gemme d'Andigne, de Paris, de Courthézon, d'Avignon, de Vitry-le-Français, de l'Aigle et de Lens.....	362.	459 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Dessy.	363.	470.
30.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	351.	257.
2 Mai.	ORDONNANCE du Roi portant nomination d'auditeurs au Conseil d'état.....	352.	275.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitivement la congrégation des sœurs de la Providence établie à Ligny-le-Châtel.....	352.	279.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant création d'une troisième place de suppléant dans la faculté de droit de Caen.....	355.	323.
5.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la régie des contributions indirectes à vendre des cigares fabriqués à la Havane (île de Cuba).....	353.	289.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Maniquet et Péalardy à ajouter à leurs noms ceux de Vauberet et de Lanenville..	354.	316.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
5 Mai 1830.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs <i>Maria et Moroder</i> à établir leur domicile en France.....	354.	316.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui prescrit la transcription, sur les registres du Conseil d'état, des statuts des sœurs de la Présentation de Marie établies à Bourg Saint-Andéol.....	355.	324.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui confirme et autorise, sous le titre d'abattoir public, l'établissement existant à Thann destiné à l'abattage des bestiaux.....	355.	325.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la construction d'un pont suspendu sur le Rhône, entre la ville de Condrieu et le bourg des Roches.....	355.	327.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations de bois dans diverses forêts royales.....	356.	339.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe un chemin vicinal au rang des routes départementales de la Haute-Loire.....	356.	343.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui fixe les limites de l'ancienne concession des mines de houille de Ronchamp et de Champagny, département de la Haute-Saône.....	357.	365.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent la conservation et l'établissement d'usines dans les communes de Cluis et de Saint-Urbain.....	357.	365.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi relatives aux foires des communes de Saint-Just, d'Espalion et d'Estaing.....	357.	366 et 367.
Idem.	ORDONNANCE du Roi ayant pour objet de pourvoir à l'exécution définitive de l'article 2 de la convention conclue le 30 avril 1822 entre la France et l'Espagne.....	358.	374.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits à l'hospice de Schelesadt, aux pauvres de Caluire et à la commune d'Aix-en-Othe.....	362.	456.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Muller</i>	363.	470.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
5 Mai 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Nancray, de Pau, de Lunéville, d'Abbeville, de Bellocq, de Chemault, de Bouzonville-aux-Bois, de Tours, de Laissac, de Narbonne et d'Arlebosc; aux hospices de Tours, de Narbonne, de Belley, de Trévoux et de Thoissey.....	364.	487 et 488.
9.	ORDONNANCE du Roi qui établit une chaire de droit commercial dans la faculté de droit de Strasbourg.....	354.	313.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	356.	341.
12.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Lankoffer</i> à établir son domicile en France.....	354.	317.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe un chemin parmi les routes départementales d'Eure-et-Loir.....	356.	344.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui concèdent les mines de houille de Combes, situées commune d'Aubin, et celles dites de <i>Malataverne</i> , du <i>Valat de Riensset</i> et de <i>Soustelle</i> , arrondissement d'Alais, département du Gard.....	357.	366.
16.	ORDONNANCE du Roi portant dissolution de la Chambre des Députés et convocation des collèges électoraux et des Chambres.....	354.	303.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui élève à la seconde classe le collège royal de troisième classe établi dans la ville d'Avignon.....	354.	313.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui déclare collèges royaux de troisième classe les collèges communaux de Tours et du Puy.....	354.	314.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitivement la communauté des religieuses de l'Enfant-Jésus établie à Beaumont-en-Beine, département de l'Aisne.....	354.	316.
18.	* LETTRES PATENTES portant érection d'un majorat en faveur de M. le comte <i>Jaubert</i>	354.	315.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
19 Mai 1830.	ORDONNANCE du Roi portant création d'un ministère des travaux publics.....	354.	306.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination à quatre ministères.....	354.	307.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui supprime la direction générale des ponts et chaussées et des mines, et nomme M. Becquey ministre d'état, membre du Conseil privé.....	354.	308.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. Courvoisier ministre d'état, membre du Conseil privé.....	354.	308.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme ministres d'état et membres du Conseil privé MM. le comte de Bertier et M. le baron de Ballainvilliers.....	354.	309.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le baron Dudon ministre d'état, membre du Conseil privé.....	356.	339.
23.	ORDONNANCE du Roi qui autorise M. le comte de Bertier, ministre d'état, à participer aux délibérations du Conseil d'état.....	355.	321.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. de Rainville conseiller d'état en service ordinaire.....	355.	321.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Batta, Daniel, Ceryi, Corboz, Finck, Kelly, Reihl et de Shée, à établir leur domicile en France.....	355.	329.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	357.	355.
Idem.	ORDONNANCES du Roi qui classent plusieurs chemins parmi les routes départementales d'Eure-et-Loir, de la Corse et de Loir-et-Cher.....	357.	359 à 361.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant établissement d'un abattoir public et commun dans la ville de Stenay.....	359.	360.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Tours à établir un abattoir public et commun.....	359.	362.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
23 Mai 1830.	* ORDONNANCE du Roi relative à la réunion de plusieurs communes de l'arrondissement de Rodès, département de l'Aveyron....	361.	439.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant établissement de neuf nouvelles foires dans la commune de Grisolles.....	363.	472.
29.	ORDONNANCE du Roi qui opère le partage, entre le département de l'intérieur et le département des travaux publics, des crédits compris au budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1830, et règle les mesures relatives à la comptabilité de ces ministères.....	357.	353.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui dispense de l'approbation supérieure les autorisations données par les préfets pour l'abattage et le remplacement des arbres en état de dépérissement le long des routes royales et départementales, et pour l'exécution, dans de certains cas, des travaux concernant les routes départementales.....	357.	362.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise la construction, dans la commune de Saudron, département de la Haute-Marne, de dix lavoirs à bras pour le lavage du minerai de fer.....	357.	360.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise définitivement la congrégation des sœurs de la Présentation de Marie établie à Bourg Saint-Audéol.....	358.	375.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant création, dans la faculté de droit de Paris, d'une chaire de procédure criminelle et de législation criminelle.....	359.	379.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant que la commune de Saint-Avit-Rivière est distraite du canton de Cadouin et réunie à celui de Montpazier, département de la Dordogne	361.	440.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait aux écoles primaires du		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
31 Mai 1830.	canton de Chambon, arrondissement de Saint-Étienne, département de la Loire... TABLEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	361.	441.
2 Juin.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le baron de Vaufréland secrétaire général du ministère de la justice.....	356.	337.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme M. le baron de Vaufréland conseiller d'état en service extraordinaire, et l'autorise à participer aux délibérations du Conseil.....	358.	372.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs Bererlin, Breitling, Ferri, Hacherel, Hugerthofer, Mohr, Navé, Schutterlé, Vignerot et Wallach, à établir leur domicile en France.....	358.	373.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.....	361.	431.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à l'abattoir public de la ville de Bagnols, département du Gard.....	362.	447.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative à la reconstruction de deux ponts dans la commune de Voncq, département des Ardennes.....	362.	449.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe les chemins de Seyne à Lescale, de Sisteron à Apt, et de Forcalquier à Sault, au rang des routes départementales des Basses-Alpes.....	362.	451.
3.	ORDONNANCE du Roi contenant des dispositions relatives aux majorats de pairie.....	362.	442.
6.	ORDONNANCE du Roi relative à l'administration et à la comptabilité des hospices et établissements de bienfaisance.....	358.	369.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant qu'à l'avenir les individus des deux sexes condamnés correctionnellement à plus d'un an de prison seront seuls envoyés dans les maisons centrales de détention.....	358.	371.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
6 Juin 1830.	ORDONNANCE du Roi portant que les officiers de tout grade, ainsi que les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats, appelés à faire partie de l'armée d'Afrique, concourront exclusivement entre eux pour l'avancement aux emplois vacans dans les états-majors, corps de troupes ou détachemens des différentes armes composant ladite armée..	359.	377.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui concède au sieur de Pourtalès la mine de fer d'Oppenans, département de la Haute-Saône.....	359.	384.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui nomme les présidens et vice-présidens des collèges électoraux...	360.	394.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative au mode d'essai pour constater le titre des matières et espèces d'or et d'argent.....	361.	426.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative au titre des espèces duodécimales d'argent qui seront versées aux hôtels des monnaies.....	361.	430.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Le Bouché et Alexandre à ajouter à leurs noms ceux de Lopès et de Ducaume.....	362.	452.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Jean Victor à porter le nom de Olier.....	362.	471.
9.	ORDONNANCE du Roi portant que les rentes qui seront rachetées par la caisse d'amortissement à dater du 22 juin 1830, seront transférées et inscrites au nom de cet établissement.....	361.	425.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui classe le chemin de Causcade à Figeac au rang des routes départementales de Tarn-et-Garonne.....	364.	474.
19.	PROCLAMATION du Roi.....	360.	393.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui fixe, pour les trains de bois de charpente, le droit de navigation sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat, entre Saint-Quentin, Cambrai et Chauny..	362.	447.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui, entre autres dispositions, porte que les inscriptions dites de capacité qui seront prises à dater du 1. ^{er} novembre prochain, ne pourront plus		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	compter pour le baccalauréat ni pour la licence en droit.....	363.	460.
13 Juin 1830.	ORDONNANCE du Roi portant concession au sieur <i>Dumora</i> d'un droit de péage sur le pont de la Mothe, département de la Gironde.	364.	476.
16.	ORDONNANCE du Roi qui porte que les deux conseils généraux du commerce et des manufactures n'en formeront plus qu'un seul sous le titre de conseil général du commerce et des manufactures, et contient des dispositions réglementaires sur ce conseil.....	362.	444.
Idem.	ORDONNANCE du Roi concernant la solde, l'uniforme et l'armement des officiers, sous-officiers et gendarmes des compagnies sédentaires de gendarmerie.....	363.	461.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant que le deuxième collège d'arrondissement du département du Loiret se réunira à Montargis.....	363.	462.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant approbation de l'adjudication faite aux sieurs <i>Mignot frères</i> pour la construction d'un pont suspendu sur la Durance, au lieu dit <i>les Georgets</i>	363.	463.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui résilie l'adjudication passée au duc de <i>Cazes</i> et au sieur <i>Humann</i> pour la construction d'un pont suspendu sur le Lot, au passage de la Madeleine, département de l'Aveyron, et porte qu'il sera procédé à une nouvelle adjudication de l'entreprise.....	363.	466.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet le sieur <i>Baudille Julia</i> à établir son domicile en France.	363.	470.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui proroge jusqu'au 1. ^{er} janvier 1836 la remise entière de la redevance accordée aux concessionnaires des mines de houille de <i>Schœneck</i>	363.	472.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui concèdent les mines de houille brune dites de <i>Pouzols</i> et <i>Sainte-Valière</i> , département de l'Aude, et celles de <i>Cublac</i> , département de la Corrèze.	363.	472.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant que la route départementale n. ^o 9, de l'Ille-en-Dodon à l'Ille-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Jourdain, par Lombez, dans le département du Gers, sera prolongée jusqu'à la limite du département de la Haute-Garonne.....	364.	475.
16 Juin 1830.	ORDONNANCE du Roi qui accorde une prolongation à la durée du brevet d'invention obtenu par le sieur <i>Huet</i>	364.	478.
18.	ORDONNANCE du Roi qui ajourne aux 12 et 19 juillet prochain la réunion des collèges électoraux dans vingt départements.....	362.	441.
20.	* ORDONNANCE du Roi qui fixe définitivement à dix le nombre des avoués près le tribunal de première instance de Brioude.....	363.	469.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur <i>Friquet</i> à établir une usine à fer sur la tête d'eau des moulins de Blagny.....	363.	472.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination d'un président et de trois vice-présidents de collèges électoraux.....	364.	473.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois de plusieurs communes.	364.	479.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent définitivement les communautés des sœurs de Saint-Dominique et de Saint-Joseph établies à Monastier, à Fontainebleau et à Rudelles.	364.	480 et 481.
23.	ORDONNANCE du Roi qui modifie les dispositions de l'article 104 de l'ordonnance du 1. ^{er} août 1827, en ce qui concerne les formalités à remplir pour les adjudications des chablis, bois de délit et autres objets dont l'évaluation n'excède pas cinq cents francs.	363.	459.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui fixe définitivement à douze le nombre des huissiers près le tribunal civil de Castelnaudary.....	363.	469.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs <i>Gates</i> et <i>Hewitt</i> à établir leur domicile en France.....	363.	471.
30.	TABEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	363.	457.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
SUPPLÉMENT À LA TABLE CHRONOLOGIQUE contenant les n. ^{os} 365 à 375 (après la page 488).			
23 Avril 1817.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Lenaerts</i>	370.	63.
28 Sep. 1823	— au sieur <i>Didesch</i> dit <i>Schmit</i>	367.	42.
15 Nov. 1826	— aux sieurs <i>Pigeot</i> et <i>Poncelet</i>	367.	42.
13 Mars 1827	— au sieur <i>Yveret</i> dit <i>Evrard</i>	370.	63.
7 Mai 1828.	— aux sieurs <i>Bosendorf</i> et <i>Huard</i>	367.	42.
6 Juillet.	ORDONNANCE du Roi qui détermine la division territoriale de l'île de Bourbon pour l'administration de la justice.....	373.	157.
12 Mars 1829.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Gilles</i>	367.	42.
19 Juillet.	ORDONNANCE du Roi sur le ressort judiciaire de la Desirade, dépendance de la Guadeloupe.	373.	158.
16 Sept.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>Paillot</i>	367.	42.
25 Oct.	— au sieur <i>Zimmer</i>	370.	63.
30 Déc.	ORDONNANCE du Roi qui assigne sur la caisse du sceau des titres le paiement des dépenses extraordinaires du ministère de la justice..	374.	141.
27 Janv. 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur <i>George</i>	366.	19.
24 Fév.	— au sieur <i>Bouhtay</i>	370.	63.
25 Mars.	— aux sieurs <i>Jehlin</i> et <i>Raphaël</i>	366.	19.
1. ^{er} Avril.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Montigny-le-Roi, de Chuyer, de Méry-ès-Bois, de Brienne, de Montluçon, de Frémontier, de Surin, de Beauvais, de Vavincourt, de Saint-Michel des Andaines, de la Pommeraye, d'Issendic, de Pouy de Touges, de Saint-Urbain, de Saverne, d'Ance, de Guiche et de Saint-Vincent de Paul de Paris; aux desservans successifs de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Sacquenay, de Brée, de Brielles et de Sécourt; au séminaire de Nantes; aux congrégations des sœurs de charité d'Evron, de Bourg et de Troyes; et aux communautés religieuses d'Abbeville, de Toulouse, de Vannes, de Roubaix, de Douai, d'Amiens, de Caen, de Rodès et de Grenoble.....	366.	19 et suiv.
4 Avril 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Champagny, de Broingt-les-Fosses, d'Esnoms, de Regrippières, de Toulouse, du Cuvier, de Villiers-en-Désœuvre, de Vagnas, de Saint-Ursin, de Bapaume et de Landroff, et au séminaire de Marseille.	366.	23 et 24.
18.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Chéméré-le-Roi, de Mialanes, de Leucate, de Deyvillers, de Vernet, de Saint-Bauzile, de Hennecourt, de Cruzy, de Blécourt et Sancourt, de Mirepoix, de Saint-Paul de Jarrat, de Landivisiau, de Périgny, de Noidant-le-Rocheux, d'Humes, de Villier, de Herlin-le-Sec, de Clermont-Ferrand, de Pollien, de la Bastide-Clairance, de Marseille, de Massiac, des Gras, de Quillio, d'Urville, de la Baroche-sous-Lucé, de Lucé et Beaulandais, de Bandol, du Beausset, de Saint-Germain de Talvende, de Bulguéville, de Noirmoutiers, de Champagny, de Gonnebem, de Nouari, de Louvigné du Désert, de Belloange, de Dompierre, de Baronville, de Nantes et de Saint-Eustache de Paris; aux séminaires de Paris, de Gap, de Dijon, de Metz, de Cambrai et d'Arras; aux écoles secondaires ecclésiastiques de Paris et de Séez; aux desservans des églises de Pontigné et d'Urville; au diocèse de Fréjus; aux congrégations et communautés religieuses établies à Châtellerault, à Laventie, à Goarce, à Lens, à la Puye, à Mâcon et à Plaintel, et à l'hôpital de Nantes.....	366.	25 et suiv.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
21 Avril 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Varennes, de Vitry-sur-Loire, de Toussieux, de Bonne-Famille autrement dite Moidière, de Chambray, de Vannecourt, de Conques, du Grand-Vabre, d'Yquelon, de Lessard et le Chêne, de Bugarach, de Barrême, de Prémont, de Giziat et Châtel, de Villefranche et de Diancey.	366.	31.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation d'un legs et d'une donation faits aux fabriques des églises de Saint-Dié et de Cambernon.	367.	44.
25.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises d'Amélecourt, de Dourdan, de Beaumont-en-Véron, de la Chapelle-Blanche, de Saint-Joseph, de Caluire, de Nancy, de Doulaincourt, de Grippont, de Grezillé et de Saint-Jacques du Haut-Pas à Paris; aux séminaires de Saint-Dié et de Poitiers, et aux ursulines établies à Paris, rue de Vaugirard, à la charge d'en faire jouir celles qui résident à Auxerre.	367.	44 et 45.
28.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux fabriques des églises de Thann, de Quedillac, de Saint-Jouan de l'Isle, de Medréac et de Bapaume.	367.	45.
2 Mai.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux séminaires de Cambrai, de Rouen et de Reims; aux fabriques des églises de Chevigney, de Viven, de Tournemire, de Montdidier, de Maxinghem, de Boeschèpe, de Condé, de Treffléan, de Sergines et de Montgothier, et au chapitre métropolitain de Tours.	372.	111 et suiv.
3.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Belleville, de Lodève, d'Étampes, d'Amplepuis, d'Orthez, de Cette, de la Salvetat, d'Auch, de Lauzerte, de Béziers, de Saint-Flour, de Chaudes-aigues, de Mauriac, de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Châteaubriand, du Mans, et de la Vieillesse (hommes) de Paris; aux pauvres de Dehault, de Paris, d'Auch, du Pont-Saint-Espirit, de Cambiigneul, de Saint-Trivier-sur-Moignans, de Ratenelle, de la Grave, de Montsurs et de Gignac, et à l'école dominicale de Godewaersvelde.	365.	18 et suiv.
5 Mai 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Beux, de Lys-Saint-George, de Firminy et de Longeaux; aux pauvres de Saint-Nicolas de la Grave, à l'hospice de Fougères, et pour la fondation d'une place d'ineurable à l'hospice Saint-Joseph de Laval.	367.	46.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité au sieur Hasenvinkel.	367.	43.
Idem.	— au sieur Dorr.	370.	63.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Jony-le-Montier, de Dehault, de Niederhergheim, de Perpignan, de Grandchamps, de Toulouse, de Longecour, de Campigny et d'Aubreville; aux séminaires de Cahors et du Mans, et aux desservans successifs de Campigny.	372.	113 et 114.
9.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits à la communauté des religieuses de Notre Dame de la Charité du Refuge établie à Toulouse; au séminaire de Versailles; aux desservans successifs de Carbay et du Ham; aux fabriques des églises de Carbay, de Cambon du Temple, de Pazy, de Jussey, de Vaux, de Caubiac, d'Au-terrive, de Kemplich, de Thionville, de Metzeresche, d'Ayette et de Basse-Yutz.	372.	114 et 115.
12.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux détenus des prisons de Toulouse; aux communes d'Asques, de Saint-Geosmes, de Novéant-sur-Moselle, de Raurupt, de Ferrières, de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
12 Mai 1830.	Cambrai, de Sainte-Susanne, de Tréauville et de Troyes; aux hospices d'Aiguillon, de Molsheim, de Bar-le-Duc et de Versailles, et aux pauvres de Saint-Dié, de Raismes et de Vadrines-Saint-Loup.	367.	46 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Rambouillet, de Laval, de Pithiviers, de Montpeyroux et du Niort; aux pauvres de Rambouillet, d'Orphin, de Jurançon, de Lyon, de Romagné, de Quaedypre, de Largentière, d'Amance, de Louhans et de Romans, et à l'académie des beaux-arts.	368.	49 et suiv.
16.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Mesnil-Durand, de Quingey, de Rencurel, de Nogna, de Montigny, de la Flèche, de Sainte-Marie-aux-Mines, de Billy, de Rozericuelles, de Verderel, de Rânes, de Cellier et de Brainville; au séminaire de Toulouse et au chapitre cathédral de Carcassonne.	372.	116 et 117.
20.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux congrégations et communautés religieuses et hospitalières d'Ernemont, de Marseille, de Bordeaux et de Valbenoite; aux fabriques des églises de Saint-Charles, de Fressin, de Couffandey, de Taverny, de Bergheim, de Saulotte, d'Aujac, de Caen, d'Arras et de Saint-Saturnin; aux desservans successifs de Waldveistroff, d'Athée et d'Aujac; au séminaire de Nîmes et aux missions de France et étrangères à Paris.	372.	117 et suiv.
	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Fontenay-sous-Vezelay, de Senlis, de Corgirnon, de Saint-Pierre d'Allonne, de Lherm, de Germignonville, de Salers, de Saint-Aubin de Loquenay, de Saint-Pons, de Gauriac, de Saint-Chamond, de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
23 Mai 1830.	Plesnoy, de Moyon, de Vitry-la-Ville et de Pontscorff, et au séminaire de Toulouse. ...	373.	119 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui accordent des lettres de déclaration de naturalité aux sieurs d'Hauregard et Laib.	367.	48.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Moutiers-au-Perche, de Verdun, de Martigné-Fer-Chaud, de Rennes, de Lodève et du Puy-Saint-Martin; aux hospices de Reims, de Châlons-sur-Marne, de Fougères, d'Aigues-mortes et de Guéret; à la ville de Salins et à la commune de Saint-Ange.	368.	51 et 52.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Beauregard, de Bayeux, d'Aix, de Marseille, de la Roque d'Olmes et de l'Argentière; aux hospices de Lambese, de Roquebrune et de Bourgoin, et aux communes de Sainte-Scolasse-sur-Sarthe et d'Houillès.	369.	57 et 58.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites aux hospices de Nontron, de Vic-sur-Cère et d'Arras, et aux pauvres de Saint-Girons.	370.	64.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Songeal, de Cassagnes-Comtaux, de Guiscriff, de Vitry-sur-Loire, de Palluau, de Poitiers et de Narbonne; aux séminaires de Rennes et de Lyon; à la communauté des sœurs de la Visitation de Dijon; à l'école secondaire ecclésiastique de Narbonne; aux religieuses de Notre-Dame et aux curés successifs des paroisses de Saint-Just et de Saint-Pasteur de la même ville.	372.	121 et 122.
20.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Saint-Omer, de Gailiac, de Nontron, de Pléaux, de Soissons, de Rennes, de Quimperlé, de Mont-de-Marsan, de Langres, de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Thiers, de Bar-le-Duc, de Saint-Chamond, d'Amiens, de Gournay, de Rambervillers, de Belleville, d'Auray et de Romorantin; aux pauvres d'Agutz, de Coudrecieux, de Clermont-Ferrand, de Saint-Denis-d'Anjou, de Pléaux, de Rives, de Fermanville, de Bruges, de Saint-Saturnin, d'Enghien-Montmorency, d'Entraigues, de Viesly et de la Croix, et aux communes de Poisson et de Busseuil.	270.	64 et suiv.
29 Mai 1830.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Zech.	270.	63.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Montdidier, d'Ancerville, de Moyon, de Coulbœuf, de Charleville, de Jexey, de Tremilly, de Lingèvres, de Trelevorn, de Plouneour-Menez, d'Orléans, de Pléaux, de Taugon, d'Auxonne, de Maxey-sur-Vaise, d'Ambrines, d'Ourville, de Caullières et de Saint-Sernin de Cadix; aux séminaires de Toulouse, de Paris et de Montauban; aux desservans successifs de Lingèvres et de Taugon.	312.	122 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait aux pauvres de Montauban.	313.	129.
2 Juin.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices d'Argentan, d'Haguenau, d'Uzès, de Beausset, de Fontainebleau, de Montauban, de Bar-le-Duc, de Pacy-sur-Eure et de Verneuil; aux pauvres de Chauvailles, de Ferrières, de Mauvaisin et Danjas, de Subligny, de Benquet, de Breteuil, de Narbonne, de Miremont, d'Isle-sur-Serein, de Grasse et de Paris; à ceux de la paroisse protestante de Sainte-Aurèle de Strasbourg et de la paroisse protestante de Rothau; aux communes de Rieupeyroux, d'Espalion, de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
6 Juin 1830.	Saint-Michel, de Saint-Christophe-sur-Roc, de Drosay et d'Angoisse.	270.	67 et suiv.
	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Combes, d'Uffholtz, de Larroque, de Montigny-sur-Vingeanne, de Saint-Pierre-le-Gaillard, de Garéoult, de Montauban, de Lyon, de la Réorte, du Monastier, du Grand-Quevilly et de Nolay; aux séminaires de Beauvais, du Mans et de Montpellier, et aux écoles ecclésiastiques du diocèse de Beauvais.	373.	149 et suiv.
9.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux communes de Salins, de Saint-Pierre, ile d'Oléron, de Château-Thierry et de Clamart; aux hospices de Castel-Sarrasin, de Tournon, de Clisson, d'Orléans, d'Evreux, de la Seyne et de Beaugency; aux pauvres d'Aix, de Marans, de Chabons, de Saint-Nizier-sous-Charlieu, de Saint-Remi-lès-Chevreuse, de Monestier de Clermont, de Saint-Germain et de Chaussin.	370.	70 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui fixe au premier mardi de juillet le jour de la tenue de la foire qui se tenait le 25 juin dans la commune de Bletterans.	371.	107.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi portant établissement de deux foires dans la commune de Juvincourt.	371.	107.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux sœurs hospitalières d'Eu et de la Flèche; aux filles de Saint-André de la Puye établies à Angoulême; à l'école secondaire ecclésiastique de Châlons-sur-Marne, et à la deuxième communauté de Saint-Joseph dite de la Providence établie à Saint-Étienne.	373.	131.
11.	* LETTRES PATENTES portant érection d'un majorat en faveur de M. de Laporte marquis de Lartaudière.	365.	12.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
13 Juin 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux séminaires de Dijon, d'Avignon et de Poitiers; aux fabriques des églises de Lezat, de Rieupeyroux, de Maisonneille, de Malbuisson, de Rennes, du Ferré, de Saint-Paul de Varces, de Saint-Ellier, de Creuß, de Conques, de Ligny, de Verdun, de Pouan, de Cogolin, des Loges, de Ciboure, de Lyon, d'Orléans, d'Anvals, de Troyes, de Pradelles, d'Availles, de Kerprich et de Courey; à l'archevêché de Lyon et à la communauté des religieuses de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement établie à Carpentras.....	373.	131 et suiv.
16.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Villechenève, de Rubempré, de Gagny, de Salins, de Vernantais, de Beziers et de Lisle; aux communes de Péaule, de Bas, de Saint-Just de Claix, de Rubempré et de Montfort, aux hospices de Luz, de Salins et de Belleville, aux frères de la Doctrine chrétienne de Rubempré et à la fabrique de Montfort.....	370.	72 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de donations faites à la congrégation des filles de la Croix dites de Saint-André de la Puye; aux communautés des sœurs hospitalières de Macia, de Montusclat, de Mâcon et de Bayeux, et à l'école secondaire ecclésiastique d'Agen.....	373.	134 et 135.
20.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Torcé, de Montchâlons, de Rumersheim, de Xures, de Husson, d'Eclimeux, de Montbrison, de Laurens, de Montierender, de Nouvion, de Saint-Martin du Mont, de Guney-aux-Auix et de Minot; aux séminaires de Blois, de Dijon et de Bordeaux; aux sœurs de Saint-Joseph de		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Bessenay; aux sœurs de Notre-Dame de la Charité du Refuge de la Rochelle; aux filles de la Croix dites de Saint-André à la Puye, et aux religieuses de la Visitation de Nancy.....	373.	133 et suiv.
23 Juin 1830.	ORDONNANCE du Roi qui reconnaît comme établissement public l'hospice de vieillards et d'infirmités établi dans la commune de la Guillotière (Rhône), et l'autorise à prendre le titre d'hospice d'Angoulême.....	365.	5.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la société d'agriculture et des arts séant à Versailles à prendre le titre de société royale d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise.....	365.	6.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Cellier et Sertlet à construire dans la commune de Rarécourt une usine à fer en remplacement d'une huilerie et d'une scierie..	366.	32.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise le sieur Dexmier d'Archiac à établir un patouillet dans la commune de la Grande-Résie.....	366.	32.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres de Sens, de Montdidier, de Mouchel, de Champagny, de Bagnères, de Crépy, de Rencurel, de Vernon, de Bordeaux, de Coutras, de Villemur, de Quingey, de Grand-Sancey, de Saint-Martin-la-Méane, d'Apres, de Pau, de Colmar, de Montigny et de Piron; aux hospices de Saint-Brieuc, de Rochefort, d'Aubagne et de Chazelles-sur-Lyon.....	370.	73 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits à la congrégation des sœurs de Sainte-Marthe de Romans et à celle des sœurs de l'instruction charitable dites de Saint-Maur à Paris, et au séminaire de Metz.	373.	137.
26.	ORDONNANCE du Roi qui interdit l'emploi des chaudières et autres ustensiles ou appareils en cuivre pour la fabrication et le raffinage		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	du sel marin, et accorde aux fabricans les délais nécessaires pour se conformer aux mesures prescrites dans l'intérêt de la salubrité publique.....	365.	4.
26 Juin 1830.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la commune de Saint-Béat (Haute-Garonne) à établir un abattoir public.....	365.	7.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise des exploitations dans les bois y désignés.....	365.	9.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise les sieurs Cor, Larigaudelle, Félix et Auguste de Wimpfen, à établir sur le territoire de Sainte-Marie-aux-Mines un bocard à douze pilons et cinq tables à percussion.....	366.	32.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux hospices de Carcassonne et de Saint-Lizier.....	370.	76.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Peyne, de Dôle, de Besançon, de Turenne et d'Arles; aux pauvres de Gannat, de Bonnebosq, de Lambesc, d'Amiens, de Bourg-d'Un, de Locoal-Mendon, de Cabanial, de Ploudihen, de Saint-Samson et de Rodès; aux communes d'Ouville-la-Rivière, de Lovinghem, de Saint-Alban et de Burcy.	371.	96 et suiv.
27.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Gros pierre, de Sanilhac, de Saint-Etienne de Chigny, d'Arras, de la Tour, d'Enghien-Montmorency, de Brouvelieus, de Saint-Hilaire de Mortagne, de la Chapelle d'Aligné, de Chartres, de Maisdon, de Saint-Julien de Vouvantes, de Baissey, de Val des Prés, de Seurre, de Plougouven et de Nivillac; aux séminaires de Toulouse et de Bordeaux.....	373.	137 et suiv.
30.	* LETTRES PATENTES portant érection de majorats en faveur de MM. Bartholdi et Cadeau d'Arcy.....	365.	13.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	Brandner, Saucin et Michalesky Famin, à établir leur domicile en France.....	365.	13.
30 Juin 1830.	* ORDONNANCE du Roi qui fait à la compagnie Deshours-Farel, propriétaire de la concession des mines de houille de Cavaillac, remise de la redevance proportionnelle pendant dix années, à compter du 1. ^{er} janvier 1830.....	366.	32.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Ploërdut, de Plouay, de Graix, d'Angoulême, de Bernay, de Menneval, de Turenne et de Loyat, et à la commune de Ploërdut.....	373.	139 et 140.
4 Juill.	ORDONNANCE du Roi qui répartit entre les départemens du royaume le montant de la contribution supplémentaire établie pour 1830 sur les bois des communes et des établissemens publics.....	365.	1.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant que désormais les droits d'octroi sur les bestiaux vivans et sur ceux abattus au-dehors, introduits par quartier, pourront être établis au poids ou par tête.....	365.	3.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un legs fait aux frères des Écoles chrétiennes d'Aurillac.....	366.	32.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de legs faits aux fabriques des églises de Coligny et de Laroque.....	373.	140.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Nogent-sur-Seine, d'Angoulême, de Woipy, de Montdidier, de Château-double, de Gellin, de Redange, de Holling, de Béchamp et de Saint-Germain des Prés à Paris.....	374.	149 et 150.
7.	ORDONNANCE du Roi qui classe au rang des routes départementales de la Lozère le chemin de Mende à Meyrueis.....	366.	17.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise l'ouverture		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
7 Juill. 1830.	d'une nouvelle rue dans la ville de Barbezieux..... * ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux hospices de Narbonne, de Charleville, de Romans, de Sainte-Gemme d'Andigné, de Nonancourt, de Rodès, de Limoux, de Saint-Chamond, du Luc, de Saint-Nicolas, de Belfort, de Strasbourg, de Saint-Dié, d'Honfleur, de Donzère et de Noves; aux pauvres de Dreux, de Rouillon, de Saint-Martin-en-Haut, du Pas, de Saint-Marc-sur-Colmont, de Toul, de Bayeux, de Saint-Loup-Hors, de Bourges, de Chaux-Neuve, du Mans, de Sury, de Lisle, de Cuq-Toulza, de Boulogne-sur-Seine, de Saint-Jean de la Motte, de Benney, de Versailles, de Salency-Dominois, de Laurens, de Bapaume, de Beaune, de Beziens, de Paris et des paroisses de la Madeleine et de Saint-Nicolas; aux communes de la Baroche-Luché, de Maillé et d'Équeurdreville, et à la maison de charité des sœurs de Saint-Vincent de Paul à Saint-Dié.....	366.	18.
11.	ORDONNANCE du Roi qui proroge le péage établi sur le pont de Givart, département de la Marne.....	371.	98 et suiv.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Troyes, de Garennes, de Toulouse, de Monlet, de Dommartin-le-Franc, de Saulnot, de Saint-Sauveur, de Tarare, de Mentque, d'Hallancourt et de Guilleryval, et à la communauté des sœurs de Saint-Charles de Lyon établie à Saint-Bonnet-le-Château.....	372.	109.
12.	* LETTRES PATENTES portant érection de majorats en faveur de M. Le Lièvre marquis de la Grange et de Fourvilles, et de M. Delamarre.....	374.	150 et suiv.
14.	* ORDONNANCE du Roi qui admet les sieurs	366.	18.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
14 Juill. 1830.	Guillaume, Rion, Stamboly, Thomas et Wag, à établir leur domicile en France.: ORDONNANCE du Roi qui élève à la dignité de maréchal de France M. le comte de Bourmont, pair de France, lieutenant général des armées du Roi.....	367.	43.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui élève M. le vice-amiral baron Duperré à la dignité de pair du royaume.....	369.	53.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui prescrit la transcription, sur les registres du Conseil d'état, des statuts des sœurs des écoles chrétiennes et charitables du Saint-Enfant Jésus établies à Toulon.....	369.	55.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits à l'hospice des enfans trouvés de Paris, aux pauvres de Manpertuis, de Bordeaux, de Toulouse, de Fontainebleau, de Navarrens, d'Oloron, de Caumont, de Roussillon, d'Azay-sur-Thouet, d'Yerres, de Tarascon, de Brignoles, de Castellerrus, du douzième arrondissement de Paris et de la paroisse Sainte-Marguerite de cette ville; aux hospices de Toulouse, d'Oloron et de Saint-Amand, de l'hôtel-Dieu et de l'hôpital Saint-Louis de Paris; au consistoire israélite de Metz, et aux églises réformées de Lyon et de Saint-Thomas de Strasbourg.....	369.	56.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi portant distraction et réunion de plusieurs communes des départemens de la Loire, de l'Ain, de la Seine-Inférieure et de l'Allier.....	371.	102 et suiv.
Idem.	ORDONNANCE du Roi relative aux sommes à percevoir sur chaque train de bois arrivant à Paris pendant la campagne de 1830.....	371.	107 et 108.
18.	* ORDONNANCE du Roi qui fixe définitivement le nombre des huissiers des tribunaux de première instance séant à Perpignan et à Bellac.	372.	110.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'un capital de dix mille francs offert	367.	43.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	en donation par la marquise de Montcalm à l'église de la Sorbonne.....	371.	108.
18 Juillet 1830.	ORDONNANCE du Roi sur le remplacement, par un pont en maçonnerie, du bac existant sur la Garonne à Cazères, et création d'un péage.....	372.	123.
Idem.	ORDONNANCE du Roi sur la création d'un pont suspendu sur la Marne à Brie, et création d'un péage.....	373.	127.
Idem.	ORDONNANCE du Roi sur l'adjudication d'un pont suspendu sur la Seine à Ris-Orangis, et l'établissement d'un péage.....	374.	143.
Idem.	ORDONNANCE du Roi sur l'adjudication de la construction d'un pont sur l'Allier à Parentignat, et l'établissement d'un péage....	374.	146.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Diges, de Vouziers, de Brasparts, de Saint-Quentin, de Conliège, de Vesty, de Biéville, de Champigneules, de Lalaing, de Catillon, de Barretaine, de Saintes, de Rémoville, d'Aingeville, de la Courneuve, de Ploudaniel, de Bussière-lès-Belmont, de Notre-Dame de Courson, de Vassy, d'Agneaux, de la Chapelle-Séguin, de la Réole, de Correns et de Berre; à la congrégation de Saint-Lazare établie à Paris, et aux religieuses bénédictines de Toulouse..	374.	152 et suiv.
21.	ORDONNANCE du Roi portant proclamation des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le second trimestre de 1830, et des cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des droits résultant de titres de la même nature.....	371.	77.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant que l'abatage des pores destinés au commerce de la charcuterie à Toul ne pourra se faire qu'à l'abattoir public.....	371.	93.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise la ville de Cognac à établir un abattoir public.....	371.	94.

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
21 Juill. 1830.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres d'Avignon, de Crannes, de Tassillé, d'Orval, du Mans, de Saint-Ellier, de Graix, de Caubiac, de Limoges, de Pouillon, de Thionville, de Conliège, de Salins, de Marsolan et de Gimbrède; aux communes de Bordeaux, de Reuil et de Saint-Mars-la-Brière; aux hospices de Laval, de Berre, de Grenoble, de Viré, d'Evreux, de Pouilly, d'Aubagne, de Nancy et de Tours; au collège des avocats de Moulins, aux prisonniers de Nancy et à la société de charité maternelle du Mans.....	371.	104 et suiv.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui autorise l'abattoir public construit à Saint-Gaudens (Haute-Garonne).....	370.	61.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation de deux rentes et de divers objets mobiliers cédés à la communauté des sœurs du Bon-Sauveur de Saint-Lô.....	374.	154.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui autorise l'acceptation d'une somme de six mille francs offerte à la fabrique de l'église de la Dalbade de Toulouse.....	374.	154.
25.	ORDONNANCE du Roi qui suspend la liberté de la presse périodique et semi-périodique...	367.	33.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui dissout la Chambre des Députés des départements.....	367.	35.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui réforme, selon les principes de la charte constitutionnelle, les règles d'élection, et prescrit l'exécution de l'article 46 de la charte.....	367.	35.
Idem.	ORDONNANCE du Roi qui convoque les collèges électoraux d'arrondissement pour le 6 septembre prochain, les collèges de département pour le 13, et la Chambre des Pairs et celle des Députés pour le 28 du même mois.	367.	39.
Idem.	ORDONNANCE du Roi portant nomination de plusieurs conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire et extraordi-		

DATES des LOIS, &c.	TITRES DES LOIS, &c.	N. ^{os} des Bull.	Pages.
	naire, et qui autorise deux ministres d'état et cinq conseillers d'état en service extraordinaire à participer aux délibérations du Conseil d'état.....	367.	40.
25 Juill. 1830.	ORDONNANCE du Roi qui nomme conseiller d'état honoraire M. Bergasse, ancien député aux états généraux.....	367.	41.
Idem.	* ORDONNANCE du Roi qui accorde des lettres de déclaration de naturalité au sieur Wurtz.	370.	63.
Idem.	* ORDONNANCES du Roi qui autorisent l'acceptation de dons et legs faits aux fabriques des églises de Vellennes, d'Oroër, de Souilly, de Leguevin, de Caylux, de Saint-Léger, de Maucenans, de Mouthier-Haute-Pierre, de Saint-André, de Bay, de Nanteuil, de Versigny et de Sion; au séminaire de Chartres; aux sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy, à celles de Saint-Joseph de Balbigny, et à l'école ecclésiastique de Pléaux.....	374.	154 et suiv.
28.	ORDONNANCE de Charles X qui met la ville de Paris en état de siège.....	368.	49.
31.	TABLEAU des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 16 juillet 1819 et 4 juillet 1821.....	369.	53.
FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.			

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 336.)

N.° 13,247. — ORDONNANCE DU ROI portant Convocation de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés des départemens.

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La Chambre des Pairs et la Chambre des Députés des départemens sont convoquées pour le 2 mars 1830.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,248. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M le Marquis de Neuville Président du Collège du quatrième arrondissement électoral du Calvados, et M. Berryer fils Président du Collège départemental de la Haute-Loire.

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 20 décembre dernier portant convocation du quatrième arrondissement électoral du Calvados et du collège départemental de la Haute-Loire,

VIII.^e Série.

A

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *marquis de Neuville*, pair de France, est nommé président du collège du quatrième arrondissement électoral du Calvados.

2. Le sieur *Berryer* fils est nommé président du collège départemental de la Haute-Loire.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 13,349. — ORDONNANCE DU ROI portant Rectification des Tableaux de population A, B et C annexés à l'Ordonnance royale du 15 Mars 1827.

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la réclamation formée par le conseil général du département de la Seine, afin d'obtenir la réduction du contingent assigné à ce département en exécution de la loi du 10 mars 1818, relative au recrutement;

Vu l'avis émis par les comités réunis de la justice et du contentieux de la guerre et de la marine, de l'intérieur et du commerce, en date du 25 mars 1829;

Vu le tableau dressé par le préfet de la Seine, présentant le résultat du dénombrement opéré en exécution de la décision de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, du 4 mai 1829;

Vu nos ordonnances des 15 mars, 23 mai et 3 octobre 1827 et 14 mai 1828;

Considérant qu'il est constaté que, dans les recensements antérieurs, on n'a pas suffisamment distingué de la population légale de Paris celle qui se compose d'un grand nombre d'individus, étrangers ou régnicoles, qui n'y ont pas leur domicile, et dont la plupart sont déjà compris dans le recensement de la population des autres départemens du royaume,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Les tableaux de population annexés à notre ordonnance du 15 mars 1827 sont rectifiés ainsi qu'il suit :

TABLEAU A.

Département de la Seine.....	756,557.
Total de la population du royaume.....	31,601,578.

TABLEAU B.

Département de la Seine.

Ville de Paris. 1. ^{er} Arrondissement.....	53,432.
2. ^e idem.....	57,548.
3. ^e idem.....	38,684.
4. ^e idem.....	38,146.
5. ^e idem.....	50,716.
6. ^e idem.....	69,370.
7. ^e idem.....	48,171.
8. ^e idem.....	55,699.
9. ^e idem.....	38,965.
10. ^e idem.....	70,804.
11. ^e idem.....	44,174.
12. ^e idem.....	61,906.
TOTAL.....	633,615.

TOTAL du département..... 756,557.

TABLEAU C.

Seine. Paris.....	633,615.
-------------------	----------

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 13,350. — ORDONNANCE DU ROI portant Répartition du Crédit alloué par l'Ordonnance du 16 Septembre 1829 pour les Dépenses du Bureau de Commerce et des Colonies pendant l'exercice 1830.

Au château des Tuileries, le 28 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 2 août 1829, qui affecte un crédit de trois millions deux cent soixante-et-dix-neuf mille huit cents francs aux dépenses ordinaires du ministère du commerce et des manufactures pendant l'exercice 1830,

Nos deux ordonnances du 8 août 1829, portant suppression du ministère du commerce et rétablissement du bureau de commerce et des colonies,

Notre ordonnance du 16 septembre 1829, qui partage entre les ministères de l'intérieur et des finances le crédit ouvert pour 1830 au ministère du commerce,

Notre ordonnance du 8 décembre présent mois, qui remplace le bureau de commerce et des colonies dans les attributions du président de notre Conseil des ministres,

L'article 151 de la loi du 25 mars 1817,

L'article 2 de l'ordonnance royale du 14 septembre 1822;

Vu enfin notre ordonnance du 1.^{er} septembre 1827;

Sur le rapport de notre président du Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le crédit de trois cent un mille huit cents francs qui a été alloué par notre ordonnance du 16 septembre 1829 pour les dépenses du bureau de commerce et des colonies pendant l'exercice 1830, est réparti ainsi qu'il suit :

CHAPITRE 1. ^{er} Traitement du président.....	35,000 ^f
CHAPITRE 2. Personnel des bureaux ; y compris les gens de service.....	103,000.
CHAPITRE 3. Indemnité allouée aux employés supprimés du ministère du commerce.....	12,650.

MATÉRIEL.

CHAPITRE 4. Loyer.....	15,000 ^f
Indemnité pour la résiliation du bail de l'hôtel du ministère du commerce, et autres dépenses.....	126,150.
CHAPITRE 5. Appel, impressions et publication de documents relatifs au commerce et à l'industrie.....	10,000.
	<u>301,800^f</u>

ART. 2. Nos ministres secrétaires d'état des affaires étrangères, président du Conseil, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 28.^e jour du mois de Décembre 1829, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères, Président du Conseil,

Signé P.^{re} DE POLIGNAC.

N.° 13,251. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur *Gregory (Thomas)*, né le 19 octobre 1787 à Holy-Cross Pershore, comté de Worcestershire en Angleterre, loueur de voitures, demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais,

2.^o Le sieur *John Milsem dit Milsom*, né le 18 février 1793 à Bradford, comté de Wells en Angleterre, et demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais,

3.^o Le sieur *Neff (François-Xavier)*, né le 9 novembre 1780 à Bergobson, grand duché de Bade, boucher, demeurant à Bèze, arrondissement de Dijon, département de la Côte-d'Or,

4.^o Le sieur *Simone (Jean-Baptiste)*, né le 13 mai 1797 à Laigueglia, duché de Gènes, et demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône,

5.^o Le sieur *Speed (George)*, né le 11 février 1803 à Londres, loueur de chevaux et de voitures, demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 23 Décembre 1829.)

N.° 13,252. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur *Jonas (Nicolas)*, né le 14 décembre 1802 [23 frimaire an XI] à Koerich, grand duché de Luxembourg, demeurant à Lexy, département de la Moselle,

2.^o Le sieur *Mathieux (Mathias)*, né le 8 mars 1798 [18 ventôse an VI] à Rachecourt, grand duché de Luxembourg, demeurant à Lexy, département de la Moselle,

3.^o Le sieur *Navarro (Antoine)*, né le 11 juillet 1777 à Caspé, royaume d'Espagne, prêtre desservant la commune d'Esparron, département de la Haute-Garonne,

4.^o Le sieur *Schmidt (Dietrich-Juste)*, né le 24 février 1800 à Münden en Hanovre, pharmacien, demeurant à Barr, arrondissement de Schlestadt, département du Bas-Rhin,

5.^o Le sieur *Serrano (Thomas-Marie-Joseph)*, né le 2 octobre 1790 à Malaga, royaume d'Espagne, capitaine honoraire invalide à l'hôtel royal,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 30 Décembre 1829.)

- N.º 13,253. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une remise avec four et pré, estimés d'un revenu annuel de 50 francs, donnés au desservant de *Lézey* (Vosges) et à ses successeurs à perpétuité, par le sieur *Jacques Georgel*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,254. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 48 francs donnée à la fabrique de l'église des *Étangs* (Moselle) par la dame veuve *Marcus*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,255. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux pièces de terre évaluées ensemble à un revenu annuel de 20 francs, données à la fabrique de l'église de *Saint-Cadou* (Finistère) par le sieur *Hervé-Corvé*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,256. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre dite *Liors-au-Lu*, et évaluée à un revenu annuel de 24 francs, donnée à la fabrique de l'église de *Plouaret* (Côtes-du-Nord) par les demoiselles *Stéphan*, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,257. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de trois pièces de terre contenant ensemble 69 ares 16 centiares, et estimées 1060 francs, léguées à la fabrique de l'église de *Thaan* (Vosges) par le sieur *Meire*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,258. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux calices, d'ornemens sacerdotaux et de linge d'église, estimés 876 francs, légués à la fabrique de l'église de *Tourves* (Var) par le sieur *Nicolas*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,259. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à la fabrique de l'église de *Dourdan* (Seine-et-Oise) par la demoiselle *Potet*. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,260. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée à la fabrique de l'église de *Soucieux* (Rhône) par le sieur *Bonnet*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,261. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º d'une somme de 600 francs léguée à la fabrique de l'église *Saint-Etienne de Toulouse* (Haute-Garonne) par le sieur *Goulard*, et 2.º d'une somme de 500 francs donnée à ladite fabrique par le sieur *Sales*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)

- N.º 13,262. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º d'une fondation faite dans la fabrique de l'église de *Vic de Chassenay* (Côte-d'Or), moyennant une somme de 1200 francs, et 2.º du Legs d'une somme de 300 francs fait à ladite fabrique par le sieur *Corot*, aux conditions exprimées. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,263. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite dans l'église cathédrale de *Metz* (Moselle) par la demoiselle *Leroy*, moyennant une somme de 15,000 francs. (Saint-Cloud, 5 Août 1829.)
- N.º 13,264. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs, avec réserve d'usufruit, léguée à la fabrique de l'église de *Saar-Union* (Bas-Rhin) par la demoiselle *Jacobs*. (Saint-Cloud, 23 Août 1829.)
- N.º 13,265. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de trois pièces de terre évaluées à un revenu annuel de 30 francs, léguées au desservant de l'église de *Saint-George de Livoie* (Manche) et au conseil de fabrique de cette commune par le sieur *Leroux*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 23 Août 1829.)
- N.º 13,266. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux parties de rente montant ensemble à 167 francs 50 centimes, léguées à la fabrique de l'église du *Mesnilbus* (Manche) par le sieur *Delauney*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 23 Août 1829.)
- N.º 13,267. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 60 francs léguée à la fabrique de l'église des *Lucs* (Vendée) par la dame *Blais*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 23 Août 1829.)
- N.º 13,268. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 50 francs sur l'État léguée à la fabrique de l'église de *Louveciennes* (Seine-et-Oise) par le sieur *Besnard*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 23 Août 1829.)
- N.º 13,269. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de diverses sommes montant ensemble à 600 francs, léguées à la fabrique de l'église de *Fronton* (Haute-Garonne) par la demoiselle *Borthomieu-Dumas*. (Saint-Cloud, 23 Août 1829.)
- N.º 13,270. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 550 francs léguée à la fabrique de l'église de *Créances* (Manche) par le sieur *Desheulles*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 23 Août 1829.)
- N.º 13,271. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 300 francs léguée à la fabrique de l'église de *Chantenay*

(Loire-Inférieure) par la dame veuve *Huet*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,272. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 500 francs sur l'Etat [5 pour cent consolidés] donnée à la fabrique de l'église de *Chdtres* (Seine-et-Marne) par la dame veuve *Hallé*, les sieur et dame de *Mussy* et les sieur et dame *Hallé*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,273. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 32 francs donnée à la fabrique de l'église de *Martall* (Moselle) par la demoiselle *Schang*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,274. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison évaluée à 3350 francs, donnée au séminaire diocésain d'*Autun* (Saône-et-Loire) par le sieur de la *Roque*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,275. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un pré et d'un champ dits le *Pré et Champ des prêtres*, et évalués à environ 3500 francs, donnés au séminaire diocésain de *Rodès* par la dame veuve de *Tranquelléon* et le sieur de *Batz de Tranquelléon*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,276. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation faite à la fabrique de l'église de *Falgaët* (Finistère) par les sieur et dame *Uguen*, de l'usufruit par eux réservé dans l'acte de donation, du 7 août 1821, de leur nue propriété, consistant en trois maisons avec dépendances, et dont l'acceptation a été autorisée par ordonnance du 9 janvier 1822. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,277. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs et de livres estimés 538 francs 80 centimes, légués au séminaire diocésain d'*Autun* (Saône-et-Loire) par le sieur *Dunan*, aux charges exprimées. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,278. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée aux sœurs hospitalières de Saint-Joseph établies à *Valsonne* (Rhône) par la dame *Dubost*. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,279. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances située à *Ménil-sur-Saux* (Meuse), estimée 1350 francs, et donnée aux sœurs hospitalières de la Doctrine chrétienne de *Nancy* (Meurthe) par la dame *Paquet*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,280. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée aux religieuses de Notre-Dame de *Grenoble* (Isère)

par la dame veuve *Robert*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,281. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites aux religieuses de Sainte-Claire établies à *Perpignan* (Pyrénées-Orientales), savoir : 1.º d'une créance de 6000 francs en principal par la dame *Pacha*; et 2.º de la moitié indivise d'une maison avec dépendances située à *Perpignan*, par la dame *Tronyo*. L'assistante est autorisée à accepter la Donation faite à la même communauté par la dame *Fourouge*, savoir : 1.º de l'autre moitié de la maison avec dépendances susdésignée, et 2.º d'une somme de 2600 francs, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,282. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais jusqu'à concurrence de la moitié seulement, les Legs faits, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Mélincourt* (Haute-Saône) par le sieur *De-morge*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,283. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais jusqu'à concurrence de 150 francs seulement, le Legs fait à la fabrique de l'église de *Merten* (Moselle) par le sieur *Keff*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 23 Août 1829.)

N.º 13,284. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 2000 fr. légués à la fabrique de l'église de *Saint-Paul-trois-Châteaux* (Drôme) par le sieur *Flandrin*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,285. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à la fabrique de l'église de *Marsannay-la-Côte* (Côte-d'Or) et au maire de cette commune par le sieur *Marcand*, savoir : d'une somme de 4000 francs, avec réserve d'usufruit et sous condition de distribution d'aumônes et de services religieux, 2.º de 300 francs, sous condition de services religieux, et 3.º de quelques ornemens, linge d'église et objets servant à l'exercice du culte, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,286. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la moitié d'une rente de 40 francs léguée aux fabriques des églises Notre-Dame de la Réal et Saint-Mathieu de *Perpignan* (Pyrénées-Orientales) par la dame veuve *Margouet*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,287. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée à la fabrique de l'église de Notre-Dame du Port à *Clermont* (Puy-de-Dôme) par le sieur *Joucairoux*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,288. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 800 francs léguée à la fabrique de l'église de *Dalem* (Moselle) par le

sieur *Gauthier*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,289. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à la fabrique de l'église de *Poligny* (Jura) par le sieur *Garnison*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,290. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 100 francs léguée à la fabrique de l'église de *Saint-Esprit de Lectoure* (Gers) par la dame veuve *Tourtonde*. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,291. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée au séminaire diocésain de *Nîmes* par la demoiselle *Goiny*. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,292. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée au séminaire diocésain du *Mans* (Sarthe) par le sieur *Le Normand*. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,293. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 23 francs 20 centimes donnée à la fabrique de l'église de *Laniscat* (Côtes-du-Nord) par le sieur *Auffret*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,294. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs donnée à la fabrique de l'église de *Zelweiller* (Bas-Rhin) par les héritiers du sieur *Meyer*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,295. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée à la fabrique de l'église de *Saint-Léon* (Aveyron) par le sieur *Galtier*. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,296. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre contenant 31 ares 1 centiare, et estimée 825 francs, léguée à la fabrique de l'église de *Robecq* (Pas-de-Calais) par le sieur *Duriez*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,297. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre d'environ 71 ares, et évaluée à 300 francs, léguée à la fabrique de l'église de *Gloriannes* (Pyrénées-Orientales) par le sieur *Delmer*. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,298. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 562 francs faite au séminaire diocésain de *Rouen* (Seine-Inférieure) par le sieur *Mascot*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,299. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2500 francs léguée au séminaire diocésain de *Carcassonne* par la dame veuve *Jalabert*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,300. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation de deux annuels faite dans l'église de *Senantes* (Eure-et-Loir) par le sieur *Lelièvre*, moyennant la rétribution annuelle qui sera réglée par l'évêque. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,301. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain avec ses dépendances faite à la fabrique de l'église de *l'Île Tudy* (Finistère) par les sieurs *Guillaume* et *Martin Legars*, ledit terrain évalué à 40 francs, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,302. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une chapelle dite *Loumeven*, des objets mobiliers et d'une fontaine avec terrain en dépendant, le tout évalué à 500 francs; donation faite à la fabrique de l'église de *Ploumoguier* (Finistère) par le sieur *Yves Le Bihan*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,303. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 21 francs 50 centimes faite à la fabrique de l'église de *Rodemack* (Moselle) par le sieur *Émeringer*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,304. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 20 francs faite à la fabrique de l'église du *Val d'Ajol* (Vosges) par la dame veuve *Arnoult*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,305. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 500 francs faite à la fabrique de l'église de *Saint-Germain de Talvendes* (Calvados) par la demoiselle *Desmontreux*, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.º 13,306. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 10,000 francs faite à la congrégation des religieuses ursulines de *Jésus dites de Chavagnes à Luçon* (Vendée) par la dame *Gaudin*, aux charges exprimées. (*Saint-Cloud*, 30 Août 1829.)

N.º 13,307. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation, 1.º d'une somme de 10,000 francs, et 2.º de meubles et objets mobiliers évalués à 2830 francs 45 centimes, faite à la communauté des religieuses ursulines de *Jésus dites de Chavagnes* établie aux *Sables d'Olonne* (Vendée) par la dame *Sourouille de la Mortière*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 30 Août 1829.)

N.º 13,308. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 6000 francs faite à la communauté des religieuses ursulines de Jésus dites de *Chavagnes* établie aux *Sables d'Olonne* (Vendée) par la dame *Gaudin*, aux conditions exprimées. (Saint-Cloud, 30 Août 1829.)

N.º 13,309. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des sœurs de Saint-Joseph formée à *Saint-Vincent-le-Boisset* (Loire), savoir : 1.º d'une maison avec dépendances située à Roanne, estimée d'un revenu de 600 francs, et d'une créance de 12,700 francs, par la demoiselle *Jeugnet*; et 2.º de deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 225 francs, par le sieur *Didier*, aux conditions exprimées. (Saint-Cloud, 30 Août 1829.)

N.º 13,310. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des sœurs du Sacré-Cœur de Jésus formée à *Amiens* (Somme), par les dames de *Gramont d'Aster*, *Grosier* et *Raison*, de chacune leur portion indivise dans les maisons, bâtimens, jardins et dépendances situés à Amiens, rue de l'Oratoire, n.ºs 7 et 8, et estimés 100,000 francs; acceptation, au nom du même établissement, de la Donation faite, par le même acte public, par la dame *Barat*, de sa part et portion dans les mêmes immeubles, aux conditions exprimées. (Saint-Cloud, 30 Août 1829.)

N.º 13,311. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente de 1200 francs, avec réserve d'usufruit, léguée à la communauté des religieuses bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement établie à *Arras* (Pas-de-Calais) par le sieur *Riffard*. (Saint-Cloud, 30 Août 1829.)

N.º 13,312. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux fabriques des églises de *Saint-Gildas des Bois* et de *Missillac* et aux bureaux de bienfaisance de ces deux communes (Loire-Inférieure), par le sieur *Guiheneuc*, savoir : 1.º à la fabrique de *Saint-Gildas des Bois*, d'un ornement et d'un calice; 2.º à ladite fabrique et au bureau de bienfaisance de la commune, et par égales portions, mais jusqu'à concurrence des deux tiers seulement, prélèvement fait des charges, le Legs indivis des meubles et immeubles dans ladite commune, estimé 12,215 francs; et 3.º à la fabrique de l'église de *Missillac* et au bureau de bienfaisance de cette commune, également par portions égales et jusqu'à concurrence des deux tiers seulement, prélèvement fait des charges, le Legs indivis de tous les biens meubles et immeubles dans ladite commune, estimé 4906 francs; à la charge de services religieux. (Saint-Cloud, 30 Août 1829.)

N.º 13,313. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 15,000 francs léguée au séminaire diocésain d'*Auch* (Gers) par le sieur *Delherm de Larcenne*. (Saint-Cloud, 30 Août 1829.)

N.º 13,314. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 4000 francs et de six pièces de terre estimées ensemble 3227 francs 50 centimes, léguées au séminaire de *Saint-Diez* (Vosges) par le sieur *Derosé*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 30 Août 1829.)

N.º 13,315. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Maudétour* (Seine-et-Oise), par le sieur *Peltier*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs sur l'État et d'une somme de 43 francs 75 centimes. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.º 13,316. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les hospices de *Rouen* (Seine-Inférieure) à accepter les Legs faits par le sieur *Niesse* d'une somme de 800 francs à l'hôtel-Dieu et d'une pareille somme de 800 francs à l'hôpital général. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.º 13,317. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Montpinier* (Tarn) à accepter le Legs fait aux pauvres de la paroisse de *Mazières*, par le sieur *Monsarrat*, de 50 hectolitres de blé et 50 hectolitres de millet. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.º 13,318. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à l'hospice civil de *Montauban* (Tarn-et-Garonne) par le sieur *Joani*. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.º 13,319. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Fos-Amphoux* (Var) par le sieur de *Barvas*. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.º 13,320. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de *Valréas* (Vaucluse) par la dame veuve *Latour*. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.º 13,321. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1200 francs faite à l'hospice de la Charité de *Carpentras* (Vaucluse) par la dame veuve *Germain*. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.º 13,322. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le département des Vosges à accepter la Donation faite par le sieur duc de *Choiseul*, pair de France, de vingt-cinq tableaux destinés au musée de la ville d'*Épinal*. (Saint-Cloud, 23 Septembre 1829.)

N.º 13,323. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2000 francs léguée à titre gratuit par la dame *Madeleine Michard*, femme du sieur *Chaumont*, aux pauvres de la commune de *Teil* (Allier). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)

- N.° 13,324. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée par le sieur *Louis-François Tinland-Rochevise*, savoir : 800 francs aux pauvres de la commune de *Saint-Pierreville*, et 400 francs à ceux d'*Issamoulens* (Ardèche). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,325. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à titre gratuit par le sieur *Guillaume Andrieu* aux pauvres de la paroisse de *Villeheuve* (Aveyron). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,326. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 4 hectolitres de blé-seigle pendant vingt ans, léguée par le sieur *Barthélemi Albouze* pour être distribuée par moitié aux pauvres de la paroisse de la *Terrisse* et à ceux de la paroisse d'*Ahruech* (Aveyron). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,327. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée à titre gratuit par le sieur *Jean-Joseph Baumier* à l'œuvre de la miséricorde de la ville d'*Aix* (Bouches-du-Rhône). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,328. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le maire et le bureau de bienfaisance de *Gabriac* et le bureau de bienfaisance d'*Espalion* (Aveyron) à accepter les Legs et après, savoir : 1.° le maire de *Gabriac*, la somme de 2000 francs; 2.° le bureau de bienfaisance de la même commune, celle de 600 francs, et 3.° le bureau de bienfaisance d'*Espalion*, mais sous bénéfice d'inventaire seulement, le Legs universel évalué à 7000 francs. (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,329. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Plouer* (Côtes-du-Nord) à accepter, sauf la réduction d'un douzième, les différents Legs à lui faits par la dame *Marie-Hélène Labbé*, veuve du sieur *Bertré*, d'immeubles et d'effets mobiliers formant un capital de 6356 francs 93 centimes. (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,330. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des diverses libéralités en faveur des pauvres de la ville de *Condom* (Gers), consistant, savoir : 1.° dans un Legs d'une somme de 400 francs fait par la dame *Catherine-Julie-Paula Caillous*, femme du sieur *Bertrand Brel*; 2.° dans une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs créée par le sieur *Jean Dutoya*; 3.° dans un Legs de la somme de 500 francs fait par le sieur *Louis-Philibert-Robert-Marie de Cugnac*; et 4.° dans la Donation faite par ledit sieur de *Cugnac* d'un constitut de 500 francs. (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,331. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre de 2 hectares 46 ares, évaluée à 1000 francs, et léguée par le

- sieur *Jean-Pierre Ridis* aux pauvres de la commune de *Mélan* (Gers). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,332. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Condom* (Gers) à accepter les Legs à lui faits, 1.° par la demoiselle *Susanne Penisson*, de son entière succession s'élevant à 6000 francs; 2.° par la dame *Bernarde Morlan*, femme du sieur *Dubrouilh*, d'une somme de 500 francs; et 3.° par la dame *Marie Ladouich*, femme du sieur *Odet Soumabère*, d'une pareille somme de 500 francs. (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,333. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1707 francs 20 centimes léguée par le sieur *Louis-Philippe Romégous* à l'hôpital d'*Auch* (Gers). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,334. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée par le sieur *Anatoile Guichard* à l'hospice de *Pohigny* (Jura). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,335. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 16 doubles boisseaux de blé-seigle léguée par le sieur *Jean Augier* aux pauvres les plus nécessiteux de la commune de *Virigneux* (Loire). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,336. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1800 francs léguée par le sieur *Nicolas Gallery des Granges* aux pauvres des dix communes du canton d'*Ambrières* et à ceux de la commune de *Lesbois*, canton de *Gorron* (Mayenne). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,337. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée par la demoiselle *Françoise Bois* dite *Catherine* aux pauvres de la commune de *Saint-Nicolas* (Meurthe). (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,338. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le conseil d'administration de l'hospice de l'Antiquaille de la ville de *Lyon* (Rhône) à accepter l'offre faite par la dame *Jeanne Jogand*, veuve du sieur *Valençon*, d'une somme de 4000 francs et de l'abandon de son mobilier, pour son admission, sa vie durant, dans ledit établissement. (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,339. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Versailles* (Seine-et-Oise) à accepter deux rentes perpétuelles montant ensemble à 600 francs, et léguées par le sieur *Jean-Baptiste Viquier* au profit de la maison des petites écoles de filles de la ville de *Versailles*. (Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.)
- N.° 13,340. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Saint-André de Gaillac* (Tarn) à accepter le Legs à lui fait par le sieur *Jean-Pierre-*

Joseph-Henri Fot-Laborde, savoir : 1.^o de deux pièces de vigne et terre labourable estimées 8798 francs 43 centimes, et 2.^o d'un capital de 30,000 francs, à la charge de créer une salle pour y soigner et entretenir deux malades à perpétuité, &c. (*Saint-Cloud, 30 Septembre 1829.*)

N.^o 13,341. — ORDONNANCE DU ROI qui rapporte celle du 15 juillet dernier, relative au Legs de 500 francs fait par la demoiselle *Bongrand*, et autorise le consistoire d'*Orléans* à accepter ledit Legs en faveur de l'église de *Sancerre*, département du Cher. (*Saint-Cloud, 10 Octobre 1829.*)

N.^o 13,342. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Saint-Zacharie* (Var), par la dame *Mossy*, de la nue propriété d'une somme capitale de 750 francs, constituée en une rente perpétuelle de 37 francs 50 centimes. (*Saint-Cloud, 15 Octobre 1829.*)

N.^o 13,343. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2600 francs faite à la commune de *Treignat* (Allier) par le sieur *Gomichon*. (*Saint-Cloud, 15 Octobre 1829.*)

N.^o 13,344. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de *Tonnerre* (Yonne) à acquérir une maison avec dépendances pour servir d'hôtel de sous-préfecture, et à accepter la Donation faite par des personnes qui ne veulent pas être nommées d'une somme de 16,000 francs, pour payer le prix de ladite acquisition. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,345. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Bouschbach* (Moselle), par le sieur *Vinter*, de quelques immeubles estimés 300 francs. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 14 Janvier 1830 *,
COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la notice de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

14 Janvier 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.^o 337.*)

N.^o 13,346. — ORDONNANCE DU ROI qui appelle soixante mille hommes sur la classe de 1829, et fixe leur Répartition entre les Départemens du Royaume conformément au Tableau y annexé.

Au château des Tuileries, le 17 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les lois du 10 mars 1818 et du 9 juin 1824 ;
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Soixante mille hommes sont appelés sur la classe de 1829.

2. Aux termes de l'article 6 de la loi du 10 mars 1818, la répartition des soixante mille hommes entre les départemens du royaume demeure fixée ainsi qu'il est établi au tableau annexé à la présente ordonnance.

3. Les deux publications des tableaux de recensement voulues par l'article 11 de la loi du 10 mars 1818 seront faites les dimanches 7 et 14 du mois de février prochain : l'examen de ces tableaux de recensement et le tirage prescrit par l'article 12 de la même loi s'effectueront à partir du 23 février. L'ouverture des opérations des conseils de révision aura lieu le 16 mars, et la clôture de la liste départementale du contingent, le 25 avril.

4. Il sera ultérieurement statué sur les époques de la mise en activité des jeunes soldats de la classe de 1829.

5. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

VIII.^e Série.

B

Donné en notre château des Tuileries, à Paris, le 17.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé C.^{te} DE BOURMONT.

RÉPARTITION de soixante mille hommes à appeler sur la classe de 1829, d'après le Dénombrement de la Population générale rendu officiel et authentique par les Ordonnances du Roi des 15 Mars, 23 Mai et 3 Octobre 1827, 14 Mai 1828 et 6 Janvier 1830.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	POPU- LATION.	CONTINGENT de la classe de 1829.
1.	Ain	341,628.	649.
2.	Aisne.....	489,560.	929.
3.	Allier.....	285,302.	542.
4.	Alpes (Basses).....	153,063.	291.
5.	Alpes (Hautes).....	125,329.	233.
6.	Ardèche.....	328,419.	624.
7.	Ardennes.....	281,624.	535.
8.	Ariège.....	247,932.	471.
9.	Aube.....	241,762.	459.
10.	Aude.....	265,991.	505.
11.	Aveyron.....	350,014.	665.
12.	Bouches-du-Rhône.....	326,302.	620.
13.	Calvados.....	500,956.	951.
14.	Cantal.....	262,013.	497.
15.	Charente.....	353,653.	671.
16.	Charente-Inférieure.....	424,147.	805.
17.	Cher.....	248,589.	472.
18.	Corrèze.....	284,882.	541.
19.	Corse.....	185,079.	354.
20.	Côte-d'Or.....	370,943.	704.
21.	Côtes-du-Nord.....	581,684.	1,104.
22.	Creuse.....	252,932.	480.
23.	Dordogne.....	464,074.	881.
24.	Doubs.....	254,314.	483.
25.	Drôme.....	285,791.	543.
26.	Eure.....	421,665.	801.
27.	Eure-et-Loir.....	278,215.	528.
28.	Finistère.....	502,851.	955.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	POPU- LATION.	CONTINGENT de la classe de 1829.
29.	Gard.....	347,550.	660.
30.	Garonne (Haute).....	407,016.	773.
31.	Gers.....	307,601.	584.
32.	Gironde.....	538,151.	1,022.
33.	Hérault.....	339,560.	645.
34.	Ille-et-Vilaine.....	553,453.	1,051.
35.	Indre.....	237,628.	451.
36.	Indre-et-Loire.....	290,160.	551.
37.	Isère.....	525,984.	999.
38.	Jura.....	310,282.	589.
39.	Landes.....	265,309.	504.
40.	Loir-et-Cher.....	230,666.	438.
41.	Loire.....	375,714.	713.
42.	Loire (Haute).....	285,673.	542.
43.	Loire-Inférieure.....	457,090.	868.
44.	Loiret.....	304,228.	578.
45.	Lot.....	280,515.	533.
46.	Lot-et-Garonne.....	336,886.	640.
47.	Lozère.....	138,778.	263.
48.	Maine-et-Loire.....	458,674.	871.
49.	Manche.....	611,206.	1,160.
50.	Marne.....	325,045.	617.
51.	Marne (Haute).....	244,823.	465.
52.	Mayenne.....	354,138.	672.
53.	Meurthe.....	403,038.	765.
54.	Meuse.....	306,339.	582.
55.	Morbihan.....	427,453.	812.
56.	Moselle.....	409,788.	778.
57.	Nièvre.....	271,777.	515.
58.	Nord.....	962,648.	1,828.
59.	Oise.....	385,124.	731.
60.	Orne.....	434,379.	825.
61.	Pas-de-Calais.....	642,909.	1,221.
62.	Puy-de-Dôme.....	566,573.	1,076.
63.	Pyrénées (Basses).....	412,469.	783.
64.	Pyrénées (Hautes).....	222,059.	422.
65.	Pyrénées-Orientales.....	151,372.	287.
66.	Rhin (Bas).....	534,834.	1,015.
67.	Rhin (Haut).....	408,741.	776.
68.	Rhône.....	416,575.	791.

NUMÉROS d'ordre.	DÉPARTEMENTS.	POPULATION.	COTINGENT de la classe de 1829.
69.	Saône (Haute).....	327,641.	622.
70.	Saône-et-Loire.....	515,776.	979.
71.	Sarthe.....	446,519.	848.
72.	Seine.....	756,557.	1,436.
73.	Seine-Inférieure.....	688,295.	1,307.
74.	Seine-et-Marne.....	318,209.	604.
75.	Seine-et-Oise.....	440,871.	837.
76.	Sèvres (Deux).....	288,260.	577.
77.	Somme.....	526,282.	999.
78.	Tarn.....	327,655.	622.
79.	Tarn-et-Garonne.....	241,586.	459.
80.	Var.....	311,095.	591.
81.	Vaucluse.....	233,048.	442.
82.	Vendée.....	322,826.	613.
83.	Vienne.....	267,670.	508.
84.	Vienne (Haute).....	276,351.	525.
85.	Vosges.....	379,839.	721.
86.	Yonne.....	342,116.	649.
	TOTAUX.....	31,601,578.	60,000.

Paris, le 17 Janvier 1830.

Le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé C.^{te} DE BOURMONT.

N.° 13,347. — *ORDONNANCE DU ROI portant création et organisation d'un Comité consultatif et permanent pour l'administration de la guerre.*

A Paris, le 27 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera créé auprès de notre ministre secrétaire

d'état de la guerre un comité consultatif et permanent pour l'administration de la guerre.

2. Le comité consultatif sera composé de cinq membres, d'un rapporteur et d'un secrétaire archiviste pris, à notre choix, dans le corps de l'intendance militaire.

3. Les membres de ce comité seront pris parmi les intendants militaires qui auront au moins dix ans de grade, ou parmi ceux des intendants qui auront administré en chef une armée ou un corps d'armée.

4. Les membres du comité consultatif seront pourvus du titre d'intendant en chef : ils jouiront d'une solde annuelle de douze mille francs, indépendamment de l'indemnité de fourrages et de celle de logement, qui est portée à dix-huit cents francs.

5. Les attributions du comité consultatif seront déterminées par un règlement particulier, qui sera soumis à notre approbation.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 27.^e jour du mois de Décembre de l'an de grâce 1829, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé C.^{te} DE BOURMONT.

N.° 13,348. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination des Intendants en chef et Membres du Comité consultatif et permanent d'administration de la guerre.*

A Paris, le 27 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu notre ordonnance en date de ce jour;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre,

Et sur la présentation de notre bien-aimé fils LE DAUPHIN,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont nommés intendans en chef et membres du comité consultatif et permanent d'administration de la guerre,

Les sieurs baron de Joinville,
baron Berger de Castellan,
baron Denniée,
baron Regnault,
baron Volland.

2. L'intendance militaire de la garde royale, l'intendance de l'hôtel royal des invalides, l'intendance de la première division militaire, et les emplois au conseil supérieur de la guerre, sont exclusivement réservés aux intendans en chef.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 27.^e jour du mois de Décembre de l'an de grâce 1829, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé C.^{te} DE BOURMONT.

• N.^o 13,349. — ORDONNANCE DU ROI portant création et organisation des Comités spéciaux et consultatifs de l'Infanterie et de la Cavalerie.

A Paris, le 3 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Voulant coordonner les dispositions des ordonnances des 31 mars 1820, 3 juillet 1822 et 17 février 1828;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera créé auprès de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, des comités spéciaux et consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie.

Ces comités seront composés
d'un lieutenant général, président;
de quatre lieutenans généraux,
et de deux maréchaux-de-camp.

2. Les présidens des comités spéciaux seront choisis parmi les membres du conseil supérieur de la guerre.

3. Les comités désigneront un rapporteur choisi dans leur sein.

4. Les rapporteurs des comités feront au conseil supérieur de la guerre le rapport des affaires que nous jugerons assez importantes pour être déferées à ce conseil, et l'un des chefs de service du ministère de la guerre sera désigné pour assister à ses séances.

5. Les membres des comités consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie pourront être renouvelés annuellement dans la proportion du quart pour les lieutenans généraux et de moitié pour les maréchaux-de-camp.

6. Les comités s'assembleront le 1.^{er} novembre à l'issue de l'inspection générale et resteront réunis jusqu'au 1.^{er} mai.

7. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 3.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé C.^{te} DE BOURMONT.

N.^o 13,350. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination des Membres des Comités consultatifs de l'Infanterie et de la Cavalerie.

A Paris, le 3 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Voulant pourvoir à l'exécution de notre ordonnance en date de ce jour;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
Et sur la présentation de notre bien-aimé fils LE DAUPHIN,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Sont nommés membres du comité consultatif de l'infanterie,

Les sieurs

comte *Reille*, lieutenant général, président;
baron *Berthezène*, lieutenant général;
comte *Grundler*, idem;
vicomte *Pelleport*, idem;
vicomte *Vasserot*, idem;
vicomte *de Bertier*, maréchal-de-camp;
comte *Denys de Danremont*, idem.

2. Sont nommés membres du comité consultatif de la cavalerie,

Les sieurs

comte *Bordessoulle*, lieutenant général, président;
comte *Colbert*, lieutenant général;
comte *Girardin*, idem;
vicomte *Préval*, idem;
vicomte *Cavaignac*, idem;
notre cousin le duc *de Périgord*, maréchal-de-camp;
marquis *Oudinot*, idem.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 3.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé C.^{te} DE BOURMONT.

N.^o 13,351. — **ORDONNANCE DU ROI** portant que les dispositions de l'Ordonnance du 29 Mars 1827, relative aux Fers et Aciers non ouvrés, expédiés d'entrepôt réel à destination des Colonies d'Amérique, d'Afrique et de l'Inde, continueront à être exécutées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

Au château des Tuileries, le 31 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'article 2 de la loi du 21 décembre 1814, portant que les fers et aciers étrangers non ouvrés, admis en entrepôt réel et destinés à être expédiés pour nos colonies d'Amérique, d'Afrique et de l'Inde, pourront être soumis à un tarif particulier, qui sera réglé par voie d'ordonnance royale;

Vu l'ordonnance du 6 février 1818 qui a fixé ce tarif au cinquième des droits en vigueur sur les fers et aciers de même espèce déclarés pour la consommation en France; ensemble notre ordonnance du 29 mars 1827 qui, en renouvelant les dispositions de l'ordonnance du 6 février 1818, les rend exécutoires jusqu'au 1.^{er} janvier 1830;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

Notre Conseil entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les dispositions de notre ordonnance du 29 mars 1827, concernant les fers et aciers non ouvrés, expédiés d'entrepôt réel à destination de nos colonies d'Amérique, d'Afrique et de l'Inde, continueront à être exécutées jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 31 Décembre de l'an de grâce 1829, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 13,352. — **ORDONNANCE DU ROI** portant Prorogation du Péage établi sur le Pont d'Épernay, département de la Marne.

Au château des Tuileries, le 23 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu l'ordonnance royale du 28 juillet 1819 qui a autorisé l'établissement d'un péage sur le nouveau pont d'Épernay, et approuvé la concession faite de ce péage au sieur *Moreau*, entrepreneur des travaux;

Vu l'ordonnance du 23 mai 1820 qui autorisait ledit sieur *Moreau* à percevoir un péage sur le vieux pont d'Épernay, jusqu'à l'époque à laquelle le nouveau pont devait être achevé;

Vu la réclamation de cet entrepreneur, tendant à obtenir une indemnité pour la suppression de ce péage avant le temps où devait cesser la perception qu'il en faisait à son profit;

Vu l'avis du préfet du département de la Marne,

Celui du conseil général des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le péage établi sur le pont d'Épernay, département de la Marne, est prorogé d'une année en faveur du sieur *Moreau*, pour l'indemniser des dommages que lui a causés la suppression du péage qu'il percevait avec autorisation sur le vieux pont de cette ville. En conséquence, la concession faite pour vingt-six années, au sieur *Moreau*, des droits de ce péage, qui devait expirer le 1.^{er} novembre 1848, est portée à vingt-sept ans, et expirera le 31 octobre 1849.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 23 Décembre de l'an de grâce 1829, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 13,353. — ORDONNANCE du Roi qui classe deux Chemins au rang des Routes départementales de l'Aisne et de la Marne.

Au château des Tuileries, le 23 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu les délibérations prises par les conseils généraux des départements de l'Aisne et de la Marne dans la session de 1828, tendant à classer parmi les routes départementales le chemin de Jaulgonne à Orbais, par Varenne, Cresancy, Condé, Baune, le Breuil et la Ville-sous-Orbais;

Vu la délibération du conseil général du département de la Marne dans la même session, tendant à classer au rang des routes

départementales le chemin de Reims à Dormans par Ville-en-Tardenois et Romigny;

Vu l'avis des préfets de ces départements;

Vu l'avis de la commission mixte des travaux publics du 17 août 1829;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le chemin de Jaulgonne à Orbais, par Varenne, Cresancy, Condé, Baune, le Breuil et la Ville-sous-Orbais, est classé parmi les routes départementales des départements de l'Aisne et de la Marne sous les n.^{os} 14 et 12.

Le chemin de Reims à Dormans par Ville-en-Tardenois et Romigny est également classé parmi les routes départementales du département de la Marne sous le n.^o 13.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et propriétés nécessaires pour la construction ou l'achèvement de ces nouvelles routes. Elle se conformera aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Décembre de l'an de grâce 1829, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 13,354. — ORDONNANCE DU ROI qui change la Direction d'une Route, et classe plusieurs Chemins au rang des Routes départementales de la Côte-d'Or.

Au château des Tuileries, le 23 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil général du département de la Côte-d'Or, session de 1827, tendant à changer la direction de la route départementale n.^o 11, de Vitry-le-Français à Dijon, entre Montigny et Dijon, et à classer parmi les routes départementales les

chemins, 1.^o de Châtillon-sur-Seine à Pontailler-sur-Saône, par Recey, Beneuvre, Marey et Thil-Châtel; 2.^o de Châlons-sur-Saône à Gray, par Saint-Jean-de-Losne, Pontailler et Talmay; 3.^o embranchement entre Dienay et la route départementale n.^o 3 passant par Chaignay;

Vu notre ordonnance du 5 juillet 1826;

Vu l'avis du préfet du département,

Celui du conseil général des ponts et chaussées, et celui de la commission mixte des travaux publics;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit.

ART. 1.^{er} La route départementale n.^o 11, de Vitry-le-Français à Dijon, qui, d'après notre ordonnance du 5 juillet 1826, devait passer par Montigny et Châtillon-sur-Seine, sera dirigée entre Montigny et Dijon par Louesme, Voulaine, Essarois, Saint-Broing, Molay et Messigny.

Les autres chemins ci-dessus désignés sont classés au rang des routes départementales de la Côte-d'Or sous les dénominations suivantes:

N.^o 13, de Châtillon-sur-Seine à Pontailler-sur-Saône, par Recey, Beneuvre, Marey et Thil-Châtel;

N.^o 14, de Châlons-sur-Saône à Gray, par Saint-Jean-de-Losne, Pontailler et Talmay;

N.^o 15, embranchement de Dienay à la route départementale n.^o 3, passant près Chaignay.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et propriétés nécessaires pour la construction et l'achèvement de ces routes. Elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Décembre de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 13,355.—ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 3 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit.

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Hautefond (Saône-et-Loire), de la coupe, par forme de recépage et pour les ordinaires 1830 et 1831, du canton dit le bois Bourdon, appartenant au hameau de Boyer, annexe de ladite commune;

Les deux cantons dits les Aisances et le bois Bourdon, d'une contenance totale de vingt hectares, seront provisoirement aménagés;

2.^o Le hameau de Coste-Planes (Basses-Alpes), de cinquante sapins ou mélèzes qui seront pris dans les bois de la commune de Lauzet, dont il dépend;

3.^o La Bastide-Cazerac (Basses-Pyrénées), de trois chênes à prendre dans ses bois;

4.^o Adamswiller (Bas-Rhin), de cinquante arbres dépérissans qui seront pris sur le communal dit Heiligenberg;

Ce communal sera ensuite réuni aux forêts aménagées de ladite commune;

5.^o Cuisy (Meuse), de la coupe, en quatre années successives et par lots égaux, des seize hectares composant sa réserve;

6.^o Nouzen (Ardennes), de trente-six arbres dépérissans à prendre sur la lisière de la portion de sa réserve qui a été exploitée en 1817.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance, dans les bois communaux de Trépot (Doubs), de quatre chênes nécessaires à la construction du pont tournant de la gare à établir à Chamars, dans l'enceinte des fortifications de la ville de Besançon.

La somme de six cent cinquante francs, montant de l'estimation de ces bois, sera versée dans la caisse municipale de Trépot.

3. Il sera procédé au tracé et à la fixation de la largeur du chemin dont l'usage est dû au sieur Poirot, à travers une partie des bois de la commune de Reménoville (Meurthe).

Les bois qui se trouveront sur le tracé de ce chemin seront vendus par forme de menus marchés.

4. Il sera procédé, 1.^o à l'aménagement des bois de la commune de Bayecourt (Vosges),

2.^o A un nouvel aménagement des bois de la commune de Servon (Marne).

5. L'arrêté du préfet du département du Var, en date du 8 octobre 1829, qui a autorisé la délivrance, à la commune de Plan de la Tour, de cent seize pins vieux et dépérissans à prendre dans ses bois, est approuvé.

6. L'administration forestière est autorisée à procéder à la vente, en quatre années successives, pour les ordinaires 1831, 1832, 1833 et 1834, des quarante-six hectares trente-six ares formant la totalité du canton de Stangen, dépendant de la forêt royale de Warent-Routheilgen (Moselle).

7. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 3.^e jour de Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 13,356. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur Castinel (Adolphe-Théodore), né le 6 décembre 1811 à Boulogne, département du Pas-de-Calais, est autorisé à ajouter à son nom ceux de Mazière de Saint-Marcel, qui sont les noms de son aïeul maternel, ancien consul général dans les échelles du Levant, et à s'appeler désormais Castinel de Mazière de Saint-Marcel;

2.^o Le sieur Clément (Jacques-Théophile), né le 23 mai 1824 à Sainte-Mère-Eglise, arrondissement de Valognes, département de la Manche, est autorisé à ajouter à son nom celui de Compère, et à s'appeler à l'avenir Clément-Compère;

3.^o Le sieur de Ferry (Richard-François-Eugène), né le 15 août 1784 à Rustrel, arrondissement d'Apt, et demeurant à Sainte-Tulle, arrondissement de Forcalquier, département des Basses-Alpes, est autorisé à ajouter à son nom celui d'Amoureux, et à s'appeler à l'avenir de Ferry d'Amoureux;

4.^o Le sieur Mas (Jean-François), né le 15 juin 1782 à Castelnau-dary, département de l'Aude, est autorisé à ajouter à son nom celui de Latre,

sous lequel il est connu et désigné depuis un grand nombre d'années, et à s'appeler Mas-Latre;

A la charge par les impétrans, à l'expiration du délai fixé par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803, de se pourvoir, s'il y a lieu, devant le tribunal de première instance compétent pour faire effectuer les changemens nécessaires sur les registres de l'état civil du lieu de leur naissance. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.^o 13,357. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur Borg (Sauteur-Vincent-François-Joseph), né en la cité Valette, île de Malte, le 14 mai 1782, vice-consul et chancelier du consulat de France à Nice,

2.^o Le sieur Warnod (Frédéric-Guillaume), né le 20 novembre 1789 à Neufchâtel en Suisse, demeurant à Niederbruck, département du Haut-Rhin,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.^o 13,358. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement les communautés des sœurs de Saint-Joseph établies à Balbigny, Saint-Victor-sur-Rhins et Verrières, département de la Loire. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.^o 13,359. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les bureaux de charité des communes de Châtel-Saint-Germain et de Méclevres et Frontigny (Moselle) à accepter le Legs d'une somme de 4000 francs fait aux pauvres de ces deux communes par le sieur Besselle, et les mêmes communes à accepter les Legs à elles faits par le même testateur, et qui sont ci-après détaillés, savoir : 1.^o une somme de 8000 francs pour l'établissement annuel d'un jeune homme de chaque commune, 2.^o 4000 francs pour décerner tous les ans des récompenses aux enfans desdites communes, 3.^o pareille somme pour l'établissement d'une sœur d'école à Châtel, 4.^o une somme de 5000 francs, ainsi que plusieurs portions de terres, prés et bois, pour l'établissement à Méclevres et Frontigny d'une institutrice et d'une sage-femme, plus, 1200 francs pour le logement de ces dernières, et 5.^o un capital de 1000 francs et plusieurs lots de bois pour les maîtres d'école successifs de Méclevres et Frontigny. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.^o 13,360. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les communes de Grande-Rivière et de Rivière-Devant (Jura) à accepter la Donation à elles faite par le sieur Martelet d'une maison avec dépendances estimée 1100 francs. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.^o 13,361. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de Beaucroissant (Isère), par le sieur Doyeux, d'une maison avec dépendances estimée 500 francs. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.° 13,362. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Tinchebray* (Orne) à acquérir plusieurs portions de terrains pour servir à la construction d'une église, et en outre à accepter la Donation à elle faite par le sieur *Gouhier* du prix desdites acquisitions, montant à 2958 francs 91 centimes, et des droits et frais résultant de la donation. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.° 13,363. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Roissy* (Seine-et-Marne) à accepter la Donation à elle faite par le sieur *Gibé* d'un terrain estimé 200 francs, et rapporte en outre l'ordonnance du 26 août dernier qui autorisait aux mêmes fins la commune de *Roissy-Pontcarré*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.° 13,364. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs s'élevant à la somme de 1580 francs, fait aux pauvres de *Clermont-Ferrand* (Puy-de-Dôme) par la dame veuve *Lhotellet*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.° 13,365. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait aux pauvres de *Massat* (Ariège) par le sieur *Galy-Chipen*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

ERRATA. Bulletin des lois n.° 333, VIII.^e série, page 721,

Au lieu de *Vu l'avis du conseil supérieur de la guerre,*
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

Lisez *Vu l'avis du conseil supérieur de la guerre,*
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 28 Janvier 1830 *,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

28 Janvier 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 338.)

N.° 13,366. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur
de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des
16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 31 Janvier 1830.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	du froment.... au-dessous de....		24.			
	de l'importation du seigle et du maïs.. <i>idem</i>		16.			
	de l'avoine..... <i>idem</i>		9.			
Unique.	Pyrénées-Or..	Toulouse..... Fleurance.... Marseille.... Gray.....	20 ^f 48 ^c	13 ^f 49 ^c	10 ^f 80 ^c	8 ^f 73 ^c
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches-du-Rh.					
	Var.....					
Corse.....						
2. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	du froment.... au-dessous de....		22.			
	de l'importation du seigle et du maïs.. <i>idem</i>		14.			
	de l'avoine..... <i>idem</i>		8.			
1. ^{re}	Gironde.....	Marans..... Bordeaux.... Toulouse.....	19 ^f 72 ^c	11 ^f 92 ^c	8 ^f 55 ^c	9 ^f 37 ^c
	Landes.....					
	B. ^{sacs} Pyrénées.					
	H. ^{tes} Pyrénées.					
	Ariège.....					
	Haute-Garonne					
2. ^e	Jura.....	Gray..... Saint-Laurent. Le Grand-Lemps.	22. 48.	14. 16.	10. 82.	7. 65.
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Basses-Alpes..					
	Hautes-Alpes..					

VIII.^e Série.

C

SECTION.	DÉPARTEMENT.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE			
			de			
			Froment.	Seigle.	Mais.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines.....	22 ^f			
		du froment... au-dessous de....	20.			
		de l'importation du seigle et du maïs... idem.....	12.			
		de l'avoine..... idem.....	8.			
1. ^{re}	{ Haut-Rhin....	Mulhausen....	21 ^f 40 ^c	15 ^f 34 ^c	"	8 ^f 43 ^c
	{ Bas-Rhin....	Strasbourg....				
	{ Nord....	Bergues....				
	{ Pas-de-Calais..	Arras....				
2. ^e	{ Somme....	Roye....	21. 37.	12. 21.	"	8. 54.
	{ Seine-Infér....	Soissons....				
	{ Eure....	Paris....				
	{ Calvados....	Rouen....				
3. ^e	{ Loire-Infér....	Saumur....	21. 02.	15. 10.	"	9. 52.
	{ Vendée....	Nantes....				
	{ Charente-Inf..	Marans....				
4. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines.....	20 ^f			
		du froment... au-dessous de....	18.			
		de l'importation du seigle et du maïs... idem.....	10.			
		de l'avoine..... idem.....	7.			
1. ^{re}	{ Moselle....	Metz....	20 ^f 14 ^c	11 ^f 76 ^c	"	7 ^f 40 ^c
	{ Meuse....	Verdun....				
	{ Ardennes....	Charleville....				
	{ Aisne....	Soissons....				
2. ^e	{ Manche....	Saint-Lô....	20. 73.	12. 05.	"	8. 48.
	{ Ille-et-Vilaine..	Paimpol....				
	{ Côtes-du-Nord.	Quimper....				
	{ Finistère....	Hennebon....				
	{ Morbihan....	Nantes....				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.
A Paris, le 31 Janvier 1830.

Signé MONTBEL.

N.° 13,367. — ORDONNANCE DU ROI relative à la Taxe des Journaux, Gazettes et Imprimés, tant originaires qu'à destination des Colonies françaises et des autres Pays d'outre-mer, dont le transport est effectué par les Bâtimens ordinaires du Commerce, et de ceux qui sont transmis par les Postes espagnoles, &c.

Au château des Tuileries, le 10 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu la loi du 14 floréal an X [4 mai 1802] en ce qui concerne la taxe des lettres de et pour l'étranger;

Vu les articles 8 et 9 de la loi du 15 mars 1827 en ce qui concerne les prix à percevoir sur les journaux, gazettes et imprimés circulant en France;

Considérant que les journaux et imprimés, tant originaires qu'à destination des colonies et des autres pays d'outre-mer, transportés par les bâtimens ordinaires du commerce, ainsi que ceux qui sont transmis par les postes espagnoles, n'ont pu jusqu'à ce jour être assimilés aux journaux et imprimés circulant en France, ni jouir de la modération de taxe accordée à ces derniers;

Voulant suppléer à ce qui manque à cet égard dans les réglemens antérieurs,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Les journaux, gazettes et imprimés, tant originaires qu'à destination des colonies françaises et des autres pays d'outre-mer (excepté l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande), dont le transport sera effectué par les bâtimens ordinaires du commerce, seront taxés à raison de:

- 1.^o 5 centimes pour parcours intérieur;
- 2.^o 5 centimes pour rétribution aux capitaines.

TOTAL, 10 centimes par feuille de trente décimètres carrés et au-dessous, sans acception de fractions et quelle que soit la nature de l'imprimé.

2. Les journaux, gazettes et imprimés originaires d'Espagne, de Portugal et de Gibraltar, entrés en France par l'un

des bureaux de Saint-Jean-de-Luz, Perpignan et Oléron, comme ceux des pays du continent avec lesquels ou pour lesquels il n'a point été conclu de conventions, ou dont les conventions portent que l'affranchissement des journaux et imprimés est restreint aux frontières respectives, seront considérés comme journaux et imprimés nés à la frontière française, et taxés cinq centimes par feuille de trente décimètres carrés, sans acception de fractions et quelle que soit la nature de l'imprimé.

Sont exceptés les journaux et imprimés originaux d'Autriche qui sont taxés dix centimes par feuille.

3. Les journaux et imprimés ne jouiront de la modération de taxe accordée par les deux articles qui précèdent, qu'autant qu'ils seront sous bandes, non reliés, et enveloppés de manière qu'on en puisse aisément constater le nombre de feuilles.

Ils ne devront d'ailleurs contenir ni chiffres ni aucune espèce d'écriture à la main, si ce n'est la date et la signature.

Tous ceux qui ne réuniraient pas les conditions ci-dessus exprimées, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

4. Il sera payé aux capitaines des navires ordinaires du commerce par les directeurs des postes des ports maritimes, soit au départ, soit à l'arrivée desdits navires, cinq centimes par chaque feuille d'impression des journaux et imprimés de toute nature dont ils seront chargés.

5. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.° 13,368. — *ORDONNANCE DU ROI portant fixation du Traitement des Desservans au-dessous de soixante ans, de l'Indemnité allouée aux Vicaires autres que ceux des Communes de grande population, et du Crédit à distribuer en secours aux anciennes Religieuses pour l'année 1830.*

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi de finances du 2 août 1829;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} A compter du 1.^{er} janvier 1830, le traitement des desservans au-dessous de soixante ans est porté à huit cents francs.

L'indemnité allouée aux vicaires autres que ceux des communes de grande population est portée à trois cent cinquante francs, à compter de la même époque.

Le crédit à distribuer en secours aux anciennes religieuses est fixé à sept cent mille francs pour l'année 1830.

2. Notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, et notre ministre secrétaire d'état des finances, sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé DE GUERNON-RANVILLE.

N.° 13,369. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la Compagnie du Chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon à construire un Pont fixe sur la Saone, à l'extrémité de la presqu'île Perrache.*

Au château des Tuileries, le 13 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les propositions de la compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon, tendant à construire sur la Saône, à l'extrémité méridionale de la presqu'île Perrache, un pont fixe, propre au double service du chemin de fer et de la route royale n.° 88 de Lyon à Toulouse, au lieu et place du pont suspendu qu'elle a été autorisée à établir, pour le service de son chemin de fer, par notre ordonnance du 4 juillet 1827; le tout à ses frais, risques et périls, moyennant la concession d'un droit de péage à perpétuité sur la partie de ce pont destinée au passage public;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées du 2 août 1828, dans lequel il reconnaît la nécessité d'établir un seul pont pour les deux services, et demande une enquête locale pour déterminer la durée du péage à concéder et le tarif de ce péage;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Lyon, du 27 août 1828, concluant à l'adoption d'un seul et même pont, et à la concession, pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, des droits de péage perçus au pont de la Mulatière, sauf modération dans quelques articles du tarif;

Vu la délibération du conseil général du département du Rhône dans sa session de 1828, tendant à ce que, pour des motifs de sécurité publique, le pont du chemin de fer reste circonscrit dans sa spécialité, à ce que le pont de la Mulatière soit reconstruit séparément de ce dernier sur les fonds du trésor, ou, s'il y a nécessité, moyennant une concession de péage qui n'excède pas quarante ans;

Vu l'engagement souscrit par la compagnie de faire remorquer les chariots sur le pont par des chevaux, dans le cas où l'usage de la machine à vapeur, qu'ils se proposent de perfectionner, motiverait la crainte de quelque danger;

Vu l'avis du préfet du Rhône, tendant à la réunion des deux services, à la concession d'un droit de péage pendant vingt-cinq ans, et à l'abandon, aux concessionnaires, des matériaux du pont de la Mulatière, dont la démolition aura lieu après l'achèvement du nouveau pont et son ouverture;

Vu un second avis du 7 février 1829, dans lequel le conseil des ponts et chaussées propose de fixer à vingt-six ans la durée de la concession du péage;

Vu les observations de la compagnie, tendant à ce qu'une jouissance plus longue lui soit accordée;

Vu le rapport du directeur général des ponts et chaussées, du 30 juillet 1829, qui propose une durée de cinquante ans et l'adhésion de la compagnie concessionnaire à cette fixation;

Vu la délibération de la commission mixte des travaux publics, à

laquelle ont adhéré nos ministres secrétaires d'état de la guerre et de l'intérieur, portant que la construction du pont peut être autorisée, mais sous la condition que, dans le cas où l'intérêt de la défense exigerait sa destruction, la compagnie n'aura aucune indemnité à réclamer;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon est autorisée à construire à ses frais, risques et périls, conformément à ses offres et au projet examiné par le conseil général des ponts et chaussées, un pont fixe sur la Saône à l'extrémité de la presqu'île Perrache, propre au double service du chemin de fer et de la route royale n.° 88 de Lyon à Toulouse. Ce pont sera substitué au pont suspendu dont l'établissement avait été autorisé par notre ordonnance du 4 juillet 1827. Il sera établi dans les formes et dimensions indiquées sur les plans visés, *ne varietur*, par le secrétaire du conseil des ponts et chaussées, le 7 février 1829. Les dispositions indiquées sur un des plans par une feuille de retombe sont adoptées.

Le pont aura onze mètres de largeur mesurée entre les garde-corps, dont six mètres au milieu pour une voie charretière, trois mètres du côté d'amont pour la voie du chemin de fer, et deux mètres du côté d'aval pour un trottoir destiné aux piétons. La hauteur du pavé de la voie charretière sera de neuf mètres quarante-six centimètres au-dessus de l'étiage.

Ce pont sera formé de huit travées de charpente composées chacune de sept fermes en arbalétriers courbes, suivant le système des ponts de *Serin* et de *Charles X* à Lyon; les piles et les culées seront en maçonnerie; les huit travées seront également espacées entre elles, et auront chacune dix-huit mètres soixante-et-quinze centimètres d'ouverture; ce qui portera le débouché des eaux à cent cinquante mètres entre les culées.

Les piles auront trois mètres d'épaisseur au-dessous du cordon; elles seront terminées par des avant et arrière becs

demi-circulaires, et revêtues, dans tout leur pourtour, en pierre de taille de Villebois de 0^m,50 d'épaisseur réduite.

L'épaisseur moyenne des culées sera de quatre mètres. Elles seront parementées comme les piles.

Les parties supérieures des piles seront ajustées comme aux ponts de *Serin* et de *Charles X*, ainsi que l'indiquent les plans.

Les fondations des piles et culées seront établies dans des encaissements de pieux joistifs recépés et liernés à 0^m,57 au-dessous des fondations des culées du pont actuel de la *Mulatière*. Ces encaissements seront remplis intérieurement en mortier hydraulique, sur lequel seront assises les maçonneries, et ils seront garnis extérieurement par des enrochemens dont la surface supérieure sera à un mètre au-dessous de l'étiage.

Les concessionnaires auront le droit de substituer à ce mode de fondation proposé par eux, soit un système de pieux et de caissons, soit un système de pieux avec grillage et plate-forme.

La flèche des arches en charpente sera au plus du sixième de leur ouverture.

Dans aucun cas, la compagnie ne pourra s'appuyer sur les dispositions qui lui sont imposées ci-dessus pour décliner la responsabilité que fait peser sur elle l'entreprise dont elle se charge, attendu qu'en accédant à tout ce qui est prescrit, elle prend sous sa garantie toutes les conséquences de l'exécution.

2. Pour dédommager cette compagnie des dépenses qu'elle prend à sa charge et des obligations qui lui sont imposées, il lui est accordé, pendant un laps de temps de cinquante années, à partir du jour de la réception provisoire du pont, la concession d'un droit de péage à percevoir sur la partie de ce pont réservée au public. Le tarif sera conforme à celui qui existe actuellement au pont de la *Mulatière*. Il lui est fait en outre l'abandon des matériaux dudit pont de la *Mulatière*, dont la démolition ne pourra avoir lieu qu'un an après l'ouverture du passage sur le nouveau pont.

3. La compagnie fera toutes les dispositions nécessaires

pour que le service du chemin de fer sur le pont ne nuise en rien à la circulation et à la sûreté publique sur la partie destinée à la communication de la route royale. Toutes les dépenses qu'entraîneront ces dispositions seront en tout temps à sa charge.

4. Tous les frais d'entretien, de réparation, et même, le cas échéant, de reconstruction du pont, seront à la charge de la compagnie pendant toute la durée de la concession du chemin de fer de *Saint-Étienne* à *Lyon*. L'entretien consistera principalement, 1.° à peindre les bois et les fers au moins une fois tous les trois ans; 2.° à renouveler les bois du plancher, lorsque la commodité ou la sûreté du passage pourront l'exiger; 3.° à renouveler également toute pièce de fer ou de bois qui serait dans le cas d'être remplacée; 4.° à maintenir en bon état les culées, les piliers et toutes les maçonneries; à y refaire enfin les joints, dès qu'ils commenceront à se dégrader.

5. Si, par une cause quelconque, le chemin de fer cessait son service, ou prenait une autre direction, la totalité du pont rentrerait dans le domaine public.

6. Dans le cas où l'intérêt de la défense du royaume exigerait la rupture du pont, la compagnie ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

7. La compagnie est chargée de l'ajustement de la rive gauche de la *Saône* à l'aval du pont. Elle devra en conséquence présenter à l'administration un projet de musoir à exécuter à ses frais au confluent des deux fleuves. Elle est chargée également de raccorder à ses frais le pont qu'elle construira, avec la route royale n.° 88, qu'il doit desservir.

8. La compagnie est substituée aux droits de l'administration pour l'acquisition des terrains nécessaires à ses travaux, en se conformant aux dispositions de la loi du 8 mars 1810. Elle jouira, tant pour l'extraction que pour le transport des terres et matériaux, des privilèges accordés aux entrepreneurs de travaux publics, à la charge par elle d'indemniser les propriétaires des terrains endommagés.

9. Toutes les charges et dépenses qui résulteront des mesures à prendre pour que le service de la navigation ne soit pas interrompu pendant la construction du pont, et par la suite pendant la durée des travaux d'entretien, seront supportées par la compagnie du chemin de fer.

10. Dans le cas où la circulation sur le pont serait interdite pour cause de travaux de réparation ou d'entretien, la compagnie sera tenue d'établir, à ses frais, un passage provisoire à l'aide de bacs ou de bateaux, en nombre suffisant pour assurer le passage public.

11. Après la construction du pont, il sera procédé provisoirement à sa réception par le préfet du département du Rhône, assisté d'un inspecteur général ou divisionnaire des ponts et chaussées, désigné à cet effet par le directeur général des ponts et chaussées.

La perception du péage ne pourra commencer qu'après cette réception provisoire, et le laps de temps assigné à la concession dudit péage commencera à courir du jour même où cette perception aura commencé.

Il sera procédé à la réception définitive du pont, un an après sa réception provisoire, par le préfet et l'inspecteur désignés ci-dessus; et ce ne sera qu'après cette réception définitive que le pont de la Mulatière pourra être démoli.

12. La compagnie du chemin de fer sera soumise au contrôle et à la surveillance de l'administration, pour tout ce qui concerne l'exécution des ouvrages et des obligations que lui impose la présente ordonnance.

13. Dans le cas où la compagnie du chemin de fer n'aurait pas livré le nouveau pont de la Mulatière au service public dans un délai de trente mois à dater de la notification de la présente ordonnance, il sera pourvu à la continuation et à l'achèvement des travaux entrepris par elle, au moyen d'une adjudication qu'on ouvrira sur une mise à prix des ouvrages déjà construits, des matériaux approvisionnés, des terrains achetés, et qui sera dévolue à celui des nouveaux soumissionnaires qui offrira la plus forte somme pour ces ouvrages, maté-

riaux et terrains. Les soumissions pourront être inférieures à la mise à prix.

La somme offerte par l'adjudicataire sera remise aux concessionnaires évincés. Si l'adjudicataire s'engage purement et simplement à poursuivre les travaux et à les achever à ses frais, risques et périls, sans mettre d'ailleurs aucun prix à tout ce qui aura été fait avant son entrée dans l'entreprise, la compagnie déchuë se retirera sans pouvoir exercer aucune prétention quelconque.

Enfin si, au lieu d'offrir une somme d'argent, l'adjudicataire obtient le concours de l'État dans la dépense, la compagnie sera tenue de fournir la somme qui sera accordée à l'adjudicataire par suite du concours.

Les stipulations du présent article ne sont pas applicables au cas où la cessation des travaux et les retards apportés à leur exécution proviendraient de force majeure.

14. Les contestations qui pourraient s'élever entre l'administration et la compagnie du chemin de fer, sur l'exécution ou l'interprétation des clauses et conditions auxquelles cette dernière est assujettie, seront jugées administrativement par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'état.

15. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.^e jour du mois de Décembre de l'an de grâce 1829, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,

Signé MONTHEL.

N.° 13,370. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 10 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o La Neuville-sous-Chatenois (Vosges), de vingt-deux chênes existant sur l'emplacement d'un chemin qui sera établi autour de la réserve de ses bois, sur une largeur de sept mètres;

2.^o Froideconche (Haute-Saône), de la coupe de deux cent soixante-et-dix-neuf futaies déperissantes composant la superficie de dix hectares de la réserve de ses bois :

Le produit de cette coupe sera employé jusqu'à due concurrence au repeuplement de la portion de réserve dont il s'agit;

3.^o Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), d'une coupe extraordinaire de vingt hectares à prendre dans la partie la plus âgée du canton de ses bois dit *près la Fonderie des mines*;

4.^o Niederschœffolsheim (Bas-Rhin), de quinze arbres vieux qui seront pris dans le canton de ses bois dit *Himmelsen*;

5.^o Brevans et Baverans (Jura), par anticipation, à partir de l'ordinaire 1830, d'une demi-coupe de leurs bois, en commençant par le n.^o 1.^{er}, pour continuer ainsi jusqu'au n.^o 6, à charge par les communes d'opérer le repeuplement des six coupes n.^o 20 à 25 inclusivement, à raison d'une coupe par année;

6.^o Donpéc (Nièvre), de la coupe, pour les ordinaires 1830 et 1831, et par lots égaux, de trente hectares de la réserve de ses bois;

7.^o La Maison-Dieu (Nièvre), de la coupe, savoir : des huit hectares quatre-vingt-cinq ares composant le canton dit *la Queue de la Souille du Maréchal*, et de neuf hectares à prendre dans la partie la plus mûre de la pièce du parc, le tout faisant partie de la réserve de ses bois;

8.^o Frouville (Haute-Marne), pour l'ordinaire 1830, et à titre de supplément d'affouage, de la coupe n.^o 1.^{er} de l'aménagement de ses bois qui ne devait venir en tour d'exploitation qu'en 1831;

9.^o Reimeling (Moselle), d'une coupe extraordinaire de six hectares à asseoir dans la partie la plus âgée de ses bois :

Il sera procédé à l'aménagement des bois de ladite commune.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance à la commission administrative de l'ancien pays de Soule (Basses-Pyrénées), d'une coupe de cinquante hectares de bois hêtre à prendre dans les forêts de ce pays au canton Otzalure.

3. Il sera procédé,

1.^o A l'aménagement des bois du village de Moyeuve-Petite, dépendant de la commune de Moyeuve-Grande (Moselle);

2.^o A un nouvel aménagement des bois des communes de Rouffange et de Pointre (Jura).

4. Le quart en réserve des bois de la commune de Lancharre (Saône-et-Loire) est supprimé.

La totalité des bois de cette commune sera divisée en douze coupes biennales exploitables dans une révolution de vingt-quatre ans.

5. L'arrêté du préfet de la Drôme qui a autorisé, par urgence, la délivrance à la commune d'Eygallayes de cinquante plants de chêne ou hêtre, est approuvé.

6. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 13,371. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 17 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Champignol (Aube), pour l'ordinaire 1830, de la coupe n.^o 1.^{er} du règlement de ses bois dit *le petit aménagement*;

2.^o Nebing (Meurthe), de la coupe, en deux années successives et par lots égaux, de la superficie d'environ dix-huit hectares faisant la portion la plus âgée de la réserve de ses bois;

3.^o Dombasle (Meuse), de la coupe d'environ huit hectares à prendre dans la partie au nord et la plus âgée de la réserve de ses bois;

4.^o Haulmé et Tournavaux (Ardennes), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, de quatre hectares cinquante ares environ formant deux cantons de la réserve de ses bois;

5.^o Romagne-sous-Montfaucon (Meuse), de la coupe, en trois années successives et par lots égaux, de vingt hectares de la réserve de ses bois;

6.^o Bussières-lès-Belmont (Haute-Marne), de la coupe, en trois années

successives et par portions égales, à partir de l'ordinaire 1831, des trente-neuf hectares environ restant de la réserve de ses bois;

7.^o Thierville (Meuse), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, de vingt-deux hectares environ de sa réserve;

8.^o Avocourt (Meuse), de la coupe, en cinq années successives et par lots égaux, de cinquante hectares composant la réserve de ses bois;

9.^o Hagen (Moselle), de la coupe, en deux années successives et par lots égaux, des vingt hectares quatre-vingt-six ares formant la réserve de ses bois;

10.^o Volmerange-lès-Autrange (Moselle), de la coupe, par forme d'expurgade, en trois années successives, en proportions égales, des trente-deux hectares vingt ares faisant la partie la plus âgée de la réserve de ses bois;

11.^o Lodes (Haute-Garonne), de la coupe, par forme de nettoiement, du canton de ses bois dit *la Garrousette*, et contenant environ neuf hectares.

2. Il sera procédé à un nouvel aménagement des forêts royales de Mérignat et de Blessac, situées dans le département de la Creuse.

3. L'administration forestière est autorisée à procéder,

1.^o A la vente, en quatre années successives et par portions égales, de soixante-et-dix hectares faisant partie du quart de réserve de la forêt royale d'Ourscamp (Oise);

2.^o Au recépage, par voie d'économie, des quatre plantations de bouleau existant dans la forêt de Carlepont (Oise), avec réserve de baliveaux.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 17 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 13,372. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des sœurs de Saint-Dominique établie à *Sainte-Florine* (Haute-Loire), gouvernée par une supérieure locale. (Paris, 10 Janvier 1830.)

N.^o 13,373. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Derot* (Mathieu-Joseph), né le 10 avril 1790 à Olne, royaume des Pays-Bas, réviseur d'armes à la manufacture royale de Mutzig, y demeurant, arrondissement de Strasbourg, département du Bas-Rhin. (Paris, 6 Décembre 1826.)

N.^o 13,374. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Bourgeois* (Jean-Pierre), né le 8 août 1782 à

Habay-la-Neuve, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Lönny, arrondissement de Mézières, département des Ardennes. (Paris, 28 Décembre 1828.)

N.^o 13,375. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Stier* (Chrétien), né le 3 janvier 1781 à Schafhausen, annexe d'Alzey, ancien département du Mont-Tonnerre, ex-sous-lieutenant au ci-devant seizième régiment d'infanterie de ligne, demeurant à Bischheim, arrondissement de Strasbourg, département du Bas-Rhin. (Paris, 19 Avril 1829.)

N.^o 13,376. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Schaeuffele* (Jean-Martial-Désiré), né le 11 prairial an X [31 mai 1802] à Bruges, royaume des Pays-Bas, pharmacien, demeurant à Thann, arrondissement de Belfort, département du Haut-Rhin. (Saint-Cloud, 10 Octobre 1829.)

N.^o 13,377. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Morand* (Joseph), né le 18 février 1799 [30 pluviôse an VII] à Rumilly en Savoie, principal clerc de notaire à Lyon, département du Rhône. (Paris, 2 Décembre 1829.)

N.^o 13,378. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Cottier* (Adolphe-Pierre-François), né le 8 novembre 1780 à Lyon, département du Rhône, d'un père né en Suisse, banquier, chef de la maison *André et Cottier* à Paris, où il est domicilié. (Paris, 23 Décembre 1829.)

N.^o 13,379. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur *Durr* (Jacques-Frédéric), né le 12 août 1800 à Cannstadt, royaume de Wurtemberg, garçon boulanger à Arras, département du Pas-de-Calais,

2.^o Le sieur *O'Héron* (Jean-Henri), né le 30 avril 1797 à Wexford en Irlande, lieutenant au troisième régiment d'infanterie légère en garnison à Saint-Brieuc, département des Côtes-du-Nord,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 20 Janvier 1830.)

N.^o 13,380. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de Carcassonne (Aude) à accepter les Legs faits par le sieur *Jalabert* d'une somme de 400 francs aux pauvres de la paroisse Saint-Michel et d'une pareille somme de 400 francs aux pauvres de la Miséricorde. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.^o 13,381. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de Fontès-Cabardès par la dame veuve *Muraille*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,382. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *la Trouche* (Isère) par le sieur de *Barral*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,383. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Champdieu* (Loire), par le sieur *Rambert-Berthéas*, 1.º d'un bois estimé 800 francs, 2.º d'une somme de 3000 fr., et 3.º de tous les objets composant la pharmacie établie dans ledit hospice aux frais du donateur, évalués à 1217 francs 55 centimes. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,384. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1600 francs faite à l'hospice de *Monastier* (Haute-Loire) par le sieur *Gimbert*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,385. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º du Legs fait aux pauvres de *Firminy* (Loire), par le sieur *Verne*, du quart de tous ses biens meubles et immeubles, estimé 250 francs; et 2.º de la Donation faite aux mêmes pauvres par la dame veuve dudit sieur *Verne*, du quart, évalué à 250 francs, des immeubles laissés par ce dernier à la donatrice. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,386. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Cambon* (Loire-Inférieure), par le sieur *David*, d'une portion de pré évaluée à 350 francs. (Paris, 25 Octobre 1829.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 1.ºr Février 1830 *.

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
1.ºr Février 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 339.)

N.º 13,387. — ORDONNANCE DU ROI contenant le Tableau des Ports et Bureaux de douanes par lesquels l'Exportation et l'Importation des Grains, Farines et Légumes secs, pourront avoir lieu.

Au château des Tuileries, le 17 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 2 décembre 1814, d'après laquelle nous avons à désigner les bureaux de douanes par lesquels il est permis d'importer ou d'exporter des grains, à l'exclusion de tous autres;

Vu les ordonnances des 18 décembre 1814, 10 février et 6 octobre 1819, 6 mai et 4 juillet 1827, qui ont successivement réglé cet objet;

Informé que, par suite des nouvelles directions prises par le commerce, et de quelques changemens opérés dans les lignes des douanes, en vertu des dernières conventions relatives à certaines frontières, la nomenclature des bureaux de douanes ne répond plus aux besoins du commerce ni à la régularité du service;

Voulant, d'une part, ajouter à cette nomenclature les bureaux reconnus nécessaires, et la dégager de ceux qui ont été supprimés ou que l'expérience prouve être inutiles;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Notre Conseil entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.ºr L'importation et l'exportation des grains, farines et légumes secs, en tant que la prohibition ne les atteint pas, ne pourra s'effectuer que par les ports et bureaux compris au tableau ci-annexé.

2. Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 17 Janvier de l'an de grâce 1830. et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

VIII.º Série.

D

TABLEAU des Ports et Bureaux de douanes par lesquels l'Exportation et l'Importation des Grains, Farines et Légumes, pourront avoir lieu, lorsque ces opérations sont permises par la loi.

DIRECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	BUREAUX.
DUNKERQUE ...	Nord.	Gravelines. Dunkerque. Zuydcoote. La Broukstraete. Oost-Cappel. Steenvoorde, <i>par Labécle.</i> Lacdorne. Armentières. Pont-rouge. Comines. Wervick. Halluin. Riscontout. Wattreloos. Leers. Baisieux. Mouchin.
		Maulde. Condé, <i>par Bonsecours.</i> Blancmisseron. Bellignies. Honhergies. Malplaquet. Bettignies. Vieux-Rengt. Jeumont. Coursolre. Solre-le-Château. Trélon. Anor.
VALENCIENNES.	Nord.	Hirson. Saint-Michel. Signy-le-Petit. Regnowez. Rocroy. Gué d'Hossus. Fumay. Givet.
CHARLEVILLE..	Ardennes	

DIRECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	BUREAUX.
CHARLEVILLE.. (Suite.)	Ardennes. (Suite.)	Gespunsart. Saint-Menges. La Chapelle. Messincourt. Le Trembloy.
		Meuse.
THIONVILLE...	Moselle.	Velosne. Mont-Saint-Martin. Roussy. Apach. Sierck, <i>par la Moselle.</i> Wadtwiese. Bouzonville. Tromborn. Creutzwald. Forbach. Grosbliderstroff. Frauenberg. Wolmunster. Haspelschiedt. Sturzelbronn.
STRASBOURG...	Bas-Rhin.	Lembach. Wissembourg. Lauterbourg. Münchhausen. Seltz. Beinheim. Fort-Louis. Drusenheim. Gamsheim. La Wantzenau. Le Pont du Rhin. Rhinau. Marckolsheim.
		Artzheim. L'He de Paille. Chalampé. Saint-Louis. Hengenheim. Niederhagenthal. Saint-Blaise. Wolschwiller.
	Haut-Rhin.	

DIRECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	BUREAUX.
STRASBOURG ... (Suite.)	Haut-Rhin..... (Suite.)	Winkel. Levoncourt. Pfetterhausen. Rechesy. Florimont. Delle. Croix.
	Doubs.....	Villars-sous-Blamont. Morteau, <i>par les Sarrazins.</i> Le Villers. Pontarlier, <i>par les Fourgs.</i> Verrières de Joux. Jougne.
BESANCON.....	Jura.....	Les Rousses. Mijoux.
BELLEY.....	Ain.....	Bellegarde. Seyssel. Culles. Virignien. Cordon.
	Isère.....	Aoste. Pont-de-Beauvoisin.
GRENOBLE.....	Isère.....	Entremont. Chapareillan. Pontcharra. Pont de Bens. Vaujany.
	Hautes-Alpes...	Le Lauzet. Mont-Genèvre. Lamonta.
DIGNÉ.....	Basses-Alpes...	Saint-Paul. L'Arche. Fours. Colmars. Sausses. Valcros. Saint-Pierre.
	Var.....	Salagriffon. Broc. Saint-Laurent du Var.

DIRECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	BUREAUX.
TOULON	Var.....	Antibes. Cannes. Saint-Raphaël. Saint-Tropez. Les Salins. Toulon. Bandol.
	Bou.-du-Rhône.	La Ciotat. Cassis. Marseille. Port de Bouc. Martigues. Arles.
MONTPELLIER..	Gard.....	Aigues-mortes. Cette.
	Hérault.....	Agde.
PERPIGNAN. ...	Aude.....	La Nouvelle. Saint-Laurent de la Salanque. Collioure.
	Pyr.-Orientales.	Port Vendres. Perthus. Coustouges. Saillagousse. Bourg-Madame. Carols.
SAINT-GAUDENS.	Ariège.....	Ax, <i>par l'Hospitalet.</i> Tarascon, <i>par l'Hospitalet.</i> Siguer. Auzat. Saint-Giron, <i>par Conflens.</i> Orle.
	Haute-Garonne.	Saint-Béat, <i>par Fos.</i> Bagnères.
BAYONNE.....	Hautes-Pyrénées	Arreau, <i>par Vielle.</i> Argeles, <i>par Gèdre.</i> Bedous, <i>par Urdos.</i> Saint-Jean - Pied - de - Port, <i>par Arnéguy.</i>
	Basses-Pyrénées.	Ainhon. Bébobie. Saint-Jean de Lux. Bayonne.

DIRECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	BUREAUX.
BORDEAUX.....	Gironde.....	La Teste de Busch. Pauillac. Bordeaux. Libourne. Blaye.
		La Tremblade. Marennes. Charente. Rochefort. La Rochelle. Saint-Martin (île de Ré). Marans.
LA ROCHELLE..	Vendée.....	Luçon. Saint-Michel. Moricq, <i>par l'Aiguillon.</i> Les Sables. Saint-Gilles. Croix de Vie.
		La Barredemont. Beauvoir. Boin. Noirmoutiers.
NANTES.....	Loire-Inférieure	Bourgneuf. Pornic. Saint-Nazaire. Paimbœuf. Nantes et lieux de chargement situés au-dessous jusqu'à Paimbœuf. Le Pouliguen. Le Croisic. Mesquer.
		Morbihan..... Ille-et-Vilaine..
LORIENT.....	Morbihan.....	La Roche-Bernard. Redon. Penerf. Sarzeau. Vannes. Auray. Hennebont. Lorient.

DIRECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	BUREAUX.
LORIENT..... (Suite.)	Finistère.....	Quimperlé. Pontaven. Pont-l'Abbé. Quimper. Audierne.
		Camaret. Port-Launay. Landerneau. Brest. Abrevrach. Roscoff. Penzé. Morlaix. Paimpoul.
BREST.....	Côtes-du-Nord..	Toulnehéry. Lannion. Perros. Tréguier.
		Lézardrieux. Pontrieux. Paimpol. Portrieux. Le Légué. Dahouet. Port à la Duc. Dinan.
SAINT-MALO...	Ille-et-Vilaine..	Saint-Servan. Saint-Malo. Granville. Regneville. Saint-Germain-sur-Ay. Portbail. Dielette. Omonville. Cherbourg. Barfleur. La Hougue. Carentan.
		Manche.....
CHERBOURG...	Calvados.....	Isigny. Caen, <i>par Ouistreham.</i>

DIRECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	BUREAUX.
ROUEN	Calvados	Honfleur.
	Seine-Inférieure	Rouen. Le Havre. Fécamp.
ABBEVILLE....	Seine-Inférieure	Saint-Valery-en-Caux. Dieppe.
	Somme	Saint-Valery-sur-Somme.
BOULOGNE.....	Pas-de-Calais...	Étaples. Boulogne. Calais.
		Macinaggio. Bastia. Cervione. Bonifacio. Ajaccio. Calvi. Ile-Rousse.
BASTIA.....	Corse.....	

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 17 Janvier 1830, enregistrée sous le n.º 354.
Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.º 13,388. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination de Pairs de France.*

A Paris, le 27 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont élevés à la dignité de pairs du royaume,
Notre cousin le duc de Cérèse,
Les sieurs marquis de Tourzel,
marquis de Puivert,
comte de la Bourdonnaye, député du département de Maine-et-Loire,

Les sieurs baron de Vitrolles,
comte Beugnot,
lieutenant général comte Vallée.

2. Conformément aux dispositions de l'article 1.^{er} de la première ordonnance du 25 août 1817, les personnes ci-dessus désignées ne pourront être admises à siéger à la Chambre des Pairs qu'après avoir justifié de l'institution d'un majorat de dix mille francs de revenu net en immeubles libres de tous privilèges et hypothèques et non grevés de restitution en vertu des articles 1048 et 1049 du Code civil, et aussi après que les lettres patentes constitutives du majorat et de la pairie auront été, conformément à l'article 7 de l'ordonnance précitée du 25 août, transcrites sur les registres de la Chambre des Pairs.

3. Les lettres patentes qui seront expédiées en vertu de la présente ordonnance aux pairs de France dont les noms précédent, porteront institution du titre de baron.

4. L'hérédité de la dignité de pair accordée par nous aux personnes ci-dessus désignées ne sera acquise à leurs descendants dans la ligne directe, naturelle et légitime, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, qu'après l'entier accomplissement des formalités prescrites par l'article 2 de la présente ordonnance.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 27.^e jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{ce} DE POLIGNAC.

N.º 13,389. — *ORDONNANCE DU ROI qui modifie le second paragraphe de l'article 2 des Statuts de la Caisse d'épargnes et de prévoyance de la ville de Troyes.*

Au château des Tuileries, le 6 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ;

Vu l'ordonnance royale du 1.^{er} août 1821 portant approbation de la caisse d'épargnes et de prévoyance projetée à Troyes, conformément aux statuts annexés à ladite ordonnance;

Vu notre ordonnance du 3 juin 1829;

Vu les délibérations de l'administration de la caisse d'épargnes de Troyes et du conseil municipal de cette ville en date des 15 juin et 1.^{er} juillet 1829, et tendant à ce qu'il soit fait différentes modifications aux statuts de l'établissement dont il s'agit;

Vu l'avis du préfet de l'Aube;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le second paragraphe de l'article 2 des statuts de la caisse d'épargnes et de prévoyance de notre bonne ville de Troyes (Aube) sera remplacé par les paragraphes suivants :

« Chaque dépôt devra être d'un franc au moins; et depuis
» un franc, par multiple du franc sans fraction, jusqu'à cin-
» quante francs au plus par semaine.

» Le crédit de chaque déposant ne pourra pas excéder deux
» mille francs en capital. »

2. Il sera ajouté à l'article 4 un second paragraphe ainsi conçu :

« Les sommes versées à la caisse pourront aussi être pla-
» cées en compte courant au trésor royal, conformément aux
» dispositions de l'ordonnance royale du 3 juin 1829. »

3. L'article 15 sera rédigé de la manière suivante :

« 15. Le taux de l'intérêt alloué aux déposants sera le
» même que celui que le trésor royal accordera à la caisse
» d'épargnes pour les sommes qu'elle y aura placées en compte
» courant. »

4. L'article 18 sera modifié ainsi qu'il suit :

« 18. L'intérêt sera réglé à la fin de chaque année; il
» sera ajouté au capital, et pourra produire des intérêts
» pour l'année suivante, à moins que le crédit total n'excède
» le *maximum* fixé par le troisième paragraphe de l'article 2. »

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé

de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 6 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur*,
Signé MONTBEL.

N.° 13,390. — *ORDONNANCE DU ROI portant Convocation
du Collège départemental de la Loire-Inférieure.*

Au château des Tuileries, le 24 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 1823 relative à la transmission de la pairie du sieur *Dambray*, chancelier de France;

Considérant qu'aux termes de cette ordonnance le sieur comte *Donatien de Sesmaisons* a été appelé à succéder à la pairie du sieur *Dambray*, lequel est décédé le 13 décembre dernier;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820, 2 mai 1827 et 2 juillet 1828,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le collège départemental de la Loire-Inférieure est convoqué à Nantes pour le 27 février 1830, à l'effet d'élire un député en remplacement du sieur *Donatien de Sesmaisons*.

2. Conformément à l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 et à l'article 22 de la loi du 2 juillet 1828, le préfet publiera la présente ordonnance immédiatement après sa réception; il ouvrira le registre des réclamations, fera afficher de nouveau la liste électorale, et publiera le tableau de rectification dans le délai prescrit par la loi du 2 juillet 1828.

3. Les opérations du collège électoral auront lieu ainsi qu'il est réglé par l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 24 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.º 13,391. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 17 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier ;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.º Lanques (Haute-Marne), de la coupe de la moitié des arbres futaies qui se trouvent sur la coupe ordinaire 1828 de ses bois ;

2.º La Neuveville (Vosges), de la coupe de cinq cents sapins morts et déperissans à prendre dans ses bois ;

3.º Saint-Maurice (Vosges), de la coupe de trois arbres, savoir : un hêtre situé dans le milieu d'un fossé de périmètre, au canton de sa forêt dit *la Côte Alexandre*, et un chêne et un hêtre situés sur le bord du chemin vicinal de Saint-Maurice à Deinvillers, longeant ladite forêt ;

4.º Plaine de Valsch (Meurthe), de la coupe de quarante-six sapins morts ou déperissans, et de tout le taillis en bois feuillus existant sur les trente hectares qui composent la forêt non aménagée de cette commune ;

5.º Escombres et Chenois (Ardennes), de la coupe de huit chênes anciens, de cinquante-quatre hêtres et charmes modernes, et de quelques brins de taillis, le tout se trouvant sur le tracé du chemin dit *Trou des vaches*, qui traverse les bois de ladite commune et dont la largeur doit être portée à dix mètres ;

6.º Oyonnax (Ain), de la coupe de trois cent soixante arbres déperissans, à prendre, savoir : cent soixante au canton de Nierme, faisant partie de la réserve de ses bois, et deux cents dans les autres cantons de ses bois ;

7.º Charmes-la-Grande et Charmes-en-l'Angle (Haute-Marne), de la coupe de dix à onze hectares composant le canton dit *Bois brûlé*, qui leur appartient par indivis ;

8.º Lagor (Basses-Pyrénées), de la coupe de vingt-cinq chênes à prendre dans ses bois ;

9.º Encausse (Haute-Garonne), de la coupe, par forme de nettoisement, en trois années successives et par portions égales, du canton de ses bois dit *Cassagneau*, contenant environ trente-six hectares ;

10.º Courez (Haute-Garonne), de la coupe, par forme de nettoisement, pour l'ordinaire 1831, du canton de ses bois dit *Masseau*, de la contenance de quatre hectares ;

11.º Kappelen (Haut-Rhin), de la coupe des cantons dits *Breithurst* et *Oberholtz*, contenant ensemble soixante-quatre ares et faisant partie de ses bois ;

12.º Arbent (Ain), de la coupe de tous les arbres feuillus qui se trouvent sur le canton dit *Grangeon*, faisant partie de ses bois.

2. Il sera procédé, dans la partie la plus fertile des cantons de Sacoume et de la Coste, dépendant des bois de la commune de la Broquère (Haute-Garonne), à la délimitation de vingt-huit hectares dix ares destinés à croître en futaie et à tenir lieu de quart en réserve.

La réserve actuelle fera désormais partie des coupes ordinaires.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 17 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.º 13,392. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hôpital général d'Orléans (Loiret), par la demoiselle *Poisson*, d'une maison estimée 1500 francs, d'une rente annuelle et perpétuelle de 25 francs 68 centimes et d'une somme de 858 francs 3 centimes. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,393. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de la section de Sainte-Marthe, commune de Fourques (Lot-et-Garonne), par le sieur *Pinguet*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,394. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de la Neuville (Meuse), par le sieur *Périn*, d'une somme de 1000 francs, ou de 50 francs de rente. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,395. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Bullecourt (Pas-de-Calais), par le sieur *Soualle*, de 80 ares 46 centiares de terre, évalués ensemble à 1200 francs. (Paris, 25 Octobre 1829.)

- N.º 13,396. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres d'*Evin* (Pas-de-Calais) par la demoiselle *Pollart*. (Paris, 25 Octobre 1829.)
- N.º 13,397. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à environ 1200 francs, fait au bureau de bienfaisance de *Valsonne* (Rhône) par la demoiselle *Dubost*. (Paris, 25 Octobre 1829.)
- N.º 13,398. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices d'*Avignon* (Vaucluse), par la dame veuve *Calvet*, de deux sommes de 300 francs chaque. (Paris, 25 Octobre 1829.)
- N.º 13,399. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice et au bureau de bienfaisance de *Rambervillers* (Vosges), par le sieur *Masson*, 1.º d'une somme de 2500 francs au profit de l'hospice, et 2.º d'une somme de 1500 francs en faveur des pauvres. (Paris, 25 Octobre 1829.)
- N.º 13,400. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par le sieur *Ginet* de 300 francs à l'hôtel-Dieu de *Lyon* (Rhône) et de pareille somme à l'hospice de la Charité de ladite ville. (Paris, 25 Octobre 1829.)
- N.º 13,401. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 2300 fr. environ, fait aux pauvres d'*Aire* (Landes) par la dame *Larroture*. (Paris, 25 Octobre 1829.)
- N.º 13,402. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Joussous-Thelle* (Oise) à accepter la Donation à elle faite par les sieurs *Rançon*, *Langlet* et *Sellière*, d'une maison avec dépendances estimée 2883 francs 50 centimes, pour y établir le presbytère. (Paris, 28 Octobre 1829.)
- N.º 13,403. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Clermont de Beauregard* (Dordogne) à accepter la Donation à elle faite par le sieur *François Ducheyron du Pavillon* d'une maison avec dépendances pour y établir le presbytère. (Paris, 28 Octobre 1829.)
- N.º 13,404. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Clefs* (Maine-et-Loire) à accepter une somme de 400 francs à elle offerte en donation par les sieur et dame *Destaigne*. (Paris, 1.º Novembre 1829.)
- N.º 13,405. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Roiiffeu* (Ardèche) à accepter le Legs à elle fait par le sieur *Jean Neyme* d'une maison avec dépendances évaluée à 1600 francs, pour servir de presbytère. (Paris, 1.º Novembre 1829.)

- N.º 13,406. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Saverne* (Bas-Rhin) à accepter la Donation à lui faite par le sieur *Bernard-Hippolyte Bert de Majan*, 1.º de vingt-cinq pièces de terre formant ensemble 2 hectares 45 ares environ, et produisant un revenu annuel de 116 francs 15 centimes, et 2.º d'une créance de 400 francs. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.º 13,407. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice d'*Auch* (Gers) à accepter le Legs à lui fait par le sieur *Jacques Despau* du surplus du prix de la vente des biens meubles et immeubles qu'il possède dans la commune de *Cazaux d'Angles*, legs, charges et frais préalablement acquittés : ladite libéralité est évaluée à 3845 francs environ. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.º 13,408. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Saumur* (Maine-et-Loire) à accepter le Legs à lui fait par la dame *René Cohier*, veuve du sieur *Beaudouin*, de la nue propriété d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs, sous la réserve de l'usufruit en faveur de ses deux enfants. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.º 13,409. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Cuers* (Var) à accepter le Legs à titre universel, évalué à 35,000 francs environ, à lui fait par le sieur *Clément Jullien*. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.º 13,410. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Lorgues* (Var) à accepter le Legs universel évalué à 1000 francs et à lui fait par la demoiselle *Marie-Anne Raynouard*. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.º 13,411. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le consistoire de *Meaux* à accepter la Donation faite par la demoiselle *Regnault* (*Marie-Anne*) d'une portion de maison à elle appartenant, et estimée 600 francs, aux protestants de *Heiltz-le-Maurupt* (Marne). (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.º 13,412. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de la commune de *Sagnes et Goudoulet* (Ardèche) par le sieur *Ceysson*. (Paris, 11 Novembre 1829.)
- N.º 13,413. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à l'hospice de *Rodès* (Aveyron) par le sieur *Labit*. (Paris, 11 Novembre 1829.)
- N.º 13,414. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait à l'hospice de *Saint-Saulge* (Nièvre) par la dame veuve *Merle*. (Paris, 11 Novembre 1829.)
- N.º 13,415. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Melleray* (Mayenne), par le sieur *Gaigneau*, d'une maison avec dépendances estimée 1725 francs. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.º 13,416. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Montbrison* (Loire), par le sieur *Baroux*, de deux bâtimens avec dépendances estimés 900 francs. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.º 13,417. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Beaucaire* (Gard), par le sieur *Quet* et la dame veuve *Servet*, d'un bâtiment contigu à l'hôtel-de-ville. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.º 13,418. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 8400 francs faite à la ville de *Bourg* (Ain) par la dame veuve *Debottière*. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.º 13,419. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation du Legs fait à la commune d'*Hondouville* (Eure), par le sieur *Larose*, d'une maison avec dépendances estimée 5600 francs. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.º 13,420. — ORDONNANCE DU ROI portant rectification du tableau des foires conservées dans le département de la Vendée. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,421. — ORDONNANCE DU ROI portant que la commune de *Thézac*, arrondissement de *Saintes*, département de la Charente-Inférieure, est distraite du canton de *Cozes* et réunie au canton de *Saujon*, même arrondissement. (Paris, 20 Janvier 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 8 Février 1830*,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
8 Février 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 340.)

N.º 13,422. — ORDONNANCE DU ROI portant que le Salpêtre livré par les Salpêtriers dans les magasins de l'État, à partir du 1.º Janvier 1830, leur sera payé à raison d'un franc quatre-vingts centimes le kilogramme, au degré de pur.

A Paris, le 3 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Le salpêtre livré par les salpêtriers dans les magasins de l'État, à partir du 1.º janvier 1830, leur sera payé à raison d'un franc quatre-vingts centimes le kilogramme, au degré de pur.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, le 3.º jour du mois de Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé C.º DE BOURMONT.

N.º 13,423. — ORDONNANCE DU ROI relative au mode d'exécution de l'Article 8 de la Loi du 26 Juillet 1829, qui prescrit la formation d'un Inventaire du Mobilier fourni, soit par l'État, soit par les Départemens, à des Fonctionnaires publics.

Au château des Tuileries, le 3 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Voulant déterminer le mode d'exécution de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1829, portant :

VIII.º Série,

E

« Les inventaires du mobilier fourni, soit par l'État, soit par les départemens, à des fonctionnaires publics, seront faits avant le 1.^{er} janvier 1830 ;

« Ces inventaires seront récolés à la fin de chacune des années suivantes et à chaque mutation de fonctionnaire responsable ; »

Vu la loi du 12 septembre 1791,

L'arrêté du Gouvernement du 23 nivôse an VI [12 janvier 1798],

L'ordonnance royale du 14 septembre 1822,

Lesdites lois, arrêté et ordonnance, réglant, en ce qui concerne le mobilier de l'État, les attributions de l'administration de l'enregistrement et des domaines ;

Vu l'ordonnance royale du 17 décembre 1818 relative au mobilier des préfectures ;

Vu l'ordonnance du 7 avril 1819 concernant le mobilier des archevêchés et évêchés ;

Considérant que cette dernière ordonnance contient, relativement à l'inventaire de ce mobilier et au récolement annuel des dispositions qui remplissent déjà en partie l'intention de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1829 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Chacun des fonctionnaires et agens qui ressortissent aux divers ministères et résident à Paris ou dans les différentes villes du royaume, est tenu de dresser en double expédition un inventaire descriptif de tous les objets mobiliers affectés à son usage personnel et qui lui ont été fournis par l'État : cet inventaire sera dressé en triple expédition pour ceux de ces objets appartenant aux départemens.

Le récolement de cet inventaire devra être fait par les agens de l'administration des domaines.

2. Les inventaires seront conformes au modèle ci-annexé : néanmoins chaque fonctionnaire responsable de mobilier pourra diviser, au besoin, son inventaire en autant de sections que le comporteront la nature des objets à inventorier, les locaux et emplacements qu'ils occuperont, et le nombre des personnes aux soins desquelles la conservation de ces objets serait ou pourrait être particulièrement confiée.

3. Tout fonctionnaire responsable de mobilier devra

donner connaissance au directeur des domaines du département, de l'achèvement de l'inventaire, pour que ce directeur puisse immédiatement faire procéder au récolement par un préposé de son administration désigné à cet effet.

Après le récolement et sur la déclaration de prise en charge que contiendra l'arrêté de clôture, ce préposé y fera mention du récolement auquel il aura assisté, signera cette mention sur les deux expéditions de l'inventaire, et déposera l'une d'elles à la direction des domaines : l'autre restera entre les mains du fonctionnaire chargé du mobilier.

La troisième expédition de l'inventaire des objets mobiliers à la charge des départemens sera déposée entre les mains du secrétaire général de la préfecture, considéré dans cette occasion comme chargé des archives.

4. Les inventaires devant, conformément à la loi du 26 juillet 1829, être récolés à la fin de chacune des années suivantes et à chaque mutation de fonctionnaire responsable, les conseils généraux de département désigneront à chaque session un commissaire pour assister et concourir au récolement des inventaires du mobilier appartenant au département.

Ce commissaire devra être pris parmi les membres de la commission annuelle formée dans le sein du conseil général en vertu de l'article 4 de l'ordonnance royale du 17 décembre 1818.

5. Dans l'intervalle d'un récolement au récolement suivant, tout fonctionnaire responsable de mobilier sera tenu de faire consigner sur la double expédition de l'inventaire laissée à sa disposition, d'une part, les accroissemens qui surviendraient dans la quantité des objets mobiliers appartenant, soit à l'État, soit au département, et, d'un autre côté, les ventes et réformes d'objets qui auront eu lieu, en indiquant sommairement dans une colonne ménagée à cet effet les causes des ventes et réformes ou les circonstances propres à les justifier.

6. Aux époques de récolement ordonnées par la loi, les expéditions de l'inventaire seront conférées : celles dont la

direction des domaines et le secrétaire général de la préfecture étaient restés dépositaires au précédent récolement, seront d'abord rendues conformes à l'expédition laissée à la disposition du fonctionnaire responsable de mobilier et après tout nouveau récolement pour lequel auront été remplies les formalités indiquées à l'article 3 ci-dessus : l'une des expéditions de l'inventaire sera rétablie dans les archives de la direction des domaines.

7. Pour assurer l'exécution complète et périodique de la loi, il sera immédiatement établi dans chaque ministère un relevé indicatif, par département, des fonctionnaires publics auxquels un mobilier a été fourni, soit par l'État, soit par les départemens.

Ce relevé sera communiqué à notre ministre des finances, et par celui-ci à l'administration des domaines.

Tout changement à faire annuellement audit relevé sera successivement annoncé, avant chaque fin d'année, par les différents ministères à celui des finances, et par ce dernier à l'administration des domaines.

8. L'ordonnance royale du 7 avril 1819, relative au mobilier des évêchés et archevêchés, continuera de recevoir son exécution : seulement à l'avenir les agents du domaine devront concourir aux récolemens annuels faits conformément à cette ordonnance, et les inventaires ainsi récolés seront déposés à la direction du domaine dans le département où se trouve le chef-lieu du diocèse.

9. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 3 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.° 13,424. — *ORDONNANCE DU ROI portant Annulation de Brevets d'invention.*

Au château des Tuileries, le 20 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation ci-après rappelés, sont déclarés nuls et comme nonavenus, les personnes qui en avaient requis la délivrance ayant abandonné les droits qu'ils leur conféraient, et s'étant refusées en même temps au paiement de la seconde partie de la taxe :

1.^o Le brevet d'invention de quinze ans pris, le 5 mai 1826, par les sieurs *Chalmas* aîné, rentier, et *Barret*, mécanicien tourneur, demeurant à Lyon, le premier, place de Louis-le-Grand, n.° 20, et le second, place des Célestins, n.° 9, pour une voiture mécanique à trois roues, que deux hommes font mouvoir, et pour l'application du mécanisme de cette voiture à toute espèce d'usines;

2.^o Le brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pris, le 9 mai 1826, par le sieur *Guigo*, mécanicien, demeurant place des Terreaux, n.° 5, à Lyon, département du Rhône, pour un métier mécanique à deux étages, à vis et sans fin;

3.^o Le brevet d'invention de dix ans pris, le 21 juillet 1826, par les sieurs *Belanger* père et fils, constructeurs mécaniciens, demeurant, le premier, commune de Saint-Léger de Bourdeny, et le second, rue Fardeau, n.° 16, à Rouen, département de la Seine-Inférieure, pour un cylindre débourreur adapté aux carderies de coton;

4.^o Le brevet d'invention de dix ans pris, le 8 février 1827, par le sieur *Nezy* (*Henri-Honoré*), faisant élection de domicile à Paris chez le sieur *Cormeille*, rue Michel-le-Comte, n.° 36, pour une machine à vapeur à rotation immédiate;

5.^o Le brevet d'invention de dix ans pris, le 27 juillet 1827, par les sieurs *Rey*, professeur de dessin, et *Aguettant*, architecte, demeurant, le premier, à Lyon, place Sathonnay, n.° 6, et le second à la Guillotière (Rhône), pour l'application de la force de l'eau, de celles de la vapeur et du vent, aux travaux des ponts et chaussées;

6.^o Le brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 août 1827, par le sieur *Penot*, professeur de chimie appliquée aux arts, demeurant à Mulhausen (Haut-Rhin), pour un procédé propre à obtenir les sous-carbonates, acétates, nitrates et hydrochlorates de plomb;

7.^o Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pris, le 31 août

1827, par le sieur *Dupont*, négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.º 248, pour des socques articulés ou sous-chaussures;

8.º Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pris, le 24 janvier 1828, par les sieurs *Chatelard et Perrin*, fabricans de peignes d'acier, demeurant rue Saint-Polycarpe, n.º 10, à Lyon (Rhône), pour une forme de peigne propre spécialement à la fabrication des étoffes en drap;

9.º Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pris, le 29 février 1828, par le sieur *Baer (Charles-Frédéric)*, fabricant de voitures à Strasbourg (Bas-Rhin), pour un moyen de faire tourner court une voiture par des avant-trains mouvans avec charnière;

10.º Le brevet d'invention de cinq ans pris, le 9 août 1828, par le sieur *Hubert Forobert*, ferblantier-lampiste à Toulouse, pour une lampe qu'il appelle *lampe Hubert*;

11.º Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pris, le 6 septembre 1828, par les sieurs *Petitpierre (Jean-Henri)* et *Bleuse (Pierre-Farreau)*, à Bercy la Grande-Pinte, route de Charenton, n.º 63, pour une sous-chaussure dite *socque élastique*;

12.º Le brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pris, le 13 septembre 1828, par le sieur *Vincent (Joseph-André)*, fabricant de navettes à la Guillotière, rue de Monsieur, n.º 11 (Rhône), pour une navette qu'il nomme *cuirassée*;

13.º Le brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pris, le 26 septembre 1828, par les sieurs *Lubac et Barrier* à Vernoux (Ardèche), pour des fusils de sûreté;

14.º Le brevet d'importation de cinq ans pris, le 24 octobre 1828, par les sieurs *Milliroux et Jakson*, à Paris, rue Montmartre, n.º 70, pour une machine et un procédé propres à apprêter les chapeaux;

15.º Le brevet d'invention de cinq ans pris, le 27 décembre 1828, par le sieur *Sudre*, compositeur de musique à Paris, passage Véro-Dodat, n.º 26, pour une langue musicale;

16.º Le brevet d'invention de cinq ans pris, le 20 juin 1829, par le sieur *Marleix (Joseph)*, fabricant de cols à Lyon, rue Saint-Dominique, n.º 4, pour une forme de col qu'il appelle *col marlaide*.

2. Les principes, moyens et procédés pour lesquels tous ces brevets ont été pris, deviendront d'un usage libre et commun. A cet effet, les mémoires où ils sont consignés et décrits, ainsi que les plans, dessins ou modèles qui les représentent, seront déposés au conservatoire royal des arts et métiers, afin que ceux qui désireront les connaître y en obtiennent la communication, et pour rendre public, par la voie de l'impression et de la gravure, ce qu'ils peuvent offrir d'utile à l'industrie.

3. Sera publié également, et par la même voie, ce qui, dans deux autres brevets dont les titulaires ont déclaré faire l'abandon en faveur des fabricans de poterie et de tuiles et

briques, mériterait d'être porté à la connaissance de ces fabricans, savoir :

1.º Le brevet d'importation de quinze ans expédié, le 27 septembre 1822, au sieur *Bourdon Saint-Amand*, à Passy, près Paris, Grande rue, n.º 66, et deux certificats de perfectionnement et d'addition à ce brevet sous les dates des 19 juin 1823 et 8 juillet 1824, le tout pour des procédés et appareils destinés à la fabrication des poteries, grès, faïences et porcelaines à la manière anglaise;

2.º Le brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pris, le 16 juin 1826, par la baronne de *Guedell-Geunny*, née *Eliza Reddall*, demeurant rue Trudon, n.º 2, Chaussée d'Antin, à Paris, pour une machine à fabriquer les tuiles, briques et carreaux.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 20 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.º 13,425. — ORDONNANCE DU ROI relative à l'établissement d'un Pont suspendu sur le bras gauche de la Loire à Décize, département de la Nièvre.

Au château des Tuileries, le 20 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu le cahier des charges dressé pour l'établissement d'un pont suspendu sur le bras gauche de la Loire à Décize (Nièvre), moyennant la concession pendant quatre-vingt-dix-neuf ans à celui des soumissionnaires qui offrira les rabais les plus considérables sur chaque article du tarif approuvé par notre ministre de l'intérieur, le 30 mai 1829, des droits de péage énoncés dans sa soumission;

Vu ledit tarif;

Vu le procès-verbal des opérations faites à la préfecture du département, le 29 août 1829, pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'adjudication faite et passée, le 29 août 1829, par le préfet de la Nièvre, au sieur *Étienne Gautier*, pour l'établissement d'un pont suspendu sur le bras gauche de la Loire à Décize (Nièvre) moyennant la concession pendant quatre-vingt-dix-neuf ans des droits de péage énoncés dans sa soumission, est et demeure approuvée.

En conséquence, les clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution conformément au cahier des charges, et le tarif des droits à percevoir sur le pont après son achèvement demeure fixé comme suit :

Pour le passage	
d'une personne à pied.....	0 ^f 05 ^c
d'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.....	0. 20.
idem chargé.....	0. 12.1/2.
idem non chargé.....	0. 10.
d'un âne chargé ou d'une ânesse chargée.....	0. 05.
d'un âne non chargé ou d'une ânesse non chargée.....	0. 05.
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage.....	0. 05.
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente.....	0. 15.
Par veau ou porc.....	0. 07.1/2.
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons.....	0. 02.1/2.
Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.	
Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, iront au pâturage, on ne paiera que la moitié du droit.	
Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, paieront..	0. 05.
Pour le passage	
d'une voiture suspendue à deux roues, d'un cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux et le conducteur.....	0. 62.1/2.
d'une voiture suspendue à quatre roues, d'un cheval ou mulet et du conducteur.....	0. 75.
d'une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, et le conducteur.....	0. 87.1/2.
Les voyageurs paieront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied.	
Pour une charrette chargée et attelée	
d'un seul cheval, mulet ou deux bœufs, y compris le conducteur.	0. 40.
de deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, y compris le conducteur.....	0. 55.
de trois chevaux ou mulets, et le conducteur.....	1. 00.
une charrette à vide, le cheval et le conducteur.....	0. 40.

Pour une charrette

chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur.....	0 ^f 30 ^c
la même à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur.....	0. 20.
chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur.....	0. 10.

Pour un chariot de roulage à quatre roues,	
chargé, un cheval et le conducteur.....	0. 65.
chargé, deux chevaux et le conducteur.....	0. 95.
chargé, trois chevaux et le conducteur.....	1. 15.
à vide, attelé d'un seul cheval et le conducteur.....	0. 35.

Il sera payé par chaque cheval, mulet ou paire de bœufs, excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus..... 0. 20.

Et par âne ou ânesse le droit fixé pour les ânes ou ânesses non chargés.

Exemptions.

Sont exempts du péage les préfets et les sous-préfets en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à la charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les malles faisant le service des postes de l'État, et les courriers du Gouvernement.

2. Le cahier des charges et le procès-verbal d'adjudication resteront annexés à la présente ordonnance.

3. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et bâtimens nécessaires pour établir les abords du pont et les raccorder avec les communications existantes. Elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 20 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,426. — ORDONNANCE DU ROI qui classe les Chemins y désignés parmi les Routes départementales de la Seine.

Au château des Tuileries, le 20 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations prises par le conseil général du département de la Seine dans ses sessions de 1827 et 1828, tendant à classer au rang des routes départementales, 1.^o le chemin qui traverse Sablonville et établit une communication entre la route départementale n.^o 11 et la route royale n.^o 13; 2.^o la partie de route pavée formant le prolongement de celle qui est classée comme départementale sous le n.^o 48 dans Seine-et-Oise, et qui passe par Carrières, Bezons et Argenteuil;

Vu l'avis du préfet du département,
Celui du conseil général des ponts et chaussées;
Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les chemins ci-dessus désignés sont classés parmi les routes départementales du département de la Seine, sous les dénominations suivantes :

Route n.^o 11 bis, de Sablonville;

Route n.^o 17 bis, d'Argenteuil à la route royale n.^o 14.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 20 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.^o 13,427. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'une Caisse d'épargnes et de prévoyance dans la ville de Rennes.

Au château des Tuileries, le 27 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil municipal de Rennes en date du 23 juin 1829;

Vu l'avis du préfet d'Ille-et-Vilaine en date du 7 juillet suivant;
Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera établi dans notre bonne ville de Rennes une caisse d'épargnes et de prévoyance, destinée à recevoir en dépôt les sommes qui lui seront confiées par les personnes laborieuses et économes.

2. Cette caisse sera régie gratuitement par douze administrateurs, choisis pour la première fois par le conseil municipal, sous l'approbation du préfet. Chaque année, trois de ces administrateurs, d'abord désignés par le sort et ensuite par l'ancienneté, cesseront leurs fonctions; leurs successeurs seront choisis par les administrateurs restans. Les administrateurs sortans pourront être réélus. Les successeurs des administrateurs démissionnaires ou décédés seront également choisis par les administrateurs restans.

3. Le mode de comptabilité et d'administration intérieure sera réglé par les administrateurs, sous l'approbation du préfet.

4. La caisse d'épargnes recevra en dépôt toutes les sommes qui ne seront pas au-dessous d'un franc.

5. L'intérêt ne courra au profit du déposant que lorsque ses épargnes auront atteint la somme de douze francs; il ne sera alloué aucun intérêt pour les portions de dépôt excédant cette somme ou ses multiples.

6. L'intérêt sera dû à compter du premier jour du mois qui suivra l'époque à laquelle aura été versée ou complétée chaque somme de douze francs.

7. Le décompte des intérêts des dépôts sera fait à la fin de chaque mois; il sera ajouté au capital et pourra produire des intérêts pour le mois suivant.

8. Aussitôt que le compte d'un déposant présentera une somme suffisante pour acheter, au cours moyen du jour, une inscription de dix francs de rente sur l'État, le transfert de cette rente sera fait en son nom. S'il en forme la demande, il en deviendra propriétaire et en pourra disposer à son gré; s'il ne retire pas son inscription, la caisse en restera dépositaire et en touchera les arrérages qui seront portés au crédit du titulaire.

9. Les dépôts seront restitués à quelque époque que ce soit

et à la volonté des déposans, en prévenant huit jours d'avance; mais la caisse pourra, si elle le juge convenable, rembourser avant l'expiration de ce délai.

10. Les sommes retirées ne porteront point d'intérêt pour les jours écoulés du mois pendant lequel le retrait sera opéré, la caisse n'allouant aucun intérêt pour les fractions de mois.

11. Le taux de l'intérêt que la caisse d'épargnes et de prévoyance paiera aux déposans sera fixé, à la fin de chaque année, pour l'année suivante, par une délibération de l'administration, approuvée par le préfet, et qui sera portée à la connaissance du public.

12. Les fonds qui seront déposés à la caisse d'épargnes, seront employés en achat de rentes sur l'État, ou placés en compte courant au trésor royal, conformément aux dispositions de notre ordonnance du 3 juin dernier.

13. Chaque année, le compte des opérations de la caisse sera rendu par l'administration et soumis au conseil de préfecture, qui l'apurera et le réglera, ainsi que cela a lieu pour les autres établissemens de bienfaisance. Le résumé de ce compte sera ensuite rendu public par la voie de l'impression.

14. Conformément à la délibération du conseil municipal de Rennes en date du 22 juin 1829, une somme de cinq mille francs, destinée à servir de dotation à la caisse d'épargnes, sera portée au budget de la ville pour 1830; et, tant que les besoins du service l'exigeront, une somme qui sera réglée chaque année par le conseil municipal, sera portée au budget pour cet objet.

15. En cas de dissentiment entre l'administration de la caisse d'épargnes et le préfet sur quelque objet que ce soit, il en sera référé à notre ministre de l'intérieur, qui décidera.

16. La dissolution de la caisse d'épargnes et de prévoyance arrivant par une cause quelconque, les valeurs qui resteront librés après le remboursement de tous les dépôts et le paiement de toutes les dettes, seront concédées aux établissemens de bienfaisance de la ville de Rennes, d'après la répartition

qui en sera arrêtée par le conseil municipal, et approuvée par notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

17. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 27 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,428. — *LETTRES PATENTES portant érection de Majorats.*

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, *Par le Roi*, le garde des sceaux, COURVOISIER, scellées en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau de France et de la commission du sceau, le 20 janvier 1830,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. *Alexandre-Jean Maximin Lâbel*, écuyer, revêtu du titre de *Baron*, sous la dénomination particulière de *baron de Lambel*, breveté du grade honorifique de maréchal-de-camp, &c., son domaine de Lambel-Fléville, situé commune de Fléville, arrondissement de Nancy, département de la Meurthe, contenant le château, un four à chaux, la maison du chapelain, les bois des Fourneaux, du Frahaut, de la Grande Haie, du Rond Buisson, de l'Armoise et du Four; les fermes de la terre de Fléville, d'Alincourt et de Lambel, avec les bâtimens, jardins, terres, prés, chenevières en dépendans; le tout situé aux bans de Fléville, Neuve-Ville, Ville-en-Vermois, canton de Saint-Nicolas, et à Ludres, canton de Nancy, contenant trois cent vingt hectares, et produisant net dix mille quarante-cinq francs vingt-et-un centimes : auquel majorat a été attaché le titre de *Comte*.

PAR AUTRES LETTRES PATENTES rendues comme les précédentes, et scellées le 5 février 1830,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. *André-Marie-Félix Boutray*, écuyer, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, &c., les biens ci-après désignés, faisant partie de sa terre de Galluis, sise communes de Galluis-la-Queue, Gros-Rouvres, Méré, Boissy et Garencières, canton de Montfort-l'Amaury, arrondissement de Rambouillet, département de Seine-et-Oise, savoir : un château, cour, basse-cour, jardin, &c., enclos de murs, une grande avenue; un corps de ferme avoisinant, ayant maison et bâtimens, pressoir, colombier, jardin, de vingt-cinq ares cinquante-quatre centiares; deux pièces de terre de soixante-seize ares trente-quatre centiares; cinquante pièces de terres, prés et pâtures, aux terroirs de Galluis et Méré, portées au cadastre sections A, n.° 87; B, 575; C, 1, 4, 20, 25, 41, 48, 50, 60, 82, 121, 149, 150, 154, 155, 164, 165, 168, 169, 172, 174, 193,

206, 226, 271, 295, 305, 310, 317, 395, 427, 430, 473, 480, 484, 486, 495, 538, 540 et 1005; D, 242, 244, 251, 257, 258, 259, 266, 267, 364, 411, 696, 700, 1001, 1071, 1083 en partie, 1141 et 1142; E, 33, 38; plus, sur Galluis, cent deux centiares en terres enclavés dans les précédentes; et quatre autres pièces avoisinant l'avenue du château, au Marché Gauthier, aux Sablons, à la ruelle Saint-Martin, de cent quatre-vingt-dix-huit ares seize centiares; des bois sis à la Cavée, de vingt-et-un ares quatre-vingt-seize centiares, et au même lieu, de trois hectares quatre-vingt-neuf ares seize centiares; d'autres dits de la Mare Chantreuil et Brichanteau, de dix hectares soixante-neuf ares quatre-vingt-seize centiares; de Brichanteau encore, de vingt-neuf hectares cinquante-et-un ares quatre-vingt-seize centiares sur Galluis et Gros-Rouvres; et enfin la réserve, au même lieu, de onze hectares soixante-quatre ares quarante-quatre centiares; tous ces biens produisant net cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix francs: auquel majorat a été attaché le titre de *Baron*.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur *Thibault-Marie-Eugène Baulny*, écuyer, aide des cérémonies de France, une inscription de six mille francs de rente à lui appartenant, et portée au grand-livre des cinq pour cent sous le n.º 99834, série 3, immobilisée sous le n.º 121, à l'effet de composer ce majorat, auquel a été attaché le titre de *Vicomte*.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du baron *Charles-Luce-Paulin-Clément Barrelli*, maréchal-de-camp, grand-officier de la Légion d'honneur, &c., 1.º une inscription de mille francs de rente portée en son nom au grand-livre des cinq pour cent sous le n.º 96319, série 3, immobilisée, comme destinée à ce majorat, sous le n.º 120; 2.º son domaine de Gibelin, sis communes de Ribennes et de Lachamp, canton de Saint-Amans, arrondissement de Mende, département de la Lozère, ayant maison d'habitation, corps de ferme et bâtiments, moulin à scie et à blé sur la rivière de Coulagues; quatre-vingt-quatre hectares vingt ares de terres labourables, dix-neuf hectares quatre-vingt-huit ares de pâtures, vingt-cinq hectares trente-six ares de prés, et vingt-huit hectares dix-neuf ares de bois; le tout d'un seul tenant, sauf une pièce de cinquante ares, et borné au nord par ladite rivière et le sieur de Larques, du midi par *P. Hébrard*, du levant par un communal du lieu de Mazel, du couchant par le sieur Charais; ces biens-fonds du revenu de quatre mille francs: auquel majorat de cinq mille francs a été attaché le titre de *Vicomte*.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur *Charles-Joseph du Maisniel*, écuyer, maire de la commune de Wattignies, arrondissement de Lille, département du Nord, la terre de Wattignies, sise commune de ce nom, et dans celles de Noyelles, Sécclin et Templemars, composée des châteaux, parcs, avenues, bosquets, labours, &c., de dix-sept hectares environ; de la ferme du château, d'environ trente-deux hectares, avec deux maisons, jardins et vergers, de vingt-cinq ares vingt-cinq centiares; de cinquante-sept pièces en labours, et un terrain, ensemble d'environ quarante-six hectares; de huit pièces en labour à Noyelles, de six hectares soixante-cinq ares; d'une pièce de trois hectares à Sécclin; de cinq pièces à Sécclin et Templemars, ensemble de vingt-six hectares environ; de soixante-et-onze ares à Faches, et de onze ares cinquante-deux centiares encore à Wattignies; — le

tout de quinze mille quatre cent quarante-et-un francs quatre-vingt-huit centimes de revenu, et appartenant audit sieur du Maisniel et à la dame son épouse, née de Lannoy: auquel majorat a été attaché le titre de *Comte*.

Pour Extraits conformes aux Registres:

Le Secrétaire général du Sceau de France,
Signé CUVILLIERS.

N.º 13,429. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Louis* dit *Lamarre*, colonel au soixantième régiment de ligne, à ajouter à son nom celui de *Lamarre*, sous lequel il est généralement connu, et à s'appeler à l'avenir *Louis Lamarre*. (Paris, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,430. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Seur* (*François-Edouard*), officier au quatorzième régiment d'infanterie de ligne, à ajouter à son nom celui de *Velcour*, qui est le nom de sa mère, et à s'appeler à l'avenir *Seur-Velcour*. (Paris, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,431. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Beguin* (*Paul-Antoine*), avocat aux conseils du Roi et à la cour de cassation, à ajouter à son nom celui de *Billecocq*, et à s'appeler à l'avenir *Beguin-Billecocq*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 13,432. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Delafont* (*Pierre-Alphonse*) à ajouter à son nom celui de *de Lannoy*, qui est le nom de son aïeul maternel, et à s'appeler à l'avenir *Delafont de Lannoy*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 13,433. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *Bachrod* (*François-Xavier*), né le 30 janvier 1791 à Durbach, grand-duché de Bade, tailleur d'habits, demeurant à Mulhausen, arrondissement d'Altkirch, département du Haut-Rhin,

2.º Le sieur *Daub* (*Jacques-Frédéric*), né le 21 décembre 1802 à Dacmsbach, grand-duché de Bade, cordonnier, demeurant à Wolschwiller, département du Haut-Rhin,

3.º Le sieur *Erlangen* (*Israël*), né le 17 octobre 1790 à Gailingen, grand-duché de Bade, rabbin de la communauté israélite de Wissembourg, département du Bas-Rhin,

4.º Le sieur *Kargoff* (*Grégoire*), né en Pologne, âgé de quarante ans, demeurant à Apremont, arrondissement de Vouziers, département des Ardennes,

5.º Le sieur *Marx* (*Jacques*), né le 1.º septembre 1783 à Heidelberg, grand-duché de Bade, cordonnier, demeurant à Mulhausen, arrondissement d'Altkirch, département du Haut-Rhin,

6.º Le sieur *Oldekop* (*Charles*), né le 7 nivôse an IX [28 décembre 1800] à Bordeaux, département de la Gironde, d'un père étranger non naturalisé, négociant, y demeurant,

7.º Le sieur *Oldekop* (*Christian-Jean-Pierre*), né le 27 thermidor an XII [15 août 1804] à Talence, arrondissement de Bordeaux, département de la

Gironde, d'un père étranger non naturalisé, négociant, demeurant dans cette dernière ville,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 13,434. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *Pan y Agua* (*Vincent-Anastase*), né le 22 janvier 1782 à Uronès, province de Léon, royaume d'Espagne, prêtre, desservant de la commune d'Izon, arrondissement de Libourne, département de la Gironde,

2.º Le sieur *Rossi* (*François-Célestin-Clément*), né à Turin en Piémont le 29 janvier 1796, architecte, demeurant à Bourges, département du Cher,

3.º Le sieur *Sanvoisin* (*François*), né le 27 brumaire an XIII [18 novembre 1804] à Mussy-la-Ville, ancien département des Forêts, coutelier, demeurant à Longuyon, arrondissement de Briey, département de la Moselle,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 10 Février 1830.)

N.º 13,435. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 300 francs fait aux pauvres de *Sainte-Luce*, département de la Loire-Inférieure, par le sieur *Lebastard*. (Paris, 22 Novembre 1829.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 19 Février 1830*,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

19 Février 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 341.)

N.º 13,436. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur
de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des
16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 28 Février 1830.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	{ de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	{ du froment. . . . au-dessous de....		24.			
	{ de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		16.			
	{ de l'avoine..... idem.....		9.			
Unique.	{ Pyrénées-Or..	{ Toulouse.....	20 ^f 51 ^c	14 ^f 38 ^c	10 ^f 97 ^c	9 ^f 20 ^c
	{ Aude.....					
	{ Hérault.....					
	{ Gard.....					
	{ Bouches-du-Rh.					
	{ Var.....					
	{ Corse.....					
2. ^e CLASSE.						
Limite	{ de l'exportation des grains et farines		24 ^f			
	{ du froment. . . . au-dessous de....		22.			
	{ de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		14.			
	{ de l'avoine idem.....		8.			
1. ^{re}	{ Gironde.....	{ Marans.....	19 ^f 49 ^c	12 ^f 56 ^c	8 ^f 64 ^c	9 ^f 04 ^c
	{ Landes.....					
	{ B. ^{soc.} Pyrénées.					
	{ H. ^{tes} Pyrénées.					
	{ Ariège.....					
	{ Haute-Garonne					
2. ^e	{ Jura.....	{ Gray.....	23. 00.	14. 90.	11. 42.	8. 06.
	{ Doubs.....					
	{ Ain.....					
	{ Isère.....					
	{ Basses-Alpes..					
	{ Hautes-Alpes..					

VIII.ª Série.

F

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		22 ^f			22 ^f
	du froment... au-dessous de....		20.			20.
	de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		12.			12.
	de l'avoine..... idem.....		8.			8.
1. ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhausen....	22 ^f 05 ^c	14 ^f 80 ^c	#	8 ^f 40 ^c
	Bas-Rhin....	Strasbourg....				
	Nord.....	Bergues....				
	Pas-de-Calais..	Arras.....				
2. ^e	Somme.....	Roye.....	20. 85.	12. 11.	#	8. 46.
	Seine-Infér....	Soissons....				
	Eure.....	Paris.....				
	Calvados.....	Rouen.....				
3. ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	20. 89.	15. 23.	#	9. 35.
	Vendée.....	Nantes.....				
	Charente-Inf..	Marans.....				
4. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		20 ^f			20 ^f
	du froment... au-dessous de....		18.			18.
	de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		10.			10.
	de l'avoine..... idem.....		7.			7.
1. ^{re}	Moselle.....	Metz.....	19 ^f 78 ^c	11 ^f 71 ^c	#	7 ^f 20 ^c
	Meuse.....	Verdun.....				
	Ardennes....	Charleville....				
	Aisne.....	Soissons.....				
	Manche.....	Saint-Lô.....				
2. ^e	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....	20. 96.	12. 87.	#	9. 11.
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....				
	Finistère.....	Hennebon....				
	Morbihan....	Nantes.....				

Arrêté par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 28 Février 1830.

Signé MONTAIGL.

N.° 13,437. — **ORDONNANCE DU ROI** concernant l'Instruction primaire.

Au château des Tuileries, le 14 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;

Nous étant fait rendre compte de la situation des écoles primaires dans le royaume, nous avons reconnu qu'un nombre assez considérable de communes étaient encore privées des moyens d'instruction que notre volonté est de mettre à la portée de tous nos sujets, et qu'il importait de prendre de nouvelles mesures afin de parvenir à ce but dans le plus bref délai possible;

Voulant améliorer en même temps le sort des instituteurs et leur assurer la récompense que méritent leurs utiles fonctions;

Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique;

Vu l'avis du comité de l'intérieur de notre Conseil d'état,

NOUS AVONS ORDONNÉ et **ORDONNONS** ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les mesures suivantes seront prises pour que toutes les communes du royaume soient immédiatement pourvues de moyens suffisants d'instruction primaire.

2. Les écoles communales seront divisées en trois classes correspondantes aux trois degrés d'enseignement reconnus par l'article 11 de l'ordonnance du 29 février 1816 : ce classement sera fait dans chaque département par le préfet, de concert avec le recteur de l'académie, et présenté à l'approbation du conseil général dans sa session annuelle.

3. Le conseil général déterminera le *minimum* des émolumens, divisés en traitement fixe et produits éventuels de chacune des trois classes d'écoles.

Le tableau général de classement des écoles du département sera dressé en trois expéditions, dont l'une sera déposée à la préfecture, la seconde dans les archives de l'académie, et la troisième transmise à notre ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique.

4. Ce tableau sera révisé annuellement dans les mêmes formes. Les écoles qui, par l'effet de fondations, donations

particulières ou votes nouveaux des communes, auraient acquis une importance suffisante, seront élevées, s'il y a lieu, à une classe supérieure.

5. Les conseils municipaux de toutes les communes du royaume délibéreront, dans leur prochaine session ordinaire du mois de mai, sur les moyens de pourvoir à l'établissement et à l'entretien des écoles primaires dont ils auront reconnu la nécessité.

Dans le cas où les dépenses ne pourraient être couvertes qu'à l'aide d'une imposition extraordinaire, elle sera votée dans les formes prescrites par les articles 39 et suivans de la loi du 15 mai 1818.

6. Les conseils municipaux arrêteront dans cette délibération,

1.° Le montant des frais indispensables pour le premier établissement de l'école;

2.° Le traitement fixe annuel propre à assurer le sort de l'instituteur, en ayant égard aux émolumens éventuels qu'il pourra obtenir des élèves payant;

3.° Le vote des fonds destinés aux frais d'établissement de l'école, et ceux affectés au traitement fixe de l'instituteur : ce traitement sera voté pour cinq ans;

4.° La liste des enfans qui seront admis gratuitement à l'école;

5.° Enfin le taux de la rétribution mensuelle à payer pour les enfans qui ne seront pas admis aux leçons gratuites.

7. Lorsqu'une commune n'aura pas les moyens d'entretenir un instituteur, elle pourra s'entendre avec une ou plusieurs communes voisines pour en avoir un en commun.

Dans ce cas, chaque conseil municipal votera sa portion contributive aux diverses dépenses, conformément à l'article précédent, et dressera la liste des enfans de la commune qui devront recevoir l'instruction gratuite.

La distribution des leçons entre les enfans des communes ainsi associées sera réglée d'un commun accord par les maires respectifs, et ce règlement sera soumis à l'approbation du

recteur, qui statuera après avoir pris l'avis du comité de surveillance.

8. Les préfets présenteront aux conseils généraux, dans leur prochaine réunion, outre le tableau énoncé en l'article 2 ci-dessus, l'état des communes qui auront voté les fonds suffisans pour couvrir toutes leurs dépenses relatives à l'instruction primaire, et de celles qui n'auront pu se charger que d'une partie de ces mêmes dépenses.

9. Vérification faite de ces états, le conseil général délibérera sur les secours qu'il conviendrait d'accorder aux communes reconnues dans l'impossibilité de subvenir aux frais de leurs écoles, et votera les sommes qu'il jugera devoir allouer à cet effet.

L'état de répartition de ces sommes, arrêté par le conseil général, sera transmis au recteur de l'académie et à notre ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique.

10. Outre les écoles primaires proprement dites, il sera établi des écoles-modèles préparatoires destinées à former des instituteurs.

Il y aura au moins une de ces écoles par académie.

Les conseils généraux délibéreront, dans leur prochaine session, sur l'établissement et l'entretien d'une de ces écoles dans le département même, s'il y a lieu, ou sur la contribution du département aux dépenses de l'école commune, qui sera, autant que possible, placée au chef-lieu de l'académie.

Les préfets se concerteront avec les recteurs pour préparer les propositions sur lesquelles il conviendra d'appeler à cet égard l'attention des conseils généraux.

11. Chaque année, il sera porté au budget de l'État une somme spécialement destinée à encourager l'instruction primaire, et, pendant cinq ans, à partir du 1.° janvier 1831, il sera prélevé pour le même objet le vingtième du produit de la rétribution universitaire établie par les articles 134 du décret du 17 mars et 25 du décret du 17 septembre 1808.

12. Le fonds ainsi formé sera employé par notre ministre

des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, d'après l'avis de notre conseil royal,

1.° A donner des secours aux communes qui se trouveraient dans l'impossibilité absolue de se procurer des moyens d'enseignement, et principalement à fonder des écoles-modèles préparatoires,

2.° A faire composer, imprimer et distribuer des livres élémentaires,

3.° A donner des encouragemens et des récompenses aux instituteurs qui se seront distingués par leur aptitude, leur zèle et leur bonne conduite.

13. Un rapport sur l'emploi des fonds susénoncés et sur l'état de l'instruction primaire dans toute l'étendue du royaume nous sera présenté chaque année, au mois de janvier, et communiqué aux Chambres.

14. Notre ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique nous proposera incessamment un règlement général pour assurer aux instituteurs primaires communaux, au moyen de retenues sur leurs traitemens et des autres ressources dont on pourra disposer, des pensions de retraite, lorsque l'âge ou les infirmités les mettront dans la nécessité de renoncer à leurs fonctions, après les avoir exercées pendant un nombre d'années déterminé.

15. Notre ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique et notre ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 14 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre des affaires ecclésiastiques
et de l'instruction publique,

Signé DE GUERDON-RANVILLE.

N.° 13,438. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. Dudon Président du Collège départemental de la Loire-Inférieure.

Au château des Tuileries, le 10 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 24 janvier dernier qui a convoqué pour le 27 février le collège départemental de la Loire-Inférieure,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS le sieur *Dudon* président du collège départemental de la Loire-Inférieure.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,439. — ORDONNANCE DU ROI portant Convocation du Collège départemental de Maine-et-Loire.

Au château des Tuileries, le 14 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 27 janvier dernier qui a nommé pair de France le comte de la Bourdonnaye, député du département de Maine-et-Loire;

Vu les lois des 5 février 1817, 29 juin 1820, 2 mai 1827 et 2 juillet 1828,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le collège départemental de Maine-et-Loire est convoqué à Angers pour le 22 mars prochain, à l'effet d'élire un député.

2. Conformément à l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 et à l'article 22 de la loi du 2 juillet 1828, le préfet publiera la présente ordonnance immédiatement après sa réception : il

ouvrira le registre des réclamations, fera afficher de nouveau les listes électorales et publiera le tableau de rectification dans le délai prescrit par la loi du 2 juillet 1828.

3. Les opérations du collège électoral auront lieu ainsi qu'il est réglé par l'ordonnance du 11 octobre 1820.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 14 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,440. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.*

Au château des Tuileries, le 3 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Ancerville, Halloville, Blamont et Baccarat (Meurthe), de tous les arbres et brins situés sur l'emplacement des chemins qui traversent leurs bois, et nuisant à la circulation des voitures et à la confection des fossés;

2.^o Ichtratzheim (Bas-Rhin), 1.^o de la coupe des arbres futaies surabondants qui se trouvent sur les coupes ordinaires 1816 et 1817 de ses bois, et 2.^o de l'élagage des arbres existant sur les places dites *Katzestrück* et *Rammelplatz*, situées au canton de ses bois dit *Niederwald*;

3.^o Bruebach (Haut-Rhin), de la coupe d'un hectare dix ares à prendre dans la partie de ses bois située sur la limite du territoire de Zimmersheim;

4.^o Mézières (Moselle), de la coupe de tous les aunes qui existent dans la quatrième coupe de ses bois;

5.^o Fréchet (Haute-Garonne), de l'élagage des coupes ordinaires 1820, 1821 et 1822 de ses bois;

6.^o Miramont (Haute-Garonne), de l'élagage du canton dit *des Bouquets*, faisant partie de sa réserve;

7.^o Poinson-lès-Grancey (Haute-Marne), de la coupe des arbres viciés et

surabondants qui se trouvent sur les coupes ordinaires 1828 et 1829 de ses bois;

8.^o Vaxy (Meurthe), de la coupe du canton de ses bois dit *Rapail*, contenant trois hectares soixante ares;

9.^o Houdelaincourt (Meuse), de la coupe, en deux années successives et par lots égaux, de vingt-deux hectares à prendre dans la partie la plus âgée de la réserve de ses bois;

10.^o Gérauvilliers (Meuse), de la coupe d'environ sept hectares faisant la partie la plus âgée de sa réserve;

11.^o Boussan (Haute-Garonne), de la coupe, par forme de nettoisement, en deux années successives, de douze hectares de sa réserve à prendre du côté du nord vers les coupes ordinaires;

12.^o Aignay-le-Duc (Côte-d'Or), de la coupe d'environ onze hectares restant de la réserve de ses bois;

13.^o Villars-lès-Blamont (Doubs), de la coupe des bois existant sur le parcours dit *les Essarts*, de la contenance de cinq hectares :

Ce parcours sera réuni aux bois aménagés de cette commune;

14.^o Cernay (Doubs), de la coupe de cent quarante sapins déperissans à prendre dans la réserve de ses bois;

15.^o Allondrelle et la Malmaison (Moselle), de la coupe, en cinq années successives et par portions égales, à partir de l'ordinaire 1833, des cinquante-six hectares quarante-trois ares vingt-trois centiares formant la réserve de ses bois;

16.^o Andrye (Yonne), de la coupe, en trois années successives, à partir de l'ordinaire 1833, et par portions égales, des trente hectares quatre-vingt-huit ares environ qui composent la réserve des bois du hameau de Fontenailles, dépendant de ladite commune;

17.^o Sementron (Yonne), de la coupe de cinq hectares à prendre dans la partie supérieure de la réserve des bois du hameau de Test-Milon, dépendant de ladite commune;

18.^o Jaulny (Meurthe), de la coupe de neuf hectares quarante-neuf ares seize centiares composant la partie la plus âgée de la réserve de ses bois;

19.^o Venisy (Yonne), de la coupe, pour les ordinaires 1831 et 1832, en deux portions égales, de cinquante-deux hectares environ de sa réserve, situés à la vallée des Clergeots;

20.^o Fraimbois (Meurthe), de la coupe, en deux années successives, de quatre cents chênes à prendre parmi les plus viciés et les plus déperissans dans le canton dit *les Clairs Chênes*, faisant partie de sa réserve;

21.^o Molay (Jura), de la coupe d'environ cinq hectares composant la partie la plus âgée de sa réserve;

22.^o Haudainville (Meuse), de la coupe, en quatre années successives, par portions égales, des cinquante-huit hectares quatre-vingt-dix-huit ares composant la réserve de ses bois;

23.^o Volstroff (Moselle), de la coupe, par forme de recépage, des huit hectares quatre-vingts ares composant sa réserve;

24.^o Escherange (Moselle), de la coupe des trois hectares composant le canton de sa réserve dit *la Brem*, pour deux cent vingt arbres déperissans, ainsi que tout le saule et le tremble, être exploités par forme d'expurgade;

25.^o Kœur-la-Grande et Kœur-la-Petite (Meuse), de la coupe, en deux

années successives, et par portions égales, de vingt hectares situés au canton dit *la Tête du loup*, faisant la partie la plus âgée de la réserve des bois indivis desdites communes;

26.^o Genay (Côte-d'Or), de la coupe, en trois années successives, et par portions égales, des trente-deux hectares cinquante ares restant de la réserve de ses bois;

27.^o Narbief (Doubs), de la coupe de soixante sapins vicieux ou déperissans à prendre dans sa réserve.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance à la commission administrative de l'hospice de Saint-Florentin (Yonne) de trois cantons de bois qui lui appartiennent, situés sur le territoire de Rebourseaux, et contenant deux hectares treize ares.

3. Il sera délivré au sieur *Pierre Piscou* dit *Bergé*, habitant de Guran, savoir : six sapins à prendre dans les bois de la commune de Baren, et deux autres sapins dans les bois de celle de Gouaux de Luchon (Haute-Garonne).

4. Sont approuvés,

1.^o L'arrêté du préfet du Bas-Rhin, en date du 30 octobre dernier, qui a autorisé, par urgence, en faveur de la ville de Dambach, la délivrance de quarante sapins à prendre dans ses bois au canton Widenhart;

2.^o L'arrêté du préfet du Haut-Rhin, en date du 7 novembre dernier, qui a autorisé, par urgence, en faveur de la commune d'Heymersdorff, la délivrance de trois cents fascines, deux cents piquets et cinq cents clayons à prendre dans ses bois.

5. Les forêts royales de Cattenom, Florange et Blettange (Moselle), aujourd'hui traitées en taillis, seront soumises au mode des exploitations par éclaircies pour arriver à leur conversion à l'état de futaies pleines.

Ces forêts seront aménagées conformément à cette nouvelle destination.

6. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 3 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} de CHABROL.

N.^o 13,441. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.*

Au château des Tuileries, le 7 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Faimbe (Doubs), de la coupe de cinq chênes modernes à prendre sur le tracé d'un chemin qui longe le canton de ses bois dit *du Boulet*, en traversant la réserve et une partie des coupes ordinaires;

Il sera procédé au redressement du chemin dont il s'agit, auquel il sera donné une largeur de six mètres;

2.^o Montbéliardot (Doubs), de la coupe de trente sapins à prendre sur le parcours communal appelé *la Crête*;

Un hectare de ce communal, le plus peuplé et le plus voisin des forêts aménagées, sera réuni à ces forêts;

3.^o Vaux-sur-Saint-Urbain (Haute-Marne), de la coupe, par anticipation, du n.^o 4 de l'aménagement de ses bois;

4.^o Chéranie (Basses-Pyrénées), de la coupe de cent trente chênes à prendre dans ses bois;

5.^o Germy (Haute-Marne), de la coupe des trente hectares environ restant de sa réserve;

6.^o Alan (Haute-Garonne), de la coupe des trente-trois hectares soixante-quatre ares composant sa réserve, dont les deux tiers, qui ont été exploités en 1812 et 1813, seront recépés;

7.^o Gondrecourt (Meuse), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, des quarante-cinq hectares environ faisant la partie la plus âgée de sa réserve;

8.^o Ravières (Yonne), de la coupe, en quatre années successives et par égales portions, des cinquante-sept hectares faisant la partie la plus âgée de sa réserve;

9.^o Chalinargues (Cantal), de la coupe de cent soixante-et-onze pins à prendre dans les parties de la forêt de la Pignatelle, appartenant au bourg

de Chalinargues et aux sections de cette commune dites *Raneilhac, Mouret, Nuits, Tissonnière et la Péchaux*, et en outre dans la partie de cette même forêt appartenant par indivis aux sections de Mons de Ferrant et de la Boissonnière, dépendantes, la première, de ladite commune de Chalinargues, et la seconde, de celle de Chavagnac;

10.° Umatt (Bas-Rhin), d'une coupe de sept hectares à asséoir dans ses bois au canton Wusthal;

11.° Lantenay (Ain), d'une coupe extraordinaire, en deux années successives, de trois cents sapins à prendre parmi les plus dépérissans, aux cantons dits *Surbois, Taille-au-Bobux, Charbonnière, les Épiardières et les Bêtes*, dépendans des bois du hameau d'Outriat, annexe de ladite commune;

Pendant le cours de cette exploitation, la délivrance de toute coupe affouagère sera suspendue;

12.° Banvillard (Haut-Rhin), d'une coupe extraordinaire de trois hectares et de cinquante chênes et dix hêtres, le tout à asséoir dans ses bois, aux cantons dits *les Essauraux et les Étoilles*;

13.° Entre-deux-Eaux (Vosges), d'une coupe de cent soixante stères de bois à prendre parmi les arbres morts et dépérissans de la forêt appartenant au hameau de Remémont, annexe de ladite commune;

14.° Fauga (Haute-Garonne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, du bois dit *le Romier*, contenant trois hectares et appartenant à ladite commune;

15.° Nebing (Meurthe), de la coupe de sept chênes anciens, un hêtre et trois charmes modernes qui se trouvent sur les fossés du canton Haute-Borne, dépendant de ses bois;

16.° Saint-Lary (Haute-Garonne), de la coupe de deux hectares cinquante ares de taillis faisant partie du canton de Picasse, qui dépend de ses bois;

17.° Aingoulaincourt (Haute-Marne), de la coupe n.° 10 de ses bois;

18.° Laval (Doubs), de la coupe de quatre-vingt-trois sapins dépérissans à prendre dans la forêt des Termes et Pissoux, qui lui appartient;

19.° Schopperten (Bas-Rhin), de la coupe de cent vingt arbres dépérissans à prendre dans ses bois au canton Steinwald;

20.° Hautecour (Ain), de la coupe, 1.° de cinquante chênes à prendre sur les coupes 1827, 1828, 1829, 1830, et sur celle destinée à l'ordinaire 1831 des bois appartenant au hameau de Challe; 2.° de quinze autres chênes dans le bois de Fayet, appartenant aux hameaux de Soiriat, Hautecour et Écahier: lesdits hameaux dépendans tous de la commune de Hautecour;

21.° Châtillon-Michaille (Ain), de la coupe de soixante sapins viciés qui seront pris au canton de l'Hermète, faisant partie de ses bois;

22.° Ramasse (Ain), de la coupe, en huit années successives, par forme de recépage des deux cantons de ses bois appelés *les Granges et les Longes-Rippes*, et contenant cent sept hectares;

23.° Nans (Var), de la coupe, 1.° de cinquante-huit hectares soixante-trois ares trente-huit centiares, composant le canton de ses bois appelé *la Grosse Colle*, pour être exploités par forme de recépage et à blanc étoc; 2.° de trente-sept hectares situés au canton de Tardeau et excédant son quart de réserve, lesquels seront joints aux coupes ordinaires;

24.° Allègre (Gard), de la coupe de trente hectares de taillis à prendre aux cantons de Fontanille et Serre-noir, dépendans de ses bois;

25.° Bonnencontre (Côte-d'Or), des trois premières coupes de l'aménagement de ses bois;

Cette commune sera privée de son affouage jusqu'en 1839;

26.° Rimaucourt (Haute-Marne), de la coupe de quatre chênes à prendre dans ses bois;

27.° Montoulieu (Haute-Garonne), de la coupe, par forme de recépage, du canton dit *du Conseil*, faisant partie de ses bois et contenant environ neuf hectares;

28.° Franqueville (Haute-Garonne), des épines, buissons, bois morts et des chênes de dix-huit centimètres et au-dessus de circonférence, qui se trouvent dans la pépinière de ses bois;

29.° Balesta (Haute-Garonne), de la coupe de soixante chênes à prendre parmi ceux d'une circonférence de vingt-cinq, trente et trente-cinq décimètres, dans les quartiers les plus peuplés de ses bois;

30.° Pimelles (Yonne), de la coupe, pour l'ordinaire 1830, de huit hectares cinquante ares de ses bois, au canton de la vallée des Roches;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

31.° Kingersheim (Haut-Rhin), de la coupe des deux boqueteaux de bois qui lui appartiennent, appelés *Beym-Brückle et Brückle-Haag*, et contenant ensemble cent vingt-cinq ares;

Il sera procédé à l'aménagement des bois de ladite commune;

32.° Hommelange (Moselle), de la coupe de tous les bois blancs qui se trouvent dans le canton de Buch, contenant environ vingt-cinq hectares et faisant partie de sa réserve;

33.° Barbois (Doubs), de la coupe de cent sapins viciés et dépérissans qui se trouvent dans sa réserve;

34.° Belieu (Doubs), de la coupe de trente-neuf sapins desséchés qui se trouvent dans sa réserve;

35.° Kanfen (Moselle), de la coupe, en deux années successives et par forme de recépage, de tous les chênes rabougris ou dépérissans ainsi que de tous les bois blancs et des brins de chêne trainans qui se trouvent sur les dix-sept hectares quatre-vingt-sept ares exploités illicitement en 1814 dans la réserve de ses bois;

36.° La Bosse (Doubs), de la coupe de cent sapins dépérissans à prendre dans sa réserve.

2. Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de la commune de Gery (Meuse).

3. L'arrêté du préfet du Var, en date du 5 novembre dernier, qui autorise par urgence la délivrance, en faveur de la commune de Pierrefeu, de cent cinquante sapins de quarante à cinquante centimètres de tour à prendre dans ses bois, est approuvé.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 7 Février de l'an de grâce 1836, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 13,442. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des sœurs de la Providence établie à Pact (Isère). (Paris, 7 Février 1830.)

N.^o 13,443. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Alexis-Pellegrin-Marie-Vincent Pasquier* dit *Pasquier*, capitaine de première classe au corps royal des ingénieurs-géographes, en activité de service, employé au dépôt général de la guerre, né à Turin, ex-département du Pô, le 30 avril 1778. (Paris, 18 Octobre 1815.)

N.^o 13,444. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Jean-Charles-Henri Muller*, capitaine dans la légion de Hohenlohe, né à Coepenick dans la Pologne prussienne le 25 mai 1790. (Saint-Cloud, 29 Juillet 1818.)

N.^o 13,445. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Malengreaux (Maximilien-Joseph)*, né le 15 mai 1782 au village de Paturage, royaume des Pays-Bas, militaire en retraite, garde champêtre à Bellignies, canton de Bavay, arrondissement d'Avesnes, département du Nord. (Paris, 30 Juillet 1823.)

N.^o 13,446. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Gillet (Jean-Baptiste)*, né le 14 décembre 1780 à Gerspunsart, arrondissement de Mézières, département des Ardennes, d'un père né à Chératte, diocèse de Liège, royaume des Pays-Bas, cloutier, demeurant audit Gerspunsart. (Paris, 19 Octobre 1828.)

N.^o 13,447. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Paulus (Jean-Joseph)*, né le 22 décembre 1783 à Oignies, royaume des Pays-Bas, demeurant à Revin, arrondissement de Rocroi, département des Ardennes. (Paris, 23 Novembre 1828.)

N.^o 13,448. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Strafforello (François-Charles-Joseph)*, né le 5 décembre 1788 à Port-Maurice dans le duché de Gènes, capitaine marin, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône. (Paris, 28 Octobre 1829.)

N.^o 13,449. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *de Latapis (Paul-Albert-Marie-Raimond)*, chevalier des ordres royaux de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, né le 26 novembre 1786 à Bourao, paroisse de

Saint-Paul de Fustiès, annexe d'Españel, commune de Motières, arrondissement de Montauban, département de Tarn-et-Garonne, est autorisé à continuer de servir dans les armées de Sa Majesté Catholique sans perdre la qualité et les droits de Français, dans lesquels il est réintégré comme les ayant perdus aux termes de l'article 17 du Code civil, pour avoir, sans autorisation, pris du service en pays étranger; à la charge toutefois par lui de ne jamais porter les armes contre la France, pour quelque cause que ce puisse être, sous les peines contenues dans les lois, ordonnances et réglemens du royaume. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.^o 13,450. — ORDONNANCE DU ROI qui divise en trois parties le polygone réservé par l'ordonnance du 27 août 1823 dans la concession des gîtes de manganèse de la commune de *Romanèche (Saône-et-Loire)*: la première, sous le nom de *réserve de l'Église*, formera une nouvelle réserve à concéder ultérieurement; la seconde, sous le nom de *concession du Grand Filon*, est accordée aux sieurs *Joesmin, Masoyer et Cadot*; et la troisième, sous le nom de *concession de la Vieille Cure*, aux sieurs *Raolet et Lachaume*. (Paris, 8 Novembre 1829.)

N.^o 13,451. — ORDONNANCE DU ROI portant concession aux sieurs *Pierre et François Béranger-Fenouillet* des mines de fer carbonaté spathique situées aux lieux dits de *l'Ételler et de champ d'Erland*, commune d'*Allevard*, département de l'Isère. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.^o 13,452. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Galaire et Patret* à conserver et tenir en activité trois lavoirs à bras qu'ils possèdent en la commune de *Noidans-le-Ferroux*, département de la Haute-Saône. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.^o 13,453. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement de sept lavoirs à bras dans la commune d'*Aroz (Haute-Saône)*, savoir: trois par les sieurs *Galaire et Patret*, et quatre par les sieurs *Rodolphe et Stanislas de Buyer*. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.^o 13,454. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieur et dame *Michel* à maintenir en activité l'usine à fer de *Corbançon* qu'ils possèdent dans la commune de *Mézières*, département de l'Indre. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.^o 13,455. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Philippon frères et Magnin* à établir trois lavoirs à bras pour le lavage du minerai de fer dans la commune de *Magny-sur-Tille*, département de la Côte-d'Or. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.^o 13,456. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement de quatre nouvelles foires dans la ville de *Beaumont*, département de Tarn-et-Garonne: ces quatre foires et les huit précédemment créées se tiendront le premier samedi de chaque mois. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.º 13,457. — ORDONNANCE DU ROI portant que les deux foires précédemment instituées dans la commune de *Fontenay*, arrondissement de Coulommiers, département de Seine-et-Marne, les 23 juillet et 28 octobre, seront reportées au 2 juillet et au 12 octobre. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,458. — ORDONNANCE DU ROI qui établit dans la commune de la *Fouillouse*, arrondissement de Saint-Étienne, département de la Loire, une foire annuelle, dont la tenue est fixée au 28 septembre. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,459. — ORDONNANCE DU ROI qui établit dans la ville de *Pontacq*, département des Basses-Pyrénées, une foire annuelle, dont la tenue est fixée au troisième lundi du mois de janvier. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,460. — ORDONNANCE DU ROI qui établit dans la ville de *Castelnau-dary*, département de l'Aude, trois foires nouvelles, savoir : une le premier lundi de mars, une le lundi des Rogations, et une le lundi avant la Saint-Jean-Baptiste. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,461. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire qui se tenait dans la commune de *Pradelles-Cabardès*, département de l'Aude, le 2 mai, se tiendra à l'avenir le 23 août. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,462. — ORDONNANCE DU ROI qui établit dans la commune de *Fontès-Cabardès*, département de l'Aude, une foire annuelle, qui se tiendra le 15 juillet. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 1.º Mars 1830 *,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1.º Mars 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 342.)

N.º 13,463. — ORDONNANCE DU ROI qui affecte à l'Exposition des Produits de l'Industrie le Bâtiment dont les constructions avaient été commencées sur le quai d'Orsay dans la ville de Paris.

Au château des Tuileries, le 24 Janvier 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Le bâtiment dont les constructions avaient été commencées sur le quai d'Orsay dans notre bonne ville de Paris, est et demeure affecté à l'exposition des produits de l'industrie.

2. Dans le cours de la prochaine session législative, un projet de loi sera présenté aux Chambres à l'effet de pourvoir aux dépenses de construction du Musée de l'industrie.

3. Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 24 Janvier de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,464. — *ORDONNANCE DU ROI relative à l'établissement d'un Abattoir public dans la ville de Saintes, département de la Charente-Inférieure.*

Au château des Tuileries, le 3 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

— Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Saintes, département de la Charente-Inférieure, des 5 janvier, 9 et 11 décembre 1828, relatives à l'établissement d'un abattoir public et commun ;

Vu le procès-verbal d'estimation portant à quinze mille deux cent trente francs la valeur du terrain sur lequel doit être construit ledit abattoir ;

Vu le consentement donné par le sieur *Boucheron*, propriétaire, pour la vente de ce terrain à la ville de Saintes, au prix de quinze mille francs, payable en trois années, avec l'intérêt légal ;

Vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 14 janvier 1815,

Le procès-verbal d'information de commodo et incommodo, dressé par le juge de paix du canton de Saintes,

Les certificats du maire de cette ville et de ceux des communes qui l'environnent à cinq kilomètres de rayon, constatant que le projet de construction de l'abattoir a été affiché pendant un mois, et que, dans ce délai, personne n'a présenté des moyens d'opposition,

L'avis du préfet, du 30 juillet 1829 ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La ville de Saintes, département de la Charente-Inférieure, est autorisée à acquérir du sieur *Boucheron*, moyennant la somme de quinze mille francs, des bâtimens et terrains contenant mille six cent vingt-neuf mètres carrés, estimés quinze mille deux cent trente francs, et destinés à la construction d'un abattoir public et commun, dont l'établissement aura lieu en vertu de la présente ordonnance.

Le prix de cette acquisition aura lieu en trois ans, avec l'intérêt à cinq pour cent, sur les revenus ordinaires de la ville.

2. Aussitôt que les échaudoirs auront été mis en état de servir et dans le délai d'un mois au plus tard après que le public en aura été averti par affiches, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs destinés à la consommation des habitans, ne pourra se faire dans l'intérieur de la ville qu'à l'abattoir public et commun : toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Cependant les propriétaires et particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront, ainsi que les bouchers et charcutiers de la ville, libres de tenir des échaudoirs et des abattoirs hors de la ville, dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité ; mais tous ceux qui voudront s'établir à Saintes seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils seront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, pourvu que ce soit dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et aux jours fixés par le maire, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de Saintes pourra faire les réglemens locaux

nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 3 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,465. — ORDONNANCE DU ROI relative à l'Abattoir public de la ville de Bédarieux (Hérault).

Au château des Tuileries, le 10 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de Bédarieux (Hérault), des 13 février et 11 mai 1829, relatives à l'abattoir public de cette ville,

L'avis du préfet, du 29 juin suivant;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La ville de Bédarieux (Hérault) est autorisée à conserver sous le titre d'abattoir public et commun le bâtiment qu'elle tient à loyer des frères Cère, et qui est situé à l'extrémité du faubourg Troussseau.

2. A dater de la publication de la présente ordonnance, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons, brebis, agneaux et chevreaux destinés à la consommation des habitants, ne pourra se faire à l'intérieur de la ville ailleurs que dans le bâtiment dont il s'agit. L'abattage des porcs devra aussi avoir lieu exclusivement dans le même local.

Aussitôt que les échaudoirs auront été mis en état de

servir, et dans le délai d'un mois au plus tard après que le public en aura été averti par affiches, toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

L'obligation d'abattre exclusivement les bestiaux et porcs dans cet établissement cessera néanmoins, lorsque la ville n'en sera plus locataire.

3. Les propriétaires et particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique, et en se conformant d'ailleurs aux réglemens de police.

4. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront, ainsi que les bouchers et charcutiers de Bédarieux, libres de tenir des abattoirs et des échaudoirs dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

5. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité; mais tous ceux qui voudraient s'établir à Bédarieux, seront tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

6. Les bouchers et charcutiers de Bédarieux auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, et en suivant les règles de police.

7. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et aux jours désignés par le maire, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Bédarieux qui voudront profiter de la même faculté.

8. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers à la ville pour l'occupation des places dans l'abattoir seront réglés par un tarif arrêté suivant la forme ordinaire.

9. Le maire de Bédarieux pourra faire les réglemens locaux

nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et charcuterie; toutefois ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

10. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.º 13,466. — *ORDONNANCE DU ROI relative au prolongement d'une Route et au classement de Chemins parmi les Routes départementales de l'Yonne.*

Au château des Tuileries, le 10 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations prises par le conseil général du département de l'Yonne dans sa session de 1828, tendant à classer parmi les routes départementales,

Le chemin qui forme le prolongement de la route départementale n.º 5 par Coulanges-la-Vineuse et Cravant, jusqu'à la route royale n.º 6, de Paris à Chambéry;

Le chemin de Joigny à Saint-Romain-le-Preux;

Le chemin de Sens à Nogent-sur-Seine, par Saint-Clément, Soucy, Fleurigny, Vallières et Villiers-Bonneux;

Vu l'avis du préfet du département,

Celui du conseil général des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º La route départementale n.º 5, de Saint-Fargeau à la route royale n.º 77, de Nevers à Sedan, sera prolongée jusqu'à celle royale n.º 6, de Paris à Chambéry, en passant par Coulanges-la-Vineuse et Cravant. Cette route n.º 5 s'appel-

lera désormais route de Saint-Fargeau à la route royale de première classe n.º 6, de Paris à Chambéry par Cravant.

2. Les chemins de Joigny à Saint-Romain-le-Preux, et de Sens à Nogent-sur-Seine, sont classés au rang des routes départementales du département de l'Yonne, sous les dénominations suivantes :

N.º 12, de Joigny à Orléans, par Béon et Saint-Romain-le-Preux;

N.º 13, de Sens à Nogent-sur-Seine, par Saint-Clément, Soucy, Fleurigny, Vallières et Villiers-Bonneux.

3. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et propriétés nécessaires pour la construction et l'achèvement de ces routes départementales, en se conformant à la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.º 13,467. — *ORDONNANCE DU ROI additionnelle à celle du 5 Avril 1827 qui a établi un Conseil de Prud'hommes dans la ville de Nancy (Meurthe).*

Au château des Tuileries, le 10 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 5 avril 1827 qui a établi dans la ville et pour les fabriques de Nancy un conseil de prud'hommes composé de sept membres et de deux suppléants;

Ayant égard aux représentations qui ont été faites tant par ledit conseil que par le préfet du département de la Meurthe;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit.

ART. 1.^{er} Lors du premier renouvellement partiel du conseil des prud'hommes de Nancy, le nombre de ses membres sera porté à neuf. A partir de cette époque, ledit conseil se composera de deux filateurs ou fabricans de tissus de coton, d'un fabricant de broderies, d'un fabricant de papiers peints, d'un fabricant de vermicelle, de deux teinturiers, et d'un tisseur occupant un ou plusieurs métiers.

2. Deux suppléans continueront en outre d'être attachés au susdit conseil. Ils seront choisis et nommés conformément à ce qui est prescrit par l'article 2 de notre ordonnance du 5 avril 1827.

3. Cette ordonnance restera en vigueur et continuera d'être exécutée dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la présente.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état de la justice, et notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 10 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.^o 13,468. — ORDONNANCE DU ROI contenant un nouveau Tarif des Droits à percevoir au Pont provisoire pour le passage de l'Adour à Bayonne.

Au château des Tuileries, le 10 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 10 juin 1829 qui approuve l'adjudication passée, le 20 février précédent, par le préfet des Basses-Pyrénées, au sieur *Lacouture*, pour la construction d'un pont de bateaux sur l'Adour entre Bayonne et Saint-Esprit, moyennant la concession d'un péage pendant deux ans, cinq mois et vingt-six jours;

Vu le tarif annexé à ladite ordonnance;

Vu la réclamation du sieur *Lacouture* contre une erreur qui a fait substituer ce tarif à celui sur lequel l'adjudication du péage a été passée;

Considérant que, d'après les termes de notre ordonnance du 10 juin 1829 et d'après l'adjudication qu'elle approuve, c'est le tarif proposé par le préfet le 28 février 1829 qui a servi de base à l'adjudication; que ce même tarif est celui qui doit être perçu au profit du sieur *Lacouture* sur le pont de bateaux de l'Adour entre Saint-Esprit et Bayonne;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le tarif ci-joint, arrêté le 28 février 1829 par le préfet des Basses-Pyrénées, et sur lequel a été passée l'adjudication du péage à percevoir sur le pont de bateaux de Bayonne après son achèvement, est et demeure substitué à celui qui est annexé à notre ordonnance du 10 juin 1829. En conséquence, c'est d'après le tarif ci-joint que les droits de péage dudit pont seront perçus.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 10 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

TARIF des Droits à percevoir au Pont provisoire sur pontons, pour le passage de l'Adour à Bayonne.

Pour une personne à pied..... 0^f 02^c 1/2.

Pour une personne portant cruche..... 0. 01 1/4.

Compris dans le tarif du 14 ventôse an XI, et omis dans la copie.

Par carrosse, y compris les chevaux et le conducteur..... 2. 00.

Par chariot à quatre roues, y compris le conducteur..... 2. 00.

Par charrette à chevaux à deux roues, compris le conducteur et la charge..... 1. 50.

Par chariot vide..... 1. 00.

Par chariot vide à chevaux à deux roues. 0. 75.

Par chaise à deux roues, les chevaux et le conducteur.....	1 ^f 50 ^c	
Charrette à bœuf, chargée.....	0. 60.	
Idem vide.....	0. 40.	
Par traineau chargé et attelé d'une paire de bœufs ou d'un cheval, y compris le conducteur.....	0. 60.	{ Omis dans les deux actes et à ajouter.
Idem vide.....	0. 40.	
Par cheval, y compris le conducteur...	0. 20.	{ Omis dans la copie.
Par bœuf ou vache, y compris le conducteur.....	0. 20.	
Par chaque veau, y compris le conducteur.....	0. 10.	
Par chaque bête asine, la charge et le conducteur.....	0. 10.	
Par cochon, y compris le conducteur...	0. 10.	
Par mouton, chèvre ou brebis, y compris le conducteur.....	0. 00 1/4.	
Par chaise à porteur.....	0. 40.	
Il sera perçu, suivant l'usage, pour chaque bâtiment qui traversera le pont au moyen du déplacement de la travée mobile, les frais de passage, ainsi que les avaries qui pourront en résulter, restant à la charge du concessionnaire.....	18. 00.	{ Omis dans les deux actes, nécessaire et consacré par l'usage, et à ajouter.

Seront admis à l'abonnement, à raison de trente centimes par mois, les ouvriers attachés aux ateliers de la marine royale et aux fortifications, et les ouvriers travaillant aux chantiers de la marine marchande.

Sont exempts du péage,

- 1.^o Le préfet, les sous-préfets en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, les militaires voyageant avec feuille de route, ceux faisant partie de la garnison de la ville de Bayonne et de la citadelle;
- 2.^o Les officiers du génie des fortifications de la place;
- 3.^o Les transports de l'artillerie;
- 4.^o Les officiers et agents militaires ou civils attachés au service de la marine à Bayonne, payés directement par l'Etat, et portant uniforme;
- 5.^o Les agents de l'administration des douanes, employés au service actif et revêtus de leur uniforme.

Les voitures particulières des habitants de Bayonne, n'allant qu'à leur maison de campagne de l'arrondissement de Saint-Esprit, ne paieront que deux francs pour l'allée et la venue dans le même jour.

Proposé le tarif ci-dessus, avec les modifications écrites à l'encre rouge, stipulées dans le procès-verbal d'adjudication des travaux pour l'établissement du pont provisoire, et conformément à notre lettre de ce jour à M. le conseiller d'état directeur général des ponts et chaussées.

Pau, le 28 février 1829. Le Préfet des Basses-Pyrénées, signé Desolle.

Le présent tarif a été vu et approuvé en Conseil d'état dans la séance du 21 mai 1829, pour être annexé à l'ordonnance royale du 10 février 1830.

Le Maître des requêtes Secrétaire général du Conseil d'état, signé Hochet.
Vu pour être annexé à l'ordonnance royale du 10 février 1830, enregistrée sous le n.° 952.

Le Ministre de l'intérieur, signé MONTHEL.

N.° 13,469. — ORDONNANCE DU ROI portant Rectification du Tarif des Droits de péage à percevoir au Pont de Chacé sur le Thouet (Maine-et-Loire).

Au château des Tuileries, le 17 février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le tarif des droits de péage à percevoir au pont de Chacé sur le Thouet, département de Maine-et-Loire, fixé par l'article 2 de notre ordonnance du 4 novembre dernier, est rectifié ainsi qu'il suit :

Pour une charrette ou voiture chargée ou non chargée, non compris le conducteur, vingt-cinq centimes, ci..... 25^c

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 17 février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur

Signé MONTHEL.

N.° 13,470. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la moitié de plusieurs pièces de terre, évaluée ladite moitié à environ 1948 francs 50 centimes, léguée à l'église de Dompière (Ain) par le sieur Grobas, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,471. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 16 francs léguée à la fabrique de l'église de Montmartin-en-Graignes (Manche) par la dame veuve Voydie, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,472. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre estimée 150 francs, et de vases sacrés et reliquaire en argent, estimés 500 francs, légués à la fabrique de l'église de *Baverans* (Jura) par le sieur *Nélaton*. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,473. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un calice, de deux aubes et de deux chasubles, le tout estimé 460 francs, légué à la fabrique de l'église de *Juvigné* (Mayenne) par le sieur *Lenormand*. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,474. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 2000 fr. légués au séminaire diocésain de *Bourges* par le sieur *Chamblant*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,475. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 300 francs, payable pendant l'espace de trente années, donnée au séminaire diocésain de *Rouen* par la demoiselle de *Bosmelet*. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,476. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de différents ouvrages composant la bibliothèque du sieur *Hayer*, estimés 625 francs 25 centimes, donnés à la fabrique de l'église Saint-Jean de *Château-Gontier* (Mayenne) par les héritiers naturels dudit sieur *Hayer*. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,477. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre contenant environ 6 ares, et estimée 300 francs, donnée à la fabrique de l'église de *Hochstatt* (Haut-Rhin) par la dame veuve *Gerber*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,478. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre évaluée à un revenu de 8 francs, donnée à la fabrique de l'église de *Hellimer* (Moselle) par la dame veuve *Menel*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,479. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 100 francs offerte, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Juaye* (Calvados) par la demoiselle *Lecerf*, et à la charge de transférer ladite rente à l'église de *Bernières-Bocage*, dans le cas où celle-ci deviendrait chef-lieu de paroisse ou serait érigée en chapelle. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,480. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 30 francs léguée à la fabrique de l'église de *Benouville* (Calvados) par la dame veuve *Lepart*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,481. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la nue propriété de divers biens immeubles, estimés 630 francs, légués à la

fabrique de l'église de *la Roche-Posay* (Vienne) par la dame *Jacquelin*, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.° 13,482. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux maisons, jardin et dépendances, évalués à 10,000 francs, donnés au séminaire diocésain de *Mende* (Lozère) par le sieur *Ressouches*, à la charge d'affecter ces immeubles à l'établissement de l'école secondaire ecclésiastique de *Chirac*. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,483. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre estimée 240 francs, léguée à la fabrique de l'église de *Tortefontaine* (Pas-de-Calais) par le sieur *Norbert Hecquet*, sous condition de services religieux et sous réserve d'usufruit. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,484. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux sommes montant ensemble à 1200 francs, léguées à la fabrique de l'église de *Creüe* (Meuse) par la dame veuve *Latache*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,485. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 500 francs légués à la fabrique de l'église de *Sermiers* (Marne) par le sieur *Adam*. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,486. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 900 francs légués à la fabrique de l'église de *Saint-Potan* (Côtes-du-Nord) par la demoiselle *Trotet*. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,487. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un pré évalué à un revenu annuel de 19 francs 58 centimes, légué à la fabrique de l'église de *Séjur* (Aveyron) par le sieur *Boutonnet*. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,488. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 10,000 francs léguée au séminaire diocésain du *Mans* (Sarthe) par la demoiselle *Perrier de Louveau*. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,489. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de pré évaluée à un revenu de 48 francs, donnée à la fabrique de l'église de *Bourgneuf* (Mayenne) par le sieur *Polisse*, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,490. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente de 20 francs faite à la fabrique de l'église de *Freybouse* (Moselle) par le sieur *Streiff* et la demoiselle *Streiff*, sous condition de services religieux. (Saint-Cloud, 6 Septembre 1829.)

N.° 13,491. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.° d'une rente annuelle de 18 francs faite à la fabrique de l'église de *Tritteling*

(Moselle) par le sieur *Lemel*, et 2.^o d'une rente annuelle de 24 francs faite au même établissement par la demoiselle *Vilm*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 6 Septembre 1829.)

N.^o 13,492. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.^o de pièces de terre estimées 430 francs, données à la fabrique de l'église de *Volstroff* (Moselle) par la demoiselle *Clément*; et 2.^o d'une pièce de terre estimée 215 francs, donnée à la même fabrique par le sieur de *Floraine*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 6 Septembre 1829.)

N.^o 13,493. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente de 37 francs, inscrite au grand-livre de la dette publique sous le n.^o 2315 du département de l'Oise, donnée à la fabrique de l'église cathédrale de *Beauvais* (Oise) par la dame veuve *Bompière*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 6 Septembre 1829.)

N.^o 13,494. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de trois pièces de terre estimées ensemble 2400 francs, données à la fabrique de l'église de *Kerfuntun* (Finistère) par le sieur *Himery*. (*Saint-Cloud*, 6 Septembre 1829.)

N.^o 13,495. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 50 francs et d'une somme de 100 francs, offertes à la fabrique de l'église Sainte-Croix de *Bernay* (Eure) par la demoiselle *Fortier*, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (*Saint-Cloud*, 6 Septembre 1829.)

N.^o 13,496. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.^o de deux sommes montant ensemble à 11,800 francs, de divers objets mobiliers et de bibliothèque, légués au séminaire diocésain de *Grenoble* (Isère), et 2.^o aux écoles secondaires ecclésiastiques de *Grenoble* et du *Bourg d'Oisans*, les bâtimens où elles sont respectivement établies; lesdits Legs faits par le sieur *Simon*, aux conditions exprimées. (*Saint-Cloud*, 6 Septembre 1829.)

N.^o 13,497. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'ornemens et linge d'église et autres objets servant au culte, évalués à 455 francs 25 centimes, légués à la fabrique de l'église de *Rubempré* (Somme) par le sieur *Boutemy*, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 6 Septembre 1829.)

N.^o 13,498. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Crouay* (Calvados) et le desservant de cette succursale à accepter une somme de 15,000 fr. à eux léguée par le sieur *Beauquet-Surville de Champigny*, savoir: le trésorier de la fabrique, le tiers de ladite somme, remboursable à la volonté du légataire universel du testateur, et avec intérêt à 2 pour cent; et le desservant, les deux derniers tiers de ladite somme, soumis aux mêmes restrictions, sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud*, 6 Septembre 1829.)

N.^o 13,499. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel fait à la communauté des ursulines d'*Avignon* (Vaucluse) par la dame de *Bayet*, consistant en sa part indivise, évaluée à 2400 francs, dans les bâtimens occupés par ladite communauté. (*Saint-Cloud*, 13 Septembre 1829.)

N.^o 13,500. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2000 francs léguée à l'école secondaire ecclésiastique de *Bourges* (Cher) par le sieur *Chamblant*. (*Saint-Cloud*, 13 Septembre 1829.)

N.^o 13,501. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux domaines situés dans les communes de *Montrigaud* dit de *Segssins* et de *Grenoble*, estimés ensemble 48,000 francs, faite à l'école secondaire ecclésiastique de *Grenoble* par le sieur *Philibert de Bruillart*, évêque de *Grenoble*. (*Saint-Cloud*, 13 Septembre 1829.)

N.^o 13,502. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un jardin estimé 1700 francs et d'une somme de 300 francs, faite à l'école secondaire ecclésiastique de *Pamiers* par le sieur *Pilhès*. (*Saint-Cloud*, 13 Septembre 1829.)

N.^o 13,503. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des religieuses de Notre-Dame de *Saint-Erme* (Aisne), 1.^o par la dame *Meurice*, de sa part indivise dans la maison occupée par la communauté, de quatre pièces de terre au terroir de *Beauvais*, et d'une somme de 2340 francs placée sur l'Etat, le tout évalué à 9640 francs; 2.^o par la dame *Hécart*, veuve *Meurice*, d'une maison et dépendances situées à *Courtrisy*, de quatre pièces de vigne, de quatre pièces de terre, de six pièces de bois, d'un jardin, de deux autres pièces de terre, de 26 ares de prés et bois, le tout estimé 5800 francs; 3.^o par la dame *Rouard*, d'une somme de 2000 francs et de quatre pièces de terre, le tout évalué à 2800 francs; et 4.^o par les dames *Hestrest* et *Choppelat*, de leur part dans la maison occupée par la communauté, d'une pièce de vigne, de deux pièces de bois et de tous les meubles et effets mobiliers qui leur appartiennent dans la maison susdésignée, le tout évalué à 6000 francs. L'assistante est autorisée à accepter la Donation faite au même établissement par la dame *Hécart*, supérieure, de sa part également indivise dans la maison susrelatée, de la totalité d'une autre petite maison attenante à la précédente, et de trois pièces de terre au terroir de *Courtrisy*, le tout estimé 3700 francs. (*Saint-Cloud*, 13 Septembre 1829.)

N.^o 13,504. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.^o d'une somme de 1000 francs, et 2.^o d'une pièce de terre et vigne d'environ 67 ares 90 centiares, d'un revenu annuel de 40 francs, ladite Donation faite à la fabrique de la succursale de *Marcy* (Rhône) par le sieur *Frayssé*, à la charge d'une concession de banc à perpétuité dans ladite église. (*Saint-Cloud*, 13 Septembre 1829.)

N.º 13,503. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, et seulement pour moitié, le Legs universel, évalué à 25,000 francs, fait à la fabrique de l'église de *Saint-Héand* et au maire de cette commune (Loire) par le sieur *Rey*. (*Saint-Cloud*, 13 Septembre 1829.)

N.º 13,506. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Domèvre-sous-Montfort* (Vosges) à accepter la Donation à elle offerte par les héritiers *Grandgeorge* d'une maison avec dépendances, pour y établir le presbytère. (*Paris*, 25 Novembre 1829.)

N.º 13,507. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune d'*Ermes* à accepter le Legs à elle fait par le sieur *Grandin*, 1.º d'une maison avec dépendances estimée 7900 francs, pour servir de presbytère, et 2.º d'une somme de 3000 francs en capital, pour servir au supplément du traitement de l'instituteur et de l'institutrice des enfans pauvres. (*Paris*, 2 Décembre 1829.)

N.º 13,508. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au temple israélite de *Bordeaux* (Gironde), par les sieurs *Cardoze*, *Dalmeyda* et *Alexandre*, d'une somme de 500 francs chacun. (*Paris*, 2 Décembre 1829.)

N.º 13,509. — ORDONNANCE DU ROI qui établit dans la commune de *Saint-Denis*, département de l'Aude, une foire annuelle, dont la tenue est fixée au 1.º août. (*Paris*, 2 Décembre 1829.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 6 Mars 1830 *,
COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
6 Mars 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 343.)

N.º 13,510. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme *M. Royer-Collard*
Président de la Chambre des Députés.

Au château des Tuileries, le 7 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu le message en date du 6 de ce mois par lequel la Chambre
des Députés nous a présenté comme candidats à la présidence pour
la session actuelle,

Les sieurs *Royer-Collard*,
Casimir Périer,
Delalot,
Agier,
Sébastieni,

NOUS AVONS NOMMÉ et NOMMONS président de la Chambre
des Députés le sieur *Royer-Collard*.

Donné en notre château des Tuileries, le 7 Mars, l'an de grâce 1830, et
de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.º 13,511. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination d'un
Conseiller d'état et d'un Maître des requêtes en service extraor-
dinaire.

Au château des Tuileries, le 28 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire
d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

VIII.º Série.

H

ART. 1.^{er} Le sieur comte de Girardin, lieutenant général, est nommé conseiller d'état en service extraordinaire.

2. Le sieur marquis Carrión de Niza, colonel, est nommé maître des requêtes en service extraordinaire.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 28.^e jour de Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé COURVOISIER.

N.° 13,512. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination d'un Maître des requêtes en service extraordinaire.

Au château des Tuileries, le 7 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

Le sieur Brenier (Joseph-Henri), chef de la division de la comptabilité du ministère des affaires étrangères, est nommé maître des requêtes en service extraordinaire.

Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 7.^e jour de Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé COURVOISIER.

N.° 13,513. — ORDONNANCE DU ROI portant Proclamation des Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le quatrième trimestre de 1829, et des Cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des Droits résultant de titres de la même nature.

Au château des Tuileries, le 10 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'article 6 du titre I.^{er} et les articles 6, 7 et 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Vu l'article 1.^{er} de l'arrêté du 5 vendémiaire an IX [27 septembre 1800], portant que les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, seront proclamés tous les trois mois par la voie du Bulletin des lois,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les personnes ci-après dénommées sont brevetées définitivement :

1.^o Le sieur Moreau (Pierre), brasseur, demeurant à Anvilliers-les-Forges, département des Ardennes, auquel il a été délivré, le 15 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un moulin à drèche propre à la fabrication de la bière;

2.^o Le sieur Bienbar (Jean-Mathieu), négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Sébastien, n.° 38, auquel il a été délivré, le 15 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une machine propre à triturer et pressurer les graines oléagineuses;

3.^o Le sieur Tastevin (Jean-André), négociant, demeurant à Alais, département du Gard, auquel il a été délivré, le 15 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il prit, le 21 octobre 1824, pour un mécanisme propre à tirer la soie des cocons;

4.^o Le sieur Galy-Cazalat, professeur de physique, demeurant à Versailles, département de Seine-et-Oise, auquel il a été délivré, le 15 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 22 juin précédent, pour une lampe aérostique destinée à compléter le système d'éclairage dans lequel on emploie l'eau pure, l'air et l'huile;

5.^o Le sieur Lambert (Marie-Louis-Pierre), passementier, demeurant à Paris, rue Quincampoix, n.° 39, auquel il a été délivré, le 15 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addi-

tion au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 30 septembre 1828, pour des moyens de fabrication de bretelles et jarretières sans couture,

6.^o Le sieur *Wals (Rodolphe)*, représenté à Paris par le sieur *Delarue*, demeurant rue Neuve de Luxembourg, n.^o 28, auquel il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un appareil qu'il nomme *hydroconion*, ou bain de pluie;

7.^o Les sieurs *Chapuy et Marsaux*, demeurant à Paris, passage Basfour, rue Saint-Denis, n.^o 362, auxquels il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une lampe statique dite *chronomètre*;

8.^o Les sieurs *Barth (Alexandre-Pierre-Paul)*, mécanicien, *Hardy (Michel)*, graveur, et *Faveers (Charles)*, fabricant d'acier, demeurant à Paris, le premier, enclos du Temple, n.^o 23; le second, rue Bourg-l'Abbé, n.^o 50, et le troisième, rue Saint-Denis, n.^o 88, auxquels il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une nouvelle combinaison de ressorts applicable aux voitures, aux banquettes de voiture, aux lits élastiques, &c.;

9.^o Le sieur *Megemont (Jean)*, mécanicien, demeurant à Saint-Étienne, département de la Loire, auquel il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un basting propre à la fabrication des rubans;

10.^o Le sieur *Sorel*, horloger à Écouché, représenté à Paris par le sieur *Corbin*, demeurant rue de la Michodière, n.^o 23, auquel il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une lampe à réservoir inférieur qu'il nomme à *phénomène capillaire*;

11.^o Le sieur *Grostard fils (Auguste)*, potier, demeurant à Nevers, département de la Nièvre, auquel il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un appareil à l'usage des bains domestiques;

12.^o Les sieurs *Trouillier frères (André-Joseph)*, gainiers-garnisseurs, demeurant à Paris, rue Royale Saint-Martin, n.^o 23, auxquels il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une boîte destinée à renfermer les couteaux de table et de dessert;

13.^o Les sieurs *Mention (Augustin-Médard)* et *Wagner (Charles-Louis)*, demeurant à Paris, rue des Blancs-Manteaux, n.^o 41, auxquels il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans, pour des moyens et procédés propres à fabriquer le nielle ou émail noir, à imprimer des dessins gravés sur des plaques plates de toutes dimensions et à appliquer le nielle sur les métaux qui peuvent le recevoir;

14.^o Le sieur *Rieu (Jean)*, serrurier, demeurant à Anduze, département du Gard, auquel il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour le perfectionnement d'une machine à deux tranchans propre à la filature en soie;

15.^o Le sieur *Collain (Jean-Pierre-François)*, demeurant à Sabrau,

canton de Bagnols, département du Gard, auquel il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 30 novembre 1827, pour un foyer et une cheminée serpentée faisant corps avec la chaudière que l'on veut mettre en ébullition et applicable à tous objets de chauffage;

16.^o Le sieur *Delemontex (Joseph)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue Simon-le-Franc, n.^o 17, auquel il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 15 juin précédent, pour un tour mécanique propre à la fabrication des vis cylindriques;

17.^o Le sieur *Beleurgey*, demeurant à Paris, rue de Charonne, n.^o 39, auquel il a été délivré, le 23 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 juillet précédent, pour une poudrière à charge double et différentes gradations;

18.^o Les sieurs *Mazel père*, fils aîné et compagnie, demeurant à Paris, rue Notre-Dame des Victoires, n.^o 13, auxquels il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'ils ont pris, le 13 juillet précédent, pour une machine propre à déceler les chevaux d'une voiture et à enrayer ses roues tout-à-la-fois;

19.^o Le sieur *Chaper*, maître de forges de Grenoble, représenté à Paris par le sieur *Polonceau*, demeurant quai Voltaire, n.^o 15, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il prit, le 19 mai 1825, pour un système de routes à voies régulières à l'usage des voitures ordinaires et des voitures spéciales conduites par des chevaux ou par des machines à vapeur mobiles;

20.^o Le sieur *Henké (Édouard)*, demeurant à Paris, rue Neuve des Bons-Enfants, n.^o 21, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une machine à décatir sans pli et avec un lustre imperméable;

21.^o Le sieur *Charbonnier-Delage*, herniaire-bandagiste, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.^o 343, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des bas et lacets qu'il nomme à *la duchesse*, destinés aux personnes qui ont des maux de jambe;

22.^o Le sieur *Jamet (Jacques-Côme)*, fabricant de bourses, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.^o 356, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de cinq ans pour un nouveau briquet à pierre que l'on peut manœuvrer d'une seule main;

23.^o Le sieur *Courhaut (Jean-François)*, chirurgien, demeurant à Châlons-sur-Saône, département de Saône-et-Loire, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une machine hydraulique;

24.^o Le sieur *Ogden (John)*, docteur en médecine, demeurant à Paris,

rue Vivienne, n.º 2, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour une machine propre à redresser les difformités et contorsions de l'épine du dos, appelée *balance dormante de Cazez*;

25.º Le sieur *Delisle (Thomas)*, banquier, demeurant à Paris, rue Blanche, n.º 3, représenté par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.º 28, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un tamis à bascule et à mouvement rotatif interne;

26.º Le sieur *Maillard (André)*, tailleur de pierres, demeurant rue Entre-deux-places, n.º 69, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un instrument géométrique qu'il nomme *mesureur général*;

27.º Le sieur *Touchar d'ainé (François)*, demeurant à Paris, rue de la Michodière, n.º 12, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour des moyens de préserver et empêcher les voitures de verser;

28.º Le sieur *Caplain aîné (Jean-Baptiste-Claude)*, demeurant au Petit-Couronne près Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 31 octobre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine qu'il nomme *rame d'écailleur*, propre à apprêter les draps;

29.º Le sieur *Romain (Bernard)*, instituteur, demeurant à Bagnols, département du Gard, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 5 février précédent, pour une méthode qu'il nomme *graphiamalégie*, propre à apprendre à lire et à écrire en même temps;

30.º Le sieur *Reverchon fils aîné*, mécanicien, demeurant à Saint-Etienne, département de la Loire, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il prit, le 17 juin 1818, conjointement avec son père et les sieurs *Boutarel père et fils*, pour un métier destiné à fabriquer à-la-fois plusieurs pièces de rubans ou d'étoiles;

31.º Le sieur *Meissonnier*, droguiste, demeurant à Paris, rue des Ecouffes, n.º 29, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 29 juillet précédent, pour l'extraction des couleurs des végétaux et des bois de teinture par le moyen de la vapeur; perfectionnement et addition qui consistent à extraire par le même moyen le tanin du tan, et les matières colorantes des bois de teinture, de la garance, de la gaude, du sumac et d'autres substances employées par les teinturiers;

32.º Les sieurs *Brian et Saint-Léger*, demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n.º 126, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans qu'ils

ont pris, le 29 septembre 1828, pour des procédés de fabrication d'un ciment hydraulique artificiel;

33.º Le sieur *Delarue (Édouard)*, commerçant, demeurant à Paris, rue Neuve de Luxembourg, n.º 28, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des garde-robes inodores à siège hydraulique et à ressort;

34.º Le sieur *Gillard (Louis)*, serrurier, demeurant à Paris, rue des Barres, n.º 7, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des caractères d'imprimerie, les uns en terre cuite et les autres en stuc;

35.º Les sieurs *Fraisse et Vallat*, mécaniciens, demeurant à Saint-Etienne, département de la Loire, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un battant à scie perfectionné propre à la fabrication des rubans;

36.º Les sieurs *Bouvard (Philibert) et Jouffray (Antoine)*, mécaniciens, demeurant à Vienne, département de l'Isère, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une machine dite *découpeuse*, propre à découper les châles, bordures et autres tissus brochés;

37.º Le sieur *Roque-Ferrier (Simon-Frédéric)*, professeur, demeurant à Paris, rue des Filles-Saint-Thomas, n.º 7, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une méthode propre à apprendre les règles du calcul en peu de leçons;

38.º Le sieur *Price (John)*, mécanicien anglais, représenté à Paris par le sieur *Truffaut*, demeurant rue de Louis-le-Grand, n.º 9, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans pour une machine propre à filer en fin la laine et autres matières filamenteuses;

39.º Le sieur *Jacquin (Louis-Ferdinand)*, demeurant à Espaubourg, arrondissement de Beauvais, département de l'Oise, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un moteur propre à mouler toute espèce de grains et applicable à une infinité d'arts mécaniques;

40.º Le sieur *Millet*, fabricant de cheminées, représenté à Paris par le sieur *Bellocq*, demeurant passage Saulnier, n.º 4 bis, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour deux appareils portatifs de cheminée en métal, au moyen desquels le feu se trouve en dehors de la cheminée;

41.º Les sieurs *Teste et Campbell*, fondeurs, demeurant à Paris, rue Dauphine, n.º 44, auxquels il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un nouveau système de stéréotypie;

42.º Le sieur *Favreau (Edme-Nicolas-Patient)*, artiste mécanicien, demeurant à Paris, rue de la Bucherie, n.º 4, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour une machine propre à fabriquer toute espèce de papiers;

43.º Le sieur *Thierion (Henri)*, demeurant à Amiens, département de la

Somme, auquel il a été délivré, le 10 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une presse économique propre à former et dresser les tuiles, briques, carreaux, &c.;

44.° Le sieur *Monet (René)*, demeurant à Paris, impasse de la Fidélité, n.° 5, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour un appareil et des procédés propres à faire du coek, à faire cuire la pierre à plâtre et à fabriquer le noir animal et le verre;

45.° Le sieur *Graff*, fabricant de draps de Liège, représenté à Paris par le sieur *Andrieux*, demeurant rue du Reposoir, n.° 6, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour une pompe foulante nommée *lebelge*;

46.° Les sieurs *Bosq frères, Giraud et Taxil*, frères, demeurant à Auriol, département des Bouches-du-Rhône, auxquels il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un système de machines de compression propres à la fabrication de tous les objets de briqueterie;

47.° Le sieur *Courtiez (Simon)*, serrurier, demeurant rue Saint-Laurent, n.° 44, à Grenoble, département de l'Isère, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une machine propre à moudre les grains, qu'il nomme *courtiezine*;

48.° Les sieurs *Cattois*, serrurier-mécanicien, et *Adde*, menuisier, demeurant à Paris, le premier rue de Touraine, n.° 3, au Marais, et le second rue de Malte, n.° 7, auxquels il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour des escaliers en métal sans limon ni contre-marche;

49.° Le sieur *Granger (Jacques-Emmanuel-Louis)*, ingénieur-mécanicien de Louviers, représenté à Paris par le sieur *Bruneau*, demeurant rue du Cadran, n.° 20, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un procédé propre à garnir et apprêter les étoffes de laine par une application nouvelle du chardon et de la vapeur aux machines existantes;

50.° Le sieur *Chevalier de Curt*, ingénieur pyrotechnique, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, n.° 264 bis, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des fourneaux économiques en fonte de fer;

51.° Le sieur *Leconte-Houeix*, pharmacien, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 235, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des procédés de fabrication d'un chocolat blanc;

52.° Le sieur *Toussaint (Pierre-François)*, serrurier-mécanicien, demeurant à Paris, rue Saint-Nicolas d'Antin, n.° 47, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des serrures tour-et-demi, qu'il nomme *haplocinite*;

53.° Le sieur *Scalabre (Jacques-Joseph-Amable)*, imprimeur sur étoffes, demeurant à Amiens, département de la Somme, auquel il a été délivré, le

16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de cinq ans pour un procédé de fabrication et d'impression des veours de coton;

54.° Le sieur *Selligue (Alexandre-François)*, ingénieur-imprimeur, demeurant à Paris, rue des Jeûneurs, n.° 14, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un pétrin mécanique à forces compensées, applicable au lavage des mines, terres, &c., ainsi qu'à la fabrication des briques, poteries, céramiques, &c.;

55.° Le sieur *Silvant*, fabricant de lampes, demeurant à Paris, rue de la Harpe, n.° 117, auquel il a été délivré, le 16 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 1.° juillet précédent, pour un appareil d'éclairage qu'il nomme *lampe Silvant*;

56.° Le sieur *Souchon (Jean-Marie)*, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.° 337, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour des moyens et procédés propres à fixer le prussiate de fer sur les lainages et autres matières, en remplacement de l'indigo, sous les noms de *bleu, noir-bleu et vert Souchon*;

57.° Le sieur *Neuhaus-Maisonnette*, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.° 53, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un appareil de boulangerie mécanique qu'il nomme *pétrisseur automate*;

58.° Le sieur *Duparge (Marc-Hyacinthe)*, demeurant à Paris, rue des Champs-Élysées, n.° 6, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un savon liquide qu'il nomme *savon liquide français et de toilette des dames françaises*;

59.° Les sieurs *Rambaud (Pierre)*, notaire, et *Doumarès (Jean)*, demeurant à Eymet, arrondissement de Bergerac, département de la Dordogne, auxquels il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement de dix ans pour des perfectionnements apportés à la chasse dite à la *doumarès*;

60.° Le sieur *Macentosch*, de Glasgow en Écosse, représenté à Paris par le sieur *Piot*, négociant, demeurant rue de Cléry, n.° 9, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de dix ans pour un moyen d'aider à la combustion en donnant au feu une action plus puissante;

61.° Les sieurs *Kœhlin (Joseph)* et *Schlumberger (Albert)*, fabricans, demeurant à Mulhausen, département du Haut-Rhin, auxquels il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour le moyen de préparer et renvider sur une bobine une mèche de coton sans tors ni feutre propre à alimenter le métier gros, le banc à broche en fin ou le métier fin dans la filature du coton;

62.° Le sieur *Vivand fils*, carrossier, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Honoré, n.° 115, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un système de voitures qu'il nomme à *impulsion*;

63.° Le sieur *Madden* (*John-Byrne*), demeurant à Passy, banlieue de Paris, rue du Ranelagh, n.° 1, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une voiture remorqueur sur les routes ordinaires, susceptible d'être mise en mouvement par la vapeur, les hommes ou les animaux, et dans laquelle le poids de ces derniers est employé concurremment avec leur force musculaire;

64.° Le sieur *David* (*Pierre*), commis négociant, demeurant à Nîmes, département du Gard, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un battant propre à tisser plusieurs pièces à-la-fois;

65.° Les sieurs *Breton* neveu (*Jean*), mécanicien, et *Rouilly* (*Nicolas*), serrurier, demeurant, le premier, rue Mulet, n.° 1, et le second, rue Feraudière, n.° 11, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement de cinq ans pour des procédés de perfectionnement des métiers dits à la jacquart;

66.° Les sieurs *Chrétien* (*Claude*) et *Sourd* (*Louis-Charles*), fabricans d'étoffes de soie, demeurant rue de la Vieille-Monnaie, n.° 12, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement de cinq ans pour un mécanisme propre à la fabrication des rubans et autres étoffes larges et unies;

67.° Les sieurs *Guitton* et *Eynard*, lampistes, demeurant à Paris, rue Aumaire, n.° 8, auxquels il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une lampe à niveau constant, qu'ils nomment *lampe spirale*;

68.° Le sieur *Dizé* (*Michel-Jean-Jérôme*), demeurant à Paris, boulevard Saint-Antoine, n.° 85, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une encre indélébile qu'il nomme *asphaltique* ou de *sûreté*;

69.° Le sieur *Lechien* (*Jacques-Honoré*), serrurier-mécanicien, demeurant commune de Deville près Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine à papilloter et partager les bois de teinture;

70.° Les sieurs *Vavasseur* et *Lenoir*, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 114, auxquels il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une serrure artificielle composée de toutes pièces;

71.° Les sieurs *Plataret* (*Jean-Louis*), filateur de coton, et *Benoit* (*François-Aimé*), teinturier, demeurant à Paris, rue Neuve Saint-Paul, n.° 3, auxquels il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé de teinture des cotons en noir solide;

72.° Le sieur *Bauzon* (*François*), quincaillier, demeurant rue de la Paroisse, n.° 21, à Versailles, département de Seine-et-Oise, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un sécateur propre à la taille des arbres;

73.° Le sieur *Delacoux*, demeurant à Paris, passage Cendrier, n.° 1,

auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une guitare perfectionnée;

74.° Le sieur *Rouillet* (*Joseph*), fabricant d'étoffes de soie façonnées, demeurant à la Croix-Rousse, clos Dumont, faubourg de Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un battant à plusieurs navettes propre à la fabrication des rubans à bouquets brochés;

75.° Le sieur *Dixon* (*John*), négociant de Benfeld, représenté à Paris par le sieur *Risler-Heilmann*, demeurant passage Saulnier, n.° 6, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 19 juin précédent, pour une machine qu'il nomme *ourdissoir-automètre*, propre à ourdir et mesurer le fil de coton, le lin, la laine, la soie, &c.;

76.° Le sieur *Laignel* (*Jean-Baptiste-Benjamin*), demeurant hôtel du Palais-Royal à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il prit, le 22 juillet 1825, pour un système de navigation sur les fleuves et rivières dont la rapidité est un obstacle;

77.° La demoiselle *Brown*, demeurant passage Cendrier, n.° 1, à Paris, à laquelle il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pris, le 7 décembre 1827, par le sieur *Delacoux*, dont elle est cessionnaire, pour une harpe perfectionnée;

78.° Le sieur *Carpentier*, demeurant à Paris, rue des Deux-Bonnes, n.° 1, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un sixième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 mars 1827, pour un lit-fauteuil mécanique et à suspensoir destiné aux malades;

79.° Le sieur *Hervieu*, raffineur, demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 25 mai précédent, pour un nouveau filtre de raffinerie;

80.° Le sieur *Guilbert* (*Alexandre-Théodore*), fabricant de peignes, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n.° 14, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 17 avril précédent, pour un moyen d'incruster, à l'aide de l'impression, sur peignes en écaille, corne et ergot de bœuf, tous les genres de dessins possibles et en relief uni et découpé à jour;

81.° Le sieur *Walle-Staes*, secrétaire de la mairie à Steenwerck, département du Nord, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 29 juillet précédent, pour un pupitre ou bureau montant;

82.° Le sieur *Oudinot-Lutel*, négociant, demeurant à Paris, rue de

Faubourg Poissonnière, n.º 32, auquel il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 7 mai précédent, pour l'application des étoffes de crin à la confection des habillemens;

83.º Les sieurs *Bouveret et Cordier*, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, passage Basfour, n.º 10, auxquels il a été délivré, le 28 novembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'ils ont pris, le 7 mai précédent, pour une flûte harmonique;

84.º Les sieurs *de Jacobi et Vanni*, demeurant à Rome, représentés à Paris par le sieur *Mérimee*, demeurant rue des Petits-Augustins, n.º 16, auxquels il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un procédé propre à extraire en totalité l'indigo d'une substance qui le contient;

85.º Le sieur *Dumont (Julien)*, fabricant de noir, demeurant à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n.º 30 bis, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour des perfectionnemens dans la préparation et l'emploi du charbon provenant de la carbonisation du schiste bitumineux appliqué à la filtration et à la décoloration des sucres et sirops;

86.º Le sieur *Thomas (Charles)*, demeurant à Paris, rue des Jeûneurs, n.º 4, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un appareil propre à travailler sous l'eau quatre heures et plus;

87.º Le sieur *Denton (William)*, de Londres, représenté à Paris par le sieur *Perpigna*, demeurant rue Lepelletier, n.º 15, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour une voiture mue par la vapeur;

88.º Le sieur *Degoussée (François-Rose-Joseph)*, entrepreneur de sondage, demeurant à Paris, rue de Chabrol, n.º 13, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de dix ans pour une mécanique et des outils propres à établir à moins de frais des puits dits artésiens;

89.º Le sieur *Verdun (Joseph)*, demeurant à Paris, rue Jarente, n.º 6, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une nouvelle espèce de confiture et pour une nouvelle espèce de pain;

90.º Le sieur *Chaussonot*, ingénieur-chimiste, demeurant à Paris, boulevard Montmartre, n.º 1, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une cheminée et poêle à foyer suspendu mobile et à régulateur;

91.º Le sieur *Ribourt aîné (Félix)*, graveur, demeurant aux Batignoles près Paris, Grande rue, n.º 50, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des almanachs en métal;

92.º Les sieurs *Jorez et compagnie*, fabricans de cuirs et toiles vernis, demeurant à Paris, rue Pont-aux-choux, n.º 21, auxquels il a été délivré, le 4 décembre 1829, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de

perfectionnement de cinq ans pour des procédés de fabrication de toiles et cuirs vernis;

93.º Le sieur *Frichot (Pierre-Aurore)*, fabricant d'acier, demeurant à Paris, rue des Gravilliers, n.º 42, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 3 septembre précédent, pour des procédés de fabrication de feuilles de placage et d'ornemens mosaïques en marbre factice;

94.º Le sieur *Lasgorseix (Etienne)*, mécanicien, demeurant à Paris, impasse Saint-Sébastien, n.º 10, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 9 juillet précédent, pour divers pétrins mécaniques;

95.º Le sieur *Guige (Charles)*, mécanicien, demeurant, côte des Carmélites à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans pris, le 18 mai 1827, par le sieur *Fasanini*, dont il est cessionnaire, pour une machine à tisser toute sorte d'étoffes et qui s'arrête lorsque les fils de la chaîne ou de la trame se cassent;

96.º Le sieur *Bidreman (Nicolas)*, fabricant de plâtre, demeurant commune de Vaize, faubourg de Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 4 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 22 juillet précédent, pour un moulin à broyer et moudre le plâtre qu'il nomme moulin tamiseur ou moulin percé;

97.º Le sieur *Desmonts fils*, demeurant à Paris chez le sieur *Rateau*, rue Saint-Honoré, n.º 357, auquel il a été délivré, le 17 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 6 septembre 1828, pour divers moyens mécaniques à l'aide desquels on peut aller sur l'eau et sur la glace par l'action des pieds, des mains, du vent et de la vapeur, désignés sous les dénominations de *aquapède* et *charnautique*;

98.º Les sieurs *Poujade (André)*, distillateur, demeurant à Ferrals (Aude), et *Boyer (Pierre)*, chaudronnier, demeurant à Béziers, département de l'Hérault, auxquels il a été délivré, le 17 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des perfectionnemens apportés à l'appareil distillatoire d'*Edouard Adam*;

99.º Le sieur *Abbot* de Londres, représenté par le sieur *Feron*, menuisier, demeurant à Paris, rue Saint-Nicolas d'Antin, n.º 14, auquel il a été délivré, le 17 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour un mécanisme perfectionné propre à la fabrication du feutre;

100.º Le sieur *George (Antoine)*, de Lyon, faisant élection de domicile à Paris chez le sieur *George*, entrepreneur, demeurant rue Papillon, n.º 8, auquel il a été délivré, le 17 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une machine à battre les grains et à les vanner simultanément;

101.º Le sieur *Portal*, négociant de Bordeaux, représenté à Paris par

Le sieur *Duvergier* jeune, demeurant rue du Bac, n.º 53, auquel il a été délivré, le 17 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour un nouveau système de chaudières à vapeur propres aux usages ordinaires et spécialement à la navigation des rivières ;

102.º Le sieur *Newton* (*William*), ingénieur civil, de Londres, représenté à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.º 28, auquel il a été délivré, le 17 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour des perfectionnements dans les mécaniques propres à fabriquer le tulle dit *bobin-net*, au moyen d'un nouvel appareil rotatif appliqué aux machines dites *principe de Levers* ;

103.º Le sieur *Sulot* (*Nicolas*), professeur de musique, demeurant à Dijon, département de la Côte d'Or, auquel il a été délivré, le 17 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour un nouveau système de table harmonique à ondulations adaptée sur des éclisses courbes ;

104.º Le sieur *Galy-Cazalat*, professeur, demeurant à Versailles, département de Seine-et-Oise, auquel il a été délivré, le 22 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 24 janvier précédent, pour une lampe aérostique destinée à compléter le système d'éclairage dans lequel on emploie l'eau pure, l'air et l'huile ;

105.º Le sieur *Pimont* (*Pierre-Prosper*), fabricant d'indiennes, demeurant à Darnetal, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 22 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé propre à rendre la laine teinte ou non teinte apte à être filée sans y ajouter l'huile ;

106. Le sieur *Truffaut* (*Louis-Henri-Joseph*), demeurant à Paris, rue de Louis-le-Grand, n.º 9, auquel il a été délivré, le 22 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des moyens et procédés propres à construire et à adapter les pentures destinées à suspendre et porter le gouvernail des vaisseaux et autres navires ;

107.º Le sieur *Duclos*, horloger, demeurant à Paris, rue des Trois-Frères, n.º 21, auquel il a été délivré, le 22 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une pendule universelle indiquant à-la-fois l'heure actuelle sous tous les méridiens ;

108.º Le sieur *Fuyard* (*Jean-Joseph*), marchand de bois à brûler, demeurant à Paris, quai de l'Hôpital, n.º 7, auquel il a été délivré, le 22 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une mesure qu'il nomme *pesostère* propre au pesage et au mesurage du bois à brûler ;

109.º Le sieur *d'Hardiviller*, artiste peintre, demeurant à Paris, rue du Bac, n.º 82, auquel il a été délivré, le 22 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un procédé qu'il nomme *autochromie*, propre à exécuter une nouvelle peinture à l'huile ;

110.º Les sieurs *Chaussonot* (*Bernard*) et *Alliette* (*Louis-Jean-Baptiste*), demeurant à Paris, rue Saint-Victor, n.º 64, auxquels il a été délivré, le 22 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une lampe à niveau constant ;

111.º Le sieur *Mengeant* (*Jacques-Pierre*), demeurant à Lieurey, arrondissement de Pont-Audemer, département de l'Eure, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour la confection de chaudières à pieds creux ;

112.º Le sieur *Adams* (*Brian*), de Londres, représenté à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve Saint-Augustin, n.º 28, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour des perfectionnements dans le principe et le système de construction des canons propres à l'artillerie de terre et de mer et autres armes à feu ;

113.º Les sieurs *Philippe* (*Eugène*) et *Nicolau de Montriblond*, demeurant à Paris, rue d'Austerlitz, à la grande scierie, auxquels il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour une scierie de machines propres à la confection des roues de voiture ;

114.º Le sieur *Lahove* (*Gabriel-Placide*), mécanicien, demeurant à Toulouse, département de la Haute-Garonne, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un pétrin mécanique ;

115.º Le sieur *Jaccond* (*Abraham-Emmanuel*), marchand à Vienne, faisant élection de domicile chez les sieurs *Bert* et compagnie, marchands drapiers, demeurant rue Mercière, n.º 11, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour des procédés destinés à être appliqués à tous moyeux, essieux, grenouilles, pivots, &c., de toute espèce de roues et rouages, et ayant l'avantage de contenir dans chacun de ces corps et sans perte l'huile servant à leur graissage ;

116.º Le sieur *Briet* (*Bernard*), fabricant de toiles, demeurant à Troyes, département de l'Aube, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine qu'il nomme *additionneur* ;

117.º Le sieur *Le Roy-Barré*, mécanicien, demeurant à Sedan, département des Ardennes, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des cardes en cuir fort, boutées en fil de fer affilé de tous numéros destinées à préparer les grosses matières filamenteuses ;

118.º Le sieur *Fusz* (*Pierre*), mécanicien, demeurant à Paris, rue Traversière Saint Honoré, n.º 22, hôtel de Bristol, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un cinquième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 22 juin 1827, pour une mécanique qu'il appelle *enrayure à levier*, propre à enraayer les voitures sans que le conducteur et le postillon soient obligés de descendre ;

119.° Le sieur *Crozel (François)*, négociant, demeurant à Chatte, département de l'Isère, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 23 avril précédent, pour un moulin à soie expéditif, apprêt progressif et régulier;

120.° Le sieur *Oudinot-Lutel*, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg Poissonnière, n.° 32, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 7 mai précédent, pour l'application des étoffes de crin à la confection des habillements;

121.° Le sieur *Dalton (Samuel)*, fabricant de boutons, demeurant à Paris, allée des Veuves, n.° 13 bis, aux Champs-Élysées, auquel il a été délivré, le 28 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour des procédés propres à fabriquer des boutons à queue flexible, molle, ou composée de toutes matières que l'aiguille peut percer;

122.° Le sieur *Dien (Charles)*, ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 106, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des méridiens, cercles et galets métalliques servant au mécanisme des globes et sphères;

123.° Le sieur *Selligue (Alexandre-François)*, imprimeur, ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue des Jeûneurs, n.° 4, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un four à plancher mobile et à régulateur de température;

124.° Le sieur *Leblanc de Marconnay*, jurisconsulte, demeurant à Paris, rue de Cléry, n.° 82, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une cuisine roulante, ou voiture-cuisine, qu'il nomme *thotheking*;

125.° Le sieur *Bronzac*, maître de forges, demeurant à Paris, quai Voltaire, n.° 21, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 mai précédent, pour un appareil qu'il nomme *cheminée à foyer mobile*;

126.° Le sieur *Tuillière jeune (Jacques)*, demeurant à Auch, département du Gers, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 4 août 1818, pour un appareil distillatoire continu;

127.° Le sieur *Leturc*, entrepreneur de serrurerie, demeurant à Paris, rue de Miroménil, n.° 37, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 16 octobre 1828, pour un appareil calorifère qu'il nomme *calorifère et poêle à circulations hélicoïdes*;

128.° Le sieur *l'Épine (Jacques-Nicolas)*, demeurant à Paris, faubourg Saint-Martin, n.° 97, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le

certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 30 octobre 1827, pour un appareil portatif propre à l'éclairage des appartements, usines, ateliers, &c., par le gaz-hydrogène en se servant de la chaleur produite dans toute espèce de foyers;

129.° Le sieur *Dyer (Joseph-Chesborough)*, de Manchester, représenté à Paris par le sieur *Farey*, demeurant rue Hauteville, n.° 24, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour une machine servant à conduire à la surface des bobines ou broches les rubans de coton, de fil ou autres matières propres à être filées, et à guinder et comprimer ces mêmes rubans à leurs surfaces;

130.° Le sieur *Reybert (Antoine-Michel)*, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, n.° 24, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de cinq ans pour des moyens propres à sécher les bois de toute espèce et les empêcher de se déjeter et de se déjoindre;

131.° La dame *Dulac née Delapierre*, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n.° 62, à laquelle il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'elle a pris, le 29 juin précédent, pour des procédés de fabrication d'un pain qu'elle nomme *substanciel*;

132.° Le sieur *Chaumette (Géniez-Maurice-André)*, ingénieur, demeurant à Paris, rue Quinquampoix, n.° 48, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 14 juillet 1826, pour un nouveau jeu de cartes;

133.° Le sieur *Rousseau (Charles-François-Prospér)*, fabricant de bretelles, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 305, auquel il a été délivré, le 31 décembre dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des moyens de fabriquer des chaussons et autres objets avec le tricot en laine ou en coton qu'on emploie ordinairement à la confection des bretelles, sans autre couture que celle qui doit réunir cette chaussure à la semelle.

2. Les cessions des brevets ci-dessous rappelés, ayant été revêtues de toutes les formalités prescrites par l'article 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791, sont déclarées régulières et devront sortir leur plein et entier effet, savoir :

1.° La cession faite, le 10 septembre 1828, au sieur *Ronjat*, avocat, demeurant à Vienne, par le sieur *Bourrousse de Laffor*, représenté par le sieur *Augier*, avocat, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 30 octobre 1827, pour un procédé qu'il nomme *statilégie*, propre à apprendre à lire en peu de temps, à la charge par le sieur *Ronjat* de n'exercer ces droits que dans le département de l'Isère;

2.° La cession faite, le 22 septembre 1828, au sieur *Ogier*, ancien géomètre du cadastre, demeurant à Chichilianne, par le sieur *Ronjat*, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pris, le 30 octobre 1827, par le sieur *Bourrousse de Lafforre*, dont il est en partie cessionnaire, pour un procédé qu'il nomme *statilégie*, propre à apprendre à lire en peu de temps, à la charge par le sieur *Ogier* de n'exercer ces droits que dans le canton de Clelles, département de l'Isère;

3.° La cession faite, le 26 septembre 1828, au sieur *Giroud*, demeurant à Beaurepaire, par le sieur *Ronjat*, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pris, le 30 octobre 1827, par le sieur *Bourrousse de Lafforre*, dont il est en partie cessionnaire, pour un procédé qu'il nomme *statilégie*, propre à apprendre à lire en peu de temps, à la charge par le sieur *Giroud* de n'exercer ces droits que dans le canton de Beaurepaire, département de l'Isère;

4.° La cession faite, le 2 mars dernier, au sieur *Barral*, demeurant à Grenoble, par le sieur *Gallien*, représenté par le sieur *Augier*, de ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 4 septembre 1828, pour une méthode propre à apprendre l'orthographe en peu de temps, à la charge par le sieur *Barral* de n'exercer ces droits que dans la ville de Grenoble et ses faubourgs;

5.° La cession faite, le 17 mars dernier, au sieur *Charvet*, demeurant à Grenoble, par le sieur *Ronjat*, de ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pris, le 30 octobre 1827, par le sieur *Bourrousse de Lafforre*, dont il est en partie cessionnaire, pour un procédé qu'il nomme *statilégie*, propre à apprendre à lire en peu de temps, à la charge par le sieur *Charvet* de n'exercer ces droits que dans toute l'étendue de l'arrondissement de Grenoble, le canton de Clelles excepté;

6.° La cession faite, le 12 juin dernier, au sieur *Jules Dumoulin*, demeurant à Paris, passage Saulnier, n.° 1, par le sieur *Raymond*, de tous les droits qui lui restent au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 mai 1825, pour des perfectionnements dans les machines à vapeur;

7.° La cession faite, le 23 septembre dernier, au sieur *Grillet*, dessinateur, demeurant à Nîmes, par le sieur *Bureau*, de tous ses droits au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 13 septembre 1828, pour un procédé propre à la confection des dessins sur étoffes;

8.° La cession faite, le 24 septembre dernier, au sieur *Guigo*, mécanicien, demeurant côte des Carmélites, à Lyon, par le sieur *Fasanini*, de tous ses droits au brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 18 mai 1827, pour une machine à tisser toute sorte d'étoffes, et qui s'arrête lorsque les fils de la chaîne ou de la trame se cassent, ainsi que de divers brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre;

9.° La cession faite, le 26 octobre dernier, au sieur *de Malortie*, juge au tribunal civil de Rouen, y demeurant, boulevard Bouvreuil, n.° 62, par le sieur *Valery*, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 décembre 1828, conjointement avec le sieur *Perrot*, pour une machine propre à la division et à la mise en poudre des bois de teinture;

10.° Le transport fait, le 30 octobre dernier, aux sieurs *Viennot*, ex-inspecteur du mobilier de la couronne, et de *Montullé*, colonel de cavalerie en retraite, demeurant tous deux à Paris, rue Papillon, n.° 4, par le sieur

Gueneau, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans pris, le 4 décembre suivant, par le sieur *Chaussonot*, dont il était cessionnaire, pour une cheminée et poêle à foyer suspendu mobile et à régulateur;

11.° La cession faite, le 7 novembre dernier, au sieur *Rateau père*, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.° 357, par le sieur *Desmonts fils*, de ses droits au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 6 septembre 1828, pour divers moyens mécaniques à l'aide desquels on peut aller sur l'eau et sur la glace par l'action des pieds, des mains, du vent et de la vapeur, désignés sous les dénominations de *aquapède* et *char nautique*, ainsi qu'au brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre;

12.° La cession faite, le 9 novembre dernier, à la raison commerciale connue sous la dénomination de femme *Deverinne* et *Vrignat* fils, demeurant à Brouchy, arrondissement de Péronne, par les sieurs *Dumont*, *Harpignies*, *Blanquet* et compagnie, du droit de se servir du brevet d'invention de dix ans pris, le 13 décembre 1823, par les sieurs *Jolin*, *Dubois* et compagnie, et *Dumont*, dont ils sont cessionnaires, pour des moyens de clarification, de filtration et de cuisson des sucres, ainsi que des brevets de perfectionnement et d'addition à ce titre;

13.° La cession faite, le 16 novembre dernier, au sieur *Lucotte*, demeurant à Paris, rue Sainte-Anne, n.° 22, par le sieur *Baudin* aîné, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 26 mars 1828, pour un nouveau mode de transport conservateur du poisson;

14.° La cession faite, le 18 novembre dernier, au sieur *Nicolas Fonzi*, demeurant à Paris, rue Taitbout, n.° 12, par le sieur *Joseph-Ange Fonzi*, de ses droits au brevet d'invention et d'importation de dix ans qu'il a pris, le 24 septembre précédent, pour un appareil qu'il nomme *fonzienne*, en fonte de fer et en toute autre matière solide, propre à brûler le charbon de terre à découvert, sans odeur ni fumée;

15.° La cession faite, le 1.° décembre dernier, au sieur *Courvoisier*, ancien gendarme, demeurant à Vellexon, canton de Fresno-Saint-Mamès, arrondissement de Gray, département de la Haute-Saône, par le sieur *Laurens*, de ses droits au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 21 mars précédent, pour des procédés propres à apprendre à lire, à écrire, l'orthographe et les langues en très-peu de temps, à la charge par le sieur *Courvoisier* de n'exercer ces droits que dans les cantons de Gray et de Fresno-Saint-Mamès;

16.° La cession faite, le 3 décembre dernier, au sieur *Lupé*, demeurant à Paris, quai de Grève, n.° 10, par le sieur *Salmon*, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 13 juin précédent, pour des procédés de fabrication d'un engrais nouveau;

17.° La cession faite, le 12 décembre dernier, à la demoiselle *Juliette-Clémentine Lenoir*, demeurant à Paris, quai de la Mégisserie, n.° 66, par le sieur *Lenoir son père*, de tous ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 15 février 1826, pour des procédés de production, de conservation et de transport de la glace et pour son application à divers objets d'utilité, ainsi qu'au brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre;

18.° La cession faite, le 16 décembre dernier, aux sieurs *Lefebvre* et compagnie, représentés à Paris par le sieur *Lefebvre-Beziers*, liquidateur

de ladite compagnie, demeurant boulevard de la Madeleine, n.° 17, par le sieur *Pelletan*, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 octobre 1828, pour un nouveau procédé de fabrication de carbonate de soude.

3. Il sera adressé à chacun des brevetés et cessionnaires ci-dessus dénommés une expédition de l'article qui le concerne.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 10.^e jour du mois de Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.° 13,514. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.*

Au château des Tuileries, le 28 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir:

1.^o Fontaine (Haut-Rhin), de la coupe de deux hectares cinquante ares du canton de ses bois dit *Fahi*, à prendre à la suite de la coupe affouagère de 1830;

2.^o Martres (Haute-Garonne), de l'élague d'un canton de ses bois en taillis, contenant environ onze hectares;

3.^o Juzet de Luchon (Haute-Garonne), de la coupe de six cents sapins à prendre dans ses bois;

4.^o Franquevielle (Haute-Garonne), de la coupe de trois chênes à prendre dans ses bois;

5.^o Gizey-les-Nobles (Yonne), de la coupe, pour l'ordinaire 1830, de dix hectares environ composant la partie la plus âgée de la réserve de ses bois;

6.^o Rozebeures (Meurthe), de la coupe, par forme de recépage, des quatorze hectares à prendre dans la partie la plus âgée de sa réserve;

7.^o Pourlaus (Saône-et-Loire), de la coupe, en deux années successives et

par portions égales, des douze hectares quatre-vingt-quatorze ares composant la réserve de ses bois;

8.^o Saint-Cyr (Saône-et-Loire), de la coupe de soixante arbres à prendre parmi les plus dépérissans de sa réserve;

9.^o Fourcatier et Maison-Neuve (Doubs), de la coupe de soixante-cinq sapins dépérissans à prendre dans sa réserve;

10.^o Martincourt (Meurthe), de la coupe de quatre hectares trente-et-un ares faisant la partie la plus âgée de sa réserve;

11.^o Saint-Menges et Floing (Ardennes), de la coupe de cent soixante-seize arbres composant une lisière indivise des bois de ces communes;

12.^o Oueilhous et Oléac-Dessus (Hautes-Pyrénées), de la coupe de sept chênes à prendre, savoir: cinq dans les bois de la première de ces communes, et deux dans ceux de l'autre;

13.^o Saint-Lary (Haute-Garonne), de la coupe de six chênes à prendre dans ses bois;

14.^o Bains (Vosges), de la coupe de cinq chênes anciens et de sept baliveaux existant sur un chemin qui traverse les bois de cette commune, au canton de Raval;

15.^o Hacourt (Haute-Marne), de la coupe, par forme de recépage, du bois appelé *le Bouchot*, contenant deux hectares vingt ares soixante-treize centiares et appartenant à ladite commune;

16.^o Adervielle (Hautes-Pyrénées), de la coupe de cinquante sapins à prendre dans ses bois au canton dit *Ombre*;

17.^o Arbigny-sous-Varenne (Haute-Marne), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, à partir de l'ordinaire 1831, du bois dit *la Dame du lieu*, et appartenant à ladite commune;

18.^o Puntous (Hautes-Pyrénées), de la coupe de deux cent vingt arbres qui seront pris en jardinant parmi les plus dépérissans dans ses bois;

19.^o Chavannes (Ain), de la coupe de cent arbres à prendre parmi les plus dépérissans de la coupe ordinaire 1827 de ses bois;

20.^o La Villedieu (Doubs), de la coupe de trois cents sapins à prendre parmi les plus dépérissans de sa réserve;

21.^o Bizot (Doubs), de la coupe de cent cinquante sapins dépérissans à prendre dans sa réserve;

22.^o Freybouse (Moselle), de la coupe de quatorze chênes dépérissans à prendre, savoir: six dans les fossés qui bordent la réserve de ses bois, et huit sur deux chemins qui la traversent.

2. Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de la commune de Mareuil-la-Motte (Oise).

3. La commune de Noël-Cerneux (Doubs) est autorisée à échanger le canton de ses bois dit *Bois-Dessus*, contenant trois hectares, contre quatre hectares de terrain du communal de Rancevaux, sous la condition que ce terrain sera clos de murs, cultivé, ensemencé de vingt décalitres de graines de sapin et planté de mille jeunes épicéas, et qu'en outre il sera levé un plan général des bois de ladite commune.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 28 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 13,515. — ORDONNANCE DU ROI portant enregistrement et transcription, sur les registres du Conseil d'état, des statuts des sœurs de Saint-Joseph établies aux Vans (Ardèche). (Paris, 17 Janvier 1830.)

N.^o 13,516. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la congrégation des sœurs de Saint-Joseph établie aux Vans (Ardèche). (Paris, 14 Février 1830.)

N.^o 13,517. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des religieuses clairistes établie à Marseille (Bouches-du-Rhône). (Paris, 14 Février 1830.)

N.^o 13,518. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des religieuses clairistes (seconde maison) établie à Marseille, département des Bouches-du-Rhône. (Paris, 7 Mars 1830.)

N.^o 13,519. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Louis-Paul Guillotin et Auguste-Marie-Laurent Guillotin à s'appeler à l'avenir Louis-Paul Sainte-Marie et Auguste-Marie-Laurent Sainte-Marie, sans aucune addition; à la charge par les impétrants, à l'expiration du délai fixé par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803, de se pourvoir, s'il y a lieu, devant le tribunal de première instance compétent pour faire faire les changemens convenables sur les registres de l'état civil du lieu de leur naissance. (Paris, 24 Février 1830.)

N.^o 13,520. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur Citati (Gaétan-Jean-Nicolas), né à Palerme en Sicile le 12 mai 1799, commis négociant, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône,

2.^o Le sieur Joseph Genessaux, né à Cracovie en Pologne en 1796, demeurant à Loisy Grivy, département des Ardennes,

3.^o Le sieur Korber (Jean-Christophe), né à Sindelfing, royaume de Wurtemberg, le 13 mars 1784, tailleur d'habits, demeurant à Pontailleur, département de la Côte-d'Or,

4.^o Le sieur Bittmann (Guillaume-Henri), né le 3 mai 1797 à Emmandingen, grand-duché de Bade, boulanger, demeurant à Pontailleur, département de la Côte-d'Or,

5.^o Le sieur Werly (Jean), né à Bâle en Suisse le 2^o juin 1779, mécanicien, demeurant à Bar-le-Duc, département de la Meuse,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.^o 13,521. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur Oneti (Nicolas), né le 16 septembre 1788 à Lavagne, duché de Gènes, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône,

2.^o Le sieur Tagliaferro (Pierre-Jean), né le 8 décembre 1785 à Lai-gueglia, duché de Gènes, subrécargue, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 11 Mars 1830.)

N.^o 13,522. — ORDONNANCE DU ROI qui admet le sieur Dreyer (Sébastien-Frédéric), né le 14 février 1802 à Meiningen en Saxe, charpentier, demeurant à Sainte-Marie-aux-Mines, arrondissement de Colmar, département du Haut-Rhin, à établir son domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Paris, 17 Février 1830.)

N.^o 13,523. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur de Bouffier (Joseph-Marie Louis-Alfred), né le 18 septembre 1809 à Grenoble, département de l'Isère, fils du sieur Jean-Pierre de Bouffier et de dame Elisabeth-Françoise-Pauline Desportes, son épouse, est autorisé à prendre du service près de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, sans perdre la qualité et les droits de Français; à la charge toutefois par lui de ne jamais porter les armes contre la France, pour quelque cause que ce puisse être, sous les peines contenues dans les lois, ordonnances et réglemens du royaume. (Saint-Cloud, 29 Juillet 1829.)

N.^o 13,524. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur Brack (Antoine-Fortuné), né à Paris le 8 avril 1789, chef d'escadron en non-activité, officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, est autorisé à prendre du service près de Sa Majesté l'Empereur du Brésil, sans perdre la qualité et les droits de Français; à la charge toutefois par lui de ne jamais porter les armes contre la France ni contre les puissances avec lesquelles elle est en paix, pour quelque cause que ce puisse être, sous les peines contenues dans les lois, ordonnances et réglemens du royaume. (Paris, 15 Novembre 1829.)

N.^o 13,525. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Jean-André-Marc Macaire, garde adjudant du génie, employé au ministère de la guerre, né à Genève, ancien département du Léman, le 13 mars 1780. (Paris, 24 Mai 1816.)

N.^o 13,526. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Marchal (Philippe), né le 18 janvier 1787 à Harnencourt, grand-duché de Luxembourg, ancien militaire, demeurant à

Villecloye, arrondissement de Montmédy, département de la Meuse.
(*Paris, 22 Octobre 1823.*)

N.º 13,527. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Denoël* (*Henri-Joseph*), né le 23 septembre 1773 à Liège, royaume des Pays-Bas, gendarme à cheval à la résidence de Vauvillers, département de la Haute-Saône. (*Paris, 8 Février 1826.*)

N.º 13,528. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Bastin* (*Jean-Joseph-Victorien*), né le 30 décembre 1774 à Daussoy, royaume des Pays-Bas, gendarme à cheval à la résidence de Chesne, département des Ardennes. (*Paris, 1.º Mars 1826.*)

N.º 13,529. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Mathieu* (*Jean-Baptiste-Alphonse-Raimond*), né le 29 septembre 1782 à Surice, royaume des Pays-Bas, demeurant à Vireux-Wallerand, département des Ardennes. (*Paris, 21 Novembre 1827.*)

N.º 13,530. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Lefebvre* (*Honoré-Benoît*), né le 6 septembre 1786 à Bruxelles, royaume des Pays-Bas, ex-sergent au régiment de Rennes (huitième d'artillerie à pied), chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, demeurant à Beziers, département de l'Hérault. (*Saint-Cloud, 5 Juin 1828.*)

N.º 13,531. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Gossel* (*Carsten*), né le 5 janvier 1777 à Meschendorff, royaume de Danemark, demeurant à Dieppe, département de la Seine-Inférieure. (*Saint-Cloud, 24 Juin 1829.*)

N.º 13,532. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Roggero* (*Laurent*), né le 11 avril 1784 à Piazze, diocèse de Turin en Piémont, tailleur d'habits à Cherbourg, département de la Manche. (*Saint-Cloud, 24 Juin 1829.*)

N.º 13,533. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Lemye* (*Élie-Evrard*), né le 16 décembre 1777 à Perruwelz, royaume des Pays-Bas, gendarme à cheval de la brigade de Condé, département du Nord. (*Saint-Cloud, 15 Octobre 1829.*)

N.º 13,534. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Ortega* (*Thomas-Joseph*), né le 18 septembre 1792 à Madrid, royaume d'Espagne, sous-lieutenant au régiment de Hohenlohe. (*Saint-Cloud, 15 Octobre 1829.*)

N.º 13,535. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Cerale* (*Louis-Joseph*), né le 4 mai 1779 à Gassino

en Piémont, docteur en chirurgie, demeurant à la Palud, arrondissement d'Orange, département de Vaucluse. (*Paris, 8 Novembre 1829.*)

N.º 13,536. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Munchalfen* (*Michel*), né le 11 novembre 1784 à Arnoldsweiler, ancien département de la Roer, gendarme à pied à la résidence de Louvigné du Désert, département d'Ille-et-Vilaine. (*Paris, 8 Novembre 1829.*)

N.º 13,537. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Nasi* (*Joseph-Antoine*), né le 26 septembre 1785 à Erli en Piémont, lieutenant honoraire à l'hôtel royal des invalides. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,538. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Molter* (*Augustin-Léopold*), né le 15 novembre 1775 à Fulde, grand-duché de Francfort, chef de bataillon en retraite, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin. (*Paris, 30 Décembre 1829.*)

N.º 13,539. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Licci* (*Dominique-Marie-Pompilius-Nicolas-Ambroise*), né le 6 décembre 1768 à Campi, royaume de Naples, officier de santé de la marine à Toulon, département du Var. (*Paris, 27 Janvier 1830.*)

N.º 13,540. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des gîtes de minerais de fer connexes et non connexes avec la houille situés aux environs de Villebeuf et de Fougineux, communes de Roche-la-Molière et de Saint-Genest de Lerpt, département de la Loire, à la compagnie concessionnaire des mines de houille de Roche-la-Molière et Firminy. (*Paris, 13 Décembre 1829.*)

N.º 13,541. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur de Charrin à transformer la fenderie qu'il possède dans la commune de Saint-Paul-en-Jarret (Loire) en une usine à affiner le fer. (*Paris, 13 Décembre 1829.*)

N.º 13,542. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Renard-Massin* à remplacer le moulin de la commune de Pourru-Saint-Remi (Ardennes) par une usine à fer composée de deux fours de chaufferie et d'un feu d'affinerie. (*Paris, 13 Décembre 1829.*)

N.º 13,543. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Pot* à transformer en un martinet à fer le moulin à foulon qu'il possède à Nevers, département de la Nièvre. (*Paris, 23 Décembre 1829.*)

N.º 13,544. — ORDONNANCE DU ROI portant concession de la mine de lignite dite du Plan d'Aups, située dans la commune de ce nom, départe-

ment du Var, aux sieurs *Pasquier, Grimaud, Maloye, André et Olivier*, réunis en compagnie. (*Paris, 23 Décembre 1829.*)

N.º 13,545. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Mertian frères* à tenir et conserver en activité l'*usine à traiter le fer et le cuivre* qu'ils possèdent dans la commune de *Montataire*, département de l'Oise. (*Paris, 23 Décembre 1829.*)

N.º 13,546. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la dame veuve *Vezy* à conserver et tenir en activité, conjointement avec le sieur *Masson*, un *lavoir à bras* pour le lavage du minerai de fer, établi dans la commune de *Frétigney*, département de la Haute-Saône. (*Paris, 23 Décembre 1829.*)

N.º 13,547. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le baron de la *Roche-foucauld* à tenir en activité le *martinet pour le parage du fer* qu'il possède dans la commune de *Montfort*, département de l'Aude. (*Paris, 30 Décembre 1829.*)

N.º 13,548. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Petremand de Valay* à conserver et tenir en activité le *patouillet* et les quatre *lavoirs à bras* qu'il possède dans la commune de *Valay*, département de la Haute-Saône, et qui sont destinés au lavage du minerai de fer. (*Paris, 30 Décembre 1829.*)

N.º 13,549. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Husson* et compagnie à conserver et tenir en activité la *tréfilerie* qu'ils possèdent dans la commune de *Plombières*, département des Vosges. (*Paris, 30 Décembre 1829.*)

N.º 13,550. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe aux 21 mars et 26 août les deux *foires* précédemment instituées dans la commune de *Montréal* (Yonne), pour y avoir lieu les 26 mars et 25 août. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,551. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe aux 14 avril, 13 juin et 12 septembre, les trois *foires* précédemment instituées dans la commune de *Guillon* (Yonne), pour y avoir lieu les 25 avril, 30 juin et 29 septembre. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,552. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe au 15 novembre la *foire* précédemment instituée dans la commune de *Maisonisse* (Creuse), pour y avoir lieu le 28 octobre. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,553. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement de deux *foires* annuelles dans la ville d'*Ax* (Ariège) : elles se tiendront les 21 décembre et 1.º février. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,554. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'une *foire* annuelle dans la commune d'*Audruicq* (Pas-de-Calais) : elle aura lieu le troisième mercredi d'octobre. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,555. — ORDONNANCE DU ROI portant que la *foire* fixée au 28 octobre dans la commune de *Saint-Victor-l'Abbaye* se tiendra à l'avenir le 20 du même mois. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,556. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'une *foire* dans la commune de *Champs* (Cantal) : elle se tiendra le 2 octobre de chaque année. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,557. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'une *foire* annuelle dans la commune de *Casamaccioli* (Corse) : cette *foire* est fixée au 7 septembre, et durera deux jours. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,558. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'une *foire* annuelle dans la commune de *Vico* (Corse) : elle s'ouvrira le 24 juin, et durera deux jours. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,559. — ORDONNANCE DU ROI portant que la *foire* dite de *Saint-Michel*, fixée au 29 septembre dans la commune de *Fuveau* (Bouches-du-Rhône), se tiendra à l'avenir le 11 du même mois. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,560. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement de deux *foires* dans la commune de *Brassac* (Puy-de-Dôme) : elles se tiendront le 1.º avril et le 30 septembre de chaque année. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,561. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement de deux *foires* annuelles dans la commune de *Saint-Amans-la-Bastide* (Tarn) : elles se tiendront les 28 avril et 17 août à *Albine*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,562. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe au second jeudi des mois de février, mars, avril et mai, les quatre *foires* précédemment instituées pour avoir lieu dans la commune d'*Aigrefeuille* (Loire-Inférieure), le second mercredi des mois d'avril, mai, juillet et septembre. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,563. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe au premier lundi de septembre la *foire* précédemment instituée pour avoir lieu dans la commune de *Briey* (Moselle) le dernier lundi du même mois. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,564. — ORDONNANCE DU ROI portant à quatre jours au lieu d'un la durée de la *foire* qui s'ouvre dans la ville de *Roye* (Somme) le lundi de la *Quasimodo*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.º 13,565. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe au dernier samedi du mois de mars et au 11 septembre les deux foires précédemment instituées dans la commune de *Sauveterre* (Basses-Pyrénées), pour y avoir lieu les 10 août et 2 décembre. (Paris, 20 Décembre 1829.)

N.º 13,566. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement d'une foire annuelle à *Joigny* (Yonne) : elle se tiendra le lundi après Pâques. (Paris, 20 Décembre 1829.)

N.º 13,567. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice de *Voiron* (Isère), 1.º d'une somme de 12,000 francs par le sieur *Roux*, et 2.º par la demoiselle *Guimet*, de l'universalité de ses biens, s'élevant, déduction faite des legs et frais de la succession, à 5104 francs 20 centimes. (Paris, 2 Décembre 1829.)

N.º 13,568. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Castellet* (Var), par le sieur *Décugis*, d'un terrain contenant 90 centiares, destiné à agrandir le cimetière. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,569. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Piéval* (Pas-de-Calais), par la demoiselle *Larde*, d'un terrain estimé 170 francs, pour servir à l'agrandissement du cimetière. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,570. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Fontaine-les-Ribouts* (Eure-et-Loir), par la demoiselle *de Jarry*, d'une maison avec dépendances estimée 1860 francs. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,571. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Bourg-Vilain* (Saône-et-Loire), par le sieur *Dumont* et ses copropriétaires, de quatre vingt-cinquièmes dans la propriété de l'église. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,572. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Chemiré-en-Charnie* (Sarthe), par les sieur et dame *Aumont*, d'une maison estimée 3700 francs, avec le mobilier. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,573. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Rocles* (Allier), par la dame *Demercière*, d'une portion de terrain contenant 22 ares 33 centiares. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,574. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *la Celle-Saint-Cloud* (Seine-et-Oise), par le vicomte et la vicomtesse *de Morel-Vindé*, 1.º de divers immeubles consistant en un lavoir, deux jardins et une masse de bâtimens, 2.º de meubles

et effets mobiliers, et 3.º d'une rente annuelle et perpétuelle de 1800 fr. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,575. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Neuilly* (Marne), par la dame *de Marbœuf*, 1.º d'une somme de 2500 francs, et 2.º d'une somme de 3160 francs, pour compléter le montant du prix d'acquisition de la maison presbytérale. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,576. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait aux pauvres de *Paris* (Seine) par le sieur *de Thomé*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,577. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait à l'hospice des vieux hommes de *Saint-Quentin* (Aisne) par le sieur *Pit*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,578. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une créance de 6000 francs faite au bureau de bienfaisance de *Castelnaudary* (Aude) par la demoiselle *Thuriès*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,579. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 20,000 francs fait à l'hospice de *Brives* (Corrèze) par la dame veuve du maréchal *Brune*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,580. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Prades* (Lozère), par la dame *Molnès*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,581. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 livres tournois [49 francs 38 centimes] fait à l'hospice d'*Ernée* (Mayenne) par la dame *Coutard de la Blinière*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,582. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Reupoède* (Nord), par le sieur *de Bil*, d'une rente annuelle de 60 francs pendant cinquante ans. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,583. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 3000 francs fait à l'hôtel-Dieu de *Beauvais* (Oise) par la demoiselle *Leclerc*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,584. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait aux pauvres de *Sains* et du *Quesnoy*, commune de *Sains-Morenviller* (Oise), par le sieur *Dubreuil*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,585. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Gerde* (Hautes-Pyrénées), par le sieur *Gachassin*, de tout son mobilier estimé 1935 francs environ. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,586. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice et le bureau de bienfaisance de *Lagny* (Seine-et-Marne) à accepter les Legs faits par le sieur *Fontaine* d'une somme de 1000 francs à chacun de ces établissements. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,587. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait à l'hospice de *Cuers* (Var) par la dame veuve *Barbaroux*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,588. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait à l'hospice d'*Avallon* (Yonne) par le sieur *Denesvre*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,589. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait à la commune de *Banogne* et *Reouvrance* (Ardennes) par le sieur *Fromentin*. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,590. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation offerte à la commune de *Morbecque* (Nord), par les sieur et dame *Taffin*, d'une maison avec dépendances, pour servir à l'établissement d'un presbytère. (Paris, 8 Décembre 1829.)

N.º 13,591. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les hospices et le bureau de bienfaisance de *Toulon* (Var) à accepter les Legs faits par la dame veuve *Barrand* d'une somme de 1000 francs à l'hospice de la Charité et d'une somme de 600 francs aux pauvres de chacune des églises Saint-Louis et Saint-Pierre. (Paris, 16 Décembre 1829.)

N.º 13,592. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour moitié seulement, les Legs de 2500 francs faits aux pauvres de *Vouziers* (Ardennes) et à chacun des deux hospices de la Maternité et de Saint-Nicolas de *Metz* (Moselle) par le sieur *Gossin*. (Paris, 16 Décembre 1829.)

N.º 13,593. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 459 francs environ, fait aux pauvres de *Brugairolles* (Aude) par le sieur *Estruc*. (Paris, 16 Décembre 1829.)

N.º 13,594. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 4000 francs faite à l'hospice de *Montpasier* (Dordogne) par les sieur et demoiselle *Dupourteil*. (Paris, 16 Décembre 1829.)

N.º 13,595. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, pour les deux tiers de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 3800 francs environ, fait aux pauvres de *Bosdarros* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Mirasson*. (Paris, 16 Décembre 1829.)

N.º 13,596. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation offerte à la commune de *Goussainville* (Seine-et-Oise), par le sieur de *Nicolay*, d'une maison avec dépendances estimée 4000 francs, pour y établir le presbytère. (Paris, 16 Décembre 1829.)

N.º 13,597. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1480 francs faite à la commune de *Plailly* (Oise) par le sieur *Mellé* et la dame veuve *Lemaire*. (Paris, 16 Décembre 1829.)

N.º 13,598. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la société de charité maternelle de *Limoges* (Haute-Vienne) par le sieur *Laforêt-Desbardias*. (Paris, 16 Décembre 1829.)

N.º 13,599. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Fillières* (Moselle), par le sieur *Michel*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 400 francs, pour être employée aux frais d'éducation des jeunes filles de cette commune. (Paris, 23 Décembre 1829.)

N.º 13,600. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Pradines* (Loire), par le sieur *Debrosse* fils, d'un terrain estimé 380 francs et d'une somme de 300 francs, pour servir à l'établissement d'un nouveau cimetière. (Paris, 23 Décembre 1829.)

N.º 13,601. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Longpont* (Aisne) à accepter le Legs éventuel fait aux pauvres de cette commune par le sieur *Marchand*. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,602. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 735 francs de rente trois pour cent sur l'État, faite aux hospices de *Besançon* (Doubs) par le vicomte *Chifflet*, pair de France. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,603. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres d'*Arcis-sur-Aube* (Aube) par la dame *Baléme-Delatour*. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,604. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Saramon* (Gers) par le sieur *Lautrac*. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,605. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'œuvre du prêt gratuit du mont-de-piété de Montpellier (Hérault) par le sieur Flottes. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,606. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de Gien (Loiret) par la dame veuve de la Barre. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,607. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour la nue propriété seulement, le Legs universel, évalué à 5000 francs, fait aux hospices de Reims (Marne) par le sieur Gouillhart. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,608. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1100 francs fait aux pauvres de Brée (Mayenne) par les sieur et dame Ferré. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,609. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de la somme de 4000 francs faite aux pauvres de Château-Gontier (Mayenne) par le sieur Joubert. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,610. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Lestrem (Pas-de-Calais), par la dame veuve Linglin, d'une pièce de terre estimée 375 francs. (Paris, 30 Décembre 1829.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 18 Mars 1830*,
COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
18 Mars 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 344.)

N.º 13,611. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde Amnistie pour les Délits forestiers commis depuis le 1.ºr Décembre 1829 jusqu'au 1.ºr Mars 1830.

Au château des Tuileries, le 14 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le compte qui nous a été rendu par notre ministre secrétaire d'état des finances, qu'un grand nombre de délits forestiers ont été commis dans ces derniers temps par des individus non signalés jusqu'à ce jour comme délinquans forestiers;

Ayant égard à la position malheureuse dans laquelle beaucoup de familles ont pu se trouver par suite des rigueurs excessives de la saison,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.ºr Amnistie pleine et entière est accordée pour tous délits de coupe ou d'enlèvement de bois, genêts, bruyères et feuilles mortes, commis dans les forêts depuis le 1.ºr décembre 1829 jusqu'au 1.ºr mars 1830, par des individus contre lesquels aucun procès-verbal n'a été rapporté pour délit forestier depuis la promulgation de notre dernière ordonnance d'amnistie du 3 novembre 1827, et qui n'ont pas fait partie des rassemblemens qui se sont portés dans les forêts.

2. L'amnistie accordée par l'article précédent s'appliquera tant à l'emprisonnement et aux amendes qu'aux frais et aux dommages et intérêts prononcés et encourus au profit de l'État.

Ceux des délinquans qui seraient actuellement détenus seront immédiatement mis en liberté.

Il sera fait remise aux parties des objets saisis et non vendus qui seront reconnus leur appartenir.

VIII.º Série.

3. L'amnistie ne pourra être opposée aux particuliers, aux communes et aux établissements publics auxquels des dommages-intérêts et des dépens auraient été ou devraient être alloués.

4. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de la justice sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 14 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHARROL.

N.^o 13,612. — ORDONNANCE DU ROI relative à l'établissement d'un Pont suspendu sur l'Isle à Libourne, et aux Droits à percevoir au passage de ce pont, conformément au Tarif y annexé.

Au château des Tuileries, le 24 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu le cahier des charges dressé pour l'établissement d'un pont suspendu sur l'Isle à Libourne, à l'extrémité de la place du Fouras, moyennant la concession temporaire d'un droit de péage;

Vu le tarif des droits à percevoir sur ce pont après son achèvement, lesdits cahier des charges et tarif approuvés par notre ministre de l'intérieur;

Vu la lettre des sieurs *Balguerie* et compagnie, qui demandent l'établissement d'un pont suspendu sur l'Isle en remplacement du pont de bateaux qu'on avait d'abord projeté,

Le plan des lieux,

Le procès-verbal des opérations faites à la préfecture du département de la Gironde les 28 et 29 septembre 1829, pour parvenir à l'adjudication de l'entreprise avec publicité et concurrence;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'adjudication faite et passée le 29 septembre 1829, par le préfet de la Gironde, au sieur *Ginet*, pour

l'établissement d'un pont suspendu sur l'Isle à Libourne, à l'extrémité aval de la place du Fouras, moyennant la concession d'un droit de péage à percevoir sur ce pont pendant soixante années, est et demeure approuvée.

En conséquence, les clauses et conditions du cahier des charges recevront leur pleine et entière exécution, sauf en ce qui concerne la largeur du débouché des eaux entre les culées, fixée audit cahier de charges à cinquante-cinq mètres, et que l'adjudicataire s'engage à porter à soixante-cinq mètres.

2. Le cahier des charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication demeureront annexés à la présente ordonnance.

3. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires tant pour l'emplacement du pont que pour l'établissement de ses abords, en se conformant aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 24 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

TARIF des Droits à percevoir au passage du Pont suspendu à l'Isle à Libourne.

Une personne à pied.....	0 ^f 5 ^c
(Un enfant en âge de marcher seul paiera la taxe d'une personne.)	
Un cheval ou mulet monté, avec le cavalier.....	0. 15.
Un cheval ou mulet en lesse, chargé ou non.....	0. 10.
Un âne ou une ânesse chargé.....	0. 05.
Un bœuf ou une vache.....	0. 10.
Un veau ou porc.....	0. 02 1/2.
Moutons, brebis, boucs, chèvres ou chevreaux, cochons de lait, par tête.....	0. 02 1/2.
Par chaque paire d'oies ou de dindons (ou par tête un centime).	0. 02.
Un cabriolet à un cheval, conducteur compris.....	0. 35.
Idem..... à deux chevaux. idem.....	0. 50.
Idem..... à trois chevaux. idem.....	0. 60.

Une voiture de ville à quatre roues, trainée par un cheval ou par des hommes, conducteur compris.....	0 ^f 40 ^c
<i>Idem</i> ... à deux chevaux, conducteur compris.....	0. 60.
<i>Idem</i> ... à trois chevaux..... <i>idem</i>	0. 75.
<i>Idem</i> ... à quatre chevaux..... <i>idem</i>	1. 00.
Une chaise de poste ou diligence à deux roues et à deux chevaux, postillon compris, et le retour des chevaux pied levé....	1. 00.
<i>Idem</i> ... à trois chevaux..... <i>idem</i>	1. 50.
Une voiture à quatre roues ou diligence à deux chevaux de poste comme ci-dessus.....	1. 25.
<i>Idem</i> ... à trois chevaux.....	1. 50.
<i>Idem</i> ... à quatre chevaux.....	2. 00.
<i>Idem</i> ... à six chevaux.....	2. 50.
(Les voyageurs ne paieront qu'autant qu'ils passeront à pied, toute personne passant en voiture ne devant d'autre taxe que celle payée par l'équipage.)	
Char à bancs attelé de deux chevaux, conducteur compris....	1. 00.
<i>Idem</i> de trois chevaux.....	1. 25.
<i>Idem</i> de quatre chevaux.....	1. 50.
Charrette ordinaire ou de campagne attelée d'un seul cheval ou mulet, conducteur compris.....	0. 25.
<i>Idem</i> attelée d'une paire de bœufs, conducteur compris.....	0. 25.
<i>Idem</i> attelée de deux chevaux ou mulets.....	0. 30.
<i>Idem</i> attelée de deux paires de bœufs.....	0. 45.
Charrette attelée de trois chevaux ou mulets.....	0. 45.
<i>Idem</i> attelée d'un âne ou d'une ânesse.....	0. 10.
Voiture de roulage à deux roues, à un cheval, le conducteur compris.....	0. 60.
<i>Idem</i> à deux chevaux..... <i>idem</i>	1. 00.
<i>Idem</i> à trois chevaux..... <i>idem</i>	1. 25.
<i>Idem</i> à quatre chevaux..... <i>idem</i>	1. 50.
Chariot de roulage à quatre roues, à un cheval, compris le conducteur.....	0. 75.
<i>Idem</i> à deux chevaux..... <i>idem</i>	1. 25.
<i>Idem</i> à trois chevaux..... <i>idem</i>	1. 50.
<i>Idem</i> à quatre chevaux..... <i>idem</i>	2. 00.
Les voitures de roulage, quelle que soit leur espèce, paieront à vide, savoir :	
D'un à deux chevaux inclusivement.....	0. 60.
De trois à quatre chevaux inclusivement.....	0. 90.
Il sera payé par chaque cheval ou mulet et paire de bœufs, âne ou ânesse attelé, et excédant le nombre porté dans les articles précédents, savoir :	
Par chaque cheval ou mulet et paire de bœufs.....	0. 10.
Par chaque âne ou ânesse.....	0. 02 1/2.
Traineau attelé d'un cheval ou mulet, ou d'une paire de bœufs, et chargé, conducteur compris.....	0. 30.
Petite charrette ou broutette à bras, trainée par un homme....	0. 10.
<i>Idem</i> trainée par deux hommes.....	0. 15.

Il ne sera payé que la moitié du droit pour les bestiaux allant au pâturage ou employés au labour, ainsi que pour les voitures servant au transport des récoltes et des engrais.

Exemptions.

Sont exempts des droits de péage le prelet, le sous-préfet en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie, les militaires voyageant à pied et à cheval, en corps ou séparément, à charge par eux, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement et les malles faisant le service des postes de l'Etat.

Paris, le 25 juillet 1829. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines, signé Becquey.*

APPROUVÉ. Paris, le 25 juillet 1829.

Le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,
Signé DE MARTIGNAC.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 24 Février 1830, enregistrée sous le n.° 1231.

Le Ministre de l'intérieur, signé MONTBEL.

N.° 13,613. — *ORDONNANCE DU ROI contenant le Tarif du Droit de péage à percevoir, par la commune de Deulemont (Nord), sur le Pont de la Deule.*

Au château des Tuileries, le 24 Février 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La commune de Deulemont, département du Nord, est autorisée à percevoir, à dater du 1.° janvier 1830, sur le pont mobile de la Deule, un droit de péage dont le produit sera versé dans la caisse communale et affecté à l'entretien dudit pont et au paiement du salaire du pontonnier.

2. Le tarif du droit de péage à percevoir est fixé ainsi qu'il suit :

Pour une voiture, une charrette ou un tombereau chargé ou non chargé, trainé par un seul cheval.....	10 ^c
Pour une voiture, une charrette ou un tombereau trainé par deux chevaux.....	15.
<i>Idem</i> par trois chevaux.....	20.

Pour une voiture, une charrette ou un tombereau traîné par quatre chevaux.....	25.
Idem par cinq chevaux et au-dessus.....	30.
Pour le passage d'un cheval chargé, monté ou non monté.....	05.

3. Seront exempts des droits de péage le préfet du département et le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions, les militaires voyageant en corps ou séparément, à la charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service, les courriers du Gouvernement, les malles-postes, et les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État.

Le meunier exploitant les moulins situés aux écluses de Deulemont et appartenant aux hospices de Messine est également exempt du droit de péage pour les chevaux chargés ou non chargés. Cette exemption ne s'appliquera dans aucun cas aux voitures, charrettes, tombereaux, &c., de quelque nature que ce soit.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 24 Février de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,614. — ORDONNANCE DU ROI relative à une nouvelle Adjudication des Travaux du Canal du Duc de Bordeaux.

Au château des Tuileries, le 4 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;
Vu la loi du 8 juin 1825, portant concession au sieur Eugène Mévil, conformément au cahier de charges y annexé, du canal de la Corrèze et de la Vézère, appelé depuis Canal du Duc de Bordeaux;
Vu l'arrêté du préfet du département de la Dordogne, du 10 juin

1828, qui met le sieur Mévil en demeure de reprendre dans le délai d'un mois les travaux de ce canal suspendus depuis le mois de juillet 1827, et de justifier des moyens ainsi que des ressources dont il pourrait disposer pour continuer l'exécution de son entreprise;

Vu l'arrêté du conseil de préfecture du même département en date du 16 décembre 1828;

Vu l'acte d'huissier du 23 mai 1829, portant signification au sieur Mévil dudit arrêté du conseil de préfecture;

Vu la lettre de notre garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 14 octobre 1829, de laquelle il résulte qu'il n'existe sur les registres du Conseil d'état aucun pourvoi du sieur Mévil contre ledit arrêté du conseil de préfecture;

Vu la lettre du sieur Mévil du 9 octobre 1829;

Considérant que la déchéance a été prononcée par l'arrêté du conseil de préfecture du 16 décembre 1828, qu'il n'y a point eu de pourvoi du sieur Mévil contre cet arrêté, que dès lors il y a lieu de procéder à une nouvelle adjudication des travaux;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Notre directeur général des ponts et chaussées fixera la mise à prix des ouvrages déjà construits pour l'ouverture du canal du Duc de Bordeaux, des matériaux approvisionnés, ainsi que des terrains acquis et payés par le sieur Eugène Mévil, concessionnaire dudit canal, et, conformément à l'article 11 du cahier des charges annexé à la loi du 8 juin 1825, il sera procédé, sur cette mise à prix et d'après la forme qu'il aura réglée, à une nouvelle adjudication de la concession.

Le sieur Mévil recevra du nouveau concessionnaire la valeur que l'adjudication aura déterminée pour les ouvrages, matériaux et terrains dépendans de l'entreprise.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,615. — *ORDONNANCE DU ROI portant que le nombre des Agens de change à Lille (Nord) reste fixé à dix.*

Au château des Tuileries, le 4 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juin 1801 (3 messidor an IX), portant institution des agens de change à Lille;

Vu les avis de la chambre et du tribunal de commerce de cette ville;

Vu l'avis du préfet du département du Nord,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° Le nombre des agens de change à Lille (Nord) reste fixé à dix.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 4 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,616. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la suppression de deux Bacs sur le Tarn, en amont et en aval de la ville de Villemur (Haute-Garonne), et à la construction d'un Pont suspendu en remplacement.*

Au château des Tuileries, le 4 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.° Les deux bacs actuellement existant sur le Tarn, en amont et en aval de la ville de Villemur, département de la Haute-Garonne, seront supprimés, et remplacés par un pont

suspendu en fil de fer, conformément aux dispositions approuvées par notre directeur général des ponts et chaussées.

2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont au moyen de la perception d'un droit de péage d'après le tarif ci-joint; ce droit sera concédé par adjudication publique au concessionnaire qui offrira les conditions les plus avantageuses.

3. Les procès-verbaux d'adjudication seront soumis à notre ministre de l'intérieur.

4. A l'expiration de la concession, la propriété du pont sera acquise à la commune de Villemur.

5. Les droits de péage seront perçus à compter du jour où le passage sera livré au public, et conformément au tarif suivant:

Pour une personne.	0f 05c	
Pour un cheval ou mulet avec un cavalier ou conducteur.	0. 15.	
Pour un cheval ou mulet chargé, non compris le conducteur.	0. 15.	
Les mêmes non chargés, <i>idem</i>	0. 10.	
Pour un âne ou une ânesse chargé, <i>idem</i>	0. 10.	
Les mêmes non chargés, <i>idem</i>	0. 07 1/2.	
Par cheval, mulet, bœuf ou vache, employé au labour ou allant au pâturage.	0. 05.	
Par bœuf ou vache destiné à la vente.	0. 15.	
Par veau ou porc, <i>idem</i>	0. 07 1/2.	
Par mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, chevreau, agneau, paire d'oies ou de diindons.	0. 05.	
Le prix du passage pour les troupeaux des mêmes animaux sera diminué de moitié lorsque ces animaux seront plus de cinquante, et il sera réduit des trois quarts lorsque les troupeaux iront au pâturage. Dans ce cas, le conducteur paiera.		0, 02 1/2.
Par voiture suspendue à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur.	0. 80.	
Par litière, y compris le conducteur, avec deux chevaux ou mulets.	1. 20.	
Par voiture suspendue à quatre roues, avec un cheval ou mulet, y compris le conducteur.	1. 20.	
Par voiture suspendue à quatre roues, avec deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur.	1. 50.	
Par charrette chargée, attelée d'un cheval ou mulet, ou d'une paire de bœufs, y compris le conducteur.	0. 60.	
Par charrette chargée, attelée de deux chevaux ou mulets, ou de deux paires de bœufs, y compris le conducteur.	0. 75.	
Par charrette chargée, attelée de trois chevaux ou mulets, y compris le conducteur.	1. 00.	
Par charrette chargée, employée au transport des engrais ou		

à la rentrée des récoltes, avec un cheval ou une paire de bœufs, et le conducteur, 0^f 25.

Par chariot de ferme ou char de montagne attelé de deux chevaux ou bœufs, compris le conducteur, 0. 60.

Les mêmes charrettes, chariots ou chars de montagne ne paieront que moitié prix quand ils seront à vide.

Par charrette chargée ou non, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, le conducteur compris, 0. 25.

Par chariot de roulage chargé, avec un cheval ou mulet, et le conducteur, 0. 90.

Idem avec deux chevaux ou mulets, idem, 1. 25.

Idem avec trois chevaux ou mulets, idem, 1. 50.

Les mêmes à vide ne paieront que moitié.

Les chevaux, mulets, bœufs ou ânes attelés aux voitures, charrettes ou chariots, en sus du nombre porté au tarif, paieront le prix fixé pour ces animaux passant non chargés.

6. Seront exempts des droits de péage les fonctionnaires publics du département dans l'exercice de leurs fonctions, les militaires voyageant en-corps ou isolément, à la charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service, les courriers du Gouvernement, les malles-postes, et les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.° 13,617. — ORDONNANCE DU ROI portant Création d'une Chambre temporaire au Tribunal de première instance de Saint-Lô, département de la Manche.

Au château des Tuileries, le 11 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 39 de la loi du 20 avril 1810 ;

Considérant qu'il existe un grand nombre d'affaires civiles arriérées devant notre tribunal de première instance de Saint-Lô

(Manche), et qu'il importe de remédier aux inconvénients qui résultent d'un tel état de choses ;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera formé dans notre tribunal de première instance séant à Saint-Lô, pour l'expédition des affaires civiles, une chambre temporaire dont la durée n'excédera pas un an à compter du jour de son installation.

A l'expiration de ce temps, cette chambre cessera de droit ses fonctions, si elle n'a pas été prorogée ou renouvelée.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 11^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé COURVOISIER.

N.° 13,618. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Joye (François-Michel-Ernest), né à Paris le 21 août 1811, à ajouter à son nom celui de de Baye, qui était le nom de sa mère, et à s'appeler à l'avenir Joye de Baye : l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.° 13,619. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Molard (Arthur), lieutenant au premier régiment d'infanterie de la garde royale, à ajouter à son nom celui de Dumolard, sous lequel son père et lui ont été désignés dans leurs brevets et nominations, et à s'appeler à l'avenir Molard-Dumolard : l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.° 13,620. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Meurdefaim (Jean-Claude) à substituer à son nom celui de Meurdefin : l'impétrant

ne pourra se pourvoir devant les tribunaux pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changemens résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (*Paris, 4 Mars 1830.*)

N.^o 13,621. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une partie de bibliothèque léguée au séminaire de *Périgueux* (Dordogne) par le sieur *Front Tamarelle de la Grave*. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,622. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le desservant de la succursale de *Duerne* (Rhône) à accepter, tant pour lui que pour ses successeurs à perpétuité, l'offre de donation d'un passage à talons pour communiquer du presbytère à la nouvelle église de cette commune, faite par les sieur et dame *Chantre*. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,623. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de trois pièces de terre évaluées ensemble à 12 francs de revenu annuel, faite à la fabrique de l'église de *Luppy* (Moselle) par les sieur et dame *Leroy*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,624. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de la moitié d'un pré évaluée à 15 francs de revenu, faite à la fabrique de l'église de *Mollans* (Haute-Saône) par le sieur *Vinon*, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,625. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre estimée à un revenu net de 70 francs, faite à la fabrique de l'église de *Calonne-Ricouart* (Pas-de-Calais) par les sieur et dame *Sergeant*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,626. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église Saint-Fursi à *Lagny* (Seine-et-Marne) par le sieur *Fursi Fontaine*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,627. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.^o du Legs de 150 francs et de quelques linges et ornemens d'église, fait à la fabrique de l'église de *Saint-Martin de Salency* (Saône-et-Loire) par le sieur *Bérard*, et 2.^o les fondations faites par le même dans ladite église, moyennant une rente annuelle de 48 francs. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,628. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs et d'une étole fait à la fabrique de l'église de *Coulmier-la-Chaussée* (Marne) par le sieur *Fapret*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,629. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée à la fabrique de l'église de *Beauregard* (Lot) par le sieur *Mercadier*. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,630. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux pièces de terre évaluées à 12 francs de revenu, léguées à la fabrique de l'église de *Luppy* (Moselle) par la dame veuve *Girard*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,631. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de six jardins évalués ensemble à 1200 francs, légués au séminaire diocésain de *Pamiers* par la dame veuve *Gauthié*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,632. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les fabriques de *Châtel-Saint-Germain* et de *Mécleupes* (Moselle) à accepter le Legs de 4000 fr. et de la nue propriété d'une autre somme de 4500 francs, fait à ces établissemens par le sieur *Besselle*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,633. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de l'ancien presbytère de *Rapilly* (Calvados), offerte à cette commune par les sieurs *Prquet de Magny* frères; ledit presbytère évalué à 4000 francs. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,634. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le desservant de la succursale de *Chazeul* (Côte-d'Or) à accepter, tant pour lui que pour ses successeurs à perpétuité, le Legs d'une maison avec jardin et dépendances, et d'une pièce de terre de 10 ares 39 centiares, évalué en tout à un revenu de 222 francs 65 centimes, et fait par la demoiselle *Delaulle*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,635. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3000 francs faite à la fabrique de l'église d'*Aspach-le-Bas* (Haut-Rhin), et, en tant que de besoin, au maire de cette commune, chacun en ce qui le concerne, par les sieur et dame *Bruder*, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,636. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre estimée 160 francs, donnée à la fabrique de l'église de *Mittersheim* (Meurthe) par le sieur *Berg* et consorts, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.^o 13,637. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre dite *le Jardin au Courtil de la Motte*, évaluée à un revenu annuel de 6 francs, donnée à la fabrique de l'église de *Bran* (Ille-et-Vilaine) par le sieur *Duno*, sous condition de services religieux. (*Paris, 25 Octobre 1829.*)

N.º 13,638. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 30 francs, inscrite au grand-livre de la dette publique sous le n.º 1931 du département de l'Aisne, faite à la fabrique de l'église de *Nouvion* (Aisne) par la dame veuve *Capitaine*, sous condition de services religieux. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,639. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à la fabrique de l'église de *Saramon* (Gers) par le sieur *Lantrac*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,640. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un capital de 160 francs et de deux morceaux de terrain estimés ensemble 82 francs, légués à la fabrique de l'église de *Terrebasse* (Haute-Garonne) par le sieur *Sengès*, sous condition de services religieux. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,641. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée au séminaire diocésain d'*Albi* (Tarn) par la demoiselle *Martin*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,642. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 8000 francs léguée au séminaire diocésain de *Grenoble* et à l'école secondaire ecclésiastique établie à *Grenoble* par la dame veuve de *Gauteron*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,643. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée au séminaire diocésain de *Dijon* (Côte-d'Or) par la demoiselle *Dugon*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,644. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Gomond* (Ardennes) et le maire de cette commune à accepter, chacun en ce qui le concerne, le Legs d'une somme de 600 francs fait à ladite fabrique par la dame veuve *Lobreau*, sous condition de services religieux et de distribution d'aumônes. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,645. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 50 francs et d'une pièce de terre avec jardin, évalués ensemble à 1200 francs, légués à la fabrique de l'église de *la Roque-Esclapen* (Var) par le sieur *Sassy*, sous condition de services religieux. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,646. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 600 francs léguée à la fabrique de l'église de *Rosoy* (Seine-et-Marne) par la demoiselle *Fauche*. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,647. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre évaluée à un revenu de 20 francs, léguée à la fabrique de l'église de *Noidant-le-Rocheux* (Haute-Marne) par le sieur *Gagnot*, sous condition de services religieux. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,648. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 25 francs léguée à la fabrique de l'église de *Vesly* (Manche) par la dame veuve *Civard*, sous condition de services religieux. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,649. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 16 francs faite à la fabrique de l'église d'*Ébersweiller* (Moselle) par le sieur *Klein*, sous condition de services religieux. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,650. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Saint-Priest-la-Vestre* (Loire) à accepter la Donation à elle faite par le sieur *Coing* d'une rente annuelle de 200 francs, dont le capital de 4000 fr. a été compté au donateur par une personne qui desire demeurer inconnue, sous condition de services religieux. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.º 13,651. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une maison avec dépendances évaluée à 1200 francs, léguée à la fabrique de l'église *Saint-Jean de Ville-Nouvelle* à *Montauban* (Tarn-et-Garonne) par la demoiselle *Nadal*, sous condition de services religieux et à la charge de payer, à titre de secours, à la dame *Doumerc*, une somme de 200 francs en deux paiemens. (Paris, 28 Octobre 1829.)

N.º 13,652. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour un quart seulement, le Legs de la nue propriété de divers immeubles estimés ensemble 2420 francs, fait à la fabrique de l'église de *Mittersheim* (Meurthe) par la dame *Fiémeyer*, sous condition de services religieux. (Paris, 28 Octobre 1829.)

N.º 13,653. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice des vieillards d'*Arras* (Pas-de-Calais), par la demoiselle *Desvignes*, de capitaux aliénés formant quatre rentes, s'élevant ensemble à 350 francs. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,654. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Jaze* (Puy-de-Dôme), par le sieur *Mozac du Chambon*, d'une rente annuelle et perpétuelle, estimée 60 francs, et de 4 hectolitres de froment blanc. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,655. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Lésoix* (Puy-de-Dôme), par la demoiselle *Cases*, du reste d'une créance qui lui appartient, s'élevant à 686 francs, et d'une somme de 204 francs 50 centimes, montant des frais avancés par elle et restés à la charge des débiteurs. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,656. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1200 francs fait aux hospices de *Mâcon* (Saône-et-Loire) par la dame veuve *Mur*. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,657. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Vence* (Var), par le sieur *Régis*, de quatre créances s'élevant ensemble à 2866 francs 90 centimes, et d'une somme de 237 francs. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,658. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1200 francs fait au bureau de bienfaisance de *Toulon* (Var) par le sieur *Vallavieille*. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,659. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Ciray* (Vienne) et de *Saint-Clémentin* réunis, d'une rente de 30 francs pendant vingt ans. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,660. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 200 francs fait aux hospices d'*Auxerre* (Yonne) par le sieur *Laporte*. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,661. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite à l'hospice de l'Antiquaille de *Lyon* (Rhône), par la dame veuve *Boisselier*, d'un capital de 3000 francs et de l'abandon de son mobilier à son décès. (Paris, 30 Décembre 1829.)

N.º 13,662. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice de *Limoges* (Haute-Vienne), 1.º d'une somme de 2000 fr. par le sieur *Laforest-Desbardies*, et 2.º de pareille somme de 2000 francs par le sieur *Cibot*. (Paris, 30 Décembre 1829.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 23 Mars 1830*,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

23 Mars 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 345.)

N.º 13,663. — PROCLAMATIONS DU ROI qui prorogent au
1.ºr Septembre prochain la Session de 1830 de la Chambre des
Pairs et de la Chambre des Députés des départemens.

A Paris, le 19 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

La session de 1830 de la Chambre des Pairs et de la
Chambre des Députés des départemens est prorogée au 1.ºr sep-
tembre prochain.

La présente proclamation sera portée à la Chambre des Pairs
par notre ministre secrétaire d'état au département des affaires
étrangères, président de notre Conseil des ministres, par notre
ministre de la guerre et par notre ministre des finances.

Donné à Paris, en notre château des Tuileries, le 19.º jour du mois de
Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires
étrangères, Président du Conseil des ministres,

Signé P.º DE POLIGNAC.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

La session de 1830 de la Chambre des Pairs et de la
Chambre des Députés des départemens est prorogée au 1.ºr sep-
tembre prochain.

La présente proclamation sera portée à la Chambre des
Députés par notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur et notre ministre de la marine.

VIII.º Série.

K

Donné à Paris, au château des Tuileries, le 19 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,664. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme le Marquis de Civrac Président du Collège départemental de Maine-et-Loire.

Au château des Tuileries, le 11 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 14 février dernier qui a convoqué pour le 22 mars prochain le collège départemental de Maine-et-Loire,

NOUS AVONS NOMMÉ président du collège départemental de Maine-et-Loire notre très-cher, aimé et féal marquis de Civrac, pair de France.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 11 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,665. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Bar-le-Duc (Meuse) à établir un Abattoir public.

Au château des Tuileries, le 4 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil municipal de Bar-le-Duc, département de la Meuse, du 22 septembre 1829, relative à l'établissement d'un abattoir public et commun avec une boucherie,

Les procès-verbaux et certificats d'informations de commodo et incommodo faites dans la ville et dans les communes à cinq kilomètres de rayon,

L'avis émis par le préfet de la Meuse dans ses lettres des 22 septembre et 19 décembre 1829,

Le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 14 janvier 1815;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La ville de Bar-le-Duc (Meuse) est autorisée à établir un abattoir public et commun, ainsi qu'une boucherie publique.

Cet abattoir et la boucherie seront construits sur le terrain de la maison et jardin Tembrinck, quai des Minimes.

2. Aussitôt que les échaudoirs auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois au plus tard après que le public en aura été averti par affiches, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs destinés à la consommation des habitants, aura lieu à l'intérieur de la ville exclusivement dans l'abattoir public. Toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires et particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique et en se conformant aux réglemens de police.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue : ils seront, ainsi que les bouchers et charcutiers de la ville, libres de tenir des échaudoirs et des abattoirs hors de la ville, dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité : tous ceux qui voudront s'établir à Bar-le-Duc seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. L'usage de la boucherie publique sera facultatif et non obligatoire pour les bouchers et charcutiers de la ville.

Ces commerçans auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, pourvu que ce soit dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement à la boucherie publique, ou bien en tous autres lieux publics fixés par le maire, et aux jours qu'aura déterminés ce magistrat, le tout en concurrence avec les bouchers et charcutiers de la ville qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir et la boucherie publique seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de la ville de Bar-le-Duc pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.° 13,666. — *ORDONNANCE DU ROI qui maintient l'Abattoir public établi à Charleville (Ardennes).*

Au château des Tuileries, le 4 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil municipal de Charleville, département des Ardennes, du 8 mai 1829, relative à l'abattoir public de cette ville,

L'avis du préfet du 25 juin suivant;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'abattoir public établi à Charleville (Ardennes), sur le quai dit *des Juifs*, est confirmé et maintenu.

Le bâtiment dans lequel a lieu l'abattage reste affecté à cette destination.

2. A dater de la publication de la présente ordonnance, l'abattage des bœufs et vaches aura lieu exclusivement dans l'abattoir public; toutes les tueries particulières destinées au gros bétail, dans l'intérieur de la ville, seront interdites et fermées.

Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le menu bétail, tel que veaux, moutons et porcs, pourra être abattu dans des locaux particuliers, clos et séparés de la voie publique, en se conformant aux réglemens de police.

3. Les bouchers forains pourront faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue: ils seront, ainsi que les bouchers de Charleville, libres de tenir des abattoirs dans les communes voisines, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité: tous ceux qui voudront s'établir dans la ville, seront tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de Charleville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur

les lieux et aux jours désignés par le maire, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Charleville qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté suivant la forme ordinaire.

8. Le maire de Charleville pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie : toutefois ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,667. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Saint-Denis, département de la Seine, à établir un Abattoir public.*

Au château des Tuileries, le 4 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Saint-Denis, département de la Seine, des 31 mai 1822, 9 mai 1823, 12 mai 1824, 11 et 13 mai 1825, 12 mai 1826 et 12 mai 1827, relatives à la création d'un abattoir public avec fonderie et triperie, ainsi qu'au choix du local où cet établissement sera placé ;

Vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 4 janvier 1815,

Les informations de commodo et incommodo faites à Saint-Denis et dans les communes à cinq kilomètres de rayon,

L'opposition collective formée, le 24 mai 1824, contre ledit établissement par quarante-deux propriétaires habitans de cette ville,

Les rapports et les avis du conseil de salubrité des 7 novembre 1828 et 24 avril 1829,

L'avis du conseil de préfecture du 12 juin suivant,

L'avis du préfet de police contenu dans sa lettre du 26 juin ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La ville de Saint-Denis, département de la Seine, est autorisée à établir un abattoir public et commun, ainsi qu'une fonderie de suif et une triperie publiques.

Ces établissemens seront construits sur l'un des bastions des anciens remparts du cours Ragot au sud-ouest de la ville.

L'autorité locale se conformera, pour les dispositions intérieures desdits ateliers, aux conditions indiquées et reconnues nécessaires dans les avis du conseil de salubrité des 7 novembre 1828 et 24 avril 1829, et notamment d'employer pour la fonderie de suif les procédés du sieur Darcet, au moyen de l'acide sulfurique.

2. Aussitôt que les échaudoirs auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois au plus tard après que le public en aura été averti par affiches, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs destinés à la consommation des habitans, ne pourra se faire en aucun autre lieu de l'intérieur de la ville que dans l'abattoir public et commun. Toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Néanmoins les propriétaires et particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Lorsque la fonderie et la triperie publiques qui doivent être annexées à l'abattoir, auront été mises en état de servir à l'usage auquel elles sont destinées, il ne sera plus délivré de permission pour ouvrir dans la ville de nouvelles fonderies, ni des triperies particulières ; cependant toutes celles qui existaient antérieurement au décret du 15 octobre 1810, ou qui ont été régulièrement autorisées depuis cette époque, pourront continuer à exercer concurremment avec la fonderie et la triperie publiques.

4. Les bouchers et charcutiers forains pourront faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue.

Hors de la ville, c'est-à-dire, dans les communes des environs, ils seront libres, ainsi que les bouchers et charcutiers de Saint-Denis, de tenir des abattoirs et des échaudoirs, sous l'approbation de l'autorité locale.

5. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité : tous ceux qui voudront s'établir à Saint-Denis, seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

6. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de la police.

7. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement aux jours et sur les lieux désignés par le maire, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Saint-Denis qui voudront profiter de la même faculté.

8. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers, fondeurs et tripiers, pour l'occupation des places dans l'abattoir public, seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

9. Le maire de la ville de Saint-Denis pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie ; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

10. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,668. — ORDONNANCE DU ROI relative à l'établissement d'une Route de Périgueux à Mont-de-Marsan, et au classement de cette route.

Au château des Tuileries, le 4 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ;
Vu les délibérations des conseils généraux de Lot-et-Garonne et des Landes, tendant à ce qu'il soit ouvert une route royale de Périgueux à Mont-de-Marsan ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Il est établi une route de Périgueux à Mont-de-Marsan.

Cette route est et demeure classée au rang des routes royales de troisième classe sous le n.° 133, qui appartient déjà à une route classée sous le nom de *route de Bordeaux en Espagne par Saint-Jean-Pied-de-Port*, laquelle prendra à l'avenir le nom de *route n.° 133, de Périgueux en Espagne, par Mont-de-Marsan et Saint-Jean-Pied-de-Port*.

Elle sera dirigée par Bergerac et Eymet dans le département de la Dordogne, par Marmande et Castel-Jaloux dans le département de Lot-et-Garonne, et par Saint-Justin dans le département des Landes.

2. Le département de Lot-et-Garonne, conformément à l'engagement qu'en a pris son conseil général dans sa session de 1828, contribuera pour une somme de quatre cent mille fr. à la dépense des travaux à exécuter sur son territoire.

3. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et bâtimens nécessaires pour l'exécution de cette route, en se

conformant toutefois aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 4 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.º 13,669. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une somme de 600 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Marle* (Aisne) par le sieur *Forquenoit*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,670. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de *Prouilly* (Marne) et le maire de cette commune à accepter, 1.º l'offre de donation d'une maison évaluée à 2000 francs et destinée à l'établissement d'une école de jeunes filles, faite, sous réserve d'usufruit, par la demoiselle *Haimart*; et 2.º l'offre de donation d'une rente annuelle de 400 francs sur l'État pour la dotation de la sœur d'école, faite à la même fabrique par le sieur *Meunier*, au nom d'une personne qui désire demeurer inconnue. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,671. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2100 francs faite, sous condition de services religieux et de distribution de vêtements aux enfants pauvres, à la fabrique de l'église de *Fays-Billot* (Haute-Marne) par la dame veuve *Beaurepère*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,672. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Brouviller* (Meurthe) à accepter, 1.º la Donation d'un jardin-verger estimé 300 fr., à elle faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, par le sieur *Larvette*, et 2.º la Donation d'une somme de 1200 francs à elle faite, sous condition de services religieux, par le sieur *Touche*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,673. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 450 francs faite à la fabrique de l'église de *Saint-Maurice-sur-les-Côtes* (Meuse) par le sieur *Ligier*, sous condition de services religieux. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,674. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 60 francs sur l'État, inscrite au grand-livre de la dette publique sous le n.º 1099, 7.º série, faite à la fabrique de l'église de *Treigny* (Yonne) par le sieur *Pautrat*, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,675. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs suivants faits au doyen du chapitre de *Grenoble*, au trésorier de l'église cathédrale et au séminaire diocésain, savoir : le doyen du chapitre, de 500 francs; le trésorier de la fabrique, de 500 francs; et le séminaire, de 3000 francs; lesdits Legs faits par le sieur *Revilliod*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,676. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Chaulhac* (Lozère) par le sieur *Amargier*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,677. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, sous condition de services religieux et de distribution d'aumônes, à la fabrique de l'église de *Baux de Breteuil* (Eure) par le sieur *Enault*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,678. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux rentes annuelles montant ensemble à 250 francs, fait, avec réserve d'usufruit, pour l'instruction des pauvres de la paroisse et sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Vérand* (Rhône) par le sieur *Dumas*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,679. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à environ 600 francs, fait à la fabrique de l'église de *Saint-Jean-la-Bussière* (Rhône) par la demoiselle *Guillard*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,680. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église *Saint-Michel de Gaillac* (Tarn) par le sieur *Laborde*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,681. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation, moyennant un capital de 500 francs, faite dans la fabrique de l'église *Saint-Julien* à *Arles* (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve *Talène*, à la charge de services religieux. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,682. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de trois parties de rentes sur l'État montant ensemble à 600 francs, fait à la fabrique de l'église *Saint-Antoine* de *Loches* (Indre-et-Loire) par le sieur *Rocher*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,683. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Saint-Jacques* de *Lunéville* (Meurthe) par le sieur *André*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.º 13,684. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à la fabrique de l'église de *Champlemy* (Nièvre) par le sieur *Bêtre*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

- N.° 13,685. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs et d'une rente annuelle de 400 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église Saint-François du Havre (Seine-Inférieure) par la dame veuve Fortin. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.° 13,686. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au diocèse de Langres (Haute-Marne) par le sieur Tremisot. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.° 13,687. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de cinq pièces de terre évaluées à 2500 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de Trouan-le-Grand (Aube) par les sieur et dame Gombault. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.° 13,688. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1200 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'Ivry-la-Bataille (Eure) par la dame veuve Lefèvre. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.° 13,689. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation, moyennant une rente annuelle de 32 francs, faite dans l'église d'Ottonville (Moselle) par la demoiselle Chéry, à la charge de services religieux. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.° 13,690. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 57 francs faite, sous condition de service religieux, à la fabrique de l'église de Racrange (Moselle) par le sieur Dreyer. (Paris, 4 Novembre 1829.)
- N.° 13,691. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de Toul (Meurthe), par les sieur et dame Norroy, d'une portion de terrain évaluée à un revenu annuel de 20 francs. (Paris, 6 Janvier 1830.)
- N.° 13,692. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'Hellering (Meurthe), par le sieur Dillenschneider, d'une pièce de terre évaluée à 200 francs. (Paris, 6 Janvier 1830.)
- N.° 13,693. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de Pouancé (Eure-et-Loir), par le sieur Auctin, d'une maison avec dépendances évaluée à 15,000 francs. (Paris, 6 Janvier 1830.)
- N.° 13,694. — ORDONNANCE DU ROI portant que le supérieur général des écoles chrétiennes et le maire de la commune de Belleville, département du Rhône, sont autorisés, chacun en ce qui le concerne, à accepter, pour les frères de la Doctrine chrétienne établis à Belleville, le Legs d'une

- rente annuelle et perpétuelle de 100 francs, fait auxdits frères par la dame Charlotte-Agathe Estival, veuve du sieur Périchon, suivant son testament du 13 décembre 1823. (Paris, 10 Janvier 1830.)
- N.° 13,695. — ORDONNANCE DU ROI portant, 1.° que le directeur de la maison des frères des Écoles chrétiennes de Lyon, département du Rhône, est autorisé à accepter le Legs de 3000 francs fait à l'œuvre des frères de la Doctrine chrétienne établie sur la paroisse Saint-Bonaventure à Lyon par la dame Rose Lacroix, veuve du sieur Desvignes, suivant son testament du 16 octobre 1827; et 2.° que la fabrique de la paroisse Saint-Bonaventure à Lyon est autorisée à prendre ladite somme de 3000 francs à titre d'emprunt. (Paris, 10 Janvier 1830.)
- N.° 13,696. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite à l'hospice de l'Antiquaille de Lyon (Rhône), par les sieur et dame Dujat, d'un capital de 6000 francs et de l'abandon de leur mobilier. (Paris, 14 Janvier 1830.)
- N.° 13,697. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 600 francs faite à l'hospice d'Auxonne (Côte-d'Or) par le sieur Baudement. (Paris, 14 Janvier 1830.)
- N.° 13,698. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice de Montréal (Aude), par la demoiselle Banc, 1.° d'une rente de 200 francs au capital de 4000 francs, et 2.° du linge dont la testatrice n'a pas disposé, évalué à 766 francs. (Paris, 14 Janvier 1830.)
- N.° 13,699. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de Saint-Affrique (Aveyron), par la dame veuve Calmès, d'une rente foncière et annuelle de cinq setiers de blé-mixture [quatre hectolitres six litres] d'une valeur capitale d'environ 1000 francs. (Paris, 14 Janvier 1830.)
- N.° 13,700. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de Condé-sur-Noireau (Calvados), par le sieur Robache, d'une somme de 500 francs et d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs. (Paris, 14 Janvier 1830.)
- N.° 13,701. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres les plus nécessiteux d'Astailiac (Corrèze), par la demoiselle Soulié, d'une somme de 400 francs payable en quatre ans. (Paris, 14 Janvier 1830.)
- N.° 13,702. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait aux pauvres de Tain (Drôme) par la dame Misery. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,703. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 francs fait aux pauvres de *Dangau* (Eure-et-Loir) par le sieur *Robillard de Morsan*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,704. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait aux dames de la Miséricorde de Nîmes (Gard) par le sieur *Roux-Boudon*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,705. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait aux pauvres de *Saint-Gaudens* (Haute-Garonne) par le sieur *de Sentis*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,706. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait aux pauvres malades de *Montastruc* (Haute-Garonne) par la dame veuve du sieur *de Cesse-Bussy*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,707. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres d'*Auch* (Gers), par le sieur *Delherm de Larcenne*, de son mobilier estimé 1080 francs 25 centimes, l'argenterie et la bibliothèque exceptées. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,708. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Princé* (Ille-et-Vilaine), par le sieur *Perrier-Foucherie*, d'une somme de 600 francs, de 25 doubles boisseaux de blé-méteil et de la même quantité de blé noir. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,709. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Parigné* (Ille-et-Vilaine), par le sieur *Barbedette*, d'une partie du prix de son mobilier. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,710. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait aux pauvres d'*Argenton* (Indre) par le sieur *Moreau*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,711. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 francs fait aux pauvres de *Mont-de-Marsan* (Landes) par le sieur *Broqua*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,712. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 2488 francs, fait à l'hospice de *Roanne* (Loire) par la dame *Lavarenne*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,713. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Villeneuve-sur-Lot* (Lot-et-Garonne), par le sieur *Boyer*, 1.º d'une rente annuelle de 600 francs pendant dix ans, et 2.º d'une autre rente de 400 francs également pendant dix ans. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,714. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Montaignac-sur-Auvignon* (Lot-et-Garonne), par la demoiselle *Baissière*, d'une somme de 400 francs et du pain provenant de huit sacs de farine. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,715. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait au bureau de bienfaisance de *Werwick* (Nord) par le sieur *Van-Elstande*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,716. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice de *Boulogne-sur-mer* (Pas-de-Calais), par le sieur *Depouilly*, 1.º d'un hectare 20 ares 58 centiares 8 centièmes environ de terre à labour, estimés 2880 francs, et 2.º de tous ses habits, hardes, linge et literie, estimés 93 francs 50 centimes. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,717. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Robecq* (Pas-de-Calais), par le sieur *Duriez*, de la moitié de 62 ares 2 centiares environ de terre à labour, estimée 825 francs. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,718. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 900 francs fait aux pauvres de *Montfort* (Basses-Pyrénées) par la dame veuve du sieur *Lacourtoisie* dit *Cazotot*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,719. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Comte-Llobet*, 1.º d'une somme de 1200 francs à l'hospice des enfans trouvés de *Perpignan* (Pyrénées-Orientales), et 2.º d'une somme de 2000 francs à l'hospice des pauvres malades de la même ville. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,720. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1200 francs fait à l'hôpital Saint-Pierre-aux-Grâces de *Carpentras* (Vaucluse) par le sieur *Papis de Fabis*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,721. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux écoles gratuites de *Lyon* (Rhône) par la dame veuve *Chabrier*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,722. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait à l'hospice de *Villefranche* (Aveyron) par le sieur *Vedelhid*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,723. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Bidache* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Chuhando*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,724. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Maillanne* (Bouches-du-Rhône), par la dame

veuve *Ferrand*, 1.^o d'un capital de 465 livres tournois [459 francs 25 centimes], et 2.^o d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.^o 13,725. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par le sieur *Lebrun*, pour la fondation d'un hospice à *Saint-Germain-le-Grand* (*Loiret*), de divers immeubles et effets mobiliers évalués à 677,000 francs environ. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.^o 13,726. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices de *Beaucaire* (*Gard*), par les héritiers de *Privat*, d'un capital constitué, produisant une rente de 120 francs, et d'un autre capital de 600 francs. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.^o 13,727. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de la somme de 800 francs fait aux pauvres de *Saint-Ambroix* (*Gard*) par la dame veuve *Chambon du Puech*. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.^o 13,728. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement à *Fourles*, département du Rhône, d'une société charitable sous le titre d'*association de Saint-Viateur*, destinée à fournir des instituteurs primaires aux communes dans le ressort de l'académie de Lyon, et qui approuve les statuts de cette société. (*Paris, 10 Janvier 1830.*)

N.^o 13,729. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera établi dans la ville de *Dunkerque*, département du Nord, un collège communal qui jouira d'une dotation portée annuellement au budget de la ville, pour assurer les traitemens des régens. (*Paris, 17 Janvier 1830.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 27 Mars 1830*,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

27 Mars 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.^o 346.)

N.^o 13,730. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur
de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des
16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 31 Mars 1830.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	du froment.... au-dessous de....		24.			
	de l'importation du seigle et du maïs.. <i>idem</i>		16.			
	de l'avoine..... <i>idem</i>		9.			
Unique.	Pyrénées-Or...	Toulouse..... Fleurance.... Marseille.... Gray.....	20 ^f 88 ^c	13 ^f 53 ^c	10 ^f 93 ^c	9 ^f 74 ^c
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches-du-Rh.					
	Var.....					
Corse.....						
2. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	du froment.... au-dessous de....		22.			
	de l'importation du seigle et du maïs.. <i>idem</i>		14.			
	de l'avoine..... <i>idem</i>		8.			
1. ^{re}	Gironde.....	Marans..... Bordeaux.... Toulouse....	19 ^f 60 ^c	12 ^f 08 ^c	9 ^f 49 ^c	9 ^f 14 ^c
	Landes.....					
	B. ^{ses} Pyrénées.					
	H. ^{tes} Pyrénées.					
	Ariège.....					
Haute-Garonne						
2. ^e	Jura.....	Gray..... Saint-Laurent.. Le Grand-Lemps.	23. 24.	15. 20.	12. 37.	8. 38.
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Basses-Alpes..					
Hautes-Alpes..						

VIII.^e Série.

L

CANTONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DU L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines.		22 ^f		
		du froment. au-dessous de		20.		
		de l'importation du seigle et du maïs. . idem.		12.		
		de l'avoine. idem.		8.		
1. ^{re}	{ Haut-Rhin. Bas-Rhin.	{ Mulhausen. Strasbourg.	{ 22 ^f 00 ^c 14 ^f 89 ^c	{	{ 8 ^f 86 ^c	
2. ^e	{ Nord. Pas-de-Calais. .	{ Bergues. Arras.	{ 20. 70. 11. 57.	{	{ 8. 11.	
	{ Somme.	{ Roye.				
	{ Seine-Infer. . .	{ Soissons.				
	{ Eure.	{ Paris.				
3. ^e	{ Calvados. Loire-Infer. . .	{ Rouen. Saumur.	{ 20. 99 14. 96.	{	{ 9. 62.	
	{ Vendée.	{ Nantes.				
	{ Charente-Infer.	{ Marans.				
	4. ^e CLASSE.					
Limite	{	de l'exportation des grains et farines.		20 ^f		
		du froment. au-dessous de		18.		
		de l'importation du seigle et du maïs. . idem.		10.		
		de l'avoine. idem.		7.		
1. ^{re}	{ Moselle. Meuse.	{ Metz. Verdun.	{ 19 ^f 43 ^c 11 ^f 49 ^c	{	{ 7 ^f 36 ^c	
2. ^e	{ Ardennes. Aisne.	{ Charleville. Soissons.	{ 21. 35. 13. 02.	{	{ 9. 36.	
	{ Manche.	{ Saint-Lô.				
	{ Ille-et-Vilaine. .	{ Paimpol.				
	{ Côtes-du-Nord. .	{ Quimper.				
	{ Finistère. Morbihan.	{ Hennebon . . Nantes.				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 31 Mars 1830.

Signé MONTBEL.

N.° 13,731. — *ORDONNANCE DU ROI portant Répartition du Centime du fonds de non-valeurs mis à la disposition du Ministre des finances par la Loi du 2 Août 1829.*

Au château des Tuileries, le 21 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'état annexé à la loi de finances du 2 août 1829, duquel il résulte qu'il est imposé additionnellement au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1830, deux centimes, dont l'un à la disposition de notre ministre des finances pour couvrir les remises, modérations et non-valeurs, et l'autre à celle de notre ministre de l'intérieur, pour secours effectifs en raison de grêle, orages, incendies, &c.;

Voulant déterminer la portion dont les préfets pourront disposer sur le centime affecté aux dégrèvements;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le produit du centime du fonds de non-valeurs attribué au ministère des finances sera réparti de la manière suivante:

Un tiers de ce centime, résultant des sommes imposées aux rôles dans chaque département, est mis à la disposition des préfets.

Les deux autres tiers, composant le fonds commun, resteront à la disposition de notre ministre des finances pour être par lui distribués ultérieurement entre les divers départements en raison de leurs pertes et de leurs besoins.

2. Ce centime sera exclusivement employé à couvrir les remises et modérations à accorder sur les contributions foncière, personnelle et mobilière, et les non-valeurs qui, en fin d'exercice, existeront sur ces deux contributions.

3. Seront imputés sur ce fonds, conformément aux dispositions de l'ordonnance du 14 septembre 1822, les mandats délivrés par les préfets sur le fonds de non-valeurs de 1829, et qui n'auraient pas été acquittés aux caisses du trésor, faute de présentation avant l'expiration du délai fixé pour le paiement des dépenses de ce dernier exercice.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 21 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.° 13,732. — *ORDONNANCE DU ROI portant création d'un Sous-secrétaire d'état au département de la Guerre.*

Au château des Tuileries, le 25 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Un sous-secrétaire d'état, nommé par nous, sera attaché à notre ministre secrétaire d'état de la guerre.

2. Le sous-secrétaire d'état de la guerre sera chargé du personnel et de toutes les parties du service qui lui seront déléguées par notre ministre secrétaire d'état de ce département.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé C.^{te} DE BOURMONT.

N.° 13,733. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. le Vicomte de Champigny Sous-secrétaire d'état au département de la Guerre.*

Au château des Tuileries, le 25 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le sieur de Nomper vicomte de Champigny, maréchal-de-camp, aide-de-camp de notre bien-aimé fils le Dauphin, est nommé sous-secrétaire d'état au département de la guerre.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé C.^{te} DE BOURMONT.

N.° 13,734. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe un Chemin au rang des Routes départementales de la Vienne et des Deux-Sèvres.*

Au château des Tuileries, le 11 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations des conseils généraux des départemens de la Vienne et des Deux-Sèvres tendant à ce que le chemin de Thouars à Chinon, par Pas-de-Jeu et Loudun, soit classé au rang des routes départementales;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées; Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le chemin de Thouars à Chinon est et demeure classé au rang des routes départementales de la Vienne sous le n.° 5, et prendra sa direction par Loudun.

2. Ce chemin est également classé au rang des routes départementales des Deux-Sèvres sous le n.° 5, et prendra sa direction par Pas de Jeu.

3. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires pour exécuter ces nouvelles routes en se conformant toutefois aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 11 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,735. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 11 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier ;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Montcony (Saône-et-Loire), de la coupe, par forme de recépage, des six hectares quatre-vingt-cinq ares faisant la partie la plus âgée de la réserve de ses bois ;

2.^o Kestlach (Haut-Rhin), de la coupe, 1.^o de cent quinze chênes et quinze hêtres existant le long de ses chemins vicinaux, 2.^o de quarante-cinq sapins et de dix hêtres déperissans à prendre dans ses bois, au canton dit *Altengraben* ;

3.^o Ainvelle (Vosges), de la coupe des cinq hectares trente-six ares composant le canton de ses bois dit *Noidemange* ;

Il sera procédé à l'aménagement des bois de ladite commune ;

4.^o Abbans-Dessus (Doubs), de la coupe, par forme de recépage, de son parcours dit *le Revers du rang de la Côte* ;

Ce parcours sera ensuite réuni aux forêts aménagées de ladite commune ;

5.^o Hérimoncourt (Doubs), de la coupe, 1.^o de cent arbres déperissans à prendre sur ses parcours, 2.^o et de tous les brins malvenans ou arrêtés dans leur croissance qui existent sur le parcours dit *Combe-Marget* ;

Ce dernier parcours sera désormais partie des bois de ladite commune ;

6.^o Sundersdorff (Haut-Rhin), de la coupe de quatre-vingt-dix sapins et de vingt hêtres déperissans à prendre dans ses bois au canton dit *Morenfeld* ;

7.^o Aldudes (Basses-Pyrénées), de la coupe de soixante-cinq arbres à prendre dans ses bois ;

8.^o Châtel-Consoir (Yonne), de la coupe de treize arbres, savoir : neuf chênes, deux hêtres et deux charmes qui se trouvent sur la lisière de sa réserve et du bois de la Guilmaudière, appartenant aux héritiers *Bertin* ;

Le produit de ces arbres sera partagé entre ladite commune et lesdits héritiers *Bertin*, selon leurs droits respectifs ;

9.^o Hagenbach (Haut-Rhin), de la coupe d'un hectare à prendre, par anticipation, dans ses bois au canton *Burgerwald* et à la suite des coupes en exploitation ;

Il sera fait une retenue de vingt-cinq ares sur chacune des quatre coupes des ordinaires qui suivront cette délivrance ;

10.^o Pierrefeu (Var), de la coupe de trois cents pins à prendre dans le canton de ses bois dit *Payrol* ;

11.^o Heidwiller (Haut-Rhin), de la coupe, 1.^o du canton *Nagacker* de la contenance de cinquante ares, 2.^o et de trente-sept chênes déperissans à prendre dans le canton *Wolffenhag* ; lesdits cantons faisant partie de ses bois ;

Le canton *Wolffenhag* sera considéré à l'avenir comme quart de réserve, et fermé au parcours jusqu'à son repeuplement ;

12.^o Aissey (Doubs), de la coupe de dix hectares environ de la réserve de ses bois ;

13.^o Louvemont (Meuse), de la coupe de douze chênes déperissans à prendre dans la réserve de ses bois ;

Lesdits arbres seront exploités par voie d'économie, sous la direction d'un entrepreneur responsable ;

14.^o Gilley (Doubs), de la coupe de six cents sapins morts ou déperissans dans sa réserve ;

15.^o Vilcey-sur-Trey (Meurthe), de la coupe, en deux années successives, de quinze hectares quatre-vingt-dix-sept ares formant la partie la plus âgée de sa réserve ;

16.^o Villemoron (Haute-Marne), de la coupe, en quatre années successives et par portions égales, des vingt-neuf hectares vingt-cinq ares composant le canton dit *la Voie aux chèvres*, qui fait partie de sa réserve ;

17.^o Jugy (Saône-et-Loire), de la coupe, en deux années successives et par lots égaux, des quinze hectares quarante-deux ares composant le canton appelé *Côte-mon-cœur* qui fait partie de sa réserve ;

18.^o Altkirch (Haut-Rhin), de la coupe, par éclaircie, en deux années successives, de cent soixante-et-dix arbres à prendre dans ses bois.

2. Il sera fait, chaque année, une délivrance au village d'Outriaz, annexe de la commune de Lantenay (Ain), d'une coupe de cinq hectares de taillis à prendre dans les bois que ce hameau possède.

3. Il sera procédé à l'exploitation d'un hectare du bois d'huile composant la partie possédée par indivis entre le village de Godbrange, annexe de la commune d'Hussigny (Moselle), et le sieur *Gauche*, pour le bois taillis être abandonné à ce dernier, et la futaie être vendue au profit dudit village de Godbrange.

4. Il sera procédé à l'aménagement des bois appartenant à

la commune d'Érize-la-Grande (Meuse), et à celle de Saisy ainsi qu'à ses annexes (Saône-et-Loire).

5. L'aménagement exécuté par le sieur *Pasquier*, arpenteur forestier, des bois appartenant à l'hospice civil de Châteaudun, situés dans le département de Loir-et-Cher, est approuvé, et sera suivi conformément aux plans et procès-verbaux qui en ont été dressés.

6. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 11 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 13,736. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *George-Constantin Zenowicz*, adjudant-commandant, né à Zamoche en Lithuanie. (Paris, 29 Novembre 1814.)

N.^o 13,737. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Lambert-Ferdinand-Joseph Vandenzande*, sous-chef au bureau central des douanes à Paris, né à Bruxelles, ancien département de la Dyle, le 13 mars 1780. (Paris, 17 Janvier 1815.)

N.^o 13,738. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Abraham-Mayer Bernkastel*, né à Trèves (Prusse) en novembre 1791. (Paris, 10 Mars 1819.)

N.^o 13,739. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Bertoglio dit Berthoglio (Jean-Aloysius)*, né le 5 février 1788 à Gabian en Piémont, sergent au vingt-neuvième régiment de ligne. (Saint-Cloud, 26 Août 1829.)

N.^o 13,740. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Vanschoor (Henri-Joseph)* dit *Vanschor* et *Vanscor*, né le 5 octobre 1790 à Winenne, royaume des Pays-Bas, ancien militaire, demeurant à Levrezy, arrondissement de Mézières, département des Ardennes. (Saint-Cloud, 2 Septembre 1829.)

N.^o 13,741. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Llamas (Ramon-Rose-Manuel)*, né le 30 août 1794 à Madrid, royaume d'Espagne, lieutenant au régiment de Hohenlohe. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.^o 13,742. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Simon (Isidore-Joseph-Antoine)*, né le 15 mai 1797 à Valence, royaume d'Espagne, sergent-major au dix-huitième régiment de ligne. (Paris, 25 Novembre 1829.)

N.^o 13,743. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur *Berettini (Antoine)*, né le 26 novembre 1778 à Sainte-Maure, îles Ioniennes, ancien chef de bataillon, demeurant à Paris,

2.^o Le sieur *Cookesley (William)*, né le 17 novembre 1772 à Great-Sorrington-Devon en Angleterre, et demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais,

3.^o Le sieur *Hopkins (William)*, né le 9 novembre 1794 à Horley dans le comté de Surry en Angleterre, et demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais,

4.^o Le sieur *Meyer (François-Joseph)*, né le 21 avril 1770 à Junern-Lehen, grand-duché de Bade, tonnelier, demeurant à Mulhausen, département du Haut-Rhin,

5.^o Le sieur *Rossetti dit Valentini (Raphaël)*, né le 1.^{er} juin 1798 à Sainte-Marie Majeure en Piémont, adjudant sous-officier au quinzième régiment d'infanterie de ligne à Nantes, département de la Loire-Inférieure,

6.^o Le sieur *Sala (Valentin-Gaspar-François-Xavier)*, né le 4 janvier 1783 à Mataro en Catalogne, royaume d'Espagne, et demeurant à Toulon, département du Var,

7.^o Le sieur *Watson (John)*, né le 8 mars 1799 à Rathfarnham en Irlande, et demeurant à Orléans, département du Loiret,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.^o 13,744. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites par le sieur *Boubée*, pour remplir les intentions du sieur *Courrent* et de la dame veuve *Laclaverie*, 1.^o d'une rente de 55 francs [5 pour cent consolidés] aux pauvres de l'*Île-Bouzon* (Gers), et 2.^o d'une somme de 600 francs à ceux de *Plieux* (même département). (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.^o 13,745. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Goux* (Doubs), par le sieur *Lièvremon*, d'une maison avec dépendances estimée 5200 francs. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.^o 13,746. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Gervais* (Hérault), par les sieurs *de Portalon de Rosis* et *d'Estoriac*, d'une maison avec dépendances estimée 4000 francs. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.^o 13,747. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de l'ancien presbytère, estimé 4500 francs, faite à la commune de *Villeneuve-le-Roi* (Oise) par les sieur et dame *Prevost*. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,748. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1500 francs fait à la commune de *Hautvillers* (Marne) par la dame veuve *Lecaillon*. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,749. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Citou* (Aude), par le sieur *Constans*, d'une maison pour y établir la mairie. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,750. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison estimée 680 francs, faite à la commune de *Saint-Marc de Vaux* (Saône-et-Loire) par le sieur *Febvre*. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,751. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Moncé-en-Belin* (Sarthe) à accepter la cession à titre gratuit, à elle faite par la fabrique de l'église, d'un terrain pour servir à l'établissement d'un nouveau cimetière. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,752. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *la Côte-Saint-André* (Isère), par le sieur *Mermet*, de diverses créances montant à la somme de 13,315 francs, pour servir à la fondation d'une école gratuite. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,753. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Champagney* (Jura), par une personne qui desire ne pas être nommée, d'une rente de 100 francs pour être affectée au traitement de l'institutrice. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,754. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Écouflant* (Maine-et-Loire), par une personne qui desire ne pas être nommée, d'une maison avec dépendances pour être réunie au presbytère. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,755. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait à la commune de *Montigny-les-Arsures* (Jura) par le sieur *Chièvre*. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,756. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait à l'école chrétienne de *Romans* (Drôme) par la dame *François*. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,757. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Montceaux* (Isère), par la dame *Bouverat*, d'une somme de 4736 francs pour être employée à la création d'une école destinée aux enfans pauvres. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,758. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Charolles* (Saône-et-Loire), par le sieur *Pa-*

d'un bâtiment avec dépendances, estimé 15,000 francs, pour y établir une école gratuite de jeunes filles. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 13,759. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 690 francs fait aux pauvres de *Magny* (Seine-et-Oise) par le sieur *Bitaut de Vaillé*. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,760. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait aux pauvres d'*Épinay* (Seine-et-Oise) par la dame veuve de *Grollier*. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,761. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, s'élevant à 6643 francs 75 centimes, fait au bureau de bienfaisance de *Bruges* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Pon*. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,762. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance d'*Isbergue* (Pas-de-Calais), par les héritiers de la demoiselle *Collier*, de 30 ares 15 centiares de terre en labour, estimés 610 francs. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,763. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Leval* (Nord), par les sieur et dame *Duhet*, d'une pièce de terre estimée 2200 francs. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,764. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 600 francs faite aux pauvres de *Château-Gontier* (Mayenne) par le sieur *Martinet*, pour remplir les intentions du sieur *Coutard*. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,765. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2840 francs faite aux pauvres de *Chdlons* (Marne) par la dame *Duhamel*. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,766. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 20 francs faite aux pauvres de *Rondehaye* (Manche) par le sieur *Cocquière*. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,767. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au bureau de bienfaisance d'*Orléans* (Loiret), par le sieur *Lebrun*, 1.º de trois cents livres de viande par an et pendant trois années, et 2.º d'une somme de 10,000 francs; le tout au profit des pauvres du faubourg Bourgoigne. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 13,768. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs faite aux pauvres de *Mosdon* (Loire-Inférieure) par la dame veuve *Portin de la Porte*. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

- N.º 13,769. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait aux pauvres de *Chamble* (Loire) par le sieur *Faure*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,770. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1200 francs fait au bureau de bienfaisance de *Vouvray* (Indre-et-Loire) par le sieur *Baudouin*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,771. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite au bureau de bienfaisance de *Céton* (Orne) par les héritiers du sieur *Lainé*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,772. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait aux pauvres les plus nécessiteux de *Moumour* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Planterose*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,773. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait aux pauvres de *Liergues* (Rhône) par la dame *Moginat de Liergues*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,774. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Bonnétable* (Sarthe), par la duchesse *Mathieu de Montmorency*, 1.º d'un bâtiment estimé 16,000 francs, pour l'établissement d'un hospice, et 2.º d'un autre bâtiment estimé 5000 francs, destiné à augmenter les dépendances de la maison de la Providence. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,775. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 650 francs, fait au bureau de bienfaisance de *Méounes* (Var) par la dame *Fournier*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,776. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée aux pauvres de *Mimbaste* (Landes) par la dame *Dufourcet*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,777. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs de la somme de 1000 francs chaque, faits au profit des pauvres de *Vilaines* et d'*Hardanges* (Mayenne) par le sieur *Pottier*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,778. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente perpétuelle de 100 francs faite aux pauvres de la *Ferrière-aux-Étangs* (Orne) par le sieur *Schnetz*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,779. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait au bureau de bienfaisance d'*Aix* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Davin*. (Paris, 20 Janvier 1830.)

- N.º 13,780. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait à la miséricorde de la paroisse Notre-Dame du Camp de *Pamiers* (Ariège) par la dame veuve *Pilhes*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,781. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Moignet-Marquet* au profit de la ville de *Ranes* (Orne), 1.º du quart, évalué à 21,690 francs environ, de ses biens immeubles pour la fondation d'une école de garçons, 2.º du quart des mêmes biens pour la fondation d'une école de jeunes filles, 3.º du quart des mêmes biens pour le soulagement des pauvres, et 4.º au profit de l'hospice d'*Argentan* (même département), du Legs universel, évalué à 87,000 francs, mais jusqu'à concurrence des deux tiers de sa valeur nette seulement. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,782. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence de 50,000 francs seulement, le Legs fait à l'hospice de *Mane* (Basses-Alpes) par la demoiselle *Mollet-Gleitz*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,783. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 400 fr. fait à la commune de *Sainte-Geneviève* (Manche) par le sieur *Hervieu*. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,784. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Nogent-le-Roi* (Haute-Marne), par la dame veuve *Segretier*, d'une maison avec mobilier et dépendances, estimée 26,210 fr. 50 centimes, et d'une somme de 20,000 francs, pour y fonder un établissement destiné au soulagement des malades et indigens. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,785. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation offerte à la commune d'*Ollières* (Var), par le sieur de *Félix du Muy*, d'un terrain de six cents mètres carrés. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,786. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Chaudeyroles* (Haute-Loire), par la demoiselle *Ginhoux*, de deux portions de terrain estimées 320 francs. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,787. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Prades* (Lozère), par la dame *Molinets*, d'une rente de 50 francs pour servir au paiement de l'instituteur ou de l'institutrice. (Paris, 20 Janvier 1830.)
- N.º 13,788. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune d'*Onesse* (Landes), par la dame *Marque*, d'une maison avec dépendances, évaluée à 3000 francs, pour loger le desservant. (Paris, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,789. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2100 francs fait à la ville de *Lillers* (Pas-de-Calais) par le sieur *Riffart*. (*Paris*, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,790. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Cirgues* (Lot), par le sieur *Laborie*, d'une portion de terrain contenant quarante-neuf doubles mètres carrés. (*Paris*, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,791. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Melincourt* (Haute-Saône), par le sieur *Robardot*, de plusieurs portions d'immeubles évaluées en totalité à 4500 francs. (*Paris*, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,792. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 401 francs fait à la commune de *Champlan* par le sieur *Monteret*, pour être employée à la fondation de deux écoles destinées aux garçons et aux filles. (*Paris*, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,793. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 3000 francs fait à la ville de *Roanne* (Loire) par la dame veuve de *Foutrière*. (*Paris*, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,794. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs fait à la commune de *Argüitiers* (Gard) par le sieur de *Castille*. (*Paris*, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,795. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *la Ferté-sous-Jouarre* (Seine-et-Marne), par les sieurs *Regnard de Lagny* et *Regnard*, d'un terrain contenant 9 ares 99 centiares pour y établir une nouvelle rue. (*Paris*, 20 Janvier 1830.)

N.º 13,796. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Arinthod* (Jura), par les sieur et dame *Vincent*, d'une maison et d'une pièce de terre, le tout estimé en revenu annuel à la somme de 120 francs. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,797. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Saint-Étienne-en-Coglais* (Ile-et-Vilaine) à accepter la Donation faite aux pauvres de cette commune, par le sieur *Geffroy*, d'une maison et d'un jardin d'une valeur ensemble de 870 francs. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,798. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de trois rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 160 fr. 52 centimes, faite aux pauvres malades de l'hôpital de *Avignon* (Vaucluse) par la demoiselle *Barthélemy*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,799. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite à l'hôtel-Dieu d'*Auxerre* (Yonne) par la dame veuve *Dehertogh*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,800. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Paris* (Seine) par la dame veuve *Legras*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,801. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Caudebec* (Seine-Inférieure), par le sieur *Leleu*, d'une créance déléguée de la somme de 945 francs, susceptible d'être réduite à 600 francs. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,802. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3000 francs faite aux pauvres du quatrième arrondissement de *Paris* (Seine) par la dame veuve *Brochant*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,803. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 500 francs faite à l'hospice de *Boulogne-sur-mer* (Pas-de-Calais) par le sieur d'*Hautefeuille*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,804. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice civil d'*Ernée* (Mayenne) à accepter, 1.º le Legs d'une somme de 6000 francs fait par la dame *Clonard* pour la fondation, dans cet hospice, de deux lits en faveur des pauvres de *Saint-Ellier*, et 2.º de la Donation d'une somme de 2000 francs faite par le sieur *Clonard* pour être employée à la même fondation. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,805. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 15,000 francs fait à l'hôpital général d'*Orléans* (Loiret) par le sieur *Lebrun*, pour y recevoir à perpétuité deux pauvres vieillards de la commune de *Saint-Germain-le-Grand* ou de celle de *Neuville*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,806. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 6000 francs fait à l'hospice de *Roanne* (Loire) par la demoiselle *Tamisier*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,807. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 francs fait à l'hospice de *Gignac* (Hérault) par le sieur *Bédos*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,808. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3000 francs faite à l'hospice de *Gimont* (Gers) par le sieur *Gèse*, pour y recevoir à perpétuité, pendant cent soixante-cinq jours par an, un pauvre malade de la commune de *Montiron*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,809. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, s'élevant à 595 francs, fait aux pauvres de l'hospice d'Hautefort (Dordogne) par la demoiselle Lisle dite l'abbé, par le sieur Ducham-Lageneste. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,810. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à l'hospice de Beaulieu (Corrèze) par le sieur Ducham-Lageneste. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,811. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Saint-Amand (Cher), par le sieur Boytière de Saint-George, de diverses créances et rentes s'élevant ensemble en capital à la somme de 3143 francs 45 centimes. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,812. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait à l'hospice de Millau (Aveyron) par le sieur Creyssel. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,813. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait à l'hospice de Grenoble (Isère) par la dame veuve de Bailly. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.º 13,814. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait au mont-de-piété de Montpellier (Hérault) par la demoiselle de Girard. (Paris, 27 Janvier 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 1.ºr Avril 1830*,
COURVOISIER.

* * Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
1.ºr Avril 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 347.)

N.º 13,815. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination
à plusieurs Préfectures.

Au château des Tuileries, le 2 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

Le sieur de *Vendeuvre*, préfet de la Vienne, est nommé
préfet de la Moselle, en remplacement du sieur de *Suleau*,
appelé à d'autres fonctions.

Le sieur de *Saint-Félix*, ancien préfet, est nommé préfet
de la Vienne, en remplacement du sieur de *Vendeuvre*.

Le sieur de *Foresta*, préfet de la Vendée, est nommé préfet
du Loiret, en remplacement du sieur de *Riccé*, admis à faire
valoir ses droits à la retraite.

Le sieur de *Villeneuve*, préfet de la Corrèze, est nommé
préfet de la Vendée, en remplacement du sieur de *Foresta*.

Le sieur *Chevalier de Caunan*, préfet des Landes, est
nommé préfet de la Corrèze, en remplacement du sieur de
Villeneuve.

Le sieur *Dufeugray*, sous-préfet de Toulon, est nommé
préfet des Landes, en remplacement du sieur *Chevalier de*
Caunan.

Le sieur de *Calvière*, préfet des Hautes-Pyrénées, est
nommé préfet du Doubs, en remplacement du sieur de *Beau-*
mont.

VIII.º Série.

M

Le sieur *Vernhettes*, préfet des Vosges, est nommé préfet des Hautes-Pyrénées, en remplacement du sieur de *Calvière*.

Le sieur de *Malartic*, préfet de la Drôme, est nommé préfet des Vosges, en remplacement du sieur *Vernhettes*.

Le sieur de *Talleyrand*, préfet de la Nièvre, est nommé préfet de la Drôme, en remplacement du sieur de *Malartic*.

Le sieur *Séguier*, préfet de l'Orne, est nommé préfet de la Nièvre, en remplacement du sieur de *Talleyrand*.

Le sieur de *Kersaint*, maître des requêtes au Conseil d'état, est nommé préfet de l'Orne, en remplacement du sieur *Séguier*.

Le sieur de *Waters*, préfet de la Haute-Loire, est nommé préfet de la Meuse, en remplacement du sieur d'*Arros*.

Le sieur *Freslon*, ancien préfet, est nommé préfet de la Haute-Loire, en remplacement du sieur de *Waters*.

Le sieur *Angelier*, préfet de la Corse, est nommé préfet du Var, en remplacement du sieur *Fumeron d'Ardeuil*, appelé à d'autres fonctions.

Le sieur de *Choiseul*, secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, est nommé préfet de la Corse, en remplacement du sieur *Angelier*.

Le sieur *Baumes*, préfet du Lot, est nommé préfet de Lot-et-Garonne, en remplacement du sieur *Feutrier*.

Le sieur de *Lantivy*, ancien préfet, est nommé préfet du Lot, en remplacement du sieur *Baumes*.

Le sieur de *Saint-Luc*, préfet de la Creuse, est nommé préfet de la Mayenne, en remplacement du sieur de *Lézar-dièr*.

Le sieur de *Frotte*, sous-préfet de Cherbourg, est nommé préfet de la Creuse, en remplacement du sieur de *Saint-Luc*.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 2 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTAIGL.

N.° 13,816. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera fait à l'Hôtel des Monnaies de Paris des Essais de monnayage par le procédé de la virole brisée et de la virole cannelée.

Au château des Tuileries, le 28 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera fait à l'hôtel des monnaies de Paris, sous la surveillance de la commission des monnaies, des essais de monnayage par le procédé de la virole brisée et de la virole cannelée.

2. Ces essais auront lieu, pour la virole brisée, sur la pièce d'or de quarante francs et sur celle de cinq francs en argent, lesquelles porteront en lettres en relief sur la tranche la légende, *Domine, salvum fac Regem*.

Les pièces d'or de vingt francs et celles d'un franc en argent seront cordonnées par une virole cannelée.

3. Les espèces provenant de ces essais seront mises en circulation après avoir été préalablement jugées par la commission des monnaies, suivant les règles établies.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 28 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.° 13,817. — ORDONNANCE DU ROI qui prescrit des Mesures de précaution à l'égard des Chaudières à vapeur destinées aux Établissements publics ou industriels.

Au château des Tuileries, le 25 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les ordonnances des 2 avril et 29 octobre 1823, 7 et 25 mai 1828, et 23 septembre 1829;

Considérant que les chaudières dans lesquelles on produit habituellement de la vapeur à un degré de pression quelconque, peuvent offrir les mêmes dangers que celles des machines à haute pression, soit que ces chaudières servent à la marche des machines, au chauffage à la vapeur, ou à tout autre usage analogue;

Qu'il convient donc de prescrire à leur égard les précautions qui ont paru de nature à réduire l'étendue de ces dangers;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Toute chaudière destinée aux établissemens publics ou industriels, dans laquelle on doit produire de la vapeur à un degré de pression quelconque, et qui servira à la marche des machines, au chauffage à la vapeur, ou à tout autre usage, ne pourra être établie à demeure sur un fourneau de construction, qu'en vertu d'une autorisation obtenue dans les formes prescrites par le décret du 15 octobre 1810 pour les établissemens de deuxième classe, pour les chaudières à haute pression, et de troisième classe, pour les chaudières à basse pression.

Cette autorisation ne sera accordée qu'après l'accomplissement des conditions de sûreté qui sont exigées par la présente ordonnance, savoir : articles 2 et 3, pour les chaudières à haute pression; et articles 2 et 4, pour les chaudières à basse pression.

2. Lors de la demande en autorisation, les chefs d'établissement déclareront à quel degré de pression habituelle leurs chaudières devront fonctionner.

Ils ne pourront, dans aucun temps, dépasser le degré de pression déclaré par eux et constaté par l'acte d'autorisation.

3. Les chaudières à haute pression, c'est-à-dire, celles dans lesquelles on doit produire de la vapeur à une pression habituelle de plus de deux atmosphères, devront être soumises, indépendamment de l'épreuve prescrite par notre ordonnance

du 23 septembre 1829, aux conditions exigées par les articles 4, 5, 6 et 7 de l'ordonnance royale du 29 octobre 1823.

4. Les chaudières destinées aux établissemens publics ou industriels, dans lesquelles la force élastique de la vapeur fait équilibre à deux atmosphères au plus, seront soumises aux conditions de sûreté suivantes :

1.^o Il sera adapté à la partie supérieure de chaque chaudière deux soupapes de sûreté de mêmes dimensions, et assez grandes pour que le jeu d'une seule puisse suffire au dégagement de la vapeur dans le cas où elle acquerrait une trop haute tension.

2.^o Chaque soupape sera chargée directement, et sans l'intermédiaire d'aucun levier, d'un poids équivalent au plus à une pression atmosphérique, c'est-à-dire, à raison d'un kilogramme trente-trois millièmes de kilogramme par chaque centimètre carré contenu dans la surface de la soupape.

3.^o Il sera en outre adapté à la partie supérieure de chaque chaudière, et près d'une des soupapes de sûreté, une rondelle métallique fusible à la température de cent vingt-sept degrés centigrades.

Cette rondelle, assujettie, ainsi qu'il est d'usage, par une grille, aura un diamètre tel, que sa surface libre soit quadruple de celle d'une des soupapes de sûreté.

4.^o On renfermera sous une même grille, dont la clef restera entre les mains du chef de l'établissement, la soupape de sûreté et la rondelle fusible placée près d'elle; l'autre soupape sera laissée à la disposition de l'ouvrier qui dirige le chauffage et le jeu de la machine.

5.^o Chaque chaudière sera munie d'un manomètre à air libre, dont le tube en verre sera coupé à une hauteur de soixante-et-seize centimètres [vingt-huit pouces] au-dessus du niveau de la surface du mercure pressée par la vapeur.

5. On affichera, dans l'enceinte des ateliers, l'instruction ministérielle du 19 mars 1824 sur les mesures de précaution habituelle à observer dans l'emploi des machines à vapeur.

6. En cas de contravention aux dispositions de la présente ordonnance, les chefs d'établissement pourront encourir l'interdiction de leurs chaudières, sans préjudice des peines, dommages et intérêts qui seraient prononcés par les tribunaux.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 25.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 13,818. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme Directeur de l'Administration de la guerre M. le Comte d'Hautpoul, Maréchal-de-camp.

Au château des Tuileries, le 28 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur comte d'Hautpoul, maréchal-de-camp, est nommé directeur de l'administration de la guerre, en remplacement du sieur baron Clouet, appelé à d'autres fonctions.

2. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 28.^e jour du mois de Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,
Signé C.^{te} DE BOURMONT.

N.^o 13,819. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 21 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'Administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Montfaucon (Doubs), de la coupe, par forme de recépage, en trois années successives, des cantons dits *la Roche Puits d'Enfer*, *Aubaille* et *sous les Muants*, dont se compose le parcours boisé de ladite commune;

Ce parcours sera désormais réuni à ses forêts aménagées;

2.^o Gondreville (Meurthe), de la coupe de tous les bois qui se trouvent sur l'emplacement de la nouvelle tranchée à ouvrir dans ses bois;

Les travaux à effectuer à la nouvelle tranchée, ainsi que le repeuplement des anciens chemins sur une superficie de deux hectares quarante ares, seront adjugés au rabais, et le montant de l'adjudication sera prélevé sur le prix de la vente des bois;

3.^o Moncourt (Meurthe), de la coupe des quatre hectares quatre-vingts ares composant sa réserve;

4.^o Corcondray (Doubs), d'un arbre chêne dépérissant qui se trouve sur la lisière de la réserve de ses bois;

5.^o Granges (Saône-et-Loire), de la coupe du canton de ses bois appelé *Chassagne* et contenant environ cinq hectares;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

6.^o Lutterbach (Haut-Rhin), de la coupe de neuf hectares à prendre dans le canton de ses bois dit *Grosboden* et qui a toujours fait partie de sa réserve;

Il sera procédé à l'aménagement du bois de ladite commune;

7.^o Chesnières (Moselle), de la coupe de treize arbres situés sur l'emplacement du chemin vicinal qui traverse la réserve de ses bois;

La commune sera tenue de faire élargir ce chemin conformément aux réglemens et de le faire border de neuf cents mètres de fossés;

8.^o Villars-sous-Écot (Doubs), de la coupe, en trois années successives, des trente hectares soixante-et-dix ares cinquante-huit centiares composant les cantons de Geniveau vers clos Bourgeois et de Geniveau vers Condemène, qui font l'un et l'autre partie de sa réserve;

9.^o Ancerviller (Meurthe), de la coupe de onze hectares quatre-vingt-huit ares à prendre dans la réserve de ses bois, savoir : un hectare quatre-vingt-huit ares au canton du petit Bouxy, six hectares au canton du grand Bouxy, et quatre hectares au canton des Hautes-Bornes;

10.^o Bourgaltroff (Meurthe), de la coupe, en deux années successives et par lots égaux, de vingt hectares soixante-et-quinze ares faisant la partie la plus âgée et la plus dépérissante de sa réserve;

11.^o Maizières (Haute-Marne), de la coupe, par forme de recépage, de douze hectares de sa réserve;

12.^o Cattenom (Moselle), de la coupe de trois anciens chênes secs ou dépérissans, situés sur la lisière de sa réserve;

13.° Allamps (Meurthe), de la coupe, en six années successives et par portions égales, des quarante-huit hectares quatre-vingts ares composant la réserve de ses bois;

14.° La Neuveville (Meurthe), de la coupe de deux arbres morts ou dépérissans situés sur la lisière de sa réserve;

15.° Domèvre-sur-Durbion (Vosges), de la coupe par forme de nettoiement, en deux années successives, de vingt-deux hectares trente-deux ares de sa réserve qui ont été exploités en 1804, 1806 et 1807;

Il sera procédé à l'ouverture d'une tranchée de dix mètres de largeur en remplacement du chemin vicinal traversant la réserve; les bois qui devront être coupés d'après le tracé, seront vendus avec l'une des coupes de nettoiement;

16.° Saint-Marcel (Moselle), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, des huit hectares quatre-vingt-onze ares soixante-huit centiares composant sa réserve;

17.° Montreux (Meurthe), de la coupe des onze hectares trois ares composant sa réserve;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

18.° Neufchâtel (Doubs), de la coupe de sa réserve et de celle des bois du village des Orcières, son annexe; lesdites réserves contenant ensemble onze hectares soixante ares;

19.° Buding (Moselle), de la coupe, 1.° du canton de sa réserve dit *Jungwald*, contenant huit hectares trente-six ares, pour être exploité par forme d'expurgade, dans laquelle seront compris cent soixante-et-dix-sept arbres vieillis ou dépérissans et tous les bois blancs; 2.° et du canton de *Rondbusch*, faisant également partie de sa réserve, et contenant deux hectares dix-sept ares, pour être exploité par forme de recépage.

2. Il sera procédé à la vente et à l'exploitation des brins de taillis et de cent cinquante-neuf arbres dépérissans existant sur la lisière indivise entre le bois du Four appartenant à M. le marquis de *Clermont-Tonnerre* et le bois dit *le Corroy*, dont est propriétaire la commune de *Bautheville* (Meuse).

Le produit de la vente sera partagé entre les copropriétaires, suivant leurs droits respectifs.

3. Les trois accrues dont la commune de *Soncourt* (Haute-Marne) est propriétaire, seront réunies à ses forêts aménagées.

Les deux premières, dites *le Peupas* et *le Magivral*, formeront la vingt-sixième coupe, et la troisième, dite *Bergère-en-Vaux*, formera la vingt-septième coupe.

4. Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de la commune de *Bonnet* (Meuse).

5. Sont approuvés,

1.° L'arrêté du préfet du département de la Nièvre en date

du 8 octobre dernier, autorisant, par urgence, la vente et la coupe des parties de bois de la commune d'*Oudan* et de la forêt royale d'*Arcy*, jugées nécessaires à la construction de la route départementale n.° 3 entre *Menou* et la plaine des *Cri-nons*;

2.° L'arrêté du préfet du Bas-Rhin en date du 11 décembre dernier, lequel autorise, par urgence, la délivrance, dans les bois de la commune d'*Alhunden*, de deux mille fascines destinées à la réparation d'un barrage;

3.° L'arrêté du préfet du Haut-Rhin, du 24 décembre dernier, qui autorise, par urgence, la délivrance à la commune de *Willer*, de trois arbres chênes à prendre dans ses bois, pour être employés à la reconstruction d'un pont et à la réparation d'un puits.

6. La commune de l'*Abergement du Navoy* (Doubs) est autorisée à établir dans le canton de ses bois dit *les Épinettes*, sur une largeur de six mètres seulement, un chemin qui servira au passage des troupeaux qui se rendent au parcour, sous la condition que de chaque côté dudit chemin un mur sec d'un mètre trente-deux centimètres de hauteur, sur six décimètres d'épaisseur, sera construit et entretenu aux frais de la commune.

Tous les autres chemins de ce canton seront supprimés, à l'exception de celui situé au nord, qui est nécessaire à l'exploitation des coupes.

Les arbres existant sur le tracé du nouveau chemin seront délivrés à la commune, qui en opérera le partage entre ses habitans.

7. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 21 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.° 13,820. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des sœurs de la Charité et Instruction chrétienne de Nevers établie à Montpellier (Hérault). (Paris, 28 Mars 1830.)

N.° 13,821. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la supérieure générale des sœurs de Saint-Vincent de Paul établies à Paris à former une communauté dépendante de sa congrégation dans la ville de la Rochelle (Charente-Inférieure). (Paris, 28 Mars 1830.)

N.° 13,822. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.° Le sieur *Derbshire* (Philip), né le 22 octobre 1770 à Brachley, comté de Northampton en Angleterre, et demeurant à Boulogne, département du Pas-de-Calais,

2.° Le sieur *Reggio* (Jean-Dominique), né le 4 août 1800 à Smyrne, négociant, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 13,823. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 96 francs faite au séminaire diocésain d'Albi (Tarn) par le sieur *Farssac*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,824. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de bâtimens, terrains et dépendances situés à Châtel-sur-Moselle, et évalués à 41,000 francs, faite à l'école secondaire ecclésiastique de Châtel-sur-Moselle (Vosges) par le sieur *Jaquemin*, évêque du diocèse de Saint-Diez. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,825. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des religieuses ursulines de Rouen par les dames *Mondré* et *Quesney*, religieuses, de leur part dans les immeubles qu'elles possèdent à Rouen, et qui sont à l'usage de ladite communauté, estimés en totalité à 140,000 francs, et dans une créance de 15,000 francs. L'assistante est autorisée à accepter la Donation faite à ladite communauté par la dame *Le Breton*, supérieure, de sa part dans les immeubles susdésignés. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,826. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des sœurs de Saint-Joseph établie à Bourg (Ain) [maison Sainte-Madeleine], de deux maisons et dépendances situées à Bourg, et estimées 35,000 francs, par les dames *Cornillon*, supérieure générale, et *Vulin*, supérieure locale. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,827. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des sœurs de la Doctrine chrétienne dites *Vatelottes* de Nancy établie à Charmes (Vosges), consistant en deux petits corps de ferme, prés, terres, vignes, &c., estimés à un revenu de

499 francs, ladite Donation faite par la dame *Liégeois*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,828. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des sœurs hospitalières de Saint-Jean établie à Laventie (Pas-de-Calais), d'une maison, jardin et dépendances, estimée 1500 francs, par la dame veuve et la demoiselle *Herreng*, sous la réserve d'usufruit. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,829. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la communauté des religieuses clairistes de Saint-Omer (Pas-de-Calais) par le sieur *Riffard*. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,830. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, consistant en meubles, bâtimens, terres, vignes, estimé 13,712 fr. 66 centimes, fait à la communauté des sœurs de Saint-Charles de Lyon établie à Mornant (Rhône) par la dame *Goutaret*, religieuse. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,831. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la communauté des ursulines de Quimperlé (Finistère) par la dame *Merle-Pengilly*, religieuse, consistant en tous ses droits et prétentions dans les bâtimens, terres et bois occupés par ladite communauté, et évalués à 2555 francs. (Paris, 4 Novembre 1829.)

N.° 13,832. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'évêque de Quimper (Finistère) et la fabrique de l'église de Trébabu (même département) à accepter, savoir : l'évêque, une somme de 1900 francs, et la fabrique, celle de 2309 francs; lesdites sommes provenant de la succession du sieur *Gourmelon*. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.° 13,833. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite dans l'église de Verteuil (Charente) par le sieur *Huet*, moyennant la rétribution qui sera réglée par l'évêque d'Angoulême. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.° 13,834. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église Notre-Dame du Camp à Pamiers (Ariège) par la dame *Pilhes*. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.° 13,835. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 25 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Couville (Manche), par la dame veuve *Lanierce*. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.° 13,836. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à la fabrique de l'église de Werwick (Nord) par le sieur *Veneslande*. (Paris, 11 Novembre 1829.)

N.º 13,837. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de pré évaluée à un revenu annuel de 20 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Granges* (Vosges), par la dame veuve *Villiaume*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,838. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation de six grandes messes dans l'église de *Vielley* (Doubs), par les sieur et dame *Fournier*, moyennant la rétribution qui sera réglée par l'archevêque de *Besançon*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,839. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente de 300 francs sur l'État faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Châtel* (Ardennes), par la dame veuve *Gérard de Meley*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,840. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un capital de 9000 francs, exigible au 1.ºr janvier 1834 ou 1835, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église cathédrale de *Saint-Mammès à Langres* (Haute-Marne), par les sieurs *Philpin de Rivière* et *Clerget-Vaugirnon*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,841. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de pré évaluée à un revenu de 4 francs, faite, sous réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Marmoutier* (Bas-Rhin), par la demoiselle *Hugel*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,842. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 35 francs, de vases sacrés et linge d'église estimés 337 francs, et d'une maison estimée 600 francs, fait à la fabrique de l'église de *Béthune* (Pas-de-Calais) par le sieur *Riffard*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,843. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 4000 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-André d'Aphon* (Loire) par le sieur *Saint-George*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,844. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel fait à la congrégation des sœurs de *Saint-Charles de Lyon* (Rhône) par le sieur *Dutel*, et de celui de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Martin de Fontaines* (Rhône) par ledit sieur *Dutel*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,845. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à environ 27,000 francs, fait, sous condition de services religieux, à l'école secondaire ecclésiastique de *Pamiers* (Ariège), par la dame *Pilhes*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,846. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison destinée à servir de maison d'école, et évaluée à un

revenu annuel de 300 francs, faite, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Plaintel* (Côtes-du-Nord), par le sieur *Gautho*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,847. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs, 1.º d'un calice d'argent, ornemens et linge d'église, et 2.º d'une pièce de terre estimée 1690 francs, faits à la fabrique de l'église de *Sampzon* (Ardèche) par le sieur *Boissel*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,848. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de plusieurs capitaux, de rentes et créances, le tout s'élevant à 18,350 francs, faite à la fabrique de l'église de *Fontenottes* (Doubs) par le sieur *Billod*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,849. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Saint-Lezin* (Maine-et-Loire) et le maire de cette commune à accepter, 1.º le Legs fait à ladite fabrique, par la demoiselle *Ciret*, de la moitié de divers immeubles dont la totalité est estimée 1900 francs; et 2.º le Legs fait au même établissement, par la demoiselle *Albert*, de l'autre moitié desdits immeubles; le tout sous condition de services religieux. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,850. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait, pour distributions annuelles d'aumônes, à la fabrique de l'église de *Saulgé-l'Hôpital* (Maine-et-Loire), par le sieur *Gendron*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,851. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Rouffach* (Haut-Rhin), par la dame veuve *Buxler*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,852. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Flayosc* (Var), par le sieur *Masclet*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,853. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à la fabrique de l'église *Saint-Ambroise de Popincourt* à *Paris* par le sieur *Moringlane*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,854. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 40 francs et d'une somme de 450 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Gugney-aux-Aulx* (Vosges), par la dame veuve *Collin*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,855. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Andéol-le-Château* (Rhône) par la demoiselle *Boyon*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,856. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, 1.º de 5000 francs fait au séminaire diocésain de *Marseille* par le sieur *Chaylan*, et 2.º d'une somme de 500 francs fait audit séminaire par le sieur *Castinel*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,857. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre évaluée à 120 francs, faite à la fabrique de l'église de *Saint-Potan* (*Côtes-du-Nord*) par le sieur *Bonenfant*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,858. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison estimée 1600 francs, faite à la fabrique de l'église *Saint-Aphrodise* de *Beziers* (*Hérault*) par le sieur *Mailhac*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,859. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison avec cour et pièce de terre attenante, le tout estimé d'un revenu net de 17 francs 75 centimes, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Merzer* (*Côtes-du-Nord*) par la dame *Leroi*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,860. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 2600 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Boviolle* (*Meuse*), par la dame *Menil*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,861. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait, sous condition de services religieux, par le sieur *Caussin*, à la fabrique de l'église de *Naives-en-Blois* (*Meuse*), à la charge par ladite fabrique de remettre à la fabrique de *Bové* le montant dudit Legs, dans le cas où cette dernière église serait érigée en succursale ou en chapelle. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,862. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs, 1.º d'objets mobiliers dont la vente monte à environ 3336 francs 84 centimes, fait à la fabrique de l'église de *Cartignies* (*Nord*) par la dame veuve *Brissy*, et 2.º d'une pièce de terre estimée 1920 francs, fait au même établissement par ladite dame veuve *Brissy*, sous condition de services religieux. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,863. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 30 francs de rente 3 pour cent sur l'État, et d'une somme de 1000 francs en espèces, faite à la fabrique de l'église *Saint-Eloi* à *Boriteaux* (*Gironde*) par le sieur *Puységur*, sous condition de services religieux et de faire placer une inscription funèbre dans ladite église. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,864. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les fabriques des églises de *Mesnil-Rainfray* et de *Juvigny* (*Manche*) à accepter les Legs à elles faits par le sieur *Raulin*, savoir : 4.º le trésorier de la fabrique de l'église

de *Mesnil-Rainfray*, le Legs de 1500 francs, et le trésorier de la fabrique de *Juvigny*, le Legs de quelques créances et de 3600 francs, sous condition de services religieux. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,865. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une cloche du prix de 1000 francs, fait à la fabrique de l'église de *Beaumont-pied-de-bœuf* (*Sarthe*) par le sieur *Goulet*. (*Paris, 11 Novembre 1829.*)

N.º 13,866. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 400 francs, et d'une somme de 900 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Montblainville* (*Meuse*), par le sieur *Bourlois*. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,867. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite, moyennant une rente annuelle de 70 francs, dans l'église d'*Ernée* (*Mayenne*), par la dame *Clouard*. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,868. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une partie de créance montant à 3000 francs, fait au séminaire diocésain d'*Aire*, établi à *Dax* (*Landes*), par la dame veuve *Arnoud d'Artigotyte*. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,869. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 900 francs fait au séminaire d'*Autun* (*Saône-et-Loire*) par la dame veuve de *Bréhard*. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,870. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 60 francs faite au desservant de la succursale de *Soulgé-le-Brunand* (*Mayenne*) et à ses successeurs à perpétuité par les sieur et dame *Letourneurs-Duteilleul*. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,871. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au séminaire d'*Orléans* et au desservant de la succursale de *Ruan* (*Loiret*), par le sieur *Lenormand*, savoir : le séminaire, de la nue propriété d'une pièce de terre estimée à un revenu de 60 francs, et le desservant de *Ruan*, de l'usufruit, pendant trente ans, de la susdite pièce de terre, sous condition de services religieux. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,872. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 200 francs faite au diocèse d'*Aire* (*Landes*) par le sieur *Pierre Lalanne* et *Jean Destenabe*. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,873. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux pièces de terre estimées à un revenu annuel de 90 francs, faite à la fabrique de l'église de *Poilly* (*Ille-et-Vilaine*) par le sieur *Legrand*. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,874. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre évaluée à un revenu annuel de 90 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Plédran* (Côtes-du-Nord), par les sieur et dame *Labbé*. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.º 13,875. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 24 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'*Oudezècle* (Nord), par le sieur *Frohard de la Mette*. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.º 13,876. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Saint* à établir un lavoir à bras double pour le lavage du minerai de fer dans la commune de *Seveux*, département de la Haute-Saône. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,877. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe les limites des mines de houille de *Cavaillac* près le *Vigan*, département du Gard. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,878. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de fer de *Cavaillac* et du *Vigan* (Gard) au sieur *Deshours-Farel* et compagnie. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,879. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de fer de *Mont-Dagout* (Gard) au sieur *Deshours-Farel* et compagnie. (Paris, 14 Janvier 1830.)

N.º 13,880. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de cuivre de *Lunas* et de *Joncels* (Hérault) aux sieurs *Frèrejean*. (Paris, 14 Janvier 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 8 Avril 1830*,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
8 Avril 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 348.)

N.º 13,881. — ORDONNANCE DU ROI qui détermine la forme dans laquelle seront exécutées les Ordonnances relatives aux transmissions de Pairies hors de la ligne directe.

Au château des Tuileries, le 6 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Nous nous sommes fait rendre compte des motifs qui ont pu être apportés à l'appui des demandes adressées soit au Roi, notre auguste frère, soit à nous, à l'effet d'obtenir dans la Chambre des Pairs des transmissions hors de la ligne directe, masculine et légitime, et nous avons reconnu que ces demandes étaient en général appuyées sur le souvenir de services rendus à notre état et à nous, et sur le désir de rassembler autour du premier corps de l'État les grandes propriétés qui peuvent ajouter à son influence;

Voulant déterminer d'une manière positive la forme dans laquelle seraient exécutées les ordonnances déjà rendues relativement à ces transmissions;

A ces causes,

Vu l'article 27 de la charte constitutionnelle,

Les ordonnances réglementaires du 25 août 1817;

Sur le rapport du président de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et NOUS ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} A toute pairie dont la succession aura éventuellement été accordée autrement qu'à titre héréditaire, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, devra être inséparablement attaché un majorat dont l'institution précédera nécessairement l'admission du successeur éventuel dans la Chambre.

Ce majorat devra être fondé en immeubles, soit par le titulaire actuel de la pairie, soit par le successeur éventuellement appelé. S'il se trouve inférieur au taux fixé pour le titre de la pairie dont la transmission sera permise, la transmission ne

VIII.^e Série.

N

pourra être opérée que sous le titre correspondant au majorat qui aura été définitivement fondé.

2. Lorsqu'à l'ouverture de la succession de cette pairie l'appelé se présentera pour la recueillir, il devra, préalablement à toute demande et en même temps qu'il remplira les formalités prescrites par les articles 76, 77, 78, du titre IX du règlement du 2 juillet 1814, déposer aux archives de la Chambre les lettres patentes constitutives du majorat. Ces lettres devront être, en même temps que les lettres patentes institutives de la pairie, présentées à la commission chargée, par l'article 77 du même règlement, de donner son avis sur l'admission dans la Chambre.

3. Les transmissions de pairies, autorisées ainsi qu'il a été dit ci-dessus, ne porteront en aucun cas avec elles le droit de prendre et porter le nom du pair dont la succession éventuelle aura été autorisée, à moins que nous n'ayons, conformément aux dispositions de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], accordé dans les formes ordinaires l'autorisation de joindre ou de substituer ce nom à celui du successeur éventuel.

4. Le président de notre Conseil des ministres et notre garde des sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 6.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{re} DE POLIGNAC.

N.^o 13,882. — ORDONNANCE DU ROI portant que des Pensions pourront être accordées aux Veuves des Membres de l'Université.

Au château des Tuileries, le 1.^{er} Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la délibération de notre conseil royal de l'instruction publique en date du 23 mars 1830;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;

Considérant que dans la plupart des administrations publiques il est accordé des pensions de retraite aux veuves des fonctionnaires, et qu'il serait juste d'en faire jouir également les veuves des fonctionnaires et professeurs de l'université, mais que l'état actuel de la caisse des retraites ne permettrait pas de liquider des pensions à toutes les veuves sans distinction,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Des pensions de retraite pourront être accordées aux veuves des membres de l'université mariées depuis cinq ans au moins, et dont les maris viendront à décéder postérieurement au 1.^{er} juillet 1830.

2. Ces pensions ne pourront excéder le tiers de celles auxquelles les décédés auraient eu droit.

3. Jusqu'à l'époque où la situation des fonds affectés au paiement des pensions de retraite de l'université le permettra, il ne sera accordé des pensions aux veuves qu'en proportion de leurs besoins, et lorsqu'elles auront justifié qu'elles n'ont pas des moyens suffisants d'existence.

4. Lorsque notre conseil royal de l'instruction publique aura reconnu que le fonds de retraite peut faire face à la dépense, toutes les veuves des membres de l'université auront droit au maximum de la pension déterminé par l'article 2.

5. Les veuves qui se remarieront cesseront de recevoir des pensions et des secours sur les fonds de l'université.

6. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 1.^{er} jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.^{re} DE GUERON-RANVILLE.

N.° 13,883. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. le Vicomte de Suleau* Directeur général de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Au château des Tuileries, le 2 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur vicomte de *Suleau*, préfet du département de la Moselle, est nommé directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines, en remplacement du sieur *Calmon*, conseiller d'état.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 2 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHARROL.

N.° 13,884. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. Chevalier de Caunan* à la Préfecture de la Meuse et *M. de Villeneuve* à celle de la Corrèze.

Au château des Tuileries, le 4 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur *Chevalier de Caunan* est nommé préfet de la Meuse, en remplacement du sieur de *Waters*, admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite.

Le sieur de *Villeneuve*, préfet de la Vendée, est nommé préfet de la Corrèze, en remplacement du sieur *Chevalier de Caunan*.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

B. n.° 348.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.° 13,885. — *ORDONNANCE DU ROI* qui nomme *M. de Fumeron d'Ardeuil* Maître des requêtes en service ordinaire au Conseil d'état.

A Paris, le 11 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur de *Fumeron d'Ardeuil*, ancien préfet du département du Var, est nommé maître des requêtes en service ordinaire au Conseil d'état, en remplacement du sieur de *Kersaint*, appelé à d'autres fonctions.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, au château des Tuileries, le 11.° jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé COURVOISIER.

N.° 13,886. — *ORDONNANCE DU ROI* portant Approbation de la Direction du tracé du Chemin de fer du Port d'Andrezieux à Roanne.

Au château des Tuileries, le 21 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu notre ordonnance du 27 août 1828, qui autorise les sieurs *Mellet* et *Henry* à établir, à leurs frais, moyennant la concession

à perpétuité d'un droit de péage, un chemin de fer d'Andrezieux à Roanne;

Vu les plans du tracé de ce chemin et le mémoire à l'appui, remis le 27 juin 1829 par lesdits sieurs *Mellet et Henry*;

Vu l'avis du préfet de la Loire sur ce tracé;

Vu la demande des concessionnaires de faire embrancher leur chemin de fer sur celui de Saint-Étienne à la Loire, au lieu dit *la Fouillouse*;

Vu l'avis donné sur ces plans par le conseil général des ponts et chaussées;

Vu toutes les autres pièces produites et jointes au dossier;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La direction du tracé du chemin de fer du port d'Andrezieux à Roanne, pour la partie comprise entre le domaine de Muron et l'avenue du château d'Ailly, est approuvée telle qu'elle est indiquée entre ces deux points par une ligne rouge sur les deux plans annexés à la présente ordonnance.

2. Du domaine de Muron, le chemin sera dirigé vers Andrezieux et mis en communication, au port de cette ville, avec celui qui est actuellement exécuté de Saint-Étienne à la Loire, ainsi qu'il est prescrit par l'article 1.^{er} du cahier des charges joint à notre ordonnance du 27 août 1828.

3. A partir de l'allée du château d'Ailly, le chemin sera dirigé sur Roanne sans passer sur le pont de pierre de cette ville; mais les concessionnaires sont libres de le faire aboutir à telle rive du fleuve qui leur conviendra.

4. Les concessionnaires seront tenus de présenter, dans le délai d'un an, au plus tard, des projets particuliers, 1.^o pour les points de départ et d'arrivée à Andrezieux et à Roanne, conformément aux dispositions des articles précédents; 2.^o pour les points de chargement et de déchargement à Feurs. Ils remettront ces projets au préfet du département, qui les adressera, avec son avis, à notre directeur général des ponts et chaussées, pour être statué ultérieurement ce qu'il appartiendra.

5. Aux points où le chemin de fer doit rencontrer les routes royales n.^o 7, de Paris à Antibes, et n.^o 82, de Roanne au

Rhône, et les routes départementales n.^o 1.^{er}, de Lyon à Montbrison, et n.^o 2, de Montbrison à Saint-Étienne, les concessionnaires seront tenus de faire traverser ces routes par leur chemin, sans changer le niveau de ces communications.

Les concessionnaires sont autorisés à baisser d'un mètre la chaussée de la route royale n.^o 89, de Lyon à Bordeaux, au point où elle doit être traversée par leur chemin de fer; mais ils établiront, des deux côtés de la coupure, des rampes de trois centimètres par mètre, et feront exécuter sous la route, dans la direction des fossés du chemin, deux aqueducs pour l'écoulement des eaux. Tous les travaux nécessités par ces dispositions seront à leur charge. Les rails et leurs encastremens dans les dés seront de même forme et de même dimension que ceux qui ont été établis sur la route royale n.^o 82, à sa rencontre avec le chemin de Saint-Étienne à la Loire.

6. Les concessionnaires présenteront, pour être examinés et approuvés par le préfet, les projets de tous les ponts, pontceaux et aqueducs à construire sur des eaux publiques, ou, au moins, un tableau indiquant leur largeur et leur hauteur sous clef, afin qu'on puisse s'assurer s'ils présentent un débouché suffisant à l'écoulement des eaux.

7. Ils seront tenus également de construire, à leurs frais, sous le chemin de fer et ses embranchemens, tous les aqueducs qui seront jugés nécessaires pour l'écoulement des eaux, la facilité des irrigations, et l'assèchement des terres riveraines. Ils seront autorisés à établir des rigoles pour l'écoulement des eaux rassemblées dans les fossés du chemin de fer, sous la condition de payer à qui de droit des indemnités réglées à l'amiable ou suivant la loi, et sous la réserve des droits actuellement acquis.

8. Si, dans les endroits où le chemin de fer traversera des cours d'eau, la direction arrêtée ne permet pas de donner aux ponts qui seront construits sur ces cours d'eau une hauteur de cinquante centimètres sous clef, ou sous poutre, au-dessus de la ligne des plus hautes eaux connues, les concessionnaires

seront tenus de présenter et de soumettre leurs projets à l'approbation du directeur général des ponts et chaussées.

9. L'inclinaison des rampes d'accès des chemins vicinaux et ruraux et des chemins de desserte sur le chemin de fer, et réciproquement, ne dépassera pas cinq centimètres par mètre.

10. Il sera placé des bornes, poteaux ou lisses, à l'intersection du chemin de fer avec les routes royales ou départementales, partout où ces bornes ou poteaux seront nécessaires pour prévenir les accidents.

11. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires à la construction du chemin; elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810.

12. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 21 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 13,887. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des religieuses carmélites de Limoges, département de la Haute-Vienne. (Paris, 4 Avril 1830.)

N.° 13,888. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Martinique (Sébastien), né le 5 mai 1777 à Châteauneuf d'Asti en Piémont, gendarme à cheval à la résidence de Saint-Amand, département du Cher. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.° 13,889. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.° Le sieur Geisler (Geoffroi-François), né le 8 mai 1805 à Erfurt, royaume de Prusse, demeurant à Lauterbourg, département du Bas-Rhin,

2.° Le sieur Guille (Mathieu), né le 20 janvier 1796 à Saint-Jean de Maurienne en Savoie, demeurant à Lyon, département du Rhône,

3.° Le sieur Louis Nordheim, né le 10 juillet 1789 à Waldorf, royaume de Saxe, demeurant à Lyon, département du Rhône,

4.° Le sieur Noël (Thomas), né le 28 décembre 1773 à Londres, pasteur de l'église réformée, demeurant à Calais, département du Pas-de-Calais,

5.° Le sieur Zucker (George-Frédéric), né le 16 avril 1781 à Klein-

Sachsenheim, royaume de Wurtemberg, demeurant à Paris, département de la Seine,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.° 13,890. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 300 francs et d'un ornement pour la Sainte-Vierge du prix d'environ 140 francs [5 à 6 louis], fait à la fabrique de l'église de Liergues (Rhône) par la dame Mogiat de Liergues. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.° 13,891. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux sommes montant ensemble à 2200 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Mouthier (Doubs), par le sieur Mermot. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.° 13,892. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Wemaers-Cappel (Nord), par le sieur David et consorts. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.° 13,893. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 4000 francs fait à la communauté des religieuses de Notre-Dame chanoinesses de Saint-Augustin établies rue de Sèvres à l'Abbaye-aux-Bois, à Paris, par la dame Le Charron. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.° 13,894. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait à la communauté des religieuses de la Visitation de Sainte-Marie établies à Paris, rue de Vaugirard, n.° 112, par la dame de Cordon. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.° 13,895. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la communauté des sœurs de la Trinité chargées des enfans de la Providence et établies à Lyon (Rhône) par la dame Mogiat de Liergues. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.° 13,896. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une bibliothèque estimée 600 francs, fait à l'école secondaire ecclésiastique du diocèse de Beauvais, transférée à Saint-Germer (Oise), par le sieur Dubert. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.° 13,897. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des sœurs de Saint-Joseph de Lyon formée à Saint-Paul-en-Jarret (Loire), 1.° d'une maison et dépendances, &c., estimée environ 15,938 francs, par le sieur Noailly; et 2.° d'un espace de terrain de neuf mètres de longueur sur sept de largeur, estimé 300 francs, par la dame Fulchiron, religieuse. (Paris, 29 Novembre 1829.)

N.° 13,898. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de Plaintel (Côtes-du-Nord) et le maire de cette commune à accepter, en

remplacement du Legs fait à ladite fabrique, par la demoiselle *Cotillard*, de tous ses biens immeubles, une rente convenancièrè en argent, poulès et grains, représentant un capital de 2400 francs, sous condition de services religieux. (*Paris, 29 Novembre 1829.*)

N.º 13,899. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'administration du séminaire diocésain de *Poitiers* (*Vienne*) à imputer, jusqu'à due concurrence, la somme nécessaire au remboursement envers les héritiers *Fraignem* et au paiement des autres dépenses auxquelles elle a été condamnée par arrêt de la cour royale de *Poitiers* du 14 janvier 1829, sur le produit du Legs de 15,000 francs fait audit séminaire par la demoiselle *Ogéron de Villiers*. (*Paris, 30 Novembre 1829.*)

N.º 13,900. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel fait au séminaire diocésain d'*Aix* (*Bouches-du-Rhône*) et du Legs particulier fait à l'archevêché par le sieur de *Beausset-Roquefort*, sauf déduction d'une valeur de 40,000 francs et autres objets mobiliers désignés dans l'acte du 10 août 1829. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,901. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison avec jardin et dépendances, évaluée à 8000 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Leigneux* (*Loire*), par la dame veuve de *Marbeuf*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,902. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de livres estimés 2262 francs, fait à la maison ecclésiastique dite *Mission de Beaupré*, établie à *École* (*Doubs*), par le sieur *Bobillier*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,903. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux parties de rentes montant ensemble à 22 livres 10 sous [22 francs 24 centimes], faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Mortain* (*Manche*), par la demoiselle *Fortin*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,904. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre estimée d'un revenu annuel de 5 francs, faite à la fabrique de l'église de *Bernering* (*Meurthe*), par la demoiselle *Four*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,905. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux rentes annuelles d'ensemble 70 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, aux missions étrangères à *Paris*, par le sieur *Riffard*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,906. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au séminaire diocésain d'*Arras* (*Pas-de-Calais*), par le sieur *Riffard*, savoir : 1.º de tous les livres de sa bibliothèque estimés 294 francs, 2.º à la charge de services religieux, d'une créance de 3800 francs, et 3.º avec

réserve d'usufruit, d'un hectare 6 ares 50 centiares de terre à labour, estimés 2550 francs. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,907. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait au séminaire diocésain de *Cambrai* (*Nord*) par le sieur *Meurcin*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,908. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente au capital de 1000 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Locon*, (*Pas-de-Calais*) par le sieur *Riffard*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,909. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente d'un hectolitre 12 litres de froment et de 10 francs en argent, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Gundolsheim* (*Haut-Rhin*), par la dame veuve *Erck*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,910. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise, conformément à l'article 904 du Code civil, l'acceptation du Legs de 500 francs en immeubles fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Riotord* (*Haute-Loire*), par le sieur *Tardy*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,911. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux sommes montant ensemble à 1600 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Saint-Joseph de Villefranche* (*Aveyron*), par le sieur *Bernard*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,912. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 30 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Jean de la Haize* (*Manche*), par le sieur *Nolais*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,913. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 50 livres [49 francs 38 centimes] fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église du *Petit-Chelland* (*Manche*), par le sieur de *Gouvetz*. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.º 13,914. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux rentes annuelles montant ensemble à 39 francs 51 centimes, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Vaast-la-Hougue* (*Manche*), par le sieur *Jouan*. (*Paris, 6 Décembre 1829.*)

N.º 13,915. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Mirecourt* (*Vosges*), par le sieur de *Pochard*. (*Paris, 6 Décembre 1829.*)

N.º 13,916. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Bergholtz* (Haut-Rhin), par le sieur *Galliath*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,917. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, montant à 629 francs 24 centimes, fait au séminaire diocésain de *Beauvais* (Oise) par la dame *Ledoux*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,918. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à 1500 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Sérignan* (Hérault), par le sieur *Rey*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,919. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, consistant en cinq parties de rentes montant ensemble à 95 fr., fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Carnet* (Manche), par le sieur *Gavril*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,920. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une portion de pré évaluée à un revenu annuel de 10 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Sainte-Tréphine* (Côtes-du-Nord), par la dame veuve *Lenévé*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,921. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2200 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Prévérange* (Cher), par la dame veuve de *Lestang*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,922. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Même* (Charente) par la dame veuve de *Culant*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,923. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 479 francs 73 centimes fait à la fabrique de l'église de *Angerville* (Calvados) par le sieur *Asse*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,924. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de la moitié d'un pré, ladite moitié estimée d'un revenu annuel de 15 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Rupt* (Vosges), par le sieur *Grandemange*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,925. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre évaluée à 120 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Macau* (Gironde), par le sieur *Guilhem*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,926. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 900 francs fait à la fabrique de l'église d'*Exmes* (Orne) par le sieur *Grandin*. (Paris, 6 Décembre 1829.)

N.º 13,927. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de pré évaluée à 450 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Château-Renaud* (Indre-et-Loire) par la dame veuve *Common*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,928. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux pièces de terre estimées ensemble 600 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Claracq* (Basses-Pyrénées), par le sieur *Laborde-Vignalats*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,929. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Saubrigues* (Landes) par le sieur *Daat*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,930. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une croix, d'un calice, d'aubes, de chapes, &c., le tout évalué à 1000 fr., fait à la fabrique de l'église d'*Orphin* (Seine-et-Oise) par la demoiselle *Mulot*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,931. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º de la Donation d'une pièce de terre et d'un pré évalués à un revenu annuel de 18 francs, faite à la fabrique de l'église de *Bermering* (Meurthe) par les sieur et dame *Kiffer*; et 2.º de la Donation d'une pièce de terre évaluée à un revenu de 8 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, par la dame veuve *Bour*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,932. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 24 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église Saint-George à *Haguenau* (Bas-Rhin), par le sieur *Klein*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,933. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à un revenu annuel de 13 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Tremereuc* (Côtes-du-Nord), par la dame veuve *Martin*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,934. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs, payables en quatre années à raison de 250 francs par année, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Bannes* (Marne), par la dame veuve *Coulmiée*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,935. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation de 600 francs faite à la fabrique de l'église de *Gisors* (Eure) par le sieur de *Bonnières*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,936. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une chambre attenante au jardin du presbytère et estimée 400 fr., faite à la fabrique de l'église de *Champagne* (Ain) par le sieur *Vaschy*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,937. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de huit pièces de terre évaluées à un revenu annuel de 150 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Fressenneville* (Somme), par le sieur *Vitoux*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,938. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 200 francs fait au séminaire diocésain de *Paris* (Seine) par la dame veuve *Coursin*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,939. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à un revenu annuel de 8 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Sulpice* (Ile-et-Vilaine), par la demoiselle *Chaussonnière*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,940. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux pièces de terre et bois estimées 1300 francs, fait, sous condition de services religieux, au desservant de *Mesnilbauf* (Manche) et à ses successeurs à perpétuité, par le sieur *Clouard de la Fauconnière*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,941. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le trésorier de la fabrique de l'église de *Montfort* (Gers) et le maire de cette commune à accepter les Legs faits à ladite fabrique, avec réserve d'usufruit, par le sieur *Euferte*, savoir : le trésorier, à charge de services religieux, de 1500 francs; et le trésorier et le maire, de 500 francs. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,942. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux parties de rentes, dont l'une au capital de 1500 francs et l'autre au capital de 700 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Essart* (Pas-de-Calais), par le sieur *Riffard*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,943. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux pièces de terre évaluées à un revenu annuel de 9 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Jussarupt* (Vosges), par le sieur *Baudonnel*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,944. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º de la Donation d'une rente annuelle de 20 francs faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, par la dame *Bourceaux*, à la fabrique de l'église de *Ranconnières* (Haute-Marne); et 2.º du Legs d'une

pièce de pré estimée 500 francs, fait au même établissement, sous condition de services religieux, par le sieur *Maigrot*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,945. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Notre-Dame de Wassy* (Haute-Marne), par la dame *Blanchelaine*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,946. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Soncourt et Vraincourt* (Haute-Marne), par le sieur *Lesœur*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,947. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 63 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Vaast-la-Hougue* (Manche), par le sieur *Faston*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,948. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits, 1.º d'une rente annuelle de 20 francs, sous condition de services religieux, par le sieur *Raimbault*, à la fabrique de l'église de *Saint-Germain* (Maine-et-Loire); et 2.º d'une pareille rente de 20 francs, au même établissement et à la même condition par la dame *Poirier*, épouse dudit sieur *Raimbault*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,949. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Horn* (Lozère), par la dame veuve *Souchon*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,950. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, par le sieur *Delahaye* à la fabrique de l'église de *Remouillé* (Loire-Inférieure), 1.º de tous les biens immeubles du testateur, et 2.º du produit de la vente de partie du mobilier de la succession. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,951. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs et d'une pièce de terre de même valeur fait à la fabrique de l'église de *Palaminy* (Haute-Garonne) par le sieur *Mathieu*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,952. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une chapelle dite de *Saint-Jean-François-Régis* et du terrain y attenant, estimés ensemble 290 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Rochefort-Samson* (Drôme), par le sieur *Belle*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,953. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de

l'église de Frébécourt (Vosges), par la demoiselle Laroche. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.° 13,954. — ORDONNANCE DU ROI portant que la commune d'Héril, arrondissement de Bayeux, département du Calvados, est distraite du canton de Ryes et réunie au canton de Trévières et à la commune de Maisons, même arrondissement. Les communes réunies continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir néanmoins se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales. (Paris, 21 Mars 1830.)

N.° 13,955. — ORDONNANCE DU ROI portant que la commune de Sarra-
gaillottes, arrondissement de Mirande, département du Gers, est distraite du canton de Miélan et réunie à la commune de Saint-Michel et au canton de Mirande : le chef-lieu de la nouvelle commune est fixé à Saint Michel. Les communes réunies continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.° 13,956. — ORDONNANCE DU ROI portant que la commune de Merten et Bibling, qui dépendait de l'ancien canton de Sarrelouis, arrondissement de Thionville, département de la Moselle, est réunie au canton de Bouzonville, même arrondissement et département. (Paris, 25 Mars 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 17 Avril 1830 *,
COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
17 Avril 1830.

BULLETIN DES LOIS. (N.° 349.)

N.° 13,957. — ORDONNANCE DU ROI relative au Prolongement
d'une Route départementale de la Dordogne et au Classement
du Chemin de Mucidan à Riberac.

Au château des Tuileries, le 25 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil général du département de la Dor-
dogne dans sa session de 1826, tendant à ce que la route départe-
mentale n.° 6, de Périgueux à Exideuil, soit prolongée jusqu'à la
rencontre de la route départementale n.° 1.°, de Limoges à Cahors;

Vu une autre délibération dans laquelle ledit conseil général
demande que le chemin de Mucidan à Riberac soit élevé au rang
des routes départementales, comme continuation de la route de
même classe n.° 8, de Bergerac à Mucidan;

Vu le plan des lieux;

Vu les avis du préfet de la Dordogne et ceux du conseil général
des ponts et chaussées;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La route départementale de la Dordogne n.° 6,
de Périgueux à Exideuil, sera prolongée jusqu'à sa rencontre
avec la route départementale n.° 1.°, de Limoges à Cahors,
près de la ferme de Rezanzac. Cette route, en conservant son
numéro, prendra la dénomination de route de Périgueux à
la route départementale n.° 1.°, par Exideuil.

2. Le chemin de Mucidan à Riberac est et demeure classé
à la suite de la route départementale n.° 8, de Bergerac à
Mucidan, qui prendra désormais la dénomination de route
départementale n.° 8, de Bergerac à Riberac par Mucidan.

VIII.° Série.

O

3. L'administration, lorsqu'elle ordonnera des travaux pour l'établissement de ces parties de routes, pourra acquérir les terrains et bâtimens nécessaires, en se conformant aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 25.^e jour de Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 13,958. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.*

Au château des Tuileries, le 25 Mars 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Mesmay (Doubs), de la coupe, par forme de recépage, de son communal boisé dit *champ Chauveau, Guidy et Mouton* :

Le produit de la coupe sera apanagé en nature entre les habitans de ladite commune, à charge par eux de faire exécuter les travaux qui seront imposés pour la réunion du communal au sol forestier;

2.^o Montreux-Jeune (Haut-Rhin), de la coupe de douze chênes dépérissans dans ses bois au canton appelé *Grand Bois*;

3.^o Hériménil (Meurthe), de la coupe des dix hectares vingt ares composant sa réserve :

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

4.^o Baon (Yonne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, des quatorze hectares environ formant le canton de ses bois dit *la Voie Bonnoise* :

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

5.^o Cirey-lès-Maréilles (Haute-Marne), de la coupe des quatre hectares formant le canton connu sous le nom de *Broussailles*, qui lui appartient;

6.^o Senhecey-le-Grand (Saône-et-Loire), de la coupe, en quatre lots,

pour servir à un seul ordinaire, des arbres vieillis et dépérissans qui se trouvent dans ses bois aux cantons appelés *Teppes de Chailloux et de la Tonne* :

Il sera procédé à l'aménagement des bois de ladite commune;

7.^o Précy-le-Sec (Yonne), de la coupe de trente arbres anciens qui seront pris dans la coupe de ses bois exploitée en 1827;

8.^o Lignéville (Vosges), de la coupe, en deux années successives, de six hectares composant la partie la plus dépérissante de la réserve des bois de la section de cette commune dite *la Grande Partie*;

9.^o Lalheuc (Saône-et-Loire), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, de vingt-sept hectares environ composant la partie la plus âgée et la plus dépérissante de sa réserve :

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

10.^o Dommartin-aux-Bois (Vosges), de la coupe de cinq hectares vingt-huit ares composant la partie la plus âgée de sa réserve, pour les bois blancs et les arbres nuisibles ou dépérissans être exploités par forme de nettoyage;

11.^o Quincerot (Yonne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, de douze hectares environ faisant la partie la plus âgée de sa réserve;

12.^o Bouxière-aux-Bois (Vosges), pour l'ordinaire 1831, de la coupe, par forme d'expurgade, de tous les saules existant dans le canton de sa réserve dit *le Bois des Taillis*, d'une contenance de vingt-trois hectares trente ares;

13.^o La Cluse (Doubs), de la coupe de deux cent soixante-deux sapins et de trente-cinq hêtres à prendre dans sa réserve parmi les arbres de ces essences les plus dépérissans;

14.^o Marchais (Aisne), de la coupe de quarante-neuf arbres, dont trente-deux chênes, onze bouleaux, un charme et un merisier dépérissans ou morts en cime, et un chêne et trois bouleaux chablis qui se trouvent dans ses bois aux coupes usées des ordinaires 1828 et 1829;

15.^o Meyenheim (Haut-Rhin), de la coupe, en deux années successives, de huit hectares de la partie la plus âgée du canton de Bail, dépendant de ses bois :

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

16.^o Ardiège (Haute-Garonne), de la coupe de quarante-six vieux châtaigniers, de vingt chênes dépérissans à prendre dans cinq cantons de ses bois;

17.^o Flin (Meurthe), de la coupe du canton de ses bois dit *Lanat*, d'une contenance de cinq hectares quatre-vingt-troize ares;

18.^o Brèves (Nièvre), de la coupe des arbres de futaie dépérissans ou surabondans qui se trouvent sur la coupe ordinaire 1829 des bois appartenant au hameau de Suryonne, annexe de ladite commune;

19.^o Bargemon (Var), d'une coupe de dix hectares à asseoir dans ses bois :

Cette coupe sera partagée entre les habitans de la commune à titre de supplément d'affouage pour l'ordinaire 1830;

20.^o Grange-le-Bourg (Haute-Saône), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, de huit hectares à prendre dans la partie la plus mûre de la réserve des bois appartenant au hameau de Secenans, annexe de ladite commune :

Il sera procédé à l'aménagement des bois du hameau de Secenans;

21.° Valdahon (Doubs), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, des vingt hectares environ composant le canton de sa réserve appelé *Sarmecot* :

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de cette commune ;

22.° Les trente-deux communes composant l'ancien marquisat du Montcornet (Ardennes), de la coupe, en trois années successives, des cent trente-quatre hectares restant de la réserve indivise de leurs bois, dont vingt-cinq hectares en mauvais taillis seront exploités par forme de recépage.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance, savoir :

1.° Au sieur *Pierre Darmandaritz*, d'un pin à prendre dans les bois de la commune d'Anglet (Basses-Pyrénées) ;

2.° Au sieur *Buchon*, d'un chêne à prendre dans les bois de la commune de Jurançon (Basses-Pyrénées) ;

3.° Au sieur *Philippe Peyrade*, de deux chênes à prendre dans les bois de la commune de Montant (Basses-Pyrénées) ;

4.° Au sieur *Jacques Poemyro*, d'un chêne dans chacun des bois des communes de Bénéjacq, Borderès, Lagos, Beuste, Angais et Boeil près Nay (Basses-Pyrénées) ;

5.° A la dame *Labassé*, veuve *Balencie*, de douze sapins à prendre parmi les plus déperissans dans les bois de la vallée de Saint-Savin (Hautes-Pyrénées), à charge par elle d'en payer la valeur aux communes propriétaires.

3. Il sera procédé à l'aménagement des bois des communes de Vouthon-Bas (Meuse) et de Saint-Martin du Tartre (Saône-et-Loire).

4. Sont approuvés,

1.° Les huit arrêtés du préfet du Bas-Rhin en date des 4, 14, 15, 16, 17 et 18 décembre 1829, lesquels ont autorisé, par urgence, divers essartemens dans les forêts menacées par le cours du Rhin des communes de Strasbourg, Neuhäusel, Sundhausen, Mackenheim, Munchausen, Seltz ;

2.° L'arrêté du préfet du Bas-Rhin en date du 31 décembre 1829, lequel a autorisé, par urgence, la délivrance à la commune d'Aschbach de soixante-et-quinze fascines, cinquante pieux et cent saules à prendre dans ses bois au canton de Rorsbach.

5. Il sera fait délivrance à l'hospice civil d'Alize-Sainte-Reine (Côte-d'Or) de la coupe, en deux années successives et par portions égales, à partir de l'ordinaire 1831, de trente-

huit hectares trois ares quatre-vingts centiares composant la réserve de ses bois.

6. Il sera procédé à la vente et adjudication de seize cent soixante-et-dix-huit arbres morts ou dépérissans situés dans la forêt royale de Mormal, aux cantons dits *Locquignot*, *Dufabera*, de *Marvilles*, d'*Herbignies*, de *Gominegnies*, du *Jolimetz* et de *Landrecies* (Nord).

Il sera procédé à la vente et adjudication, pour les ordinaires 1831 et 1832, en deux années successives et par portions égales, de la coupe de quinze hectares dix-neuf ares formant la réserve du bois royal de Coincy (Aisne).

7. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Mars de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.° 13,959.—ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 4 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier ;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.° Sologny (Saône-et-Loire), de la coupe, par forme de recépage, du canton de ses bois dit *Torvayon*, d'une contenance de quatre hectares soixante-et-quinze ares soixante-et-onze centiares ;

2.° Dürrenentzen (Haut-Rhin), de la coupe de six hectares de ses bois au canton de Niederwald ;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune ;

3.^o Palise (Doubs), de la coupe, par forme de recépage, d'un hectare cinquante-deux ares de sa réserve;

4.^o Rigney (Doubs), de la coupe de quatorze hectares de sa réserve au canton dit *Sur la ville*;

5.^o Bonnay (Doubs), de la coupe de huit hectares de sa réserve au canton appelé *le Tremblay*;

6.^o Pierre-Fontaine (Doubs), de la coupe de deux hectares environ de sa réserve au canton dit *les Vies Fourchies*;

7.^o Chevigny (Jura), de la coupe de six hectares de sa réserve au canton dit *Fryotte*;

8.^o Ruffieu (Ain), de la coupe de six cent quarante-huit sapins dépérissans de sa réserve;

9.^o Fourg (Doubs), de la coupe de dix hectares de sa réserve;

10.^o Oye et Pallet (Doubs), de la coupe de cent sapins et de cinq hêtres dépérissans de sa réserve;

11.^o Villecey-sur-Trey (Meurthe), de la coupe de soixante arbres qui se trouvent sur un chemin vicinal traversant ses bois, auquel il sera donné une largeur de six mètres.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance, savoir :

1.^o Au hameau de Nahin, annexe de la commune de Cléron (Doubs), de la coupe, par forme de recépage, d'un parcours contenant environ quatre hectares :

Ce parcours sera ensuite réuni aux bois dudit hameau;

2.^o Et au sieur *Astoin*, habitant de Sellonnnet (Basses-Alpes), de cinquante sapins à prendre dans les bois de cette commune, à charge par lui d'en verser la valeur à la caisse municipale.

3. Il sera procédé à la vente et exploitation,

1.^o De soixante-et-douze arbres dépérissans situés sur une lisière indivise entre les bois de la commune de Vilosnes (Meuse) et ceux des sieurs *Lallemand, Ravigneaux et Bertignon*;

2.^o De soixante-six arbres dépérissans existant sur la lisière indivise entre les bois de la commune de Bantheville (Meuse) et ceux des sieurs *Seillier et Lorient*.

4. Les essartemens autorisés par urgence, savoir : par le conservateur des forêts à Colmar, les 7 octobre et 23 novembre 1829, dans les forêts royales de Gerstheim et Renischaltz (Bas-Rhin), et par le préfet de ce département, dans les forêts des communes de Strasbourg, Mackenheim, Offendorf et Rhinau, suivant arrêtés à la date des 28 septembre, 12 et

23 octobre, 6, 16 et 17 novembre de la même année, sont et demeurent approuvés.

5. Il sera procédé, en deux années successives, par forme de coupes secondaires, à l'enlèvement de tous les arbres qui se trouvent en état trop serré sur les seize hectares deux ares formant la coupe de 1809 du canton dit *Frémot*, dépendant de la forêt royale de Fraize (Vosges), et ensuite, en un même nombre d'années, à l'exploitation définitive de cette coupe quand l'état des lieux le permettra.

A partir de la dernière coupe secondaire susénoncée et dans le cours de six autres années, il sera pareillement procédé à l'extraction de tous les arbres inutiles existant tant sur les autres coupes du même canton que sur celles assises pour les ordinaires 1818 à 1824 au canton de la Basse-Lacaille, et qui forment une contenance de cinquante-quatre hectares quatre-vingt-sept ares.

6. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 4 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 13,960. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux fabriques des églises de *Mezens*, de *Giroussens* et de *Saint-Anatole* (Tarn), par le sieur *Groc*, savoir : à la fabrique de *Mezens*, de 600 francs; à la fabrique de *Giroussens*, de pareille somme; et à la fabrique de *Saint-Anatole*, de 800 francs. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.^o 13,961. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de quatre pièces de terre estimées ensemble 1000 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Senue* (Ardennes), par la dame *Davaux*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.^o 13,962. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 800 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Harol* (Vosges), par les demoiselles *Deslon*. (Paris, 13 Décembre 1829.)

N.º 13,963. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Bulligny* (Meurthe), par le sieur *Magny*. (*Paris, 13 Décembre 1829.*)

N.º 13,964. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1886 francs et d'objets mobiliers estimés 349 francs, faite à la fabrique de l'église de *Tarare* (Rhône) par la dame veuve *Noël*, à la charge d'en abandonner la jouissance à la maison dite de la *Providence* de la ville de *Tarare*. (*Paris, 13 Décembre 1829.*)

N.º 13,965. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 2000 francs faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Xirocourt* (Meurthe), par le sieur *Augustin*. (*Paris, 13 Décembre 1829.*)

N.º 13,966. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait, sous condition de services religieux, à chacune des fabriques des églises du *Chêne* et d'*Arcis-sur-Aube* (Aube), par la dame *Delatour*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,967. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de trois pièces de terre estimées ensemble 300 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église d'*Accoians* (Doubs), par le sieur *Tranchant*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,968. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une somme de 16,915 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église cathédrale de *Saint-Étienne à Châlons* (Marne), par le sieur de *Prilly*, évêque de *Châlons*; ladite somme de 16,915 francs sur plus forte somme à lui due par ladite fabrique. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,969. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 40 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Sauveur-le-Vicomte* (Manche), par la dame veuve *Sohier*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,970. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre évaluée à un revenu annuel de 25 francs, faite, sous condition de services religieux et sous la réserve d'usufruit, au desservant de la succursale de la *Beillière* (Manche) et à ses successeurs à perpétuité, par le sieur *Patinière*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,971. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º du Legs de la moitié de trois pièces de terre évaluée à un revenu de 10 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, par la dame *Pedot*, épouse du sieur *Saint-Delys*, à la fabrique de l'église de *Remiencourt* (Somme); et 2.º de la Donation de l'autre moitié desdites trois

pièces de terre, faite au même établissement, et sous les mêmes conditions, par le sieur *Saint-Delys*, époux de la testatrice. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,972. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait, sous condition de services religieux, par la dame *Fanneau-Lahorie* à la fabrique de l'église *Saint-Thomas de la Flèche* (Sarthe), de la part lui appartenant dans la chapelle dite de *Notre-Dame des Vertus* et du terrain en dépendant. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,973. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un pré estimé 500 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Rupt* (Haute-Saône), par le sieur *Lambelin*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,974. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église *Saint-George de Tours* (Indre-et-Loire), par le sieur *Barthomeuf*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,975. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 30 francs faite sous condition de services religieux, et léguée à la fabrique de l'église de *Harville* (Meuse) par la dame *Airy-Masson*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,976. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Parentis-en-Born* (Landes), par le sieur *Paris*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,977. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente au capital de 1600 francs, fait, sous réserve d'usufruit, à la communauté des religieuses *bénédictines de la Paix de Jésus* établie à *Estaires* (Nord), par le sieur *Riffard*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,978. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs et d'une bibliothèque estimée 400 francs, fait à l'école secondaire ecclésiastique d'*Auxerre* (Yonne) par le sieur *Laporte*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,979. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison dite le *Couvent* avec dépendances, située commune de la *Voulte* (Ardèche), estimée 15,000 francs, faite, sous condition de services religieux, à la congrégation des sœurs de la *Trinité de Valence* (Drôme), par le sieur *Dupin*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 13,980. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la congrégation des religieuses de la *Providence de Langres* (Haute-Marne), par le sieur *Auvigns*, 1.º d'une maison avec dépendances

située à Heuilley-Cotton, estimée 6000 francs, 2.^o d'une pièce de pré estimée 1250 francs, 3.^o de deux créances montant ensemble à 790 francs et des intérêts depuis le 11 novembre 1828, et 4.^o enfin d'un capital de 200 livres tournois [ou 197 francs 53 centimes], sous la réserve d'usufruit stipulée. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.^o 13,981. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison avec dépendances située à Vesseaux et évaluée à un revenu annuel de 200 francs, et des meubles et effets mobiliers de ladite maison, estimés 743 francs; ladite Donation faite à la communauté des sœurs de Saint-Joseph de Lyon établie à *Vesseaux* (Ardèche) par la dame *Chaussadent*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.^o 13,982. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite à la fabrique de l'église de *Buzançais* (Indre) et aux administrateurs de l'hospice civil de cette commune par le sieur *Oudoul*. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.^o 13,983. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation gratuite faite au diocèse de *Tours* (Indre-et-Loire) par le sieur de *Montblanc*, archevêque de *Tours*, d'une portion des bâtimens et cour dits du *Préau*, attenante à la métropole, et appartenant à ce prélat. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,984. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.^o du Legs de quatre parties de rentes en argent et redevance en nature, montant ensemble à environ 185 francs, fait, sous condition de services religieux, par le sieur *Chevallier*, à la fabrique de l'église de *Saint-Maurice* (Vienne), et 2.^o de l'abandon de l'usufruit desdites quatre rentes, fait en faveur du même établissement par la dame *Girard*, veuve dudit sieur *Chevallier*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,985. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de la nue propriété de divers immeubles évalués ensemble à 2440 francs, fait aux fabriques des églises de *Merrey* et de *Ville-sur-Arce* (Aube) par la dame *Petit*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,986. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.^o de la nue propriété de la moitié de quatre pièces de terre indivises, léguée, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, par le sieur *Brenot* à la fabrique de l'église de *Saint-Boil* (Saône-et-Loire), et 2.^o de l'abandon de la moitié de l'usufruit desdits immeubles, évaluée à un revenu de 75 francs, en faveur du même établissement, par la dame *Potherat*, veuve dudit sieur *Brenot*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,987. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 160 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Mélincourt* (Haute-Saône), par le sieur *Brocard*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,988. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison avec dépendances située à *Châtel-sur-Moselle*, et d'un revenu d'environ 400 francs, faite, sous réserve d'usufruit, à l'école secondaire ecclésiastique de *Châtel-sur-Moselle* (Vosges), par le sieur *André*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,989. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Escherange* (Moselle), par le sieur *Bernard*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,990. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de *Lyon* (Rhône), par les dames *Fontbonne*, supérieure générale, *Sessé*, *Marcoux* et *Vacher*, religieuses, de chacune leur part indivise dans la propriété du château d'*Yon*, bâtimens, église, cours, jardins, situés à *Lyon* et occupés par ladite congrégation. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,991. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des religieuses bénédictines de Notre-Dame du Calvaire d'*Orléans* établie à *Vendôme* (Loir-et-Cher), par la dame *Laurenceau*, supérieure locale, et six autres religieuses, de chacune leur part dans les maison, bâtimens, &c., occupés par la communauté, et évalués à un revenu d'environ 1200 francs. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,992. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des religieuses dites petites ursulines de *Sainte-Claire* établie à la *Garde* près *Périgueux* (Dordogne), par la dame *Blondel*, supérieure, d'une maison avec dépendances, le tout occupé par ladite communauté et estimé 20,000 francs. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,993. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux rentes perpétuelles d'ensemble 500 francs, faite, sous réserve d'usufruit stipulée, aux écoles secondaires ecclésiastiques et au grand séminaire du diocèse de *Bayeux* (Calvados), par le sieur *Hébert*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,994. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une partie de maison située à *Aix*, rue *Bellegarde*, n.^o 20, et estimée 1000 francs, faite à la communauté des religieuses ursulines d'*Aix* (Bouches-du-Rhône) par la dame *Guignonet*, religieuse. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,995. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'école secondaire ecclésiastique de la *Chapelle-sous-Rougemont* (Haut-Rhin) par le sieur *Dantzer*. (*Paris, 20 Décembre 1829.*)

N.^o 13,996. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 3655 francs 42 centimes, fait à la communauté des

religieuses ursulines d'Amiens (Somme) par la dame Maillard, religieuse. (Paris, 20 Décembre 1829.)

N.º 13,997. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait, sous la réserve d'usufruit stipulée, à la communauté des sœurs hospitalières de Saint-Jean établie à Laventie (Pas-de-Calais), par le sieur Riffard. (Paris, 20 Décembre 1829.)

N.º 13,998. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux sœurs de la Charité d'Évron (Sarthe), par le sieur de Ruzé d'Effiat, 1.º d'un corps de bâtiments et dépendances situés commune d'Ecommay, et estimés environ 13,000 francs, 2.º de meubles et effets mobiliers évalués à 3000 francs, et 3.º d'une rente annuelle et perpétuelle de 300 francs. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 13,999. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux pièces de pré d'un revenu de 40 francs, faite à la congrégation des sœurs de la Providence d'Évreux (Eure) par le sieur Martin. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,000. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs fait à la communauté des chartreuses de Beauregard (Isère) par le sieur Riffard. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,001. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une grande maison, cour, jardin, &c., situés à Mantes (Seine-et-Oise), et du droit de prise d'eau attaché à ladite maison, le tout évalué à 35,000 francs; ladite Donation faite aux religieuses bénédictines dudit Mantes par la dame Demeaux, supérieure. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,002. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre d'un hectare 58 centiares, située à Bourbourg, léguée aux religieuses pénitentes de Bourbourg (Nord) par le sieur Flamen. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,003. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux rentes sur l'État montant ensemble à 65 francs, léguées à la congrégation des sœurs de l'Instruction charitable dites de Saint-Maur établie à Paris, rue Saint-Maur, n.º 8, par la demoiselle Laforgue. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,004. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de livres estimés 831 francs 75 centimes, légués à l'école secondaire ecclésiastique de Noyon (Oise) par le sieur Le Boucher d'Ailly de Richemont. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,005. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux sœurs annonciades de Villeneuve d'Agen (Lot-et-Garonne), par la dame de Cours de Paulhac et cinq autres religieuses, de leur part

dans, 1.º un enclos situé à Coquart, 2.º une métairie au lieu des Peyrettes, 3.º une pièce de terre et vigne près la Lande, et 4.º une autre pièce de vigne au même lieu; le tout estimé 50,000 francs. L'assistante acceptera la Donation faite au même établissement par la dame Laville, supérieure, de sa part dans les immeubles ausdésignés. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,006. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux bénédictines de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement de Rouen (Seine-Inférieure), par la dame de Roncherolles, 1.º d'emplacement, maison, cour, jardin, &c., situés à Rouen, rue Bourg-l'Abbé, n.º 14, et 2.º de la nue propriété d'une autre maison y attenante; le tout évalué à 100,000 francs, sous la réserve d'usufruit stipulée. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,007. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison située au faubourg de Noyon à Amiens (Somme), avec jardin et chapelle, le tout estimé 26,565 francs; ladite Donation faite à la congrégation de Saint-Lazare par la dame veuve du Puy de Gerville. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,008. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 2400 francs faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église d'Avrécourt (Haute-Marne), par les sieur et dame Silvestre. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,009. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un petit terrain estimé 250 francs, faite à la fabrique de l'église de Montmorillon (Vienne) par le sieur Goudon de Lalande. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,010. — ORDONNANCE DU ROI qui n'autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait aux ursulines de Desnès (Jura), par la demoiselle Charbonnier, que jusqu'à concurrence de la somme représentant les dépenses qui seront justifiées avoir été faites par la communauté et concernant la testatrice admise en qualité de novice dans cet établissement. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,011. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de Magoar (Côtes-du-Nord), 1.º à accepter la Donation de 360 francs à elle faite par les sieur et dame Loyer, et 2.º à concéder auxdits Loyer et à leur famille à perpétuité la jouissance d'un banc d'un mètre sur deux dans ladite église. (Paris, 6 Janvier 1830.)

N.º 14,012. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le séminaire de Nancy et les fabriques des églises de Badonvillers et de Deneuvre-Baccarat (Meurthe) à accepter les Legs faits, sous condition de services religieux, par le sieur Derose, savoir: 1.º le séminaire, la moitié du Legs d'une somme de 1000 francs et de trois pièces de pré estimées 6160 francs, et 2.º lesdites fabriques, et également jusqu'à concurrence de moitié, les Legs de sommes

montant à 3900 francs, pour chacun de ces établissements. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,013. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 20 francs faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Saint-Martin de Cénilly* (Manche), par la demoiselle *Simonne*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,014. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 50 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Denneville* (Manche), par la dame veuve *Ozouf La Prairie*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,015. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 83 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *la Bellière* (Manche), par le sieur *Patinière*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,016. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente de 16 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Saint-Laurent à Bayeux* (Calvados), par la demoiselle *Douesnel*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,017. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un capital de 600 francs faite à la fabrique de l'église de *Dauphin* (Basses Alpes) par le sieur *Detende*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,018. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à 600 francs, fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Authezat-la-Sauvetat* (Puy-de-Dôme), par la dame *Roux*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,019. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 325 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Renty* (Pas-de-Calais), par la demoiselle *Thuboville*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,020. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre d'un revenu de 48 francs, et d'objets mobiliers estimés 63 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Saint-Waast à Bailleul* (Nord), par la demoiselle *Devos*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,021. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, par la dame *Touzard*, à la fabrique de l'église de *la Bonneville* (Manche), de la moitié des rentes appartenant à la testatrice à l'époque de son décès, ladite moitié montant à 55 francs. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,022. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de Legs faits par les sieur et dame *Duten* à la fabrique de l'église de *Saint-Pandelou* (Landes), du quart des biens de chacun des testateurs, lesdits quarts évalués ensemble à 132 francs 30 centimes. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,023. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux parties de rentes montant ensemble à 23 francs 75 centimes, et non exemptes de la retenue légale, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Samson de Bonfossé* (Manche), par la dame veuve *Levallois*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,024. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente annuelle de 72 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Orvault* (Loire-Inférieure), par les sieur et dame *Poittevin de la Rochette*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,025. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs, d'un calice et de linge d'église estimés 150 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Victeur* (Sarthe), par le sieur *Huvé*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,026. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la dame *Clouard* à la fabrique de l'église de *Saint-Ellier* (Mayenne), d'objets mobiliers estimés 707 francs, et du surplus, évalué à 3400 francs, du produit de la vente de la ferme des maisons lui appartenant, prélèvement fait d'une somme de 6000 francs léguée à l'hospice d'*Ernée*, le tout sous la réserve d'usufruit stipulée. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,027. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Taillecavat* (Gironde) par la demoiselle *Moreau*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,028. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite à la fabrique de l'église de *Saint-Remi-en-Bouzemont* (Marne) par la dame *Duhamel*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,029. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un pré du revenu de 20 francs, faite à la fabrique de l'église de *Lantriac* (Haute-Loire) par le sieur *Souveton*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,030. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 115 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Gundolsheim* (Haut-Rhin), par le sieur *Gross*. (*Paris, 6 Janvier 1830.*)

N.º 14,031. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais jusqu'à concurrence des trois quarts seulement, le Legs d'immeubles évalués à 21,690 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de

l'église du Râne (Orne), par le sieur Moignet-Marquet. (Paris, 10 Janvier 1830.)

N.° 14,032. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 31,280 francs, fait au séminaire diocésain de *Besançon*, sous condition de services religieux, par le sieur *Morel*. (Paris, 10 Janvier 1830.)

N.° 14,033. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la communauté de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement d'*Avignon* (Vaucluse), par la dame de la *Fare*, ancienne supérieure, des maisons, &c. occupées par la communauté et estimées 30,000 francs. — Acceptation, par ladite communauté établie à *Carpentras*, du Legs de maisons situées à *Carpentras* et estimées 30,000 francs, fait par ladite dame de la *Fare*. (Paris, 10 Janvier 1830.)

N.° 14,034. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'ornemens et objets mobiliers estimés 3825 francs, et d'une rente de 113 francs, faite à la fabrique de l'église de *Sassetot-le-Mauconduit* (Seine-Inférieure) par le sieur *Deshommets* marquis de *Martainville*, à la charge de concession de chapelle dans ladite église. Notre ordonnance du 23 août 1829, relative à l'acceptation de ladite Donation, est rapportée. (Paris, 10 Janvier 1830.)

N.° 14,035. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Châteaubriand* (Loire-Inférieure), par la dame *Guesnier de la Ville-Ruault*, de la moitié d'un jardin estimée 300 francs en capital. (Paris, 27 Janvier 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 19 Avril 1830*,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

19 Avril 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 350.)

N.° 14,036. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme *Commandant en chef de l'Armée d'expédition d'Afrique* M. le Comte de *Bourmont*, Ministre de la Guerre.

Au château des Tuileries, le 11 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre président du Conseil des ministres, et sur la présentation de notre bien-aimé fils LE DAUPHIN,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Notre très-cher, amé et féal comte de *Bourmont*, pair de France, lieutenant général de nos armées, ministre secrétaire d'état au département de la guerre, est nommé commandant en chef de l'armée d'expédition en Afrique.

2. Notre président du Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 11.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{re} DE POLIGNAC.

N.° 14,037. — ORDONNANCE DU ROI qui charge le Ministre Secrétaire d'état des Affaires étrangères, Président du Conseil des Ministres, du Portefeuille de la Guerre pendant l'absence du Ministre de ce département.

Au château des Tuileries, le 18 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

VIII.^e Série.

P

Voulant pourvoir à l'expédition des affaires du département de la guerre pendant l'absence de notre ministre secrétaire d'état de la guerre, que nous avons appelé au commandement en chef de l'armée d'expédition d'Afrique,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, président de notre Conseil des ministres, est chargé du portefeuille de la guerre pendant l'absence de notre ministre de la guerre.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères, président du Conseil des ministres, et notre ministre secrétaire d'état au département de la guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 18.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de la guerre,

Signé C.^{te} DE BODRONT.

N.^o 14,038. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. le Vicomte de Suleau Conseiller d'état en service extraordinaire, et l'autorise à participer aux délibérations du Conseil.

A Paris, le 21 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur vicomte de Suleau, maître des requêtes en notre Conseil d'état, directeur général de l'enregistrement et des domaines, est nommé conseiller d'état en service extraordinaire et autorisé à participer aux délibérations du Conseil.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Paris, au château des Tuileries, le 21 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé COURVOISIER.

N.^o 14,039. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. d'Auderic à la Préfecture de la Vendée et M. Croze à celle des Basses-Alpes.

Au château des Tuileries, le 11 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur d'Auderic, préfet des Basses-Alpes, est nommé préfet de la Vendée, en remplacement du sieur de Villeneuve, appelé à d'autres fonctions.

Le sieur Croze, sous-préfet de Corbeil, est nommé préfet des Basses-Alpes, en remplacement du sieur d'Auderic.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 11 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.^o 14,040. — ORDONNANCE DU ROI relative à la Reconstruction du Pont communal de Champ (Isère).

Au château des Tuileries, le 1.^{er} Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le préfet du département de l'Isère est autorisé

à faire adjuger, avec concurrence et publicité, la reconstruction du pont communal de Champ sur la Romanche.

2. Cette adjudication sera faite à l'entrepreneur qui se chargera de reconstruire et entretenir ledit pont, ainsi que de payer au domaine, pour le compte de la commune, le prix de la maison et de l'écurie formant les dépendances du pont, et ce, moyennant la perception, pendant un moindre nombre d'années, du péage actuel, dont le tarif est maintenu.

3. Seront exempts du droit de péage le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions; les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles et les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État.

4. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 1.^{er} Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 14,041. — *ORDONNANCE DU ROI relative à la Construction d'un Pont suspendu dans la commune de Vailly (Aisne) en remplacement du Bac.*

Au château des Tuileries, le 1.^{er} Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La construction d'un pont suspendu, moyennant

la perception d'un péage, dans la commune de Vailly, département de l'Aisne, en remplacement du bac actuellement existant, est approuvée.

2. La concession du péage sera adjugée au rabais à l'entrepreneur qui se chargera de la construction et de l'entretien dudit pont, selon les clauses du cahier des charges approuvé le 6 janvier 1830 par le préfet de l'Aisne : le procès-verbal d'adjudication sera soumis à l'approbation de notre ministre de l'intérieur.

3. Le tarif des droits de péage sera le même que celui qui était établi pour le passage du bac.

4. Seront exempts du droit de péage le préfet du département, le sous-préfet de l'arrondissement, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions; les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles et les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État.

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 1.^{er} Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 14,042. — *ORDONNANCE DU ROI portant Approbation des Statuts des Sœurs de la Providence établies à Ligny-le-Châtel, département de l'Yonne.*

Au château des Tuileries, le 4 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu le décret du 18 février 1809 et la loi du 24 mai 1825;

Vu le consentement donné par feu notre cousin le cardinal archevêque de Sens aux statuts des sœurs de la Providence établies à Ligny-le-Châtel, département de l'Yonne;

Vu lesdits statuts;

Considérant qu'ils ne dérogent point aux lois du royaume et ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les statuts des sœurs de la Providence établies à Ligny-le-Châtel, département de l'Yonne, gouvernées par une supérieure générale, et ayant pour fin de former des sujets pour l'instruction des jeunes filles et le soin des pauvres malades; lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, sont approuvés, sans qu'il puisse résulter des articles 6 et 7 aucune dérogation, soit aux articles 7 et 8 du décret du 18 février 1809 sur la durée et les conditions des vœux, soit à l'article 5 de la loi du 24 mai 1825, relatif aux biens meubles et immeubles dont peuvent disposer en faveur des congrégations religieuses les personnes qui en font partie.

2. Lesdits statuts seront transcrits sur les registres de notre Conseil d'état, et mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

3. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, ladite congrégation, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 4.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre des affaires ecclésiastiques
et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERDON-RANVILLE.

N.^o 14,043. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs Samuel Blum et fils à établir à leurs frais un Chemin de fer d'Épinac au Canal de Bourgogne.

Au château des Tuileries, le 7 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Vu la demande formée le 8 août 1828 par les sieurs de Joannis et Samuel Blum et fils, tendant à obtenir l'autorisation d'établir à leurs frais un chemin de fer d'Épinac au canal de Bourgogne;

Vu leur soumission du 17 octobre suivant, dans laquelle ils s'engagent à construire ce chemin moyennant la concession qui leur sera faite du droit d'y percevoir un péage;

Vu les plans tracés de ce chemin sur les territoires des départements de Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or,

Les délibérations des communes que le chemin de fer doit traverser, et l'enquête faite sur la direction proposée;

Vu l'avis des préfets des départements de Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or,

Celui du conseil des mines et celui du conseil des ponts et chaussées;

Vu la sentence arbitrale rendue le 23 novembre 1828, portant résolution de l'acte de société formée entre les sieurs de Joannis et Samuel Blum et fils au sujet de l'établissement du chemin de fer d'Épinac;

Vu l'arrêt de la cour royale de Dijon du 16 janvier 1830, confirmatif de la sentence en ce qui concerne la résolution de l'acte de société;

Vu la nouvelle soumission du 18 février de la présente année, dans laquelle les sieurs Samuel Blum et fils, concessionnaires des mines de houille d'Épinac, prennent en leur propre nom l'engagement d'établir à leurs frais le chemin de fer d'Épinac au canal de Bourgogne;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les sieurs Samuel Blum et fils, concessionnaires des mines de houille d'Épinac (Saône-et-Loire), sont autorisés à établir à leurs frais un chemin de fer, d'Épinac au canal de Bourgogne, aux clauses et conditions énoncées dans leur soumission du 18 février 1830, et conformément aux deux plans

ci-annexés : cette soumission restera annexée à la présente ordonnance.

2. Pour indemniser les propriétaires du chemin de fer des frais de construction et d'entretien dudit chemin, et des voitures destinées au transport de la houille et des marchandises, ils sont autorisés à percevoir à perpétuité sur ce chemin de fer un droit de treize centimes par mille kilogrammes de matière et marchandises qu'ils transporteront et par mille mètres de distance parcourus depuis Épinac jusqu'au canal de Bourgogne, et de quinze centimes aussi par mille kilogrammes de matière et marchandises et par mille mètres de distance parcourus depuis le canal de Bourgogne jusqu'à Épinac.

Les distances parcourues ou à parcourir sur le chemin de fer seront comptées sans égard aux fractions : ainsi mille mètres entamés se paieront comme s'ils avaient été parcourus entièrement.

3. La direction du tracé du chemin de fer d'Épinac au canal de Bourgogne est approuvée telle qu'elle est indiquée par le tracé rouge sur les deux plans annexés à la présente ordonnance.

4. L'exécution du chemin de fer d'Épinac au canal de Bourgogne est déclarée d'utilité publique : en conséquence, les sieurs *Samuel Blum* et fils sont autorisés à acquérir les terrains nécessaires à sa construction, en se conformant aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique ; les préfets des départements de Saône-et-Loire et de la Côte-d'Or pourront exercer, dans l'intérêt de la compagnie, les droits dont l'administration fait elle-même usage pour l'exécution des travaux de l'État.

5. Les propriétaires du chemin de fer d'Épinac au canal de Bourgogne tiendront constamment les articles 2 et 4 de la présente ordonnance affichés à la porte de leurs bureaux et dans les lieux les plus apparens, afin de faire connaître le montant du droit de transport qu'ils sont autorisés à percevoir.

6. Les contestations qui pourraient s'élever entre l'administration et les concessionnaires sur l'interprétation des

clauses et conditions de la soumission du 18 février 1830, seront jugées par le conseil de préfecture, sauf le recours au Conseil d'état : la déchéance prévue par l'article 12 de cette soumission sera prononcée par le conseil de préfecture, sauf le recours au Conseil d'état.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 7 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 14,044. — ORDONNANCE DU ROI qui classe un Chemin au rang des Routes départementales de la Lozère.

Au château des Tuileries, le 7 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur ;

Vu la délibération du conseil général du département de la Lozère, tendant à ce que le chemin de Florac à Villefort par le pont de Montvert et Vialas soit classé au rang des routes départementales ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le chemin de Florac à Villefort par le pont de Montvert et Vialas est et demeure classé au rang des routes départementales de la Lozère sous le n.° 17.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires pour terminer ou perfectionner cette route ; elle se conformera, à ce sujet, aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 7 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 14,045. — *LETTRES PATENTES portant érection de Majorats.*

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, *Par le Roi*, le garde des sceaux, signé BOURDEAU, scellées en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau et de la commission du sceau, le 20 mai 1829.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur *Jean-Marie Delaire*, maître des requêtes, directeur du contentieux des finances, une inscription de cinq mille francs de rente portée au grand-livre des cinq pour cent au nom dudit sieur *Delaire*, y numérotée 96,766, série 3, immobilisée sous le n.° 117, à l'effet de ce majorat, auquel a été attaché le titre de *Baron*.

PAR AUTRES LETTRES signées CHARLES, et plus bas, *Par le Roi*, le garde des sceaux, signé COURVOISIER, scellées (comme les précédentes) le 16 avril 1830,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du baron *Pierre Edme-Alexandre Julliac*, écuyer (et par addition au majorat de son titre de *Baron*, constitué par autres lettres patentes du 9 mars 1826, 1.° sur sa ferme des Aubains et dépendances, sise arrondissement de Pontoise, 2.° sur un parc clos de murs sis à Auteuil près Paris, 3.° et sur sa maison sise à Paris, rue Neuve Saint-Augustin, n.° 40; ces trois immeubles produisant douze mille neuf cent soixante-et-dix-neuf francs quatre-vingt-cinq centimes), une autre maison sise audit lieu d'Auteuil, arrondissement de Saint-Denis, Grande rue, n.° 31 bis, un petit bâtiment attenant, sellerie, bûcher, cour, basse-cour, contenant remise et écurie, un jardin fruitier et d'agrément, le tout entouré de murs, appartenant audit baron *Julliac*, et produisant net quatre mille cent francs; lesquelles maison et dépendances ont été, par lesdites lettres patentes, unies et incorporées à celui de douze mille neuf cent soixante-et-dix-neuf francs quatre-vingt-cinq centimes : — auquel majorat, ainsi accru et porté à dix-sept mille soixante-et-dix-neuf francs quatre-vingt-cinq centimes de revenu net, Sa Majesté a attaché le titre de *Vicomte*, au lieu de celui de *Baron*, déclaré éteint.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du chevalier *Jean-Hilaire Barchou*, maire de la ville de Brest, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, les biens ci-après désignés, composant sa terre de Penhoën, sise canton de Mesle-Carhaix, arrondissement de Guingamp, département des Côtes-du-Nord, savoir : le domaine de Kervoarin et une ferme au village de Penhoën, commune de Plévin, avec deux maisons, des terres, prés et landes, une aïre, &c., sis sections A, n.° 392, 612 et suivans jusques et compris 634, — 698 jusques et compris 705; B, 1, 2, 3, 5, 6, 7 jusques et y compris 11; E, 730, 731, 735, 736, 737, 739 et suivans jusques et compris 759; 762, 3, 4, 825, 6, 7, 8, 9, — 832, 842; — la ferme du Hennaff au même lieu, avec maison de fermier, bâtimens, crèches, granges, terres, prés, pâtures, landes, sections A, n.° 136 jusques et compris 143; 145,

146, 149, 280, 283, 284, 285, 658, 659, 660, 661, 5, 6, 7, 672 jusques et compris 683; — B, n.° 12 jusques et compris 23; 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44 et 61, — la ferme de Coënt-Bras et dépendances, de même nature, section A, n.° 286 jusques et compris 295; 357, 358, 370 jusques et compris 381; 384, 6, 7, 8, 9, 390, 3, 4, 408, 9, 410, 413, 414, 636, 637 jusques et compris 648; — la ferme de Quelveter, avec mêmes dépendances, section A, n.° 147, 148, 184 jusques et compris 203; 207; 8, 9, 210, 216 jusques et compris 223; 254, 5, 262, 3, 4, 5, 6, 285, 411, 635, 662, 3, 4, 8, 9, 670, 671; — la ferme de Coënt-Bihan, au même lieu, avec mêmes dépendances, section A, n.° 204, 5, 6, 224 jusques et compris 247; 267 jusques et compris 279; 382, 412, 649 jusques et compris 657; — la ferme de Menguy, au même lieu, et ayant mêmes dépendances, sections A, n.° 3, 133, 211, 2, 3, 4, 5, 368, 9, 684 jusques et compris 697; B, n.° 53, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 228 jusques et compris 242; et E, n.° 816, 818; — le moulin à eau de Penhoën, ses meule, ustensiles, eaux, biez, maison, écurie, étable, et cinq hectares quatre-vingt-sept ares de terres, prés, landes, sections A, n.° 123 jusques et compris 131; 4, 5, 144; B, n.° 60, 226; — et le domaine dit *Rouillard*, sis au village de Penhoën, ayant un seul bâtiment, et quatre hectares quatre-vingt-trois ares de fonds; — le tout contigu, contenant deux cent dix hectares environ, et produisant net cinq mille cinq cent quarante francs de revenu : auquel majorat a été attaché le titre de *Baron*.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur *François-Marie-Pierre-Louis Penguilly-l'Haridon*, sous-intendant militaire, la terre du Grand-Moros, ayant jardin, cour, basse-cour, vastes écuries, remises, hangars, chapelle, colombier, retenues en terres, prairies; le bois de haute futaie en ormeaux, chênes, châtaigniers, hêtres, frênes, au nombre de plus de douze mille; la métairie du manoir, celles haute et basse; la terre et manoir du Petit-Moros, ses jardin, prairie et verger; le bois en futaie avec fossés et placitres en chênes, châtaigniers, ormeaux, frênes, au nombre de plus de deux mille; et les métairies du Petit-Moros et du Sauz au Petit-Moros; le tout formant une seule masse, environnée à l'est par l'anse du Qoudouë, au midi par la baie de Concarneau, à l'ouest par la rivière du Moros, au nord par les terres de Kandorff et la commune de Lauriec, d'environ quatre-vingt-quatorze hectares, appartenant audit sieur *l'Haridon*, située commune de Lauriec, canton de Concarneau, arrondissement de Quimper, département du Finistère, produisant cinq mille soixante-cinq francs net : — auquel majorat a été attaché le titre de *Baron*.

Pour Extraits conformes :

Le Secrétaire général du Sceau de France, signé CUVILLIER.

N.° 14,046. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Préveraud de Laboultresse* (*Gilbert-Emmanuel*), né le 28 février 1805 [9 ventôse an XIII] dans la commune du Donjon (Allier), sous-lieutenant de cavalerie, sous écuyer à l'école royale de cavalerie de Saumur, est autorisé à ajouter à son nom celui de *Desquillels*, que portait son oncle, dont il est l'héritier, et à s'appeler *Préveraud de Laboultresse Desquillels* : l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur

les registres de l'état civil les changemens résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,047. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Rodrigues (David)*, né le 6 octobre 1800 [14 vendémiaire an IX] à Saint-Esprit (Landes), demeurant à Bordeaux (Gironde), est autorisé à ajouter à son nom celui de *Pimentel*, qui est le nom de sa femme, et à s'appeler *Rodrigues-Pimentel* : l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changemens résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,048. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Chalumeau (Abner-Théodore)*, né à Saint-Gaultier (Indre) le 8 octobre 1798 [17 vendémiaire an VII], fils du sieur *François Chalumeau* et de demoiselle *Elisabeth-Adélaïde de Verneuil*, son épouse, est autorisé à ajouter à son nom celui de *Verneuil*, qui est le nom de sa famille maternelle, et à s'appeler à l'avenir *Chalumeau de Verneuil* : l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changemens résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.^o 14,049. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Magot (Nicolas-Gabriel)*, receveur particulier des finances de l'arrondissement des Ardelys, à ajouter à son nom celui de *Marevilles*, et à s'appeler *Magot-Marevilles* : l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changemens résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.^o 14,050. — ORDONNANCE DU ROI portant concession au sieur *Musnier* de la *Converserie des mines de houille* situées communes de *Tavernay* et autres (Saône-et Loire), sous le nom de *concession de Chambois*. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.^o 14,051. — ORDONNANCE DU ROI portant concession aux sieurs *Fau* et *Terral* de la *mine de fer* de *Courniou*, commune de *Saint-Pons*, département de l'Hérault. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.^o 14,052. — ORDONNANCE DU ROI portant concession aux sieurs *Pagès* et consorts des *mines de cuivre* de *Canaveilles*, canton d'Olette, département des Pyrénées-Orientales. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.^o 14,053. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Champion de Nansouty* à construire, dans la commune de *Précy-sous-Thil* (Côte-d'Or), un *patouillet* et un *haut-fourneau* pour le traitement du minerai de fer. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.^o 14,054. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Muel* à construire, dans la commune de *Mandre* (Meuse), un *bocard*, deux *patouillots* et dix *lavoirs à bras* pour la préparation du minerai de fer. (*Paris, 27 Janvier 1830.*)

N.^o 14,055. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Festugière* à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* d'Ans, commune de la *Boissière d'Ans*, département de la Dordogne. (*Paris, 27 Janvier 1830.*)

N.^o 14,056. — ORDONNANCE DU ROI qui concède aux sieurs *Delanoue fils*, *Lescure*, *Pastoureau-Labesse* et *Labrousse-Duboffrand*, la *mine de manganèse* existant dans la commune de *Nontron* (Dordogne), sous le nom de *concession des fourneaux*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.^o 14,057. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Renaux* et *Dumont* à ajouter cinq nouveaux *fours à reverbère* à l'*usine à fer* qu'ils possèdent dans la commune de *Raismes*, département du Nord. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.^o 14,058. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Holterman* à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* située dans la commune de *Chailaud*, département de la Mayenne. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.^o 14,059. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *marquis de la Guiche* et de *Chastenay-Lanty* à construire, dans leurs usines d'*Aisy-sous-Rougemont* (Yonne), un *haut-fourneau* à fondre le minerai de fer, en remplacement du *feu de forge*, du *martinet* et de la *fenderie* qu'ils ont été autorisés à y ajouter et qui n'ont point été établis. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.^o 14,060. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la dame veuve *Donnève*, agissant au nom et comme tutrice de *Jeanne Hélène*, sa fille mineure, à conserver et tenir en activité l'*usine à fer* de *Payzac*, commune de ce nom, département de la Dordogne. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.^o 14,061. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Hoclet* à construire un *haut-fourneau* pour fondre le minerai de fer, en remplacement du moulin à blé qu'il possède dans la commune de *Bourg*, département de la Haute-Marne. (*Paris, 24 Février 1830.*)

- N.º 14,062. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement d'une usine à fer dans la commune d'*Allondrelle* (Moselle) par la dame veuve *Trotyanne*. (*Paris*, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,063. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Larcellet* à construire une usine à fer dans la commune de *Brocas* (Landes). (*Paris*, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,064. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Dumont* à construire une usine à fer dans la commune de *Ferrière-la-Grande* (Nord). (*Paris*, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,065. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Ribeyrol* à conserver et tenir en activité l'usine à fer de *Bonrecueil*, commune de *Saint-Sulpice de Mareuil* (Dordogne). (*Paris*, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,066. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *d'Archède* à établir dans la commune de *Brazey-en-Plaine* (Côte-d'Or) le haut-fourneau pour le traitement du minerai de fer qu'il devait élever dans celle d'*Argilly*. (*Paris*, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,067. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Gilbert-Satabin* à construire dans la commune d'*Apremont* (Ardennes) un haut-fourneau et un lavoir à bras pour le traitement du minerai de fer. (*Paris*, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,068. — ORDONNANCE DU ROI portant concession aux sieurs *Derosne, Chaudot et de Raincourt*, des mines de fer situées à *Rougemontot, Battans, Avilley* et lieux circonvoisins (Doubs) : les minerais de fer dits d'alluvion, susceptibles d'être exploités à ciel ouvert, sont exceptés de ladite concession. (*Paris*, 21 Mars 1830.)
- N.º 14,069. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de fer situées sur le territoire de *Torren*, commune de *Sahorre* (Pyrénées-Orientales), aux sieurs *Thiebault, Lugan de la Roserie, Bernadac* et compagnie. (*Paris*, 21 Mars 1830.)
- N.º 14,070. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Cor, Larigaudelle et de Wimpfen*, à construire dans la commune de *Sainte-Marie-aux-Mines* (Haut-Rhin) une usine pour le blanchissage de l'arsenic et le grillage du cuivre gris. (*Paris*, 21 Mars 1830.)
- N.º 14,071. — ORDONNANCE DU ROI portant concession à sa seigneurie le duc *Decazes* des mines de fer carbonaté des houillères de *Trépalou* et de *Fraux*, communes d'*Aubin, Flagnac, Livinhac-le-Haut et Saint-Santin d'Aveyron*, département de l'Aveyron. (*Paris*, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,072. — ORDONNANCE DU ROI portant que les cinq foires précédemment établies dans la commune de *Marcigny* (Saône-et-Loire), et fixées

- aux 18 janvier, 16 août, 3 décembre, au premier mercredi après la Quasimodo et au premier jeudi après la Pentecôte, se tiendront à l'avenir le second lundi des mois de janvier, avril, juin, août et novembre. (*Paris*, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,073. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire de la commune d'*Épinac* (Saône-et-Loire), fixée au 3 juillet, se tiendra à l'avenir le 2 mai. (*Paris*, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,074. — ORDONNANCE DU ROI qui établit six foires annuelles dans la commune de *Fouilloux* (Charente-Inférieure) : elles se tiendront le premier vendredi des mois d'avril, mai, juin, juillet, août et septembre. (*Paris*, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,075. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'établissement d'une foire annuelle dans la ville de *Châlons* (Marne) : cette foire, spécialement consacrée à la vente des chevaux et bestiaux, se tiendra le samedi qui suivra le 1.º septembre, et durera un jour. (*Paris*, 21 Mars 1830.)
- N.º 14,076. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire précédemment créée dans la commune d'*Azas* (Haute-Garonne), et fixée au 20 août, se tiendra, à l'avenir, le 16 du même mois. (*Paris*, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,077. — ORDONNANCE DU ROI portant que les six foires instituées dans la commune de *Scey-sur-Saône* (Haute-Saône) se tiendront, à l'avenir, les lundis qui précèdent la Saint-Mathias (24 février), l'Invention de la Sainte-Croix (3 mai), la Saint-Jean (24 juin), l'Exaltation de la Sainte-Croix (14 septembre), la Saint-Martin (11 novembre) et Noël (25 décembre). (*Paris*, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,078. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire fixée au 3 juillet dans la commune d'*Estissac* (Aube) se tiendra, à l'avenir, le lundi après la Pentecôte. (*Paris*, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,079. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire qui se tient annuellement dans la commune de *Pionsat* (Puy-de-Dôme) le mercredi de la semaine sainte, sera transférée au mardi de la même semaine. (*Paris*, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,080. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 5500 francs fait à l'hospice Saint-François de la ville de *Saint-Nicolas* (Meurthe) par les sieur et dame *Guyon*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)
- N.º 14,081. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de la somme de 400 francs fait à l'hospice d'*Arlanc* (Puy-de-Dôme) par la dame *Maignet*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.° 14,082. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices de Riom (Puy-de-Dôme), par la dame veuve de Provenchères du Chassaing, 1.° d'un mobilier estimé 1970 francs 25 centimes, et d'une somme de 3438 francs, et 2.° d'une autre somme de 1000 francs. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.° 14,083. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'hospice de Saverne (Bas-Rhin), d'une somme de 350 francs par les sieur et dame Boehler, et d'une créance de 6000 francs par le sieur Jacques. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.° 14,084. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Neuf-Brisach (Haut-Rhin), par la famille Muro, d'une pièce de terre labourable évaluée à un revenu annuel de 7 francs 50 centimes. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.° 14,085. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur Noyel de Parange, 1.° d'une somme de 500 francs aux pauvres de la paroisse Saint-Médard de Paris (Seine), et 2.° d'une pareille somme de 500 francs à l'hôpital des enfans malades de la même ville. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.° 14,086. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 350 francs fait aux pauvres de Paris (Seine) par le sieur Anthoine. (Paris, 27 Janvier 1830.)

N.° 14,087. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 10,000 francs faite à l'hospice de Darnetal (Seine-Inférieure) par la dame veuve Mouchet. (Paris, 27 Janvier 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 24 Avril 1830 *,
COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
24 Avril 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 351.)

N.° 14,088. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur
de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des
16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 30 Avril 1830.

SECTION.	DÉPARTEMENT.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	{	du froment.... au-dessous de....	24.			
		de l'importation { du seigle et du maïs.. idem.....	16.			
		de l'avoine..... idem.....	9.			
Unique.	{	Toulouse.....	22 ^f 29 ^c	16 ^f 26 ^c	11 ^f 34 ^c	11 ^f 06 ^c
	{					
	{					
	{					
	{					
	{					
2. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	{	du froment.... au-dessous de....	22.			
		de l'importation { du seigle et du maïs.. idem.....	14.			
		de l'avoine..... idem.....	8.			
1. ^{re}	{	Marans.....	19 ^f 86 ^c	12 ^f 42 ^c	9 ^f 55 ^c	10 ^f 94 ^c
	{					
	{					
	{					
	{					
	{					
2. ^e	{	Gray.....	25. 28.	16. 25.	14. 23.	8. 82
	{					
	{					
	{					
	{					
	{					

VIII.° Série.

Q

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE			
			Froment.	Seigle.	Mais.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		22 ^f			
	du froment... au-dessous de....		20.			
	de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		12.			
	de l'avoine..... idem.....		8.			
1. ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhausen....	20 ^f 75 ^c	13 ^f 39 ^c	#	8 ^f 57 ^c
	Bas-Rhin....	Strasbourg....				
	Nord.....	Bergues.....				
	Pas-de-Calais..	Arras.....				
2. ^e	Somme.....	Roye.....	20. 28.	11. 27.	#	8. 43.
	Seine-Infér....	Soissons.....				
	Eure.....	Paris.....				
	Calvados.....	Rouen.....				
3. ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	20. 85.	14. 80.	#	9. 94.
	Vendée.....	Nantes.....				
	Charente-Inf..	Marans.....				
4. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		20 ^f			
	du froment... au-dessous de....		18.			
	de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		10.			
	de l'avoine..... idem.....		7.			
1. ^{re}	Moselle.....	Metz.....	19 ^f 15 ^c	11 ^f 20 ^c	#	7 ^f 23 ^c
	Meuse.....	Verdun.....				
	Ardennes.....	Charleville....				
	Aisne.....	Soissons.....				
	Manche.....	Saint-Lô.....				
	Ile-et-Vilaine..	Paimpol.....				
2. ^e	Côtes-du-Nord.	Quimper.....	20. 56.	12. 74.	#	9. 59.
	Finistère.....	Hennebon....				
	Morbihan.....	Nantes.....				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 30 Avril 1830.

Signé MONTBEL.

N.° 14,089. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 18 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Dombfains, Blandans et Voiteur (Jura), de la coupe, pour leur servir d'affouage pendant les ordinaires 1831, 1832 et 1833, des vingt hectares environ restant en haut bois dans le cantonnement qu'elles ont obtenu dans la forêt royale du Vernois :

La dernière coupe ne sera délivrée auxdites communes qu'après l'exécution et l'homologation du travail relatif aux bois qu'elles possèdent indivisément;

2.^o Mavilly (Côte-d'Or), de la coupe, en quatre années successives, à partir de l'ordinaire 1830, des huit dernières coupes formant ses affouages de 1829 à 1836 inclusivement;

3.^o Saint-Marçal (Pyrénées-Orientales), de la coupe de quarante-deux hectares de ses bois :

Il sera procédé à l'aménagement des bois de ladite commune;

4.^o Orioux (Hautes-Pyrénées), de la coupe de trois hectares de taillis à prendre dans la partie la plus âgée de ses bois qui ne sont pas aménagés;

5.^o Vannoz (Jura), de la coupe de cinquante sapins dépérissans à prendre dans ses bois;

6.^o Buxières-lès-Villiers (Haute-Marne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, d'un cordon de ses bois contigu à ses coupes affouagères;

7.^o Morv (Doubs), pour l'ordinaire 1831, de la coupe n.° 1.^{re} de l'aménagement de ses bois, et successivement, en suivant l'ordre numérique, d'une coupe de deux ans en deux ans;

8.^o Cuing (Haute-Garonne), de la coupe de deux hectares de taillis en canton de ses bois dit la Peyragade;

9.^o Marcilly-le-Hayer (Aube), de la coupe de trente-et-un chênes à prendre dans ses bois;

10.^o Soulancourt et Outremécourt (Haute-Marne), de la coupe du canton de bois dit les Pâtis de la Mothe, qu'elles possèdent par indivis, pour être exploité concurremment avec leurs coupes affouagères de l'ordinaire 1832;

11.^o Niederbronn (Bas-Rhin), de la coupe de trois hectares cinquante ares en haute futaie de ses bois, au canton dit Lichteneck;

12.^o Vorges (Doubs), de la coupe de cinq hectares quatre-vingt-treize ares de la réserve de ses bois au canton de Gevray;

13.^o Girancourt (Vosges), de la coupe de dix hectares quarante-huit ares de sa réserve, pour les bois blancs ainsi que les chênes dépérissans être exploités par forme de nettoisement;

14.^o Doubs (Doubs), de la coupe de cent soixante-et-quinze sapins dépérissans de sa réserve;

15.^o Circourt (Vosges), de la coupe, en cinq années successives, à partir de l'ordinaire de 1832, de vingt-cinq hectares quatre-vingt-cinq ares cinquante-sept centiares de sa réserve, au canton du Feu, pour les bois blancs ainsi que les arbres dépérissans ou nuisibles être exploités par forme d'expurgade;

16.^o Lusigny (Côte-d'Or), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, de trente-sept hectares soixante-et-un ares composant sa réserve, pour être exploités par forme de recépage;

17.^o Saint-Nicolas-lès-Cîteaux (Côte-d'Or), de la coupe de cinq hectares à prendre dans la partie la plus âgée de sa réserve;

18.^o Autigny-le-Petit (Haute-Marne), de la coupe d'un hectare à prendre dans la partie la plus âgée de sa réserve;

19.^o Hilbesheim (Meurthe), de la coupe de cinquante-huit arbres et du taillis existant sur le chemin dit *Lossenveig*, faisant partie de ses bois;

20.^o Gerbécourt (Meurthe), de la coupe du canton de ses bois dit *les Rapailles*, d'une contenance de quatre hectares cinquante-deux ares;

21.^o Chardonnay (Saône-et-Loire), de la coupe de quatre hectares de ses bois au canton de Toussières, destiné aux affouages de 1831 et 1833, sous la condition que le restant dudit canton sera affecté aux affouages biennaux desdits deux ordinaires, pour les autres coupes reprendre leur intégralité en 1835;

22.^o Visoncourt (Haute-Saône), de la coupe de dix hectares de sa réserve :

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

23.^o Jasney (Haute-Saône), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, de quatorze hectares cinquante ares de sa réserve;

24.^o Briancourt (Haute-Saône), de la coupe, par forme de recépage, de huit hectares environ de sa réserve au midi du canton dit *le Grand Bois*;

25.^o Gommeville (Côte-d'Or), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, de trente hectares environ de sa réserve;

26.^o Bligny-sur-Ouche (Côte-d'Or), de la coupe, en huit années successives et par portions égales, de deux cent quarante-six hectares quarante ares composant la réserve de ses bois;

27.^o Damblin (Doubs), de la coupe de sept hectares de sa réserve au nord du canton de Fouradus,

28.^o Bruyères, Champs-le-Duc, Fays, Laval et Prey (Vosges), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, de trente-cinq hectares environ à prendre dans la partie la plus âgée de la réserve des bois qu'elles possèdent indivisément;

29.^o Merles (Meuse), de la coupe de quatre-vingt-douze arbres dépérissans situés sur dix-huit hectares quatre-vingt-seize ares de clairs chênes indivis, quant à la futaie, entre ladite commune et l'État;

30.^o Chonville (Meuse), de la coupe, pour les ordinaires 1831 et 1832, par portions égales, des quinze hectares restant de sa réserve :

Il ne sera donné aucune suite à notre ordonnance du 16 juillet 1828 en ce qui concerne l'exploitation des quinze hectares de réserve dont il s'agit;

31.^o Magny d'Anigon (Haute-Saône), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, de vingt-quatre hectares de sa réserve;

32.^o Frasne (Doubs), de la coupe, en trois lots, de quinze cents sapins dépérissans de sa réserve;

33.^o Lantenne-Vertière (Doubs), de deux arbres futaies secs de sa réserve;

34.^o Fresnoy (Haute-Marne), de huit chênes situés sur un cordon de sa réserve.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance,

1.^o Au sieur *Bernard Maraux*, d'un arbre chêne dans chacun des bois des communes de Ger, Ponts, Aast et Ponson-dessus (Basses-Pyrénées);

2.^o Aux sieurs *Latil père et fils*, d'un hectare cinquante ares à prendre au quartier *Piébon* des bois de la commune de Villeneuve (Basses-Alpes), où ils sont usagers, sous la condition qu'ils ne prendront que les fascines et pilotis nécessaires à l'entretien du canal de leur moulin.

3. Il sera procédé au redressement et à l'élargissement des chemins dits *de Rougeval*, *de Jouy*, *de Cohay-Pré* et *du Jolibois*, traversant les bois des communes de Broussey-en-Woëvre, Raulecourt et Rambucourt (Meuse), suivant le tracé qui en a été fait le 13 juin 1827.

Les arbres et brins de taillis qu'il sera nécessaire d'abattre sur l'emplacement de ces chemins seront mis en adjudication en la forme ordinaire.

4. L'arrêté du préfet du Haut-Rhin en date du 13 janvier dernier, lequel a autorisé, d'urgence, l'exploitation de quatre trembles dans les bois de la commune de Stetten, est approuvé.

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, chacun en ce qui le concerne.

Donné en notre château des Tuileries, le 18 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.º 14,090. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *Raymond Serapio de Egusquiza*, né le 14 novembre 1801 à *Saint-André*, royaume d'Espagne, et demeurant à *Bordeaux*, département de la Gironde,

2.º Le sieur *Umbach (Jean-Jacob)*, né le 8 août 1786 à *Binzen*, grand-duché de *Bade*, blanchisseur-lustreur, demeurant à *Paris*,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Paris*, 21 Avril 1830.)

N.º 14,091. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente perpétuelle de 500 francs faite aux pauvres de l'hospice des incurables de *Poitiers* (*Vienne*) par le sieur *Ireland*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,092. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices de *Poitiers* (*Vienne*), par les sieur et dame *Bresnier*, d'effets mobiliers estimés 231 francs 25 centimes, et d'une somme de 1060 francs. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,093. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saint-Junien* (*Haute-Vienne*), par le sieur *Surin*, d'une maison et de deux jardins estimés 4000 francs. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,094. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 950 francs faite à l'hospice civil de *Tonnerre* (*Yonne*) par la demoiselle *Chauvelot*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,095. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 6000 francs faite à l'hospice d'*Oppède* (*Vaucluse*) par le sieur *Avon*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,096. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 8000 francs fait aux hospices de *Nancy* (*Meurthe*) par le sieur de *Beaufort*, pour la fondation de lits d'incurables. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,097. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la ville d'*Aix* (*Bouches-du-Rhône*), par le sieur *Bauzier*, de sa bibliothèque évaluée à la somme de 10,000 francs. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,098. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison évaluée à 600 francs, fait à la commune de *Vayrac* (*Lot*) par le sieur *Lagier*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,099. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Chaudeseyroles* (*Haute-Loire*), par la demoiselle *Ginoux*, de la nue propriété de plusieurs portions de terre estimées 364 fr. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,100. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville d'*Albi* (*Tarn*), 1.º de quatorze actions, évaluées ensemble à 37,700 francs, dans la propriété de l'église et des bâtimens de l'ancien collège, par les sieur et dame de *Cardonnet* et les sieurs *Gardès*, *Papailhau*, *Gorsse*, *Mariès*, ingénieur, *Mariès*, avocat, *Cibiel*, *Lacombe*, *Joli*, *Prunet* et *Crouzet*; et 2.º d'une action dans la même propriété par le sieur *Rahour*. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,101. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 600 francs faite à l'hospice civil de *Colmar* (*Haut-Rhin*) par le sieur *Voegélé*. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,102. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de divers objets mobiliers estimés 477 francs 25 centimes, concédés à l'hospice de *Maussane* (*Bouches-du-Rhône*) par les communes de *Maussane*, *Mouriès*, *Paradon* et les *Baux*. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,103. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres d'*Eu* (*Seine-Inférieure*) par la demoiselle *Guérout d'Enel*. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,104. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs faite aux pauvres de *Montcornet* (*Aisne*) par le sieur *Delvincourt*. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,105. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice des vieux hommes de *Saint-Quentin* (*Aisne*) par le sieur *Bourbier*. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,106. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Sedan* (*Ardennes*), par la dame *Béchet de Balan*, d'une somme de 1200 livres [1185 francs 18 centimes] pour les plus pauvres protestans, et de pareille somme pour les catholiques les plus indigens de ladite ville. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,107. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de *Quillan* (*Aude*) par la dame veuve *Arcens*. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,108. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de trois pièces de terre fait aux pauvres de *Perpignan* (*Aude*) par le sieur *Jouha*. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,109. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 96 hectolitres de blé-seigle fait aux pauvres de *Saint-Léons* (*Aveyron*) par le sieur *Gallier*. (*Paris*, 3 Février 1830.)

N.º 14,110. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de *Cassis* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Brunet*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,111. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Castilly* (*Calvados*), par la dame veuve *Lequesne*, d'une somme de 1000 francs et des grains récoltés à l'époque de son décès et lui appartenant. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,112. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait aux pauvres de *Diancéy* (*Côte-d'Or*) par la demoiselle *Dugon*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,113. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Heuzé*, 1.º d'une somme de 300 francs, dont les deux tiers pour les pauvres de *Pont de l'Arche* et l'autre tiers pour ceux d'*Igoville* et des *Damps*, 2.º d'une somme de 100 francs aux pauvres de *Beaumesnil*, 3.º d'une somme de 100 francs à ceux d'*Ecardanville* et d'*Authueil*, et 4.º enfin d'une somme de 50 francs pour les pauvres de *Saint-Julien de la Liègue*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,114. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 2000 francs faite à l'hospice Saint-Nicolas de *Metz* (*Moselle*) par le sieur *Purnot*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,115. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait au bureau de bienfaisance de *Saint-Gilles* (*Gard*) par la demoiselle *Goïny*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,116. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saramon* (*Gers*), par le sieur *Saint-Antoin*, d'une petite chambre et d'un corridor estimés 300 francs. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,117. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1500 francs faite à l'hospice de *Châtillon-sur-Indre* (*Indre*) par le sieur *Gaillard*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,118. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 francs fait à l'hospice de *Sezanne* (*Marne*), par la dame veuve du maréchal *Brune*, pour la fondation d'un lit en faveur d'un malade de la commune de *Saint-Just*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,119. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de la *Châtre* (*Indre*) par le sieur *Rotinat*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,120. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs fait aux vingt plus pauvres de *Mauroux* (*Lot*) par le sieur *Loubières*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,121. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à l'hospice de *Cahors* (*Lot*) par la demoiselle *Fournié*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,122. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Breuville* (*Manche*), par la demoiselle *Lanièppe*, de la nue propriété et jouissance d'une rente foncière de 100 francs. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,123. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Cahors* (*Lot*) par le sieur *Théron*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,124. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 6000 francs fait au bureau de bienfaisance de *Clermont* (*Meuse*) par le sieur *Cordier de Pernet*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,125. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1200 francs, ou de 60 francs de rente annuelle et perpétuelle, faite aux pauvres de *Rosne* (*Meuse*) par le sieur *Périn*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,126. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Luzy* (*Nièvre*), par le marquis et la marquise d'*Aligre*, de la somme annuelle nécessaire à la dépense de six cents journées de malades dans ledit hospice. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,127. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 900 francs faite au bureau de bienfaisance de *Tourcoing* (*Nord*) par les sieurs *Laignel*, *Delannoy*, *Deltour*, *Pollet-Lefebvre* et la dame *Mertin*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,128. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Quaedypre* (*Nord*), par le sieur *Citteiren*, de la nue propriété de 7 ares 10 centiares de terre et de tous les bâtimens y existant, évalués à 1250 francs. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,129. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 745 francs faite au bureau de bienfaisance de *Boulogne* (*Pas-de-Calais*) par le sieur *Bertrand-Allan*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,130. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 50 francs fait au bureau de bienfaisance de *Béthune* (*Pas-de-Calais*) par le sieur *Riffard*. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,131. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 50 francs fait à l'hospice de *Béthune* (Pas-de-Calais) par le sieur *Riffard*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,132. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Bagnères* (Hautes-Pyrénées) par le sieur *Barrau*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,133. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Rouffach* (Haut-Rhin), par les sieur et dame *Scheckel*, 1.º d'effets mobiliers estimés 366 francs 25 centimes, et 2.º de deux créances montant ensemble à 1720 francs. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,134. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de l'Antiquaille de *Lyon* (Rhône) d'un immeuble acquis moyennant une somme de 26,700 francs, provenant d'aumônes versées à cet effet entre les mains du sieur *Lassay*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,135. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 700 francs fait aux pauvres honteux de *Paris* (Seine) par la dame veuve *Geymuller*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,136. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs fait aux pauvres d'*Ourville* (Seine-Inférieure) par le sieur *Lebourg*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,137. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'hospice royal de *Versailles* (Seine-et-Oise), 1.º de divers objets et effets mobiliers estimés 128 francs, d'une rente de 80 francs à prendre sur une rente viagère de 110 francs, et de diverses créances montant ensemble à 2800 francs, par le sieur *Dayet*; 2.º de divers objets mobiliers estimés 322 francs 50 centimes, et d'une rente de 89 francs sur l'État, par la demoiselle *Hiclard*; et 3.º d'une somme de 2000 francs par les sieur et dame *Niot*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,138. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres de *Versailles* (Seine-et-Oise) par le sieur *Charrier de la Roche*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,139. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au bureau de bienfaisance de *Caylus* (Tarn-et-Garonne), 1.º d'une rente perpétuelle de 150 francs par le sieur *Roques*; 2.º d'une rente annuelle et perpétuelle de 25 francs par la dame veuve *Darassius*; 3.º d'une somme de 1000 francs ou des intérêts annuels de cette somme par la dame veuve *Duclaux*; 4.º d'une somme pareille de 1000 francs ou des intérêts annuels par la dame veuve *Delange*; et 5.º d'une rente annuelle de 50 écus, ou 1000 écus une fois payés, par le sieur *Fondomé*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,140. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Crillon* (Vaucluse), par le sieur *Tramier de la Boissière*, de six capitaux de rentes s'élevant ensemble à 1266 francs. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,141. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Lebrun*, 1.º de 1200 francs aux pauvres de *Neuville* et de *Saint-Germain-le-Grand* (Loiret), et 2.º du capital de 10,000 francs à constituer en rentes au profit des enfans pauvres de *Neuville*. (Paris, 3 Février 1830.)

N.º 14,142. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Manhecourt* (Loiret), par la demoiselle de *Grassin*, d'un terrain pour y construire un presbytère. (Paris, 10 Février 1830.)

N.º 14,143. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Nieder-Hagenthal* (Haut-Rhin), par le sieur *Gschwind*, d'un terrain estimé 600 francs. (Paris, 10 Février 1830.)

N.º 14,144. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un pré estimé 4000 francs, offert en donation par le sieur *Bétant* à la commune de *Mogneneins*, département de l'Ain. (Paris, 10 Février 1830.)

N.º 14,145. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Champougny* (Meuse), par le sieur *Colin*, d'une maison avec dépendances estimée 644 francs. (Paris, 10 Février 1830.)

N.º 14,146. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 200 francs, faite à la commune de *Marly* (Aisne) par le sieur *Salandre*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,147. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation de deux sommes de 1000 francs offertes à la ville de *Dol* (Ille-et-Vilaine) par le sieur *Bigot* et par la fabrique, également autorisée à cet effet, pour contribuer à l'acquisition d'un presbytère. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,148. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 18,000 francs léguée aux pauvres de *Crouay* (Calvados) par le sieur *Bauquet de Campigny*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,149. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 5000 francs sur l'État faite aux pauvres d'*Abbeville* (Somme) par le sieur de *Ribaucourt d'Ambreville*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,150. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le maire et le bureau de bienfaisance de *Campigny* (Calvados) à accepter le Legs à eux fait, par le

sieur *Bauquet de Campigny*, du presbytère et de la maison d'école avec leurs dépendances en faveur de la commune, et d'une somme de 30,000 fr. pour les pauvres. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,151. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 6000 francs fait à l'hospice de *Sault* (*Vaucluse*) par le sieur *Morard*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,152. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice des indigens d'*Avignon* par la dame veuve *Bouchet*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,153. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, pour moitié de sa valeur nette seulement, le Legs, évalué à 8774 francs 82 centimes environ, fait aux pauvres de *Châtenois* (*Bas-Rhin*) par le sieur *Romer*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,154. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 66 francs fait aux pauvres les plus nécessiteux de la commune du *Mesnilbus* (*Manche*) par le sieur *Delaunay*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,155. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de la charité de *Bollène* (*Vaucluse*), par le sieur *Thouard*, d'un immeuble estimé 5000 francs. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,156. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1500 francs fait aux hospices d'*Angoulême* (*Charente*) par le sieur *Corlieu-Coursac* en faveur d'un pauvre de la paroisse de *Vindelle*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,157. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à l'hospice de *Thann* (*Haut-Rhin*) par la dame veuve *Marandet*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,158. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hôpital Saint-Jacques et à la maison de charité de *Pertuis* (*Vaucluse*), par la dame veuve *Martin*, d'une somme de 1000 francs chacun. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,159. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait aux pauvres de *Péronne* (*Somme*) par le sieur *Dehaussy-Robécourt*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,160. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Modène* (*Vaucluse*), par la dame *Rigot*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 12 livres au capital de 300 livres [296 francs 29 centimes]. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,161. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 6000 francs faite à l'hôpital général Saint-Charles d'*Amiens* (*Somme*) par la dame veuve *Laurendeau*, pour la fondation d'un lit à perpétuité. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,162. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait à l'œuvre de la *Miséricorde de Pertuis* (*Vaucluse*) par la dame veuve *Martin*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,163. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres du deuxième arrondissement de *Paris* (*Seine*) par le sieur *Thumin*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,164. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres de la paroisse Saint-Roch de *Paris* (*Seine*) par la dame veuve *Fréteau*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,165. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'administration des hospices de *Paris* (*Seine*) à accepter les Legs faits, par la demoiselle *Bunon*, d'une somme de 10,000 francs à l'hospice des incurables (*femmes*) et de celle de 5000 francs à l'hospice des ménages. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,166. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Châteaudun* (*Eure-et-Loir*), par le marquis et la marquise d'*Aligre*, d'un capital de 12,000 francs constitué en une rente de 600 francs. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,167. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Saint-George-le-Gautier* (*Sarthe*), par le sieur *Pitet*, d'une rente perpétuelle de 50 francs et de 30 boisseaux de seigle, orge ou froment. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,168. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hôpital Diendoné du *Mans* (*Sarthe*), par le sieur *Pitet*, de toute son argenterie de cuisine estimée 500 francs. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,169. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 600 francs faite aux pauvres de *Gerde* (*Hautes-Pyrénées*) par le sieur *Berrut* pour remplir les intentions du sieur *Gachassin*. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,170. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Chinon* (*Indre-et-Loire*), par la famille *Torterie*, d'une rente de 168 francs sur l'État et des arrérages échus montant à 588 francs. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,171. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs éventuel d'une rente annuelle et perpétuelle de 250 francs fait à la commune et au bureau de bienfaisance de *Mont-le-Bon* (Doubs) par le sieur *Cupillard*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,172. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 120 francs (5 pour cent sur l'État) faite au bureau de bienfaisance de *Soissons* (Aisne) par la dame veuve *Grevin*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,173. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2000 francs faite à l'hospice de *Stenay* (Meuse) par le sieur *Lombal*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,174. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite par le sieur *Marty* d'une rente de 40 francs, savoir : 30 francs aux pauvres de *Poudis* et 10 francs aux pauvres du hameau de *Barlaïère*, commune de *Puylaurens*, département du Tarn. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,175. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs faite au bureau de bienfaisance de *Sijan* (Aude) par le sieur de *Montredon*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,176. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Mattaincourt* (Vosges), par le sieur *Vuillaume-Durand*, d'un pré évalué à un revenu annuel de 35 francs. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,177. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1100 francs faite aux pauvres de *Monclar* (Basses-Alpes) par le sieur *Peytral*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,178. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1525 fr. faite aux pauvres d'*Avesnières* (Mayenne) par la demoiselle *Loyand*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,179. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Couches* (Saône-et-Loire), par le sieur *Gaudriot*, de créances et sommes montant ensemble à 2258 francs 45 centimes. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,180. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Mouzon* (Ardennes), par la demoiselle *Dudin*, d'une somme de 3300 francs, d'une rente perpétuelle de 50 francs sur l'État et d'un mobilier estimé 500 francs. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,181. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 6000 francs faite à l'hospice de *Villefranche* (Rhône) par le sieur *Ducruix*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,182. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *la Réole* (Gironde), par la dame *Verguettès*, de la nue propriété d'une rente de 381 francs (5 pour cent consolidés). (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,183. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Gimón* (Gers), par le sieur *Lacoste* et la dame *Lacoste*, veuve *Messine*, d'une somme de 2000 francs exigible au décès du survivant des donateurs. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,184. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 500 francs faite à l'hospice de *Cluny* (Saône-et-Loire) par le sieur *Ochier*. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,185. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'*Espalion* (Aveyron), par le sieur *Lacan*, de biens immeubles et de plusieurs créances, le tout évalué à environ 10,000 francs. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,186. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait aux pauvres de *Pesmes* (Haute-Saône) par la demoiselle *Morizot*. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,187. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Mur-de-Barrez* (Aveyron), par la dame veuve *Verdier*, d'une rente annuelle de 25 francs et d'une somme de 200 francs. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,188. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de *Lyon* (Rhône) par la dame veuve *Gly*. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,189. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Lyon* (Rhône) par la dame veuve *Buiron*. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,190. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 4000 francs faite à l'hospice Saint-Pierre de *Châtillon-sur-Seine* (Côte-d'Or) par le sieur *Logerot*. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,191. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º de la Donation faite à l'hospice de *Marseillan* (Hérault), par la dame veuve *Maître du Bousquet*, de diverses rentes et créances formant ensemble un capital de 1024 francs 70 centimes; et 2.º de la Donation faite à l'hospice

de Gignac (même département), par le sieur Guibal, d'une maison d'un revenu annuel de 100 francs. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,192. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs faite à l'hospice de Nérac (Lot-et-Garonne) par la dame veuve de Montauld-Saint-Sivier. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,193. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs fait à l'hospice de Marmande (Lot-et-Garonne) par la dame Lagreffe. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,194. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'Auch (Gers), par la demoiselle Soucadoux, du moulin à eau de Saint-Cricq, évalué à 7600 francs, à charge de payer 3332 francs 30 centimes restant dus sur le prix d'acquisition. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,195. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise, sous condition, l'acceptation de la Donation faite à la commune de Gartempe (Creuse), par le sieur Voysin de Gartempe, du droit d'usage et d'habitation d'une maison pour servir au logement du desservant. (Paris, 24 Février 1830.)

N.º 14,196. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de Laval (Mayenne), par la demoiselle Bodin, d'une maison et d'un jardin estimés à un revenu annuel de 48 francs. (Paris, 24 Février 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 1.º Mai 1830 *,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1.º Mai 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 352. *)

N.º 14,197. — ORDONNANCE DU ROI qui affecte au Placement exclusif des Officiers, Sous-officiers et Militaires de la Gendarmerie royale, deux des Compagnies de Fusiliers sédentaires existantes, lesquelles prendront le titre de Compagnies sédentaires de Gendarmerie.

Au château des Tuileries, le 25 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu la loi du 10 mars 1818 et les ordonnances des 2 août 1818 et 17 octobre 1821 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, président du Conseil des ministres, chargé du portefeuille de la guerre,

Et sur la présentation de notre bien-aimé fils LE DAUPHIN,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Deux des compagnies de fusiliers sédentaires existantes seront affectées au placement exclusif des officiers, sous-officiers et militaires de la gendarmerie royale qui auront été jugés susceptibles d'y être admis.

Ces compagnies prendront le titre de *compagnies sédentaires de gendarmerie*, et chacune demeurera composée ainsi qu'il suit :

OFFICIERS.	TROUPE.
1 capitaine en premier,	1 sergent-major,
1 capitaine en second,	3 sergens,
1 lieutenant en premier,	1 fourrier,
1 lieutenant en second.	6 caporaux,
—	65 fusiliers,
4.	2 tambours.
—	78 hommes et 2 enfans de troupe.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

VIII.º Série.

R

2. La première compagnie sédentaire de gendarmerie sera immédiatement organisée à Riom (Puy-de-Dôme), et le personnel de la trente-troisième compagnie de fusiliers sédentaires sera, à cet effet, réparti dans les autres compagnies de la même arme.

3. La solde des officiers, sous-officiers et gendarmes sédentaires sera la même que celle attribuée aux militaires des grades correspondans dans les compagnies de fusiliers sédentaires; mais il nous sera rendu compte des dispositions à adopter pour ce qui concerne les subventions accessoires qui pourront être allouées aux sous-officiers et gendarmes sédentaires.

4. Les modifications qu'il sera convenable d'apporter à l'uniforme des compagnies de fusiliers sédentaires, pour l'approprier à la composition et au service spécial des compagnies sédentaires de gendarmerie, seront l'objet d'un règlement particulier.

5. Notre ministre secrétaire d'état des affaires étrangères, président du Conseil des ministres, chargé du portefeuille de la guerre, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 25.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil, chargé par intérim du portefeuille de la guerre,

Signé P.^{te} DE POLIGNAC.

N.^o 14,198. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination de Maîtres des requêtes au Conseil d'état.

Au château des Tuileries, le 25 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont nommés maîtres des requêtes au Conseil d'état en service ordinaire,

Les sieurs de Louvigny,
de Chabrol-Tournoëlle,
de Gourgues (Alexis),
de Baulny,

actuellement auditeurs de première classe en notre Conseil d'état.

2. Sont nommés maîtres des requêtes en service extraordinaire,

Les sieurs Billot, notre procureur du Roi près le tribunal de première instance de la Seine;
Hains, administrateur des douanes;
Rodier, directeur de la comptabilité générale au ministère des finances.

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 25.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé COURVOISIER.

N.^o 14,199. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination d'Auditeurs au Conseil d'état.

Au château des Tuileries, le 2 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont nommés auditeurs de première classe en notre Conseil d'état,

Les sieurs Lucas,
Robert Saint-Vincent,
de Vezet,
et de Bouthillier,

actuellement auditeurs de deuxième classe.

2. Sont nommés auditeurs de deuxième classe,

*Les sieurs d'Etchegoyen-O'Connel,
de Panisse,
de Saulty,
de Puységur,
Hutteau d'Origny.*

3. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 2 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé COURVOISIER.

N.º 14,200. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations
dans les Bois y désignés.*

Au château des Tuileries, le 25 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire
délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.º Montoux (Jura), de quarante sapins dépérissans à prendre dans ses
bois;

2.º Saint-Jean de Luz (Basses-Pyrénées), de trois chênes à prendre dans
ses bois;

3.º Saponcourt (Haute-Saone), de la coupe de cinq hectares environ,
formant la partie en haut taillis de ses bois;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

4.º Aubarède (Hautes-Pyrénées), de six chênes à prendre dans ses bois;

5.º Osmets (Hautes-Pyrénées), de la coupe de trois hectares de ses bois
dans la partie non aménagée;

6.º Palante (Haute-Saone), de la coupe par forme de recépage, en trois

années successives et par portions égales, des vingt-et-un hectares vingt-six
ares composant la réserve de ses bois;

7.º Châtenois (Haute-Saone), de la coupe, en deux années successives et
par portions égales, des quatorze hectares environ restant de sa réserve :

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

8.º Parois (Meuse), de la coupe, en deux années successives, de quinze
hectares de sa réserve;

9.º Les Forges et Sanchey (Vosges), de la coupe, par forme d'expur-
gade, en deux années successives et par portions égales, de onze hectares
vingt-six ares formant la partie la plus âgée de la réserve des bois indivis
desdites communes;

10.º Hadol (Vosges), de la coupe des arbres feuillus qui existent dans les
parties de sa réserve et du canton de ses bois dit *l'Arbouse*, dont le repeu-
plement en pins silvestres a été exécuté depuis 1825 jusqu'en 1829 inclusi-
vement;

Il sera en outre procédé au recépage des rejets que pourront produire les
souches desdits arbres, lorsque les agens forestiers en auront reconnu la né-
cessité;

11.º Montigny sur Meuse (Ardennes), de la coupe, par forme d'expur-
gade, de dix-sept hectares de sa réserve au canton dit *Gros Bois*;

12.º Mont Saint-Vincent (Saone-et-Loire), de la coupe, en deux années
successives et par portions égales, des vingt-neuf hectares soixante-cinq ares
composant sa réserve;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

13.º Regniéville (Meurthe), de la coupe de six hectares à prendre dans la
partie la plus âgée de sa réserve;

14.º Puechabon (Hérault), de la coupe, en trois années successives et
par portions égales, dont chacune sera divisée en deux lots, de deux cents
hectares environ composant le canton de ses bois dit *Travers de Barbaret*;

Il sera procédé à l'aménagement des bois de ladite commune;

15.º Meuvy (Haute-Marne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, du
canton de ses bois dit *la Roche*;

16.º Remering-Richeling (Moselle), de trente-sept arbres, chênes et
hêtres, existant sur le chemin dit *Broucheveg*, qui traverse ses bois;

17.º Blet (Cher), de la coupe, par forme de recépage, en deux années
successives et par portions égales, à partir de l'ordinaire 1831, du canton
de ses bois dit *les Usages des Thureaux*;

18.º Bonnevaux (Doubs), de la coupe, par forme de recépage, des
broussailles et arbres dépérissans existant sur les trois communaux boisés,
d'une contenance de six hectares trois ares, qui ont été réunis à la masse de
ses forêts en vertu de notre ordonnance du 5 juillet 1826;

19.º Maxey sur Meuse (Vosges), de la coupe, en quatre années succes-
sives et par portions égales, de trente-neuf hectares soixante-et-dix-sept
ares de sa réserve;

20.º Vallerange (Moselle), de la coupe, par forme d'expurgade, en trois
années successives et par portions égales, des onze hectares vingt-quatre
ares formant la réserve des bois du village d'Harprich, annexe de ladite
commune;

21.º Crion (Meurthe), de la coupe, pour être réunie à son affouage de

1830, de la partie de ses bois désignée en jaune sur le plan dressé par l'arpenteur *Prugneaux*, et contenant environ un hectare quarante ares;

22.^o Haumont (Meuse), de la coupe de ses bois qui était destinée, d'après l'ordre de l'aménagement, à n'être exploitée qu'en 1831;

Pour rétablir l'ordre interverti dans l'aménagement, il ne sera délivré à ladite commune, pour les ordinaires 1831 et 1832, qu'une seule coupe qui sera divisée en deux parties;

23.^o Chevillon (Haute-Marne), de la coupe du canton de ses bois dit *les Petits Bois*, d'une contenance de huit hectares;

24.^o Val de Bon-Moustier et Châtillon (Meurthe), de la coupe de seize hectares environ de sa réserve;

25.^o Les communes du pays de Cize, composant le canton de Saint-Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées), d'une coupe de quarante hectares des forêts qu'elles possèdent indivisément;

Il sera procédé à l'aménagement des bois desdites communes;

26.^o Vaudionx (Jura), de la coupe de huit cents sapins à prendre dans ses bois parmi les plus déperissans.

2. Il sera procédé à l'élargissement et à la rectification de deux chemins qui traversent les bois de la commune d'Avillers et ceux de l'hospice de Mirecourt (Vosges), conformément au tracé dressé par l'arpenteur *Leclerc* le 6 août 1827.

Tous les bois existant sur le nouveau tracé desdits chemins seront vendus en la forme ordinaire.

3. Sont approuvés,

1.^o L'arrêté du préfet des Basses-Alpes, en date du 8 février dernier, qui autorise, par urgence, la délivrance à la commune de la Motte, d'une coupe supplémentaire de quatre hectares de ses bois;

2.^o L'arrêté du préfet du Bas-Rhin, en date du 13 février dernier, qui autorise d'urgence la délivrance à la commune d'Illkirch, et par anticipation sur la coupe ordinaire 1831, des bois blancs du canton de ses bois dit *Geillenhirsch*;

3.^o L'arrêté du préfet du même département, en date du 1.^{er} février dernier, autorisant, par urgence, la délivrance à la commune de Rittershoffen de mille fascines à prendre dans ses bois.

4. 1.^o Il sera procédé à la vente et adjudication de cent quarante-et-un chênes, deux hêtres et six cent quarante-sept aunes déperissans qui se trouvent sur une lisière de la forêt royale de Vouvant, département de la Vendée,

2.^o Il sera procédé, en 1831, à la vente et adjudication de cinq cent cinquante-sept pins morts qui se trouvent dans le parc royal de Floranges, département du Morbihan.

La coupe de quatre-vingts pins qui devoit avoir lieu dans ledit parc pour l'ordinaire 1831, sera renvoyée à l'ordinaire 1832.

3.^o Il sera procédé, en 1831, à la vente et adjudication de tous les bois blancs qui se trouvent dans la coupe n.^o 129 de la forêt royale de Fougères, département d'Ille-et-Vilaine.

4.^o Il sera procédé, en 1831, à la vente et adjudication sur les coupes n.^{os} 21 à 24 de la forêt royale de Camors, département du Morbihan, de trente-quatre chênes, six cent soixante-neuf hêtres et deux cent cinquante châtaigniers viciés, déperissans ou nuisibles au développement de la jeune futaie, ainsi que de tous les bois blancs existant sur les mêmes coupes.

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur et notre ministre secrétaire d'état des finances sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, chacun en ce qui le concerne.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 14,201. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur *Hornedel* (François-Nicolas), né le 26 mai 1799 à Philippsbourg, grand-duché de Bade, forgeron, demeurant à Paris.

2.^o Le sieur *Sibit* (Jean-François), né le 22 décembre 1804 [1.^{er} nivôse an XIII] à Mercury-Gemilly en Savoie, demeurant à Paris,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Paris, 28 Avril 1830.)

N.^o 14,202. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la congrégation des sœurs de la Providence établie à Ligny-le-Châtel, département de l'Yonne. (Paris, 2 Mai 1830.)

N.^o 14,203. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la maison des pauvres vieillards de Lunéville (Meurthe), par

le sieur *Renard*, de la nue propriété de trois inscriptions de rentes sur l'État montant ensemble à 1030 francs. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,204. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Francescas* (Lot-et-Garonne), par le sieur *Dupin de Belloc*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs au capital de 1000 francs. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,205. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la cession évaluée à 250 francs de revenu annuel, faite à l'hôpital général du *Puy* (Haute-Loire) par la demoiselle *André*, de tous ses droits d'usufruit sur les biens précédemment légués à cet établissement par le sieur *Blachen*. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,206. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Bonniol*, 1.º d'une somme de 1000 francs à l'hospice de *Chaudes-aigues* (Cantal), et 2.º de celle de 600 francs aux pauvres de la même ville. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,207. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait aux pauvres de *Draguignan* (Var) par le sieur *Gissey*. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,208. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hôpital général de *Blois* (Loir-et-Cher), par les sieur et dame *Chéron*, d'une somme de 5000 francs pour la fondation à perpétuité d'un lit destiné à un pauvre vieillard des communes de *Villetrun*, *Périgny*, *Saint-Sulpice* ou *Mulsans*. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,209. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la ville de *Quingey* (Doubs), par le sieur *Dornier*, de différens immeubles évalués à la somme de 207,865 francs 76 centimes, pour fonder un hôpital. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,210. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la commune de *Denneville* (Manche), par la dame veuve du sieur *Ozouf-la-Prairie*, de deux rentes, chacune de 150 francs, pour l'instruction gratuite de trente enfans pauvres des deux sexes. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,211. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Pamiers* (Ariège), par le sieur de la *Tour-Landorte*, évêque du diocèse de *Pamiers*, de l'ancien couvent de *Sainte-Claire*, estimé 18,000 francs, pour servir à l'établissement des frères de l'Ecole chrétienne. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,212. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Leschelles* (Aiane), par les sieurs et dames

d'*Hervilly* et de *Caffarelli*, d'un terrain estimé 400 francs, pour établir un nouveau cimetière. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,213. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la commune de *Carlepont* (Oise), 1.º par la demoiselle *Bou langer*, d'une maison avec dépendances et d'un terrain, estimés 2000 fr., pour servir de presbytère; et 2.º par les sieur et dame *Lefèvre*, d'un terrain évalué à 600 francs, pour servir de cimetière. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,214. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Campsegret* (Dordogne), par la dame *Excousseau*, d'un terrain estimé 250 francs, pour y établir un nouveau cimetière. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,215. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation d'une offre de 1000 francs faite à la commune de *Saint-Just d'Aray* (Rhône) par le sieur *Bedin*, pour concourir à l'acquisition d'une maison et d'un jardin. (*Paris*, 24 Février 1830.)

N.º 14,216. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Banon* (Basses-Alpes), par le sieur *Martel*, de la nue propriété d'une maison évaluée à environ 300 francs. (*Paris*, 4 Mars 1830.)

N.º 14,217. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Sauxemesnil* (Manche), par le sieur *Duval*, d'une maison, cour, jardin et pièce de terre labourable, estimés ensemble 2450 francs. (*Paris*, 4 Mars 1830.)

N.º 14,218. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 150 francs fait à chacun des trois hospices de *Mâcon* (Saône-et-Loire) par le sieur *Carjat*. (*Paris*, 4 Mars 1830.)

N.º 14,219. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de la succursale des *Salles de Gardon* (Gard) par la dame *Marc*. (*Paris*, 4 Mars 1830.)

N.º 14,220. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites au bureau de bienfaisance de *Poligny* (Jura), 1.º de diverses sommes, créances et immeubles s'élevant ensemble à 38,000 francs, par les sieurs *Grapinet* et de *Vauldry*; et 2.º d'une créance de 12,000 francs, avec intérêt à partir du 1.º octobre 1825, par le sieur *Chevassu* et la dame veuve *Bergère*. (*Paris*, 4 Mars 1830.)

N.º 14,221. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Villefranche* (Aveyron) à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 612 francs 20 centimes, à lui fait par la dame *Bernard*. (*Paris*, 4 Mars 1830.)

- N.º 14,222. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Verrières* (Loire) par le sieur *Brunel*. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,223. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Paris* (Seine), par la dame veuve de *Montboissier*, de la somme de 1200 francs et d'une partie de sa garde-robe. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,224. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 1000 francs faite aux hospices de *Paris* (Seine) par le sieur *Forest*. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,225. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Villespy* (Aude), par le sieur *Bousquet*, de toutes les rentes lui appartenant à l'époque de son décès, évaluées en capital à une somme nette d'environ 1780 francs. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,226. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Limoux* (Aude) par le sieur *Desq.* (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,227. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait aux pauvres de *Rodès* (Aveyron) par le sieur *Souiry*. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,228. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Saint-Leu d'Esserent* (Oise), par la demoiselle *Moulins*, de la majeure partie de son mobilier et de son argent comptant, le tout évalué à environ 818 francs. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,229. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres d'*Angerville* (Calvados), par le sieur *Asse*, du tiers disponible de sa succession mobilière, estimé 479 francs 73 centimes. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,230. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Coudray* (Mayenne) par le sieur *Bruneau*. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,231. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Granville* (Manche) par la dame veuve *Latouche*. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,232. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 5000 francs faite à la ville de *Séclin* (Nord) par la dame veuve *Davril* et les sieur et dame *Dubrulle*. (Paris, 4 Mars 1830.)
- N.º 14,233. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice civil de *Rodès* (Aveyron), par le sieur *Lautart*, d'une

somme de 600 francs et d'une autre somme de 250 francs. (Paris, 11 Mars 1830.)

- N.º 14,234. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres de *Dijon* (Côte-d'Or) par le sieur *Larché*. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,235. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Mézières* et *Saint-Chéron* (Sarthe), par le sieur *Robin*, d'une maison avec dépendances évaluée à la somme de 1000 francs. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,236. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait au bureau de bienfaisance de *Saurat* (Ariège) par la dame *Delpla*. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,237. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Busnes* (Pas-de-Calais), par le sieur *Riffard*, d'une rente à lui due au capital de 1800 francs. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,238. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 250 francs fait à la commune de *Cassuejoulx* (Aveyron) par la dame veuve *Dosc*. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,239. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence de la moitié seulement, les Legs particuliers et universels faits à l'hôpital général de *Bourges* (Cher) par le sieur *Rayet*. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,240. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Château-du-Loir* (Sarthe), par le sieur *Goulet*, de divers immeubles évalués à 11,000 francs environ, pour l'établissement d'un lit en faveur d'un pauvre de la commune de *Beaumont-Pied-de-bœuf*. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,241. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice de *Trévoux* (Ain) par le sieur *Lohière*. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,242. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 5000 francs fait aux pauvres de *Saint-Just* (Marne) par la dame veuve du maréchal *Brune*. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,243. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux hospices de *Castres* (Tarn) par la dame *Chanson*. (Paris, 11 Mars 1830.)
- N.º 14,244. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs sur l'Etat fait aux pauvres de *Noyon* (Oise) par le sieur *Lecompasseur de Courtivron*. (Paris, 11 Mars 1830.)

- N.º 14,245. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs fait à l'hospice de *Gignac* (Hérault) par le sieur *Laussel*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,246. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs fait aux pauvres de *Sainte-Croix* (Aveyron) par le sieur *Ortala*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,247. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice des pauvres de *Vernon* (Eure) par le sieur *Cateloux*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,248. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Valady* (Aveyron) par le sieur *Cabantous*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,249. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 4000 francs fait au bureau de bienfaisance dit *hospice de la Miséricorde* de la ville d'*Aix* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Castellan*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,250. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1450 francs fait à la commune de *Saint-Martin-en-Haut* (Rhône) par la dame *Fahy*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,251. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une créance de 500 francs fait aux pauvres d'*Aussevielle* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Camy*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,252. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Boulogne-sur-mer* (Pas-de-Calais), par le sieur *Delalande*, de divers objets d'histoire naturelle évalués à 20,000 francs. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,253. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Ville-d'Avray* (Seine-et-Oise), par le sieur *Grange-Fontenelle*, de la nue propriété de deux rentes sur l'État montant ensemble à 600 francs. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,254. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice des orphelins de *Strasbourg* (Bas-Rhin), par le sieur *Fichler*, de différents meubles, outils et matériaux de tourneur, estimés 1068 fr. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,255. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saint-Trivier de Courtes* (Ain), par le sieur *Longefait*, de diverses créances montant ensemble à 8062 francs 87 centimes, et d'une somme de 2319 francs. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

- N.º 14,256. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 800 francs faite à l'hospice d'*Annonay* (Ardèche) par le sieur *Degasches*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,257. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Flavy-le-Martel* (Aisne), par le sieur *Corbeau*, d'un terrain d'une valeur de 100 francs. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,258. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Mazères* (Ariège), par la dame veuve *Claret*, de deux rentes de 25 francs chacune et d'une somme de 200 francs. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,259. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance du cinquième arrondissement de *Lyon* (Rhône), par les cohéritiers du sieur *Ruffier*, de deux créances montant ensemble à 14,000 francs. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,260. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Belmont* (Lot), par le sieur *Briat*, d'une maison avec dépendances évaluée à 3000 francs. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,261. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice d'*Autun* (Saône-et-Loire) par le sieur *Vachey*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,262. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Tarbes* à accepter le Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Tarbes*, de la *Garde* et de *Gayan* (Hautes-Pyrénées), par le sieur *Lapeyre*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,263. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de l'hospice de *Rouffach* (Haut-Rhin) par le sieur *Monnin*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,264. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait par la demoiselle *Nady* aux orphelins élevés dans l'hospice civil de *Colmar* (Haut-Rhin). (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,265. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres les plus nécessiteux de *Curbigny* (Saône-et-Loire), par le sieur *Charvet*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs. (*Paris, 21 Mars 1830.*)
- N.º 14,266. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait aux pauvres de *Vic-Fezensac* (Gers) par le sieur *Lamaestre*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

- N.º 14,267. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Goulter* et *Olbier* (Ariège) par la dame *Galy-Chipeu*. (Paris, 21 Mars 1830.)
- N.º 14,268. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres d'*Ivry* (Seine) par le sieur *Bouillette*. (Paris, 21 Mars 1830.)
- N.º 14,269. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux protestans de la commune d'*Aubais* (Gard), par la dame veuve *Peyron*, d'un terrain évalué à 600 francs, pour y construire un temple. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,270. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le consistoire de l'église réformée de *Vabre* (Tarn) à accepter, au nom des protestans de la commune de *Ferrières*, la Donation d'un terrain évalué à 7 francs de revenu. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,271. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice de *Montfaucon* (Haute-Loire) par la dame veuve *Regnault*. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,272. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Firminy* (Loire) par la dame veuve de *Chazellet*. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,273. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres d'*Arfeuilles* (Allier), par le sieur *Bardonnnet*, d'une somme de 400 francs et de 15 hectolitres 76 litres de blé-seigle. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,274. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Saint-Vrain* (Nièvre), par le sieur *Chinault*, d'une somme de 100 francs et de linge et effets estimés 482 francs 50 centimes. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,275. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Pierrefiche* (Aveyron), par la dame veuve *Bouisson*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs et de 5 hectolitres 1/3 de blé, moitié froment, moitié seigle. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,276. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice des orphelins de *Bergues* (Nord), par le sieur *Cattoir*, de divers immeubles estimés ensemble 39,500 francs. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,277. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à l'hôpital général de *Dijon* (Côte-d'Or) par le sieur *Larché*. (Paris, 25 Mars 1830.)

- N.º 14,278. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison estimée 3000 francs, fait à la commune d'*Amplepuis* (Rhône) par la dame veuve *Darcy*. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,279. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, pour moitié de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 4400 francs, fait à l'hospice de *Verdun* (Tarn-et-Garonne) par la dame *Double*. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,280. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à environ 74,000 francs, fait aux hospices d'*Auxerre* (Yonne) par le sieur *Lesseré*. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,281. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hôpital *Saint-Jacques d'Aix* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Baumier*. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,282. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Boiscommun* (Loiret), par le sieur de *Frelat*, du tiers de sa succession évalué à environ 1591 francs 35 centimes. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,283. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres infirmes de *Villeneuve-sur-Lot* (Lot-et-Garonne), par la demoiselle *Granges*, d'une somme annuelle de 100 francs pendant dix ans. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,284. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Sainte-Livrade* (Lot-et-Garonne) par la dame *Rissan*, et rapporte celle du 19 octobre 1828 relative au même Legs. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,285. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, pour moitié de leur valeur nette seulement, les Legs faits par le sieur *Raulin* d'une somme de 2500 francs aux pauvres de *Mesnil-Rainfray* (Manche), et d'une ferme évaluée à 9000 francs à ceux de *Juvigny* (même département). (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,286. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Bourbourg* (Nord), par le sieur *Flamen*, d'une pièce de terre d'une valeur de 1500 francs. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,287. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de *Rodès* (Aveyron) par le sieur *Panassié*. (Paris, 25 Mars 1830.)
- N.º 14,288. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de *Villefranche* (Aveyron) par le sieur *Moins*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.° 14,289. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 18,000 francs fait aux pauvres de *Saint-Denis-Maisoncelles* (Calvados) par le sieur *Beauquet-Surville de Campigny*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.° 14,290. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 6000 francs, exigible en rentes sur l'État, fait aux pauvres de *Massat* (Ariège) par la dame veuve *Pauly*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.° 14,291. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de la paroisse de *Quincié* (Rhône) par la dame veuve *d'Écussol*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.° 14,292. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Verrières* (Loire), par le sieur *Brunel*, d'une somme de 100 francs et de 200 doubles décalitres de blé-seigle. (Paris, 25 Mars 1830.)

ERRATA. Bulletin des lois n.° 342, VIII.^e série, page 106, lignes 17 et 18,

Au lieu de *Par mouton, chèvre ou brebis, y compris le conducteur*. 0^f 00^c 1/4.

Lisez *Par mouton, chèvre ou brebis, y compris le conducteur*. 0. 01. 1/4.

Et Bulletin des lois n.° 350, VIII.^e série, page 249, n.° 14,044, lignes 15 et 16,

Au lieu de *routes départementales de la Lozère sous le n.° 17*,
Lisez *routes départementales de la Lozère sous le n.° 18*.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 11 Mai 1830*,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

11 Mai 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 353.)

N.° 14,293. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la Régie des Contributions indirectes à vendre des cigarres fabriqués à la Havane (île de Cuba).

Au château de Saint-Cloud, le 5 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'article 177, titre V de la loi du 28 avril 1816, aux termes duquel la régie des contributions indirectes est autorisée à vendre aux consommateurs, des tabacs étrangers de toute espèce, dont le prix doit être déterminé par des ordonnances du Roi;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La régie des contributions indirectes est autorisée à vendre des cigarres fabriqués à la Havane (île de Cuba).

2. La vente en sera faite directement aux consommateurs par les entreposeurs de la régie.

3. Le tarif du prix de ces tabacs est fixé ainsi qu'il suit :

	AUX ENTREPOSEURS.	AUX CONSOMMATEURS.
Caissons de 250 cigarres. . . .	36 ^f 50 ^c	37 ^f 50 ^c
Caissons de 500 <i>idem</i>	73. 00.	75. 00.

4. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

VIII.^e Serie.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 5 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 14,294. — *ORDONNANCE DU ROI portant Proclamation des Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le premier trimestre de 1830, et des Cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des Droits résultant de titres de la même nature.*

Au château des Tuileries, le 28 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'article 6 du titre I.^{er} et les articles 6, 7 et 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Vu l'article 1.^{er} de l'arrêté du 5 vendémiaire an IX [27 septembre 1800], portant que les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, seront proclamés tous les trois mois par la voie du Bulletin des lois,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les personnes ci-après dénommées sont brevetées définitivement, savoir :

1.^o Les sieurs *Gensse-Duminy* et compagnie, demeurant à Amiens, département de la Somme, auxquels il a été délivré, le 11 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un nouveau drap qu'ils nomment *drap d'Alep*;

2.^o Le sieur *Lebel* (*Charles-Thomas*), tapissier, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.^o 336, auquel il a été délivré, le 11 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des procédés de fabrication de clous dorés qu'il nomme *sixtes*;

3.^o Le sieur *Bazy* (*Jean*), chimiste manufacturier, demeurant à Saint-Omer, département du Pas-de-Calais, auquel il a été délivré, le 11 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des procédés de fabrication de papier avec le résidu de la pulpe de betterave;

4.^o Le sieur *Hall* (*Edouard*), ingénieur, demeurant à Paris, rue d'Enghien, n.^o 9, auquel il a été délivré, le 29 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour de nouveaux moyens d'établir des roues hydrauliques applicables aux chutes d'eau variables dans leur niveau;

5.^o Les sieurs *Ourselle* et *Robert*, fabricans de plâtre, demeurant à Pantin, près Paris, rue Montreuil, n.^o 52, auxquels il a été délivré, le 29 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un appareil en fonte à adapter dans les fours à plâtre ordinaires;

6.^o Les sieurs *Sorel*, horloger, et *Gagneau*, lampiste, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Denis, n.^o 17, auxquels il a été délivré, le 29 janvier dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une lampe à niveau constant et réservoir inférieur;

7.^o Le sieur *Brot* (*Alexandre-Cyrille*), papetier, demeurant à Paris, rue de l'École de médecine, n.^o 13, auquel il a été délivré, le 29 janvier dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un portefeuille à encrier;

8.^o Le sieur *Bellemère* (*François*), demeurant à Paris, rue Moreau, n.^o 11, auquel il a été délivré, le 9 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un robinet propre à transvaser les liquides;

9.^o Le sieur *Dauptain* fils et sa sœur, fabricans de papiers peints, demeurant à Paris, rue Saint-Bernard, n.^o 26, faubourg Saint-Antoine, auxquels il a été délivré, le 9 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un procédé de fabrication de papiers satinés;

10.^o Le sieur *Saint-Martin* (*Jean-Baptiste*), demeurant à Paris, rue du Jour, n.^o 8, auquel il a été délivré, le 9 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine propre à décatir les draps et autres étoffes;

11.^o Les sieurs *Eno-Salmon*, négociant, et *Yvart-Pavie* et *Jourdain*, manufacturiers, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Eustache, n.^o 46, auxquels il a été délivré, le 9 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'ils ont pris, le 15 juin précédent, pour un procédé de fabrication d'une étoffe de meuble dont le dessin se présente des deux côtés de l'étoffe sous une couleur différente;

12.^o Le sieur *Lenoir* (*Barnabé-Antoine*), homme de lettres, demeurant à Paris, quai de la Mégisserie, n.^o 66, auquel il a été délivré, le 9 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 15 février 1826, pour des procédés de production, de conservation et de transport de la glace, et pour son application à divers objets d'utilité;

13.^o Le sieur *Houeix* (*Jean-Baptiste*), pharmacien, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.^o 235, auquel il a été délivré, le 9 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 10 novembre précédent, sous la raison *Lecomte-Houeix*, et dont il a déclaré être seul propriétaire, pour des procédés de fabrication d'un chocolat blanc;

14.^o Le sieur *Houssard* (*Michel-Marie-Eugène-François*), demeurant à Paris, rue du Hasard, n.^o 4, auquel il a été délivré, le 10 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une

machine à double effet propre à emboutir les casseroles, batteries de cuisine, ou tous autres objets susceptibles d'être emboutés;

15.° Le sieur *Carpentier (Antoine-Alfonse)*, fabricant de chapeaux de paille, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 315, auquel il a été délivré, le 10 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une nouvelle espèce de chapeaux de paille;

16.° Les sieurs *Duvergier (Aimé)* et *Bordège (Hilarion)*, ingénieurs-mécaniciens, représentés à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.° 28, auxquels il a été délivré, le 13 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour un procédé et son appareil propres à sécher en peu de temps les bois de construction et autres corps;

17.° Le sieur *Jaillet jeune (Claude)*, liseur de dessins, demeurant montée Saint-Sébastien, n.° 11, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 13 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une mécanique propre à fabriquer toute sorte d'étoffes façonnées;

18.° Le sieur *Brook (Jonas)*, manufacturier de Manchester, représenté à Paris par le sieur *Albert*, rue Neuve Saint-Augustin, n.° 28, auquel il a été délivré, le 13 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour des perfectionnements dans les mécaniques propres à filer le coton ou autres matières filamenteuses;

19.° Le sieur *Cochaux*, ingénieur-mécanicien, de Liège, représenté à Paris par le sieur *Tittel*, demeurant rue du Faubourg Saint-Denis, n.° 38, auquel il a été délivré, le 13 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour un appareil propre à prévenir et même rendre impossible toute explosion de chaudière à haute et basse pression;

20.° Le sieur *Callier (Emmanuel)*, ferblantier-lampiste, demeurant à Paris, rue du Petit-Thouars, n.° 20, auquel il a été délivré, le 13 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un bec de lampe à double courant d'air;

21.° Le sieur *Sterlin (Louis-Charles)*, quincaillier, demeurant à Paris, rue Pavée-Saint-Sauveur, n.° 3, auquel il a été délivré, le 26 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour de nouvelles serrures;

22.° Le sieur *Sainte-Chapelle (Jean-Baptiste-François-Pascal)*, demeurant à Paris, rue de la Ferme des Mathurins, n.° 20, auquel il a été délivré, le 26 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un appareil hydraulique qu'il nomme *trombe d'eau*;

23.° Le sieur *Delarue (Jean-Baptiste-Édouard)*, demeurant chez le sieur *Talbot-Descourty*, à Caen, département du Calvados, auquel il a été délivré, le 26 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une seringue qu'il nomme *à ressorts*;

24.° Les sieurs *Richesfeu* et *Fleschelle*, boulangers, demeurant à Paris, le premier rue Coquillière, n.° 26, et le second rue du Faubourg du

Temple, n.° 97, faisant élection de domicile chez le sieur *Mirtel Fleschelle*, rue des Fossés Saint-Germain-l'Auxerrois, n.° 10, auxquels il a été délivré, le 26 février dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine propre à faire la pâte;

25.° Le sieur *Langlais-Quignolot*, fabricant de bourses, demeurant à Paris, rue Royale, cour Saint-Martin, n.° 29, auquel il a été délivré, le 26 février dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 19 mars 1828, pour un nouveau point de bourse, dit *point de tulle* ou *point à jour*, fait à la mécanique;

26.° Le sieur *Best (Constance)*, demeurant à Paris, rue de Grétry, n.° 1, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour une machine hydraulique;

27.° Le sieur *Sterling jeune (François)*, serrurier-mécanicien, demeurant prolongement de la rue Judaïque Saint-Seurin, n.° 60, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un moteur corps flottant, composé d'un bateau plat à mât à crémaillère s'engrenant avec des pignons, ou à tambour et chaîne en place de pignons et crémaillère, à établir sur les fleuves et rivières;

28.° Le sieur *Hermann Stinnes*, meunier, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une méthode d'exécuter la taille des rainures de meules provenant des carrières de lave dite d'*Andernach*;

29.° Le sieur *Serbat (Louis)*, chimiste, demeurant à Paris, rue des Charbonniers, n.° 13, faubourg Saint-Marcel, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un procédé de fabrication d'un charbon décolorant;

30.° Le sieur *Francfort (Théophile-David)*, demeurant à Paris, boulevard de la Madeleine, n.° 17, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un procédé de laminage des alliages de cuivre et d'étain ou bronze, et l'emploi des feuilles de bronze au doublage des vaisseaux;

31.° Le sieur *Robert (Alexis)*, carrossier, demeurant à Paris, rue Cadet, n.° 9 bis, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un système de voitures de messagerie qu'il nomme *articulées*;

32.° Le sieur *Coffin (Francis)*, mécanicien de Boston, représenté à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve Saint-Augustin, n.° 28, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans pour une mécanique et l'application de tranchans hélicoïdaux à détacher des peaux d'animaux le poil ou la fourrure propre à la fabrication de la chapellerie;

33.° Les sieurs *Payen*, *Lecerf* et *Didier*, fabricants de produits chimiques, demeurant à Grenelle, banlieue de Paris, auxquels il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de

perfectionnement de dix ans pour un nouveau mode de fabrication de noir animal ;

34.° Le sieur *Muller (Guillaume)*, demeurant à Paris chez M. le comte de Perthuis, rue Neuve Saint-Augustin, n.° 51, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de dix ans pour un instrument nommé *cosmophère* ;

35.° Le sieur *Courtet (Auguste)*, mécanicien, demeurant rue de la Sphère, n.° 10, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de dix ans pour un mode de gaufrage propre à créper les étoffes de soie et autres, qu'il nomme *crépage velu* ;

36.° Le sieur *Gougeon (Jacques-César)*, blanchisseur de toiles à Saint-Dizier, près Lisieux, représenté à Paris par le sieur *Armonville*, demeurant rue Saint-Martin, n.° 208, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un séchoir couvert à air atmosphérique, destiné au blanchiment des toiles ;

37.° Le sieur *Rotch (Benjamin)*, représenté à Paris par le sieur *Blondelle*, demeurant chez le sieur *Perpigna*, rue Lepelletier, n.° 15, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour un procédé économique de fabrication de savon ;

38.° Le sieur *Lupé (Pierre-Auguste)*, demeurant à Paris, quai de la Grève, n.° 10, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un moyen de rendre au noir animal qui a servi à décolorer le sucre, la propriété décolorante qu'il a perdue dans cette opération ;

39.° Le sieur *Nepveu (Auguste-Nicolas)*, libraire-éditeur, demeurant à Paris, passage des Panoramas, n.° 26, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un panorama d'un genre nouveau qu'il nomme *panorama de salon* ;

40.° Le sieur *Mijevre-Verger (Jean-Baptiste)*, médecin, demeurant rue de Rome, n.° 29, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé de fabrication propre à remplacer les noix de galle dans la teinture ;

41.° Le sieur *Thomas (Augustin-Joseph-Fortuné)*, fabricant d'étoffes de crin, demeurant à Paris, rue des Vinaigriers, n.° 28, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des procédés d'impression de tous dessins veloutés sur les étoffes de crin et de paille ;

42.° Le sieur *Pingret (Joseph-Amont)*, graveur en médailles, demeurant à Paris, rue Guénégaud, n.° 5, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des coins de matrice composés de plusieurs morceaux d'acier de rechange ;

43.° Le sieur *Langrenez (Augustin-Louis)*, facteur de pianos, demeurant à Paris, rue Saint-Louis, n.° 16, au Marais, auquel il a été délivré,

le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un perfectionnement dans la construction des pianos ;

44.° Le sieur *Chevalier Curt (Esprit)*, ingénieur pyrotechnique, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, n.° 264 bis, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un fourneau portatif en fonte de fer ;

45.° Les sieurs *Edward et Affre*, demeurant rue Fondandége, n.° 71, à Bordeaux, département de la Gironde, auxquels il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé de fabrication d'un savon qu'ils nomment *savon de Cache-mire* ;

46.° Le sieur *Paque (Jacques-François-Étienne)*, pharmacien, demeurant rue Royale, n.° 67, à Orléans, département du Loiret, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un procédé chimique propre à préparer et conserver à l'état sec des tétines de vache destinées à l'allaitement artificiel des enfants ;

47.° Le sieur *Tremblot (Joseph-Thomas)*, fabricant de capsules, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Denis, n.° 58, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un mécanisme propre à fabriquer d'une seule pièce et en même temps plusieurs capsules en cuivre destinées à servir d'amorces aux armes à feu ;

48.° Le sieur *Conty (Alexandre)*, meunier, demeurant à la Haye-Descartes, arrondissement de Loches, département d'Indre-et-Loire, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un nouveau baille-blé à l'usage des moulins à farine ;

49.° Le sieur *Boivin (Jean)*, mécanicien, demeurant à Saint-Étienne, département de la Loire, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un battant mécanique propre à la fabrication des rubans ;

50.° Le sieur *Aujard (Etienne)*, demeurant à Paris, rue Bourg-l'Abbé, n.° 34, passage de l'Ancre, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des coiffures qui s'appliquent toutes montées sur la tête au moyen de ressorts ou de peignes ;

51.° Le sieur *Roth (Louis)*, demeurant à Paris, rue du Faubourg du Temple, n.° 48 bis, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 novembre 1828, pour un appareil et des procédés propres à vaporiser ou cuire les sirops sans les altérer ;

52.° Le sieur *Josselin (Jean-Julien)*, passementier, demeurant à Paris, rue du Ponceau, n.° 2, coin de rue Saint-Martin, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 30 juin précédent, pour de nouvelles garnitures de corsets avec ou sans agrafes au moyen desquelles on peut d'un seul coup lâcher son lacet ou se délayer entièrement soi-même ;

53.^o Le sieur *Pionnier*, fabricant de *cock*, demeurant à Paris, impasse de la Fidélité, n.^o 5, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 26 mai 1829, conjointement avec les sieurs *Burnot*, *Decrouy* et de *Botherel*, pour un procédé propre à la cuisson de la pierre à plâtre par le gaz hydrogène en épuant le charbon de terre et sans le secours d'aucun autre combustible, et pour un moyen de le réduire en poudre;

54.^o Le sieur *Lahore* (*Jean-Baptiste*), demeurant à Paris, rue de la Michodière, n.^o 8, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 25 juillet précédent, pour un système de pétrins mécaniques qu'il nomme *lahorides*;

55.^o Les sieurs *Guy*, frères (*Pierre-Gabriel* et *Jean-Pierre-Anselme*), demeurant à Paris, rue Saint-Pierre, n.^o 4, auxquels il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de leur demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 13 mars 1829, pour des machines propres à faire le pain;

56.^o Le sieur *Monet* (*René*), demeurant à Paris, impasse de la Fidélité, n.^o 5, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 16 novembre précédent, pour un appareil et des procédés propres à faire du *cock*, à faire cuire la pierre à plâtre et à fabriquer le noir animal et le verre;

57.^o Le sieur *Lasgorseix* (*Étienne*), ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, impasse Saint-Sébastien, n.^o 10, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 9 juillet 1829, pour divers pétrins mécaniques;

58.^o Le sieur *Papillon*, représenté à Paris par le sieur *Fleulard*, directeur de l'entreprise générale pour la pose et la conservation des affiches, demeurant cour des Fontaines, n.^o 1, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans, pris, le 31 août 1825, par les sieurs *Vandevoorde* et *Aulnette de Vautenet*, dont il est cessionnaire, pour des moyens et procédés propres à l'affichage permanent, à volonté et par classification, dans des cadres et vantaux mobiles et fermant à clef, des avis et annonces publics;

59.^o Le sieur *Neuhaus-Maisonnette*, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.^o 53, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 novembre précédent, pour un appareil de boulangerie mécanique qu'il nomme *pétrisseur automate*;

60.^o Le sieur *Ferry* (*Jean-Nicolas*), mécanicien, demeurant à Paris chez le sieur *Fernique*, rue des Poitevins, n.^o 7, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 13 juillet 1827, pour des procédés de perfectionnement à la balance portative de *Quintenz*;

61.^o Le sieur *Ferrand* (*Pierre*), demeurant à Paris, rue Saint-Antoine, n.^o 51, hôtel de la Trinité, auquel il a été délivré, le 13 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 8 juillet 1829, pour un pétrin mécanique;

62.^o Les sieurs *Barth*, *Hardy* et *Faveers*, demeurant à Paris, rue des Vinaigriers, n.^o 40, auxquels il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'ils ont pris, le 23 octobre précédent, pour une nouvelle combinaison de ressorts applicables aux voitures, aux banquettes de voiture, aux lits élastiques, &c.;

63.^o Le sieur *Benard* (*Nicolas-Étienne*), demeurant à Paris, rue de Bondy, n.^o 36, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un appareil propre à évaporer les liquides au moyen de la vapeur;

64.^o Les sieurs *Blanc* et *Conville*, demeurant à Paris, rue Saint-Martin, n.^o 30, auxquels il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'ils prirent, le 31 août 1827, pour une méthode d'approprier les machines à vapeur à double effet à l'épuisement ou l'élévation des eaux à toutes les profondeurs ou hauteurs, et pour une machine propre à mettre cette méthode en usage;

65.^o Le sieur *Blanchard* (*Just-Louis*), fabricant de couleurs, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Antoine, n.^o 199, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un procédé de fabrication des couleurs jaune, rouge et brune, remplaçant les jaunes et rouges d'Italie;

66.^o Le sieur *Boutigny* (*Antoine*), pharmacien, demeurant à Paris, rue Beauregard, n.^o 14, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de cinq ans pour une seringue particulière qu'il nomme *plongeante*;

67.^o Le sieur *Collier* (*John*), ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue Richer, n.^o 24, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une machine à lainer les draps;

68.^o Les sieurs *Drevon*, *Boudon* et *Desbordes*, demeurant à Paris, rue du Sentier, n.^o 3, auxquels il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un procédé propre à carboniser la tourbe et la réduire à l'état de charbon double;

69.^o Le sieur *Dumoutier* (*Bon-Pierre*), fabricant de chaux hydraulique, demeurant à Pantin, près Paris, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 7 juin 1828, pour un moyen de faire cuire le plâtre avec la houille;

70.^o Le sieur *Fortin* (*Pierre*), distillateur, demeurant rue Chapelle Saint-Jean, n.^o 9, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet

de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il prit, le 26 décembre 1820, pour un digesteur de Papin perfectionné, accompagné d'un fourneau qu'il nomme *hydraulique*, et propre à la cuisson des viandes et des légumes;

71.° Le sieur *Godin (Jean-François)*, manufacturier, demeurant au petit Bagneux, arrondissement de Sceaux, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 19 juin 1829, pour une voiture de voyage qu'il nomme *messagerie économique*;

72.° Le sieur *Guérin jeune (Pierre)*, négociant, demeurant à Nîmes, département du Gard, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un appareil distillatoire;

73.° Le sieur *Haentzels*, négociant, demeurant à Paris, rue de l'Échiquier, n.° 23, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 19 août 1828, pour une machine qu'il appelle *porte-encre auxiliaire* ou *porte-couleur auxiliaire*, propre à appliquer mécaniquement l'encre sur les presses à caractères d'imprimerie et la couleur sur toute autre impression d'étoffe et de papier;

74.° Les sieurs *Jolin-Dubois* et compagnie, et *Rouy*, demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour la recarbonisation du noir animal déjà employé dans les raffineries, et pour la carbonisation de la tourbe;

75.° Le sieur *Martin (Emile)*, maître de forges, demeurant à Fourchambault, département de la Nièvre, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un procédé de fusion et de réduction du minerai de fer;

76.° Les sieurs *Netsler (Ernest-Auguste)*, pharmacien, et *Fromm (Frédéric)*, épinglier, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auxquels il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un tissu fait avec des tuyaux de plume filés, propre à la fabrication des chapeaux, colliers, bracelets, paniers, &c.;

77.° Le sieur *Neuville (André)*, mécanicien, demeurant impasse Margaux, n.° 4, à Bordeaux, département de la Gironde, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un appareil mécanique propre à faire mouvoir une voiture, un moulin, un bateau ou tout autre objet, par la force des animaux ou d'un ou plusieurs hommes;

78.° Le sieur *Renaud de Vilback (Alfonse-Ernest-Bernard-Maximilien)*, demeurant à Montpellier, département de l'Hérault, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 25 juillet 1829, pour un système de chemins de fer;

79.° Les sieurs *Séguin* et compagnie, ingénieurs civils et manufacturiers d'Annonay, demeurant place Louis XVIII à Lyon, département du Rhône,

auxquels il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un mode de chaudières à vapeur sur le principe de l'air chaud circulant dans des tuyaux isolés de petites dimensions;

80.° Le sieur *Sirof*, fils, fabricant de clous, demeurant à Valenciennes, département du Nord, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour la fabrication des clous de zinc par mécanique;

81.° Le sieur *Talbot (Pierre-Désiré)*, fabricant de draps de Louviers, faisant élection de domicile à Paris chez le sieur *Sergent*, rue Saint-Joseph, n.° 26, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une machine qu'il nomme *table hydromanostatique* et *manostatique*, destinée à remplacer la presse chaude à cartons donnée aux draps;

82.° Le sieur *Tellier (Nérée)*, marchand orfèvre, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 107, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une voiture à procédé qu'il nomme *essieu tellier*;

83.° Le sieur *Tezier (Jacques-François)*, demeurant à Sorgues, département de Vaucluse, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une machine à filer les cocons et à ouvrir la soie en même temps;

84.° Le sieur *Triaux (Antoine)*, lampiste à Orléans, faisant élection de domicile à Paris chez le sieur *François Triaux*, son frère, chaudronnier, demeurant rue du Four Saint-Germain, n.° 67, auquel il a été délivré, le 25 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une nouvelle lampe sans ombre, dans laquelle l'huile est tenue constamment à la hauteur de la mèche au moyen d'un flotteur en forme de piston, qui repose sur ce liquide placé dans le pied de la lampe;

85.° Le sieur *Accard (Stanislas)*, demeurant à Paris, rue de Grammont, n.° 22, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine propre à fabriquer des clous d'épingle et des béquets;

86.° Le sieur *Chaussonot (Jacques-Bernard)*, demeurant à Chaillot, rue des Batailles, n.° 7, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un appareil fumifuge;

87.° Les sieurs *Chaussonot (Bernard)*, ingénieur-chimiste, et *Alliette*, demeurant à Paris, rue Saint-Victor, n.° 64, auxquels il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un appareil d'éclairage par l'huile à niveau inférieur aux becs, s'adaptant à toutes les formes et dimensions possibles;

88.° Les sieurs *Chrétien (Claude)* et *Sourd (Louis-Charles)*, fabricans d'étoffes de soie, rue de la Vieille-Monnaie, n.° 12, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet de perfectionnement de cinq ans qu'ils ont pris, le 28 novembre précédent, pour un mécanisme propre à la fabrication des rubans et autres étoffes larges et unies;

89.° Les sieurs *Guibal et Ratier*, négociants, demeurant à Paris, rue des Fossés-Montmartre, n.° 4, auxquels il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour l'art de réduire en fil le caout-chouc ou gomme élastique, et d'en former des tissus élastiques à l'aide de toute autre matière filamenteuse;

90.° Le sieur *Laroche (Philippe)*, fabricant d'appareils économiques, demeurant à Paris, rue de l'Aiguillerie, n.° 8, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 18 septembre 1829, pour un appareil de cuisson économique qu'il nomme *cuisine des dames*;

91.° Le sieur *Morgan (William)*, de Londres, représenté à Paris par le sieur *Girardeau*, demeurant rue Sainte-Anne, n.° 64, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour des perfectionnements dans les machines à vapeur;

92.° Le sieur *Mulot (Louis-George)*, mécanicien, demeurant à Epinay, canton de Saint-Denis, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour l'ajustement de tubes en fonte au moyen d'un manchon;

93.° Le sieur *Pecqueur (Onésiphore)*, demeurant à Paris, rue Traversière-Saint-Antoine, n.° 18, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il prit, le 23 juin 1825, pour un nouveau système de machines à vapeur dans lequel le mouvement circulaire de la vapeur agit immédiatement sur un arbre propre à en transmettre le mouvement;

94. Le sieur *Zeler*, fabricant de poterie, demeurant commune des Prés-Saint-Gervais, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour un procédé économique propre à faire cuire la pierre à plâtre au moyen d'un four qu'il nomme *zélien*;

95.° Les sieurs *Wall (Jacques)*, serblantier, et de *Laveleye (Charles)*, ingénieur, demeurant à Paris, le premier rue de Cléry, n.° 33, et le second rue Albouy, n.° 6, auxquels il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un système de lampe qu'ils nomment *lampe chimique* à niveau constant avec dégorgement;

96.° Le sieur *Dema (André-Germain-Victor)*, fabricant de cols, demeurant à Paris, rue de Valois (Palais Royal), n.° 2, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour la fabrication des cols-cravates;

97.° Les sieurs *Ducret et Bouvet*, demeurant à Besançon, département du Doubs, auxquels il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un pendule régulateur;

98.° Le sieur *Chauvin-Chabot (Antoine-Emmanuel-César)*, demeurant au Mans, département de la Sarthe, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un

instrument de chasse ou de guerre qu'il nomme *chargeoir accéléré*, propre à charger en un clin d'œil les armes à feu;

99.° Le sieur *Adam (Gaspar-Zacharie)*, demeurant à Montpellier, département de l'Hérault, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il prit, le 16 septembre 1820, pour un appareil distillatoire;

100.° Le sieur *Oilleaux-Desormeaux*, homme de lettres, demeurant à Paris, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Michel, n.° 31, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour l'application aux étaux à patte tournant en tout sens, de l'appareil connu dans les arts sous le nom de *genou*;

101.° Le sieur *Pimont (Pierre-Prosper)*, fabricant d'indiennes, demeurant à Darnetal, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 31 mars dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 22 décembre précédent, pour un procédé propre à rendre la laine teinte ou non teinte apte à être filée sans y ajouter d'huile.

2. Les cessions des brevets ci-dessous rappelés, ayant été revêtues de toutes les formalités prescrites par l'article 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791, sont déclarées régulières et devront sortir leur plein et entier effet, savoir :

1.° La cession faite, le 10 novembre dernier, au sieur *Quatresols de Marolles*, demeurant à Sainte-Colombe, par le sieur *Naudot*, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 11 juin 1828, sous la raison commerciale *Naudot et compagnie*, pour des procédés de fabrication, par des moyens mécaniques, de briques, tuiles, carreaux, &c.;

2.° La cession faite, le 8 janvier dernier, au sieur *Dronsart*, négociant à Cambrai, faisant élection de domicile à Paris, rue de Richelieu, n.° 18, par le sieur *Selligie*, de ses droits au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 2 juin 1829, pour un pèttin mécanique, ainsi que des certificats de perfectionnement et d'addition au même brevet, à la charge par le cessionnaire de ne s'en servir que dans le département du Nord;

3.° La cession faite, le 12 janvier dernier, au sieur *Papillon*, demeurant à Paris, rue de la Michodière, n.° 12, adjudicataire du brevet d'invention de dix ans pris, le 31 août 1825, par les sieurs *Vanbevoorde et Aulnette de Vautenet*, pour des moyens et procédés propres à l'affichage permanent, à volonté et par classification, dans des cadres à vantaux mobiles et fermant à clef, des avis et annonces publiques;

4.° La cession faite, le 30 janvier dernier, au sieur *Fontanet*, bachelier ès lettres, maître de pension, demeurant à Bourg, par le sieur *Gallien*, de ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 4 septembre 1828, pour une méthode propre à apprendre l'orthographe en peu de leçons, à la charge par le cessionnaire de n'exercer ces droits que dans la ville de Bourg;

5.° La cession faite, le 26 février dernier, au sieur *Rusand*, imprimeur-libraire, demeurant grande rue Mercière, à Lyon, par le sieur *Genoux*, de

tous ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 26 juin 1829, pour des procédés de stéréotypie, qu'il nomme *stéréotypie genouxienne*;

6.^o La cession faite, le 26 février dernier, au sieur *Allard* (*Jacques-François*), fabricant de lampes, demeurant à Paris, rue du Jour, n.^o 19, par le sieur *Triaux*, de ses droits au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 25 mars suivant, pour une nouvelle lampe sans ombre, dans laquelle l'huile est tenue constamment à la hauteur de la mèche au moyen d'un flotteur en forme de piston qui repose sur ce liquide placé dans le pied de la lampe;

7.^o La cession faite, le 4 mars dernier, au sieur *de Malortie*, juge au tribunal civil de Rouen, par le sieur *Perrot*, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 8 décembre 1828, conjointement avec le sieur *Vallery*, pour une machine propre à la division et à la mise en poudre des bois de teinture;

8.^o La cession faite, le 4 mars dernier, au sieur *Dida*, fournisseur de casques de l'armée, demeurant à Paris, rue Hauteville, n.^o 2^{ter}, par le sieur *Delemontex*, de tous ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 15 juin 1829, pour un tour mécanique propre à la fabrication des vis cylindriques, ainsi qu'au certificat d'addition et de perfectionnement au même titre;

9.^o La cession faite, le 11 mars dernier, au sieur *Courtois-Duvallier*, capitaine d'état-major en non-activité, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.^o 348, par le sieur *Beleurgey*, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 3 juillet 1829, pour une poudrière à charge double et différente gradation, ainsi qu'au certificat d'addition et de perfectionnement au même titre;

10.^o La cession faite, le 13 mars dernier, au sieur *Dearne*, demeurant à Paris, rue Neuve de Luxembourg, n.^o 28, par le sieur *Wattebled*, de tous ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 26 juin 1829, pour une machine qu'il nomme *trogoctone*, destinée à l'assainissement et à la conservation des grains et à la destruction du charançon;

11.^o La cession faite, le 17 mars dernier, au sieur *Pironnet*, mécanicien, demeurant à Carcassonne, par le sieur *Pradel*, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 13 juillet 1827, pour une machine propre à tondre les draps, ainsi qu'au certificat d'addition et de perfectionnement au même titre.

3. Il sera adressé à chacun des brevetés et cessionnaires ci-dessus dénommés une expédition de l'article qui le concerne.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 28.^e jour du mois d'Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.^o 14,295. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur comte de *Béthune* (*Albert-Maximilien-Joseph*), né le 10 janvier 1809 à Villetre, arrondissement de Beauvais, département de l'Oise, fils du sieur *Albert-Marie-Joseph-Omer-Charles-Eugène-Maximilien* marquis de *Béthune* et de dame *Denise-Renée-Joséphine Descourtils*, son épouse, est autorisé à prendre du service près de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, sans perdre la qualité et les droits de Français; à la charge toutefois par l'impétrant de ne jamais porter les armes contre la France, pour quelque cause que ce puisse être, sous les peines contenues dans les lois, ordonnances et réglemens du royaume. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.^o 14,296. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Waternaux* (*Simon*), né le 26 avril 1791 à Villers devant Orval, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Margut, département des Ardennes. (*Paris*, 21 Novembre 1827.)

N.^o 14,297. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Marchal* (*Louis*), né le 1.^{er} mai 1775 à Chiny, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Pure, arrondissement de Sedan, département des Ardennes. (*Paris*, 20 Mars 1828.)

N.^o 14,298. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Molitor* (*Joseph*), né le 26 janvier 1790 à Saint-Léger, grand-duché de Luxembourg, forgeron, demeurant à Pure, arrondissement de Sedan, département des Ardennes. (*Saint-Cloud*, 2 Juillet 1828.)

N.^o 14,299. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Prario* (*Antoine*), né le 6 décembre 1788 à Piedicavalle en Piémont, maçon, demeurant à Gap, département des Hautes-Alpes. (*Saint-Cloud*, 26 Août 1829.)

N.^o 14,300. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Waeytens* (*Pierre-Emmanuel*), né le 25 décembre 1783 à Baclegem, royaume des Pays-Bas, gendarme à cheval à la résidence de Tilly-sur-Seulles, département du Calvados. (*Saint-Cloud*, 15 Octobre 1829.)

N.^o 14,301. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Kirpach* (*Nicolas*), né le 30 décembre 1768 à Lallingen, commune d'Esch-sur-Alzette, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Havange, arrondissement de Briey, département de la Moselle. (*Paris*, 25 Octobre 1829.)

N.º 14,302. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Renaerts* (*Jean*), né le 5 décembre 1785 à Tongres, royaume des Pays-Bas, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, sous-lieutenant porte-étendard du quatrième régiment de hussards. (*Paris*, 14 Janvier 1830.)

N.º 14,303. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Vemmer* (*Maximilien*), né le 17 septembre 1791 à Luxembourg, royaume des Pays-Bas, lieutenant honoraire invalide à la succursale d'Avignon, département de Vaucluse. (*Paris*, 20 Janvier 1830.)

N.º 14,304. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Gaidon* (*Joseph-Marie*), né le 27 mai 1768 à Mégève en Savoie, fusilier à la dixième compagnie de fusiliers sédentaires en garnison à Saint-Denis, département de la Seine. (*Paris*, 27 Janvier 1830.)

N.º 14,305. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Rossi* (*Pierre-Jean-François*), né à Alexandrie en Piémont le 27 juin 1775, chef de bataillon au trente-deuxième régiment d'infanterie de ligne, chevalier des ordres royaux de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, et de Saint-Ferdinand d'Espagne de deuxième classe, en garnison à Douai. (*Paris*, 4 Mars 1830.)

N.º 14,306. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Couten* (*Jacques*), né le 19 mars 1784 à Thénésol en Savoie, ancien militaire, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, demeurant en la commune de Barraux, département de l'Isère. (*Paris*, 11 Mars 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 19 Mai 1830*,

COURVOISIER.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

19 Mai 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 354.)

N.º 14,307. — ORDONNANCE DU ROI portant Dissolution de la Chambre des Députés et Convocation des Collèges électoraux et des Chambres.

Au château de Saint-Cloud, le 16 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 50 de la charte constitutionnelle;

Vu les lois des 5 février 1817, 25 mars 1818, 29 juin 1820, 9 juin 1824, 2 mai 1827 et 2 juillet 1828, et les ordonnances royales des 27 novembre 1816, 4 septembre et 11 octobre 1820;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º La Chambre des Députés est dissoute.

2. Les collèges électoraux sont convoqués dans tout le royaume : ceux d'arrondissement et ceux des départements qui n'ont qu'un collège, pour le 23 juin 1830; les collèges départementaux pour le 3 juillet, et le collège du département de la Corse pour le 20 juillet.

3. Conformément à l'article 6 de la loi du 2 mai 1827 et à l'article 22 de la loi du 2 juillet 1828, les préfets publieront la présente ordonnance immédiatement après sa réception; ils ouvriront le registre des réclamations, feront afficher de nouveau les listes électorales, et publieront le tableau de rectification dans le délai prescrit par la loi du 2 juillet 1828.

4. Il sera procédé, pour les opérations des collèges électoraux, ainsi qu'il est réglé par l'ordonnance royale du 11 octobre 1820.

VIII.º Série.

T . .

5. La Chambre des Pairs et la Chambre des Députés des Départemens sont convoquées pour le 3 août prochain.

6. La présente sera exécutoire dans tous les départemens, du jour où elle aura été enregistrée à la préfecture, conformément à l'article 4 de l'ordonnance royale du 27 novembre 1816.

7. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.º 14,308. — *ORDONNANCE DU ROI portant création d'un Ministère des Travaux publics.*

Au château de Saint-Cloud, le 19 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport du président de notre Conseil des ministres,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Seront séparées du département de l'intérieur, pour former un ministère particulier sous le titre de *ministère des travaux publics*, les branches d'administration qui composent la direction générale des ponts et chaussées et des mines, ainsi que celles qui concernent les rivières et cours d'eau non navigables, les dessèchemens, les bâtimens civils, les travaux d'embellissement des villes, et tous autres travaux relatifs aux diverses parties de la voie publique.

2. Le président de notre Conseil des ministres, et notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 19.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{co} DE POLIGNAC.

N.º 14,309. — *ORDONNANCE DU ROI portant Nomination à quatre Ministères.*

Au château de Saint-Cloud, le 19 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Sur le rapport du président de notre Conseil des ministres,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le sieur *Chantelauze*, premier président de notre cour royale de Grenoble, est nommé garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice.

2. Le sieur baron *de Montbel*, ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, est nommé ministre secrétaire d'état au département des finances.

3. Notre très cher, amé et féal comte *de Peyronnet*, pair de France, est nommé secrétaire d'état au département de l'intérieur.

4. Le sieur baron *Capelle*, conseiller d'état, préfet de Seine-et-Oise, est nommé ministre secrétaire d'état au département des travaux publics.

5. Le président de notre Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 19.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{co} DE POLIGNAC.

N° 14,310. — *ORDONNANCE DU ROI qui supprime la Direction générale des Ponts et Chaussées et des Mines, et nomme M. Becquey Ministre d'état, membre du Conseil privé.*

Au château de Saint-Cloud, le 19 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu notre ordonnance de ce jour portant nomination d'un ministre des travaux publics,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La direction générale des ponts et chaussées et des mines est supprimée ; le sieur *Becquey*, titulaire de cette direction, est admis à la retraite.

2. Le sieur *Becquey*, conseiller d'état, est nommé ministre d'état et membre de notre Conseil privé.

3. Le président de notre Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 19 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{ce} DE POLIGNAC.

N° 14,311. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. de Courvoisier Ministre d'état, membre du Conseil privé.*

Au château de Saint-Cloud, le 19 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *de Courvoisier* est nommé ministre d'état, membre de notre Conseil privé.

2. Le président de notre Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 19 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{ce} DE POLIGNAC.

N° 14,312. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme Ministres d'état et membres du Conseil privé M. le Comte de Bertier et M. le Baron de Ballainvilliers.*

Au château de Saint-Cloud, le 19 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Sont nommés ministres d'état et membres de notre Conseil privé,

Les sieurs

comte *de Bertier*, directeur général des eaux et forêts ;
baron *de Ballainvilliers*, conseiller d'état.

2. Le président de notre Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 19 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{ce} DE POLIGNAC.

N° 14,313. — *RAPPORT AU ROI et RÉGLEMENT pour déterminer le Mode et les Conditions d'admission dans la carrière diplomatique.*

Paris, 21 et 25 Avril 1830.

SIRE,

LES principales branches de l'administration civile et militaire en France ont eu de tout temps, soit des écoles spéciales préparatoires, soit des règles préalables d'admission propres à constater l'instruction et l'aptitude des aspirans. La carrière diplomatique seule est restée jusqu'à présent privée de cette utile garantie : chaque jour en fait vivement sentir le besoin. C'est pour la lui assurer enfin que je propose à VOTRE MAJESTÉ de soumettre, à l'avenir, à des conditions déterminées et à des études préparatoires, les jeunes gens qui se présentent pour être admis dans les ambassades et légations du Roi.

Il paraîtra sans doute convenable à VOTRE MAJESTÉ d'ordonner qu'il soit établi au département des affaires étrangères un cours de droit public et un cours préparatoire d'instruction diplomatique. Le premier comprendrait l'enseignement simultané des diverses branches, non-seulement du droit public et du droit des gens, mais encore du droit civil dans celles de ses parties qui peuvent se rattacher éventuellement aux travaux et aux devoirs des agens de mon ministère. Le second aurait pour objet spécial l'analyse et l'étude des documens, actes et transactions diplomatiques sur lesquels reposent les rapports qui unissent les nations entre elles, et particulièrement en ce qui se rattache à l'histoire et à la politique de la France.

Ce double cours, auquel on ne pourrait être admis qu'après un examen préalable, ne saurait être plus convenablement dirigé que par le juriconsulte et le publiciste de mon ministère. Sa durée me semblerait devoir être fixée à deux ans, et le nombre des élèves pourrait, sans inconvénient, être porté jusqu'à vingt-quatre. Sur ce nombre, ceux qui auraient montré le plus d'aptitude à la carrière diplomatique par leur capacité et leur zèle, seraient désignés pour remplir les places qui viendraient à vaquer parmi les *secrétaires surnuméraires*.

Ce titre n'existe pas encore dans la carrière diplomatique, et je dois en proposer la création à VOTRE MAJESTÉ.

Pour devenir apte à l'obtenir, il faudrait avoir suivi les deux cours précédemment indiqués, faire preuve de la connaissance de l'une des deux langues anglaise ou allemande, et justifier d'une fortune suffisante pour vivre convenablement auprès d'une cour étrangère.

Le nombre des secrétaires surnuméraires pourrait être fixé à douze: ce serait parmi eux que VOTRE MAJESTÉ désignerait à l'avenir les sujets destinés à remplir les places qui viendraient à vaquer parmi les troisièmes secrétaires d'ambassade et les seconds secrétaires de légation.

Les douze premiers secrétaires surnuméraires seraient choisis parmi les attachés actuels aux ambassades et légations du Roi qui comptent au moins deux années de résidence, et parmi les employés du service intérieur du département, en donnant pour cet objet la préférence aux jeunes gens qui se sont le plus distingués par leur bonne conduite et leur amour du travail.

Quant aux attachés à la personne des ambassadeurs et ministres du Roi, il n'en serait plus créé à l'avenir: mais les jeunes gens qui portent actuellement ce titre auraient le choix de continuer à résider près des ambassadeurs auxquels ils sont attachés, ou, s'ils veulent entrer dans la carrière diplomatique, de suivre les cours

établis au département des affaires étrangères: ils devraient faire cette option dans l'espace de trois mois.

Je demanderai en même temps à VOTRE MAJESTÉ de m'autoriser à compléter les dispositions de cette nouvelle organisation par un règlement spécial que je soumettrai à son approbation.

Je suis avec le plus profond respect,

SIRE,

de VOTRE MAJESTÉ

le très-humble, très-obéissant serviteur et fidèle sujet,

Signé P.^{cc} DE POLIGNAC.

Paris, le 21 Avril 1830.

APPROUVÉ: signé CHARLES.

REGLEMENT.

CONFORMÉMENT aux dispositions du rapport approuvé par nous, sous la date du 21 avril 1830, nous avons arrêté les dispositions réglementaires qui suivent:

ART. 1.^{er} Un cours de droit public et un cours d'instruction diplomatique sont établis au département des affaires étrangères: ces cours seront dirigés par le publiciste et le juriconsulte de ce département; ils auront lieu simultanément, et leur durée sera de deux ans. Le nombre des jeunes gens qui les suivront à titre d'*élèves diplomatiques*, pourra s'élever jusqu'à vingt-quatre; il sera fait au moins deux leçons par semaine pour le premier cours, et une pour le second. La seule condition exigée pour y être admis sera de subir un examen qui prouve que l'on a fait de bonnes études classiques.

La nomination aux places de professeurs des deux cours de droit public et d'instruction diplomatique sera faite par le Roi.

2. Il est expressément stipulé que, même après avoir suivi le double cours prescrit par l'article précédent, les élèves n'auront acquis que l'avantage de pouvoir être inscrits sur le tableau des candidats parmi lesquels le Roi s'est réservé de choisir à l'avenir les secrétaires surnuméraires.

Pour pouvoir être porté sur cette liste de candidature, on sera préalablement tenu de faire preuve de la connaissance de l'une des deux langues anglaise ou allemande, et de justifier d'une fortune suffisante pour vivre convenablement auprès d'une cour étrangère.

Quant aux élèves que la rareté des vacances de places dans la carrière diplomatique ne permettra pas d'y admettre, le ministère des affaires étrangères croira avoir acquitté sa dette envers eux, en leur ayant offert à titre gratuit les moyens de s'instruire.

3. Douze places de secrétaires surnuméraires sont créées en faveur des attachés actuels aux ambassades et légations du Roi qui comptent plus de deux années de résidence, et des employés du département qui ont plus de deux ans de service. En conséquence, douze d'entre eux recevront dès à présent le diplôme de secrétaire surnuméraire: les autres concourront avec les élèves diplomatiques, et dans la proportion des deux tiers

des places, pour remplir les vacances au fur et à mesure; ils pourront, en attendant, suivre les cours établis au département des affaires étrangères, travailler dans les directions du ministère, ou rester aux ambassades auxquelles ils sont attachés.

4. Les douze secrétaires surnuméraires seront à la disposition du ministre; ils ne recevront aucun appointement. Un certain nombre d'entre eux sera attaché aux diverses missions du Roi au dehors; les autres résideront à Paris, et seront tenus de travailler, journellement aux archives du ministère, dans un bureau qui leur sera spécialement affecté, et aux mêmes heures que les employés du service intérieur.

Ce bureau sera dirigé par un d'entre eux, qui, à titre de chef, aura le rang de troisième secrétaire d'ambassade.

5. Le bureau des secrétaires surnuméraires se renouvellera au fur et à mesure des vacances produites par la promotion de quelques-uns de ses membres aux places de troisième secrétaire d'ambassade ou de second secrétaire de légation.

6. Un droit de préférence en quelque sorte exclusif sera accordé aux secrétaires surnuméraires pour remplir les missions imprévues et temporaires du ministère auprès des ambassadeurs et ministres du Roi en pays étranger, lorsqu'une circonstance exige que des dépêches soient portées et remises autrement que par les voies ordinaires.

7. L'uniforme des secrétaires surnuméraires diffèrera de celui des secrétaires d'ambassade, en ce que sa broderie ne consistera qu'en deux baguettes espacées au collet et aux paremens de l'habit, conformément au modèle.

8. Bien qu'il ne doive plus à l'avenir être créé d'attachés à la personne des ambassadeurs et ministres, les jeunes gens qui ont reçu ce titre et qui désireront le conserver, continueront à jouir des avantages que leur position leur offre en pays étranger, comme voyageurs protégés et en quelque sorte accrédités par le gouvernement du Roi, aussi long-temps que, par leur caractère et leur conduite, ils se feront des droits à la bienveillance du chef de la mission près de laquelle ils ont été placés : mais cette position ne leur donnera aucun droit pour entrer dans la carrière diplomatique, et s'ils avaient le desir de la suivre, ils seraient soumis aux conditions générales imposées désormais à tout nouvel aspirant.

L'uniforme de ces attachés sera semblable à celui des secrétaires surnuméraires, sauf qu'ils n'auront au collet et aux paremens de l'habit qu'une simple baguette; ils n'auront le droit de porter cet uniforme qu'en pays étranger.

9. Les attachés actuels aux ambassades et légations du Roi qui comptent moins de deux années de service, pourront être admis au nombre des vingt-quatre premiers élèves qui suivront les cours de droit public et d'instruction diplomatique établis au ministère des affaires étrangères, après avoir toutefois subi avec succès l'examen prescrit par l'article 1.^{er} et avoir fait leur option dans l'espace de trois mois.

10. Les personnes attachées au service intérieur pourront être envoyées à l'étranger, et celles qui appartiennent au service extérieur pourront être appelées dans les bureaux, quand ces mutations seront jugées utiles. Mais, sauf les droits précédemment acquis et stipulés à l'article 3, il

faudra désormais, pour passer au dehors, avoir le titre de commis principal, titre équivalent à celui de premier secrétaire de légation ou second secrétaire d'ambassade.

Paris, le 25 Avril 1830.

APPROUVÉ : signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,
Signé P.^{re} DE POLIGNAC.

N.° 14,314. — *ORDONNANCE DU ROI qui établit une Chaire de Droit commercial dans la Faculté de droit de Strasbourg.*

Au château de Saint-Cloud, le 9 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Une chaire de droit commercial sera établie dans la faculté de droit de Strasbourg.

2. Le cours sera provisoirement fait par un professeur suppléant de ladite faculté, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu aux moyens d'assurer le traitement d'un professeur titulaire.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 9.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERNON-RANVILLE.

N.° 14,315 — *ORDONNANCE DU ROI qui élève à la seconde classe le Collège royal de troisième classe établi dans la ville d'Avignon.*

Au château de Saint-Cloud, le 16 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;

Vu la demande formée par le conseil municipal de la ville d'Avignon;

Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le collège royal de troisième classe établi dans la ville d'Avignon est élevé à la seconde classe.

L'augmentation de dépense qui résultera de cette promotion aura son effet pour les dépenses fixes et pour les bourses royales à partir du 1.^{er} janvier 1831.

2. Les bourses communales, les pensions et compléments de pensions à la charge des familles, seront payés sur le taux de la deuxième classe à partir du 1.^{er} janvier 1832.

3. Notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERNON-RANVILLE.

N.^o 14,316. — ORDONNANCE DU ROI qui déclare Collèges royaux de troisième classe les Collèges communaux de Tours et du Puy.

Au château de Saint-Cloud, le 16 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;

Vu les demandes formées par les conseils municipaux des villes de Tours et du Puy à l'effet d'obtenir l'érection en collèges royaux des collèges communaux qui existent dans ces deux villes;

Vu l'engagement pris par les conseils municipaux de Tours et du Puy de supporter les dépenses nécessaires, soit pour réparer et approprier les bâtimens affectés à leurs collèges, soit pour compléter le mobilier dont ils doivent être garnis;

Vu l'article 23 du décret du 17 septembre 1808;

Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les collèges communaux de Tours et du Puy sont déclarés collèges royaux de troisième classe, et jouiront de tous les droits et avantages attribués aux collèges royaux.

2. Les collèges royaux de Tours et du Puy seront organisés aussitôt qu'il aura été reconnu contradictoirement par les autorités locales et par les agens de l'université,

1.^o Que les bâtimens affectés auxdits collèges sont appropriés à leur nouvelle destination;

2.^o Que ces bâtimens sont garnis d'un mobilier suffisant.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERNON-RANVILLE.

N.^o 14,317. — LETTRES PATENTES portant érection d'un Majorat.

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, Par le Roi, le garde des sceaux de France, signé COURVOISIER; scellées en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau de France et de la commission du sceau, le 18 mai 1830,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. le comte Hippolyte-François Jaubert, quarante-sept hectares treize ares quarante-cinq centiares de bois divisés en deux coupes nommées *Chêne à Filleul et du Bois*, faisant une seule masse comprise au cadastre sous les n.^{os} 409, 10, 11, 12, 13 et 14, et faisant partie du bois nommé *forêt d'Arthies*, sise terroir de ce nom, canton de Magny, arrondissement de Mantès, département de Seine-et-Oise; lesquels bois produisent mille francs de revenu, et ont été, par lesdites lettres, réunis à d'autres bois du produit de neuf mille cent vingt-huit francs, déjà érigés en majorat par autres lettres patentes, et situés canton dudit Magny et de Limay; ces quarante-sept hectares treize ares quarante-cinq centiares, appartenant à M. le comte Jaubert, ainsi érigés par échange et remplacement d'une inscription de huit cent soixante-et-douze francs de rente cinq pour cent conservée jusqu'à ce moment dans ledit majorat, dont

elle ne fera plus partie; auquel majorat, ainsi élevé à dix mille cent vingt-huit francs, continue d'être affecté ledit titre de *Comte*.

Pour Extrait conforme :
Le Secrétaire général du Sceau de France,
Signé CUVILLIER.

N.º 14,318. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des religieuses de l'Enfant Jésus établie à *Beaumont-en-Beine*, département de l'Aisne. (*Saint-Cloud*, 16 Mai 1830.)

N.º 14,319. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Hegner* (*Joseph*), né le 4 novembre 1781 à Bâle en Suisse, cultivateur, demeurant à Neuwiller, arrondissement d'Altkirch, département du Haut-Rhin. (*Paris*, 25 Mars 1830.)

N.º 14,320. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Thesmar* (*Guillaume*), né le 24 frimaire an XI [15 décembre 1802] à Sobernheim, ancien département de Rhin-et-Moselle, et demeurant à Châlons-sur-Saône, département de Saône-et-Loire. (*Paris*, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,321. — ORDONNANCES DU ROI qui autorisent,

1.º Le sieur *Maniquet* (*Antoine*) à ajouter à son nom celui de *Vauberet*, qui est le nom de sa famille maternelle, et à s'appeler à l'avenir *Maniquet-Vauberet*;

2.º Le sieur *Péalardy* (*Étienne*) à ajouter à son nom celui de *Laneufville*, qui était le nom de sa mère, et à s'appeler à l'avenir *Péalardy-Laneufville*.

Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changemens résultant des présentes ordonnances, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.º avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (*Saint-Cloud*, 5 Mai 1830.)

N.º 14,322. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *Maria* (*Jean-Joseph*), né à Cangas de Onis, principauté des Asturies en Espagne, le 1.º novembre 1780, sous-lieutenant des douanes au poste de Cayola, département de la Vendée,

2.º Le sieur *Moroder* (*Dominique*), né à Kreut dans le Tyrol en août 1803, marchand de bimboloterie et de quincaillerie, demeurant à Lyon, département du Rhône,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Saint-Cloud*, 5 Mai 1830.)

N.º 14,323. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Lanhoffer* (*Joseph*), né le 6 janvier 1801 à Sexten dans le Tyrol, charron, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, est admis à établir son domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (*Saint-Cloud*, 12 Mai 1830.)

N.º 14,324. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Troyon* (*Meuse*), par le sieur *Dognon*. (*Paris*, 7 Février 1830.)

N.º 14,325. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre et pré d'un revenu de 15 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Guntzwiller* (*Meurthe*), par les demoiselles *Kommenacker*. (*Paris*, 7 Février 1830.)

N.º 14,326. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º de la Donation de deux pièces de terre et pré d'un revenu de 25 francs, faite par les sieur et dame *Steiner*, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Rodalbe* (*Meurthe*); et 2.º de la Donation de deux pièces de terre d'un revenu de 10 francs, faite à la même fabrique, sous réserve d'usufruit, par la dame veuve *Knott*. (*Paris*, 7 Février 1830.)

N.º 14,327. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles estimés 8350 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, au séminaire du *Mans* (*Sarthe*), par les sieur et dame *Fouassier*. (*Paris*, 7 Février 1830.)

N.º 14,328. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au séminaire de *Montpellier* (*Hérault*) par le sieur *Quet* dit *Quetton*. (*Paris*, 7 Février 1830.)

N.º 14,329. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un pré d'un revenu de 75 francs, fait à la fabrique de l'église de *Saint-Loup-du-Doigt* (*Mayenne*) par le sieur *Maurice*. (*Paris*, 7 Février 1830.)

N.º 14,330. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs en biens-fonds d'une valeur de 2400 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Montigny* (*Jura*), par le sieur *La Perrière*. (*Paris*, 7 Février 1830.)

N.º 14,331. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Chavannat* (*Creuse*), par le sieur *Michellet*. (*Paris*, 7 Février 1830.)

N.º 14,332. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Séverac* (Aveyron) par le sieur *Dijols*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,333. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs et d'une rente de 10 francs fait à la fabrique de l'église de *Valady* (Aveyron) par le sieur *Cabantous*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,334. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Banon* (Basses-Alpes) et le maire de cette commune à accepter les Legs faits par le sieur *Martel*, savoir : 1.º la fabrique et le maire, d'une maison, &c. évaluée à 2000 francs ; et 2.º la fabrique, d'une autre maison estimée 300 francs, et des tableaux évalués à 50 francs ; le tout sous condition de services religieux. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,335. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Radonvilliers* (Aube), par la dame *Páris*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,336. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Montjoie* (Manche), par le sieur *Le Goupil*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,337. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par le sieur de *Fréat* à la fabrique de l'église de *Boiscommun* (Loiret), du tiers de sa succession, ledit tiers montant à 1591 francs 35 centimes. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,338. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à 300 francs, fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Bouzonville-aux-Bois* (Loiret), par le sieur *Poisson*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,339. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à 1200 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Chocques* (Pas-de-Calais), par le sieur *Belva*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,340. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église Sainte-Marthe à *Tarascon* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Leautaud*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,341. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une maison à *Gentilly* près Paris, et d'un pré attenant, le tout évalué à 66,950 francs, faite à la congrégation de Saint-Lazare à Paris par les sieurs *Billuet* et *Étienne*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,342. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église Notre-Dame à *Alençon* (Orne), par la dame veuve *Oger*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,343. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1200 francs, ladite somme payable le 1.ºr novembre 1830, avec intérêt jusqu'alors, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église des *Tris-Vallois* (Vosges), par le sieur *Didelot*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,344. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 700 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Fleisheim* (Meurthe), par les demoiselles *Hissiger*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,345. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une somme de 1000 francs faite à la fabrique de la succursale de *Saint-Fiacre* (Seine-et-Marne) par le sieur *Deneuilly*, au nom de personnes qui desirent demeurer inconnues. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,346. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour 100 francs seulement, les Legs faits à la fabrique de l'église de *Blernais* (Ille-et-Vilaine) par la demoiselle *Catheline*. (Paris, 7 Février 1830.)

N.º 14,347. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison, cour, jardin et champ y attenant, le tout d'un revenu de 112 francs, faite à la fabrique de l'église de *Saint-Mélaine* (Ille-et-Vilaine) par les sieur et dame de *Girard de Châteauneuf*. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,348. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation des cinq sixièmes d'un pré évalués à un revenu de 40 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Soyers* (Haute-Marne), par la dame veuve *Valbert-Chappuy* et consorts. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,349. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de la moitié de quatre pièces de pré, ladite moitié évaluée à un revenu de 38 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Vittersbourg* (Meurthe), par la dame veuve *Peiffer*. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,350. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de pré estimée 900 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Blanche-Eglise* (Meurthe), par le sieur *Charon*. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,351. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation, moyennant une rente annuelle de 60 francs, faite dans la fabrique

de l'église de *Rabastens* (Tarn) par le sieur de *Rolland*, à la charge de services religieux. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,352. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre et d'un pré évalués à un revenu de 50 francs, faite à la fabrique de l'église de *Buellas* (Ain) par la dame veuve de *Lateyssounière*. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,353. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 50 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Jassans* (Ain), par le sieur *Francey*. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,354. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux sommes montant ensemble à 3600 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'*Aix-en-Othe* (Aube), par la dame veuve *Pauletru*. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,355. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre dite *las Partides*, évaluée à 3800 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Pexiora* (Aude), par le sieur *Joulia La Rivière*. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,356. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Condray* (Mayenne), par le sieur *Bruneau*. (Paris, 14 Février 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 25 Mai 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

25 Mai 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 355.)

N.º 14,357. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise M. le Comte de Bertier, Ministre d'état, à participer aux Délibérations du Conseil d'état.

Au château des Tuileries, le 23 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 1.^{er} de l'ordonnance en date du 26 août 1824, relative à l'organisation du Conseil d'état;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le comte *Ferdinand de Bertier*, ministre d'état, directeur général des eaux et forêts, est autorisé à participer aux délibérations de notre Conseil d'état.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 23.^e jour de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état
au département de la justice,

Signé CHANTELAUZE.

N.º 14,358. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. de Rainneville
Conseiller d'état en service ordinaire.

Au château des Tuileries, le 23 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

VIII.^e Série.

V

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur de *Rainneville*, conseiller d'état en service extraordinaire, est nommé conseiller d'état en service ordinaire, en remplacement du sieur baron de *Ballainvilliers*, appelé à d'autres fonctions.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 23 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé CHANTELAUZE.

N.° 14,359. — ORDONNANCE DU ROI qui proroge jusqu'au 22 Juin 1854 la durée du Privilège de l'*Almanach royal*, dont jouissent aujourd'hui les sieurs *Guyot fils* et *Scribe*.

Au château des Tuileries, le 28 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'ordonnance du 22 juin 1814, qui accorde au sieur *Testu* et aux sieur et dame *Guyot* la permission de faire imprimer, débiter et vendre pendant vingt ans l'*Almanach royal*;

Vu les actes en vertu desquels les sieurs *Guyot fils* et *Scribe* sont devenus seuls et uniques propriétaires dudit almanach;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La durée du privilège de l'*Almanach royal*, dont jouissent aujourd'hui les sieurs *Guyot fils* et *Scribe*, est prorogée jusqu'au 22 juin 1854, aux mêmes clauses, conditions et prérogatives énoncées dans l'ordonnance de concession du 22 juin 1814.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 28 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 14,360. — ORDONNANCE DU ROI portant création d'une troisième place de Suppléant dans la Faculté de droit de Caen.

Au château des Tuileries, le 2 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique, et sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Une troisième place de suppléant est créée dans la faculté de droit de Caen.

2. Notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 2.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERNON-RANVILLE.

N.° 14,361. — ORDONNANCE DU ROI qui classe le Chemin de *Donjeux* à *Rimaucourt* parmi les Routes départementales de la Haute-Marne.

Au château des Tuileries, le 25 Avril 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération prise par le conseil général du département de la Haute-Marne dans sa session de 1829, tendant à classer au rang des routes départementales le chemin de *Donjeux* à *Rimaucourt*, qui établit une communication entre les routes royales

n.° 65, de Neufchâteau à Bonny-sur-Loire, et n.° 67, de Saint-Dizier à Lausanne;

Vu l'avis du préfet du département,
Celui du conseil général des ponts et chaussées,
Et celui de la commission mixte des travaux publics;
Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le chemin ci-dessus désigné est classé parmi les routes départementales du département de la Haute-Marne sous la dénomination de *route n.° 8, de Donjeux à Rimaucourt*.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 25 Avril de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.° 14,362. — ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la Transcription, sur les Registres du Conseil d'état, des Statuts des Sœurs de la Présentation de Marie établies à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche).

Au château de Saint-Cloud, le 5 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu le consentement donné par l'évêque de Viviers aux statuts des sœurs de la Présentation de Marie établies à Bourg-Saint-Andéol, département de l'Ardèche;

Vu lesdits statuts;

Considérant que la congrégation est soumise pour le spirituel à la juridiction de l'ordinaire;

Considérant que lesdits statuts ne dérogent pas aux lois du royaume et ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les statuts des sœurs de la Présentation de Marie établies à Bourg-Saint-Andéol, département de l'Ardèche, gouvernées par une supérieure générale, et ayant pour fin l'éducation des jeunes demoiselles, l'instruction gratuite des filles indigentes et le soin des orphelines; lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits sur les registres de notre Conseil d'état : mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

2. Nonobstant toutes expressions desdits statuts qui pourraient n'y point paraître conformes, les personnes faisant partie de ladite congrégation ne pourront disposer de leurs biens meubles et immeubles que dans les limites prescrites par l'article 5 de la loi du 24 mai 1825.

3. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, ladite congrégation, après l'accomplissement des formalités voulues par la loi.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 5.° jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.° DE GUERNON-RANVILLE.

N.° 14,363. — ORDONNANCE DU ROI qui confirme et autorise, sous le titre d'Abattoir public, l'établissement existant à Thann (Haut-Rhin), destiné à l'abattage des bestiaux.

Au château de Saint-Cloud, le 5 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de Thann, département du Haut-Rhin, des 11 août et 23 octobre 1829, relatives à l'abattoir public de cette commune, dont l'établissement n'a donné lieu à aucune opposition,

Le procès-verbal d'information *de commodo et incommodo* ouvert le 25 octobre et clos le 10 novembre 1829 par le maire,

L'avis du préfet du 1.^{er} décembre 1829;

Le comité de l'intérieur et du commerce de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'établissement existant à Thann, département du Haut-Rhin, et destiné à l'abattage des bestiaux, est confirmé et autorisé sous le titre d'*abattoir public et commun*.

2. Dans le délai d'un mois au plus tard, et après que le public en aura été informé par affiches, l'abattage des bestiaux et porcs ne pourra avoir lieu, à l'intérieur de la ville, que dans l'abattoir public et commun, et toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, auront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique, et en se conformant aux règles de police.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront se servir de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue. Ils seront, ainsi que les bouchers et charcutiers de Thann, libres de tenir des abattoirs et des échaudoirs dans les communes voisines sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité: tous ceux qui voudront s'établir dans la ville seront tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de Thann auront la faculté

d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et aux jours désignés par le maire, et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Thann qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté suivant la forme ordinaire.

8. Le maire de Thann pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie: toutefois ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation du ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château de Saint-Cloud, le 5 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 14,364. — ORDONNANCE DU ROI relative à la Construction d'un Pont suspendu sur le Rhône entre la ville de Cordrieu, département du Rhône, et le bourg des Roches, département de l'Isère.

Au château de Saint-Cloud, le 5 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il sera construit un pont suspendu sur le Rhône

entre la ville de Condrieu, département du Rhône, et le bourg des Roches, département de l'Isère, conformément au plan ci-annexé, et sous les conditions suivantes :

1.^o Le débouché des eaux sera de cent quatre-vingt-quinze mètres entre les faces intérieures des culées, en y comprenant l'épaisseur de la pile.

2.^o Le dessous des supports du plancher sera à deux mètres au-dessus des plus hautes eaux connues.

3.^o La largeur du passage entre les garde-corps sera de cinq mètres.

4.^o Les rampes aux abords n'auront pas plus de cinq centimètres de pente par mètre.

5.^o Le pont entier après son achèvement, et ensuite chaque travée séparément, seront soumis à une épreuve telle qu'il ait à supporter, indépendamment de son propre poids, une charge de deux cents kilogrammes par mètre carré.

2. Il sera pourvu aux frais de construction et d'entretien de ce pont au moyen de la perception d'un droit de péage qui sera concédé au rabais, par adjudication publique, au concessionnaire qui offrira les conditions les plus avantageuses.

3. Le procès-verbal d'adjudication sera soumis à l'approbation de notre ministre de l'intérieur.

4. A l'expiration de la concession, la propriété du pont sera acquise à la commune de Condrieu.

5. Le droit de péage sera perçu à compter du jour où le passage sera livré au public, et conformément au tarif établi pour le bac actuel.

6. Seront exempts du droit de péage, les fonctionnaires publics du département dans l'exercice de leurs fonctions, les militaires voyageant en corps ou isolément, à charge par eux, dans ce dernier cas, d'exhiber une feuille de route ou un ordre de service; les employés des ponts et chaussées, les malles-postes et courriers du Gouvernement, et les facteurs ruraux commissionnés par l'administration des postes.

7. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé

de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 5 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,

Signé MONTBEL.

N.^o 14,365. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur Batta (*Pascal-Mariano-Joseph-Maria*), né le 9 mars 1776 à Baclona en Espagne, desservant de la succursale d'Augnac, département du Gers,

2.^o Le sieur Daniel (*Jacques*), né à Dusseldorf en Prusse en septembre 1797, tailleur, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin,

3.^o Le sieur Cervi (*Joseph*), né à Castelnovo di Sotto en Piémont le 3 juillet 1795, demeurant à Baugy, département du Cher,

4.^o Le sieur Corboz (*Denis-Cyprien*), né à la Tour de Trême, canton de Fribourg en Suisse, le 14 avril 1797, grenadier au huitième régiment d'infanterie de la garde royale,

5.^o Le sieur Finck (*Jean-Baptiste*), né à Mulhouse, grand-duché de Bade, le 15 juin 1785, cordonnier, demeurant à Turekheim, département du Haut-Rhin,

6.^o Le sieur Kelly (*Thomas*), né à Westminster en Angleterre le 16 février 1776, gentilhomme anglais, demeurant à Saint-Omer, département du Pas-de-Calais,

7.^o Le sieur Reihl (*Michel-Gabriel-Frédéric*), né à Ratisbonne en Bavière le 1.^{er} décembre 1805, passementier, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin,

8.^o Le sieur de Shée (*Michel-Richard-Henri*), né le 18 août 1802 à Dublin en Irlande, sous-lieutenant garde-du-corps du Roi, compagnie de Luxembourg,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Paris, 23 Mai 1830.*)

N.^o 14,366. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 60 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église Saint-Nicolas à Haguenau (Haut-Rhin), par le sieur Schwab. (*Paris, 14 Février 1830.*)

N.^o 14,367. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, 1.^o la fondation, moyennant 300 francs, faite dans l'église de Blienschwiller (Bas-Rhin) par la demoiselle Littel, et 2.^o le Legs de deux sommes montant à 900 francs, fait au même établissement par ladite demoiselle Littel. (*Paris, 14 Février 1830.*)

N.^o 14,368. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une somme de 3000 francs faite à la fabrique de l'église d'Apt

(Vaucluse) par le duc de Sabran, pair de France. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,369. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour la nue propriété seulement, le Legs d'une maison évaluée à 8000 francs, dont l'usufruit sera abandonné aux deux héritiers du testateur, chacun pour sa part; ledit Legs fait à la fabrique de l'église Saint-Maurice à Reims (Marne) par le sieur Gouilliard. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,370. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence de 6 hectares seulement, le Legs de 12 hectares 20 ares 40 centiares de terre, estimés 12,000 francs, fait à la fabrique de l'église de Barastre (Pas-de-Calais) par le sieur Thoriez. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,371. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais jusqu'à concurrence de 2500 francs seulement, le Legs fait, à titre gratuit, à la congrégation des religieuses ursulines de Jésus dites de Chavagnès, établies à Luçon (Vendée), par la demoiselle Gobin, religieuse. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,372. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le trésorier de la fabrique de l'église d'Huriel (Allier), le maire et le bureau de bienfaisance de cette commune, à accepter, chacun en ce qui le concerne, mais jusqu'à concurrence de moitié seulement, le Legs d'une valeur de 24,000 francs en argent ou en immeubles, au choix des héritiers, fait à ladite fabrique par le sieur Sevin. (Paris, 14 Février 1830.)

N.º 14,373. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice civil de Roanne (Loire) à accepter une somme de 12,600 francs pour l'exécution du Legs fait à cet établissement par le sieur Anglès, des sommes nécessaires pour la fondation et l'entretien de deux lits au profit des pauvres malades de la commune de Mably. (Paris, 17 Février 1830.)

N.º 14,374. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux parties de rentes inscrites au grand-livre sous les n.ºs 1119 et 1340 du département, et montant ensemble à 102 francs, faite, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de Ferrières (Manche), par le sieur Almin. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,375. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation de 832 francs provenant de dons manuels et destinés à des services religieux, faite à la fabrique de l'église Saint-Géry à Cambrai (Nord) par le sieur Langlet. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,376. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 6 francs et d'un pré estimé 110 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'Ober-Ranspach (Haut-Rhin), par la dame veuve Meyer. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,377. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par le sieur Leflon à la fabrique de l'église de Bernville (Pas-de-Calais), d'une portion du produit de la vente de son mobilier, ladite portion montant à 691 francs 39 centimes. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,378. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 1200 francs, fait à la fabrique de l'église de Saint-Python (Nord) par la dame Tondeur. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,379. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre d'un revenu de 33 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'Écordal (Ardenne), par la demoiselle Garnot. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,380. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de Ferrières (Loiret) par la dame veuve Bourgoïn. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,381. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de Montjoie (Manche), par le sieur Becherel. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,382. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de terres, pré et jardin, estimés 572 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de l'Hôpital (Moselle), par le sieur Broucker. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,383. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de Hardanges (Mayenne) par la demoiselle Morice. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,384. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux sommes ensemble de 15,000 francs, faite à la communauté des sœurs de Saint-Joseph de Lyon formée à Vernaison (Rhône) par le sieur Serre. (Paris, 21 Février 1830.)

N.º 14,385. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un hectare 54 ares 14 centiares de terre, estimés 2000 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Bourbourg (Nord), par le sieur Flamen. (Paris, 28 Février 1830.)

N.º 14,386. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'Is-en-Bassigny (Haute-Marne), par le sieur Belouet. (Paris, 28 Février 1830.)

N.º 14,387. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Vallier* (Drôme) par la dame veuve *Nicolas*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,388. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 30 francs et des arrérages qui en sont échus, fait au séminaire diocésain de la *Rochelle* (Charente-Inférieure) par la dame veuve *Bérauld du Pérou*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,389. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait au séminaire diocésain et à l'école secondaire ecclésiastique de *Pamiers* (Ariège) par le sieur *Amans*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,390. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au séminaire diocésain de *Meaux* et à la fabrique de l'église cathédrale par la dame *Lemercier*, savoir : le séminaire, d'une somme de 1000 francs, et la fabrique, d'une somme de 3000 francs ; à la charge de services religieux. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,391. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation de deux parties de rentes montant ensemble à 449 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, au séminaire diocésain de *Reims* et à l'école secondaire ecclésiastique de la même ville, par la demoiselle *Boucton*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,392. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux parties de rentes montant ensemble à 650 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, au séminaire diocésain du *Mans* (Sarthe), par le sieur *Bourigault*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,393. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation de 2000 francs faite, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église Notre-Dame à *Châlons* (Marne), par la dame *Duhamel*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,394. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un four et dépendances, le tout évalué à 300 francs, faite à la fabrique de l'église de *Frayssinet* (Lot) par le sieur *Floras*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,395. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 50 francs faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Réchicourt-le-Château* (Meurthe), par la dame veuve *Gras*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,396. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 350 francs fait à la fabrique de l'église de *Brignoles* (Var) par la dame veuve *Cugit*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,397. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º du Legs de 100 francs fait par la dame *Uhlmann* à la fabrique de l'église de *Nieder-Morschwihr* (Haut-Rhin) ; et 2.º de la fondation, dans la même église, faite par ladite dame, moyennant une rente annuelle de 18 francs. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,398. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 300 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Marthill* (Meurthe), par la dame veuve *Lechoux*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,399. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Lunéville* (Meurthe), par le sieur *André*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,400. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º des fondations faites, moyennant la rétribution qui sera fixée par l'évêque de Langres, dans l'église d'*Apréy* (Haute-Marne) ; et 2.º du Legs de 1000 fr. fait à la fabrique de ladite église par le sieur *Mugnier*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,401. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Brey* (Doubs) à accepter, 1.º le Legs de 150 francs par la demoiselle *Royet*, 2.º le Legs de 600 francs par la demoiselle *Petit-Huguenin*, et 3.º les Donations, par les sieurs *Denizes* et *Royet*, de terres estimées ensemble 1500 francs ; le tout à la charge de services religieux. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,402. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Vedrin-Saint-Loup* (Cantal) par la demoiselle *Bouschet*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,403. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait, sous condition de services religieux, au séminaire diocésain de *Montpellier* (Hérault), par la demoiselle *Girard*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,404. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux parties de rentes montant ensemble à 27 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Landelles* (Calvados), par le sieur *Enguehard*. (*Paris, 28 Février 1830.*)

N.º 14,405. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison évaluée à 300 francs, fait à la commune de *Recœur* (Lozère) par la demoiselle *Versolis*. (*Paris, 25 Mars 1830.*)

N.º 14,406. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'*Essertines-en-Donzy* (Loire), par le sieur *Garel*, de deux rentes montant ensemble à 80 francs. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,407. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à 1100 francs, fait à la commune de *Saint-George de Commiers* (Isère) par le sieur *Band*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,408. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 45 francs faite à l'hospice de *Châteauneuf* (Cher) par le sieur *Bonnet*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,409. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Laval-Roquezezière* (Aveyron) à accepter le Legs fait aux pauvres de l'ancienne paroisse de *Saint-Léonce*, d'une rente annuelle et perpétuelle en blé-seigle, évaluée en capital à 700 francs. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,410. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Cogolin* (Var), par la demoiselle *Moullinier*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs et de divers effets de linge. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,411. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Saint-Laurent d'Oli* (Aveyron) à accepter, au nom des pauvres de *Canes*, une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs, payable par le séminaire de *Mende* aux termes d'un acte public passé le 7 juin 1810 entre l'évêque de ce diocèse et le sieur *Grousses*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,412. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 40 francs fait aux pauvres de *Montmartin-en-Graignes* (Manche) par le sieur *Enauld*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,413. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à 929 francs environ, fait aux pauvres d'*Hargicourt* (Aiane) par la dame veuve *Blot*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,414. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les hospices et le bureau de bienfaisance de *Moulins* (Allier) à accepter les Legs faits par le sieur *Delarue* de deux sommes, l'une de 1200 francs à l'hôpital général, l'autre de 300 francs à l'hôpital *Saint-Joseph*, et d'une autre somme de 100 francs à la marmite des pauvres. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,415. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *la Roche-Bernard* (Morbihan), par le sieur *Kercado*, d'un constitut de 3000 francs portant intérêt à partir du 1.º juin 1819. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,416. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Noyal-Muzillac* (Morbihan), par la dame veuve *Le Pavec* et son fils, d'une rente annuelle et perpétuelle de 240 fr. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,417. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1200 francs faite aux pauvres de *Ruffac* (Morbihan) par les héritiers de la demoiselle de *la Bourdonnaye de Boisry*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,418. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres du deuxième arrondissement de *Paris* (Seine) par le sieur *Nicodini* dit *Nicodami*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,419. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une pièce de terre plantée en vignes, léguée à l'hospice de *Brienne-le-Château* (Aube) par la dame veuve *Durap*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,420. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saint-Affrique* (Aveyron), par la demoiselle de *Tourtoulon*, d'une rente annuelle et perpétuelle de deux doubles décalitres un tiers de blé-froment. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,421. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Saint-Geniès* (Aveyron), par le sieur *Céré*, d'une rente de 16 francs et d'une somme de 1000 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,422. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 francs fait aux hospices de *Marseille* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Cresp*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,423. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Gardanne* (Bouches-du-Rhône), par le sieur *Montanard*, de la nue propriété de tous ses biens meubles et immeubles évalués à 1600 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,424. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Chenedollé* (Calvados), par la dame *Grivel de la Grivelière*, d'une maison avec dépendances, estimée 1300 francs, et d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,425. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au bureau de bienfaisance de *Vedrinès-Saint-Loup* (Cantal), par la demoiselle *Bouchet*, de trois sommes montant ensemble à 3400 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,426. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux hospices d'Angoulême (Charente) par le sieur Gilbert. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,427. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 1717 francs 14 centimes, fait aux pauvres d'Angoulême (Charente) par la dame veuve de Jousserand. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,428. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville d'Épinal (Côte-d'Or), par les sieur et dame Marey de Gassendi, d'une maison avec dépendances, estimée 10,000 francs, et d'une rente de 1500 francs sur l'Etat en faveur des pauvres de ladite ville. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,429. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 3000 francs fait aux pauvres de Bergerac (Dordogne) par le sieur Albert. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,430. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de Bergerac (Dordogne) par le sieur Villattes. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,431. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3500 francs faite à la commune d'Arçon (Doubs) par le sieur Defrasne, tant en son nom que comme se portant fort des sieurs Delacroix et Henriot. (Paris, 1.º Avril 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 29 Mai 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

29 Mai 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 356.)

N.º 14,432. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur
de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des
16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 31 Mai 1830.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Mais.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26'			
	du froment... au-dessous de....		24.			
	de l'importation	du seigle et du maïs... <i>idem</i>	16.			
		de l'avoine..... <i>idem</i>	9.			
Unique.	Pyrénées-Or...	Toulouse..... Fleurance..... Marseille..... Gray.....	22' 99	15' 39	11' 83	11' 05
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches-du-Rh.					
	Var.....					
Corse.....						
2. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24'			
	du froment... au-dessous de....		22.			
	de l'importation	du seigle et du maïs.. <i>idem</i>	14.			
		de l'avoine..... <i>idem</i>	8.			
1. ^{re} ...	Gironde.....	Marans..... Bordeaux..... Toulouse.....	20' 08	13' 07	9' 69	10' 38
	Landes.....					
	B. ^{des} Pyrénées.					
	H. ^{des} Pyrénées.					
	Ariège.....					
	Haute-Garonne					
2. ^e ...	Jura.....	Gray..... Saint-Laurent.. Le Grand-Lemps.	26. 84.	17. 24.	14. 51.	8. 49.
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Basses-Alpes..					
	Hautes-Alpes..					

VIII. Série.

X

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYENS DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Mais.	Avoine.
3. CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.		22 ¹			
	du froment. . . . au-dessous de.		20.			
	de l'importation du seigle et du maïs. idem.		12.			
	de l'avoine. idem.		8.			
1. ^{re}	Haut-Rhin.	Mulhausen.	21 ¹ 93	13 ¹ 93	"	8 ¹ 94
	Bas-Rhin.	Strasbourg.				
	Nord.	Bergues.				
	Pas-de-Calais. .	Arras.				
2. ^e	Somme.	Roye.	20. 78.	11. 48.	"	8. 63.
	Seine-Infér. ...	Soissons.				
	Eure.	Paris.				
	Calvados.	Rouen.				
3. ^e	Loire-Infér. ...	Saumur.	20. 75	14. 63.	"	9 58.
	Vendée.	Nantes.				
	Charente-Infér.	Marans.				
4. CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.		20 ¹			
	du froment. . . . au-dessous de.		18.			
	de l'importation du seigle et du maïs. idem.		10.			
	de l'avoine. idem.		7.			
1. ^{re}	Moselle.	Metz.	21 ¹ 08	11 ¹ 72	"	7 ¹ 50
	Meuse.	Verdun.				
	Ardennes.	Charleville. ...				
	Aisne.	Soissons.				
2. ^e	Manche.	Saint-Lô.				
	Ile-et-Vilaine..	Paimpol.				
	Côtes-du-Nord.	Quimper.	20. 71.	12. 59.	"	9. 24
	Finistère.	Hennegon.				
	Morbihan.	Nantes.				

ARRÊTÉ par nous Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 31 Mai 1830.

Signé C.^{te} DE PEYRONNET.

N.° 14,433. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. le Baron Dudon Ministre d'état, membre du Conseil privé.*

Au château de Saint-Cloud, le 19 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport du président de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le sieur baron *Dudon*, conseiller d'état, est nommé ministre d'état, membre de notre Conseil privé.

2. Le président de notre Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint Cloud, le 19.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,

Signé P.^{te} DE POLIGNAC.

N.° 14,434. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans des Forêts royales.*

Au château de Saint-Cloud, le 5 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er} et III du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Il sera procédé en 1831 à la vente et adjudication en la forme ordinaire, savoir :

1.^o De trente hectares environ de taillis existant dans la forêt royale de Crapon sur la lisière nord est, pour être exploitées par forme de recépage (Finistère);

2.^o De quatre cents baliveaux anciens et en état de dépérissement, situés sur les coupes n.° 95 à 100 de la forêt royale de Duault (Côtes-du-Nord);

3.^o De tous les bois blancs qui se trouvent sur les coupes n.° 89 et 90 de la forêt royale de Villegardier (Ile-et-Vilaine);

4.^o De cent trente-deux chênes qui se trouvent sur d'anciens semis dans la forêt royale de Carnoet, au canton de la Plaine (Finistère);

5.^o De deux cent quatre-vingt-onze chênes et vingt-cinq hêtres viciés et déperissans qui se trouvent sur la coupe n.^o 50 de la forêt royale de Gâvre (Loire-Inférieure);

6.^o De dix-neuf chênes et quarante-six hêtres, en état de déperissement, qui se trouvent sur les coupes n.^{os} 90 et 91 de la forêt royale de Camors (Morbihan);

7.^o De cinq cents baliveaux anciens qui nuisent au développement du semis de la coupe n.^o 94 de la forêt royale de Carnoet (Finistère);

8.^o D'une lisière de futaie déperissante de deux hectares cinquante ares existant le long de la route de Condé, au canton dit *la Taillie-Robert* de la forêt royale de Hex (Oise);

La coupe ordinaire de ladite forêt continuera à être suspendue pour l'ordinaire 1831;

9.^o De la superficie du bois royal dit *Ballot*, d'une contenance de trois hectares quatre-vingt-seize ares soixante-et-dix-huit centiares (Seine-et-Oise);

10.^o De quatre à cinq cents arbres, essences chêne et hêtre, existant sur les coupes n.^{os} 56, 57, 58, 59 et 62 de la forêt royale de Duault (Côtes-du-Nord).

2. Il sera procédé en quatre années successives, à partir de 1831, à la vente et adjudication de cinquante hectares de taillis, essence chêne blanc, existant au canton dit *Saint-Maurin* de la forêt royale de Saint-Maurin et Saint-Vincent (Var).

3. Il sera procédé en deux années successives, à partir de l'ordinaire 1831, à la vente et adjudication des chênes verts existant dans la forêt royale de Malpey (Var).

4. Il sera procédé à la vente et adjudication, en la forme ordinaire, de deux cent soixante-et-dix-huit arbres déperissans existant dans la forêt royale de la Sainte-Baume (Var).

5. Il sera procédé, en quinze années successives, à la vente et adjudication des pins viciés et déperissans qui existent aux cantons de Mouvare et Croix du Gardi dans la forêt royale de Cannes (Var).

6. Il sera procédé, pour l'ordinaire 1831, dans la forêt royale de Gâvre (Loire-Inférieure), à l'extraction de tous les vieux arbres déperissans et reconnus inutiles ainsi que de tous les bois blancs existant sur les coupes n.^{os} 96 et 97 du triage de la Madeleine, sur sept hectares soixante-sept ares de la coupe n.^o 34 du triage de Gâvre, et sur sept hectares quatre-vingt quatre ares de la coupe n.^o 81 sise au même triage.

Il sera en outre procédé sur le reste de ces deux dernières coupes, ainsi que sur une portion de la coupe n.^o 82 du même triage de Gâvre et des coupes n.^{os} 14 et 15 du triage de Curn, à un simple nettoisement des bois blancs et à l'extraction de quelques mauvais arbustes.

La totalité de ces bois sera mise en vente en la forme ordinaire.

7. Il sera procédé à la vente et adjudication, par forme de menus marchés, de sept chênes, trois hêtres et deux châtaigniers qui se trouvent sur le chemin de Kerveno dans la forêt royale de Lanvaux (Morbihan).

8. Il sera procédé à la vente et adjudication d'une plantation d'un hectare cinquante ares, sise dans la forêt royale d'Orléans, entre la chaussée de Sainte-Lye et les coupes dites *de la Bulle, du Marchais de la Pierre et Vente de la Pierre* (Loiret).

9. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 5 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé C.^{te} DE CHABROL.

N.^o 14,435. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château de Saint-Cloud, le 9 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Pratz-Petit-Châtel (Jura), de la coupe, 1.^o des onze hectares soixante-et-seize ares formant la réserve de ses bois, 2.^o des quatre hectares trente

ares composant la réserve des bois du village de Petit-Châtel, annexe de ladite commune;

2.^o Prémanon (Jura), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, de cinq cents sapins à prendre parmi les plus dépérissans de sa réserve;

3.^o Chaussehaus (Jura), de la coupe des huit hectares environ composant le canton dit *le Buisson au loup*, appelé à faire partie de sa réserve;

4.^o Liny-devant-Dun (Meuse), de la coupe, en quatre années successives et par portions égales, de trente-neuf hectares faisant la partie la plus âgée de sa réserve;

5.^o Villemoiron (Aube), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, de douze hectares de sa réserve;

6.^o Gillancourt (Haute-Marne), de la coupe, en deux années successives et par lots égaux, des soixante-sept hectares composant la réserve de ses bois;

7.^o Brans (Jura), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, de trente-trois hectares cinquante ares formant la réserve de ses bois;

8.^o Glonville (Meurthe), de la coupe de dix hectares à prendre dans la partie la plus âgée de la réserve à établir dans les bois dont ladite commune a été mise en possession par suite du partage d'une forêt qui était indivise entre elle et les communes de la ci-devant prévôté d'Azerailles;

9.^o Riziencourt (Haute-Marne), de la coupe de quinze hectares environ formant la partie la plus âgée de sa réserve;

10.^o Surmont (Doubs), de la coupe de trois hectares de sa réserve;

11.^o Bamberstrolf (Moselle), de la coupe, par forme d'expurgade, des soixante-et-quinze hectares composant sa réserve;

12.^o Rollainville (Vosges), de la coupe, en cinq années successives et par portions égales, des trente hectares dix-neuf ares formant sa réserve;

13.^o Les Gras (Doubs), de la coupe de cinq cent vingt sapins dépérissans de sa réserve;

14.^o Ouhans (Doubs), de la coupe, en trois années successives, de quarante-trois hectares de sa réserve;

15.^o Arc-sous-Cicon (Doubs), de la coupe de huit cent quatre-vingt-quatre sapins et cent vingt hêtres dépérissans de sa réserve;

16.^o Esley (Vosges), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, de quatre hectares soixante-et-un ares, et pour les ordinaires 1834, 1835 et 1836, et par portions égales, de tous les chênes qui se trouvent sur dix hectares soixante-et-quatorze ares, le tout de sa réserve;

17.^o Busson (Haute-Marne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, de dix-huit hectares environ de sa réserve.

2. Il sera procédé à l'aménagement des bois du hameau de Fontaine, annexe de la commune de Magnien (Côte-d'Or).

3. La demande formée par la commune de Senon, département de la Meuse, en rétablissement du chemin qui traversait sa réserve et les coupes des ordinaires 1827, 1828 et 1829 de ses bois, est rejetée.

4. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 9 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé C.^{te} de CHABROL.

N.^o 14,436. — ORDONNANCE DU ROI qui classe un Chemin vicinal au rang des Routes départementales de la Haute-Loire.

Au château de Saint-Cloud, le 5 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil général de la Haute-Loire, session de 1828, tendant à l'établissement d'une route départementale du Puy à Annonay, par Montfaucon, Riotord et Bourg-Argental;

Vu le plan des localités;

Vu notre ordonnance en date du 22 mars 1826, qui prononce le classement d'une route d'Annonay au Puy par Bourg-Argental au rang des routes départementales de la Loire sous le n.^o 9;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le chemin vicinal de Montfaucon à Riotord par Faurie est et demeure classé au rang des routes départementales de la Haute-Loire sous le n. 10 et avec la dénomination de route départementale d'Issengeaux à Bourg-Argental par Montfaucon et Riotord.

2. L'administration, lorsqu'elle ordonnera des travaux pour l'établissement de cette route, pourra acquérir les terrains et bâtimens nécessaires à cet effet, en se conformant aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint Cloud, le 5 Mai de l'an de grâce 1830,
et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 14,437. — ORDONNANCE DU ROI qui classe un Chemin
parmi les Routes départementales d'Eure-et-Loir.

Au château de Saint-Cloud, le 12 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;
Vu la délibération prise par le conseil général du département
d'Eure-et-Loir dans sa session de 1828, tendant à classer au rang
des routes départementales le chemin de Châteaudun à Verdes;
Vu l'avis du préfet de ce département,
Celui du conseil général des ponts et chaussées;
Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le chemin de Châteaudun à Verdes est classé
parmi les routes départementales du département d'Eure-et-
Loir sous le n.° 8 et la dénomination de route de Châteaudun
à Beaugency et à Blois par Verdes.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et
propriétés nécessaires pour la construction et l'achèvement de
cette route; elle se conformera à la loi du 8 mars 1810 sur
les expropriations pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé
de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 12 Mai de l'an de grâce 1830,
et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

N.° 14,438. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Dona-
tion faite à la commune de Roset-Fluans (Doubs), par les sieur et dame
Rates, d'une maison avec dépendances estimée 720 francs. (Paris,
1.° Avril 1830.)

N.° 14,439. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs
de 500 francs fait aux pauvres de Vaunavez (Drôme) par le sieur
Moulin. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 14,440. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs
de 1200 francs fait par moitié aux pauvres de Beauvilliers et d'Abondant
(Eure-et-Loir) par le sieur Lenormand. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 14,441. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Dona-
tion faite à la commune de Boullay-Thierry (Eure-et-Loir), par le sieur
de Vougy de Boquestant, d'une maison avec dépendances estimée 400 fr.
(Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 14,442. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de
400 francs fait aux pauvres de Quimper (Finistère) par le sieur de la
Ruffie. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 14,443. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs,
évalué à 15,000 francs environ, fait à l'hospice des Vans (Ardèche) par
la dame Delargue. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 14,444. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de
500 piastres [2750 francs] fait aux pauvres de Caraman (Haute-Garonne)
par le sieur Martin. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 14,445. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de
deux rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 57 francs
50 centimes, fait aux pauvres de Castelnau d'Estréjonds (Haute-Ga-
ronne) par le sieur Baptizat. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 14,446. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs
d'une somme de 4000 francs fait aux pauvres de l'hôtel-Dieu Saint-Jacques
de Toulouse (Haute-Garonne) par la demoiselle Lécoste. (Paris,
1.° Avril 1830.)

N.° 14,447. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs
d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs fait aux pauvres de
Saint-Avit (Gers) par la dame de Polastron de la Devèze-Rivière.
(Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 14,448. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs
faits à l'œuvre de la Miséricorde de Montpellier (Hérault), 1.° d'une
somme de 1000 francs par la demoiselle de Gérard, 2.° d'une somme de
1000 francs par le sieur Flottes, 3.° d'une somme de 500 francs par le
sieur Quetton, et 4.° d'une somme de 2800 francs par le sieur Descuses.
(Paris, 1.° Avril 1830.)

N.º 14,449. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait au bureau de bienfaisance de *Pézenas* (Hérault) par la demoiselle *Jullien*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,450. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de l'hospice de *Pézenas* (Hérault) par la demoiselle *Jullien*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,451. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 500 francs fait à l'hospice de *Montpeyroux* (Hérault) par le sieur *Delalèque-Merle*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,452. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Frias* (Hérault), par le sieur *Colombet*, d'une rente annuelle et viagère de 300 francs, et des arrérages dus montant à 300 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,453. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Renues* (Ille-et-Vilaine), par le sieur *Ribault*, d'une somme de 3000 francs et de ses hardes et linge de corps. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,454. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs fait à l'hospice civil de *Tours* (Indre-et-Loire) par la dame veuve *Common*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,455. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 150 francs de rente sur l'État fait aux pauvres de *Ligueil* (Indre-et-Loire) par le sieur *Balthazard*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,456. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º de la Donation d'une somme de 1000 francs faite aux hospices de *Vienne* (Isère) par le sieur *Rouin*; et 2.º des Legs de 1200 francs à l'hôpital, et de 600 francs à la maison de charité de la même ville, faits par la demoiselle de *Rigaud de Serezin*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,457. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à l'hospice de *Lons-le-Saulnier* (Jura) par le sieur *Nélaton*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,458. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites aux pauvres de *Franches* (Jura), d'une rente annuelle et perpétuelle de 15 francs par la dame veuve *Perrin*, et d'une autre rente de 15 francs par les sieur et dame *Prenel*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,459. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait à l'hospice de *Charlien* (Loire) par le sieur *Michelet de Rochemont*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,460. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait aux pauvres de la *Pacaudière* (Loire) par le sieur *Michelet de Rochemont*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,461. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Tence* (Haute-Loire), par le sieur *Issartel*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,462. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait aux pauvres de *Pithiviers* (Loiret) par le sieur *Laureau*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,463. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait aux pauvres de *Saint-Ay* (Loiret) par le sieur *Quetard*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,464. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Messas* (Loiret), par les sieurs et la demoiselle *Desjardins*, de deux sommes montant ensemble à 2012 francs 50 centimes. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,465. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Meung-sur-Loire* (Loiret), par le sieur *Pisseau*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 70 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,466. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Sigloy* (Loiret), par le sieur *Debron*, d'une maison avec dépendances estimée 4000 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,467. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait aux pauvres de *Sainte-Livrade* (Lot-et-Garonne) par la demoiselle de *Mathieu*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,468. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Saint-Alban* (Lozère), par la dame *Vallé*, de la moitié d'une rente perpétuelle de 85 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,469. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 350 francs faite aux hospices d'*Angers* (Maine-et-Loire) par le sieur *Girard*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,470. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices d'*Angers* (Maine-et-Loire), par la demoiselle

Bouchet, d'une somme de 2000 francs et d'effets mobiliers estimés 500 fr. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,471. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 800 francs faite aux hospices d'*Angers* (*Maine-et-Loire*), par le sieur *Dupas*. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,472. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *la Jaille-Yvon* (*Maine-et-Loire*), par le sieur *Richard Guyonnière*, d'une rente de 46 francs (5 pour cent consolidés). (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,473. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Sauveur de Pierrepont* (*Manche*), par les sieur et dame *Dorléans*, d'un bâtiment avec dépendances estimé 450 francs. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,474. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'*Étoges* (*Marne*), par le sieur de *Guéhéneuc*, d'un terrain avec le lavoir qui y est établi, et la moitié de la source propre à cet établissement, le tout estimé 150 francs. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,475. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 francs fait aux pauvres malades d'*Is* (*Haute-Marne*) par le sieur *Belouet*. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,476. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les hospices et le bureau de bienfaisance de *Laval* (*Mayenne*) à accepter les Legs faits aux hospices *Saint-Louis* et *Saint-Julien*, aux pauvres et aux frères de la Doctrine chrétienne de cette ville, par la demoiselle *Périer-Loumeau*, de diverses sommes montant ensemble à 33,000 francs. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,477. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la commune de *Niort* (*Mayenne*), de la moitié d'une grange évaluée à 180 francs, par le sieur *Grosse-Duperron*, et d'une portion de grange évaluée à 100 francs, par la dame veuve *Chopin*. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,478. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Laval* (*Mayenne*), par la demoiselle *Loyand*, d'une somme de 1525 francs pour être employée au soulagement des détenus. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,479. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait aux pauvres enfans de la Providence de *Saint-Vénérand* de la ville de *Laval* (*Mayenne*) par le sieur *Breust*. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,480. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hôtel-Dieu de *Mayenne* (*Mayenne*), par le sieur *Avenant*, d'une petite boutique estimée 800 francs. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,481. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 500 francs faite aux pauvres de *Saint-Hilaire des Landes* (*Mayenne*) par le sieur *Helbert*. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,482. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux hospices *Saint-Joseph* et *Saint-Louis* de *Laval* (*Mayenne*) par le sieur *Breust*. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,483. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *la Gravelle* (*Mayenne*), par la dame veuve *Le Segretain-Dupatis* et ses copropriétaires, d'un terrain estimé 40 fr. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,484. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Château-Brehain* (*Meurthe*), par la dame *Bardet*, d'une ancienne chapelle évaluée à 300 francs. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,485. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'*Archewiller* (*Meurthe*), par la demoiselle *Greiner*, d'un portion de maison et jardin estimée 500 francs. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,486. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'hôpital général de *Cambrai* (*Nord*), par le sieur *Dordain*, de la nue propriété d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs et d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs sur l'État. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,487. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait aux pauvres de *Ribecourt* (*Oise*) par le sieur *Lecompasser de Courtivron*. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,488. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Crépy* (*Oise*) à accepter le Legs fait aux pauvres de *Crépy*, de *Puisieux* et de *Dony-la-Ramée*, par la dame *Morin*, de la nue propriété du tiers de quatre rentes perpétuelles montant ensemble à 1026 francs. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,489. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 7850 francs faite à l'hospice des malades de *Compiègne* (*Oise*) par la demoiselle *Leauc*. (*Paris*, 1.^{er} Avril 1830.)

N.^o 14,490. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Saint-Ouen de la Cour* (*Orne*), par la dame veuve *Blin*,

d'un petit bâtiment avec dépendances évalué à un revenu de 15 francs 75 centimes. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,491. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Lens* (*Pas-de-Calais*) par la dame *Hénique*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,492. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices de *Clermont* (*Puy-de-Dôme*), d'une somme de 400 fr. par la demoiselle *Bouchard de Salles*, d'une somme de 6000 francs par le sieur *Rodde de Fernière de Charniat*, d'une somme de 800 francs par le sieur *Maugut-Belleau*, et de divers immeubles, évalués à 12,079 francs 40 centimes, par le sieur *Barthomeuf*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,493. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait aux pauvres de *Cournon* (*Puy-de-Dôme*) par le sieur *Cristal*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,494. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'*Athéz d'Asson* (*Basses-Pyrénées*), par sa seigneurie le marquis d'*Angosse*, pair de France, d'une maison avec dépendances évaluée à 2400 francs, pour servir de presbytère, à charge, entre autres conditions, de payer la somme de 1200 francs à la fabrique, qui est autorisée à l'accepter. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,495. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hôpital de la Miséricorde de *Perpignan* (*Pyrénées-Orientales*), par le sieur *Pallade-Benazet*, d'une pièce de terre estimée 950 francs, sous la réserve de l'usufruit énoncé dans son testament. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,496. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une créance de 1250 francs fait à l'hôpital des malades de *Perpignan* (*Pyrénées-Orientales*) par le sieur *Brial*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,497. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à l'hospice de la paroisse Sainte-Madeleine de *Sainte-Marie-aux-Mines* (*Haut-Rhin*) par la demoiselle *Burch*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,498. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Thann* (*Haut-Rhin*) par le sieur *Ruppé*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,499. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Versaugues* (*Saône-et-Loire*), par le sieur *Jame*, de deux rentes montant ensemble à 135 francs, payables pendant cinquante ans. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,500. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à l'hospice de *Toulon-sur-Arroux* (*Saône-et-Loire*) par le sieur *Letault*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,501. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs sur l'Etat fait aux pauvres d'*Autun* (*Saône-et-Loire*) par le sieur *Lecompasser de Courtivron*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,502. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'*Aulneaux* (*Sarthe*), par le sieur *Durant*, d'une pièce de terre évaluée à 800 francs. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,503. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres d'*Ivré-l'Évêque* (*Sarthe*), par le sieur *Rottier de Laborde*, d'une rente annuelle de 100 francs pendant dix ans. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,504. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 francs fait aux pauvres du *Mans* (*Sarthe*) par le sieur *Belin de Bérû*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,505. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Luce-sous-Ballon* (*Sarthe*), par le sieur *Beucher*, d'une maison avec dépendances estimée 800 francs. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,506. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Sargé* (*Sarthe*) par le sieur *Belin de Bérû*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,507. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Saint-Georges-le-Gautier* (*Sarthe*), par le sieur *Tarot*, de la jouissance, pendant vingt ans, après le décès de son épouse, de tous ses biens immeubles estimés 4300 francs. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,508. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait aux pauvres de la paroisse *Saint-Thomas d'Aquin de Paris* (*Seine*) par la dame veuve de *Montmorency-Luxembourg-Tingry*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,509. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice des vieillards de *Paris* (*Seine*), par le sieur *Chartron*, d'une partie de son mobilier estimée 1200 francs. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.^o 14,510. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 700 francs fait aux pauvres d'*Esteville* et de *Touffreville* (*Seine-et-Inférieure*) par le sieur *Mascot*. (*Paris, 1.^{er} Avril 1830.*)

N.º 14,511. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Caudebec* (Seine-Inférieure) à accepter, 1.º le Legs universel, évalué à 1779 francs 71 centimes, fait à cet établissement par la demoiselle *Gautier dit Lamotte*, et 2.º le Legs, évalué à environ 199 francs 41 centimes, fait au même établissement par la demoiselle *Levillain*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,512. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de la paroisse Saint-Jean de *Nemours* (Seine-et-Marne), par le sieur *Delanoue*, d'une rente perpétuelle de 275 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,513. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente foncière de 25 francs fait aux pauvres de *Piscop* (Seine-et-Oise) par le sieur *Coulon*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,514. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Versailles* (Seine-et-Oise), par la demoiselle *Roze*, de la nue propriété de deux rentes sur l'État (5 pour cent) montant ensemble à 50 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,515. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au bureau de bienfaisance de *Roye* (Somme) par le sieur *Torchon de Choqueuse*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,516. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Bérny* (Somme), par la dame veuve *Torchon*, d'une maison avec dépendances évaluée à un revenu de 30 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 1.º Juin 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1.º Juin 1830.



BULLETIN DES LOIS.

(N.º 357. *)

N.º 14,517. — ORDONNANCE DU ROI qui opère le Partage, entre le département de l'Intérieur et le département des Travaux publics, des Crédits compris au Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1830, et règle les Mesures relatives à la Comptabilité de ces ministères.

Au château des Tuileries, le 29 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu, 1.º notre ordonnance du 19 du présent mois portant création d'un ministère des travaux publics;

2.º L'ordonnance du 22 novembre 1829 portant répartition des crédits accordés par la loi du 2 août 1829 pour les dépenses du ministère de l'intérieur pendant l'exercice 1830;

3.º Les ordonnances des 14 septembre 1822 et 1.º septembre 1827 concernant la comptabilité des dépenses publiques;

Voulant procéder au partage, entre le département de l'intérieur et le département des travaux publics, des crédits compris au budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1830, et régler les mesures relatives à la comptabilité de ces ministères;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º La répartition établie par l'article 1.º de notre ordonnance du 22 novembre dernier, du crédit de cent cinq millions vingt-deux mille huit cents francs ouvert au ministère de l'intérieur par l'article 2 de la loi du 2 août 1829 et l'état B y annexé pour les dépenses de l'exercice 1830, est modifiée ainsi qu'il suit, à l'effet d'opérer le partage de ce crédit entre le ministère de l'intérieur et le ministère des travaux publics.

* Voyez un Erratum à la fin de ce Numéro.

VIII.º Série.

Y

NUMÉROS		DISTRIBUTION DES FONDS		RÉUNION DES FONDS VOTÉS PAR SECTIONS.		TOTAUX par sections, conformément à la loi.
des sections.	des chapitres.	à l'intérieur.	aux travaux publics.	Intérieur.	Travaux publics.	
1. ^{re} Administration centrale.	1.	120,000.		1,060,000.	40,000.	1,100,000.
	2.	642,000.	30,000.			
	3.	100,000.				
	4.	198,000.	10,000.			
2. Cultes.	5.	720,000.		720,000.		720,000.
	6.		252,000.			
3. Ponts, chaussées, mines, &c.	7.		26,714,000.		39,850,000.	39,850,000.
	8.		2,719,500.			
	9.		384,500.			
	10.		680,000.			
	11.		9,100,000.			
4. Travaux publics.	12.	88,000.	232,000.	88,000.	3,882,000.	3,470,000.
	13.		500,000.			
	14.		500,000.			
	15.		500,000.			
	16.		630,000.			
	17.		750,000.			
	18.		270,000.			
5. Beaux-arts, &c.	19.	1,656,000.		2,363,000.	128,000.	2,491,000.
	20.	325,000.	128,000.			
	21.	382,000.				
6. Hares, &c.	22.	1,840,000.		1,840,000.		1,840,000.
	23.	90,000.				
7. Commerce, agriculture, &c.	24.	238,000.		1,425,000.		1,425,000.
	25.	100,000.				
	26.	297,000.				
	27.	700,000.				
	28.	1,500,000.				
8. Versement de la ville de Paris.	29.	250,000.		4,440,000.		4,440,000.
	30.	1,000,000.				
	31.	390,000.				
	32.	1,300,000.				
9. Dépenses départementales.	33.	11,555,491.		47,867,317.		47,867,317.
	34.	22,925,186.				
	35.	746,340.				
	36.	12,640,000.				
10. Secours spéciaux.	37.	1,819,483.		1,819,483.		1,819,483.
TOTAUX par sections. . .				61,622,800.	43,400,000.	105,022,800.

2. Les dépenses des ponts et chaussées et travaux publics effectuées au 31 décembre dernier sur les crédits de l'exer-

cice 1829 seront liquidées et soldées par les soins de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, et feront partie du compte définitif dudit exercice qu'il devra établir au 30 novembre prochain.

3. Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur, des travaux publics et des finances, sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 29 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,518.—ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.

Au château des Tuileries, le 23 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu les titres I, III et VI du Code forestier ;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Schelestadt (Bas-Rhin), de quarante perches de sapin à prendre dans ses bois au canton dit *Rothenberg* ;

2.^o Niederbronn (Bas-Rhin), d'une coupe extraordinaire pouvant produire quinze mille francs, laquelle aura lieu en deux années successives, partie en forme d'éclaircies périodiques, partie en forme de coupes définitives, dans les cantons de ses bois dits *Dursbach, Wolfenthal et Winterberg* ;

La demande de ladite commune en défrichement des cantons *Sandholz et Hohrædeln* est rejetée ;

3.^o Largitzen (Haut-Rhin), de la coupe de trois hectares de ses bois au canton de *Semalten* ;

Il sera procédé à un nouvel aménagement de bois de ladite commune ;

4.^o Urcerey (Haut-Rhin), de quarante chênes dépérissans à prendre dans sa réserve ;

5.^o Mont-le-Bon (Doubs), de huit cents sapins dépérissans à prendre dans sa réserve ;

6.^o Pointre (Jura), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, des trente-et-un hectares composant la réserve de ses bois;

7.^o Saint-Martin (Yonne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, des treize hectares restant de sa réserve;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

8.^o Roucourt (Haute-Marne), de la coupe d'environ seize hectares composant la partie la plus âgée de sa réserve;

9.^o Gousans (Doubs), de la coupe des vingt-sept hectares composant le canton de ses bois dit *Morte-Terre*, pour être exploités par forme de recépage, et des onze hectares dix ares composant le canton dit *Combe Audrey*;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune;

10.^o Murlin (Nièvre), de la coupe, par forme de recépage et en quatorze années successives, des bois appartenant aux hameaux de Montifaut et de Beaumont, annexes de ladite commune;

Ces bois, d'une contenance de vingt hectares, seront désormais réunis au sol forestier;

11.^o Sewen (Haut-Rhin), 1.^o de la coupe de neuf hectares de taillis aux cantons de ses bois dits *Gromagniberg* et *Wolfenloch*, 2.^o de vingt-neuf sapins déperissants à prendre sur son pâturage dit *Tuffengshicht*;

12.^o Bouzanville (Meurthe), de la coupe, par forme d'éclaircie, des six hectares trente-cinq ares composant sa réserve;

13.^o Vergaville (Meurthe), de la coupe, par tiers et à trois années d'intervalle, des vingt hectares composant la réserve de ses bois, pour les bois blancs et les arbres nuisibles ou déperissants être exploités par forme d'expurgade;

14.^o Baren (Haute-Garonne), de cent trente hêtres à prendre dans ses bois;

15.^o Flabas (Meuse), de la coupe de tous les arbres déperissants qui se trouvent sur deux cantons de bois clairs chênes dits *les Côteaux du chemin de Beaumont et de la Tanière*, d'une contenance de sept hectares, et indivis entre ladite commune et l'État, pour le produit de la coupe être partagé selon les droits respectifs des copropriétaires;

16.^o Senthem (Haut-Rhin), de la coupe de trois hectares de ses bois au canton dit *Oberwald*, à la suite de la coupe de 1830;

17.^o Bouxviller (Haut-Rhin), de la coupe, par forme d'éclaircie, de cinq hectares du canton de ses bois dit *Heydenfluth*, et de trente sapins déperissants existant dans une autre partie du même canton;

18.^o Mazéroles (Basses-Pyrénées), de la coupe de quatre chênes et de l'émondage de dix autres chênes, ainsi que de quatorze hectares de haut-taillis, le tout dans les bois de ladite commune;

19.^o Veron (Yonne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, des arbres surabondants, viciés ou déperissants, qui se trouvent sur la coupe ordinaire 1828 des bois de ladite commune;

20.^o Mourenx (Basses-Pyrénées), de douze chênes à prendre dans ses bois;

21.^o Prettes (Haute-Marne), de la coupe, pour l'ordinaire 1831, de vingt hectares cinq ares à prendre au canton du Tremblai, composant les coupes n.^{os} 23, 24 et 25 de l'aménagement des bois de ladite commune;

22.^o Rochefort (Puy-de-Dôme), de la coupe, pour l'ordinaire 1831 et

par forme de recépage, des dix hectares soixante-six ares trente-huit centiares composant le bois de Mandafetoux, appartenant à ladite commune;

23.^o Bona (Nièvre), de la coupe, 1.^o de cinq hectares cinquante ares de sa réserve, 2.^o et de quatre hectares de celle du hameau de Lichy, annexe de ladite commune;

24.^o Vezet (Haute-Saône), de la coupe, par forme de recépage, de quinze hectares environ de sa réserve;

25.^o Vieilley (Doubs), de la coupe de vingt-cinq hectares soixante ares à prendre dans la partie la plus âgée de sa réserve;

26.^o Annonville (Haute-Marne), de la coupe des onze hectares vingt-huit ares composant sa réserve;

27.^o Sandaucourt (Vosges), de la coupe, pour l'ordinaire 1832 et pour une partie être exploitée par forme de recépage, de vingt hectares dix-neuf ares de sa réserve;

28.^o La Vacheresse et la Ronillie (Vosges), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, de vingt-sept hectares à prendre dans la partie la plus âgée de sa réserve;

29.^o Pleuvezain (Vosges), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, des quinze hectares six ares composant sa réserve;

30.^o Remerville (Vosges), de la coupe, en quatre années successives et par portions égales, des vingt-six hectares cinquante-sept ares composant sa réserve;

31.^o Dolaincourt (Vosges), de la coupe, pour l'ordinaire 1832, de quatre hectares soixante ares composant la partie la plus âgée de sa réserve;

32.^o Circourt (Vosges), de la coupe de quatre hectares vingt-cinq ares composant la partie la plus âgée de sa réserve.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance, savoir :

1.^o Au sieur *Fourquet*, de quatre-vingt-cinq pieds d'arbres à prendre dans les bois de la commune de Melles (Haute-Garonne);

2.^o Au sieur *Faulchier* (*Laurent*), de dix-huit pins à prendre dans les bois de la commune de Moissac (Var);

3.^o Au sieur *Antoine Plantacotte*, de trente sapins, et au sieur *Guillaume Fiore*, de soixante pieds d'arbres, le tout à prendre dans les bois de la commune de Cheylade (Cantal).

3. La totalité des bois de la commune de Blanzée (Meuse), d'une contenance de vingt hectares soixante-et-treize ares, est maintenue sous le régime forestier.

Il sera procédé à leur aménagement.

4. Il sera procédé à l'aménagement des bois,

1.^o De la commune de Courcelles-Frémy (Côte-d'Or),

2.^o Du hameau de Lauronne, annexe de la commune de Maguieu (Côte-d'Or),

3.° De la commune de Fontaine-Française (Côte-d'Or).

5. Sont approuvés, savoir :

1.° L'arrêté du préfet de l'Aube, en date du 16 février 1830, autorisant le maire de la commune d'Arrelles à procéder à l'élagage des brins de taillis qui obstruent le chemin de la grande charrière, servant à la vidange des coupes de bois de cette commune, ordinaires 1830, 1831 et 1832;

2.° L'arrêté du préfet du Bas-Rhin, du 11 février 1830, autorisant, par urgence, le ravalement du canton Boogen des bois de la commune de Mackenheim, où il a été exploité des fascines pour les travaux du Rhin, et dont les bords sont menacés par ce fleuve;

3.° L'arrêté du préfet du même département, en date du 12 mars dernier, autorisant, par urgence, la délivrance à la commune de Villée de trente perches de sapin à prendre au canton de ses bois dit *Ruchwald*.

6. 1.° Il sera délivré à la commune de Breden vingt-quatre sapins à prendre dans la forêt royale de Murat, pour être employés à la reconstruction des deux ponts situés sur la rivière d'Alugnon (Cantal).

2.° Il sera procédé, par forme de menus marchés et pour la présente année, à la vente et adjudication de quarante-six arbres qui gênent la circulation des voitures sur la tranchée nouvellement ouverte dans la réserve de la forêt royale de Hesse (Meurthe).

3.° Il est fait cession gratuite d'un hectare cinquante-neuf ares soixante centiares de la forêt royale de Béon (Yonne), reconnus nécessaires pour la confection de la route de Joigny à Orléans.

Il sera procédé à la vente et adjudication, au profit du trésor, des taillis et des arbres qui existent sur cette étendue de terrain.

En considération de cet abandon, l'administration forestière ne sera tenue à payer aucuns frais de confection ni de réparation de la partie de cette route à travers ladite forêt de Béon.

7. Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des finances sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 23 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé MONTBEL.

N.° 14,519. — ORDONNANCE DU ROI qui classe un Chemin parmi les Routes départementales du département d'Eure-et-Loir.

Au château de Saint-Cloud, le 23 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics;

Vu la délibération du conseil général du département d'Eure-et-Loir, session de 1829, tendant à classer au rang des routes départementales le chemin de dix-huit cent cinquante mètres de longueur, situé sur la commune de Dommerville, et formant une lacune de la route départementale de Seine-et-Oise, n.° 14, de Limours à Angerville par Dourdan et Authon;

Vu l'avis du préfet;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le chemin de dix-huit cent cinquante mètres de longueur, situé sur la commune de Dommerville, est classé parmi les routes départementales du département d'Eure-et-Loir sous la dénomination de *route départementale n.° 9, de Limours à Angerville par Dommerville*.

2. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 23.° jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,

Signé B.° CAPELLE.

N.° 14,520. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe cinq Chemins communaux au rang des Routes départementales de la Corse.*

Au château de Saint-Cloud, le 23 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics ;

Vu la délibération du conseil général du département de la Corse, tendant à ce que cinq chemins communaux soient classés au rang des routes départementales ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées ;

Le comité de l'intérieur et du commerce de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les chemins désignés dans la délibération du conseil général du département de la Corse sont et demeurent classés au rang des routes départementales de ce département avec les dénominations et les numéros qui suivent :

- N.° 1.^{er}, d'Ajaccio aux bains de Guagno ;
- 2, de Bastia à Macinaggio ;
- 3, de Propriano à Sartène ;
- 4, de Calvi à Saint-Florent ;
- 5, du pont du Golo à Srunette.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires pour l'achèvement et le perfectionnement de ces routes, en se conformant toutefois aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 23.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B.^{on} CAPELLE.

N.° 14,521. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe un Chemin parmi les Routes départementales du département de Loir-et-Cher.*

Au château de Saint-Cloud, le 23 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics ;

Vu la délibération du conseil général du département de Loir-et-Cher, session de 1829, tendant à classer au rang des routes départementales, sous le n.° 10, le chemin d'embranchement dit de la Patte d'oie, entre les routes royales n.° 152 de Briare à Angers, et n.° 157 de Blois à Laval, par le haut de la ville de Blois ;

Vu la délibération du conseil municipal de cette ville du 7 février 1829, contenant offre de supporter la moitié des frais de restauration et d'entretien annuel de ce chemin ;

Vu le décret du 16 décembre 1811, contenant règlement sur la construction, la réparation et l'entretien des routes, section II ;

Vu l'avis du préfet du département,

Celui du conseil général des ponts et chaussées ;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le chemin ci-dessus désigné est classé parmi les routes départementales du département de Loir-et-Cher, sous la dénomination suivante :

Route n.° 10, embranchement de la Patte-d'Oie entre les routes royales n.° 152 de Briare à Angers, et n.° 157 de Blois à Laval.

2. La ville de Blois contribuera pour moitié dans les frais de restauration et d'entretien annuel de cette route départementale, conformément à la délibération de son conseil municipal du 7 février 1829, ci-dessus visée.

3. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 23.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B.^{on} CAPELLE.

N.^o 14,522. — ORDONNANCE DU ROI qui dispense de l'approbation supérieure les Autorisations données par les Préfets pour l'abattage et le remplacement des Arbres en état de dépérissement le long des Routes royales et départementales, et pour l'exécution, dans de certains cas, des Travaux concernant les Routes départementales.

Au château des Tuileries, le 29 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics;

Vu les articles 99 et suivans du décret du 16 décembre 1811 et la loi du 12 mai 1825;

Vu les ordonnances royales des 8 août 1821 et 22 mai 1822,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Seront exécutoires et dispensées de l'approbation supérieure à laquelle elles étaient précédemment soumises, les autorisations données par les préfets à l'effet d'abattre et à la condition de remplacer les arbres plantés le long des routes royales et départementales, dont le dépérissement aura été constaté par les ingénieurs.

2. Pourront également être exécutés, sur la seule approbation donnée par les préfets aux projets des ingénieurs et aux adjudications, les travaux concernant les routes départementales dont la dépense, déjà allouée aux budgets, n'excèdera pas la somme de vingt mille francs, toutes les fois que ces travaux n'exigeront ni acquisitions de terrains, ni changemens dans la direction ou les alignemens desdites routes.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 29.^e jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B.^{on} CAPELLE.

N.^o 14,523. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Christophe Plankett*, lieutenant d'infanterie en non activité, né à Dublin en Irlande le 9 août 1787. (*Paris, 9 Janvier 1818.*)

N.^o 14,524. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Kirsch (Jean-Pierre)*, né le 2 juin 1770 à Trassem, ancien département de la Sarre, et demeurant à Klang, arrondissement de Thionville, département de la Moselle. (*Paris, 7 Décembre 1825.*)

N.^o 14,525. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Vincent-Marie-Jean-Baptiste Gabriel* dit *Gabrielli*, né le 3 juillet 1782 à Turin, ancien département du Pô, ancien sergent-major au cent treizième régiment d'infanterie de ligne, actuellement greffier de la justice de paix du canton de Sevinfuori, arrondissement d'Ajaccio, île de Corse. (*Paris, 11 Janvier 1829.*)

N.^o 14,526. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Millard (Pierre-Joseph)*, né le 29 juin 1770 à Bouillon, royaume des Pays-Bas, maréchal-ferrant, demeurant à Francheval, arrondissement de Sedan, département des Ardennes. (*Saint-Cloud, 15 Juillet 1829.*)

N.^o 14,527. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Jacquemoux (Joseph-Marie)*, né le 19 février 1769 à Saint-Gervais en Savoie, gendarme à la résidence de Vouziers, département des Ardennes. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.^o 14,528. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Nicolas (Jean-François)*, né le 25 septembre 1777 à Halancy, royaume des Pays-Bas, brigadier de gendarmerie à la compagnie des Landes. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.^o 14,529. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Van de Poel (Jean)*, né le 3 septembre 1774 à Meldert, royaume des Pays-Bas, gendarme à cheval à Nouvion, département de l'Aisne. (*Paris, 2 Décembre 1829.*)

N.^o 14,530. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Grepin* dit *Greppin (François-Xavier)*, né le 8 octobre 1780 à Develier, commune du département du Haut-Rhin, arrondissement de Delemont, détachée de ce département par le traité de

20 novembre 1815, sous-lieutenant porte-drapeau au trente-cinquième régiment de ligne. (*Paris, 16 Décembre 1829.*)

N.º 14,531. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Bonnet (Paul)*, né le 3 décembre 1787 à Genève, ancien département du Léman, brigadier de la gendarmerie royale à la résidence de Monnay, département d'Indre-et-Loire, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur. (*Paris, 3 Février 1830.*)

N.º 14,532. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Binon (Jacques)*, né le 20 décembre 1789 à Bruxelles, royaume des Pays-Bas, soldat invalide à la succursale d'Avignon, département de Vaucluse. (*Paris, 25 Mars 1830.*)

N.º 14,533. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Raucq (Floribert)*, né le 9 juillet 1789 à Jurbise, royaume des Pays-Bas, lieutenant honoraire à l'hôtel royal des invalides. (*Paris, 1.º Avril 1830.*)

N.º 14,534. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur comte *Mejan père (Pierre-Etienne)*, né le 11 février 1766 à Montpellier, département de l'Hérault, est autorisé à accepter le titre de chambellan près de Sa Majesté le Roi de Bavière, sans perdre la qualité et les droits de Français; à la charge toutefois par lui de ne jamais porter les armes contre la France pour quelque cause que ce puisse être, sous les peines contenues dans les lois, ordonnances et réglemens du royaume. (*Paris, 1.º Avril 1830.*)

N.º 14,535. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *Krüger (Jean-Christien)*, né le 8 février 1795 à Neustadt en Danemarck, orfèvre, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin,

2.º Le sieur *Funk (Jean-Bernard)*, né le 20 août 1785 à Hechingen, royaume de Wurtemberg, inspecteur des viandes à Schelestadt, département du Bas-Rhin,

3.º Le sieur *Fusslin (Jean-David)*, né à Nürtingen, royaume de Wurtemberg, le 23 février 1784, horloger, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin,

4.º Le sieur *Linck (Jean-David)*, né le 30 mars 1794 à Idstein, duché de Nassau, cordonnier, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin,

5.º Le sieur *Ludowig (Gaspar)*, né le 2 avril 1785 à Stolzheim, ancien département de Rhin-et-Moselle, charron, demeurant à Pours-Saint-Remi, département des Ardennes,

6.º Le sieur *Pleiss (Jean-Frédéric)*, né à Wermelskirchen en Prusse le 7 juin 1801, tailleur de limes, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin,

7.º Le sieur *Schluter (Jean-Frédéric)*, né le 10 avril 1790 à Cassel, électoral de Hesse, cordier, demeurant à Obenheim, département du Bas-Rhin,

8.º Le sieur *Schröcker (Guillaume)*, né à Paris, d'un père étranger, le 16 août 1790, ancien lieutenant de grenadiers, artiste peintre, demeurant à Paris, département de la Seine,

9.º Le sieur *Sutter (François)*, né le 9 mars 1782 à Winnviller, ancien département du Mont-Tonnerre, maçon, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 14,536. — ORDONNANCE DU ROI qui, sous le nom de concession des mines de las Indis et de Roques-Nègres, concède au sieur de *Vogué* une partie des mines de fer de la montagne de Batère, commune de Corsavy, département des Pyrénées-Orientales. (*Paris, 1.º Avril 1830.*)

N.º 14,537. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Laulanié* à conserver et tenir en activité et à augmenter d'un martinet à deux feux, qui remplacera le moulin appartenant à sa forge, l'usine à fer du Moulinet, commune de Saint-Front, département de Lot-et-Garonne. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.º 14,538. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de houille lignite situées dans les communes d'Aigaliers, Serviers et Montaren (Gard), 1.º aux sieurs *Garel, Robertier et Dupoux*, sous le nom de concession d'Aigaliers; 2.º au sieur *Verdier de Serviers*, sous le nom de concession de Serviers, et 3.º aux sieurs *Meilhan, Pontier, Mont-Ferrand de la Beaume et Boucarut*, sous le nom de concession de Montaren. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,539. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Le Masson et Guillemain* à établir un haut-fourneau pour la fonte du minerai de fer dans la commune de Cures, département de la Haute-Marne. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,540. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe les limites de l'ancienne concession des mines de houille de Ronchamp et de Champagny (Haute-Saône), appartenant aujourd'hui aux sieurs *d'Andlaw, Dolfus-Mieg* et compagnie. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.º 14,541. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieur et demoiselle *Borget* à conserver et tenir en activité l'usine à fer qu'ils possèdent dans la commune de Cluis, département de l'Indre. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.º 14,542. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Raulot* à construire dans la commune de Saint-Urbain (Haute-Marne) un bocard et un patouillet pour le traitement du minerai de fer. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.º 14,543. — ORDONNANCE DU ROI portant concession des mines de houille de Cambes, situées dans la commune d'Aubin (Aveyron), au sieur Brassat-Saint-Parthem. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 14,544. — ORDONNANCE DU ROI portant, 1.º concession des mines de houille dites de Malataverne, situées dans l'arrondissement d'Alais (Gard), aux sieurs John Henry, Margouet de Villa, Montgaillard de la Valette et Plantier; 2.º concession des mines de houille dites du Valat de Rieusset, situées dans le même arrondissement, aux sieurs d'Hombres-Firmas, Firmas de Periers, Salagé, Renaux, Faure et Ribot, déjà concessionnaires des mines dites d'Olympie; et 3.º concession des mines de houille dites de Soustelle, même arrondissement, aux sieurs Chambon, de Julière de Mons, Devèze et héritiers Brossard. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 14,545. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur Pierre-Adolphe Muel à construire, dans la commune de Saudron (Haute-Marne), dix lavoirs à bras pour le lavage du minerai de fer. (Paris, 20 Mai 1830.)

N.º 14,546. — ORDONNANCE DU ROI portant, 1.º que la foire fixée au mardi de la Pentecôte dans la commune de Moras, département de la Drôme, se tiendra à l'avenir le 5 septembre à Saint-Sorlin, section de ladite commune; 2.º que la foire qui se tient dans la commune de Combovin, même département, le 31 octobre, est transférée au 7 du même mois; 3.º que la foire fixée au 6 décembre dans la commune de Saint-Paul-Trois-Châteaux, même département, se tiendra à l'avenir le 20 juin; 4.º que la foire fixée au 12 septembre dans la commune de Saint-Agnan-en-Vercors, même département, aura lieu à l'avenir le 20 du même mois; et 5.º qu'il sera établi une foire annuelle dans la commune de Culette, même département: elle se tiendra la veille du premier dimanche de septembre, et durera un jour. (Paris, 28 Avril 1830.)

N.º 14,547. — ORDONNANCE DU ROI qui réduit à douze les foires précédemment instituées au nombre de seize dans la commune de Lagupie, de dix-neuf dans la commune de Dunes et de treize dans la commune de Castelsagrat, département de Tarn-et-Garonne: elles se tiendront, à Lagupie, le 14 de chaque mois; à Dunes, les 5 janvier, 3 février, 26 mars, 24 avril, 25 mai, 29 juin, 21 juillet, 14 août, 7 septembre, 17 octobre, 10 novembre et 7 décembre; et à Castelsagrat, les 18 janvier, 6 février et 10 mars, la veille du dimanche des Rameaux, le 28 avril, la veille de la Pentecôte, et les 4 août, 15 septembre, 15 octobre, 5 et 22 novembre et 9 décembre: toutes ces foires dureront un jour. (Paris, 28 Avril 1830.)

N.º 14,548. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire fixée au 1.º octobre dans la commune de Saint-Just (Marne) se tiendra à l'avenir le 19 du même mois. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,549. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire fixée au 29 août dans la commune d'Espalion (Aveyron) se tiendra à l'avenir le 31 du même mois. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,550. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il sera établi une nouvelle foire dans la commune d'Estaing (Aveyron); elle aura lieu le 20 septembre de chaque année, et durera un jour. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,551. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait aux pauvres de Sorèze (Tarn) par le sieur Grimaillh. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,552. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de l'hospice de Montauban (Tarn-et-Garonne) par la demoiselle Bessey. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,553. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait à l'hospice de Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne) par le sieur Lacombe. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,554. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à l'hospice de Signe (Var) par le sieur Baumier. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,555. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de Cotignac (Var) par le sieur Gérard. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,556. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de Garéoult (Var) par la dame veuve Barbaroux. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,547. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 457 francs 95 centimes, fait à l'hospice de Beausset (Var) par le sieur Venel. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,558. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée à l'hôpital général de Poitiers (Vienne) par la demoiselle de la Tremardière. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,559. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Rupt (Vosges), par le sieur Grandemange, d'un champ évalué à la somme de 600 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,560. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 livres tournois [395 francs 6 centimes] léguée à l'hospice de Darney (Vosges) par le sieur Hamard. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,561. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1000 francs léguée aux pauvres de *Golbey* (Vosges) par le sieur *Damange*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,562. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de 1200 fr. légués aux pauvres de *Corcieux* (Vosges) par le sieur *Lacque*. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,563. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Colroy-la-Roche* (Vosges), par le sieur *Antoine*, d'une maison et de deux portions de pré, le tout estimé 2400 francs. (Paris, 1.º Avril 1830.)

N.º 14,564. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de la paroisse de *Villers-Cotterets* (Aisne) par la demoiselle *Tacheron*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,565. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hôpital général de *Moulins* (Allier) par le sieur *Breidt*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,566. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Saint-Julien du Gua* (Ardèche), par la dame *Charbonnier*, d'une maison et d'une pièce de terre estimées 1800 francs. (Paris, 7 Avril 1830.)

ERRATUM. Bulletin des lois n.º 355, VIII.º série, page 336, lignes 7 et 8, au lieu de *Donation faite à la ville d'Épinal* (Côte-d'Or), lisez *Donation faite à la ville de Nuits* (Côte-d'Or).



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 9 Juin 1830 *,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

9 Juin 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 358.)

N.º 14,567. — ORDONNANCE DU ROI relative à l'Administration
et à la Comptabilité des Hospices et des Établissements de bien-
faisance.

Au château de Saint-Cloud, le 6 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur;

Vu les lois, ordonnances et réglemens concernant l'administra-
tion et la comptabilité des hospices et des établissements de bien-
faisance,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º A l'avenir, les préfets nommeront les membres
des commissions administratives des hospices et des autres
établissements de bienfaisance dont ils règlent les budgets.

2. Ils nommeront également les receveurs des mêmes éta-
blissemens, sur une liste de trois candidats présentés par la
commission administrative, en se conformant d'ailleurs aux
dispositions de l'article 24 de notre ordonnance du 31 oc-
tobre 1821.

Ils arrêteront les remises et les cautionnemens des mêmes
comptables, en observant les proportions rappelées par l'ar-
ticle 22 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, et sauf le
compte périodique qu'ils rendront à notre ministre secrétaire
d'état de l'intérieur, de l'exécution de ces deux dispositions
dans la forme et aux époques qui leur seront indiquées.

3. Les préfets pourront, pour de justes causes, provoquer
la révocation des administrateurs et des receveurs par eux

VIII.º Série.

Z

nommés. S'il y a urgence, ils en prononceront la suspension provisoire. Dans l'un et l'autre cas, ils en référeront à notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur, qui statuera définitivement sur leurs propositions. Quant aux simples remplacements que des démissions acceptées rendraient nécessaires, il y sera pourvu par le préfet, conformément à l'article 1.^{er}

4. Les cautionnements auxquels sont assujettis les receveurs des hospices et des établissemens de bienfaisance, seront, à l'avenir, fournis en immeubles ou en rentes sur l'État.

Toutefois notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur pourra, s'il y a lieu, autoriser ces comptables à fournir leur cautionnement en deniers, dont le versement demeurera soumis aux règles prescrites par l'article 23 de l'ordonnance du 31 octobre 1821.

5. Les cautionnements immobiliers seront établis sur des immeubles libres de tous privilèges et hypothèques, et d'une valeur qui excédera d'un tiers au moins la fixation en deniers du cautionnement. Les commissions administratives seront toujours appelées à délibérer sur l'acceptation des immeubles offerts à cet effet.

6. Les cautionnements en rentes sur l'État seront, à la volonté des receveurs qui les proposeront, fournis, soit en inscriptions de rentes 5 pour 0/0, soit en rentes à 4 ou à 4 et 1/2 au pair, ou en 3 pour 0/0 à 75 francs, suivant la faculté consacrée par l'ordonnance du 19 juin 1825.

7. Les arrérages des rentes appartiendront aux titulaires des cautionnements, qui auront droit de les réclamer auprès des commissions administratives, sauf les cas d'oppositions légales.

8. Les receveurs ne pourront être installés qu'après avoir réalisé le cautionnement auquel ils sont soumis. En conséquence, ils ne seront admis au serment qu'autant qu'ils représenteront, soit le certificat d'inscription hypothécaire si le cautionnement est en immeubles, soit le récépissé des inscriptions de rentes dont il se composerait, soit enfin le reçu du caissier du mont-de-piété, dans le cas où le cautionnement

serait fourni en numéraire, en vertu de l'autorisation de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur.

9. Lorsqu'il y aura lieu au remboursement des cautionnements fournis par les receveurs, les préfets, sur le vu des pièces constatant la libération définitive des comptables, pourront autoriser, suivant les cas, la main-levée des inscriptions hypothécaires, la remise des inscriptions de rentes, ou la délivrance des fonds versés aux monts-de-piété.

10. Dans le cas où, par suite d'un débet régulièrement constaté, il y aura lieu à l'application du cautionnement au profit de l'établissement créancier, le préfet ordonnera les poursuites nécessaires pour parvenir à l'expropriation du débiteur en vertu des condamnations qu'il aurait encourues, et pour assurer l'exercice du droit acquis audit établissement sur le produit de la vente des immeubles ou rentes qui en répondront.

11. Continueront de recevoir leur plein et entier effet les ordonnances et actes du Gouvernement relatifs à la recette et à la comptabilité des établissemens de bienfaisance, en tout ce qui ne serait pas contraire aux présentes dispositions.

12. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 6 Juin de l'an de grâce 1830 et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,568. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'à l'avenir les individus des deux sexes condamnés correctionnellement à plus d'un an de prison seront seuls envoyés dans les Maisons centrales de détention.

Au château de Saint-Cloud, le 6 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'ordonnance royale du 2 avril 1817 par laquelle les maisons centrales de détention ont été constituées à-la-fois maisons de force et maisons de correction ;

Vu le dernier paragraphe de l'article 1.^{er} de cette ordonnance, portant que les condamnés par voie correctionnelle seront renfermés dans les maisons centrales de détention, lorsque la peine à subir ne sera pas moindre d'une année ;

Vu l'article 58 du Code pénal ;

Vu l'avis du conseil général des prisons du royaume ;

Considérant que la loi n'autorise l'application des peines de la récidive en matière correctionnelle, que lorsque les coupables ont précédemment été condamnés à un emprisonnement de plus d'une année, d'où il suit que le législateur a établi une différence essentielle entre les condamnations à un an de prison seulement et les condamnations correctionnelles à plus d'un an ;

Voulant mettre en harmonie le mode de classement des condamnés à une année d'emprisonnement avec les dispositions ci-dessus rappelées du Code pénal ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} A l'avenir, les individus des deux sexes condamnés correctionnellement à plus d'un an de prison seront seuls envoyés dans les maisons centrales de détention pour y subir la peine qui leur aura été infligée.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 6 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET,

N.° 14,569. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. le Baron de Vaufreland Secrétaire général du Ministère de la Justice.

Au château de Saint-Cloud, le 2 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur baron de Vaufreland, maître des requêtes, avocat général à la cour royale de Paris, est nommé secrétaire général du ministère de la justice.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 2 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé CHANTELAUZE.

N.° 14,570. — ORDONNANCE DU ROI qui nomme M. le Baron de Vaufreland Conseiller d'état en service extraordinaire, et l'autorise à participer aux Délibérations du Conseil.

Au château de Saint-Cloud, le 2 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur baron de Vaufreland, maître des requêtes, est nommé conseiller d'état en service extraordinaire, et autorisé à participer aux délibérations du Conseil.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 2 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé CHANTELAUZE.

N.° 14,571. — *ORDONNANCE DU ROI* ayant pour objet de pourvoir à l'exécution définitive de l'Article 2 de la Convention conclue le 30 Avril 1822 entre la France et l'Espagne.

Au château de Saint-Cloud, le 5 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la convention conclue le 30 avril 1822 entre la France et l'Espagne pour l'exécution de l'article 1.° additionnel au traité du 20 juillet 1814, relativement à la liquidation et au paiement des créances de nos sujets provenant de saisies et de confiscations des propriétés qu'ils possédaient en Espagne au moment où la guerre a éclaté entre les deux États;

Vu les articles 6, 7 et 8 de l'ordonnance royale du 7 août 1822 relative à l'exécution de ladite convention;

Vu les ordonnances royales rendues les 10 décembre 1823, 13 avril 1825 et 24 mai 1826, qui ont successivement autorisé la délivrance de trois à-comptes montant ensemble à soixante-et-dix pour cent du capital, aux titulaires des créances liquidées;

Considérant que la totalité des créances jugées admissibles a été liquidée à la somme de neuf millions huit cent quatre-vingt-deux mille neuf cent quarante-quatre francs, et que l'inscription de rente affectée au paiement de ces créances ne s'élève en capital qu'à la somme de huit millions cinq cent mille francs;

Voulant pourvoir à l'exécution définitive de l'article 2 de la convention du 30 avril 1822;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les créances liquidées, en exécution de l'article 2 de la convention du 30 avril 1822, à la somme de neuf millions huit cent quatre-vingt-deux mille neuf cent quarante-quatre francs, seront réduites au marc le franc jusqu'à la concurrence de la somme de huit millions cinq cent mille francs.

2. Il sera délivré aux titulaires des créances ainsi réduites une inscription de rente égale en capital à la différence qui existera entre le capital réduit et le capital des inscriptions qui leur auront été données à titre d'à-compte, conformément aux ordonnances royales des 10 décembre 1823, 13 avril 1825 et 24 mai 1826.

Ceux qui n'auront touché aucun à-compte recevront une inscription de rente égale en capital au montant de leurs créances réduites.

3. Les inscriptions de rente qui seront délivrées en exécution de l'article précédent, seront augmentées d'une part proportionnelle du capital de l'inscription de rente provenant des intérêts accumulés et composés, conformément à l'article 6 de l'ordonnance royale du 7 août 1822.

4. Nos ministres secrétaires d'état aux départements des affaires étrangères et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 5.° jour du mois de Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département des affaires étrangères,

Signé P.° DE POLIGNAC.

N.° 14,572. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise définitivement la congrégation des sœurs de la Présentation de Marie établie à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche). (Paris, 29 Mai 1830.)

N.° 14,573. — *ORDONNANCE DU ROI* portant que,

1.° Le sieur *Bergerin* (Antoine), né le 15 septembre 1780 à Cuvreux, grand-duché de Luxembourg, manœuvre, demeurant à Grand-Verneuil, département de la Meuse,

2.° Le sieur *Breitling* (Jean-George), né le 22 septembre 1804 à Gechingen, royaume de Wurtemberg, boulanger, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin,

3.° Le sieur *Ferri* (Jean-Baptiste), né le 7 décembre 1782 à Sainte-Marie, grand-duché de Luxembourg, manœuvre, demeurant à Grand-Verneuil, département de la Meuse,

4.° Le sieur *Hacherel* (Jean-Charles), né le 8 juillet 1799 à Lamorteau, grand-duché de Luxembourg, charpentier, demeurant à Grand-Verneuil, département de la Meuse,

5.° Le sieur *Hugertshofer* (Michel), né le 31 août 1787 à Hondingen, grand-duché de Bade, vigneron et voiturier, demeurant à Riquewihr, département du Haut-Rhin,

6.° Le sieur *Mohr* (François-Chrétien), né le 24 octobre 1779 à Philippsbourg, grand-duché de Bade, sellier-carrossier, demeurant à Nancy, département de la Meurthe,

7.^o Le sieur *Navin* (Jean-Baptiste), né le 29 janvier 1780 à Harthencourt, grand-duché de Luxembourg, coquetier, demeurant à Grand-Verneuil, département de la Meuse.

8.^o Le sieur *Schutterlé* (George), né le 6 mars 1805 à Kehl, grand-duché de Bade, boulanger, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin.

9.^o Le sieur *Vigneron* (Pierre-Joseph), né le 6 mars 1777 à Somme-thonne, grand-duché de Luxembourg, manœuvre, demeurant à Grand-Verneuil, département de la Meuse.

10.^o Le sieur *Wallach* (François), né le 5 août 1794 à Robes près de Kahlitz en Bohême, cordonnier, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin.

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Saint Cloud, 2 Juin 1830.)

N.^o 14,574. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2683 francs 33 centimes faite à l'hospice de *Bar-sur-Seine* (Aube) par la dame veuve *Labille*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.^o 14,575. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 17 francs 50 centimes faite à l'hospice d'*Eyguières* (Bouches-du-Rhône) par la demoiselle *Bosse*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.^o 14,576. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de l'ancien presbytère, estimé 4000 francs, faite à la commune du *Theil* (Calvados) par la dame veuve et les héritiers de la *Salle*. (Paris, 7 Avril 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A-Paris, le 9 Juin 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

9 Juin 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.^o 359. *)

N.^o 14,577. — ORDONNANCE DU ROI portant que les Officiers de tout grade, ainsi que les Sous-officiers, Caporaux, Brigadiers et Soldats, appelés à faire partie de l'armée d'Afrique, concourront exclusivement entre eux pour l'avancement aux Emplois vacans dans les États-majors, Corps de troupes ou Détachemens des différentes armes composant ladite armée.

Au château de Saint-Cloud, le 6 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les articles 20 et 30 de la loi du 10 mars 1818;

Vu l'ordonnance du 2 août suivant;

Considérant qu'il est juste et dans l'intérêt de notre service que les officiers et sous-officiers qui font partie des corps d'armée mis sur le pied de guerre, concourent seuls pour l'avancement aux emplois vacans dans ces corps d'armée par suite des événemens de la campagne;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les officiers de tout grade, ainsi que les sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats, appelés à faire partie de l'armée d'Afrique, concourront exclusivement entre eux pour l'avancement aux emplois vacans, soit au tour de l'ancienneté, soit au tour du choix, dans les états-majors, corps de troupes ou détachemens des différentes armes composant ladite armée.

2. Le concours aux emplois vacans aura lieu, savoir :

Dans l'état-major général et dans le corps royal d'état-major, entre tous les officiers des grades inférieurs à ces emplois;

Dans les corps des diverses armes, entre les officiers de

* Voyez un Erratum à la fin de ce Numéro.

VIII.^e Série.

A a

chaque arme pour les grades supérieurs, et entre les militaires de chaque corps ou fraction de corps pour les grades inférieurs, conformément aux règles qui régissent l'avancement des différentes armes.

Dans le cas où le nombre des militaires du grade inférieur à l'emploi vacant ne permettrait pas d'établir ce concours, il y serait pourvu par une décision spéciale.

3. Le droit exclusif de concours déterminé par l'article 1.^{er} datera du jour de l'embarquement et cessera au retour en France des militaires auxquels ce droit est accordé par la présente ordonnance.

4. Les officiers employés à l'armée d'Afrique concourront également avec les officiers du même grade restés en France pour l'avancement aux emplois supérieurs, et qui pourraient leur être dévolus en exécution des ordonnances concernant l'avancement dans l'arme dont ils font partie.

5. Les dispositions des articles précédens sont applicables aux membres de l'intendance militaire qui feront partie de l'armée d'Afrique.

6. Les officiers attachés au quartier général de l'armée, aux officiers généraux comme aides-de-camp et officiers d'ordonnance, aux différens corps de troupes comme lieutenans aides-majors, et qui appartiendront à des régimens restés en France, pourront, dans le cas où ils se seraient particulièrement distingués, nous être proposés pour occuper des emplois du grade supérieur vacans par réforme dans les cadres de ces régimens.

7. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 6.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil, chargé par intérim du portefeuille de la guerre,

Signé P.^{re} DE POLIGNAC.

N.^o 14,578. — ORDONNANCE DU ROI portant création, dans la Faculté de Droit de Paris, d'une Chaire de Procédure criminelle et de Législation criminelle.

Au château des Tuileries, le 29 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 2 de la loi du 13 mars 1804 [22 ventôse an XII] relative aux écoles de droit, portant qu'on enseignera dans lesdites écoles la législation criminelle et la procédure civile et criminelle ; Considérant que, pour satisfaire au vœu de cette disposition, il a été établi dans chaque faculté de droit une chaire sous le titre de procédure civile et législation criminelle ;

Considérant que l'expérience a démontré l'insuffisance d'une seule chaire pour ce double enseignement dans la faculté de droit de Paris ; qu'en effet il serait évidemment impossible que les deux professeurs chargés de cette partie pussent, dans le cours d'une année, donner aux nombreux étudiants qui suivent leurs leçons un enseignement complet sur des objets aussi divers, et que, ce laps de temps étant absorbé par l'explication du seul Code de procédure civile, il résulte de là que l'étude du droit criminel se trouve entièrement abandonnée ;

Voulant compléter sur ce point important l'organisation de l'école de droit de Paris, et assurer aux élèves qui la fréquentent tout l'enseignement promis par la loi de 1804 ;

Vu l'avis de notre conseil royal de l'instruction publique ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il est créé dans la faculté de droit de Paris une chaire de procédure criminelle et de législation criminelle, dont l'enseignement comprendra, outre le Code d'instruction et le Code pénal, les dispositions analogues résultant de lois spéciales.

2. Ce cours sera suivi par les étudiants de seconde année et par ceux qui aspirent au certificat de capacité.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 29 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERNON-RANVILLE.

N.^o 14,579. — *ORDONNANCE du Roi portant établissement d'un Abattoir public et commun dans la ville de Stenay (Meuse).*

Au château des Tuileries, le 23 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu la délibération du conseil municipal de Stenay, département de la Meuse, du 8 mai 1827, relative à l'abattoir public de cette ville, dont l'établissement n'a donné lieu à aucune opposition,

Le procès-verbal d'information de commodo et incommodo dressé le 24 janvier 1829,

L'avis du préfet inséré dans sa lettre du 18 janvier 1830 ;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'établissement existant dans la ville de Stenay, faubourg de la Meuse, département de la Meuse, et destiné à l'abattage des bestiaux et porcs, est érigé en abattoir public et commun.

2. A dater de la publication de la présente ordonnance, l'abattage des bestiaux et porcs pour la consommation des habitans ne pourra se faire dans l'intérieur de la ville en nul autre endroit qu'à l'abattoir public ; toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires et particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue.

Hors de la ville, c'est-à-dire, dans les communes des environs, ils seront libres, ainsi que les bouchers et charcutiers de Stenay, de tenir des échaudoirs sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité : tous ceux qui voudront s'établir à Stenay seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile, et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de la police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et aux jours désignés par le maire ; et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Stenay qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de la ville de Stenay pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et charcuterie ; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 23 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,580. — *ORDONNANCE DU ROI* qui autorise la ville de Tours (Indre-et-Loire) à établir un Abattoir public et commun.

Au château des Tuileries, le 23 Mai 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de Tours, département d'Indre-et-Loire, du 22 mai 1819 et du 30 janvier 1829, relatives à la création d'un abattoir public, avec fonderie et triperie, ainsi qu'au choix du local où cet établissement sera placé;

Vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 14 janvier 1815,

Les informations de commodo et incommodo faites à Tours et dans les communes à cinq kilomètres de rayon,

La lettre du maire, du 12 mars 1829, concernant les oppositions contenues dans le procès-verbal d'information,

L'avis du conseil de préfecture du 11 avril 1829,

Celui du préfet du 25 novembre suivant,

Le rapport et l'avis de la société médicale de Tours, du 1.° février 1830;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Notre bonne ville de Tours, département d'Indre-et-Loire, est autorisée à établir un abattoir public et commun en remplacement de celui qui existe aujourd'hui, ainsi qu'une fonderie de suif et une triperie publiques.

Cet établissement sera construit sur le terrain de l'ancienne pépinière Godebert.

L'autorité locale se conformera, pour les dispositions intérieures desdits ateliers, aux conditions indiquées et reconnues nécessaires dans l'avis de la société médicale de Tours.

2. Aussitôt que les échaudoirs auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois, au plus tard, après que le public en aura été averti par affiches, l'abattage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs destinés à la consommation des habitants, ne pourra se faire en aucun autre lieu de

l'intérieur de la ville que dans l'abattoir public et commun : toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Néanmoins les propriétaires et particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique, en se conformant d'ailleurs aux réglemens de police.

3. Lorsque la fonderie et la triperie publiques qui doivent être annexées à l'abattoir auront été mises en état de servir à l'usage auquel elles sont destinées, il ne sera plus délivré de permission pour ouvrir, dans la ville, de nouvelles fonderies ni des triperies particulières. Cependant toutes celles qui existaient antérieurement au décret du 15 octobre 1810, ou qui ont été régulièrement autorisées depuis cette époque, pourront continuer à exercer concurremment avec la fonderie et la triperie publiques.

4. Les bouchers et charcutiers forains pourront faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue.

Hors de la ville; c'est-à-dire, dans les communes des environs, ils seront libres, ainsi que les bouchers et charcutiers de Tours, de tenir des abattoirs et des échaudoirs, sous l'approbation de l'autorité locale.

5. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité : tous ceux qui voudront s'établir à Tours seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

6. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de la police.

7. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer et débiter de la viande dans la ville, mais seulement aux

jours et sur les lieux désignés par le maire; et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Tours qui voudront profiter de la même faculté.

8. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers, fondeurs et tripiers, pour l'occupation des places dans l'abattoir public, seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

9. Le maire de notre bonne ville de Tours pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir, de la fonderie et de la triperie publiques, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

10. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château des Tuileries, le 23 Mai de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.º 14,581. — ORDONNANCE DU ROI faisant concession au sieur *Louis de Pourtalès* de la mine de fer d'*Oppenans*, département de la Haute-Saône. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)

N.º 14,582. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 725 francs, fait à l'hospice de *Saintes* (Charente-Inférieure) par la demoiselle *Bogué*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,583. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres d'*Anduze* (Gard) par le sieur *Pérot*. (*Paris*, Avril 1830.)

N.º 14,584. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Puymaurin* (Haute-Garonne), par le sieur *Gramont*, d'une maison avec dépendances estimée 500 francs. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,585. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 1000 francs, faite à l'hospice de *Villeneuve-lès-Beziers* (Hérault) par le sieur *Fusier*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,586. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente foncière de 50 francs fait à l'hospice de *Loches* (Indre-et-Loire) par le sieur *Pottier*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,587. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 250 francs, faite à la commune de *Panissage* (Isère) par le sieur *Guitin*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,588. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 300 francs, faite à la commune d'*Huisseau* (Loire-et-Cher) par la dame veuve *Foucault*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,589. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 500 francs léguée aux pauvres de *Roanne* (Loire) par le sieur *Michellet de Rochemont*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,590. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 300 francs, faite à la commune d'*Issé* (Loire-Inférieure) par le sieur *Elnère* et consorts. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,591. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Clion* (Loire-Inférieure) par le sieur *Déveaux*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,592. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres d'*Orléans* (Loiret) par la dame veuve *Boyetet de Domainville*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,593. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3000 francs faite aux pauvres de *Saint-Denis de Gatines* (Mayenne) par les sieurs *Deschamps-Dumery* et *d'Aubert*. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,594. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 30,000 fr. faite à l'hospice des malades de *Mayenne* (Mayenne) par une personne qui desire ne pas être nommée. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,595. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la maison des pauvres de *Lunéville* (Meurthe), par la dame veuve et le sieur *du Coëtlosquet*, son fils, d'une rente de 100 francs sur l'État et d'une somme de 1000 francs. (*Paris*, 7 Avril 1830.)

N.º 14,596. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 1000 francs, fait conjointement et par moitié aux pauvres de Pontivy et de Malguénac (Morbihan) par les sieur et dame *Dacquay*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,597. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 150 francs, faite à la commune d'Erchin (Nord) par le sieur *Rousseau*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,598. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 11,348 francs 78 centimes fait aux pauvres d'Hazebrouck (Nord) par la dame veuve *Wambergue*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,599. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs à titre universel, évalué à 96,800 francs, fait à l'hospice civil et à la maison des pauvres malades d'Hazebrouck (Nord) par la dame veuve *Wambergue*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,600. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de Compiègne (Oise), par le sieur *Duchemin*, d'une maison avec dépendances estimée 4700 francs. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,601. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de Froissy (Oise) à accepter la Donation faite aux pauvres des hameaux de Provinlieu et de Petit-Froissy, par le sieur *Danse*, d'une rente de 50 francs sur l'Etat. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,602. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 350 francs fait aux pauvres de Domfront (Orne) par le sieur *Dufay de Prémoré*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,603. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de Tatinghem (Pas-de-Calais), par les sieur et dame *Caron*, d'une somme de 900 francs et d'un terrain estimé 1586 francs 25 centimes. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,604. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de Haisnes (Pas-de-Calais) par la demoiselle *Deretz*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,605. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de Casteide-Candau (Basses-Pyrénées) par la dame veuve *Payros*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,606. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice d'Elne (Pyrénées-Orientales), par le sieur *Cazals*, d'un troupeau de brebis et moutons estimé 3000 francs. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,607. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 300 francs, faite à la commune de Saint-Forgeux (Rhône) par la demoiselle *Arguillères*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,608. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de Paris (Seine), par la demoiselle *Saurman*, de la nue propriété d'une rente de 438 francs (5 pour cent consolidés). (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,609. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation, évaluée à 979 francs 55 centimes, faite à la ville de Crony-sur-Oucre (Seine-et-Marne) par le sieur *Daguin de Beauval*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,610. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de Sermaise (Seine-et-Oise), par les sieur et dame *Marchand-Vernouillet*, d'une maison avec dépendances estimée 4000 francs. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,611. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres d'Abbeville (Somme) par le sieur *Hecquet de Béranger*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,612. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres d'Amiens (Somme) par la demoiselle *Caresmel*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,613. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 300 francs léguée à la commune de Fabre (Tarn) par la dame *Bafniac*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,614. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de Méounes (Var), par la demoiselle *Teisseire*, de la nue propriété d'une rente annuelle et perpétuelle de 8 décalitres 4 litres de blé. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,615. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice du Saint-Esprit et le bureau de bienfaisance de la ville de Toulon (Var) à accepter une somme de 3000 francs léguée à chacun de ces établissements par le sieur *Silvestre*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,616. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de Saint-Priest-Taurion (Haute-Vienne) par le sieur *Laforest-Desbardies*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,617. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les bureaux de bienfaisance de Gerbepal et de Corcieux (Vosges) à accepter la Donation d'une somme de 360 francs faite à chacun de ces établissements par la dame *Hartment*. (Paris, 7 Avril 1830.)

N.º 14,618. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hôtel-Dieu de la Madeleine d'Auxerre (Yonne), par le sieur *Leblanc*, d'une somme de 7000 francs à lui due pour honoraires relatifs aux travaux de construction du bâtiment occupé par cet établissement. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.º 14,619. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'Avallon (Yonne), par le sieur *Breuillard*, d'une somme de 8700 francs et de quatre rentes annuelles et perpétuelles montant ensemble à 565 francs, pour la fondation d'un lit dans cet établissement. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.º 14,620. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Marcel* (Isère), par le sieur *Deloras*, d'un terrain contenant 13 ares pour y établir un nouveau cimetière. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.º 14,621. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune des *Planches* (Jura), par les sieurs *Barochin*, *Perrin* et leurs copropriétaires, d'une maison avec dépendances estimée 6000 francs. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.º 14,622. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Vicq* (Dordogne), par le sieur *Bonfils-Lablénie* et ses copropriétaires, d'un terrain contenant 3 ares 84 centiares. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.º 14,623. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 400 francs léguée à la société de Charité maternelle de *Moulins* (Allier) par le sieur *Breidt*. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.º 14,624. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 1200 francs léguée à la société de Charité maternelle de *Tours* (Indre-et-Loire) par le sieur *Arnaud*. (*Paris, 7 Avril 1830.*)

N.º 14,625. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au consistoire de l'église réformée de *Niort* (Deux-Sèvres), par le sieur *Nocquet*, d'un terrain pour la construction d'un temple dans la commune d'*Aigonnay*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,626. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'église consistoriale de *Calmont* (Haute-Garonne), par les sieurs *Lacombe* et *Lautré*, de deux terrains sur lesquels est bâtie la maison d'école pour les enfans protestans de cette ville, et dont le revenu est estimé 12 francs 50 centimes. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,627. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le consistoire de *Die* (Drôme) à accepter la Donation faite aux protestans de *Barnave*, par le

sieur *Metton*, d'un terrain pour y construire un temple. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,628. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Chamouille* (Aisne), par les sieur et dame *d'Ersu*, les sieur et dame *Gaye* et le sieur *Delattre*, de la somme nécessaire pour acheter 25 francs de rente (5 pour cent consolidés). (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,629. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait aux pauvres de chacune des communes de *Rabat* et de *Saurat* (Ariège) par le sieur *Bergasse-Laziroules*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,630. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Limoux* (Aude), par le sieur *Bataillé de Saint-Louis*, d'une rente annuelle de 170 francs, d'une autre rente annuelle et foncière évaluée à 200 francs, et d'une somme de 400 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,631. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Peyruis* (Basses-Alpes) à accepter, 1.º le Legs d'une rente perpétuelle de 160 doubles décalitres de blé-froment, seigle ou méteil, fait par le sieur *Maurel*, et 2.º la Donation faite par le sieur *Bucelle* de la moitié d'une maison évaluée à un revenu annuel de 10 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,632. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à l'hôpital Saint-Jacques de la *Ciotat* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Guérin*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,633. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par le sieur *Brossard*, 1.º d'une somme de 600 francs aux pauvres d'*Ils-Bardel* (Calvados), et 2.º de l'emplacement d'une grange et d'une somme de 1000 francs pour agrandir l'église de cette commune. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,634. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à la commune de *Truttemer-le-Grand* (Calvados) par le sieur *Madelaine*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,635. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 1517 francs 87 centimes, fait aux pauvres de l'hospice civil de *Saintes* (Charente-Inférieure) par la dame veuve *Béraud-Dupéron*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,636. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 5000 francs fait à la commune de *Saint-Julien-aux-Bois* (Corrèze) par le sieur *Chaumeil*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,637. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 10,000 francs fait à l'hôpital de *Dijon* (Côte-d'Or) par la dame veuve *Bernardin*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,638. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente perpétuelle de 150 francs fait aux douze ménages les plus pauvres des paroisses *Saint-Pierre* et *Saint-Aignan* de *Chartres* (Eure-et-Loir) par le sieur *Bailleau*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,639. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs fait à l'hospice de *Janville* (Eure-et-Loir) par la dame veuve *Champignon*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,640. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite par le sieur *Villaret*, 1.º en faveur des pauvres de *Bordeaux* (Gironde), de la moitié, pendant cinq ans, des bénéfices qu'il pourra faire dans son magasin généré pour la vente des denrées coloniales et autres, et 2.º au profit des hospices de la même ville, de deux trente-deuxièmes sur l'autre moitié des mêmes bénéfices. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,641. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice des pauvres filles orphelines du *Pont-Saint-Esprit* (Gard), par la demoiselle *Armelin*, de la nue propriété d'une somme de 1500 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,642. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice des pauvres filles orphelines du *Pont-Saint-Esprit*, par les sieur et dame *Plantin de Villegardix*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,643. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 1593 francs, fait conjointement et par moitié aux pauvres des communes d'*Anduze* et de *Lédignan* (Gard) par la dame *Fontibus*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,644. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à l'hôpital *Saint-Jacques* de *Toulouse* (Haute-Garonne) par le sieur de *Cheverry*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,645. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres des hospices de *Bordeaux* (Gironde) par le sieur *Riffaut*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,646. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Misson* (Landes), par la dame veuve *Destampe*, d'une maison avec dépendances estimée 700 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,647. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Montbarrois* (Loiret), par les sieur et dame *Pélerin de la Javelière*, d'une maison avec dépendances estimée 7833 fr. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,648. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de *Laval* (Mayenne) par le sieur de la *Myre-Mory*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,649. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs fait aux pauvres chrétiens et israélites de *Nancy* (Meurthe) par le sieur *Berr de Turique*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,650. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'*Obernay* (Bas-Rhin), par les sieur et dame *Mueth*, d'une somme de 3000 francs, d'une créance de 2000 francs et de divers effets mobiliers d'une valeur de 709 francs 45 centimes. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,651. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Thann* (Haut-Rhin) par le sieur *Ruppé*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,652. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la demoiselle *Torail*, 1.º au profit de l'hospice d'*Amplepuis* (Rhône), d'un capital de 1000 francs et d'un lit complet, et 2.º aux pauvres de cette commune, d'une somme de 500 francs et de tout le linge et des effets à l'usage de la testatrice. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,653. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Soisy* (Seine-et-Oise), par les héritiers *Jauon*, de terrains évalués ensemble à 5100 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,654. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'établissement de la Providence de *Vitré* (Ille-et-Vilaine), par la demoiselle *Goupil*, de la nue propriété d'une métairie avec ses dépendances, estimée 27,432 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,655. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres du *Mans* (Sarthe) par le sieur de la *Myre-Mory*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,656. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice du *Mans* (Sarthe) à accepter le Legs de 6000 francs à lui fait par le sieur *Antoine-Pierre-Marie Liberge*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,657. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les hospices de *Paris* (Seine) à accepter le Legs fait par le sieur *Guyot de Chenizot* de la

somme nécessaire pour fonder à perpétuité un lit à l'hospice des incurables. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,658. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Bar-le-Duc* (Meuse), par la demoiselle *Drouin*, du quart d'une maison évalué à un revenu annuel de 25 francs et d'un capital de 629 francs, productif d'intérêts à 5 pour cent. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,659. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Belley* (Ain), par la dame veuve *Gaillard*, d'une maison estimée 1800 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,660. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite au bureau de bienfaisance d'*Aix* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Gros*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,661. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la ville de *Dôle* (Jura), par le sieur *Bouvier*, de livres et objets d'art estimés 881 francs, et de la nue propriété d'une somme de 2000 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,662. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Meaux* (Seine-et-Marne) par la dame veuve *Dutemple*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

ERRATUM. Dans quelques exemplaires du Bulletin des lois n.º 358, VIII.º série, page 369, ligne 22, au lieu de *en observant les propositions*, lisez *en observant les proportions*.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 16 Juin 1830*,
CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
16 Juin 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 360.)

N.º 14,663. — PROCLAMATION DU ROI.

Au château des Tuileries, le 13 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

FRANÇAIS,

La dernière Chambre des Députés a méconnu mes intentions. J'avais droit de compter sur son concours pour faire le bien que je méditais : elle me l'a refusé ! Comme père de mon peuple, mon cœur s'en est affligé ; comme Roi, j'en ai été offensé : j'ai prononcé la dissolution de cette Chambre.

Français, votre prospérité fait ma gloire ; votre bonheur est le mien. Au moment où les collèges électoraux vont s'ouvrir sur tous les points de mon royaume, vous écouterez la voix de votre Roi.

Maintenir la charte constitutionnelle et les institutions qu'elle a fondées, a été et sera toujours le but de mes efforts.

Mais, pour atteindre ce but, je dois exercer librement et faire respecter les droits sacrés qui sont l'apanage de ma couronne.

C'est en eux qu'est la garantie du repos public et de vos libertés. La nature du Gouvernement serait altérée, si de coupables atteintes affaiblissaient mes prérogatives ; et je trahirais mes sermens, si je le souffrais.

A l'abri de ce Gouvernement, la France est devenue florissante et libre. Elle lui doit ses franchises, son crédit et son

VIII.º Série.

B b

industrie. La France n'a rien à envier aux autres états, et ne peut aspirer qu'à la conservation des avantages dont elle jouit.

Rassurez-vous donc sur vos droits. Je les confonds avec les miens, et les protégerai avec une égale sollicitude.

Ne vous laissez pas égarer par le langage insidieux des ennemis de votre repos. Repoussez d'indignes soupçons et de fausses craintes, qui ébranleraient la confiance publique et pourraient exciter de graves désordres.

Les desseins de ceux qui propagent ces craintes échoueront, quels qu'ils soient, devant mon immuable résolution. Votre sécurité, vos intérêts, ne seront pas plus compromis que vos libertés : je veille sur les uns comme sur les autres.

Électeurs, hâtez-vous de vous rendre dans vos collèges. Qu'une négligence répréhensible ne les prive pas de votre présence ! Qu'un même sentiment vous anime, qu'un même drapeau vous rallie !

C'est votre Roi qui vous le demande ; c'est un père qui vous appelle.

Remplissez vos devoirs ; je saurai remplir les miens.

Donné en notre château des Tuileries, le 13.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,

Signé P.^{ce} DE POLIGNAC.

N.^o 14,664. — *ORDONNANCE DU ROI qui nomme les Présidens et Vice-présidens des Collèges électoraux.*

Au château de Saint-Cloud, le 6 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur ;

Vu notre ordonnance en date du 16 mai qui convoque les collèges électoraux dans tous les départemens du royaume,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les collèges électoraux, convoqués par notre

ordonnance du 16 mai, se réuniront dans les villes ci-après désignées.

2. Sont nommées pour présider lesdits collèges, les personnes dont les noms suivent :

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES électoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Ain.....	départ. ^{al}	Bourg.....	2.	Les sieurs <i>De la Boulaye</i> , an- cien député.	Les sieurs
	du 1. ^{er} arr.	Bourg.....	1.	<i>Durand de Chiloup</i> , maire de Bourg.	
	du 2. ^e arr.	Trévoux.....	1.	<i>Desrioux de Messim- my</i> , conseiller à la cour royale de Di- jon.	
	du 3. ^e arr.	Ambérieux...	1.	<i>De la Servette</i> , an- cien député.	
Aisne... ..	départ. ^{al}	Laon.....	2.	<i>Duc de Céraste</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Laon.....	1.	<i>De Bussy</i> , membre du conseil général.	
	du 2. ^e arr.	Saint-Quentin.	1.	<i>Desjardins</i> , prési- dent du tribunal civil.	
	du 3. ^e arr.	Vervins.....	1.	<i>Caffarelli</i> , membre du conseil général.	
Allier	du 4. ^e arr.	Soissons.....	1.	<i>De Chamisso</i> , mem- bre du conseil gé- néral.	
	départ. ^{al}	Moulins.....	2.	<i>De Conny</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Moulins.....	1.	<i>De Béraud</i> , ancien député.	
Alpes (B.).	du 2. ^e arr.	Montluçon....	1.	<i>Chevenon de Bigny</i> , ancien député.	
	unique...	Digne.....	2.	<i>Casimir Desèze</i> , pre- mier président de la cour royale d'Aix.	
Alpes (H.).	unique...	Gap.....	2.	<i>D'Audenarde</i> , lieu- tenant général.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Ardèche...	départ. ^{al} .	Privas.....	1.	<i>De la Tourette-Portolès</i> , lieutenant général.	
	du 1. ^{er} arr.	Privas.....	1.	<i>De Bernis</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Tournon.....	1.	<i>De Chèze</i> , maire de Serière.	
Ardennes..	départ. ^{al} .	Mézières.....	1.	<i>Harmand d'Abancourt</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Mézières.....	1.	<i>Lion</i> , membre du conseil général.	
	du 2. ^e arr.	Vouziers.....	1.	<i>De Virieu</i> , gentilhomme de la chambre du Roi.	
Ariège....	départ. ^{al} .	Foix.....	1.	<i>Marquis de Lévis-Gaudès</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Foix.....	1.	<i>Fornier de Clauzelles</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Pamiers.....	1.	<i>D'Ounous</i> , ancien député.	
Aube.....	départ. ^{al} .	Troyes.....	1.	<i>De la Briffe</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Troyes.....	1.	<i>Corps de Mauroy</i> , président du tribunal civil, membre du conseil général.	
	du 2. ^e arr.	Bar-sur-Aube..	1.	<i>Rivière</i> , ancien sous-préfet.	
Aude.....	départ. ^{al} .	Carcassonne...	2.	<i>De Fournas</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Castelnaudary.	1.	<i>D'Hautpoul</i> , maréchal-de-camp, directeur de l'administration de la guerre.	
	du 2. ^e arr.	Narbonne....	1.	<i>Barthe-la-Bastide</i> , ancien député.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Aveyron...	départ. ^{al} .	Rodès.....	2.	<i>Vicomte de Bonald</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Rodès.....	1.	<i>Delauro</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Villefranche..	1.	<i>De Balsac</i> , ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Milhau.....	1.	<i>De Vésins</i> , ancien sous-préfet.	
Bouches- du-Rhône.	départ. ^{al} .	Marseille.....	2.	<i>Duc de Sabran</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Marseille.....	1.	<i>De Montgrand</i> , maire de Marseille.	<i>Salavy</i> , négociant.
	du 2. ^e arr.	Aix.....	1.	<i>De Bausset</i> , ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Arles.....	1.	<i>Laugier de Chartrouse</i> , ancien député.	
Calvados...	départ. ^{al} .	Caen.....	3.	<i>Eugène d'Hautefeuille</i> , maréchal-de-camp.	
	du 1. ^{er} arr.	Caen.....	1.	<i>Signard d'Ouffière</i> , membre du conseil général.	<i>Henri de Maigneville</i> , membre du conseil municipal.
	du 2. ^e arr.	Bayeux.....	1.	<i>Huillard-Daigneaux</i> , maire de Vire.	
	du 3. ^e arr.	Falaise.....	1.	<i>De Labbey</i> , maire de Falaise.	
Cantal.....	du 4. ^e arr.	Lisieux.....	1.	<i>Labbey de Laroque (Félix)</i> .	
	départ. ^{al} .	Aurillac.....	1.	<i>Croizet</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Aurillac.....	1.	<i>Higonet</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Saint-Flour...	1.	<i>De Lastic</i> , ancien député.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Charente...	départ. ^{al} .	Angoulême...	2.	Dupont, lieutenant général, ministre d'état.	
	du 1. ^{er} arr.	Angoulême...	1.	De la Tranchade, membre du conseil municipal.	
	du 2. ^e arr.	Confolens...	1.	Lassat de Pressigny, président du tribunal.	
	du 3. ^e arr.	Cognac.....	1.	Robin, procureur du Roi.	
Charente-Inférieure.	départ. ^{al} .	La Rochelle...	3.	De Saint-Marsault, lieutenant général.	
	du 1. ^{er} arr.	La Rochelle...	1.	Fleuriau de Bellevue, ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Rochefort....	1.	Jurien, préfet maritime.	
	du 3. ^e arr.	Saintes.....	1.	Boscal de Réals, ancien député.	
Cher.....	du 4. ^e arr.	Jonzac.....	1.	Dumousseau, ancien sous-préfet.	
	départ. ^{al} .	Bourges.....	2.	Comte de Bonneval, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Bourges.....	1.	Bengy de Puyvallée, ancien député.	
Corrèze...	du 2. ^e arr.	Saint-Amand..	1.	Rey, maire de Saint-Amand.	
	départ. ^{al} .	Tulle.....	1.	Comte d'Ambrugeac, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Brives.....	1.	Leclerc, membre du conseil général.	
Corse.....	du 2. ^e arr.	Ussel.....	1.	De Valon, ancien député.	
	unique...	Ajaccio.....	2.	Colonna d'Istria, premier président de la cour royale.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Côte d'Or..	départ. ^{al} .	Dijon.....	2.	De la Hamelinaye, lieutenant général.	Achard, receveur général.
	du 1. ^{er} arr.	Dijon.....	1.	Nault, procureur du Roi.	
	du 2. ^e arr.	Beaune.....	1.	Boullenoit, juge au tribunal civil.	
	du 3. ^e arr.	Semur.....	1.	De Framery, officier général.	
Côtes-du-Nord.	départ. ^{al} .	Saint-Brieuc..	2.	Comte de Kergarion, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Saint-Brieuc..	1.	Le Corgne de Bonabry.	
	du 2. ^e arr.	Dinan.....	1.	Bizien du Lézard, ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Guingamp....	1.	De Quélén, ancien député.	
Creuse....	du 4. ^e arr.	Lannion.....	1.	De Carcaradec, ancien député.	
	départ. ^{al} .	Guéret.....	1.	Dupeyron, officier général.	
	du 1. ^{er} arr.	Guéret.....	1.	Mestadier, ancien député.	
Dordogne..	du 2. ^e arr.	Aubusson....	1.	Mazeron - Dupradeix, président du tribunal civil.	
	départ. ^{al} .	Périgueux....	3.	Duc de Périgord, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Périgueux....	1.	Veracilh de Puirazeau, ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Riberac.....	1.	De Leybardie, membre du conseil général.	
	du 3. ^e arr.	Bergerac....	1.	De Courson.	
	du 4. ^e arr.	Sarlât.....	1.	De Mirandol, ancien député.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Doubs.....	départ. ^{al} .	Besancon.....	2.	Vicomte de Chifflet, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Baume.....	1.	Courvoisier, ministre d'état, ancien dé- puté.	
	du 2. ^e arr.	Besançon.....	1.	Clerc, procureur gé- néral.	
	départ. ^{al} .	Valence.....	1.	Comte d'Andigné, pair de France.	
Drôme.....	du 1. ^{er} arr.	Valence.....	1.	Ollivier, conseiller à la cour de cassa- tion.	
	du 2. ^e arr.	Montélimart...	1.	Labrettonnière, an- cien député.	
Eure.....	départ. ^{al} .	Evreux.....	3.	Marquis de Dreux- Brézé, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Evreux.....	1.	Fossard, anc. agent de change.	
	du 2. ^e arr.	Pont-Audemer.	1.	De Blosserville, an- cien député.	
	du 3. ^e arr.	Bernay.....	1.	De Lavarende, an- cien député.	
	du 4. ^e arr.	Les Andelys..	1.	Le Couteux, officier supérieur.	
Eure-et-Loir	départ. ^{al} .	Chartres.....	2.	Marquis d'Aligre, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Chartres.....	1.	De Chevigny, an- cien député.	
	du 2. ^e arr.	Nogent-le-Rotrou.	1.	De Bussy, maire de Coudreceau.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Finistère...	départ. ^{al} .	Quimper.....	2.	Comte de Guébriant, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Brest.....	1.	De Marigny, contrô- leur de la marine.	
	du 2. ^e arr.	Morlaix.....	1.	De Kérouriou, an- cien député.	
	du 3. ^e arr.	Châteaulin....	1.	De Siguy, membre du conseil général.	
	du 4. ^e arr.	Quimper.....	1.	De Marhallach, an- cien député.	
Gard.....	départ. ^{al} .	Nîmes.....	2.	Duc de Narbonne, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Nîmes.....	1.	Murjas, négociant.	
	du 2. ^e arr.	Alais.....	1.	Béranger de Cala- don, maire de S. ^t Jean-du-Gard.	
	du 3. ^e arr.	Uzès.....	1.	Duc de Crussol, an- cien député.	
Garonne(H)	départ. ^{al} .	Toulouse.....	3.	Comte de Villèle, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Toulouse.....	1.	Dubourg, ancien dé- puté.	
	du 2. ^e arr.	Toulouse.....	1.	D'Aldeguier, prési- dent à la cour royale.	
	du 3. ^e arr.	Villefranche..	1.	De Bastouh, ancien député.	
	du 4. ^e arr.	Muret.....	1.	De Roquette, ancien député.	
Gers.....	départ. ^{al} .	Auch.....	2.	De Gontaut-Biron, ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Auch.....	1.	De Lamezan, an cien député.	
	du 2. ^e arr.	Condom.....	1.	De Barrau, mem- bre du conseil gé- néral des Lan des.	
	du 3. ^e arr.	L'He-en-Jour- dain.	1.	Domezon, ancien dé- puté.	

DÉPARTE- MENTS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Gironde. . .	départ. ^{al} .	Bordeaux . . .	3.	Comte <i>Ravez</i> , pair de France.	<i>De Matha</i> , membre du conseil d'arrond.
	du 1. ^{er} arr.	Bordeaux . . .	1.	<i>Daniel - Guestier</i> , membre du conseil général.	<i>Leblond</i> , ancien président du tribunal de commerce. <i>Bouquier</i> , procureur du Roi.
	du 2. ^e arr.	Bordeaux . . .	1.	<i>Hosten</i> , conseiller à la cour royale.	
	du 3. ^e arr.	Blaye	1.	<i>Journu (Auguste)</i> , ancien président du tribunal de commerce de Bordeaux.	
	du 4. ^e arr.	Libourne	1.	<i>De Saget</i> , président à la cour royale de Bordeaux.	
	du 5. ^e arr.	La Réole	1.	<i>De Lur - Saluces</i> , ancien député.	
Hérault. . .	départ. ^{al} .	Montpellier . .	2.	Comte <i>Claparède</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Montpellier . .	1.	<i>Durand-Fajon</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Béziers	1.	<i>De Liron</i> , membre du conseil d'arrondissement.	
	du 3. ^e arr.	Lodève	1.	<i>De la Peyrade</i> , ancien député.	
Ille-et-Vilaine	départ. ^{al} .	Rennes	3.	Comte <i>Corbière</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Saint-Malo . . .	1.	<i>Sevoy</i> , sous-préfet.	
	du 2. ^e arr.	Rennes	1.	<i>Varin</i> , procureur général près la cour royale.	
	du 3. ^e arr.	Vitré	1.	<i>De Trégomain</i> , ancien député.	
	du 4. ^e arr.	Redon	1.	<i>De Gibon</i> , membre du conseil général.	

DÉPARTE- MENTS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Indre	départ. ^{al} .	Châteauroux . .	1.	Marquis <i>de Lancosme</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Châteauroux . .	1.	<i>Moreau</i> , président du tribunal civil.	
	du 2. ^e arr.	Argenton	1.	<i>Cuinat</i> , maire de La Châtre.	
Indre-et-Loire.	départ. ^{al} .	Tours	2.	Comte <i>d'Effiat</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Tours	1.	<i>Gouin de la Grandière</i> , vice-président de la chambre de commerce.	
	du 2. ^e arr.	Loches	1.	<i>Dupuy</i> .	
	départ. ^{al} .	Grenoble	2.	<i>Planelli de Lavalette</i> , ancien député.	
Isère	du 1. ^{er} arr.	Grenoble	1.	<i>Gauthier</i> , bâtonnier de l'ordre des avocats.	
	du 2. ^e arr.	Tullins	1.	<i>Charmel</i> , président du tribunal de Saint-Marcellin.	
	du 3. ^e arr.	La Tour-du-Pin	1.	<i>De Meffray</i> , ancien député.	
	du 4. ^e arr.	Vienne	1.	<i>De Miremont</i> , ancien député, maire de Vienne.	
	départ. ^{al} .	Lons-le-Saulnier.	1.	Prince <i>d'Aremberg</i> , pair de France.	
Jura	du 1. ^{er} arr.	Lons-le-Saulnier.	1.	<i>Babey</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Dôle	1.	<i>De Vaulchier</i> , directeur général des douanes, ancien député.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Landes . . .	départ. ^{al} .	Mont-de-Marsan..	1.	<i>De Rivière</i> , membre du conseil général.	
	du 1. ^{er} arr.	Mont-de-Marsan..	1.	<i>Dulamon</i> , conseiller de préfecture.	
	du 2. ^e arr.	Dax	1.	<i>Ducros de Belpyre</i> , maire.	
Loir-et-Cher	départ. ^{al} .	Blois	1.	Comte <i>de Laforest</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Blois	1.	Marquis <i>de Courtar- vel</i> , pair de France	
	du 2. ^e arr.	Vendôme	1.	Comte <i>de Marescot</i> , pair de France.	
Loire	départ. ^{al} .	Montbrison . . .	2.	Marquis <i>de Talaru</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Montbrison . . .	1.	<i>De Meaux</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Roanne	1.	<i>De Tardy</i> , ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Saint-Étienne..	1.	<i>Gérin</i> , ancien dé- puté.	
Loire (H.).	départ. ^{al} .	Le Puy	1.	<i>Berryer</i> , ancien dé- puté.	
	du 1. ^{er} arr.	Le Puy	1.	<i>De Bec-de-lièvre</i> , conseiller de pré- fecture.	
	du 2. ^e arr.	Yssengeaux . . .	1.	<i>Chevalier-Lemore</i> , ancien député.	
Loire- Inférieure.	départ. ^{al} .	Nantes	2.	<i>Dudon</i> , ancien dé- puté.	
	du 1. ^{er} arr.	Nantes	1.	<i>Papin</i> , président du tribunal civil.	<i>Marion de Beaulieu.</i>
	du 2. ^e arr.	Saint-Philibert.	1.	Comte <i>Humbert de Sesmaisons</i> , pair de France.	
	du 3. ^e arr.	Nort	1.	<i>Urvoay de Saint-Be- dan</i> , ancien dé- puté.	
	du 4. ^e arr.	Savenay	1.	<i>De Formon</i> , ancien député.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Loiret	départ. ^{al} .	Orléans	2.	<i>De Rocheplatte</i> , an- cien député, maire d'Orléans.	<i>De Champval- lins</i> , prési- dent à la cour royale, ancien dé- puté.
	du 1. ^{er} arr.	Orléans	1.	<i>Baguenault de Vié- ville</i> .	
	du 2. ^e arr.	Gien	1.	<i>Gudin</i> , lieutenant général.	
Lot	du 3. ^e arr.	Pithiviers . . .	1.	<i>De Lamarre</i> , rece- veur général.	
	départ. ^{al} .	Cahors	2.	<i>Séguy</i> , ancien dé- puté.	
	du 1. ^{er} arr.	Cahors	1.	<i>De Regourd de Va- xis</i> , ancien député	
	du 2. ^e arr.	Moncuq	1.	<i>De Flavjac</i> , ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Figeac	1.	<i>Sirieys de Mayrin- hac</i> , ancien député.	
Lot- et-Garonne.	du 4. ^e arr.	Gourdon	1.	<i>Dussol</i> , ancien dé- puté.	
	départ. ^{al} .	Agen	2.	Marquis <i>Aymar de Dampierre</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Agen	1.	<i>De Lugat</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Marmande	1.	<i>De Martignac</i> , mi- nistre d'état, an- cien député.	
	du 3. ^e arr.	Villeneuve-d'Agen	1.	<i>De Bourran</i> , membre du conseil général	
Lozère	unique . . .	Mende	2.	<i>André</i> , ancien dé- puté.	
Maine- et-Loire.	départ. ^{al} .	Angers	3.	Comte <i>de la Bour- donnaye</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Angers	1.	Marquis <i>de Cor- tades</i> , pair de France.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Suite de Maine- et-Loire.	du 2. ^e arr.	Saumur	1.	<i>De Charnières</i> , maire	
	du 3. ^e arr.	Beaupréau	1.	<i>Marquis de Cierac</i> , pair de France.	
	du 4. ^e arr.	Segré	1.	<i>Comte de Maquillé</i> , pair de France.	
	départ. ^{al} .	Saint-Lô	3.	<i>Comte de Tocque- ville</i> , pair de France.	
Manche	du 1. ^{er} arr.	Saint-Lô	1.	<i>De Lorimier</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Avranches	1.	<i>Lemoine Desmarres</i> , ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Coutances	1.	<i>De Monceaux</i> , an- cien député.	
	du 4. ^e arr.	Valognes	1.	<i>Bonnemains</i> , lieute- nant général.	
Marne	départ. ^{al} .	Châlons	2.	<i>Duc de Doudeauville</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Châlons	1.	<i>De Saint-Chamans</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Vitry-le-François	1.	<i>Gillet</i> , ancien député	
	du 3. ^e arr.	Rheims	1.	<i>Ruinart de Brimont</i> , ancien député.	
Marne (H.)	départ. ^{al} .	Chaumont	2.	<i>Becquey</i> , ancien dé- puté.	
	du 1. ^{er} arr.	Joinville	1.	<i>Thomassin de Bien- ville</i> , ancien dé- puté.	
	du 2. ^e arr.	Langres	1.	<i>Michel aîné</i> , maître de forges.	
	départ. ^{al} .	Laval	2.	<i>Marquis de Bailly</i> , pair de France.	
Mayenne	du 1. ^{er} arr.	Laval	1.	<i>Léon Leclerc</i> , an- cien député.	
	du 2. ^e arr.	Château-Gontier	1.	<i>De Prélauz</i> , membre du conseil général	
	du 3. ^e arr.	Mayenne	1.	<i>Trippier de Lozé</i> .	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Meurthe	départ. ^{al} .	Nancy	2.	<i>Vilatte</i> , lieutenant général.	
	du 1. ^{er} arr.	Nancy	1.	<i>Saladin</i> , ancien dé- puté.	
	du 2. ^e arr.	Lunéville	1.	<i>De Frawemberg</i> , maire.	
	du 3. ^e arr.	Château-Salins	1.	<i>De Jankowitz</i> , an- cien député.	
Meuse	départ. ^{al} .	Verdun	2.	<i>Maréchal duc de Reggio</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Bar-le-Duc	1.	<i>De Buffault</i> , rece- veur général.	
	du 2. ^e arr.	Verdun	1.	<i>Duhautois</i> .	
	départ. ^{al} .	Vannes	2.	<i>Marquis de Coislin</i> , pair de France.	
Morbihan	du 1. ^{er} arr.	Vannes	1.	<i>De Francheville</i> .	
	du 2. ^e arr.	Lorient	1.	<i>De Mackay</i> , contre- amiral.	
	du 3. ^e arr.	Pontivy	1.	<i>Comte Dubotderu</i> , pair de France.	
	du 4. ^e arr.	Ploërmel	1.	<i>De la Boëssière</i> , an- cien député.	
Moselle	départ. ^{al} .	Metz	3.	<i>Gérard d'Hannon- celles</i> , premier président de la cour royale.	
	du 1. ^{er} arr.	Briey	1.	<i>Comte d'Hoffelize</i> , pair de France.	
	du 2. ^e arr.	Thionville	1.	<i>Du Teil</i> , ancien dé- puté.	
	du 3. ^e arr.	Metz	1.	<i>De Turmel</i> , ancien député.	
	du 4. ^e arr.	Sarreguemines	1.	<i>De Saint-Albin</i> , an- cien député.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Nièvre....	départ. ^{al}	Nevers.....	2.	Duc de Damas, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Nevers.....	1.	Petitier, président du tribunal de Château-Chinon.	
	du 2. ^e arr.	Cosne.....	1.	Dufour d'Astafort, conseiller à la cour royale de Bourges.	
	départ. ^{al}	Lille.....	4.	Comte de Caraman, pair de France.	Bandon, receveur général.
Nord.....	du 1. ^{er} arr.	Dunkerque...	1.	Bouly de Lesdin, président du tribunal civil.	
	du 2. ^e arr.	Hazebrouck...	1.	Van-Méris, ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Lille.....	1.	Lemesre-Dubrule, administrateur des hospices de Lille.	
	du 4. ^e arr.	Lille.....	1.	Potteau d'Hancardrie, ancien député.	
	du 5. ^e arr.	Maubeuge....	1.	De Lépine, ancien député.	
	du 6. ^e arr.	Cambrai.....	1.	Cotteau, ancien député.	
	du 7. ^e arr.	Douai.....	1.	Durand d'Elecourt, ancien député.	
	du 8. ^e arr.	Valenciennes..	1.	Pas de Beaulieu, ancien député.	
Oise.....	départ. ^{al}	Beauvais.....	2.	Duc de Mouchy, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Beauvais.....	1.	De la Croix-Vaubois, président du tribunal civil.	
	du 2. ^e arr.	Compiègne...	1.	Héricart de Thury, ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Clermont.....	1.	Guérard, procureur du Roi à Senlis.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Orne.....	départ. ^{al}	Alençon.....	3.	Comte d'Orglandes, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Alençon.....	1.	Collas, président du tribunal civil.	
	du 2. ^e arr.	Argentan.....	1.	De Sainte-Croix, membre du conseil général.	
	du 3. ^e arr.	Domfront....	1.	Druet-Desvaux, ancien sous-préfet.	
	du 4. ^e arr.	Mortagne....	1.	De Vilade, président du tribunal civil.	
Pas-de-Calais.	départ. ^{al}	Arras.....	3.	Marquis de Tramecourt, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Arras.....	1.	Le Roux du Châtelet, ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Boulogne.....	1.	Duwiguet d'Ordre, inspecteur des forêts.	
	du 3. ^e arr.	Aire.....	1.	Du Tertre, ancien député.	
	du 4. ^e arr.	Hesdin.....	1.	De Coupigny, ancien député.	
Puy-de-Dôme.	départ. ^{al}	Clermont.....	3.	Comte de Pongibaud, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Clermont.....	1.	De Féligonde, ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Riom.....	1.	Chabrol de Volvic, ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Issoire.....	1.	Favard de Langlade, ancien député.	
	du 4. ^e arr.	Ambert.....	1.	De Riberolles, ancien député.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Pyrén. (B.).	départ. ^{al} .	Pau.....	2.	<i>De Candau</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Pau.....	1.	<i>De Perpigna</i> , maire de Pau.	
	du 2. ^e arr.	Orthez.....	1.	<i>D'Andurain</i> , membre du conseil général.	
	du 3. ^e arr.	Bayonne.....	1.	<i>Dubrocq</i> , maire de Bayonne.	
Pyrén. (H.).	unique...	Tarbes.....	3.	<i>De Clarac</i> , ancien député.	
Pyrén.-Or..	unique...	Perpignan....	2.	<i>D'Arnaud</i> , conseiller de préfecture.	
Rhin (Bas).	départ. ^{al} .	Strasbourg....	2.	<i>de Castex</i> , lieutenant général.	
	du 1. ^{er} arr.	Saverne.....	1.	<i>De Wangen</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Benfeld.....	1.	<i>De Boulach</i> , ancien député.	
	du 3. ^e arr.	Haguenau....	1.	<i>Renouard de Bussières</i> , ancien député.	
	du 4. ^e arr.	Strasbourg....	1.	<i>Kern</i> , conseiller de préfecture.	
Rhin (Haut).	départ. ^{al} .	Colmar.....	2.	<i>De Montmarie</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Altkirch....	1.	<i>David</i> , administrateur des douanes.	
	du 2. ^e arr.	Colmar.....	1.	<i>De Reiset</i> , lieutenant général.	
	du 3. ^e arr.	Belfort.....	1.	<i>Gérard</i> , procureur du Roi à Strasbourg.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Rhône....	départ. ^{al} .	Lyon.....	2.	Maréchal duc de <i>Bel-lune</i> , pair de France.	<i>Bourbon</i> , président du tribunal de commerce. <i>Delfin</i> , membre du conseil municipal.
	du 1. ^{er} arr.	Lyon.....	1.	<i>Baboin de la Barollière</i> ,	
	du 2. ^e arr.	Lyon.....	1.	<i>Rambaud</i> , président à la cour royale.	
	du 3. ^e arr.	Villefranche..	1.	<i>Janson</i> , président du tribunal civil.	
Saone (H.).	départ. ^{al} .	Vesoul.....	1.	Comte de <i>Saint-Mauris</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Gray.....	1.	<i>De Villeneuve</i> , ancien député, directeur général des postes.	
	du 2. ^e arr.	Vesoul.....	1.	<i>Petitperrin</i> , ancien député.	
Saone-et Loire.	départ. ^{al} .	Mâcon.....	3.	Marquis de <i>la Guiche</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Mâcon.....	1.	<i>Doria</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Châlons-sur-Saone	1.	<i>Blanc</i> , maire de Châlons.	
	du 3. ^e arr.	Autun.....	1.	Duc de <i>Rauzan</i> .	
	du 4. ^e arr.	Charolles....	1.	<i>De Suleau</i> , conseiller d'état, directeur général de l'enregistrement.	
Sarthe....	départ. ^{al} .	Le Mans.....	3.	Comte de <i>Mailly</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Le Mans.....	1.	<i>De Châteaufort</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Mamers.....	1.	<i>Nibelle</i> , avocat général près la cour royale d'Angers.	
	du 3. ^e arr.	La Flèche....	1.	Marquis de <i>Juigné</i> pair de France.	
	du 4. ^e arr.	Saint-Calais...	1.	Comte de <i>Montesquiou</i> , pair de France.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES électoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Seine.....	départ. ^{al} .	Paris.....	4.	Marquis de Pastoret, pair et chancelier de France.....	Comte Desèze, pair de France, président à la cour royale. De Farincourt, colonel dans la garde royale. Bricogne, rece- veur général à Marseille. De Lubersac, Juge, ban- quier. Champion, no- taire. De Vauvilliers, conseiller d'é- tat, secrétaire général de la marine. Jannon, ad- joint au maire du 4. ^e arron- dissement mu- nicipal. Quilloux, a- voué hono- raire. Boileau, ad- joint au maire du 2. ^e arron- dissement mu- nicipal. Caccia, ban- quier. Labbe, admi- nistrateur de charité. Dorival de Criel, juge de paix. Touchard, ad- ministrateur des message- ries royales. Caubert, avo- cat. Massin, chef d'institution.
	du 1. ^{er} arr.	Paris.....	1.	D'Audiffret, prési- dent à la cour des comptes.....	
	du 2. ^e arr.	Paris.....	1.	Comte d'Hauber- sart, pair de France.....	
	du 3. ^e arr.	Paris.....	1.	Fournier, maire du 3. ^e arrondissement municipal.	
	du 4. ^e arr.	Paris.....	1.	De Mautort, maire du 6. ^e arrondisse- ment municipal.	

DÉPARTE- MENS.	COLLÈGES électoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Suite de la Seine.	du 5. ^e arr.	Paris.....	1.	Moreau, conseiller à la cour de cassa- tion.	De Villebois, maître des re- quêtes. Poisson, no- taire.
	du 6. ^e arr.	Paris.....	1.	Marquis de Mire- poix-Lévis, pair de France.	Briaxon, con- seiller à la cour royale.
	du 7. ^e arr.	Paris.....	1.	De Haussy, prési- dent à la cour royale.	Crapelet, im- primeur. Delvincourt, doyen de la faculté de droit de Pa- ris.
	du 8. ^e arr.	Paris.....	1.	Gairal, avocat.	
Seine- Inférieure.	départ. ^{al} .	Rouen.....	4.	Prince de Montmo- rency, pair de France.	Boullanger, procureur gé- néral.
	du 1. ^{er} arr.	Rouen.....	1.	Adam, président du tribunal civil.	
	du 2. ^e arr.	Rouen.....	1.	Dossier, procureur du Roi.	
	du 3. ^e arr.	Le Havre	1.	Pouyer, préfet mari- time.	
Seine- et-Marne.	du 4. ^e arr.	Yvetot.....	1.	Loche, receveur par- ticulier.	
	du 5. ^e arr.	Dieppe... ..	1.	Vicomte Dambray, pair de France.	
	du 6. ^e arr.	Neufchâtel....	1.	Daubermesnil, mai- re.	
	départ. ^{al} .	Melun.....	2.	Duc de Lévis, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Meaux.....	1.	Camus Dumartroy, membre du con- seil général.	
	du 2. ^e arr.	Provins.....	1.	Gervais, maire de Provins.	
	du 3. ^e arr.	Melun.....	1.	Jurien, conseiller d'état.	

DÉPARTE- MENTS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Seine- et-Oise.	départ. ^{al} .	Versailles	3.	<i>De Bertier</i> , ministre d'état, ancien dé- puté.	
	du 1. ^{er} arr.	Pontoise	1.	<i>De Gouy d'Arcy</i> , membre du con- seil général.	
	du 2. ^e arr.	Corbeil	1.	<i>Hénin de Cherel</i> , président du tri- bunal civil d'É- tampes.	
	du 3. ^e arr.	Montfort-l'Amaury	1.	<i>De Laugier</i> , maire de Montfort.	
	du 4. ^e arr.	Versailles	1.	<i>Lenoir de Chante- lou</i> , maître des requêtes.	
Sèvres (Deux).	départ. ^{al} .	Niort	1.	<i>Descordes</i> , premier président de la cour royale de Poitiers.	
	du 1. ^{er} arr.	Bressuire	1.	<i>D'Abbadie</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Niort	1.	<i>Maillard</i> , conseiller d'état.	
Somme	départ. ^{al} .	Amiens	3.	<i>Prince de Solre</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Abbeville	1.	<i>Duliège d'Aunis</i> , maire.	
	du 2. ^e arr.	Amiens	1.	<i>Daveluy de Bellan- court</i> , ancien dé- puté.	
	du 3. ^e arr.	Amiens	1.	<i>Morgan de Belloy</i> , ancien député.	
	du 4. ^e arr.	Montdidier . . .	1.	<i>De Castéja</i> , ancien député.	
Tarn	départ. ^{al} .	Alby	2.	<i>De Saint-Géry</i> , an- cien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Alby	1.	<i>De Gélis</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Castres	1.	<i>De Lastours</i> , an- cien député.	

DÉPARTE- MENTS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Tarn- et-Garonne.	départ. ^{al} .	Montauban . . .	2.	<i>D'Escayrac</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Montauban . . .	1.	<i>De Gironde</i> , maire.	
	du 2. ^e arr.	Castel-Sarrazin.	1.	<i>De Beauquesne</i> , an- cien député.	
Var	départ. ^{al} .	Draguignan . . .	2.	<i>Partouneaux</i> , lieu- tenant général, ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Brignolles . . .	1.	<i>De Châteaudouble</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Grasse	1.	<i>Baron</i> , ancien dé- puté.	
	du 3. ^e arr.	Toulon	1.	<i>Auran de Pierrefeu</i> , ancien député.	
Vaucluse . .	départ. ^{al} .	Avignon	1.	<i>Marquis de Forbin des Issarts</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Avignon	1.	<i>Madier</i> , maréchal- de-camp.	
	du 2. ^e arr.	Carpentras . . .	1.	<i>Duplessis</i> , membre du conseil d'arron- dissement.	
Vendée	départ. ^{al} .	Bourbon-Vendée.	2.	<i>Comte de Mesnard</i> , pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Bourbon-Vendée.	1.	<i>De Chabot</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Fontenay	1.	<i>Rousse</i> , membre du conseil général.	
	du 3. ^e arr.	Les Sables . . .	1.	<i>Babinet</i> , président du tribunal civil.	
Vienne	départ. ^{al} .	Poitiers	2.	<i>De Boisbertrand</i> , ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Poitiers	1.	<i>De Cressac</i> , ancien député.	
	du 2. ^e arr.	Châtellerault . .	1.	<i>Creuzé</i> , ancien dé- puté.	

DÉPARTE- MENTS.	COLLÈGES electoraux.	VILLES où les collèges se réunissent.	Nombre de députés à élire.	PRÉSIDENTS.	VICE- PRÉSIDENTS.
Vienne (H.).	départ. ^{al} .	Limoges	2.	Mousnier-Buisson, ancien député.	
	du 1. ^{er} arr.	Saint-Junien . .	1.	De Montbron, an- cien député.	
	du 2. ^e arr.	Limoges	1.	De Labastide, maire.	
Vosges	unique . . .	Epinal	5.	De Maillier, direc- teur des affaires ci- viles au ministère de la justice.	
Yonne	départ. ^{al} .	Auxerre	2.	Comte de Chastellux, pair de France.	
	du 1. ^{er} arr.	Joigny	1.	Marquis de Ville- franche, pair de France.	
	du 2. ^e arr.	Auxerre	1.	Boudin de Roville, maréchal-de-camp.	
		Avallon	1.	Jacquinet de Pam- pelune, ancien dé- puté.	
	du 3. ^e arr.				

3. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 6 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.º 14,665. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'Airaines (Somme), par le sieur Leullier, d'une pièce de terre estimée 24 francs en revenu annuel. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,666. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la demoiselle Lemercier, d'une somme de 1000 francs à l'hospice des pauvres de Saint-Nicolas de la ville de Meaux (Seine-et-Marne), et de pareille somme de 1000 francs aux pauvres de la même ville. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,667. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de Pierrefeu (Var) par la dame Chambeyron. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,668. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite à l'hospice civil de Colmar (Haut-Rhin) par la dame veuve Leib. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,669. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º du Legs à titre universel, évalué à 15,000 francs, fait aux pauvres de Conques et de Grand-Fabre (Aveyron) par le sieur Austruy, de la nue propriété de la moitié des biens qu'il laisserait à son décès, et 2.º de la Donation faite aux pauvres et aux fabriques desdites communes, par la demoiselle Austruy, de l'usufruit qui lui a été légué par son frère de tous les biens composant sa succession. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,670. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice civil de Rodès (Aveyron), par le sieur Lantart, de trois sommes montant ensemble à 1149 francs. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,671. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Haguenau (Bas-Rhin), par les sieur et dame Werner, de deux pièces de terre évaluées à 1600 francs, et d'une somme de 400 francs avec divers objets mobiliers. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,672. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la commune de Coudray-la-Neuveville (Oise), 1.º par les sieurs Dannin et Porquier et les sieur et dame Caillotin, d'une maison avec dépendances estimée 5200 francs, et 2.º par les sieurs Lesieur, Petit et consorts, d'une maison estimée 2000 francs. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,673. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites par les héritiers Baty, 1.º à la commune de Moivre (Marne), d'une somme de 800 francs, et 2.º à la même commune (pour les deux tiers) et à celle du Fresne (pour l'autre tiers), d'une maison avec dépendances estimée 1600 francs. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,674. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Colmar (Haut Rhin), par la dame veuve Cunin, d'une somme de 2500 francs. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,675. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une créance de 300 francs faite à l'hospice de Courthéson (Vaucluse) par la dame veuve Hommage. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,676. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à environ 1220 francs 35 centimes, fait à l'hospice de Saint-Dié (Vosges) par le sieur de Huvé. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 14,677. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs universels, évalués ensemble à 9743 francs environ, faits au bureau de bienfaisance de *Bussang* (Vosges) par les sieur et dame *Aubert*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,678. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Taverny* (Seine-et-Oise), par le sieur *Chabrier*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs sur l'État. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,679. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 250 francs fait à la commune de *Beaumetz* (Somme) par le sieur *Oudart*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,680. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 livres [1185 francs 18 centimes] fait aux pauvres de *Rully* (Saône-et-Loire) par le sieur *Tarut*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,681. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 535 francs, fait au bureau de bienfaisance de *Changy* (Saône-et-Loire), par la dame *Dumontel*, de cent doubles boisseaux de froment. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,682. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 3650 francs, fait à l'hospice de *Valence* (Drôme) par la demoiselle *Trouiller*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,683. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'un terrain évalué à 10 francs, offert en donation à la commune de *Saint-André de Roquepertuis* (Gard) par le sieur *Vire*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,684. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Puylauzié* (Gers), par le sieur *Cazabonne*, d'une pièce de terre estimée 100 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,685. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au bureau de bienfaisance d'*Autun* (Saône-et-Loire) par le sieur *Dunan*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,686. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence d'une somme nette de 500 francs seulement, le Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Saint-Nicolas de la Grave* (Tarn-et-Garonne) par la demoiselle *Terenne*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,687. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait à la commune d'*Hennecourt* (Vosges) par la dame veuve *Arnoult*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,688. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune d'*Écouen* (Seine-et-Oise), par la dame veuve *Pillot*, d'une maison avec dépendances estimée 1350 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 14,689. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait aux pauvres de *Brécé* (Mayenne) par le sieur *Bignon*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,690. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la dame veuve de *Bréhard*, 1.º d'une somme de 4000 francs à l'hospice d'*Autun* (Saône-et-Loire), et 2.º d'une somme de 3000 francs au bureau de bienfaisance de la même ville. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,691. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Clamecy* (Nièvre), par le sieur *Narquin*, d'une partie de sa succession évaluée à 3624 francs 87 centimes, et de divers effets et objets mobiliers estimés 1153 francs 60 centimes. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,692. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait par la demoiselle *Fosse* pour être employé à l'instruction gratuite des jeunes filles pauvres de la commune de *Malzieu* (Lozère). (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,693. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 40 francs 50 centimes sur l'État fait aux pauvres de *Saint-Chaffrey* (Hautes-Alpes) par le sieur *Rey*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,694. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la ville de *Roye* (Somme), par la demoiselle *Goret* et le sieur *Cagnye*, d'une maison estimée 8000 francs, possédée indivisément par ces testateurs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,695. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice civil de *Sens* (Yonne) par le sieur *Pascal*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,696. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hôpital de *Sens* (Yonne), par le sieur *Perrin*, d'objets mobiliers évalués à 375 francs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,697. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Mesnil-Veneron* (Manche), par la dame veuve *Dumesnildos* et les demoiselles *Morel*, d'un corps de bâtiments avec dépendances, évalué à un revenu de 60 francs, pour y établir le presbytère. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,698. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 5200 francs faite au bureau de bienfaisance de *Chaumont* (Haute-Marne) par les sieurs de *Mosseron d'Amboise* et *Duval de Fraville*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,699. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3500 francs faite aux pauvres de *Montsurs* (Mayenne)

par le sieur *Guesdon* et les sieur et dame *Dozonville*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,700. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à environ 1200 francs, fait aux pauvres les plus nécessiteux de *Saint-Aignan* (Mayenne) par la dame veuve *Legeay*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,701. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de *Vic* (Cantal) par la dame *Compan*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,702. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à l'hospice de *Buis* (Drôme) par le sieur *Brochier*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,703. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente perpétuelle de 200 francs sur l'État fait aux pauvres d'*Évreux* (Eure) par le sieur *Lieudé de Sepmanville*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,704. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres d'*Aire* (Pas-de-Calais) par le sieur *Asselin*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,705. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres honteux de *Dijon* (Côte-d'Or) par la dame veuve *Bernardin*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,706. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Soissons*, par la dame *Ronnay*, de deux rentes sur l'État montant ensemble à 204 francs, et d'une rente perpétuelle de 72 francs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,707. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 600 francs, fait aux pauvres de la paroisse de *Montchenu* (Drôme) par le sieur *Faucher*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,708. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres des *Gras* (Doubs) par le sieur *Bobillier*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,709. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de *Saint-Cloud* (Seine-et-Oise) par la dame veuve *Kirchmeyer*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,710. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de *Cossé-en-Champagne* (Mayenne) par le sieur *Breust*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,711. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 40 francs fait aux pauvres de *Landroff* (Moselle) par le sieur *Choumert*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,712. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 500 francs sur l'État (5 pour cent) faite aux pauvres d'*Arras* (Pas-de-Calais) par le sieur *Blin de Bourdon*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,713. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Saint-Restitut* (Drôme), par le sieur *Daudel*, de la nue propriété d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,714. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la commune de *Saint-Ferriol* (Aude) à accepter l'abandon à elle fait par le sieur *Dax d'Arat* de divers droits de propriété et autres évalués à 400 francs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,715. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Petitnoir-Saulçois* (Jura), par le sieur *Richenet*, d'une maison avec dépendances évaluée à un revenu de 75 francs (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,716. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Seninghem* (Pas-de-Calais), par la dame veuve *Fayole*, de deux pièces de terre estimées ensemble 1300 francs, et d'habits, linge et hardes à son usage. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,717. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 60 francs fait aux pauvres de *Saint-Martin de Chaulieu* (Manche) par le sieur *Dubourg*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,718. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à l'hospice de *Brive* (Corrèze) par le sieur *Dolobaille*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,719. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Saint-Aubin et Cadelech* (Dordogne), par le sieur *Bestid*, de divers immeubles estimés 600 francs, et d'une somme de 30 francs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,720. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Badaroux* (Lozère), par le sieur *Aimard-Maurin*, d'une maison et d'un jardin évalués à 750 francs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,721. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 10,000 francs fait à l'hôtel-Dieu de *Saint-Quentin* (Aisne) par la demoiselle *Fromaget*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)

N.º 14,722. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Brienne-le-Château* (Aube), par le sieur *Legrand*, d'une maison avec ses dépendances évaluée à 1600 francs en capital. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,723. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par le sieur *Picquenon* d'une somme de 4000 francs en faveur des hospices de *Paris* (Seine), et d'une autre somme de 1000 francs au profit des pauvres de sa paroisse. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,724. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au bureau de charité du onzième arrondissement de *Paris* (Seine) par le sieur *Basire*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,725. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs sur l'Etat fait à la commune de *Parfondeval* (Orne) par le sieur *Fromentin*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,726. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 2700 francs environ, fait à l'hospice royal de *Versailles* (Seine-et-Oise) par le sieur de *Noyel*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,727. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Sainte-Eulalie* (Ardeche) par le sieur *Chastagnier*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,728. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs fait à l'hospice de *Châteauroux* (Indre) par le sieur *Cartier-Dubois-Douin*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,729. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait aux pauvres de *Romazy* (Ille-et-Vilaine) par la dame *Beaumont*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,730. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Barjac* (Gard) par le sieur *Hugonnet*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,731. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 1527 francs 77 centimes, fait conjointement aux pauvres des communes de *Damville*, d'*Anthenay*, des *Minieres* et du *Boucenay* (Eure), par le sieur *Le Nouvel*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,732. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Montélimart* (Drôme) par la demoiselle *Péru*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,733. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait aux pauvres de *Châteauneuf d'Isère* (Drôme) par la dame veuve *Ferrand*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,734. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au bureau de bienfaisance de *Besançon* (Doubs), par le sieur *Ethiard*, de deux sommes montant ensemble à 300 francs et d'objets mobiliers d'une valeur de 978 francs 89 centimes. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,735. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait à l'hospice de *Lambesc* (Bouches-du-Rhône) par la demoiselle *Martin*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,736. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice civil d'*Aubagne* (Bouches-du-Rhône), par la dame veuve *Jean*, d'une somme de 1000 francs et de divers objets mobiliers. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,737. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Mirepoix* (Ariège) par le sieur *Croux*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,738. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Prémontré* (Aisne) par le sieur *Pille*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,739. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à environ 900 francs, fait aux pauvres de *Louvigné du Désert* (Ille-et-Vilaine) par la demoiselle *Badiche*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,740. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 4000 francs faite à l'hospice des malades de *Montbrison* (Loire) par la dame veuve *Salles*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,741. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice civil de *Grenoble* (Isère), d'une somme de 3000 francs par le sieur de *Barval*, et d'une somme de 1200 francs par le sieur *Chenevaz*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,742. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une somme de 2400 francs léguée aux pauvres de *Bordeaux* (Gironde) par le sieur *Milius*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,743. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Barbazan* (Haute-Garonne) par le sieur *Verdier*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,744. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Bernay* (Eure) par la demoiselle de *la Flèche*. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,745. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Villers-sous-Chalamont* (Doubs), par la dame *Poulin*, de trois pièces de terre évaluées ensemble à 1850 francs. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,746. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *l'Hor* (Meurthe), par le sieur *Heim*, d'une maison avec dépendances et de plusieurs pièces de terre, le tout évalué à un revenu de 50 francs. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,747. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Vimaréc* (Mayenne), par le sieur *de Musset de Cogners*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,748. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Tessé* (Mayenne), par le sieur *Dubois de Tertu*, d'un terrain contenant 40 ares et d'une rente annuelle et perpétuelle de 250 francs. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 14,749. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle et perpétuelle de 25 francs léguée aux pauvres de *Cholet* (Maine-et-Loire) par le sieur *Brebion*. (Paris, 21 Avril 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 16 Juin 1830 *,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

16 Juin 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 361.)

N.º 14,750. — ORDONNANCE DU ROI portant que les Rentes qui
seront rachetées par la Caisse d'amortissement à dater du 22 Juin
1830, seront transférées et inscrites au nom de cet établissement.

Au château de Saint-Cloud, le 9 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE;

Vu le titre X de la loi du 28 avril 1816 et l'ordonnance du 22 mai
suivant;

Vu la loi du 1.º mai 1825;

Considérant que l'article 2 de cette dernière loi, qui prescrit
l'annulation des rentes rachetées par la caisse d'amortissement au
fur et à mesure des rachats, a fixé le terme de cette disposition au
22 juin prochain;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Les rentes qui seront rachetées par la caisse
d'amortissement, à dater du 22 juin 1830, seront transférées
et inscrites au nom de cet établissement, conformément à la
loi du 28 avril 1816 et à l'ordonnance du 22 mai suivant.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé
de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au
Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 9 Juin de l'an de grâce 1830,
et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé MONTBEL.

VIII.º Série.

C c

N.° 14,751. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Modes d'essai pour constater le Titre des Matières et Espèces d'or et d'argent.*

Au château de Saint-Cloud, le 6 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

D'après le compte qui nous a été rendu des réclamations auxquelles donnait lieu le mode d'essai employé jusqu'ici pour constater le titre des matières et espèces d'or et d'argent;

Vu le rapport de la commission spéciale chargée par notre ministre secrétaire d'état des finances d'examiner jusqu'à quel point lesdites réclamations pouvaient être fondées;

Vu la loi du 7 germinal an XI, portant que cinq grammes d'argent au titre de neuf dixièmes de fin constituent l'unité monétaire désignée sous le nom de franc;

Vu la délibération et l'avis de la commission des monnaies;

Vu l'avis du bureau du commerce et des colonies;

Considérant qu'il importe aux intérêts du commerce et du public que le titre des matières d'or et d'argent soit constaté d'une manière exacte, conformément au vœu de la loi;

Considérant qu'il est reconnu que le mode d'essai par la coupellation ne peut donner un résultat exact dans tous les cas pour les matières et espèces d'argent qu'au moyen de calculs de compensation, et que le mode par la voie humide ne laisse rien à désirer quant à l'exactitude des titres qu'il constate;

Considérant qu'il doit résulter des modifications réclamées dans le mode d'essai actuel une surévaluation dans le prix des matières d'argent anciennement titrées et qui seraient versées au change des hôtels des monnaies;

Considérant que les essayeurs de commerce et de la garantie sont responsables, sous les peines portées par la loi, de la déclaration du titre qu'ils accusent, et qu'en raison même de cette responsabilité ils doivent demeurer libres dans le choix du mode d'essai qu'ils emploient;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Quel que soit le mode d'essai suivi par un essayeur pour titrer les matières d'or et d'argent, il sera tenu, sous sa responsabilité, d'en accuser le véritable titre. Il lui sera transmis par la commission des monnaies une instruction,

approuvée par notre ministre secrétaire d'état des finances, sur la manière d'opérer du laboratoire des essais.

2. Les contre-essais des lingots et matières d'or et d'argent du commerce, faits aux termes de la loi du 19 brumaire an VI à l'hôtel des monnaies de Paris, auront toujours lieu à l'avenir par le procédé de la voie humide.

3. Les essais et contre-essais relatifs au jugement du titre des espèces d'argent fabriquées dans nos hôtels des monnaies auront également lieu à l'avenir par la voie humide.

Lorsque, par des motifs de nécessité dont la commission des monnaies sera juge, ce mode ne pourra être employé, il y sera suppléé par l'ancien mode de la coupellation, en rectifiant ses résultats au moyen de la table de compensation arrêtée par la commission des monnaies.

Toutefois la vérification du titre des pièces trouvées hors des limites légales devra toujours se faire par le procédé de la voie humide.

4. Le prix des matières et espèces comprises au tarif du 17 prairial an XI, et des matières et espèces légalement titrées depuis sa publication, sera augmenté de la valeur acquise à chaque titre d'après la table de compensation ci-dessus mentionnée.

Il sera rédigé à cet effet un nouveau tarif par notre commission des monnaies, lequel sera publié après avoir été approuvé par notre ministre secrétaire d'état des finances, et servira de base au prix que les directeurs de la fabrication des monnaies devront payer aux porteurs de matières.

5. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 6 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé MONTBEL.

TARIF du Prix auquel doivent être payés au change, dans les Hôtels des monnaies, les Espèces et Ouvrages d'argent ci-après désignés, en conformité de la Loi du 28 Mars 1803 [7 Germinal an XI], qui ordonne que les Pièces d'argent seront fabriquées au titre de 900 millièmes, que le Franc, unité monétaire, sera du poids de 5 grammes, et qui fixe la retenue pour frais de fabrication et de déchets à trois francs par kilogramme d'argent, au titre de 900 millièmes.

DÉNOMINATIONS des espèces et ouvrages d'argent.	TITRES.	VALEUR par kilogram.
Gros écus de Palatinat.....	984.	215 ^f 39 ^c
Gros écus de Nassau-Weilbourg.....	978.	214. 07.
Pièces de 5 fr. et de 10 fr. du royaume d'Etrurie (effigie de la reine et de son fils).....	957.	209. 48.
Jetons de France et roupies de Pondichéry.....	953.	208. 60.
Argenterie de France (1. ^{er} titre), marquée depuis la loi du 19 brumaire an VI.....	950.	207. 94.
Argenterie au poinçon de Paris, tant plate non soudée, que plate soudée, marquée antérieurement à la loi du 19 brumaire an VI. Roupies du Mogol.....		
Roupies de Madras.....	947.	207. 29.
Roupies d'Arcate des Indes.....	944.	206. 63.
Vaisselle montée de Paris, marquée avant la loi du 19 brumaire an VI.....	941.	205. 97.
Philippes de Milan.....		
Vaisselle plate des départemens, marquée antérieu- rement à la loi du 19 brumaire an VI.....	937.	205. 10.
Roupies de Perse.....	934.	204. 44.
Vaisselle plate soudée, et vaisselle montée des dé- partemens, marquée antérieurement à la loi du 19 brumaire an VI.....	930.	203. 57.
Couronnes et schellings d'Angleterre et vaisselle anglaise.....	923.	202. 03.
Ducats de Liège et de Parme.....	921.	201. 60.
Écus de France avant 1726, de 8, 9, 10 et 10 3/8 au marc.....	917.	200. 72.
Écus de banque de Gènes.....	914.	200. 06.
Écus de 6 liv., 3 liv., et pièces de 24, 12 et 6 sous, depuis 1726, rognées ou effacées. Florins de Hollande.....	911.	199. 41.
Piastres aux deux globes, Mexicos et Sévillanes....	910.	199. 19.
Écus de Rome et pièces de 8 de Florence.....		
Écus de Piémont, de Schaffouse. Teston de Rome ..	907.	198. 53.
Écus neufs de Piémont depuis 1816.....	904.	197. 88.

DÉNOMINATIONS des espèces et ouvrages d'argent.	TITRES.	VALEUR par kilogram.
Ducats de Naples, monnaie blanche de Naples....	903.	197. 66.
Écus de Suède.....		
Dollars d'Amérique, depuis 1800. Piastres à l'effigie de la fabrication commencée en 1772. Cruzades de Portugal.....	(1) 900.	197. 00.
Pièces de 12 carlins d'Italie.....		
Écus de Hanovre, de Hambourg, de Danemarck, et rixdales de constitution d'Autriche.....	888.	194. 37.
Florins d'Autriche. Couronnes de Brabant (dites croisons).....	879.	192. 40.
Écus de Brabant, et roubles de Russie, depuis 1798.	876.	191. 75.
Rixdales de Hollande et écus de Bâle.....	874.	191. 31.
Ducats et écus de Flandre et des Pays-Bas autri- chiens. Georgines de Gènes. Écus de Lucerne et de Saint-Gall.....	869.	190. 21.
Patagons de Genève.....	862.	188. 68.
Écus de convention d'Allemagne et pièces de 12 sous de Luxembourg.....	844.	184. 74.
Florins d'Underwald.....	837.	183. 21.
Écus de Malte, 5. ^e , 10. ^e et 20. ^e de piastre d'Espagne avant 1772.....	836.	182. 99.
Écus de Brunswick, de Ratisbonne, et madonines de Gènes.....	834.	182. 55.
Anciennes pièces de France dites de 20 sous, 10 sous, 4 sous. Rixdales et couronnes de Dane- marck, et pièces de 12 tarins de Sicile.....	830.	181. 63.
Écus ou rixdales d'Anspach et de Bavière.....	827.	181. 02.
Ducats de Venise.....	823.	180. 15.
Écus de Zurich.....	817.	178. 83.
5. ^e , 10. ^e , 20. ^e de piastre d'Espagne depuis 1772..	813.	177. 96.
Thalaris.....	812.	177. 74.
Argenterie de France (2. ^e titre), marquée depuis la loi du 19 brumaire an VI.....	811.	177. 52.
Roubles de Russie.....	803.	175. 77.
Argenterie marquée d'un aigle et celle marquée de la lettre A surmontée d'une croix.....	792.	173. 36.
Argenterie marquée d'une scie.....	789.	172. 70.
Florins de Mayence.....	762.	166. 79.
Rixdales ou écus de Prusse depuis 1775.....	752.	164. 60.
Florins de Bade-Dourlach.....	746.	163. 29.
Écus de Lubec, kopfstuck de Hesse-Darmstadt et de Cologne, pétermen de Trèves.....	745.	163. 07.
	737.	161. 32.

DÉNOMINATIONS des espèces et ouvrages d'argent.	TITRES.	VALEUR par kilogram.
Ecus de Bareith.....	734.	160. 66.
Florins de Meckelbourg.....	613.	134. 18.
24 kreutzers d'Allemagne depuis 1753.....	586.	128. 27.
Doubles et simples escalins de Brabant.....	578.	126. 52.
Doubles et simples escalins et plaquettes de Liège..	573.	125. 42.
4 gros ou 1/6 ^e d'écu (petit cheval de Brunswick- Wolfenbutel).....	561.	122. 80.
4 gros ou 1/6 ^e d'écu de Saxe depuis 1763.....	544.	119. 08.
Piastres de Tunis, de Constantinople, et dubletyes de Hollande.....	533.	116. 67.
Plaquettes ou 1/2 escalin de Brabant.....	505.	110. 54.
Pièces de 12 kreutzers d'Allemagne, depuis 1753..	498.	109. 01.
Pièces de 2 gros (ou 1/12 ^e d'écu) de Saxe, depuis 1763.....	439.	96. 09.
Pièces de 2 sous 6 deniers de Brabant.....	414.	90. 62.

OBSERVATION.

(1) Les matières et espèces au-dessous du titre de 900 millièmes sont passibles du droit d'affinage fixé par l'ordonnance royale du 15 octobre 1828, lorsqu'elles sont versées isolément au change des monnaies. Le droit d'affinage n'est pas dû sur les versements de matières dont le titre commun ressort à 900 millièmes.

Le présent tarif, vérifié et certifié exact. *Les Essayeurs des monnaies*, signé Chevillot et Chaudet.

Vu. *Le Directeur des essais*, signé d'Arcet.

Arrêté par la Commission des monnaies, le 27 avril 1830. *Les Commissaires généraux*, signé Brunet et Lambert.

Le Pair de France, Président de la Commission des monnaies, signé C.^{te} de Sussy.

APPROUVÉ. Paris, le 10 Juin 1830.

Le Ministre Secrétaire d'état des finances, signé MONTBEL.

N.^o 14,752. — *ORDONNANCE DU ROI relative au Titre des Espèces duodécimales d'argent qui seront versées aux Hôtels des monnaies.*

Au château de Saint-Cloud, le 6 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu notre ordonnance du 6ⁱⁿ présent mois, déterminant les

différens modes d'essai qui seront suivis à l'avenir au laboratoire de la commission des monnaies pour constater le titre des espèces qui seront fabriquées dans nos hôtels des monnaies, et pour vérifier, s'il y a lieu, le titre des espèces et matières d'argent qui seront versées aux changes de ces hôtels;

Vu la délibération de la commission des monnaies, qui indique les accroissemens de titre que lesdites espèces et matières d'argent doivent éprouver par suite des modes d'essai qui seront suivis pour en accuser le titre réel;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les directeurs de la fabrication dans nos hôtels des monnaies compteront sur le pied de neuf cent onze millièmes du fin contenu dans les espèces duodécimales d'argent de six livres, trois livres, vingt-quatre, douze et six sous, qui leur seront versées en exécution de la loi du 14 juin 1829, tant par le trésor que par les particuliers.

Ils recevront au même titre de neuf cent onze millièmes les espèces duodécimales d'argent rognées, altérées ou sans empreinte, qui seront versées au change par les particuliers pour le poids qu'elles auront conservé, et elles seront payées comme lingots par les directeurs, à raison de cent quatre-vingt-dix-neuf francs quarante-et-un centimes le kilogramme.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois et affichée dans les bureaux de change des hôtels des monnaies.

Donné au château de Saint-Cloud, le 6 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé MONTBEL.

N.^o 14,753. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.*

Au château de Saint-Cloud, le 2 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;
Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;
Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,
NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

- 1.^o Clayeures (Meurthe), de la coupe, par forme de recépage, de trois ares environ de ses bois;
- 2.^o Les Fins (Doubs), de deux cent quatre-vingts sapins à prendre dans sa réserve parmi les plus dépérissans;
- 3.^o Les Combes (Doubs), de cent cinquante sapins dépérissans de sa réserve;
- 4.^o Hauterive (Doubs), de cent vingt arbres sapins et épicéas à prendre dans sa réserve parmi les plus dépérissans;
- 5.^o Autigny-la-Tour (Vosges), de la coupe, en trois années successives à partir de l'ordinaire 1832 et par portions égales, de vingt-et-un hectares douze ares de sa réserve;
- 6.^o Disangy-Sainte-Colombe, Provency, Lucy-le-Bois, Angely, Civry, Massangy et l'Isle (Yonne), de la coupe, en trois années successives à partir de l'ordinaire 1831 et par portions égales, de cent vingt-sept hectares restant de la réserve de la forêt d'Hervaux, dont lesdites communes sont copropriétaires;
- 7.^o Aubaine (Côte-d'Or), de la coupe, par anticipation, de douze hectares soixante-et-seize ares de ses bois;
Les coupes affouagères de ladite commune seront réduites de moitié pendant les deux années qui suivront l'exploitation de celle ci-dessus;
- 8.^o Uzan (Basses-Pyrénées), de trente arbres chênes et châtaigniers existant sur le tracé d'un nouveau chemin qui doit traverser ses bois;
- 9.^o Sombernon (Côte-d'Or), de la coupe de trois hectares quarante ares de sa réserve;
- 10.^o Lironville (Meurthe), de la coupe de vingt-quatre ares environ de taillis rapaille qui se trouvent dans une tranchée de ses bois, et d'un chêne mort sur pied situé dans l'intérieur;
- 11.^o Bonnetage (Doubs), de deux cent quatre-vingt-cinq sapins à prendre parmi les plus dépérissans de sa réserve;
- 12.^o Attilloncourt (Meurthe), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, des vingt-et-un hectares treize ares composant la réserve de ses bois;
- 13.^o Cirey (Meurthe), de la coupe, par forme de nettoyage, de cinquante hectares de sa réserve;
- 14.^o Jully (Yonne), de la coupe n.^o 11 de ses bois à titre de supplément d'affouage pour 1830;
Afin de prévenir tout changement dans l'ordre de l'aménagement établi, la coupe n.^o 10, qui vient en tour d'exploitation pour l'ordinaire 1831, sera partagée par moitié et affectée aux affouages de 1831 et 1832;
- 15.^o Magnien (Côte-d'Or), de la coupe de douze hectares quinze ares de sa réserve;

- 16.^o Arbott (Haute-Marne), de la coupe, en deux années successives à partir de l'ordinaire 1831 et par portions égales, de dix-huit hectares vingt-six ares de sa réserve;
- 17.^o Landresse (Doubs), de la coupe de quatre hectares de sa réserve;
- 18.^o Vantoux (Côte-d'Or), de la coupe des quatre hectares soixante-sept ares composant sa réserve;
- 19.^o Les Piards (Jura), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, de cinq cents sapins à prendre dans sa réserve parmi les plus dépérissans, et en outre de tous les troncs de hêtres qui s'y trouvent, lesquels seront vendus avec le premier lot des sapins;
- 20.^o Aubonne (Doubs), de la coupe, par forme d'éclaircie, de douze hectares environ de sa réserve;
- 21.^o Thurey (Doubs), de la coupe, en trois années successives et par forme de recépage, de trente-cinq hectares quinze ares de sa réserve;
- 22.^o Widenschlen (Haut-Rhin), de la coupe, en deux années successives, de trente hectares soixante-et-seize ares de ses bois.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance à la commission administrative de l'hospice civil de Colmar (Haut-Rhin), de la coupe, par forme d'expurgade, d'un bouquet de bois qu'elle possède, d'une contenance de deux hectares quatre-vingt-six ares quatre-vingt-seize centiares, et situé au canton appelé *le ban de Weisgelreit*.

Le bouquet de bois dont il s'agit et les terrains adjacens, contenant ensemble de six à sept hectares, seront désormais soumis au régime forestier.

3. Il sera procédé à l'aménagement des bois, savoir :

- 1.^o Du hameau d'Effourges, annexe de la commune de Blanot (Côte-d'Or);
- 2.^o Du hameau de Viscolomb, annexe de la commune de Voudenay (Côte-d'Or);
- 3.^o Des hameaux de Jonchères, Malin et Perron, annexes de la commune de Blanot (Côte-d'Or);
- 4.^o Du hameau de Menintiroux, annexe de la commune de Manlay (Côte-d'Or);
- 5.^o Du hameau de Vismoux, annexe de ladite commune de Manlay (Côte-d'Or);
- 6.^o Du hameau de Ritzing, annexe de la commune de Launstroff (Moselle);
- 7.^o Du hameau de Maisonthier, annexe de la commune de Blanot (Côte-d'Or);
- 8.^o De la commune de Bischwir (Haut-Rhin);
- 9.^o De la commune de Chazelle (Meurthe);
- 10.^o De la commune de Bauduen (Var);

11.° Du hameau de Chauvirey, annexe de la commune de Diancey (Côte-d'Or).

4. La révolution des coupes ordinaires des bois de la commune d'Épinac (Saône-et-Loire) sera prolongée jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

Les dispositions de notre ordonnance du 15 mars 1827 auxquelles il n'est pas dérogé par la présente, continueront à recevoir leur exécution.

5. L'arrêté du préfet du Bas-Rhin en date du 22 mars dernier, autorisant, d'urgence, la délivrance de quatre mille quatre cent cinquante fascines, de douze mille piquets et de seize mille harts, le tout à prendre dans les forêts de la ville de Strasbourg pour l'école royale d'artillerie de la place, est approuvé.

6. Il sera procédé, en 1831, à la vente et adjudication, savoir :

1.° D'une coupe, par éclaircie, de trente-quatre hectares douze ares à asséoir dans la réserve de la forêt royale d'Allogny, au canton dit *les Hautes Vallées* (Cher);

2.° De trois cent quinze arbres dépérissans ou morts qui se trouvent dans la forêt royale de Civrais, sur les chemins de Lurcy et de Cerilly et sur le canton dit *les Grands Balais* (Allier);

3.° De dix trembles et cinq cent quatre-vingts bouleaux à prendre dans la forêt royale des Colettes, au triage du garde Anger (Allier);

4.° Des perches et arbres dépérissans qui se trouvent dans la forêt royale de Saint-Didier sur une partie du canton dit *le bois Montès*, limitée au nord, à l'est et à l'ouest par des chemins, et au sud par un taillis de l'âge de trente ans (Allier).

7. Il sera procédé à la vente et adjudication, en six années successives, des bois qui proviendront de l'exploitation par éclaircie du canton de Guérigny dans la forêt royale de Vierzon (Cher).

8. Il sera procédé à la vente et adjudication d'une coupe extraordinaire de cent sapins à prendre dans la forêt royale d'Algèrède de Féniers, le plus près possible de la rivière de Rhue et de celle de Riom, et parmi les arbres susceptibles de fournir le même nombre de mètres cubes que ceux précédemment vendus (Cantal).

9. Il sera procédé à l'aménagement des forêts royales situées dans l'arrondissement de Beaune, celle dite de *Saussey* exceptée, à cause des droits d'usage dont elle est aujourd'hui grevée (Côte-d'Or).

10. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 2 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé MONTBEL.

N.° 14,754. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une portion de bâtimens estimée 500 francs, faite à la fabrique de l'église de *Saint-Nicolas* (Meurthe) par le sieur *Masson*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.° 14,755. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un capital de 1200 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Forcelles-sous-Gugney* (Meurthe), par le sieur *Lacroix*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.° 14,756. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 40 francs au capital de 900 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Chalindrey* (Haute-Marne), par le sieur *Frérot*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.° 14,757. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite par les sieur et demoiselle *Desjardins* à la fabrique de l'église de *Messas* (Loiret), 1.° d'une créance de 1500 francs remboursable le 1.° novembre 1834, mais sans intérêts jusqu'alors, et 2.° d'une somme de 519 francs pour tenir lieu de ces intérêts. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.° 14,758. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de pré d'un revenu de 15 francs, faite à la fabrique de l'église d'*Azé* (Loir-et-Cher) par le sieur *Crenière* et les sieur et demoiselle *Esnault*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.° 14,759. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de pré estimée 150 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Pouan* (Aube), par la dame veuve *Laurent*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.° 14,760. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 150 francs faite, avec réserve d'usufruit, au

séminaire diocésain de *Mende* (Lozère), par la dame de *Teule des Camboux*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,761. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Béthancourt* (Haute-Saône) par le sieur *Gradet*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,762. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Noyon* (Oise) par le sieur *Picquet*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,763. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église *Saint-Malo de Valognes* (Manche), par le sieur de *Trémignon*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,764. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Sainte-Livrade* (Lot-et-Garonne) par la demoiselle *Mathieu*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,765. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 300 francs, d'un calice avec sa patène et d'un ornement d'église, évalués ensemble à 120 francs, fait à la fabrique de l'église de *Déols* (Indre) par le sieur *Dorsanne*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,766. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence de moitié, le Legs de deux sommes, dont l'une de 1000 francs et l'autre de 10,000 francs, fait au séminaire diocésain de *Limoges* (Haute-Vienne) par le sieur *Rayet*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,767. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 22 francs 50 centimes faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Landelles* (Calvados), par la dame veuve *Lelevé*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,768. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 2500 francs faite, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église d'*Eton* (Meuse), par les sieur et dame *Legendre* et le sieur *François Legendre*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,769. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le président et le trésorier de la fabrique de l'église d'*Amblie* (Calvados) à accepter, 1.º le président, l'offre de donation d'une rente de 500 francs faite par le sieur de *Cairon*, et 2.º le trésorier, l'offre de donation de trois parties de rentes montant ensemble à 150 francs, faite par la dame veuve *Acard* et la demoiselle *Jean*; le tout sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,770. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs sur l'Etat fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Germain-lès-Corbeil* (Seine-et-Oise) par le sieur de *Mandat*. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,771. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 13,000 francs fait au séminaire diocésain de *Toulouse* par le sieur *Guyon de Bonnefond* pour la fondation de deux demi-bourses, et à la charge de servir à la dame *Guyon*, épouse du sieur *Perramont*, une rente viagère de 200 francs, et réversible à son mari en cas de prédécès de ladite dame. (Paris, 4 Mars 1830.)

N.º 14,772. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 20 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Lorges* (Loir-et-Cher), par la dame veuve de *Laizer*. (Paris, 11 Mars 1830.)

N.º 14,773. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1500 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Pradelles* (Haute-Loire), par le sieur *Frevol d'Aubignac de Ribains*. (Paris, 11 Mars 1830.)

N.º 14,774. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º de l'offre de donation d'une pièce de terre d'un revenu d'environ 48 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église d'*Amblie* (Calvados), et 2.º de l'offre de donation d'une pièce de terre d'un revenu de 7 francs, faite aux desservans successifs de cette paroisse par le sieur *Docagne*. (Paris, 11 Mars 1830.)

N.º 14,775. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 8000 francs fait, à la charge de services religieux, au séminaire *Saint-Sulpice à Paris*, par la dame veuve *Cochart de Chastenoye*. (Paris, 11 Mars 1830.)

N.º 14,776. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Andéol de Bourlenc* (Ardèche) par la demoiselle *Lafont*. (Paris, 11 Mars 1830.)

N.º 14,777. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison presbytérale avec dépendances, estimée 6230 francs 50 centimes, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Nojeon-le-Sec* (Eure), par le sieur *Simon*. (Paris, 11 Mars 1830.)

N.º 14,778. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Vallier* (Drôme), par la dame veuve *Genthou*. (Paris, 11 Mars 1830.)

- N.º 14,779. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Francescas* (Lot-et-Garonne) par la dame *Duplan*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,780. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un capital de 800 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Violaines* (Pas-de-Calais), par le sieur *Riffart*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,781. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux sommes montant ensemble à 1300 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *la Neuville-aux-Bois* (Marne), par les sieur et dame *Gauches*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,782. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1800 francs faite aux desservans successifs de la succursale de *la Poterie* (Orne), sous condition de services religieux, par le sieur *Gouhier de Charencey*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,783. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Fleisheim* (Meurthe), par la dame veuve *Zimmer*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,784. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de quatre pièces de terre évaluées à 290 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Neuwiller* (Bas-Rhin), par la demoiselle *Thumser*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,785. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 51 francs sur l'État fait au séminaire de *Tours* (Indre-et-Loire), sous condition de services religieux, par le sieur *Pecard*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,786. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de livres dont la valeur excède 300 francs, fait au séminaire diocésain de *Langres* (Haute-Marne) par le sieur *Mathieu*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,787. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 170 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Villuis* (Seine-et-Marne), par la dame veuve *Nardot*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,788. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux pièces de terre estimées 700 francs, faite aux desservans successifs de la succursale de *Saint-Ouen-sur-Iton* (Orne) par le sieur *Chappéy*, desservant actuel. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,789. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait, sous condition de services religieux, par le sieur *Dantzer*, à la fabrique

- de l'église de *Mulhausen* (Haut-Rhin), de la remanence de sa succession montant à 17,321 francs 15 centimes. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,790. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à chacune des fabriques des églises *Saint-Mathieu* et *Notre-Dame de la Réale* à *Perpignan* (Pyrénées-Orientales) par le sieur *Llobet*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,791. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à la fabrique de l'église *Saint-Jacques* à *Perpignan* (Pyrénées-Orientales) par le sieur *Llobet*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,792. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs, ou des intérêts de cette somme, au choix de son héritier, fait à la fabrique de l'église de *Puzy* (Haute-Saône) par la demoiselle *Fuilemot*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,793. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de trois différentes sommes montant ensemble à 4800 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Souhazé* (Eure-et-Loir), par le sieur de *Tahureau*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)
- N.º 14,794. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait aux pauvres de *Castelnau-Montratier* (Lot) par la dame *Sabattier*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)
- N.º 14,795. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Chailly* (Loiret), par le sieur *Daufresne*, d'un terrain évalué à un revenu de 25 francs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)
- N.º 14,796. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Saint-Just* (Haute-Loire) par le sieur *Borie*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)
- N.º 14,797. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Chirassimond* (Loire), par le sieur *Côte*, d'une maison avec dépendances estimée 3000 francs, et d'une rente annuelle et perpétuelle de 300 francs. (*Paris, 21 Avril 1830.*)
- N.º 14,798. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à l'hospice de *Tarare* (Rhône) par le sieur *Tricaud*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)
- N.º 14,799. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Saint-Symphorien-le-Château* (Rhône) par la dame veuve *Faure de Perret*. (*Paris, 21 Avril 1830.*)
- N.º 14,800. — ORDONNANCE DU ROI portant, 1.º que la commune d'*Agen*, canton de *Pont de Salars*, arrondissement de *Rodès*, département de

l'Aveyron, est distraite de la mairie de *Laloubière*, canton de *Bozouls*, à laquelle elle avait été réunie par un arrêté du préfet du 5 messidor an VIII, et rétablie telle qu'elle existait avant cet arrêté; et 2.^o que la commune de *Bonneville*, que cet arrêté du 5 messidor an VIII avait adjointe à la mairie de *Canet*, est distraite du canton de *Pont de Salars* et fera partie à l'avenir de celui de *Cassagnes-Begonhes*: cette commune et celles d'*Arviou*, de *Capelongue*, de *Clauzelles*, de *Dours*, d'*Aurez*, de *Ventajou*, de *Puech-Grimal* et d'*Épinous*, même canton, sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé à *Arviou*. Lesdites communes réunies continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales. (*Paris, 23 Mai 1830.*)

N.^o 14,801. — ORDONNANCE DU ROI portant que la commune de *Saint-Avit-Rivière* est distraite du canton de *Cadoux*, arrondissement de *Bergerac*, département de la Dordogne, et réunie à celui de *Montpazier*, mêmes arrondissement et département. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.^o 14,802. — ORDONNANCE DU ROI portant, 1.^o que les maires des communes du canton de *Chambon*, arrondissement de *Saint-Étienne*, département de la Loire, sont autorisés à accepter, au nom des écoles primaires de ce canton, la somme de 4000 francs léguée par le sieur *Linossier* suivant son testament du 3 novembre 1816; et 2.^o que cette somme sera placée en rente sur l'État, pour ladite rente être mise chaque année à la disposition du comité cantonal, et être, par ses membres, répartie à titre d'encouragement entre les écoles primaires du canton. (*Paris, 29 Mai 1830.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 18 Juin 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

18 Juin 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.^o 362.)

N.^o 14,803. — ORDONNANCE DU ROI qui ajourne aux 12 et 19 Juillet prochain la réunion des Collèges électoraux dans vingt départemens.

Au château de Saint-Cloud, le 18 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Ayant été informé qu'un grand nombre de contestations relatives aux droits politiques d'électeurs du ressort des cours royales de Paris, Rouen, Orléans, Angers, Metz, Pau et Nîmes, sont encore pendantes dans les tribunaux, et ne pourront pas être définitivement jugées avant l'époque fixée par notre ordonnance du 16 mai dernier pour la réunion des collèges;

Voulant que rien ne soit négligé pour atteindre la plus grande régularité possible dans les listes électorales;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les collèges électoraux se réuniront dans les départemens de l'Ardèche, des Ardennes, de l'Aube, de l'Eure, d'Eure-et-Loir, du Gard, d'Indre-et-Loire, de Loir-et-Cher, du Loiret, de Maine-et-Loire; de la Marne, de la Mayenne, des Basses-Pyrénées, de la Sarthe, de la Seine, de la Seine-Inférieure, de Seine-et-Marne, de Seine-et-Oise, de Vaucluse et de l'Yonne, savoir :

Les collèges d'arrondissement, le 12 juillet prochain; et les collèges de département, le 19 du même mois.

Les dispositions de notre ordonnance du 16 mai sont révoquées en ce qui concerne ces départemens.

VIII.^e Série.

D d

La présente sera exécutoire à partir de sa réception, constatée selon l'article 4 de l'ordonnance du 27 novembre 1816.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 18 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,804. — ORDONNANCE DU ROI contenant des Dispositions relatives aux Majorats de pairie.

Au château de Saint-Cloud, le 3 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Notre affection pour la Chambre des Pairs de notre royaume, et notre désir de consolider de tout notre pouvoir cette grande institution, nous ayant porté à considérer que, dès à présent et pour l'avenir, l'un de ses intérêts véritables était de réunir autour d'elle le plus grand nombre possible de propriétés immobilières,

Nous avons fait examiner la nature et la quotité des majorats qui avaient été jusqu'à ce jour affectés à des institutions de pairie, et nous avons reconnu que, sauf un très-petit nombre, presque tous avaient été assis sur des immeubles;

Que cependant il s'en trouvait quelques-uns d'établis, soit en rentes et immeubles, soit en rentes seulement, mais qui, ayant été formés régulièrement et constitués par des lettres patentes signées de nous et scellées du sceau de l'État, emportaient avec eux les droits résultant d'une constitution régulière et qu'il était de notre justice de maintenir;

A ces causes,

Sur le rapport du président de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} A compter de ce jour, aucun majorat affecté à une pairie, soit au moment de la création de cette pairie, soit pour en assurer l'hérédité en ligne directe, ou la transmission en ligne collatérale, s'il nous plaisait de l'autoriser, ne pourra être constitué qu'en immeubles : ces immeubles devront être

francs et livres de toute hypothèque, et non grevés de restitution.

L'institution de ces majorats sera précédée des justifications régulières prescrites par les réglemens de la matière.

2. Sont et demeurent toutefois déclarés valables et légalement établis pour l'avenir les majorats de pairie, même composés de biens autres que des immeubles, qui ont été, antérieurement à la présente ordonnance, institués par lettres patentes signées de nous et scellées du sceau de l'État.

3. A dater du jour où les lettres patentes constitutives du majorat auront été communiquées à la Chambre des Pairs et transcrites sur le livre de la pairie, le titulaire prendra dans la Chambre le titre et le rang que lui conféreront lesdites lettres patentes signées de nous.

A cet effet, chaque pair appelé à entrer dans la Chambre, soit à titre primordial, soit à titre successif, de quelque façon que ce soit, sera tenu de présenter à notre chancelier, et de remettre à la commission formée en vertu des articles 77 du règlement du 2 juillet 1814 et 4 de l'ordonnance du 23 mars 1816, les lettres patentes institutives de sa pairie.

Conformément aux dispositions du décret du 4 mai 1809, qui veulent que tout successeur à un majorat soit inscrit à la commission du sceau comme ayant succédé à la possession de ce majorat, tout successeur à un majorat-pairie devra, préalablement à son admission dans la Chambre, avoir produit, dans la forme indiquée ci-dessus, le brevet d'inscription qui lui aura été délivré par notre garde des sceaux.

4. Le président de notre Conseil des ministres et notre garde des sceaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 3.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des Ministres,
Signé P.^{re} DE POLIGNAC.

N.º 14,805. — *ORDONNANCE DU ROI qui porte que les deux Conseils généraux du Commerce et des Manufactures n'en formeront plus qu'un seul sous le titre de Conseil général du Commerce et des Manufactures, et contient des Dispositions réglementaires sur ce conseil.*

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**, à tous ceux qui ces présentes verront, **SALUT.**

Vu les actes des 24 décembre 1802 et 27 juin 1810, portant création des conseils généraux du commerce et des manufactures;

Vu les ordonnances royales des 23 août 1819 et 9 février 1825;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Les deux conseils généraux du commerce et des manufactures actuellement existans n'en formeront plus qu'un seul, qui prendra le titre de *conseil général du commerce et des manufactures*, et qui réunira les attributions déterminées par les ordonnances royales du 23 août 1819 et du 9 février 1825.

2. Ce conseil s'assemblera chaque année sur la convocation de notre ministre de l'intérieur, qui fixera l'époque et la durée de la réunion.

3. Il sera composé de soixante-et-douze membres, qui exerceront pendant cinq années et qui seront rééligibles.

Toutes les chambres de commerce de notre royaume concourront à sa composition, chacune pour le nombre de membres indiqué au tableau ci-annexé.

Les nominations nécessaires pour former le complément du nombre total seront faites par notre ministre de l'intérieur.

La liste générale des membres sera soumise à notre approbation.

4. En cas de vacance, le remplacement sera fait pour chaque place comme la nomination primitive et suivant le même mode.

5. Lorsqu'un membre du conseil aura négligé d'assister

aux séances pendant deux années consécutives sans motif légitime, notre ministre de l'intérieur pourra faire procéder à son remplacement.

6. Nonobstant la disposition comprise à l'article 1.º, les membres du conseil général seront classés, par les soins de notre ministre de l'intérieur et suivant la nature de leur principale industrie, en deux sections, dites, l'une, *du commerce*, et l'autre, *des manufactures* : ces deux sections pourront délibérer séparément sur les affaires spéciales qui seront soumises à leur examen.

7. Lorsque le besoin du service l'exigera, les membres du conseil présens à Paris pourront être convoqués en comité pour donner leur avis sur des affaires courantes ou sur des matières urgentes.

8. Notre ministre de l'intérieur préside le conseil général ; il est assisté et suppléé au besoin par le conseiller d'état chargé de l'administration du commerce et des manufactures.

9. A l'ouverture de la réunion annuelle, chacune des deux sections nommera un vice-président : le choix en sera soumis à l'approbation de notre ministre de l'intérieur.

En l'absence du ministre et du conseiller d'état directeur, l'un de ces vice-présidens remplira les fonctions de président du conseil général : le plus âgé sera le premier suppléant.

10. Un commissaire pris dans le sein de l'administration, et nommé par notre ministre de l'intérieur, sous notre approbation, assiste au conseil, afin d'y donner les explications de détail et la communication des documens administratifs nécessaires pour l'examen des questions proposées.

11. Le secrétaire du conseil est nommé par le ministre de l'intérieur, sous notre approbation. Il tient registre des délibérations, dont le procès-verbal doit être lu devant le conseil et approuvé par lui : ce procès-verbal présentera toujours le résumé fidèle des avis contradictoires qui auraient été exprimés sur chaque question, de telle sorte que l'on y retrouve les principales considérations présentées de part et d'autre, et que ces opinions puissent être transmises au bureau

du commerce et ultérieurement reproduites devant le conseil supérieur.

12. Les dispositions des ordonnances royales des 23 août 1819 et 9 février 1825 continueront à être exécutées en tout ce qui n'est pas modifié par la présente.

13. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé C.^{te} DE PEYRONNET.

*TABLEAU des Chambres de commerce et du nombre
de leurs Délégués.*

Paris.....	8.	Le Havre.....	1.
Lyon.....	2.	Laval.....	1.
Marseille.....	2.	La Rochelle.....	1.
Bordeaux.....	2.	Lille.....	1.
Nantes.....	2.	Lorient.....	1.
Rouen.....	2.	Metz.....	1.
Amiens.....	1.	Montpellier.....	1.
Avignon.....	1.	Mulhausen.....	1.
Bayonne.....	1.	Nîmes.....	1.
Besançon.....	1.	Orléans.....	1.
Roulogne.....	1.	Reims.....	1.
Caen.....	1.	Saint-Brieuc.....	1.
Calais.....	1.	Saint-Malo.....	1.
Carcassonne.....	1.	Strasbourg.....	1.
Clermont.....	1.	Toulouse.....	1.
Dieppe.....	1.	Tours.....	1.
Dunkerque.....	1.	Troyes.....	1.
Granville.....	1.		

47.

APPROUVÉ : Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé C.^{te} DE PEYRONNET.

N.° 14,806. — *ORDONNANCE DU ROI qui fixe, pour les Trains de bois de charpente, le Droit de navigation sur les Canaux de Saint-Quentin et de Crozat, entre Saint-Quentin, Cambrai et Chauny.*

Au château des Tuileries, le 13 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'ordonnance royale du 31 décembre 1817 qui règle les droits de navigation à percevoir sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat;

Vu la loi du 29 mai 1827 portant concession temporaire, au profit du sieur *Honnorez*, de la jouissance des produits des canaux de Saint-Quentin et de Crozat,

Vu la lettre adressée, sous la date du 5 mai 1830, au préfet du département de l'Aisne par ledit sieur *Honnorez*, lequel consent à ce que les trains de bois de charpente, non compris dans le tarif réglé par l'ordonnance du 31 décembre 1817, et qui jusqu'alors avaient été assimilés aux trains d'arbres flottés pour le paiement du droit sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat, soient désormais taxés à raison de dix centimes par mètre cube et par distance;

Vu les observations de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le droit de navigation sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat, entre Saint-Quentin, Cambrai et Chauny, est fixé pour les trains de bois de charpente à dix centimes par mètre cube et par distance.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé MONTMEL.

N.° 14,807. — *ORDONNANCE DU ROI relative à l'Abattoir public de la ville de Bagnols, département du Gard.*

Au château de Saint-Cloud, le 2 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

D d 4

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil municipal de Bagnols (Gard) du 21 octobre 1829, relative à l'abattoir public de cette ville,

L'avis du préfet du 15 janvier dernier;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'établissement que la ville de Bagnols (Gard) possède hors de son enceinte, et dans lequel a lieu l'abattage des bestiaux, est érigé en abattoir public et commun.

2. A dater de la publication de la présente ordonnance, l'abattage des bœufs, vaches, génisses, veaux, moutons, brebis, agneaux, chevreaux et porcs, destinés au commerce de la boucherie et de la charcuterie, ne pourra se faire en nul autre endroit qu'à l'abattoir public : toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires et particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue.

Hors de la ville, c'est-à-dire, dans les communes des environs, ils seront libres, ainsi que les bouchers et charcutiers de Bagnols, de tenir des échaudoirs, sous l'approbation de l'autorité locale, et en se conformant aux règles de la police.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité : tous ceux qui voudront s'établir à Bagnols seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de la police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la ville, mais sur les lieux et aux jours désignés par le maire, et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Bagnols qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de la ville de Bagnols pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et charcuterie ; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 2 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,808. — ORDONNANCE DU ROI relative à la Reconstruction de deux Ponts dans la commune de Voncq, département des Ardennes.

Au château de Saint-Cloud, le 2 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le projet de reconstruction de deux ponts dans la commune de Voncq (Ardennes), l'un connu sous le nom de *Grand pont*, et l'autre sous le nom de *pont de la Prairie*, est approuvé.

2. Il sera pourvu aux frais de cette reconstruction au

moyen de la perception d'un droit de péage qui sera établi pour une durée de douze ans au plus au profit de la commune : ce droit sera concédé par adjudication publique, aux clauses et conditions énoncées dans les cahiers des charges.

3. Les droits de péage seront perçus à compter du jour où le passage sera livré au public et conformément au tarif ci-après :

1. ^o	Pour une personne chargée ou non chargée.....	02 ^c 1/3
2. ^o	un cheval de selle et son cavalier.....	10.
3. ^o	un cheval ou mulet non chargé.....	05.
4. ^o	un cheval ou mulet chargé.....	07. 1/3
5. ^o	un âne non chargé ou chargé.....	03. 1/3
6. ^o	un bœuf ou une vache, veau ou porc, autres que ceux qui sont conduits au pâturage.....	10.
7. ^o	chaque mouton, brebis, chèvre et porc en troupeau, autres que ceux qui sont conduits au pâturage.....	01. 1/3
8. ^o	les conducteurs des chevaux, mulets, bœufs, ânes, veaux, porcs, moutons, brebis, chèvres, en outre.....	02. 1/3
9. ^o	une voiture à deux roues non chargée, attelée d'un seul cheval ou d'un mulet, y compris le conducteur.....	15.
10. ^o	une voiture à deux roues chargée et attelée d'un seul cheval ou mulet, y compris le conducteur.....	20.
11. ^o	une voiture à quatre roues non chargée et attelée de deux chevaux, et pour le conducteur.....	20.
12. ^o	une voiture à quatre roues chargée et attelée de deux chevaux, et pour le conducteur.....	30.
13. ^o	Plus, il sera payé par cheval ou mulet attelé aux voitures et excédant le nombre ci-dessus indiqué pour un cheval ou mulet non chargé, c'est-à-dire.....	05.

4. Au moyen de la subvention annuelle de cinq cents francs votée par le conseil municipal, laquelle sera payée sur les fonds communaux, les habitants de Venceq seront exempts du paiement des droits de péage.

Seront également exempts les fonctionnaires publics du département dans l'exercice de leurs fonctions, les militaires voyageant en corps ou isolément, à la charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service ; les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, les courriers du Gouvernement, les malles-postes et les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État.

5. Nos ministres secrétaires d'état de l'intérieur et des

travaux publics sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 2 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,809. — ORDONNANCE DU ROI qui classe les Chemins de Seyne à Lescale, de Sisteron à Apt et de Forcalquier à Sault, au rang des Routes départementales du département des Basses-Alpes.

Au château de Saint-Cloud, le 2 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics ;

Vu la délibération du conseil général du département des Basses-Alpes, tendant à ce que les chemins de *Seyne à Lescale* par Saint-Martin, Gigord, Valernes, la Baume-lès-Sisteron et Valonne, de *Sisteron à Apt* par Saint-Etienne, Ongles, Banon, Montsalier et Simiane, et de *Forcalquier à Sault* par Banon, soient classés au rang des routes départementales ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées ;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu ;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les chemins indiqués dans la délibération du conseil général du département des Basses-Alpes sont et demeurent classés au rang des routes départementales de ce département avec les dénominations et les numéros qui suivent :

N.° 17, de *Seine à Lescale* par la Baume-lès-Sisteron ;

N.° 18, de *Sisteron à Apt* par Saint-Etienne, Ongles, Banon, Montsalier et Simiane ;

N.° 19, de *Forcalquier à Sault* par Banon.

2. L'administration est autorisée à acquérir, en se conformant aux dispositions de la loi du 8 mars 1810, les terrains

nécessaires pour l'achèvement et le perfectionnement de ces nouvelles routes.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 2.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics,

Signé B.^{on} CAPELLE.

N.^o 14,810. — ORDONNANCES DU ROI qui autorisent,

1.^o Le sieur *Le Bouch* (*Joseph-Louis-Marie*), né le 28 janvier 1798 [9 pluviôse an VI] à Lesneven, département du Finistère, à ajouter à son nom celui de *Lopès*, qui est le nom de sa bisaïeule maternelle, et à s'appeler à l'avenir *Le Bouch-Lopès* ;

2.^o Le sieur *Jean-Baptiste Alexandre* à ajouter à son nom celui de *Duheaume*, et à s'appeler à l'avenir *Alexandre-Duheaume* ;

3.^o Le sieur *Jean Victor*, avocat, à porter le nom de *Olier*, et à s'appeler désormais *Jean Victor-Olier*.

Les impétrants ne pourront se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant des présentes ordonnances, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.^{er} avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (*Saint-Cloud, 6 Juin 1830.*)

N.^o 14,811. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 20 hectolitres de blé évalués à 400 francs, fait aux pauvres de *Noyelle-Vion* (Pas-de-Calais) par le sieur *Vallet*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,812. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Aube* (Orne), par le sieur *Blancvilain*, d'un bâtiment avec dépendances estimé 1000 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,813. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Brégy* (Oise), par les sieurs *d'Huicque* et *Tronchon*, d'une maison d'école garnie de son mobilier, le tout estimé 3346 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,814. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 500 francs fait aux pauvres de *Poitiers* (Vienne) par le sieur *Bernardeau*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,815. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 3000 fr., fait aux pauvres de *Saint Sulpice-le-Verdon* (Vendée) par la demoiselle *Bourraud de la Bonnellère*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,816. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de la ville et du canton de *Crépy* (Oise), par la dame *Morin*, de la nue propriété de diverses parties de rente s'élevant à 342 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,817. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Melun* (Seine-et-Marne) à accepter, concurremment avec celui de *Boissise-la-Bertrand*, autorisé à cet effet par ordonnance du 28 janvier 1829, le Legs fait aux pauvres, par le sieur *Progin*, d'une portion de son mobilier évaluée à 3943 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,818. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait aux pauvres de *Saint-Martin-Lars-en-Tiffauges* (Vendée) par la demoiselle *Sorin*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,819. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Caulières* (Somme) par la dame veuve de *Villers-au-Tertre*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,820. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hôpital d'*Auxonne* (Côte-d'Or), par la demoiselle *Petitot*, d'une somme de 1000 francs en propriété et jouissance, et de pareille somme de 1000 francs en nue propriété seulement. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,821. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux pièces de terre estimées 900 francs, faite à la commune de *Mégrit* (Côtes-du-Nord) par le sieur *Lemarchand*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,822. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Rillé* (Indre-et-Loire), par la dame veuve *Tulasne-Jaminière*, d'une maison avec dépendances estimée 3020 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,823. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait à l'hospice de *Crépy* (Oise) par le sieur *Delahante*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.^o 14,824. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Mantilly* (Orne), par le sieur *Lafontaine*, d'une maison avec dépendances et d'un jardin, le tout évalué à 1100 francs environ. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

- N.º 14,825. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 10,000 francs, fait aux pauvres de *Lherm* (Haute-Garonne) par le sieur *Capèle*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,826. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice d'*Annonay* (Ardeche), par la dame veuve *Chareiron* et par le sieur *Duliron de Montivers*, chacun d'une somme de 400 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,827. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 800 francs et d'un mobilier évalué à 50 francs, faite à l'hospice de *Moreuil* (Somme) par la dame veuve *Gru*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,828. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 livres [493 francs 82 centimes] fait aux pauvres d'*Orléans* (Loiret) par le sieur *Hannapier*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,829. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 600 francs fait aux hospices d'*Arras* (Pas-de-Calais) par la dame veuve *Douriens*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,830. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait aux pauvres de *Fontans* (Lozère) par le sieur *Boscharenc*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,831. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de la commune de *Marignac-Laspeyres* (Haute-Garonne), par le sieur de *Gourgue-Grenier*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 30 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,832. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Saint-Flour* (Cantal) à accepter le Legs fait par le sieur de *Salamon*, d'une rente de 400 francs sur l'Etat au profit des sœurs de charité, et d'une somme de 2000 francs pour les pauvres honteux. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,833. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait à la commune de *Servières* (Lozère) par le sieur *Batifol*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,834. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Mars-sur-Colmont* (Mayenne), par la demoiselle *Lemesnager-Mésièrre*, d'une maison avec dépendances estimée 2000 francs, et d'effets mobiliers estimés 80 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,835. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2000 francs faite à la commune de *Bernay* (Sarthe) par le sieur *Thébaudin de Bordigné*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

- N.º 14,836. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Bar-le-Duc* (Meuse), par la dame veuve *Morel*, d'une maison avec dépendances estimée 3500 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,837. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Bar-le-Duc* (Meuse), par le sieur *Humbert*, d'une pièce de vigne estimée 300 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,838. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation, évaluée à 16,000 francs, faite à l'hospice de *Saints-Gemme d'Andigné* (Maine-et-Loire) par la dame veuve de *Boisseculh*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,839. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Paris* (Seine) par la dame veuve *Balleur*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,840. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux hospices de *Paris* (Seine) par le sieur *Letourneau*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,841. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Juge* aux hospices et aux pauvres de *Clarmont*, et évalués chacun à environ 10,000 francs. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,842. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Courthézon* (Vaucluse) par le sieur *Parnet*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,843. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Collobrières* (Var), par le sieur *Berret*, d'une maison et de quelques effets mobiliers évalués ensemble à 1500 fr. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,844. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres d'*Écouen* (Seine-et-Oise), par la dame veuve *Pillot*, de deux pièces de terre estimées 747 francs 50 centimes. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,845. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices d'*Avignon* (Vaucluse), 1.º d'une somme de 600 francs, par la dame veuve *Désandré*, en faveur des pauvres de l'hospice des malades, et 2.º d'une somme de 300 francs, par le sieur *Benezet-Ayme*, au profit de l'hospice des indigens, et de pareille somme de 300 francs, par le même, en faveur de l'hospice des malades. (*Paris, 28 Avril 1830.*)
- N.º 14,846. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 800 francs faite au bureau de bienfaisance de *Sijan* (Aude) par le sieur de *Nattes*. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.º 14,847. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une créance de 1791 francs 50 centimes faite à l'hospice de Vitry-le-Français (Marne) par la demoiselle Huet. (Paris, 28 Avril 1830.)

N.º 14,848. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de l'Aigle (Orne), par le sieur Hamel, d'un capital de 10,000 francs exigible deux ans après son décès, avec l'intérêt au taux légal. (Paris, 28 Avril 1830.)

N.º 14,849. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 800 francs fait à l'hospice de Lens (Pas-de-Calais) par la dame Hénique. (Paris, 28 Avril 1830.)

N.º 14,850. — ORDONNANCE DU ROI qui, entre autres dispositions, autorise l'acceptation d'une somme de 8000 francs offerte en donation à la commune de Chazelles-sur-Lyon (Loire) par une personne qui ne veut pas être nommée. (Paris, 28 Avril 1830.)

N.º 14,851. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 300 francs faite à l'hospice de Schelestadt (Bas-Rhin) par le sieur Fackler. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,852. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de Caluire (Rhône) par le sieur Chazière. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,853. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 9000 francs fait à la commune d'Aix-en-Othe (Aube) par la dame veuve Paulestru pour l'établissement de deux sœurs de charité chargées d'instruire les jeunes filles pauvres. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 21 Juin 1830*,
CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
21 Juin 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 363.)

N.º 14,854. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur
de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des
16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 30 Juin 1830.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HÉCTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	{ de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	{ du froment.... au-dessous de....		24.			
	{ de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		16.			
	{ de l'avoine..... idem.....		9.			
Unique.	(Pyrénées-Or..)	{ Toulouse..... Fleurance.... Marseille..... Gray.....	22 ^f 25 ^c	15 ^f 34 ^c	12 ^f 24 ^c	10 ^f 73 ^c
	Aude.....					
	Hérault.....					
	Gard.....					
	Bouches-du-Rh.					
	Var.....					
(Corse.....)						
2. ^e CLASSE.						
Limite	{ de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	{ du froment.... au-dessous de....		22.			
	{ de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		14.			
	{ de l'avoine..... idem.....		8.			
1. ^{re}	(Gironde.....)	{ Marans..... Bordeaux..... Toulouse.....	20 ^f 56 ^c	13 ^f 34 ^c	11 ^f 00 ^c	10 ^f 62 ^c
	Landes.....					
	B. ^{des} Pyrénées.					
	H. ^{tes} Pyrénées.					
	Ariège.....					
	Haute-Garonne					
2. ^e	(Jura.....)	{ Gray..... Saint-Laurent. Le Grand-Lemps.	26. 39.	17. 60.	14. 35.	8. 18.
	Doubs.....					
	Ain.....					
	Isère.....					
	Basses-Alpes..					
	Hautes-Alpes..					

VIII.ª Série.

E c

RÉGIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		22 ^f			
	du froment.... au-dessous de....		20.			
	de l'importation	du seigle et du maïs.. idem.....	12.			
		de l'avoine..... idem.....	8.			
1. ^{re}	Haut-Rhin....	Mulhausen....	21 ^f 16 ^c	13 ^f 31 ^c	#	8 ^f 80 ^c
	Bas-Rhin....	Strasbourg....				
	Nord.....	Bergues.....				
	Pas-de-Calais....	Arras.....				
2. ^e	Somme.....	Roye.....	20. 86.	11. 23.	#	8. 54.
	Seine-Infér....	Soissons....				
	Eure.....	Paris.....				
	Calvados.....	Rouen.....				
3. ^e	Loire-Infér....	Saumur.....	20. 73.	13. 19.	#	9. 89.
	Vendée....	Nantes.....				
	Charente-Inf..	Murans.....				
4. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		20 ^f			
	du froment.... au-dessous de....		18.			
	de l'importation	du seigle et du maïs.. idem.....	10.			
		de l'avoine..... idem.....	7.			
1. ^{re}	Moselle.....	Metz.....	20 ^f 86 ^c	10 ^f 92 ^c	#	7 ^f 40 ^c
	Meuse.....	Verdun.....				
	Ardennes....	Charleville....				
	Aisne.....	Soissons....				
2. ^e	Manche.....	Saint-Lô.....	20. 85.	12. 18.	#	9. 73.
	Ille-et-Vilaine..	Paimpol.....				
	Côtes-du-Nord.	Quimper....				
	Finistère....	Hennebon....				
	Morbihan....	Nantes.....				

ARRÊTÉ par nous Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 30 Juin 1830.

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,855. — **ORDONNANCE DU ROI** qui modifie les dispositions de l'Article 104 de l'Ordonnance du 1.^{er} Août 1827, en ce qui concerne les Formalités à remplir pour les Adjudications des Chablis, Bois de délit et autres objets dont l'évaluation n'excède pas cinq cents francs.

An château de Saint-Cloud, le 23 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, **ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE**;

Vu l'article 104 de notre ordonnance du 1.^{er} août 1827 pour l'exécution du Code forestier;

Vu les observations du directeur général des forêts sur la nécessité de modifier les dispositions de cet article, en ce qui concerne les formalités à remplir pour les adjudications des chablis, bois de délit et autres objets dont l'évaluation n'excède pas cinq cents francs;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et **ORDONNONS** ce qui suit :

ART. 1.^{er} Ne seront point applicables aux adjudications mentionnées dans les articles 102 et 103 de notre ordonnance du 1.^{er} août 1827, la disposition de l'article 17 du Code forestier qui ordonne l'affiche des ventes des coupes ordinaires au chef-lieu du département, celle de l'article 25 de la même loi relative aux surenchères, la disposition de l'article 83 de l'ordonnance réglementaire qui prescrit le dépôt au secrétariat de la vente, d'une expédition du cahier des charges, et celle du deuxième paragraphe de l'article 84 qui exige que les affiches soient approuvées par le conservateur des forêts et apposées sous l'autorisation du préfet.

Toutefois les formalités prescrites pour les adjudications des coupes ordinaires de bois seront observées, lorsque l'évaluation des objets mis en vente excédera la somme de cinq cents francs.

2. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 23 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé MONTBEL.

N.° 14,856. — *ORDONNANCE DU ROI* qui, entre autres dispositions, porte que les Inscriptions dites de capacité qui seront prises à dater du 1.° Novembre prochain, ne pourront plus compter pour le Baccalauréat ni pour la Licence en droit.

Au château des Tuileries, le 13 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 13 mars et le décret du 21 septembre 1804 sur les écoles de droit, et l'ordonnance royale du 5 juillet 1820 ;

Vu le compte qui nous a été rendu par notre conseil royal de l'instruction publique, des abus résultant de quelques dispositions des réglemens actuels, au moyen desquelles les jeunes gens qui se destinent à la carrière de la jurisprudence, parviennent à se faire inscrire dans les facultés de droit avant d'avoir complété les études préalables et nécessaires dans les lettres et la philosophie ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Les inscriptions dites de capacité qui seront prises à dater du 1.° novembre 1830, ne pourront plus compter pour le baccalauréat ni pour la licence en droit.

2. Notre conseil royal de l'instruction publique pourra, pour des motifs graves, autoriser un étudiant à prendre sa première et, en cas de nécessité, sa seconde inscription en droit avant d'avoir obtenu le diplôme de bachelier ès lettres.

3. Nul ne pourra, sous aucun prétexte, prendre sa troisième inscription en droit sans être bachelier ès lettres.

4. Notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.° DE GUERNON-RANVILLE.

N.° 14,857. — *ORDONNANCE DU ROI* concernant la Solde, l'Uniforme et l'Armement des Officiers, Sous-officiers et Gendarmes des Compagnies sédentaires de gendarmerie.

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu notre ordonnance du 25 avril 1830 ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la guerre,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° La solde des officiers, sous-officiers et gendarmes des compagnies sédentaires de gendarmerie est fixée, pour chaque grade, conformément au tableau annexé à la présente ordonnance.

2. L'uniforme des compagnies sédentaires de gendarmerie sera semblable à la petite tenue de la gendarmerie à pied, à l'exception de la plaque, qui sera supprimée ; du chapeau et de l'aiguillette, qui seront remplacés par le schakos des compagnies de fusiliers sédentaires et les épaulettes de grenadiers.

Les boutons porteront l'inscription suivante : *compagnies sédentaires de gendarmerie*.

L'armement se composera du mousqueton (modèle de 1804) et du sabre des grenadiers de la ligne.

3. Les sous-officiers et gendarmes désignés pour passer dans les compagnies sédentaires de gendarmerie auront droit, sur le fonds d'entretien de la compagnie de gendarmerie dont ils font partie, à une somme de soixante-et-dix francs destinée à former leur masse individuelle.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 16.^e jour du mois de Juin, l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil, chargé par intérim du portefeuille de la guerre,

Signé P.^{ce} DE POLIGNAC.

TARIF de la Solde attribuée à chaque grade dans les Compagnies sédentaires de Gendarmerie.

Capitaines	en premier.....	2,230 ^f 51 ^c 5 ^m
	en second.....	1,825. 00.
Lieutenans	en premier.....	1,419. 12.
	en second.....	1,216. 54. 5.
Sergent-major.....		609. 55.
Sergent.....		390. 55.
Fourrier.....		390. 55.
Caporal.....		273. 85.
Gendarme.....		178. 85.
Tambour.....		233. 60.
Enfant de troupe.....		116. 80.

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1830.

Signé P.^{ce} DE POLIGNAC.

N.^o 14,858. — *ORDONNANCE DU ROI portant que le deuxième Collège d'arrondissement du département du Loiret se réunira à Montargis.*

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu notre ordonnance du 6 du courant,

Nous AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le deuxième collège d'arrondissement du département du Loiret, convoqué par ordonnance du 6 de ce mois à Gien, se réunira à Montargis.

Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.^o 14,859. — *ORDONNANCE DU ROI portant Approbation de l'Adjudication faite aux sieurs Mignot frères pour la construction d'un Pont suspendu sur la Durancé au lieu dit les Georgets, département des Bouches-du-Rhône.*

Au château de Saint-Cloud, le 9 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu le cahier des charges de la construction d'un pont suspendu sur la Durancé au lieu dit les Georgets, département des Bouches-du-Rhône, moyennant la concession temporaire d'un péage et le tarif des droits à percevoir, lesdits cahier des charges et tarif approuvés le 22 janvier dernier par notre ministre de l'intérieur;

Vu le procès-verbal des opérations faites le 16 mars suivant à la préfecture du département, pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise;

Vu les diverses délibérations prises par les conseils généraux des départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse, les conseils d'arrondissement d'Arles et d'Avignon, les conseils municipaux des communes intéressées, et par la chambre du commerce d'Avignon et les syndicats des travaux de défense des deux rives de la Durancé;

Notre Conseil d'état entendu,

Nous AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur la Durancé, faite et passée le 18 mars dernier, par le préfet des Bouches-du-Rhône, aux sieurs Mignot frères, d'Annonay, moyennant la concession d'un péage sur ce pont pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, est et demeure approuvée aux clauses et conditions énoncées dans le cahier des charges et dans le procès-verbal d'adjudication, sauf en ce qui concerne l'emplacement du pont, qui sera définitivement fixé par notre ministre des travaux publics, et en outre, attendu la

mobilité des bacs sur la Durance, sous la condition expresse que le Gouvernement conserve le droit d'ordonner ou d'autoriser l'établissement de bacs et de ponts sur la Durance partout où il serait utile d'en établir, pourvu qu'ils se trouvent placés à une distance de quinze cents mètres du pont dont la construction est autorisée par la présente ordonnance.

En conséquence, les clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. L'administration est autorisée à acquérir, en se conformant toutefois au mode prescrit par la loi du 8 mars 1810 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires pour exécuter les abords du pont et les raccorder avec les communications existantes sur les deux rives de la Durance.

3. Le cahier des charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication, resteront annexés à la présente ordonnance.

4. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 9.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B.^{on} CAPELLE.

Tarif des Droits à percevoir pour le Passage sur le Pont suspendu sur la Durance, aux Georgets.

Pour le passage d'une personne à pied.....	0 ^f 05 ^c
Pour un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.....	0. 15.
Pour un cheval ou mulet chargé.....	0. 10.
Pour un cheval ou mulet non chargé.....	0. 08.
Pour un âne chargé ou une ânesse chargée.....	0. 05.
Pour un âne non chargé ou une ânesse non chargée.....	0. 03.
Pour un cheval ou mulet, un bœuf, une vache ou un âne, employé au labour ou allant au pâturage.....	0. 03.
Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente.....	0. 08.
Par veau ou porc.....	0. 05.
Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et par chaque paire d'oies ou de dindons.....	0. 03.
Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, seront au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart.	

Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, iront au pâturage, on ne paiera que la moitié du droit.

Les conducteurs des chevaux, mulets, ânes, bœufs, &c., paieront. 0 ^f 04 ^c	
Pour une chaise à porteurs chargée, y compris les porteurs.....	0. 20.
La même à vide.....	0. 13.
Pour une voiture suspendue, à deux roues, le cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur.....	0. 80.
Idem suspendue à quatre roues, le cheval ou mulet, et le conducteur.....	1. 10.
Idem suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur.....	1. 60.
Les voyageurs paieront séparément par tête le droit dû pour une personne à pied.	
Pour une charrette chargée et attelée d'un seul cheval, mulet, ou deux bœufs, y compris le conducteur.....	0. 60.
Idem attelée de deux chevaux ou mulets, ou quatre bœufs, et le conducteur.....	0. 85.
Idem attelée de trois chevaux ou mulets, et le conducteur.....	1. 25.
Idem à vide, le cheval et le conducteur.....	0. 40.
Idem employée au transport des engrais, ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur.....	0. 45.
La même à vide, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur.....	0. 35.
Pour une charrette chargée ou non chargée, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur.....	0. 30.
Pour un chariot de roulage, à quatre roues, chargé, un cheval et le conducteur.....	1. 00.
Idem, deux chevaux et le conducteur.....	1. 60.
Idem, trois chevaux et le conducteur.....	2. 45.
Idem à vide, attelé d'un seul cheval, et le conducteur.....	0. 70.

Il sera perçu, pour chaque cheval, mulet ou bœuf, excédant les nombres indiqués pour les attelages ci-dessus, comme pour un cheval ou mulet non chargé, et par ânesse ou âne, le droit fixé pour les ânes et ânesses non chargés.

Exemptions.

Sont exempts des droits de péage le préfet, les sous-préfets en tournée, les ingénieurs et les conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions; les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route, ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles faisant le service des postes de l'État, et les facteurs ruraux.

Paris, le 22 janvier 1830. Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines, signé Becquey.

Approuvé, le 22 janvier 1830.

Le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 9 Juin 1830, enregistrée sous le n.° 39.

Le Ministre des travaux publics, signé B.^{on} CAPELLE.

N.° 14,860. — *ORDONNANCE DU ROI qui résilie l'Adjudication passée au Duc de Cazes et au sieur Humann pour la construction d'un Pont suspendu sur le Lot, au passage de la Magdeleine (Aveyron), et porte qu'il sera procédé à une nouvelle Adjudication de l'entreprise.*

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu la demande de notre très-cher, amé et féal le duc de Cazes, pair de France, et du sieur Humann, concessionnaires du pont à construire sur le Lot au passage de la Magdeleine, département de l'Aveyron, tendant à ce que l'erreur qui a fait joindre au cahier des charges un tarif approuvé en 1804 [an XII], au lieu de celui qui se perçoit au bac établi sur ce point depuis 1825, soit réparée, ou que l'adjudication qui leur a été passée le 12 septembre 1828, et qui a été approuvée par notre ordonnance du 23 avril 1829, soit résiliée;

Vu l'engagement que prennent lesdits concessionnaires, dans le cas où le concours ouvert pour une nouvelle adjudication serait sans résultat, d'exécuter le pont aux clauses de l'adjudication du 12 septembre 1828, sous la condition toutefois que le tarif actuel du bac sera substitué à celui de 1804 [an XII];

Considérant que l'administration a entendu accorder aux adjudicataires du pont de la Magdeleine le droit de percevoir au passage de ce pont le péage qui se perçoit maintenant au bac de la Magdeleine; que les adjudicataires ont été dans cette bonne foi;

Considérant que c'est par une erreur évidente que le tarif de 1804 a été joint au cahier des charges de l'entreprise, au lieu de celui qui est en perception depuis 1825; que cette erreur vicie l'engagement contracté par les concessionnaires;

Notre Conseil d'état entendu,

Nous AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur le Lot au passage de la Magdeleine, faite et passée le 12 septembre 1828, par le préfet de l'Aveyron, à notre très-cher, amé et féal le duc de Cazes et au sieur Humann, moyennant la concession d'un péage pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, est et demeure résiliée.

2. Il sera procédé, à la diligence de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics, à une nouvelle adjudication de l'entreprise, d'après le tarif annexé à la présente ordonnance.

3. Dans le cas où le concours ouvert pour cette nouvelle adjudication serait sans résultat, notre très-cher, amé et féal le duc de Cazes et le sieur Humann resteront chargés de la construction du pont suspendu de la Magdeleine, aux clauses et conditions de l'adjudication du 12 septembre 1828. Toutefois la perception aura lieu conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

4. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16.° jour du mois de Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,

Signé B.° CAPRELLÉ.

Tarif des Droits de péage à percevoir sur le Pont suspendu de la Magdeleine.

Pour le passage,

- | | |
|---|--------------------------------|
| 1.° D'une personne..... | 0 ^f 03 ^c |
| 2.° D'un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.. | 0. 10. |
| 3.° D'un cheval ou mulet chargé..... | 0. 10. |
| 4.° D'un cheval ou mulet non chargé..... | 0. 05. |
| 5.° D'un âne ou d'une ânesse chargé ou non chargé..... | 0. 05. |
| 6.° Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne, employé au labour ou allant au pâturage..... | 0. 03 1/2. |
| 7.° Par bœuf ou vache appartenant à des marchands et destiné à la vente..... | 0. 10. |
| 8.° Par veau ou porc allant au pâturage..... | 0. 03 1/2. |
| 9.° Par veau ou porc destiné à la vente..... | 0. 05. |
| 10.° Pour un mouton, brebis, bouc, chèvre, cochon de lait, et pour chaque paire d'oies ou de dindons..... | 0. 03 1/2. |
- Lorsque le nombre de moutons, brebis, boucs, chèvres, cochons de lait, paires d'oies ou de dindons, sera au-dessus de cinquante, le droit sera diminué d'un quart. Lorsque les moutons, brebis, boucs, chèvres, iront au pâturage, on ne paiera que la moitié du droit.
- 11.° Les conducteurs des animaux désignés par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10, paieront, conformément à l'article 1.°. 0. 05.
- Pour le passage
- 12.° D'une voiture suspendue à deux roues, attelée d'un

cheval ou d'un mulet, ou pour une litière à deux chevaux, et le conducteur.....	1 ^r 00.
13. ^o D'une voiture suspendue à quatre roues, attelée d'un cheval ou d'un mulet, conducteur compris.....	1. 60.
14. ^o D'une voiture suspendue à quatre roues, attelée de deux chevaux ou mulets, conducteur compris.....	2. 00.
Les voyageurs paieront séparément, par tête, le droit de 5 centimes dû pour une personne à pied.	
15. ^o D'une charrette chargée attelée d'un cheval, d'un mulet, ou de deux bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 75.
16. ^o D'une charrette chargée attelée de deux chevaux, deux mulets, ou de quatre bœufs ou vaches, et le conducteur.....	1. 00.
17. ^o D'une charrette chargée attelée de trois chevaux, de trois mulets, ou de six bœufs ou vaches, et le conducteur.....	1. 50.
18. ^o Attelée d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur....	0. 35.
19. ^o <i>Idem</i> de deux ânes ou ânesses, et le conducteur.....	0. 50.
20. ^o D'une charrette non chargée attelée d'un cheval, d'un mulet, ou de deux bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 55.
21. ^o Attelée de deux chevaux, deux mulets, ou de quatre bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 75.
22. ^o Attelée de trois chevaux, trois mulets, ou de six bœufs ou vaches, et le conducteur.....	1. 15.
23. ^o D'une charrette attelée d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur.....	0. 25.
24. ^o Attelée de deux ânes ou ânesses, et le conducteur.....	0. 40.
Pour le passage,	
25. ^o D'une charrette de l'agriculture, chargée, attelée d'un cheval, d'un mulet, ou de deux bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 40.
26. ^o Attelée de deux chevaux, deux mulets, ou de quatre bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 60.
27. ^o <i>Idem</i> de trois chevaux, trois mulets, ou de six bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 85.
28. ^o <i>Idem</i> d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur.....	0. 20.
29. ^o <i>Idem</i> de deux ânes ou ânesses, et le conducteur.....	0. 30.
30. ^o D'une charrette de l'agriculture, non chargée, attelée d'un cheval, d'un mulet, ou de deux bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 30.
31. ^o Attelée de deux chevaux, deux mulets, ou de quatre bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 50.
32. ^o <i>Idem</i> de trois chevaux, trois mulets, ou de six bœufs ou vaches, et le conducteur.....	0. 65.
33. ^o <i>Idem</i> d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur.....	0. 15.
34. ^o <i>Idem</i> de deux ânes ou ânesses, et le conducteur.....	0. 25.
Pour le passage,	
35. ^o D'un chariot de roulage chargé, attelé d'un cheval, et le conducteur.....	1. 00.
36. ^o Attelé de deux chevaux, et le conducteur.....	1. 50.
37. ^o <i>Idem</i> de trois chevaux, et le conducteur.....	2. 00.

Pour le passage,

38. ^o D'un chariot de roulage non chargé, attelé d'un cheval, et le conducteur.....	0 ^r 80.
39. ^o Attelé de deux chevaux, et le conducteur.....	1. 10.
40. ^o <i>Idem</i> de trois chevaux, et le conducteur.....	1. 50.

Il sera payé, pour chaque cheval, mulet, bœuf, vache, âne ou ânesse excédant les nombres indiqués pour les attelages, le droit exigible sur chacun de ces animaux non chargé.

Exemptions.

Sont exempts du péage, le préfet et le sous-préfet en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions; les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un ordre de service; les malles et les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'Etat, et les courriers du Gouvernement.

Certifié conforme au tarif du bac de la Magdeleine, transmis par M. le préfet, sauf en ce qui concerne les articles du tarif du bac qui ne sont pas applicables à un pont. *Le Chef de division des routes et ponts.*
Signé *A. de Rouillac.*

Le présent tarif a été vu et approuvé en Conseil d'état, dans la séance du 2 juin 1830, pour être annexé à l'ordonnance royale du 16 du même mois. *Le Maître des requêtes, Secrétaire général du Conseil d'état.*
Signé *Hochet.*

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 16 Juin 1830, enregistrée sous le n.° 56.

Le Ministre des travaux publics, signé B. CAPELLE.

N.° 14,861. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe définitivement à dix le nombre des *avoués* près le tribunal de première instance séant à Brioude (Haute-Loire). (*Saint-Cloud, 20 Juin 1830.*)

N.° 14,862. — ORDONNANCE DU ROI qui fixe définitivement à douze le nombre des *huissiers* du tribunal de première instance séant à Castelnaudary (Aude). (*Saint-Cloud, 23 Juin 1830.*)

N.° 14,863. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Joseph-Antoine Zaccane*, sous-lieutenant d'infanterie en non-activité, né à Strevi en Piémont le 8 juin 1784. (*Paris, 27 Novembre 1816.*)

N.° 14,864. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Musso (Pierre-Joseph-Laurent)*, né le 13 février 1773 à Asti en Piémont, sergent de voltigeurs au dix-neuvième régiment de ligne, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur. (*Paris, 20 Novembre 1822.*)

N.º 14,865. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Cecherini* (*Gaëtan-Jean*), né le 6 mai 1791 à Sovicille, ancien département de l'Ombrone, sergent-major au régiment de Hohenlohe. (*Paris, 26 Mars 1823.*)

N.º 14,866. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Mialovits* (*Daniel*) dit *Mialovitz*, né le 15 septembre 1774 à Comolce en Croatie, demeurant à Villiers-sur-Suize, département de la Haute-Marne. (*Paris, 13 Novembre 1825.*)

N.º 14,867. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Brais* (*Henri*), né le 19 juillet 1768 à Rossigol, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Fresnois-la-Montagne, arrondissement de Briey, département de la Moselle. (*Paris, 5 Avril 1829.*)

N.º 14,868. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Gomes* (*François*), né le 6 octobre 1780 à Almeida, royaume de Portugal, lieutenant au régiment de Hohenlohe. (*Paris, 14 Janvier 1830.*)

N.º 14,869. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Rouveaux* (*Pierre-Joseph*), né le 28 mars 1778 à Fosses, royaume des Pays-Bas, gendarme à la compagnie de la Seine. (*Paris, 20 Janvier 1830.*)

N.º 14,870. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Chevalier* (*Stanislas-Joseph*), né le 9 août 1795 à Chièvres, royaume des Pays-Bas, demeurant à Applincourt, commune de Villers-Carbonel, arrondissement de Péronne, département de la Somme. (*Paris, 17 Février 1830.*)

N.º 14,871. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Berteau* (*Alexandre-Joseph*), né le 27 janvier 1775 à Solre-Saint-Géry, royaume des Pays-Bas, propriétaire à Montneroy-le-Château, département du Jura. (*Paris, 25 Mars 1830.*)

N.º 14,872. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Dessy* (*Nicolas-Joseph*), né le 28 avril 1785 à Verviers, royaume des Pays-Bas, directeur de filature, demeurant à Givonne, arrondissement de Sedan, département des Ardennes. (*Paris, 28 Avril 1830.*)

N.º 14,873. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Muller* (*Jean-François*), né à Genève (Suisse) le 25 avril 1784, négociant, demeurant à Paris. (*Saint-Cloud, 5 Mars 1830.*)

N.º 14,874. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Emmanuel-Pierre-Baudille Julia*, né le 4 avril 1785 à Figuières, royaume d'Espagne, prêtre desservant la paroisse de Saint-Couat, arrondissement de Limoux,

département de l'Aude, est admis à établir son domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.º 14,875. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.º Le sieur *Gates* (*James*), né le 25 juillet 1761 à Langton-sur-Swale en Angleterre, demeurant à Saint-Pierre-lès-Calais, arrondissement de Boulogne, département du Pas-de-Calais,

2.º Le sieur *Hewitt* (*Robert-Thomas*), né à Londres le 30 juin 1805, demeurant à Capécure, commune d'Outreau, arrondissement de Boulogne, département du Pas-de-Calais,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Saint-Cloud, 23 Juin 1830.*)

N.º 14,876. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Jean Victor*, avocat, à porter le nom de *Olier*, et à s'appeler désormais *Jean Victor Olier* : l'impétrant ne pourra se pourvoir devant les tribunaux, pour faire opérer sur les registres de l'état civil les changements résultant de la présente ordonnance, qu'après l'expiration des délais fixés par les articles 6 et 8 de la loi du 1.º avril 1803 [11 germinal an XI], et en justifiant qu'aucune opposition n'a été formée devant Sa Majesté en son Conseil d'état. (*Saint-Cloud, 6 Juin 1830.*)

N.º 14,877. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais seulement jusqu'à concurrence de la moitié après prélèvement des dettes et legs particuliers, le Legs universel fait au séminaire diocésain de *Stassbourg* par le sieur *Petit*. Autre acceptation des Legs faits par le même à l'église de *Still* (Bas-Rhin), d'une maison évaluée à 1800 francs et d'une rente de 700 francs. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,878. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église Sainte-Madeleine à *Sainte-Marie-aux-Mines* (Haut-Rhin) par la demoiselle *Burch*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,879. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Linze* (Landes) par le sieur *Moringlane*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,880. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Chonas* (Isère) par le sieur *Joubert*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,881. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison estimée 8829 francs, de vases sacrés et ornemens pontificaux estimés ensemble 2777 francs, fait à la fabrique de l'église cathédrale de *Dijon* (Côte-d'Or) par le sieur *Martin de Boisville*, évêque de Dijon. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,882. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Pleudihen* (Côtes-du-Nord), par la demoiselle *Trichet*. (Paris, 11 Mars 1830.)

N.º 14,883. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement de neuf foires nouvelles dans la commune de *Grisolles* (Tarn-et-Garonne) : elles auront lieu le premier mercredi de chaque mois de l'année autre que février, juin et septembre, durant lesquels il existe déjà trois anciennes foires, qui demeurent conservées. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 14,884. — ORDONNANCE DU ROI portant que la remise entière de la redevance proportionnelle accordée pour dix années, par l'article 5 de l'ordonnance du 20 septembre 1820, aux sieurs *Thiériet*, *Gangloff* et *Rupied*, concessionnaires des mines de houille de *Schœnecken*, est prolongée jusqu'au 1.ºr janvier 1836. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 14,885. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde la concession au sieur de *Montgravier* des mines de houille brune dites de *Pouzols* et *Sainte-Valière*, département de l'Aude. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 14,886. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde aux sieurs *Bosredon* de *Marcillac* et *Festugières* la concession des mines de houille de *Cubiac*, département de la Corrèze. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 14,887. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Friquet* à établir une usine à fer sur la tête d'eau des moulins de *Blagny*, département des Ardennes. (Saint-Cloud, 20 Juin 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 1.ºr Juillet 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
1.ºr Juillet 1830.



BULLETIN DES LOIS.

(N.º 364.)

N.º 14,888. — ORDONNANCE DU ROI portant Nomination d'un
Président et de trois Vice-présidents de Collèges électoraux.

Au château de Saint-Cloud, le 20 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur;

Vu nos ordonnances des 16 mai dernier, 6 et 18 de ce mois,
portant convocation des collèges électoraux et nomination de leurs
présidents,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.ºr Le sieur *Desmirail*, notre procureur général
près la cour royale d'Angers, est nommé président du pre-
mier collège électoral d'arrondissement de Maine-et-Loire, en
remplacement de notre très-cher, amé et féal le marquis de
Contades, pair de France.

2. Sont nommés vice-présidents des collèges électoraux de
la Seine-Inférieure, savoir :

COLLÈGES.	VILLES où les collèges se réuniront.	NOMS des vice-présidents.
1.ºr arrondissement.	Rouen.....	Les sieurs <i>Dubosq-Lettre</i> , président du tri- bunal de commerce. <i>Dupont</i> , membre de la chambre de commerce.
3.º arrondissement.	Le Havre.....	<i>Begouen - Demaux</i> , maire du Havre.

VIII.º Série.

F f

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 20 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,889. — *ORDONNANCE DU ROI qui classe le Chemin de Caussade à Figeac au rang des Routes départementales du département de Tarn-et-Garonne.*

Au château de Saint-Cloud, le 9 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu la délibération du conseil général du département de Tarn-et-Garonne, tendant à ce que le chemin de Caussade à Figeac par Puy-la-Roque soit classé au rang des routes départementales;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Le chemin de Caussade à Figeac par Puy-la-Roque est et demeure classé au rang des routes départementales du département de Tarn-et-Garonne sous le n.° 17.

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains et bâtimens nécessaires pour l'achèvement ou le perfectionnement de cette nouvelle route, en se conformant aux dispositions de la loi du 8 mars 1810.

3. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 9.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,

Signé B.^{on} CAPELLE.

N.° 14,890. — *ORDONNANCE DU ROI portant que la Route départementale n.° 9, de l'Ille-en-Dodon à l'Ille-Jourdain, par Lombez dans le département du Gers, sera prolongée jusqu'à la limite du département de la Haute-Garonne.*

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu la délibération du conseil général du département du Gers, tendant à ce que la route départementale n.° 9, de l'Ille-Jourdain à l'Ille-en-Dodon, par Lombez, soit prolongée jusqu'à la limite du département de la Haute-Garonne dans la direction de Légnac, pour joindre la route départementale qui, dans ce département, conduit à Grenade;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} La route départementale n.° 9, de l'Ille-en-Dodon à l'Ille-Jourdain, par Lombez dans le département du Gers, sera prolongée jusqu'à la limite du département de la Haute-Garonne dans la direction de Légnac et de Grenade. Cette route, en conservant le même numéro, prendra, à l'avenir, le nom de *route de l'Ille-en-Dodon à Grenade par Lombez et l'Ille-Jourdain.*

2. L'administration est autorisée à acquérir les terrains nécessaires pour exécuter ce prolongement, en se conformant toutefois aux dispositions de la loi du 8 mars 1810 sur les expropriations pour cause d'utilité publique.

3. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 16.^e jour du mois de Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,

Signé B.^{on} CAPELLE.

N.° 14,891. — *ORDONNANCE DU ROI portant Concession au sieur Dumora d'un Droit de péage sur le Pont de la Mothe, département de la Gironde.*

Au château des Tuileries, le 13 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics ;

Vu l'avis, en forme d'arrêté, du préfet de la Gironde du 25 novembre 1829, tendant à ce qu'il soit accordé au sieur *Dumora*, pour l'indemniser des frais de construction d'un pont en charpente sur la Leyre à la Mothe, route départementale n.° 4, de Bordeaux à la Feste, le droit de percevoir un péage à son profit pendant vingt années ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes circonvoisines, tendant à obtenir une modification dans les droits demandés par le sieur *Dumora* ;

Vu l'adhésion du sieur *Dumora* à cette modification ;

Vu le tarif arrêté par le préfet le 25 novembre 1829 ;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées ;

Notre Conseil d'état entendu ;

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° Le sieur *Dumora*, entrepreneur du pont en charpente de la Mothe, sur la Leyre, département de la Gironde, est autorisé à percevoir à son profit, jusqu'au premier juillet 1845, un péage destiné à l'indemniser des avances qu'il a faites pour la construction de ce pont.

La perception du péage aura lieu conformément au tarif annexé à la présente ordonnance.

2. Le pont sera constamment entretenu en bon état dans toutes ses parties par le concessionnaire. L'entretien consistera principalement à goudronner les faces apparentes des bois une fois chaque année, à renouveler tous les bois et les fers qui se trouveraient avariés, à combler les affouillemens qui pourraient avoir lieu près des culées et des palées.

3. Tous les ans il sera fait une visite détaillée du pont et de toutes ses parties. Indépendamment de cette visite annuelle, des visites pourront avoir lieu sur l'ordre du préfet,

si un événement imprévu ou une circonstance quelconque faisait naître quelques craintes sur la solidité et la sûreté du passage.

Le concessionnaire sera tenu d'établir à ses frais et sans délai un passage provisoire, à l'aide d'un bac ou de bateaux en nombre suffisant, dans tous les cas où la circulation sur le pont serait interdite pour cause de travaux de réparation ou d'entretien.

4. A l'expiration de la concession, le pont sera remis au Gouvernement en bon état d'entretien : les terrains achetés des deniers du concessionnaire pour l'établissement des abords resteront la propriété de l'État, sans pouvoir donner lieu à aucune répétition quelconque d'argent de la part dudit concessionnaire.

5. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château des Tuileries, le 13 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,

Signé B.° CAPELLE.

TARIF des Droits de péage à percevoir sur le Pont de la Mothe (Gironde).

Passage d'une personne à pied, chargée ou non	02 ^c 1/2.
Idem d'un cheval chargé ou non, avec ou sans conducteur . . .	10.
Idem de chaque cheval, mulet, vache ou tête de gros bétail en lesse et non chargé	05
Le conducteur paie à part la taxe de l'article premier	02. 1/2.
Passage d'une charrette attelée de deux chevaux ou de x bœufs .	25.
Il sera payé pour chaque cheval en sus excédant ce nombre . . .	05.
Passage d'une voiture publique ou de maître, à deux roues, attelée de deux chevaux	35.
Il sera payé en sus pour chaque cheval excédant ce nombre . . .	10.
Passage d'une voiture publique ou de maître, à quatre roues, attelée de deux chevaux	50.
Il sera payé en sus pour chaque cheval excédant ce nombre . . .	10.
Passage d'une brebis, chèvre, cochon ou veau, lorsque le nombre ne dépassera pas vingt-cinq (par tête)	1/2.
Chaque troupeau de menu bétail, quel qu'en soit le nombre au- dessus de vingt-cinq têtes	15.

Exemptions.

Sont exempts du droit de péage le préfet, le sous-préfet, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie dans l'exercice de ses fonctions; les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route, ou un ordre de service; les facteurs ruraux, les malles faisant le service des postes de l'État, et les courriers du Gouvernement.

Vt. pour être annexé à l'Ordonnance royale du 13 Juin 1830, enregistrée sous le n.º 54.

Le Ministre des travaux publics, signé B.º CAPELLE.

N.º 14,892. — *ORDONNANCE DU ROI qui accorde une Prolongation à la durée du Brevet d'invention obtenu par le sieur Huet.*

Au château de Saint-Cloud, le 16 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu la demande du sieur *Huet*, docteur en médecine, domicilié à Paris, rue de Provence, n.º 8, tendant à obtenir la prorogation du brevet d'invention de cinq ans dont le certificat de demande lui a été délivré, le 8 février 1827, pour un appareil portatif propre à donner des bains de vapeur à domicile;

Considérant que, l'emploi de cet appareil se liant à la santé publique, il convient de ne pas l'abandonner trop promptement à des mains inhabiles ou inexpérimentées; qu'il est au contraire préférable d'en étendre la jouissance en faveur de celui qui en a conçu l'idée et la mise en pratique; et que par-là, l'usage des bains à vapeur, que les médecins conseillent et appliquent avec succès dans certaines maladies, étant mieux apprécié et plus répandu, le public aura eu le temps de se familiariser avec le procédé et l'appareil, ce qui permettra de réunir alors sans danger cette industrie au domaine général des arts;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.º Il est accordé une prolongation à la durée du brevet d'invention de cinq ans dont le certificat a été délivré au sieur *Huet*, le 8 février 1827, pour un appareil portatif propre à donner des bains de vapeur à domicile. Cette prolongation sera de dix ans: elle commencera le 8 février 1832, et finira le 8 février 1842.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château de Saint-Cloud, le 16 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé C.º DE PEYRONNET.

N.º 14,893. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.*

Au château de Saint-Cloud, le 20 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.º, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.º août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.º L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir:

1.º Remering (Moselle), de la coupe, par forme d'éclaircie et d'ensemencement, en deux années successives et par portions égales, de six hectares vingt ares de la réserve des bois du hameau de Richeling, annexe de ladite commune;

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois dudit hameau;

2.º Aujeurres (Haute-Marne), de la coupe de trois cantons d'accrués qui ne font point partie de ses bois aménagés, et d'une contenance de huit hectares environ;

3.º Boersch (Bas-Rhin), de deux mille sept cents à deux mille huit cents arbres chênes, sapins et hêtres, à prendre dans sa réserve parmi ceux qui sont secs et dépérissans;

4.º Bourbach-le-Bas (Haut-Rhin), de la coupe de quatre hectares de ses bois;

Il sera exercé une retenue de cinquante ares par année sur les coupes affouagères des quatre ordinaires suivans, afin de rentrer dans l'ordre de l'aménagement;

5.º Sainte-Marie-en-Chanois (Haute-Saône), de la coupe des six hectares quarante-cinq ares restant de sa réserve;

6.º Roville-aux-Chênes (Vosges), de tous les arbres vicieux, dépérissans et nuisibles qui se trouvent dans sa réserve;

7.º Durnés (Doubs), de la coupe de douze hectares de sa réserve;

8.° Réguisheim (Haut-Rhin), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, de trente-deux hectares de ses bois :

Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois de ladite commune ;

9.° Romagne-sous-les-Côtes (Meuse), de quatre cents chênes déperissants à prendre au canton de ses bois dit *les Clairs Chênes* :

Ce canton de bois continuera à être soumis au régime forestier ;

10.° Courtivron (Côte-d'Or), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, de vingt-cinq hectares environ de sa réserve ;

11.° Crécey (Côte-d'Or), de la coupe, par forme de recépage, en deux années successives et par lots égaux, des dix-huit hectares composant sa réserve ;

12.° Cattenom et Sentsch (Moselle), de la coupe, par forme de recépage et d'expurgade, en deux années successives et par portions égales, des trente-et-un hectares trente-quatre ares composant la partie la plus âgée des bois indivis entre lesdites communes ;

13.° Risteau (Vaucluse), de la coupe de quinze hectares de ses bois au canton dit *les Cadeniers*.

2. Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois appartenant à la commune de Gerland (Côte-d'Or).

3. Il sera procédé à l'aménagement des bois appartenant au hameau de Sivry, annexe de la commune de Voudenay (Côte-d'Or).

4. Il sera procédé à un nouvel aménagement des bois appartenant à la commune de Saint-Juan (Doubs).

Le communal dit *essart Piètrequin* est réuni au sol forestier.

5. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance, chacun en ce qui le concerne.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 20 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé MONTBEL.

N.° 14,894. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des sœurs de Saint-Dominique établie à *Monastier*, département de la Haute-Loire. (*Saint-Cloud, 20 Juin 1830.*)

N.° 14,895. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des sœurs de Saint-Joseph établie à *Fontainebleau*, département de Seine-et-Marne. (*Saint-Cloud, 20 Juin 1830.*)

N.° 14,896. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise définitivement la communauté des sœurs de Saint-Joseph dites de *l'Union* établie à *Rudelles*, département du Lot. (*Saint-Cloud, 20 Juin 1830.*)

N.° 14,897. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Pleudihen* (Côtes-du-Nord), par la demoiselle *Lepère*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.° 14,898. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite, moyennant la somme de 400 francs, dans l'église de *Pleudihen* (Côtes-du-Nord) par le sieur *Saiget* et consorts. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.° 14,899. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite, moyennant 400 francs, dans l'église de *Pleudihen* (Côtes-du-Nord) par les sieur et dame *Gingast*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.° 14,900. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Pleudihen* (Côtes-du-Nord), par les demoiselles *Mahé* et *Juhel*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.° 14,901. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une somme de 1400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Lallaing* (Nord), par le sieur *Briez*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.° 14,902. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 55 francs faite, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de *Boucq* (Meurthe), par le sieur *Picquot*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.° 14,903. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de *Mardault* (Haute-Maine), par le sieur *Boileau*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.° 14,904. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de cinq pièces de terre et prés évaluées à un revenu de 45 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Bassencourt* (Haute-Marne), par les sieur et dame *Thivet*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.° 14,905. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'*Orconte* (Marne), par le sieur *Palmaroux*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,906. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de meubles fait à la fabrique de l'église de *Berelles* (Nord) par la demoiselle *Delcampe*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,907. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait au séminaire diocésain de *Limoges* (Haute-Vienne) par le sieur *Laforest-Desbardies*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,908. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église *Saint-Etienne* à *Limoges* (Haute-Vienne) par le sieur *Laforest-Desbardies*. (*Paris, 11 Mars 1830.*)

N.º 14,909. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Priest-Taurion* (Haute-Vienne) par le sieur *Laforest-Desbardies*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,910. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un calice et de divers ornemens d'église estimés 575 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Saint-Michel* à *Cordes* (Tarn), par le sieur *d'Alès de Boscaud*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,911. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 7000 francs, d'une bibliothèque, d'un médailler et d'un herbier, fait au séminaire diocésain de *Langres* (Haute-Marne) par le sieur *Belouet*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,912. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 200 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Pierre* de *Montdidier* (Somme), par la dame veuve *Daugy*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,913. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Calberte* (Lozère) par la demoiselle *Giberne*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,914. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Jarcieux* (Isère), par le sieur *Layat*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,915. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 750 francs, et d'une somme de 100 francs, fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Saint-Lis* (Haute-Garonne), par la dame *Marsoulan*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,916. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Puymaurin* (Haute-Garonne) par le sieur *Dufrechou*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,917. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 700 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Alban* (Ardèche) par la dame *Cros*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,918. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 21 ares 45 centiares de terre évalués à 400 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Prouville* (Somme), par la dame *Patte*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,919. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 500 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Templemars* (Nord), par le sieur *Montagne*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,920. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison située à *Saillans* et estimée environ 8000 francs, fait à la congrégation des sœurs de la *Sainte-Trinité* de *Valence* (Drôme) par la demoiselle *Lalauze*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,921. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 240 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Mécé* (Ille-et-Vilaine), par le sieur *Leziart-Dudezerseul*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,922. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 36 francs faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Brasparts* (Finistère), par les sieur et dame *Lemignon*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,923. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 500 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Sainte-Madeleine* de *Verneuil* (Eure), par le sieur *Guérin de Bruslard*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,924. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 925 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'*Ambacourt* (Vosges), par le sieur *Pachot*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,925. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre d'un revenu de 50 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Mathieu* (Calvados), par la demoiselle *Bouet*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,926. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Caumont* (Ariège) par le sieur *Amans*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,927. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 420 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église cathédrale de *Clermont* (Puy-de-Dôme), par la dame veuve l'*Hotellet*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,928. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de Legs, évalués à la somme de 2649 francs 28 centimes, faits, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de *Pirou* (Manche), par la demoiselle *Godefroy*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,929. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au séminaire diocésain de *Marseille* (Bouches-du-Rhône) par la demoiselle *Borel*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,930. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison située à *Archiac* (Charente-Inférieure) et évaluée à 3000 fr., fait au séminaire de *la Rochelle* par la demoiselle *Garnier*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,931. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º des fondations faites dans l'église d'*Amy* (Oise) par le sieur *Marcoult-Semé*, et 2.º du Legs de 400 francs fait à la fabrique de ladite église, et sous condition de services religieux, par la demoiselle *Semé*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,932. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation du tiers d'une métairie dite *le Van-Boutier*, ledit tiers d'un revenu de 100 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Saint-Melaine* (Ille-et-Vilaine), par le sieur *Foulard*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,933. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Croizic* (Loire-Inférieure) à accepter, 1.º le tiers d'une maison, évalué à 200 francs, donné à ladite fabrique par la dame *Audet*, et 2.º la Donation des deux autres tiers de la même maison, évalués à 400 francs, faite à la même fabrique par la dame veuve *Dufraisse*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,934. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison située à *Vannes* et estimée 4500 francs, faite, avec réserve d'usufruit, au séminaire diocésain de *Vannes* (Morbihan), par la dame veuve *Hervé*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,935. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison située à *Vannes* et estimée 12,000 francs, faite à l'évêché de *Vannes* (Morbihan) par le sieur *Eon*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,936. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un domaine congéable d'un revenu de 116 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de

l'église de *Grand-Champ* (Morbihan), par les sieur et demoiselle *Le Roch*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,937. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 800 francs faite à la fabrique de l'église de *Rexpoede* (Nord) par le sieur *Masselis*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,938. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 12 francs et de vases sacrés, ornemens et tableaux, estimés 422 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'*Aix-en-Othe* (Aube), par le sieur *Charrier*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,939. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 150 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Perpezac-le-Noir* (Corrèze), par le sieur *Laporte*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,940. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison avec verger et de neuf pièces de terre, le tout estimé 1215 francs, fait, sous condition de services religieux, aux desservans successifs à perpétuité de la succursale de *Provenchère* (Doubs), par le sieur *Vuillier*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,941. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de vases sacrés, ornemens et linge d'église, estimés 1731 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Prats de Mollo* (Pyrénées-Orientales), par les demoiselles *de la Trinxeria* et *Hortel*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,942. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de trois pièces de terre d'un revenu de 30 francs, faite, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Bief du Fourg* (Jura), par le sieur *Jolicière*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,943. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 30 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Châtillon* (Indre), par le sieur *Gaillard*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,944. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre dite *le Petit Champ*, d'un revenu de 25 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Viré* (Sarthe), par la demoiselle *Denizet*. (*Paris, 21 Mars 1830.*)

N.º 14,945. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de l'église et enclos dit *du Saint-Esprit* à *Auray* (Morbihan), évalués à 6350 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de

l'église Saint-Gildas d'Auray (Morbihan), par les sieurs *Pinsard* et *Lemouroux*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,946. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 4000 francs fait au séminaire de *Toulouse* (Haute-Garonne) par la demoiselle de *Gavarret de Saint-Léon*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,947. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au séminaire de *Lyon* (Rhône) par le sieur *Duvernay*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,948. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente en grains pendant dix ans, évalué à 112 francs pour les quatre premières années et 120 francs pour les six autres, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Sulniac* (Morbihan), par la demoiselle *Burhan*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,949. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 512 francs 80 centimes fait à la fabrique de l'église de *Saint-Michel de Chefchef* (Loire-Inférieure) par le sieur *Perrin*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,950. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Bieujac* (Gironde) par le sieur *Pescay*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,951. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux prés d'un revenu de 20 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Houécourt* (Vosges), par la dame *Banvoy*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,952. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait à la fabrique de l'église de *Barbazan* (Haute-Garonne) par le sieur *Verdier*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,953. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison d'un revenu de 80 francs, faite à la fabrique de l'église de *Saint-Malo* (Ille-et-Vilaine) par la dame *Biarote*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,954. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux sommes de 2000 francs chacune, d'une bibliothèque estimée 100 francs et d'argenterie estimée 600 francs, léguées, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Marzan* (Morbihan), par le sieur *Loret*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,955. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel fait au séminaire de *Saint-Flour* (Cantal) par le sieur de *Salamon*, ancien évêque de ce diocèse, à la charge de payer 45,000 francs aux héritiers et de servir divers legs particuliers. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,956. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence seulement des trois quarts, les Legs, évalués à 8000 francs, faits, sous condition de services religieux, au séminaire de *Versailles* et à la fabrique de l'église Saint-Crépin et Saint-Crépinien à *Chaussy* (Seine-et-Oise), par le sieur *Decosse*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,957. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Hampont* (Meurthe), par le sieur *Thiriot*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,958. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence de 120 francs seulement, le Legs universel, évalué à 383 fr., fait, sous condition de services religieux, à l'église de *Hindling*, annexe vicariale de l'église de *Roubling* (Moselle), par la dame veuve *Mertz*. (Paris, 25 Mars 1830.)

N.º 14,959. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 4000 francs fait aux pauvres de *Nancray* (Loiret) par la dame veuve de *Gauteron*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,960. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Pau* (Basses-Pyrénées), par la demoiselle de *Casamajor d'Oneix*, d'une somme de 500 francs à ceux de la paroisse Saint-Martin, et d'une somme de 300 francs à ceux de la paroisse Saint-Jacques. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,961. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1200 francs faite à la maison des pauvres de *Lunéville* (Meurthe) par les sieur et dame *Viesselle*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,962. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 5400 francs faite au bureau de bienfaisance d'*Abbeville* (Somme) par le sieur de *Ribeaucourt d'Ambreville*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,963. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Bellocq* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Destandau-Labigalette*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,964. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 francs fait aux pauvres de *Chemault* (Loiret) par la dame veuve de *Gauteron*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,965. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de *Bouzonville-aux-Bois* (Loiret) par le sieur *Poisson*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,966. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice et le bureau de bienfaisance de *Tours* (Indre-et-Loire) à accepter le Legs d'une

somme de 1200 francs fait à chacun de ces établissemens par le sieur Arnaud. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,967. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de Laissac (Aveyron) par le sieur Pons. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,968. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de la charité dit l'hôpital général de Narbonne (Aude) par la dame veuve Martin. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,969. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres d'Arlebosc (Ardèche) par le sieur Morsia. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,970. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de Bellegard (Ain), par le sieur Christin, de la nue propriété d'une somme de 2000 francs. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,971. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à l'hospice de Trévoux (Ain) par la demoiselle Roux. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 14,972. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'hospice de Thoissey (Ain), d'une rente de 193 francs (3 pour cent) par la dame Despiney, d'une rente de 300 francs (5 pour cent) par le sieur Berthelon, et de la nue propriété d'un capital de 1000 francs par la dame veuve Rondet. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 8 Juillet 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

8 Juillet 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 365.)

N.º 14,973. — ORDONNANCE du Roi qui répartit entre les Départemens du Royaume le montant de la Contribution supplémentaire établie pour 1830 sur les Bois des Communes et des Établissements publics.

Au château de Saint-Cloud, le 4 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu l'article 106 du Code forestier, portant que, pour indemniser le Gouvernement des frais d'administration des bois des communes ou établissemens publics, il sera ajouté annuellement à la contribution foncière établie sur ces bois une somme équivalente à ces frais; que le montant de cette somme, réglé chaque année par la loi de finances, sera réparti au centime le franc de ladite contribution et perçu de la même manière;

Vu l'article 3 de la loi du 9 août 1829, qui fixe à un million quatre cent cinquante-trois mille cent onze francs le montant de la somme à ajouter pour 1830 à la contribution foncière établie sur les bois dont il s'agit, et porte que cette somme sera répartie par une ordonnance royale entre les différens départemens du royaume;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º La somme d'un million quatre cent cinquante-trois mille cent onze francs, montant de la contribution supplémentaire établie pour 1830 sur les bois des communes et des établissemens publics, est répartie entre les différens départemens du royaume, conformément au tableau ci-après, savoir :

VIII.º Série.

A

DÉPARTEMENTS.	SOMMES.	DÉPARTEMENTS.	SOMMES.
Ain.....	18,222.	Lot-et-Garonne.....	1,779.
Aisne.....	10,422.	Lozère.....	76.
Allier.....	831.	Maine-et-Loire.....	529.
Alpes (Basses).....	5,637.	Manche.....	72.
Alpes (Hautes).....	12,060.	Marne.....	24,935.
Ardèche.....	3,165.	Marne (Haute).....	90,101.
Ardennes.....	44,857.	Mayenne.....	474.
Ariège.....	2,968.	Meurthe.....	67,307.
Aube.....	41,255.	Meuse.....	145,245.
Aude.....	1,380.	Moselle.....	72,980.
Aveyron.....	2,360.	Nièvre.....	25,693.
Bouches-du-Rhône...	2,486.	Nord.....	3,675.
Calvados.....	682.	Oise.....	5,646.
Cantal.....	4,458.	Orne.....	628.
Charente.....	107.	Pas-de-Calais.....	2,997.
Charente-Inférieure..	291.	Puy-de-Dôme.....	2,243.
Cher.....	3,572.	Pyrénées (Basses)...	11,865.
Corrèze.....	164.	Pyrénées (Hautes)...	12,976.
Côte-d'Or.....	101,581.	Pyrénées-Orientales...	2,508.
Creuse.....	536.	Rhin (Bas).....	74,119.
Doubs.....	69,184.	Rhin (Haut).....	144,900.
Drôme.....	8,475.	Rhône.....	31.
Eure.....	1,059.	Saône (Haute).....	115,660.
Eure-et-Loir.....	341.	Saône-et-Loire.....	28,072.
Gard.....	17,688.	Sarthe.....	416.
Garonne (Haute)...	12,736.	Seine.....	78.
Gers.....	1,939.	Seine-Inférieure.....	1,083.
Gironde.....	557.	Seine-et-Marne.....	5,045.
Hérault.....	8,097.	Seine-et-Oise.....	1,439.
Ille-et-Vilaine.....	60.	Sèvres (Deux).....	173.
Indre.....	728.	Somme.....	3,416.
Indre-et-Loire.....	30.	Tarn.....	2,010.
Isère.....	13,191.	Tarn-et-Garonne.....	380.
Jura.....	69,543.	Var.....	5,663.
Landes.....	3,990.	Vaucluse.....	2,969.
Loir-et-Cher.....	2,656.	Vienne.....	242.
Loire.....	884.	Vienne (Haute).....	125.
Loire (Haute).....	729.	Vosges.....	76,645.
Loire-Inférieure.....	124.	Yonne.....	49,000.
Loiret.....	871.		
		TOTAL.....	1,453,411.

2. Les dégrèvements accordés en 1829 ou qui seront accordés à l'avenir sur cette contribution, seront prélevés sur le produit général des rôles de l'exercice auquel ils s'appliquent.

3. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 4 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé MONTBEL.

N.° 14,974. — ORDONNANCE DU ROI portant que désormais les Droits d'octroi sur les Bestiaux vivans et sur ceux abattus au-dehors, introduits par quartier, pourront être établis au poids ou par tête.

Au château de Saint-Cloud, le 4 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les dispositions des lois des 8 décembre 1814 et 28 avril 1816 relatives aux octrois;

Vu les articles 26 de l'acte du 17 mai 1809 et 18 de l'ordonnance royale du 9 décembre 1814, concernant les taxes à établir sur les bestiaux vivans;

Vu les observations de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Considérant que de plusieurs points du royaume il a été adressé des réclamations sur la taxe des bestiaux par tête au tarif des octrois des communes;

Que le conseil supérieur d'agriculture a reconnu que ce mode de perception pouvait, en favorisant les bestiaux de forte taille, porter préjudice à l'amélioration et à la finesse des laines françaises, laquelle se trouve à un plus haut degré chez les animaux de petite taille;

Considérant que les dispositions de l'article 18 de l'ordonnance de 1814, ci-dessus citée, en prescrivant un mode exclusif de perception pour la taxe des bestiaux vivans, peuvent apporter quelque gêne dans le vote des communes, qui, selon les circonstances locales, préféreraient imposer les animaux au poids, et que les conseils

municipaux doivent à cet égard jouir de la faculté qui leur est accordée par l'article 147 de la loi du 28 avril 1816;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'article 18 de l'ordonnance réglementaire du 9 décembre 1814 sur les octrois, portant que les bêtes vivantes doivent être taxées par tête, et que les bestiaux abattus au dehors et introduits par quartier paieront au prorata de la taxe par tête, est modifié comme il suit:

Désormais les droits d'octroi sur les bestiaux vivans et sur ceux abattus au dehors introduits par quartier pourront être établis au poids ou par tête.

2. Nos ministres secrétaires d'état des finances et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 4 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé MONTBEL.

N.^o 14,975. — *ORDONNANCE DU ROI qui interdit l'emploi des Chaudières et autres Ustensiles ou Appareils en cuivre pour la fabrication et le raffinage du Sel marin, et accorde aux Fabricans les délais nécessaires pour se conformer aux mesures prescrites dans l'intérêt de la salubrité publique.*

Au château de Saint-Cloud, le 26 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

D'après le compte qui nous a été rendu des dangers qui peuvent résulter de l'emploi des chaudières et autres ustensiles ou appareils en cuivre pour la fabrication ou le raffinage du sel marin;

Voulant prévenir ces dangers, en accordant toutefois aux fabricans les délais nécessaires pour se conformer aux mesures qu'il convient de prescrire dans l'intérêt de la salubrité publique;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} A l'avenir, il ne pourra être fait usage de chaudières et autres ustensiles ou appareils en cuivre pour la fabrication et le raffinage du sel marin.

2. Il est accordé aux fabricans et raffineurs de sel un délai d'un an, à partir de la publication de la présente ordonnance, pour substituer l'emploi du fer, de la fonte ou de toute matière autre que le plomb, le cuivre ou leurs alliages, dans la composition des chaudières et autres ustensiles ou appareils servant à la fabrication ou au raffinage du sel.

3. Cette mesure ne sera obligatoire, pour le remplacement du corps de pompe et robinets en cuivre actuellement existant dans les fabriques et raffineries, qu'un an après l'expiration du délai qui est accordé par l'article précédent.

4. Les contrevenans seront poursuivis conformément aux lois.

5. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné au château de Saint-Cloud, le 26 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.^o 14,976. — *ORDONNANCE DU ROI qui reconnaît comme Établissement public l'Hospice de vieillards et d'infirmités établi dans la commune de la Guillotière (Rhône), et l'autorise à prendre le titre d'Hospice d'Angoulême.*

Au château de Saint-Cloud, le 23 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance du 13 octobre 1824 qui autorise le bureau

de bienfaisance de la Guillotière, département du Rhône, à acquérir des bâtimens pour y établir un hospice de vieillards et d'infirmités, sur la fondation duquel il serait ultérieurement statué;

Vu l'avis du préfet du Rhône et toutes les pièces produites;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'hospice de vieillards et d'infirmités établi dans la commune de la Guillotière (Rhône) est reconnu comme établissement public, et sera organisé et administré conformément aux lois relatives aux établissemens de bienfaisance.

2. Nous autorisons cet hospice à prendre le titre d'*hospice d'Angoulême*.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 23 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.^o 14,977. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la Société d'agriculture et des arts séant à Versailles à prendre le titre de Société royale d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise.

Au château de Saint-Cloud, le 23 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La société d'agriculture et des arts séant à Versailles est autorisée à prendre le titre de *société royale d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise*.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au *Bulletin des lois*.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 23 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.^o 14,978. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la Commune de Saint-Béat (Haute-Garonne) à établir un Abattoir public.

Au château de Saint-Cloud, le 26 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de Saint-Béat des 1.^{er} octobre et 8 novembre 1829 et 12 janvier 1830, tendant à obtenir la concentration de l'abattage des bestiaux dans le local que la commune vient de faire construire pour cette destination,

Le procès-verbal d'enquête de *commodo et incommodo* concernant l'établissement de l'abattoir, qui n'a donné lieu à aucune opposition,

Le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance royale du 14 janvier 1815,

L'avis du préfet du 27 janvier 1830;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La commune de Saint-Béat, département de la Haute-Garonne, est autorisée à établir un abattoir public et commun.

L'autorité municipale remplira, pour le choix de l'emplacement, les formalités exigées par le décret du 15 octobre 1810 et par l'ordonnance royale du 14 janvier 1815, relativement aux ateliers insalubres de troisième classe.

2. Aussitôt que les échaudoirs dudit établissement auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois, au plus tard, après que le public en aura été averti par affiches, l'abattage des bestiaux et des porcs destinés à la consommation des habitans ne pourra se faire, à l'intérieur de la commune,

que dans l'abattoir public, et toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires ou particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la commune, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue.

Hors de la commune, c'est-à-dire, dans celles des environs, ils seront libres, ainsi que les bouchers et charcutiers de Saint-Béat, de tenir des échaudoirs, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité. Tous ceux qui voudront s'établir dans la commune de Saint-Béat, seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile, et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la commune auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la commune, mais seulement sur les lieux et aux jours désignés par le maire, et ce en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Saint-Béat qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de la commune de Saint-Béat pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie; mais les actes ne seront exécutoires qu'après avoir

reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 26 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 14,979. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise des Exploitations dans les Bois y désignés.*

Au château de Saint-Cloud, le 26 Juin 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Vu les titres I.^{er}, III et VI du Code forestier;

Vu l'ordonnance d'exécution du 1.^{er} août 1827;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des finances,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} L'administration forestière est autorisée à faire délivrance aux communes ci-après désignées, savoir :

1.^o Déservillers (Doubs), de six chênes à prendre dans ses bois;

2.^o Voudenay (Côte-d'Or), de la coupe, par forme de recépage, des trois hectares soixante-deux ares composant la réserve des bois du hameau de Sausanges, son annexe;

3.^o Clairegoutte (Haute-Saône), de la coupe, par forme de recépage, des neuf hectares soixante-sept ares composant le canton de sa réserve dit le bois du Mai;

4.^o La Neuville-à-Remy (Haute-Marne), de la coupe, par forme de recépage et d'économie, des jeunes brins provenant des plantations qui ont eu lieu, il y a quatre à cinq ans, sur un hectare cinquante ares environ dans l'intérieur et sur la bordure des fossés de sa réserve;

5.^o Bouix (Côte-d'Or), de la coupe, en quatre années successives et par portions égales, de quarante-sept hectares vingt-six ares composant la partie la plus âgée de sa réserve;

6.^o Grindorff (Moselle), de la coupe, par forme d'expurgade, de trois hêtres dépérissans et de tous les bois blancs existant sur la réserve des bois du village de Bizing, annexe de ladite commune;

7.^o Frambouhans (Doubs), de cent cinquante-cinq sapins ou épicéas dépérissans à prendre dans sa réserve;

8.^o Athose (Doubs), de la coupe de deux hectares cinquante ares composant le canton de sa réserve dit *Truche-Gaudin* ;

9.^o Leschères (Jura), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, de douze cents sapins dépérissans à prendre dans sa réserve ;

10.^o Villars-Saint-Sauveur (Jura), de la coupe des sept hectares composant la réserve du hameau de la Pérouse, annexe de ladite commune ;

11.^o Villers-lès-Luxeuil (Haute-Saône), de la coupe, par forme de recépage, en quatre années successives et par portions égales, de trente hectares environ de sa réserve ;

12.^o Provenchère (Haute-Saône), de la coupe, par forme d'expurgade, de quatre arbres dépérissans et de tous les bois blancs qui se trouvent sur huit hectares de sa réserve ;

13.^o Ormoy (Haute-Saône), de la coupe, en trois années successives, par forme d'expurgade et d'économie, de tout le bois blanc existant sur une étendue de quatre-vingt-cinq hectares en haut bois de sa réserve ;

14.^o Auxon-et-Gressoux (Haute-Saône), de la coupe, par forme d'expurgade et d'économie, de tous les bois blancs ainsi que des épines qui se trouvent sur les trente-neuf hectares soixante-six ares composant sa réserve ;

15.^o Mersnay (Haute-Saône), de la coupe, par forme d'expurgade et d'économie, de tous les bois blancs ainsi que des épines qui se trouvent sur huit à dix hectares de sa réserve ;

16.^o Lay-Saint-Christophe (Meurthe), de dix-neuf arbres à prendre dans ses bois ;

17.^o Cures (Haute-Marne), de la coupe, par forme de recépage, d'une ancienne plantation appelée *la Côte-aux-Bœufs*, d'une contenance de cinq à six hectares ;

Cette plantation sera réunie aux bois de ladite commune ;

18.^o Cirey (Meurthe), de trente-huit arbres qui se trouvent sur un chemin vicinal traversant les bois de ladite commune ;

19.^o Araux (Basses-Pyrénées), de cinquante chênes à prendre dans ses bois ;

20.^o Villemervy (Haute-Marne), de la coupe, par forme de recépage, de douze hectares soixante-cinq ares de sa réserve ;

21.^o Melay (Haute-Marne), 1.^o de la coupe, par forme de recépage, de dix hectares de sa réserve ; 2.^o de deux anciens chênes dépérissans à prendre sur la coupe ordinaire 1826 de ses bois ;

22.^o Vézizet (Saône-et-Loire), de la coupe du canton de ses bois dit *Poisent* ;

23.^o Richebourg (Haute-Marne), de la coupe de tous les arbres viciés, dépérissans et inutiles au repeuplement qui se trouvent sur le canton de ses bois dit *les Scées* ;

24.^o Remoulins (Gard), d'une coupe égale en contenance au vingtième de la totalité de ses bois ;

25.^o Liac (Hautes-Pyrénées), de la coupe, par éclaircie, des quartiers de ses bois dits *Mourère* et *Casterot* ;

26.^o Brouzet (Gard), de la coupe de vingt-cinq hectares de ses bois au quartier de la Rouvière ;

Il sera procédé à l'aménagement des bois de ladite commune ;

27.^o Maxey-sur-Meuse (Vosges), de la coupe, en deux années succes-

sives, au lieu de quatre que fixe notre ordonnance du 25 avril dernier, de trente-neuf hectares soixante-et-dix-sept ares de sa réserve ;

28.^o Moncey (Doubs), de six chênes à prendre dans la coupe n.^o 13 de l'aménagement de ses bois ;

29.^o Meix (Côte-d'Or), de la coupe des six hectares quarante-neuf ares restant de sa réserve ;

30.^o Épagny (Côte-d'Or), de la coupe de douze hectares de sa réserve au canton dit *au Pays* ;

31.^o Péron (Ain), de la coupe de trente hectares en taillis de ses bois ;

32.^o Hohéville (Meurthe), de treize arbres dépérissans à prendre dans ses bois ;

33.^o Gigay-aux-Bois (Marne), de la coupe, en trois années successives et par portions égales, des quinze hectares quatre-vingt-quatre ares composant la réserve de ses bois ;

34.^o Frénois (Côte-d'Or), de la coupe, en deux années successives et par portions égales, de trente-sept hectares de sa réserve ;

35.^o Plancher-les-Mines (Haute-Saône), de la coupe de cinq hectares de sa réserve ;

36.^o Avrainville (Meurthe), de la coupe des vingt hectares quatre-vingt-neuf ares restant de sa réserve, pour toutes les épines en être extraites.

2. L'administration forestière est également autorisée à faire délivrance à l'hospice civil de Perreux (Loire), de la coupe du bois *Jumet*, d'une contenance d'environ huit hectares.

3. La commune de Sauve (Gard) est autorisée à élaguer annuellement les taillis de ses bois âgés de sept à huit ans.

Cette opération sera exécutée par un entrepreneur responsable, et les bois qui en proviendront ne pourront être partagés qu'après leur entière exploitation.

4. Il sera fait délivrance au sieur *Azemar*, dans les bois de la commune de Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne),

1.^o De quinze sapins, vieille écorce, et trente jeunes arbres, même essence, au triage de Baliran ;

2.^o De trente-six arbres, hêtre, bouleau et orme, au triage de l'Oumbré ;

3.^o De deux mille menus fagots et de quinze hêtres de mauvaise qualité.

5. Il sera procédé à l'aménagement des bois de la commune de Bize (Haute-Marne).

6. Sont approuvés,

1.^o Les arrêtés du préfet du Bas-Rhin en date des 4 et

19 mars, 1.^{er}, 2 et 14 avril 1830, lesquels ont autorisé, par urgence, divers essartemens dans les bois des communes de Gries, Seltz, Marckolsheim, Mackenheim et Mothern;

2.^o L'arrêté du préfet du Bas-Rhin en date du 16 avril dernier, qui autorise, par urgence, un ravalement, sur une étendue de seize hectares, des bois de la commune de Gambenheim;

3.^o L'arrêté du préfet du même département en date du 17 avril dernier, autorisant, par urgence, la délivrance dans les bois de la commune de Rhinau, au profit du sieur *Wackenheim*, meunier, de six cents fascines, cent cinquante bottes de piquets et cent cinquante bottes de clayons, reconnus nécessaires pour réparer les barrages du canal de son moulin.

7. Il sera procédé à la vente et adjudication de trente-quatre arbres et du taillis existant sur la ligne séparative des bois de la commune de Maizières et de la forêt royale de Xirchanges (Meurthe).

8. Notre ministre secrétaire d'état des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 26 Juin de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé MONTBEL.

N.^o 14,980. — LETTRES PATENTES portant érection de Majorats.

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, *Par le Roi*, le garde des sceaux, CHANTELAUZE, scellées en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau de France, et de la commission du sceau, le 11 juin 1830,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur *Joseph-Nicolas de Laporte* marquis de *Lartaudière*, ancien officier, breveté du grade honorifique de maréchal-de-camp, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, une maison de ferme, une autre maison, leurs bâtimens, deux moulins, des jardins, vergers, battoir, treillages, broussailles, &c., ensemble d'environ trente-sept hectares; — douze pièces de terre de trente-deux hectares, réunies; huit pièces en pré et pâtures, et deux petites pièces de vigne, de sept hectares; et trente pièces de bois d'au moins trente-un hectares, avec des terres vaines; — ces cent hectares environ situés commune de Saint-Egrève, canton et arrondissement de Grenoble, département de l'Isère,

portés au cadastre, sections B, n.^{os} 387; — C, 281, 2, 3, 4, 5, 6, 321 et 324; — D, 1, 2, 3, 4, 5, 5, 6, 37, 38, 39, 41, 42, 43, 44, 44, 45, 45, 46, 46, 47, 48, 52, 70, 91 bis, 109, 113, 119, 124, 125, 128, 128 bis, 156, 158, 158 bis, 159, 159 bis, 163, 163 bis, 185, 186, 187, 188, 199, 208, 208, 209, 211, 212, 215, 216, 239, 240, 241, 242, 242 bis, 242 bis, 243, 244, 303, 304, 322, 323, 324, 325, 331, 333, 334, 336, 337, 388, 393 bis, 393 bis, 394, 394, 395, 411, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 426, 437, 445, 449, 450, 451, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 465, 466, 467, 468, 469 : — tous ces biens produisant net dix mille francs de revenu et appartenant à la dame *Émé de Marcieu*, épouse dudit sieur marquis de *Lartaudière*; — auquel majorat a été attaché le titre de *Comte*.

PAR AUTRES LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, *Par le Roi*, le garde des sceaux, CHANTELAUZE, scellées (comme celles ci-dessus), le 30 juin 1830,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur *Jean-Frédéric Bartholdi*, une inscription de cinq mille francs de rente portée en son nom sur le grand-livre des cinq pour cent, sous le n.^o 6995, série 2, immobilisée sous le n.^o 129 à l'effet de ce majorat, auquel a été attaché le titre de *Baron*.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur *Adolphe-Jacques Cadeau d'Acy*, ancien officier au premier régiment de grenadiers à cheval de la garde royale, chevalier de la Légion d'honneur: 1.^o une partie de sa terre d'Acy, sise commune de ce nom, canton de Betz, arrondissement de Senlis, département de l'Oise, contenant un château, jardin, potager, parc, des terres dites *la Charmille*, *la Noue*, *Trou à terre rouge*; le bois Ramon, celui des Châtaigniers en deux parties, le bois de la Garenne des Pierres du château; et au buisson de Montrolle, six pièces de bois taillis appelées *ventes des Lignièrès*, *des Jardinets*, *des Sœurs*, *la Régale*, *ventes des Navarres* et de *la mare Saint-Jean*; les jeu de paume, jeu d'arc et la pointe du calvaire; le tout de cent six hectares soixante ares trente-huit centiares, dont quatre-vingt-un hectares vingt-quatre ares trente-huit centiares pour les bois; et produisant six mille quatre cent cinquante francs de revenu; 2.^o et une inscription de six cent soixante-et-dix francs de rente portée au nom du sieur *Cadeau d'Acy* sur le grand-livre des cinq pour cent, sous le n.^o 67,994, série première, immobilisée sous le n.^o 123: — auquel majorat, ainsi élevé à sept mille cent vingt francs de revenu, a été attaché le titre de *Vicomte*.

Pour Extraits :

Le Secrétaire général du Sceau de France, signé CUVILLIER.

N.^o 14,981. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur *Nicolas Brandner*, né le 24 octobre 1798 à Hallstadt, royaume de Bavière, demeurant à Hussereu, arrondissement de Belfort, département du Haut-Rhin,

2.^o Le sieur *Jean-Joseph Saucin*, né le 10 février 1778 à Floriffoux, royaume des Pays-Bas, demeurant à Lenny, arrondissement de Mézières, département des Ardennes,

3.° Le sieur *Basile Mickalesky Famin*, né le 14 février 1790 à *Atert-coven* en Russie, et demeurant à Paris,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (*Saint-Cloud, 30 Juin 1830.*)

N.° 14,982. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 6000 francs faite à l'hospice de *Belleville* (Rhône) par la dame veuve *Joleaud de Saint-Maurice*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,983. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de *Lodève* (Hérault) par la demoiselle *Fournier*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,984. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice d'*Étampes* (Seine-et-Oise) par la dame *Desroziers*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,985. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 300 francs fait à l'hospice d'*Amplepuis* (Rhône), par le sieur *Boujot de Meyré*, pour la fondation d'un lit en faveur des pauvres de *Cublize*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,986. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait en faveur de la classe des filles pauvres établie dans l'hospice d'*Orthes* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Laussat*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,987. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait aux pauvres de *Dehault* (Sarthe) par la dame *Delonlay*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,988. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Paris* par le sieur *Laban*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,989. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres du *Pont-Saint-Esprit* (Gard) par la dame *Mollenbec*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,990. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Cambigneul* (Pas-de-Calais), par la dame veuve *Dour-lens*, d'une pièce de terre estimée 5950 francs. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,991. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs fait à l'hospice *Saint-Charles de Cette* (Hérault) par la demoiselle *Sezary*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,992. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance et l'hospice de *la Salvetat* (Hérault) à accepter, mais pour moitié de sa valeur nette seulement, le Legs fait à chacun de ces établissements, par le sieur *Barthez*, de la moitié d'un pré évalué à 3000 francs, à la charge, entre autres conditions, de payer 150 francs à la fabrique. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,993. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance et l'hospice d'*Auch* (Gers) à accepter, mais pour moitié de leur valeur nette seulement, les Legs faits par le sieur *Pardiac*, d'une somme de 1200 francs au premier et d'une somme de 400 francs au second de ces établissements. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,994. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour moitié seulement, le Legs d'une rente de 200 francs fait aux pauvres de *Saint-Trivier-sur-Moignans* (Ain) par le sieur *Chaballier*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,995. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Lauserte* (Tarn-et-Garonne), par le sieur *Jourde*, de la nue propriété d'immeubles évalués à 1800 francs. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,996. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais jusqu'à concurrence de moitié de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 29,000 francs environ, fait aux pauvres de *Ratenelle* (Saône-et-Loire) par la demoiselle *Viot*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,997. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à environ 667 francs, fait à l'hôpital de *Beziers* (Hérault) par le sieur *Blanc*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,998. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Saint-Flour* (Cantal) par le sieur *Salamon*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 14,999. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à l'hospice de *Chaudes-aigues* (Cantal) par le sieur *Salamon*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 15,000. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à l'hospice de *Mauriac* (Cantal) par le sieur *Salamon*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.° 15,001. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *la Grave* (Hautes-Alpes), par le sieur *Pujol*, d'une somme de 500 francs et de l'indemnité qui peut lui revenir. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.º 15,002. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 400 francs faite à l'hospice de *Châteaubriand* (Loire-Inférieure) par la demoiselle *Thuillier de la Coquerie*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,003. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 600 francs faite à l'hospice de la vieillesse (hommes) de *Paris* (Seine) par le sieur *Desportes*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,004. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hôpital du *Mans* (Sarthe), par le sieur *Pérou de Beaufeu*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 118 francs 52 centimes. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,005. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au profit de l'école dominicale de *Godewaersvelde* (Nord), par le sieur *Delessne*, de deux parties de bois taillis évaluées ensemble à un revenu annuel de 28 francs. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,006. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Montsur* (Mayenne), par le sieur *Delaporte de Vélocher*, d'une portion de terrain estimée 200 francs. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,007. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente perpétuelle de 30 francs fait aux pauvres de *Gignac* (Hérault) par la dame veuve *Cotte de Latour*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 12 Juillet 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

12 Juillet 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 366.)

N.º 15,008. — ORDONNANCE DU ROI qui classe au rang des Routes départementales de la Lozère le Chemin de Mende à Meyrueis.

Au château de Saint-Cloud, le 7 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu les délibérations du conseil général du département de la Lozère, tendant à ce que le chemin de Mende à Meyrueis par Sainte-Enimie soit classé au rang des routes départementales;

Vu l'avis du conseil général des ponts et chaussées;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le chemin de Mende à Meyrueis par Sainte-Enimie est et demeure classé au rang des routes départementales de la Lozère sous le n.º 19.

2. L'administration est autorisée à acquérir, en se conformant au mode prescrit par la loi du 8 mars 1810, les terrains nécessaires pour établir et perfectionner cette route.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 7 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,

Signé B.^{on} CAPELLE.

VIII.^e Série.

B

N.° 15,009. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'ouverture d'une nouvelle Rue dans la ville de Barbezieux (Charente).*

Au château de Saint-Cloud, le 7 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu le plan relatif à l'ouverture d'une rue dans la ville de Barbezieux, département de la Charente, devant communiquer de la place d'armes aux allées et à la route royale de Paris à Bordeaux;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo du 3 août 1828;

Vu les délibérations du conseil municipal;

Vu les avis du sous-préfet et du préfet;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Une nouvelle rue sera ouverte dans la ville de Barbezieux, département de la Charente, conformément au plan ci-annexé, rectifié suivant le tracé indiqué par la ligne A A, B B.

2. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 7 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,

Signé B.^{on} CAPELLE.

N.° 15,010. — *LETTRES PATENTES portant érection de Majorats.*

PAR LETTRES PATENTES signées CHARLES, et plus bas, *Par le Roi*, le garde des sceaux, CHATELAIN, scellées en présence du conseiller d'état commissaire du Roi au sceau de France et de la commission du sceau, le 12 juillet 1830,

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur de M. Adélaïde-Blaise-François Le Lievre marquis de la Grange et de Fourilles, ancien capitaine-lieutenant d'une compagnie des mousquetaires de la garde, lieutenant général, grand-croix, &c. &c. sa terre de Fourilles, comprenant le château et la réserve, les domaines du Sauzet de la Plain, du Marquisat, de la Borde et de Lau, de deux cent sept hectares quatre-vingt-seize ares vingt-quatre centiares; plus quatorze hectares cinquante-sept ares cinquante centiares de

terres en sept pièces dépendant de son domaine des Brosses, cinquante-six ares environ de vignes, un pré de vingt ares; ces biens sis communes de Fourilles, Chantelle, Ussel; — le bois de la Tronçais, commune de Fleuriel, de quarante-quatre hectares soixante-et-quatorze ares; trois pièces de bois taillis, commune de Cintrat, appelées *Piots*, *Chevalier* et *Marcassin*, et les *Baraudes*, de six hectares douze ares quatre-vingt-six centiares; et deux pièces de terre sises aux Chambons, de six hectares soixante-et-dix-huit ares environ; le tout, arrondissement de Gannat, département de l'Allier, produisant net dix mille cent soixante-et-quatorze francs vingt-trois centimes de revenu: — ce majorat ainsi constitué par remplacement de trois inscriptions au grand livre des cinq pour cent appartenant au lieutenant général de la Grange, ensemble de dix mille quatre francs de rente, et détachées de ce majorat, auquel, par continuation, est resté attaché le titre de *Marquis* dont M. de la Grange est revêtu, et ce, sous la dénomination particulière de *marquis de la Grange et de Fourilles*.

Sa Majesté a érigé en majorat, en faveur du sieur Achille-Joseph Delamarre, lieutenant-colonel au corps royal d'état-major, &c., une inscription de dix mille francs de rente cinq pour cent, portée en son nom sur le grand livre sous le n.° 100,270, série 3, et immobilisée sous le n.° 122, à l'effet de ce majorat, auquel a été attaché le titre de *Comte*.

Pour Extrait conforme :

Le Secrétaire général du Sceau de France.

Signé CUVILLIER.

N.° 15,011. — *ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur George (Antoine), né le 1.^{er} octobre 1791 à Nice en Piémont, maréchal-des-logis chef au septième régiment de chasseurs à cheval, en garnison à Beziers, département de l'Hérault. (Paris, 27 Janvier 1830.)*

N.° 15,012. — *ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Jehlin (Aloys), né le 14 mars 1787 à Ingolstadt en Bavière, sergent-major à la dixième compagnie des fusiliers sédentaires. (Paris, 25 Mars 1830.)*

N.° 15,013. — *ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur Raphaël (Lehmann), né le 20 octobre 1788 à Wassertrudingen, royaume de Bavière, propriétaire, demeurant à Sierentz, arrondissement d'Altkirch, département du Haut-Rhin. (Paris, 25 Mars 1830.)*

N.° 15,014. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'ornemens et de livres estimés 615 francs fait à la fabrique de l'église de Montigny-le-Roi (Haute-Marne) par le sieur Mathieu. (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)*

N.° 15,015. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de Chuyer (Loire) par le sieur Celle. (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)*

N.° 15,016. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de douze pièces de terre estimées 1936 francs fait aux desservans successifs de l'église de *Sarquenay* (Côte-d'Or) par la demoiselle *Monriot*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,017. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 25 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Méry-ès-Bois* (Cher) par le sieur *Vignat*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,018. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2500 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Brienne* (Ardennes) par le sieur *Gilbert*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,019. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de *Notre-Dame de Montluçon* (Allier) par le sieur *Deplaigne*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,020. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 110 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Frémontier* (Somme) par le sieur *Féret*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,021. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Surin* (Deux-Sèvres) par le sieur *Lamarque*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,022. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs de deux parties de rentes montant ensemble à 925 francs, et d'une somme de 10,000 francs, faits, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Vincent de Paul à Paris* (Seine) par le sieur *Guyot de Chenizot*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,023. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Pierre à Beauvais* (Oise) par le sieur *Anselin*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,024. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 800 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Vavincourt* (Meuse) par le sieur *Févez*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,025. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Michel des Andaines* (Orne) par la dame veuve *Onfroy*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,026. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un calice, &c. estimé 483 francs, fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de *la Pommeraye* (Maine-et-Loire) par le sieur *Martin*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,027. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait avec réserve d'usufruit, par la dame *Lefeuere*, à la fabrique de l'église d'*Isfendic* (Ile-et-Vilaine), de la moitié des acquêts faits pendant sa communauté avec son mari, ladite moitié estimée d'un revenu de 41 francs. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,028. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Pouy de Touges* (Haute-Caroune) par le sieur *Andréa*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,029. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 8800 francs sur l'État, faite à la congrégation des sœurs de la charité d'*Evron* (Mayenne) par la dame veuve *Mathieu de Montmorency*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,030. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de mobilier, argent comptant, billets et créances, le tout montant à 32,407 francs 40 centimes, fait au séminaire de *Nantes* (Loire-Inférieure) par le sieur *Levesque*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,031. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de la moitié d'un pré estimée d'un revenu de 30 francs, faite aux desservans successifs de l'église de *Brée* (Mayenne) par la dame *Chauvin*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,032. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un pré, d'un revenu de 20 francs, faite avec réserve d'usufruit aux desservans successifs de l'église de *Brielles* (Ile-et-Vilaine) par le sieur *Géorgin*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,033. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 20 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Urbain* (Haute-Marne), par la dame *Guillaumé*. (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,034. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.° de la Donation de 460 francs faite par le sieur *Meyer*; 2.° du Legs d'une rente de 20 francs fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, par la dame *Stadler*, à la fabrique de l'église de *Saverne* (Bas-Rhin). (Paris, 1.° Avril 1830.)

N.° 15,035. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 85 francs faite, sous condition de services religieux,

à la fabrique de l'église d'Ance (Basses-Pyrénées), par le sieur *Grat Mon.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,036. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 6000 francs fait à la fabrique de l'église de *Guiche* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Garat.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,037. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux pièces de terre contenant ensemble 23 ares, fait, avec réserve d'usufruit, aux desservans successifs de la succursale de *Sécourt* (Moselle), par le sieur *Georges* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,038. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 40 francs fait à la communauté des carmelites d'*Abbeville* (Somme) par la dame *Fresson.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,039. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 24,000 francs fait à la communauté des religieuses de la Compassion de *Toulouse* (Haute-Garonne) par la demoiselle *Gavarret de Saint-Léon.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,040. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de *Bourg* (Ain), 1.º d'une maison avec jardins estimée 8120 francs, par la dame *Althumbert*; 2.º d'une maison estimée 6300 francs, par la dame *Seigneret*; 3.º d'une maison avec parties de cour, &c., estimées 6600 francs, par les dames *Charlotte Mermet*, *Pierrette Mermet* et *Pierrette Charvent.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,041. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des ursulines de *Vannes* (Morbihan), par les dames *Huard* et *Baron*, de leur part indivise dans cinq fonds de terre avec leurs édifices, estimés ensemble environ 18,098 francs. = Donation à la même communauté de deux pièces de terre estimées 1900 francs, par la dame *Chatelier*, supérieure. (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,042. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation faite à la communauté des carmelites de *Roubaix* (Nord), de terrain et de bâtimens évalués à 24,500 francs, par les sieur et dame *Lepoutre.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,043. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des carmelites de *Douai* (Nord), par les dames *Guéau de Reverseaux*, supérieure, *Helvoët* et *Hennequin*, religieuses, de chacune leur part dans une maison située à Douai et évaluée à 20,000 francs. (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,044. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 4000 francs faite à la communauté des sœurs de la Sainte-Famille

établie à *Amiens* (Somme) par la demoiselle *Rogean.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,045. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des offres de donation faites à la communauté des sœurs de Notre-Dame de la charité du Refuge à *Caen* (Calvados), par les dames *Saffray* et *Capelain*, de leur part dans une rente foncière de 200 livres tournois [197 fr. 58 centimes], et par ladite dame *Capelain*, seule, d'une autre partie de rente foncière de 175 livres tournois [172 francs 58 centimes]. (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,046. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une créance de 4000 francs, et de cinquante-sept pièces de terre d'un revenu de 50 francs, faite à la congrégation des sœurs de l'Instruction chrétienne dites *ursulines* à *Troyes* (Aube) par la dame veuve *Dalbanne.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,047. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la communauté des religieuses de Notre-Dame de *Rodès* (Aveyron) par la dame *Guiral.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,048. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs et de quelques livres de piété fait à la communauté des religieuses de Notre-Dame de Sainte-Marie de *Grenoble* (Isère) par le sieur de *Barral.* (Paris, 1.^{er} Avril 1830.)

N.º 15,049. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1200 francs faite, sous condition de services religieux et de distribution d'aumônes, à la fabrique de l'église de *Champagney* (Haute-Saône) par la demoiselle *Didier.* (Paris, 4 Avril 1830.)

N.º 15,050. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre évaluée à 500 francs, faite, à la charge de services religieux et avec réserve d'usufruit stipulée, à la fabrique de l'église de *Briont-les-Fosses* (Haute-Marne) par les sieur et dame *Journée.* (Paris, 4 Avril 1830.)

N.º 15,051. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 750 francs faite, à la charge de services religieux et sous la réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église d'*Esnoms* (Haute-Marne), par la dame veuve *Mielle.* (Paris, 4 Avril 1830.)

N.º 15,052. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la fabrique de l'église de *Regrippières* (Loire-Inférieure), savoir : 1.º d'une maison et pré évalués à 8000 francs, par la dame *Dugns*, les sieur et dame *Pellerin* et consorts; 2.º de six pièces de terre évaluées à 4000 francs, par les sieur et dame *Pellerin* et consorts; 3.º d'une pièce de terre évaluée à 500 francs, par les sieur et dame *Bregeon* et les sieur et dame *Coicaud.* (Paris, 4 Avril 1830.)

N.º 15,053. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1200 francs faite, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église métropolitaine de *Toulouse* (Haute-Garonne), par les héritiers de la dame de *Polastre d'Aiguevives*. (*Paris, 4 Avril 1830.*)

N.º 15,054. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation, moyennant une rente annuelle de 20 francs, faite dans l'église de *Cuvier* (Jura) par la dame veuve *Gros*. (*Paris, 4 Avril 1830.*)

N.º 15,055. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une maison presbytérale avec dépendances estimée 3500 fr. faite, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Villiers-en-Désœuvre* (Eure), par la dame veuve *Hubert*. (*Paris, 4 Avril 1830.*)

N.º 15,056. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Vagnas* (Ardèche) par la dame veuve *Chalvet*. (*Paris, 4 Avril 1830.*)

N.º 15,057. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un pré d'un revenu de 32 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Saint-Ursin* (Manche), par le sieur *Pinot*. (*Paris, 4 Avril 1830.*)

N.º 15,058. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 600 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Bapaume* (Pas-de-Calais), par la dame *Lefebvre*. (*Paris, 4 Avril 1830.*)

N.º 15,059. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 40 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Landroff* (Moselle), par le sieur *Choumert*. (*Paris, 4 Avril 1830.*)

N.º 15,060. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison avec jardin estimée 5800 francs, fait, sous condition de services religieux, au séminaire diocésain de *Marseille* (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve *Drognon*. (*Paris, 4 Avril 1830.*)

N.º 15,061. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une closerie et de divers immeubles évalués à 12,000 francs, faite à la fabrique de l'église de *Chéméré-le-Roi* (Mayenne) par le sieur *Beaudoin*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,062. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de pièces de terre et pré évalués à 1600 francs, fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de *Mialanes* (Lozère) par la dame veuve *Teissandier*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,063. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à la fabrique de l'église de *Leucate* (Aude) par la dame *Barreau*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,064. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 36 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Deyvillers* (Vosges), par le sieur *Parisot*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,065. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs, fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Eustache à Paris* (Seine), par la dame veuve *Rousseau*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,066. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux parties de rentes montant ensemble à 150 francs, fait, sous condition de services religieux et de distribution d'aumônes, à la fabrique de l'église de *Vernet* (Pyrénées-Orientales), par le sieur *Benazet*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,067. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Bauzile* (Lozère) par le sieur *Boyrat*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,068. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait au séminaire et à l'école secondaire ecclésiastique de *Paris* (Seine) par la dame veuve de *Montmorency-Laval*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,069. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à 1897 francs, et de diverses créances montant à 2343 francs, faite au séminaire diocésain de *Gap* (Hautes-Alpes) par les sieurs *Pascalon* et consorts. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,070. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait au séminaire de *Dijon* (Côte-d'Or) par la demoiselle *Hélène*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,071. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au séminaire de *Metz* (Moselle) par la dame veuve de *Montmorency-Laval*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,072. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 55 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Hennecourt* (Vosges), par la dame veuve *Arnould*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,073. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de

l'église de *Cruzy* (Yonne), par la dame veuve *Vacher*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,074. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 750 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Rambervillers* (Vosges), par le sieur *Masson*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,075. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre d'un revenu de 8 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Hennecourt* (Vosges), par la dame *Dumont*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,076. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles estimés 5600 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Blécourt et Sancourt* (Nord), par le sieur *Évrard*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,077. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Mirepoix* (Ariège) par le sieur *Croux*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,078. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de vases sacrés, ornemens, &c., estimés 2300 francs, fait à la fabrique de l'église de *Saint-Paul de Jarrat* (Ariège) par le sieur *Pagès*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,079. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux rentes non exemptes de la retenue, montant ensemble à 19 francs 20 centimes, faite à la fabrique de l'église de *Landivisiau* (Finistère) par la demoiselle *Le Corre*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,080. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une partie de terrain d'un revenu de 2 francs, faite à la fabrique de l'église de *Périgny* (Loir-et-Cher) par la demoiselle *Bonne-Amaury*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,081. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de trois parties de rentes montant ensemble à 25 francs, faite à la fabrique de l'église de *Noidant-le-Rocheux* (Haute-Marne) par la demoiselle *Sanrey*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,082. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 50 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Humes* (Haute-Marne), par les sieur et dame *Grépinet*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,083. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de la moitié d'une pièce de terre, ladite moitié estimée d'un revenu de 22 francs 50 centimes, fait, sous condition de services religieux et avec

réserve d'usufruit, aux desservans de l'église de *Pontigné* (Maine-et-Loire), par le sieur *Maupoint*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,084. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de divers immeubles estimés 2950 francs, fait, avec réserve d'usufruit, sous condition de services religieux et pour l'instruction d'enfans pauvres, à la fabrique de l'église de *Viller* (Moselle), par le sieur *Jacob*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,085. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Herlin-le-Sec* (Pas-de-Calais) à accepter, 1.º la fondation moyennant une rente de 18 francs, et 2.º le Legs d'une autre rente de 30 francs, faits par le sieur *Puchois*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,086. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 300 francs et de vases sacrés, ornemens, &c., estimés 200 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Saint-Genès-les-Carmes* à *Clermont* (Puy-de-Dôme), par le sieur *Bardonnet de Neuville*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,087. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une portion de pré évaluée à 1400 francs et d'une somme de 60 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Polliou* (Ain) par le sieur *Millioud*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,088. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une propriété dite *Ordoquy*, estimée 1040 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *la Bastide-Clairence* (Basses-Pyrénées), par la demoiselle *Belsunce*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,089. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite par le sieur de *Demandolx*, et établie moyennant une rente de 55 francs, dans l'église de la Trinité à *Marseille* (Bouches-du-Rhône), par le sieur *Gassaud*, son légataire universel. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,090. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs, 1.º de 1200 francs, par la demoiselle *Bru*, 2.º de trois sommes montant ensemble à 1600 francs, par le sieur *Auhijoux*, faits à la fabrique de l'église de *Massiac* (Cantal). (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,091. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs, fait à la fabrique de l'église des *Gras* (Doubs) par le sieur *Bobilier*. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,092. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Quillio* (Côtes-du-Nord) à accepter le Legs à elle fait par la dame veuve *Auffret*, de la somme nécessaire pour acquitter les services religieux exprimés en son testament. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,093. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique et les desservans successifs de l'église d'*Urville* (Manche), à accepter l'offre faite par les héritiers de la dame veuve *Fray* : 1.º la fabrique, d'une rente de 50 francs; 2.º et le desservant, de trois pièces de terre estimées 800 francs. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,094. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les fabriques des églises de la *Baroche-sous-Lucé*, *Lucé* et *Beaulandais* (Orne), à accepter, mais jusqu'à concurrence d'une rente de 75 francs seulement, le Legs de celle de 134 francs 92 centimes, fait par le sieur *Mahier*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,095. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des quatre cinquièmes du Legs fait au diocèse de *Fréjus* (Var), par le sieur *Venel*; plus des Legs faits par le même, 1.º d'un calice et d'ornemens estimés 1195 francs 15 centimes, à la fabrique de *Bandol*; 2.º de la fondation de trente messes annuelles pendant cent ans, dans l'église du *Beausset*, même département; 3.º de la jouissance d'une pièce de terre évaluée à 500 fr., au curé du *Beausset*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,096. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite d'un capital de 3000 francs à l'école secondaire ecclésiastique de *Séez* (Orne) par le sieur *Gaston de Vauvieux*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,097. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la congrégation des sœurs de la Sagesse formée à *Châtellerault* (Vienne), par la dame *Le Corvaisier*, mais seulement pour moitié, 1.º dans les sommes provenant de la vente de ses biens estimés 2120 francs, 2.º dans une créance à recouvrer. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,098. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des hospitalières de Saint-Jean établie à *Laventie* (Pas-de-Calais), par les demoiselles *Roussel*, 1.º d'une maison occupée par ladite communauté; 2.º de jardin, chapelle et petite maison, le tout estimé 5000 francs; 3.º des meubles garnissant lesdites maisons, et évalués à 2115 francs 25 centimes. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,099. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre estimée 800 francs, faite à la communauté des sœurs de la Miséricorde de Jésus établie à *Gnarec* (Côtes-du-Nord), par la dame veuve *Lemétayer de Kerdaniel*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,100. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'argenterie estimée 550 francs, fait à la communauté des hospitalières de *Lens* (Pas-de-Calais) par la dame *Hénique*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,101. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre d'un revenu de 80 francs, faite à la congré-

tion des filles de la Croix à la *Puye* (Vienne) par la dame *Chicard*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,102. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 100 francs, faite à la congrégation des religieuses du Saint-Sacrement de *Milcon* (Saône-et-Loire) par les sieur et dame *Protat*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,103. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 200 francs, faite à la congrégation des sœurs du Saint-Esprit formée à *Plaintel* (Côtes-du-Nord), par le sieur *Dumothier-la-Fayette*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,104. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la fabrique de l'église de *Saint-Germain de Talvende* (Calvados), par la demoiselle *Desmarfieux*, de l'usufruit d'une rente de 500 francs, dont la nue propriété lui avait déjà été donnée, et dont l'acceptation a été autorisée par l'ordonnance du 26 août 1829. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,105. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Bulguéville* (Vosges) par le sieur *Mirjol*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,106. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison évaluée à 1100 fr., fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Philbert de Noirmoutiers* (Vendée) par la demoiselle *Gautier*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,107. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles estimés 2600 francs, de vases sacrés, livres, &c., estimés 407 francs, fait, sous condition de services religieux et de distribution d'aumônes, à la fabrique de l'église de *Champagney* (Haute-Saône), par le sieur *Bobilier*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,108. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 300 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Gonnehem* (Pas-de-Calais), par la demoiselle *Martin*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,109. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Nouart* (Ardennes), par la dame veuve *Lescuyer*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,110. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à 7000 francs, fait au séminaire de *Cambrai* (Nord) par le sieur *Errard*. (*Paris, 18 Avril 1830.*)

N.º 15,111. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait au séminaire d'Arras (Pas-de-Calais) par le sieur Asselin. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,112. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 72 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Louvigné du Désert (Ille-et-Vilaine), par la dame veuve Lericais-Sauvage. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,113. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de trois pièces de terre évaluées à 1000 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de Bellange (Meurthe) par les sieur et dame Sido. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,114. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 6590 francs faite, sous condition de services religieux, de distribution d'aumônes et pour l'instruction d'enfants pauvres, à la fabrique de l'église de Dompierre (Orne), par la dame veuve Dubourg. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,115. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite, moyennant une rente de 50 francs, dans l'église de Baronville (Moselle), par la demoiselle Vibler. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,116. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les fabriques des églises de Saint-Pierre, de Saint-Nicolas, de Sainte Croix, de Saint-Similien, de Notre-Dame du Bon-Port, de Saint-Donatien, de Saint-Clément et de Saint-Jacques de Nantes (Loire-Inférieure), et les administrateurs de l'hôpital de ladite ville, à accepter, jusqu'à concurrence de la moitié seulement, le Legs universel fait, sous condition de services religieux, par le sieur Le Roux. (Paris, 18 Avril 1830.)

N.º 15,117. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 600 francs faite à la fabrique de l'église de Varennes (Maine-et-Loire) par le comte de la Bourdonnaye, pair de France, à la charge de lui céder un banc à six places dans ladite église. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,118. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs des trois quarts de propriétés évaluées ensemble à 3000 francs fait à la fabrique de l'église de Vitry-sur-Loire (Saône-et-Loire) par le sieur Coutoux. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,119. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs, fait à chacune des églises de Toussieux et de Bonne-Famille autrement dite Moidière (Isère) par le sieur Guillet de Moidière de la Platière. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,120. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º de la fondation faite dans l'église de Chambray (Meurthe), moyennant une rente de 35 francs, par le sieur Gossel; 2.º d'une autre fondation faite dans l'église de Vannecourt (même département), moyennant une rente de 25 francs, par ledit Gossel. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,121. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les fabriques des églises de Conques et de Grand-Vabre (Aveyron) à accepter les Legs faits, avec réserve d'usufruit, par le sieur Austruy, du quart de sa succession pour chacune des deux fabriques, ledit quart évalué à 7500 francs. = La fabrique de Grand-Vabre est en outre autorisée à accepter le Legs d'une rente de 60 francs et d'une somme de 200 francs, fait par ledit Austruy. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,122. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 27 francs, faite à la fabrique de l'église d'Yquelon (Manche) par la dame veuve Pillevesse. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,123. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente de 44 francs 44 centimes faite à la fabrique de l'église de Lessard et le Chêne (Calvados) par le sieur de Lessard. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,124. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux pièces de terre d'un revenu de 60 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Bugarach (Aude), par le sieur Roussel. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,125. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un capital de 600 francs, fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de Barrême (Basses-Alpes), par le sieur Niel. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,126. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalués à 1400 francs, et d'argent monnayé, fait à la fabrique de l'église de Prémont (Aisne) par la dame veuve Lera. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,127. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 460 francs fait à la fabrique de l'église de Giziat et Chdtel (Jura) par le sieur Féant. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,128. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de Villefranche (Haute-Garonne) par le sieur Taillandier. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,129. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à la fabrique de l'église de Diancéy (Côte-d'Or) par la demoiselle Dugon. (Paris, 21 Avril 1830.)

N.º 15,130. — ORDONNANCE DU ROI portant qu'il est fait à la compagnie *Deshours-Farel*, propriétaire de la concession des mines de houille de *Cavaillac*, arrondissement du Vigan, département du Gard, remise de la redevance proportionnelle pendant dix années, à compter du 1.ºr janvier 1830. (*Saint-Cloud, 29 Juin 1830.*)

N.º 15,131. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Cellier* et *Sertlet* à construire dans la commune de *Rardcourt* (Meuse) une usine à fer en remplacement d'une huilerie et d'une scierie. (*Saint-Cloud, 23 Juin 1830*)

N.º 15,132. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le sieur *Alfred Darnier* d'*Archiac* à établir, commune de la *Grande-Résie* (Drôme), un patouillet pour le lavage du minéral de fer. (*Saint-Cloud, 23 Juin 1830.*)

N.º 15,133. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les sieurs *Cor*, *Lavigaudelle*, *Félix* et *Auguste de Wimpfen*, concessionnaires des mines de plomb, cuivre et argent de *Sainte-Marie-aux-Miées*, à établir un bocard à douze pilons et cinq tables à percussion, territoire de *Sainte-Marie-aux-Miées* (Haut-Rhin). (*Saint-Cloud, 26 Juin 1830.*)

N.º 15,134. — ORDONNANCE DU ROI portant que le supérieur général de l'institut des frères des Écoles chrétiennes est autorisé à accepter, pour la maison des frères établie à *Aurillac*, département du Cantal, le Legs d'une rente de 100 francs fait à cet établissement par le sieur *Éloi Talandier*, suivant son testament par acte public du 27 mars 1829. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 23 Juillet 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

23 Juillet 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 367.)

N.º 15,135. — ORDONNANCE DU ROI qui suspend la liberté de
la presse périodique et semi-périodique.

Au château de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º La liberté de la presse périodique est suspendue.

2. Les dispositions des articles 1.º, 2 et 9 du titre 1.º
de la loi du 21 octobre 1814 sont remises en vigueur.

En conséquence, nul journal et écrit périodique ou semi-
périodique, établi ou à établir, sans distinction des matières
qui y seront traitées, ne pourra paraître, soit à Paris, soit
dans les départemens, qu'en vertu de l'autorisation qu'en
auront obtenue de nous séparément les auteurs et l'imprimeur.

Cette autorisation devra être renouvelée tous les trois
mois.

Elle pourra être révoquée.

3. L'autorisation pourra être provisoirement accordée
et provisoirement retirée par les préfets aux journaux et
ouvrages périodiques ou semi-périodiques publiés ou à pu-
blier dans les départemens.

4. Les journaux et écrits, publiés en contravention à
l'article 2, seront immédiatement saisis.

Les presses et caractères qui auront servi à leur im-
pression seront placés dans un dépôt public et sous scellés,
ou mis hors de service.

5. Nul écrit au-dessous de 20 feuilles d'impression ne pourra
paraître qu'avec l'autorisation de notre ministre secrétaire d'état

VIII.º Série.

C*

de l'intérieur, à Paris, et des préfets, dans les départemens. Tout écrit de plus de 20 feuilles d'impression, qui ne constituera pas un même corps d'ouvrage sera également soumis à la nécessité de l'autorisation.

Les écrits publiés sans autorisation seront immédiatement saisis.

Les presses et caractères qui auront servi à leur impression seront placés dans un dépôt public et sous scellés, ou mis hors de service.

6. Les mémoires sur procès et les mémoires des sociétés savantes ou littéraires sont soumis à l'autorisation préalable, s'ils traitent en tout ou en partie de matières politiques, cas auquel les mesures prescrites par l'article 5 leur seront applicables.

7. Toute disposition contraire aux présentes restera sans effet.

8. L'exécution de la présente ordonnance aura lieu en conformité de l'article 4 de l'ordonnance du 27 novembre 1816, et de ce qui est prescrit par celle du 18 janvier 1817.

9. Nos ministres secrétaires d'état sont chargés de l'exécution des présentes.

Donné à notre château de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,

Signé Prince DE POLIGNAC.

Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire d'état de la justice,
Signé CHANTELAUZE.

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,
Signé B.^{on} D'HAUSSEZ.

Le Ministre Secrétaire d'état des finances,
Signé MONTBEL.

Le Ministre de l'intérieur,
Signé C.^{te} DE PEYRONNET.

Le Ministre Secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques
et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERNON-RANVILLE.

Le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B.^{on} CAPELLER.

N.° 15,136. — *ORDONNANCE DU ROI qui dissout la Chambre des Députés des départemens.*

Au château de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'article 50 de la Charte constitutionnelle,

Étant informé des manœuvres qui ont été pratiquées sur plusieurs points de notre royaume pour tromper et égarer les électeurs pendant les dernières opérations des collèges électoraux,

Notre Conseil entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La Chambre des Députés des départemens est dissoute.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Saint-Cloud, le 25.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,
Signé DE PEYRONNET.

N.° 15,137. — *ORDONNANCE DU ROI qui réforme, selon les principes de la Charte constitutionnelle, les règles d'élection, et prescrit l'exécution de l'article 46 de la Charte.*

Au château de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Ayant résolu de prévenir le retour des manœuvres qui ont exercé une influence pernicieuse sur les dernières opérations des collèges électoraux;

Voulant en conséquence réformer, selon les principes de la Charte constitutionnelle, les règles d'élection dont l'expérience a fait sentir les inconvénients,

Nous avons reconnu la nécessité d'user du droit qui nous appartient de pourvoir, par des actes émanés de nous, à la sûreté de l'État et à la répression de toute entreprise attentatoire à la dignité de notre couronne;

A ces causes,

Notre Conseil entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Conformément aux articles 15, 36 et 50 de la Charte constitutionnelle, la Chambre des Députés ne se composera que de Députés de département.

2. Le cens électoral et le cens d'éligibilité se composeront exclusivement des sommes pour lesquelles l'électeur ou l'éligible seront inscrits personnellement, en qualité de propriétaire ou d'usufruitier, aux rôles de l'imposition foncière et de l'imposition personnelle et mobilière.

3. Chaque département aura le nombre de Députés qui lui est attribué par l'article 36 de la Charte constitutionnelle.

4. Les Députés seront élus et la Chambre sera renouvelée dans la forme et pour le temps fixés par l'article 37 de la Charte constitutionnelle.

5. Les collèges électoraux se diviseront en collèges d'arrondissement et collèges de département.

Sont toutefois exceptés les collèges électoraux des départements auxquels il n'est attribué qu'un seul Député.

6. Les collèges électoraux d'arrondissement se composeront de tous les électeurs dont le domicile politique sera établi dans l'arrondissement.

Les collèges électoraux de département se composeront du quart le plus imposé des électeurs du département.

7. La circonscription actuelle des collèges électoraux d'arrondissement est maintenue.

8. Chaque collège électoral d'arrondissement élira un nombre de candidats égal au nombre des Députés du département.

9. Le collège d'arrondissement se divisera en autant de sections qu'il devra nommer de candidats.

Cette division s'opérera proportionnellement au nombre des sections et au nombre total des électeurs du collège, en ayant égard, autant qu'il sera possible, aux convenances des localités et du voisinage.

10. Les sections du collège électoral d'arrondissement pourront être assemblées dans des lieux différens.

11. Chaque section du collège électoral d'arrondissement élira un candidat, et procédera séparément.

12. Les présidens des sections du collège électoral d'arrondissement seront nommés, par les préfets, parmi les électeurs de l'arrondissement.

13. Le collège de département élira les Députés.

La moitié des Députés du département devra être choisie dans la liste générale des candidats proposés par les collèges d'arrondissement.

Néanmoins, si le nombre des Députés du département est impair, le partage se fera sans réduction du droit réservé au collège du département.

14. Dans le cas où, par l'effet d'omissions, de nominations nulles, ou de doubles nominations, la liste de candidats proposée par les collèges d'arrondissement serait incomplète, si cette liste est réduite au-dessous de la moitié du nombre exigé, le collège de département pourra élire un Député de plus hors de la liste; si la liste est réduite au-dessous du quart, le collège de département pourra élire, hors de la liste, la totalité des Députés du département.

15. Les préfets, les sous-préfets et les officiers généraux commandant les divisions militaires et les départemens ne pourront être élus dans les départemens où ils exercent leurs fonctions.

16. La liste des électeurs sera arrêtée par le préfet en conseil de préfecture. Elle sera affichée cinq jours avant la réunion des collèges.

17. Les réclamations sur la faculté de voter auxquelles il n'aura pas été fait droit par les préfets seront jugées par la Chambre des Députés, en même temps qu'elle statuera sur la validité des opérations du collège.

18. Dans les collèges électoraux de département, les deux électeurs le plus âgés, et les deux électeurs le plus imposés, rempliront les fonctions de scrutateur.

La même disposition sera observée dans les sections de collège d'arrondissement composées de plus de cinquante électeurs.

Dans les autres sections de collège, les fonctions de scrutateur seront remplies par le plus âgé et par le plus imposé des électeurs.

Le secrétaire sera nommé dans les collèges et sections de collège par le président et les scrutateurs.

19. Nul ne sera admis dans le collège ou section de collège, s'il n'est inscrit sur la liste des électeurs qui en doivent faire partie. Cette liste sera remise au président et restera affichée dans le lieu des séances du collège pendant la durée de ses opérations.

20. Toute discussion et toute délibération quelconques seront interdites dans le sein des collèges électoraux.

21. La police du collège appartient au président. Aucune force armée ne pourra, sans sa demande, être placée auprès du lieu des séances. Les commandans militaires seront tenus d'obtempérer à ses réquisitions.

22. Les nominations seront faites dans les collèges et sections de collège à la majorité absolue des votes exprimés.

Néanmoins si les nominations ne sont pas terminées après deux tours de scrutin, le bureau arrêtera la liste des personnes qui auront obtenu le plus de suffrages au deuxième tour. Elle contiendra un nombre de noms double de celui des nominations qui resteront à faire. Au troisième tour, les suffrages ne pourront être donnés qu'aux personnes inscrites sur cette liste, et la nomination sera faite à la majorité relative.

23. Les électeurs voteront par bulletins de liste. Chaque bulletin contiendra autant de noms qu'il y aura de nominations à faire.

24. Les électeurs écriront leur vote sur le bureau, ou l'y feront écrire par l'un des scrutateurs.

25. Le nom, la qualification et le domicile de chaque électeur qui déposera son bulletin, seront inscrits par le secrétaire sur une liste destinée à constater le nombre des votans.

26. Chaque scrutin restera ouvert pendant six heures et sera dépouillé, séance tenante.

27. Il sera dressé un procès-verbal pour chaque séance : ce procès-verbal sera signé par tous les membres du bureau.

28. Conformément à l'article 46 de la Charte constitutionnelle, aucun amendement ne pourra être fait à une loi, dans la Chambre, s'il n'a été proposé ou consenti par nous, et s'il n'a été renvoyé et discuté dans les bureaux.

29. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance resteront sans effet.

30. Nos ministres secrétaires d'état sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné à Saint-Cloud, le 25.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi :

Le Président du Conseil des Ministres,

Signé Prince DE POLIGNAC.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé CHANTELAUZE.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé B.^{on} D'HAUSSEZ.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé C.^{te} DE PEYRONNET.

Le Ministre des finances,

Signé MONTBEL.

Le Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERNON-RANVILLE.

Le Ministre des travaux publics,

Signé CAPELLE.

N.° 15,138.— *ORDONNANCE DU ROI qui convoque les collèges électoraux d'arrondissement pour le 6 septembre prochain, les collèges de département pour le 13, et la Chambre des Pairs et celle des Députés pour le 28 du même mois.*

Au château de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu l'ordonnance royale, en date de ce jour, relative à l'organisation des collèges électoraux;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les collèges électoraux se réuniront, savoir : les collèges électoraux d'arrondissement, le 6 septembre prochain, et les collèges électoraux de département, le 13 du même mois.

2. La Chambre des Pairs et la Chambre des Députés des départemens sont convoquées pour le 28 du mois de septembre prochain.

3. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 25^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
Signé DE PEYRONNET.

N.^o 15,139. — ORDONNANCE DU ROI portant nomination de plusieurs conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire et extraordinaire, et qui autorise deux Ministres d'état et cinq Conseillers d'état en service extraordinaire à participer aux délibérations du Conseil d'état.

Au château de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *Delavau*, conseiller d'état en service extraordinaire, est nommé conseiller d'état en service ordinaire.

2. Les sieurs comte de *Vaublanc*, baron *Dudon*, ministres d'état, marquis de *Forbin des Issards*, baron de *Frénilly*, *Franchet-Despercy*, vicomte de *Castelbajac*,

Syrieys de Mayrinhae, conseillers d'état en service extraordinaire, sont autorisés à assister et à participer aux délibérations de notre conseil d'état.

3. Les sieurs *Cornet d'Incourt*, conseiller d'état honoraire, et baron de *Villebois*, maître des requêtes, sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire, avec autorisation d'assister et de participer aux délibérations de notre conseil d'état.

4. Les sieurs de *Formon* et vicomte de *Conny*, maîtres des requêtes, sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire, avec autorisation d'assister et de participer aux délibérations de notre conseil d'état.

5. Les sieurs vicomte de *Curzay*, maître des requêtes, préfet du département de la Gironde, et marquis de *Ville-neuve*, préfet du département de la Corrèze, sont nommés conseillers d'état en service extraordinaire.

6. Les sieurs baron de *Chaulieu*, préfet du département de la Loire, et *Mery de Contades*, sont nommés maîtres des requêtes en service extraordinaire.

7. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 25 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Signé CHANTELAUZE.

N.^o 15,140. — ORDONNANCE du Roi qui nomme Conseiller d'état honoraire M. *Bergasse*, ancien Député aux États-généraux.

Au château de Saint-Cloud, le 25 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur *Bergasse*, ancien député aux États-généraux, est nommé conseiller d'état honoraire.

2. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 25 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé CHATELAIN.

N.^o 15,141. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Didesch* dit *Schmit* (Jean), né le 13 novembre 1763 à Roeser, grand duché de Luxembourg, demeurant à Kontz-Haute, arrondissement de Thionville, département de la Moselle. (Saint-Cloud, 28 Septembre 1825.)

N.^o 15,142. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Pigeot* (André-Albert), né le 30 novembre 1775 à Sugny, royaume des Pays-Bas, ex-sous-lieutenant au quatrième régiment de lanciers, demeurant à Gespunsart, arrondissement de Mézières, département des Ardennes. (Paris, 15 Novembre 1826.)

N.^o 15,143. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Poncelet* (Jean-Nicolas), né le 9 décembre 1783 à Bièvre, royaume des Pays-Bas, ancien militaire, demeurant à Nohan, commune de Thilay, arrondissement de Mézières, département des Ardennes. (Paris, 15 Novembre 1826.)

N.^o 15,144. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Bosendorf* (Pierre-Joseph), né le 29 octobre 1772 à Hompré, royaume des Pays-Bas, cloutier, demeurant à Gespunsart, arrondissement de Mézières (Ardennes). (Paris, 7 Mai 1828.)

N.^o 15,145. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Huard* (Jean-Baptiste), né le 19 mars 1781 à Pussemange, royaume des Pays-Bas, demeurant à Gespunsart, arrondissement de Mézières, département des Ardennes. (Paris, 7 Mai 1828.)

N.^o 15,146. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *François Gilles*, né le 12 mars 1787 à Bras, royaume des Pays-Bas, ancien militaire, demeurant à Gespunsart, arrondissement de Mézières, département des Ardennes. (Paris, 12 Mars 1829.)

N.^o 15,147. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Paillot* (Jean-Joseph), né le 16 septembre 1785

à Villers-sur-Semois, grand duché de Luxembourg, demeurant à Thonne-le-Thil, arrondissement de Montmédy, département de la Meuse. (Saint-Cloud, 16 Septembre 1829.)

N.^o 15,148. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Hasenvinchel* (Godfried-Maurice), né à Vermiten (Prusse orientale), le 12 novembre 1795, receveur municipal à Thionville, département de la Moselle. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.^o 15,149. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *d'Hauregard* (Paul-Gustave-Adolphe-Lambert), né le 7 ventôse au XIII [26 février 1805] à Verviers, ancien département de l'Ourihe, demeurant à Saint-Quentin, département de l'Aisne. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.^o 15,150. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Laib* (Gottlob-Henri), né le 19 juillet 1769 à Holzgerlingen, royaume de Wurtemberg, ministre de l'église de la confession d'Augsbourg, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.^o 15,151. — ORDONNANCE DU ROI portant que, 1.^o le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Perpignan (Pyrénées-Orientales) est définitivement fixé à quinze;

2.^o Le nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Bellac (Haute-Vienne) est définitivement fixé à vingt-deux. (Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.)

N.^o 15,152. — ORDONNANCE DU ROI portant que,

1.^o Le sieur *Guillaume* (Célestin-Joseph), né le 21 frimaire an XI [12 décembre 1802] à Étalle, grand-duché de Luxembourg, et demeurant à Thonne-le-Long, arrondissement de Montmédy, département de la Meuse,

2.^o Le sieur *Rion* (Jacques), né le 24 thermidor an IV [11 août 1796] à Saint-Vincent, commune de Tiutigny, grand-duché de Luxembourg, et demeurant à Thonne-le-Long, arrondissement de Montmédy, département de la Meuse,

3.^o Le sieur *Stamboly* (Constantin), né le 4 mars 1799 à Constantinople, demeurant à Marseille, département des Bouches-du-Rhône,

4.^o Le sieur *Thomas* (François-Antoine), né le 28 septembre 1787 à Meix devant Virton, grand-duché de Luxembourg, et demeurant à Thonne-le-Long, arrondissement de Montmédy, département de la Meuse,

5.^o Le sieur *Wag* (Jacques), né le 4 février 1791 à Membrechtshoffen, grand-duché de Bade, tailleur d'habits, demeurant à Stattmatten, arrondissement de Strasbourg, département du Bas-Rhin,

Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider. (Saint-Cloud, 14.^o 1830.)

N.º 15,153. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de Saint-Martin de *Saint-Dié* (Vosges) par la dame veuve *Maury*. (*Paris*, 21 Avril 1830.)

N.º 15,154. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 30 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Cambernon* (Manche), par les sieur et dame *Cirou*. (*Paris*, 21 Avril 1830.)

N.º 15,155. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de la moitié d'une maison estimée 1300 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église d'*Amélecourt* (Meurthe), par la dame veuve *Binars*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,156. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation de 1200 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Saint-Germain à *Dourdan* (Seine-et-Oise) par la dame veuve *Aufroy*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,157. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une portion de terrain estimée 10 francs, faite à la fabrique de l'église de *Beaumont-en-Véron* (Indre-et-Loire) par le sieur de *Razilly*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,158. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une portion de terrain évaluée à 100 francs, faite à la fabrique de l'église de la *Chapelle-Blanche* (Indre-et-Loire) par le sieur *Goujon de Gasville*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,159. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 500 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Joseph* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Montaud*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,160. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs, fait au séminaire de *Saint-Dié* (Vosges) par la dame veuve *Maury*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,161. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église Saint-Jacques du Haut-Pas à *Paris* (Seine) par la demoiselle *Bunon*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,162. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Chazière* (Rhône), par le sieur *Chazière*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,163. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à la fabrique de l'église Saint-Epvre à *Nancy* (Meurthe) par la dame veuve *Elliot*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,164. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Doulaincourt* (Haute-Marne), par le sieur *Charpentier*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,165. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un pré d'un revenu de 44 francs 40 centimes, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Grippont* (Meurthe), par les sieurs *Fiebvé et Gros*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,166. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 600 francs fait au séminaire de *Poitiers* (Vienne) par le sieur *Bernardeau*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,167. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la moitié seulement du Legs d'un mobilier estimé 789 francs, et d'immeubles d'un revenu de 14 francs, à la fabrique de l'église de *Grezillé* (Maine-et-Loire), par la demoiselle *Martin*. (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,168. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait aux ursulines établies à *Paris*, rue de Vaugirard, par le sieur *Laporte*, à la charge d'en faire jouir les ursulines qui résident à *Auxerre* (Yonne). (*Paris*, 25 Avril 1830.)

N.º 15,169. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter jusqu'à concurrence de moitié seulement, le Legs universel, évalué à 4170 francs 42 centimes, fait à la fabrique de l'église de *Thann* (Haut-Rhin) par la dame veuve *Losier*. (*Paris*, 28 Avril 1830.)

N.º 15,170. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la fabrique de l'église de *Quédillac* (Ille-et-Vilaine), par la dame *Chantrel*, de la moitié du surplus de sa succession, ladite moitié évaluée à 318 francs 76 centimes. (*Paris*, 28 Avril 1830.)

N.º 15,171. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Jouan de l'Isle* (Côtes-du-Nord), par la dame *Chantrel*, de la moitié du surplus de sa succession, ladite moitié évaluée à 318 francs 76 centimes. (*Paris*, 28 Avril 1830.)

N.º 15,172. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait à la fabrique de l'église de *Médréac* (Ille-et-Vilaine) par le sieur *Quémereuc*. (*Paris*, 28 Avril 1830.)

N.º 15,173. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Bapaume* (Pas-de-Calais), par le sieur *Thoriez*. (Paris, 28 Avril 1830.)

N.º 15,174. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Beux* (Moselle), par la dame veuve *Pichon*, d'un terrain évalué à un revenu annuel de 20 francs. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,175. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Lys-Saint-George* (Indre), par les sieurs *Rotinat* frères, d'une maison, jardin et dépendances, estimés 3000 francs. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,176. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Firminy* (Loire), par le sieur *Chapellon*, d'un terrain bâti en partie et estimé 3000 francs. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,177. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Longeaux* (Meuse), par le sieur *Viard*, d'une maison estimée 2000 francs. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,178. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 5000 francs fait par la demoiselle *Bachelot* pour la fondation d'une place d'incurable à l'hospice Saint-Joseph de *Laval* (Mayenne). (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,179. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 5329 francs faite au bureau de bienfaisance de *Saint-Nicolas de la Grave* (Tarn-et-Garonne) par quatre-vingt-cinq habitants de cette ville. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,180. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence de 400 francs seulement, le Legs universel, évalué à environ 1380 francs, fait à l'hospice de *Fougères* (Ille-et-Vilaine) par la demoiselle *Hély*. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,181. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le département de la Haute-Garonne à accepter le Legs de 6000 francs fait en faveur des détenus des prisons de *Toulouse* par le sieur *Saint-Jean*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,182. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison estimée 300 francs, faite à la commune de *Asques* (Gironde) par la demoiselle *Dapi*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,183. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Geosmes* (Haute-Marne), par le sieur

Roussel, d'une maison et dépendances estimées 1100 francs. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,184. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 1000 francs, faite à la commune de *Novéant-sur-Moselle* (Moselle) par le sieur *Legoux de Neuvery*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,185. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 200 francs, faite à la commune de *Ranrupt* (Vosges) par le sieur *Renard*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,186. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à environ 24,000 francs, fait à la commune de *Ferrières* (Loiret) par la dame veuve *Bourgois*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,187. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire et pour moitié de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 1000 francs environ, fait à l'hospice de *Aiguillon* (Lot-et-Garonne) par la dame veuve *Saubiac*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,188. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la dame *Jean*, 1.º à la ville de *Cambrai* (Nord), d'une somme de 91,500 francs, à la charge, entre autres conditions, d'établir une maison de religieuses chargées de l'instruction des filles pauvres, et 2.º à l'hôpital de cette ville, de divers immeubles évalués à 64,000 francs environ, pour servir à l'établissement des sœurs de charité dans cet hospice. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,189. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Sainte-Susanne* (Mayenne), par la dame veuve *Aveneau*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,190. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 500 francs faite à la commune de *Tréauville* (Manche) par le sieur *Lelaidier*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,191. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2000 francs fait à la ville de *Troyes* (Aube) par le sieur *Rousseau de Chamoy*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,192. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 800 francs faite au bureau de bienfaisance de *Saint-Dié* (Vosges) par la dame *Chapput*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,193. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Molsheim* (Bas-Rhin), par la demoiselle *Hé*

de ses biens meubles et immeubles évalués ensemble à 728 francs 70 centimes. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)

N.º 15,194. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Raimes* (Nord), par le sieur d'*Arenberg*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 300 francs. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)

N.º 15,195. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice royal de *Versailles* (Seine-et-Oise), par la demoiselle *Cluquet*, de la nue propriété d'une rente de 185 francs sur l'Etat (5 pour cent). (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)

N.º 15,196. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation, évaluée à 7146 francs 71 centimes, faite à l'hospice civil de *Bar-le-Duc* (Meuse) par la dame veuve *Heuillon*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)

N.º 15,197. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice royal de *Versailles* (Seine-et-Oise), par la dame veuve *Mahieu*, de la nue propriété d'une rente de 100 francs. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)

N.º 15,198. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le maire de *Vedrin* (Cantal) à accepter les Legs faits par la demoiselle *Bouschet*, d'une somme de 600 francs pour les pauvres, d'une somme de 800 francs pour l'établissement d'une maison d'école, et d'une somme de 2000 francs pour servir à l'entretien des institutrices : l'ordonnance du 1.º avril 1830 relative à cette affaire est rapportée, et sera considérée comme nulle et non avenue. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
et Secrétaire d'état au département
de la justice,

A Paris, le 25 Juillet 1830*,

CHANTELAUZE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 2 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

25 Juillet 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 368.)

N.º 15,199. — ORDONNANCE DE CHARLES X qui met la ville
de Paris en état de siège (1).

Au château de Saint-Cloud, le 28 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les articles 53, 101, 102 et 103 du décret du 24 décembre
1811;

Considérant qu'une sédition intérieure a troublé dans la journée
du 27 de ce mois la tranquillité de la ville de Paris;

Notre Conseil entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º La ville de Paris est mise en état de siège.

2. Cette disposition sera publiée et exécutée immédiate-
ment.

3. Notre ministre secrétaire d'état de la guerre est chargé
de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 28.º jour de l'an de grâce
1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Président du Conseil des Ministres,
chargé par intérim du portefeuille de la guerre,

Signé P.º DE POLIGNAC.

N.º 15,200. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à
concurrence des trois quarts de sa valeur nette seulement, le Legs fait à
l'hospice de *Rambouillet* (Seine-et-Oise), par la demoiselle *Mulot*, d'une
somme de 44,000 francs et d'objets mobiliers évalués à 2400 francs en-
viron; le tout pour la fondation de quatre lits pour des pauvres infirmes,
et de préférence pour ceux de la commune d'*Orphin*. (*Saint-Cloud,
12 Mai 1830.*)

(1) Les actes postérieurs au 25 juillet ne sont publiés au Bulletin que pour servir de docu-
ments historiques.

VIII. Série.

D

N.º 15,201. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence des deux tiers de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 3500 francs environ, fait aux pauvres de *Jurançon* (Basses-Pyrénées) par la dame veuve *Joanchicot*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,202. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence des trois quarts seulement, le Legs universel, évalué à 230,000 francs environ, fait à la ville de *Lyon* (Rhône) par la dame veuve *Fortier*, pour la fondation d'un établissement de bienfaisance et d'instruction destiné aux jeunes enfans pauvres de cinq à quinze ans. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,203. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence de moitié de sa valeur nette seulement, le Legs de 600 francs fait à l'hospice Saint-Joseph de *Laval* (Mayenne) par la dame veuve *Dé*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,204. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 6000 francs fait à l'hospice de *Pithiviers* (Loiret) par la dame *Desroziers*, pour la fondation d'un lit en faveur d'un pauvre de la commune de *Malherbes*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,205. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour les deux tiers de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 5500 francs, fait aux pauvres de *Romagné* (Ille-et-Vilaine) par la demoiselle *Prodhomme*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,206. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 1250 francs, fait aux pauvres de *Quaedypre* (Nord) par le sieur *Citterein*, et rapporte l'ordonnance du 3 février 1830 rendue sur cette affaire. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,207. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 3000 francs fait à l'hospice de *Montpeyroux* (Hérault) par le sieur *Thibal*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,208. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de *Largentièrre* (Ardèche) par le sieur *Duchamp*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,209. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1500 francs faite au bureau de bienfaisance d'*Amance* (Haute-Saône) par le sieur *Desprez*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,210. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Louhans* (Saône-et-Loire), par la demoiselle *Girard*, d'une pièce de pré estimée 2600 francs. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,211. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Niort* (Deux-Sèvres), par la dame veuve *Berthomé*, de la moitié d'une maison évaluée à un revenu annuel de 70 francs, et de l'usufruit seulement de l'autre moitié pendant la vie de la donatrice. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,212. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Romans* (Drôme), 1.º d'une somme de 1200 francs par le sieur *Perrochet*, 2.º d'une rente annuelle et perpétuelle de 500 fr. par le sieur *Dochier*, et 3.º d'une somme de 500 francs par le sieur *Motte*. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,213. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'académie des beaux-arts à accepter le Legs, évalué à 25,000 francs, fait par le sieur *Deschaumes* en faveur de jeunes architectes ou littérateurs qui rempliraient les conditions spécifiées dans son testament. (Saint-Cloud, 12 Mai 1830.)

N.º 15,214. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Montiers-au-Perche* (Orne), par la dame veuve *Coudray*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 150 francs. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,215. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 800 francs fait au bureau de bienfaisance de *Verdun* (Meuse) par la dame veuve *Ruin*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,216. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 6000 francs fait à l'hôtel-Dieu de *Reims* (Marne) par la demoiselle *Culoteau*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,217. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1200 francs faite aux hospices de *Châlons* (Marne) par la dame *Faglain*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,218. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 12,000 francs faite à l'hospice de *Feugarolles* (Lot-et-Garonne) par la dame *d'Imbert*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,219. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de divers immeubles évalués à 5000 francs, fait au bureau de bienfaisance de *Martigné-Fer-Chaud* (Ille-et-Vilaine) par le sieur *Monnier-Destardais*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,230. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2465 francs 14 centimes faite au bureau de bienfaisance de *Rennes* (Ille-et-Vilaine) par la demoiselle *de la Binitinaye*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,231. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Salins* (Jura), par le sieur *Frère*, de deux pièces de vigne estimées ensemble 4000 francs. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,232. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Auge* (Eure-et-Loir), par le sieur *de Verdun*, d'un jardin et d'une portion de cour y attenante, le tout estimé 750 francs. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,233. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de *Lodève* (Hérault) par la demoiselle *Fournier*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,234. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'*Aigues-mortes* (Gard), par le sieur *Combet*, de deux maisons et dépendances estimées ensemble 280 francs. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,235. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres du *Puy-Saint-Martin* (Drôme), par la dame veuve *Crozat*, d'une portion de terre labourable et d'un bois taillis, le tout évalué à 550 francs 16 centimes environ. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.º 15,236. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de *Guéret* (Creuse) par le sieur *Jarrit-Delille*. (Paris, 23 Mai 1830.)

CERTIFIÉ conforme par nous Commissaire provisoire
au département de la justice,

Paris, le 2 Août 1830,
DUPONT (de l'Eure).

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie du Gouvernement, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.
2 Août 1830.



BULLETIN DES LOIS.

(N.º 369. *)

N.º 15,227. — TABLEAU des Prix des Grains pour servir de régulateur de l'Exportation et de l'Importation, conformément aux Lois des 16 Juillet 1819 et 4 Juillet 1821, arrêté le 31 Juillet 1830.

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
1. ^{re} CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		26 ^f			
	du froment.... au-dessous de....		24.			
	de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		16.			
	de l'avoine..... idem.....		9.			
Unique.	(Pyrénées-Or..)					
	Aude.....	Toulouse.....				
	Hérault.....	Fleurance....	22 ^f 13.	15 ^f 43	12 ^f 22	10 ^f 54 ^c
	Gard.....	Marseille....				
	Bouches-du-Rh.	Gray.....				
	Var.....					
	(Corse.....)					
2. ^e CLASSE.						
Limite	de l'exportation des grains et farines.....		24 ^f			
	du froment.... au-dessous de....		22.			
	de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		14.			
	de l'avoine..... idem.....		8.			
1. ^{re}	(Gironde.....)					
	Landes.....	Marans.....				
	B. ^{des} Pyrénées.	Bordeaux.....	20 ^f 52 ^c	13 ^f 05	10 ^f 96 ^c	10 ^f 29 ^c
	H. ^{tes} Pyrénées.	Toulouse.....				
	Ariège.....					
	Haute-Garonne					
2. ^e	(Jura.....)					
	Doubs.....	Gray.....				
	Ain.....	Saint-Laurent.	27. 34.	18. 51.	14. 35.	8. 40.
	Isère.....	Le Grand-Lemps.				
	Basses-Alpes..					
	Hautes-Alpes..					

* Voyez un Errata page 59.

2. VIII.ª Série.

E

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	MARCHÉS.	PRIX MOYEN DE L'HECTOLITRE de			
			Froment.	Seigle.	Maïs.	Avoine.
3. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines.....		22 ^f		
		du froment.... au-dessous de....		20.		
		de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		12.		
		de l'avoine..... idem.....		8.		
1. ^{re}	{ Haut-Rhin.... Bas-Rhin....	{ Mulhausen... Strasbourg... }	22 ^f 39 ^c	14 ^f 95 ^c	#	8 ^f 58 ^c
2. ^e	{ Nord..... Pas-de-Calais..	{ Bergues..... Arras..... }	22. 75.	12. 07.	#	8. 61.
	Somme.....	Roye.....				
	Seine-Infér...	Soissons.....				
	Eure.....	Paris.....				
	Calvados.....	Rouen.....				
3. ^e	{ Loire-Infér... Vendée.....	{ Saumur..... Nantes..... }	21. 77.	15. 69.	#	10. 47.
	{ Charente-Inf..	{ Marans..... }				
4. ^e CLASSE.						
Limite	{	de l'exportation des grains et farines.....		20 ^f		
		du froment.... au-dessous de....		18.		
		de l'importation du seigle et du maïs.. idem.....		10.		
		de l'avoine..... idem.....		7.		
1. ^{re}	{ Moselle..... Meuse.....	{ Metz..... Verdun..... }	21 ^f 80 ^c	11 ^f 29 ^c	#	7 ^f 84 ^c
2. ^e	{ Ardennes.... Aisne.....	{ Charleville... Soissons..... }	21. 69.	12. 80.	#	9. 40.
	{ Manche..... Ille-et-Vilaine..	{ Saint-Lô..... Paimpol..... }				
	Côtes-du-Nord.	Quimper.....				
	Finistère.....	Hennebon....				
	Morbihan....	Nantes.....				

ARRÊTÉ par nous Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur.

A Paris, le 31 Juillet 1830.

En l'absence du Ministre, et attendu l'extrême urgence de l'affaire,

Le Chef du Bureau des subsistances, DURAND.

N.° 15,228. — ORDONNANCE DU ROI qui élève à la dignité de Maréchal de France M. le Comte de Bourmont, Pair de France Lieutenant général des armées du Roi.

Au château de Saint-Cloud, le 14 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Voulant donner à notre très-cher, amé et féal de Ghaisne comte de Bourmont, pair de France, lieutenant général de nos armées, un témoignage éclatant de notre satisfaction pour les services qu'il nous a rendus dans le commandement de l'expédition d'Afrique, dont la prise d'Alger vient d'être le glorieux résultat;

Vu les articles 54 et 55 de l'ordonnance du 2 août 1818;

Sur le rapport du président de notre Conseil des ministres, chargé par intérim du portefeuille de la guerre,

Et sur la présentation de notre bien-aimé fils le Dauphin,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1.^{er} Notre très-cher, amé et féal Louis-Auguste-Victor de Ghaisne comte de Bourmont, pair de France, lieutenant général de nos armées, est élevé à la dignité de maréchal de France.

2. Le président de notre Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 14.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Président du Conseil, chargé par intérim du portefeuille de la guerre,

Signé P.^{re} DE POLIGNAC.

N.° 15,229. — ORDONNANCE DU ROI qui élève M. le Vice-amiral Baron Duperré à la dignité de Pair du Royaume.

Au château de Saint-Cloud, le 14 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les ordonnances des 25 août 1817 et 3 juin 1830, et la décision du 1.^{er} septembre 1819;

Sur le rapport du président de notre Conseil des ministres,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le sieur vice-amiral baron *Duperré* est élevé à la dignité de pair du royaume.

2. Le sieur vice-amiral baron *Duperré* prendra séance à la Chambre des Pairs après avoir rempli les formalités et conditions exigées par les ordonnances précitées du 25 août et du 30 juin 1830.

3. Le président de notre Conseil des ministres est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 14.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Président du Conseil des ministres, Ministre Secrétaire d'état au département des affaires étrangères,

Signé P.^{ce} DE POLIGNAC.

N.^o 15,230. — ORDONNANCE DU ROI qui prescrit la Transcription, sur les Registres du Conseil d'état, des Statuts des Sœurs des Ecoles chrétiennes et charitables du Saint-Enfant Jésus, dites de l'Évêché, établies à Toulon (Var).

Au château de Saint-Cloud, le 14 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu la loi du 24 mai 1825;

Vu le consentement donné par l'évêque de Fréjus aux statuts des sœurs des écoles chrétiennes et charitables du Saint-Enfant Jésus, dites de l'Évêché, établies à Toulon, département du Var;

Vu lesdits statuts, desquels il résulte qu'elles ne s'engagent par aucun vœu, et qu'elles disposent de leurs biens conformément aux lois;

Considérant que la communauté est soumise pour le spirituel à la juridiction de l'ordinaire;

Considérant que lesdits statuts ne dérogent pas aux lois du royaume, et ne contiennent rien de contraire à la charte constitutionnelle, aux droits de notre couronne, aux franchises, libertés et maximes de l'église gallicane;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les statuts des sœurs des écoles chrétiennes et charitables du *Saint-Enfant Jésus*, dites de l'Évêché, établies à Toulon, département du Var, gouvernées par une supérieure locale, et ayant pour fin l'instruction gratuite des filles pauvres et l'éducation de jeunes pensionnaires; lesdits statuts, dûment vérifiés et tels qu'ils sont annexés à la présente ordonnance, seront enregistrés et transcrits sur les registres de notre Conseil d'état : mention de la transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

2. Nous nous réservons d'autoriser ultérieurement, s'il y a lieu, ladite communauté, après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

3. Notre ministre secrétaire d'état des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, et notre garde des sceaux ministre secrétaire d'état de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 14.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique,

Signé C.^{te} DE GUERDON-RANVILLE.

N.^o 15,231. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Beauregard* (Drôme), par la dame veuve *Royet*, 1.^o de 5 hectolitres 40 litres blé-froment et 4 hectolitres 68 litres écosseil à distribuer un mois après son décès, et de pareille distribution au bout de l'an, et 2.^o d'une rente d'un hectolitre 68 litres, moitié blé, moitié écosseil, pendant cinquante ans, aux pauvres de la paroisse de *Jaillans*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.^o 15,232. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Bayeux* (Calvados) par la dame veuve *Lamarque du Féron*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.^o 15,233. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait au bureau de bienfaisance d'*Aix* (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Chastel*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,234. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 8000 francs fait au bureau de bienfaisance d'Aix (Bouches-du-Rhône) par le sieur *Barnéoud*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,235. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au bureau de bienfaisance de Marseille (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve *Anglade*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,236. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Lambesc* (Bouches-du-Rhône), par la dame *Lambot*, de deux capitaux montant ensemble à 10,192 francs. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,237. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 361 francs 50 centimes, fait à l'hospice de *Lambesc* (Bouches-du-Rhône) par la dame *Tuatre*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,238. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres les plus nécessiteux de la *Roque d'Olmes* (Ariège), par le sieur *Arnaud*, d'une rente annuelle de 34 kilogrammes de pain pendant vingt ans, et de trois rentes locataires perpétuelles s'élevant ensemble à 8 hectolitres de blé-froment. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,239. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres de l'*Argentière* (Ardèche) par le sieur *Privat-Garilhe*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,240. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux pauvres de l'*Argentière* (Ardèche) par le sieur *Rouvier*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,241. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Sainte-Scolasse-sur-Sarthe* (Orne), par le sieur *Brust*, d'une maison et dépendances estimées 1200 francs. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,242. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune d'*Houliès* (Lot-et-Garonne), par le sieur *Lalanne*, d'une portion de pré estimée 20 francs. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,243. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, pour le tiers de sa valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 12,000 francs environ, fait à l'hospice de *Roquebrune* (Var) par la demoiselle *Vinas*. (Paris, 23 Mai 1830.)

N.° 15,244. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice de *Bourgois* (Isère) à accepter une somme de 750 francs pour l'acquit du Legs fait à cet établissement par le sieur *Robin du Sauzay*. (Paris, 23 Mai 1830.)

ERRATA. Bulletin des lois n.° 363, VIII.° série, page 461, ligne 3 de l'article 2 de l'ordonnance royale du 16 juin 1830, concernant les compagnies sédentaires de gendarmerie, au lieu de *modèle de 1801*, lisez *modèle de 1825*.
Le tarif annexé à ladite ordonnance (même numéro, page 462) est annulé, et doit être remplacé par celui ci-après.

Tarif de la Solde des Compagnies sédentaires de Gendarmerie créées par l'Ordonnance royale du 25 Avril 1830.

SOLDE DE PRÉSENCE	GRADES.	SOLDE D'ABSENCE PAR JOUR	Masse individuelle	Observations.						
PAR JOUR,	par an.	PAR MOIS.	avec vivres de campagne ou sans vivres.	avec cravate le pain seulement pour la troupe.	en marche en corps avec le pain seulement dans Paris.	en semestre ou en congé.	à l'hôpital.	à l'hôpital étant en congé.	en captivité.	
Sous-officiers et Gendarmes.	Capitaines { de 1. ^{re} classe.	2,500	183/33.3.	6 ¹ 11. 1.	9 ¹ 11 ¹ 1.	3 ¹ 03 ¹ 5.	4 ¹ 11 ¹ 1.	1 ¹ 05. 5.	3 ¹ 05 ¹ 5.	Nota. En arrivant à la compagnie, chaque sous-officier et gendarme reçoit, sur les fonds de la gendarmerie, une première mise de 70 francs pour former sa masse individuelle.
Lieutenants	{ de 2. ^e classe.	1,800	150. 00. 0.	5. 00. 0.	8. 00. 0.	2. 50. 0.	3. 00. 0.	0. 50. 0.	2. 50. 0.	
Sergent-major.	{ de 1. ^{re} classe.	1,400	116. 66. 6.	3. 88. 8.	6. 38. 8.	1. 20. 0.	1. 94. 4.	0. 41. 4.	1. 94. 4.	
Caporal.	{ de 2. ^e classe.	1,200	100. 00. 0.	3. 33. 3.	5. 83. 3.	1. 11. 1.	1. 66. 6.	0. 16. 6.	1. 66. 6.	
Gendarme.				1. 62. 0.	2. 02. 0.	0. 58. 0.	0. 64. 5.	0. 20. 3.		0 ¹ 11.
Tambour.				1. 02. 0.	1. 37. 0.	0. 42. 0.	0. 44. 5.	0. 27. 0.		0. 11.
Enfant de troupe.				0. 70. 0.	0. 95. 0.	0. 37. 5.	0. 29. 5.	0. 17. 0.		0. 11.
				0. 44. 0.	0. 49. 0.	0. 25. 0.	0. 47. 0.	0. 08. 6.		0. 11.
				0. 20. 0.	0. 32. 0.	0. 23. 0.	0. 17. 0.	0. 23. 6.		0. 11.
					0. 52. 0.	0. 12. 5.				

Annulé le présent Tarif par nous Président du Conseil, chargé par intérim du portefeuille de la guerre,
Signé P. DE POLIGNAC.

*CERTIFIÉ conforme par nous Commissaire provisoire
au département de la justice ,*

Paris, le 2 Août 1830.

DUPONT (de l'Eure).

* On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie du Gouvernement, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.
2 Août 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.° 370.)

N.° 15,245. — *ORDONNANCE DU Roi qui autorise l'Abattoir public
construit à Saint-Gaudens (Haute-Garonne).*

Au château de Saint-Cloud, le 21 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET
DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département
de l'intérieur;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Saint-
Gaudens, département de la Haute-Garonne, du 13 janvier 1830,
relative à l'établissement d'un abattoir public contre lequel il ne
s'est élevé aucune opposition;

L'avis du préfet, du 20 mars suivant;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.° L'abattoir public construit à Saint-Gaudens,
département de la Haute-Garonne, est autorisé, sous la con-
dition que l'autorité municipale remplira, pour le choix de
l'emplacement, les formalités exigées par le décret du 15 oc-
tobre 1810 et par l'ordonnance royale du 14 janvier 1815,
relativement aux ateliers insalubres de troisième classe.

2. Aussitôt que les échaudoirs dudit établissement auront
été mis en état de service, et dans le délai d'un mois, au plus
tard, après que le public en aura été averti par affiches,
l'abattage des bœufs, vaches, veaux et moutons destinés à la
consommation des habitans aura lieu exclusivement dans
l'abattoir public, et toutes les tueries particulières seront
interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires ou particuliers qui élèvent des

VIII.° Série.

F

porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue.

Hors de la commune, c'est-à-dire, dans celles des environs, ils seront libres, ainsi que les bouchers de Saint-Gaudens, de tenir des échaudoirs, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité: tous ceux qui voudront s'établir à Saint-Gaudens seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la commune auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de la police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en vente et débiter de la viande dans la commune, mais seulement aux heures et sur les lieux désignés par le maire; et ce, en concurrence avec les bouchers et les charcutiers de Saint-Gaudens qui voudront profiter de la même faculté.

7. Le droit à payer par les bouchers pour l'occupation des places dans l'abattoir public sera réglé par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de Saint-Gaudens pourra faire les réglemens de police nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre de l'intérieur, sur l'avis du préfet.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 21 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.° 15,246. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Pierre-Lambert Lenaers*, brigadier de gendarmerie à Berlette (Pas-de-Calais), né à Liège, royaume des Pays-Bas, le 28 novembre 1779. (Paris, 23 Avril 1817.)

N.° 15,247. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Yvieux (François) dit Evraud*, né le 18 septembre 1778 à la Motte, arrondissement de Chambéry, ancien département du Mont-Blanc, soldat à la trente-troisième compagnie de fusiliers sédentaires à Riom, département du Puy-de-Dôme. (Paris, 15 Mars 1827.)

N.° 15,248. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Zimmer (Nicolas) dit Smer*, né le 30 septembre 1782 à Steinsel, grand-duché de Luxembourg, demeurant à Havange, arrondissement de Briey, département de la Moselle. (Paris, 25 Octobre 1829.)

N.° 15,249. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Bouhtay (Louis-Henri-Marie)*, né le 17 septembre 1787 à Liège, royaume des Pays-Bas, maître de musique, demeurant à Moufflanquin, département de Lot-et-Garonne. (Paris, 24 Février 1830.)

N.° 15,250. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Dorr (Wendelin)*, né à Bruchsal, grand-duché de Bade, le 11 juin 1789, tourneur, demeurant à Colmar, département du Haut-Rhin. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.° 15,251. — ORDONNANCE DU ROI qui accorde des Lettres de déclaration de naturalité au sieur *Zech (Martin-Joseph)*, né le 23 novembre 1790 à Blanden en Autriche, menuisier, demeurant à Uberkammen, département du Haut-Rhin. (Paris, 29 Mai 1830.)

N.° 15,252. — ORDONNANCE DU ROI portant que le sieur *Jacques-Frédéric Warts*, né à Strasbourg, département du Bas-Rhin, le 12 mars 1806, d'un père étranger non naturalisé, vitrier, demeurant dans ladite ville, est admis à établir son domicile en France, pour y jouir de l'exercice des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Saint-Cloud, 23 Juillet 1830.)

N.º 15,253. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation du prix d'un office d'avoué faite à l'hospice civil de *Nontron* (Dordogne) par le sieur *Grolhier-Desbrousses*. (*Paris, 23 Mai 1830.*)

N.º 15,254. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Vic-sur-Cère* (Cantal), par le sieur *Martin* et la demoiselle *Pagès-Desuttes*, d'une maison avec dépendances estimée environ 6000 francs. (*Paris, 23 Mai 1830.*)

N.º 15,255. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2000 francs faite au bureau de bienfaisance de *Saint-Girons* (Ariège) par le sieur *Moulis*. (*Paris, 23 Mai 1830.*)

N.º 15,256. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 3100 francs faite aux hospices d'*Arras* (Pas-de-Calais) par une personne qui ne veut pas être nommée, pour l'établissement d'un nouveau lit dans l'hospice des vieillards. (*Paris, 23 Mai 1830.*)

N.º 15,257. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite aux hospices de *Saint-Omer* (Pas-de-Calais), par le sieur *Dupont*, d'une somme de 1000 francs et d'une partie d'effets d'habillement estimée 157 francs 50 centimes. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,258. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice de *Gaillac* (Tarn) par la dame veuve *Paramond*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,259. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres d'*Agutz* (Tarn), par la dame *Deumié*, d'une rente d'un hectolitre de blé et d'un hectolitre de millet pendant vingt ans. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,260. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Coudrevieux* (Sarthe), par le sieur *Gager*, d'une somme de 500 francs et d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs sur l'État. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,261. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 300 francs fait au bureau de bienfaisance de *Clermont-Ferrand* (Puy-de-Dôme) par le sieur *Artis de Marcillac*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,262. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Saint-Denis d'Anjou* (Mayenne), par la dame *Dapoty*, d'une somme de 4000 francs ou d'une rente de 200 francs. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,263. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à environ 300 francs, fait à l'hospice de *Nontron* (Dordogne) par le sieur *Fauconnet*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,264. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Mailhes*, 1.º d'une somme de 300 francs et de la moitié de son vestiaire à l'hospice, et 2.º d'une somme de 1000 francs et de l'autre moitié de son vestiaire au bureau de bienfaisance de *Plicaux* (Cantal). (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,265. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 5000 francs faite à l'hôtel-Dieu de *Soissons* (Aisne) par une personne qui ne veut pas être nommée. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,266. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 6000 francs faite par la demoiselle *Delangle de Coëtulan* pour la fondation de deux lits à l'hospice des incurables de *Rennes* (Ille-et-Vilaine), en faveur d'un homme et d'une femme de la commune de *Guipel*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,267. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Quimperlé* (Finistère), par la dame *Grégoire*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 75 francs. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,268. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison estimée 6800 francs, faite à l'hospice de *Mont-de-Marsan* (Landes) par le sieur *Saint-Marc*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,269. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait aux pauvres de *Rives* (Isère) par le sieur *Simond*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,270. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 10,000 francs fait à l'hospice de la Charité de *Langres* (Haute-Marne) par le sieur *Detourbet*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,271. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Thiers* (Puy-de-Dôme), par le sieur *Quesne*, de la nue propriété d'une somme de 6000 francs. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,272. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Bar-le-Duc* (Meuse), par la demoiselle *Lhuillier*, d'une rente annuelle et viagère de 500 francs et de son mobilier évalué à 1000 francs. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,273. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs faite aux pauvres de *Fermeville* (Manche) par le sieur *Castel*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,274. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite par moitié aux hospices de la charité et des malades de *Saint-Chamond* (Loire) par le sieur *Dugas-Viallis*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,275. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'hospice des incurables d'*Amiens* (Somme). 1.º d'une somme de 8000 francs par la dame veuve *Sachy de Saint-Aurit*, 2.º de pareille somme de 8000 francs par la dame veuve de *Thiepeal*, et 3.º d'une autre somme de 8000 francs par la dame veuve de *Milleville*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,276. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 1200 francs faite à l'hospice de *Gournay* (Seine-Inférieure) par le sieur *Rouland*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,277. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 23,000 francs fait aux communes de *Poisson* et de *Busseuil* (Saône-et-Loire) par le sieur *Matherat*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,278. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Clermont-Ferrand* (Puy-de-Dôme) par le sieur *Maugne-Belleau*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,279. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de *Clermont-Ferrand* (Puy-de-Dôme) par le sieur *Rodde-Devernière*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,280. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 600 francs faite à l'hospice de *Rambervillers* (Vosges) par les héritiers de la dame veuve *Paligny*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,281. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 600 francs faite au bureau de bienfaisance de *Bruges* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Fondeville*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,282. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs et de 4 hectolitres de blé fait aux pauvres de *Saint-Saturnin* (Puy-de-Dôme) par le sieur *Verdier-Pagnat*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,283. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 6000 francs faite à l'hospice de *Belleville* (Rhône) par le sieur *Gonthier* pour la fondation et l'entretien d'un lit dans cet établissement. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,284. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait aux pauvres d'*Enghien-Montmorency* (Seine-et-Oise) par le sieur *Langlois*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,285. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait aux pauvres d'*Entraigues* (Vaucluse) par la dame veuve *Rivasse*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,286. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs à titre universel fait aux pauvres de *Viesly* (Nord), par la demoiselle *Muresses*, des deux tiers de ce qu'elle possédait à Viesly, se composant d'une créance de 2400 francs et de quatre parties de terre contenant ensemble 67 ares 58 centiares. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,287. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices d'*Array* (Morbihan), par le sieur *Guillemin*, de divers immeubles évalués ensemble à 3081 francs 25 centimes. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,288. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre d'une somme de 3000 francs faite aux hospices de *Langres* (Haute-Marne) par le sieur *Bauchelet*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,289. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Romorantin* (Loir-et-Cher), par le sieur *Coladon*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 138 francs, avec jouissance des arrérages à partir du 22 septembre 1819. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,290. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres malades de la *Croix* (Indre-et-Loire), par le sieur *Moreau*, d'une rente foncière et annuelle de 50 livres tournois, au principal de 1250 livres, et des arrérages dus à l'époque de son décès. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,291. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Bar-le-Duc* (Meuse), par le sieur *Rouillon*, d'un réservoir ou vivier estimé 3000 francs, d'un capital de 1000 francs et d'un autre capital de 500 francs. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,292. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Rambervillers* (Vosges), par la demoiselle *Péris*, d'une somme de 2000 francs, à la condition de lui payer une rente viagère de 100 francs. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,293. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre faite aux hospices d'*Argentan* (Orne), par la demoiselle *Chable-Lafosse*, de sommes en argent, meubles et effets évalués ensemble à environ 938 francs. (*Saint-Cloud, 2 Juin 1830.*)

N.º 15,294. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de divers immeubles estimés ensemble 566 francs, faite à l'hospice d'*Haguenau* (Bas-Rhin) par la dame veuve *Flori*. (*Saint-Cloud, 2 Juin 1830.*)

- N.º 15,295. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 10,000 francs fait par le sieur *Barbier* au bureau de bienfaisance de *Chauvailles*, département de Saône-et-Loire. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,296. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Ferrières* (Hérault), par la dame veuve *Villebrun*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,297. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2000 francs faite aux pauvres de la commune et paroisse de *Mauvaisin* et *Daujas* (Haute-Garonne) par le sieur *Cousin de Mauvaisin*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,298. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice d'*Uzès* (Gard), par le sieur *Benoit*, d'une créance de 8000 francs portant intérêt à 5 pour cent. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,299. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 2666 francs 66 centimes fait à la commune de *Rieupeyroux* (Aveyron) par le sieur *Ricome*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,300. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 6000 francs fait à la commune d'*Espalion* (Aveyron) par le sieur *Costes*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,301. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 90 francs faite aux pauvres de *Subigny* (Manche) par le sieur de *Longraye*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,302. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite aux pauvres de *Benquet* (Landes) par le sieur *Duplantier*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,303. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 595 francs, fait aux pauvres de *Breteuil* (Eure) par le sieur *Granier*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,304. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait au bureau de bienfaisance de *Narbonne* (Aude) par la dame veuve *Martin*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,305. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux fous estimés 665 francs, offerts en donation à la commune de *Saint-Michel* (Basses-Alpes) par le sieur *Savy*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)

- N.º 15,306. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait au bureau de bienfaisance de *Narbonne* (Aude) par la dame veuve *Vignier-Lestagnol*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,307. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres honteux de la paroisse protestante de *Sainte-Aurèle* dans la ville de *Strasbourg* (Bas-Rhin) par la dame *Büchel*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,308. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Miremont* (Haute-Garonne) à accepter deux Legs faits par le sieur *Lafont* et consistant chacun en une rente de 30 francs. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,309. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres d'*Isle-sur-Serein* (Yonne), par la dame veuve *Houdaille*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs sur l'État. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,310. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Grasse* (Var) par le sieur *Laure*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,311. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une cave ou magasin et dépendances d'une valeur de 1000 francs, faite à l'hospice de *Beausset* (Var) par le sieur *Beuf*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,312. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 506 francs 50 centimes, fait à la commune de *Saint-Christophe-sur-Roc* (Deux-Sèvres) par le sieur *Lamarque*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,313. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices de *Fontainebleau* (Seine-et-Marne), par la demoiselle *Panpardin*, d'une somme de 2000 francs et d'effets mobiliers évalués à 279 francs. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,314. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice civil de *Montauban* (Tarn-et-Garonne) à accepter, 1.º le Legs de 5250 francs fait à cet établissement par le sieur de *Boissy*, et 2.º de la Donation de 20,000 fr. faite au même hospice par les sieur et demoiselle *Miquel*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)
- N.º 15,315. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 1174 francs environ, fait à la commune de *Drosay* (Seine Inférieure) par le sieur *Delaporte*. (*Saint-Cloud*, 2 Juin 1830.)

N.º 15,316. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Paris* (Seine), par la demoiselle *Aubert*, de diverses sommes montant ensemble à 900 francs. (Saint-Cloud, 2 Juin 1830.)

N.º 15,317. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 34,687 francs environ, fait à l'hospice civil de *Bar-le-Duc* (Meuse) par le sieur *Dettingen-Larivière*. (Saint-Cloud, 2 Juin 1830.)

N.º 15,318. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation, évaluée à 2614 francs, faite à l'hospice de *Pacy-sur-Eure* (Eure) par les dame et demoiselle *Huvey*. (Saint-Cloud, 2 Juin 1830.)

N.º 15,319. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Verneuil* (Eure), par la dame veuve *Blot*, de six pièces de terre évaluées ensemble à 150 francs de revenu annuel. (Saint-Cloud, 2 Juin 1830.)

N.º 15,320. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de plusieurs immeubles évalués à 4060 francs, fait à la commune d'*Angosse* (Dordogne) par le sieur *Labrousche-Laborderie*. (Saint-Cloud, 2 Juin 1830.)

N.º 15,321. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à la paroisse protestante de *Rothau* (Vosges) par la dame veuve *Kraft*. (Saint-Cloud, 2 Juin 1830.)

N.º 15,322. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Salins* (Jura), par les sieur et dame *Bossu* et la demoiselle *Bossu*, d'un terrain estimé 200 francs, dans lequel sont contenues les sources d'une fontaine publique. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,323. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 750 francs, faite à la ville de *Salins* (Jura) par le sieur *Girod de Resne*. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,324. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Pierre, île d'Oléron* (Charente-Inférieure), par le sieur *Grenot* et la dame *Didier*, d'un bâtiment avec terrain en dépendant, le tout estimé 1600 francs. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,325. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la ville de *Château-Thierry* (Aisne), par la dame veuve *Damoulin*, de trois inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, montant ensemble à 1214 francs 53 centimes de rentes, et de la somme nécessaire à l'achat d'une autre inscription de 285 francs 47 centimes, pour compléter une rente de 1500 francs. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,326. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Clamart* (Seine), par la demoiselle *Leray de*

Chaumont, d'une maison avec dépendances, évaluée à environ 1300 francs. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,327. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais sous bénéfice d'inventaire et pour moitié de la valeur nette seulement, le Legs universel, évalué à 20,000 francs, fait à l'hospice de *Castel-Sarrazin* (Tarn-et-Garonne) par le sieur *Gondalma*. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,328. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 25,000 francs environ, fait au bureau de bienfaisance d'*Aix* (Bouches-du-Rhône), par le sieur *Croiseau*. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,329. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à l'hospice de *Tournon* (Ardèche) par le sieur *Boutaud*. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,330. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Marans* (Charente-Inférieure), par la demoiselle *Chaslon*, d'une rente perpétuelle de 59 francs 30 centimes et d'une somme de 3000 francs. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,331. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Lombard*, 1.º de 25 mesures de seigle, 25 mesures d'orge et 24 aunes de ratine, aux pauvres de *Chabons* (Isère); et 2.º de plusieurs immeubles situés près de l'église, au bureau de bienfaisance de la même commune. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,332. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Saint-Nizier-sous-Charlieu* (Loire) par la dame veuve *Blondel*. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,333. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Clisson* (Loire-Inférieure), par les sieur et dame *Fougnot*, de trois rentes de blé, seigle et avoine, et autres redevances, évaluées ensemble en capital à 5793 francs 80 centimes. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,334. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs faite à l'hôpital général d'*Orléans* (Loiret) par la dame veuve *Meusnier*. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,335. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs sur l'État faite aux pauvres de *Saint-Remi-lès-Chevreuse* (Seine-et-Oise) par le sieur *Bourboulon de Saint-Elme*. (Saint-Cloud, 9 Juin 1830.)

N.º 15,336. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au bureau de bienfaisance de *Monestier-de-Clermont* (Isère), 1.º de

39 hectolitres 40 litres de blé, par le sieur *Allemand*; 2.^e de 64 doubles boisseaux de blé, moitié froment, moitié méteil, et de 2 minots de sel, par la dame *Perrin*; et 3.^e d'une somme de 800 francs, par la dame *Brisard*. (*Saint-Cloud, 9 Juin 1830.*)

N.^o 15,337. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des offres faites à l'hospice d'*Evreux* (Eure), 1.^o d'une somme de 5000 francs, par la dame veuve *Lemarié*; 2.^o d'une somme de 3000 francs et de la nue propriété d'une rente annuelle et perpétuelle de 69 francs 14 centimes, par le sieur *De'launay*; et 3.^o d'une somme de 2000 francs, d'une rente viagère de 100 francs et de son mobilier, par la dame veuve *Desmarteaux*. (*Saint-Cloud, 9 Juin 1830.*)

N.^o 15,338. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 3000 francs, fait à l'hospice de *la Seyne* (Var) par la dame *Castinel*. (*Saint-Cloud, 9 Juin 1830.*)

N.^o 15,359. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 60 francs fait aux pauvres de *Saint-Germain* (Maine-et-Loire) par la dame veuve *Raimbault*. (*Saint-Cloud, 9 Juin 1830.*)

N.^o 15,340. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente perpétuelle de 50 francs sur l'État fait à l'hospice de *Beaugency* (Loiret) par la demoiselle *Lardelle*. (*Saint-Cloud, 9 Juin 1830.*)

N.^o 15,341. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente foncière de 44 livres 12 sous [44 francs 4 centimes] fait aux pauvres de *Chaussin* (Jura) par le sieur *Billotel*. (*Saint-Cloud, 9 Juin 1830.*)

N.^o 15,342. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 livres [1975 francs 90 centimes] fait aux pauvres de *Chaussin* (Jura) par le sieur *Ferrieux*. (*Saint-Cloud, 9 Juin 1830.*)

N.^o 15,343. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait aux pauvres de *Villechenève* (Rhône) par le sieur *Bourrat*. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,344. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la commune de *Péaule* (Morbihan), 1.^o par le sieur *Chauvel*, d'une maison avec dépendances évaluée à un revenu de 350 francs; 2.^o par les sieurs *Guégand*, d'une somme de 1933 francs 33 centimes; et 3.^o par la demoiselle *Huet-Dudrezet*, d'une rente de 700 francs, 5 pour cent consolidés. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,345. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à 3000 francs, fait à la commune de *Bas* (Haute-Loire) par le sieur *Besset*. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,346. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la commune de *Saint-Just de Clair* (Isère) par la dame veuve *Feugier*. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,347. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le maire de *Rubempré* (Somme) à accepter les Legs faits par le sieur *Boutemy*, de 8 ares 44 centiares de terrain et d'une maison évaluée à 800 francs environ, pour la commune; d'une maison évaluée à 1400 francs, pour l'école des filles pauvres; de divers objets mobiliers évalués à 116 francs 50 centimes, pour l'école des frères de la Doctrine chrétienne, et enfin de diverses créances montant ensemble à 143 francs, pour les pauvres. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,348. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 1500 francs sur l'État fait aux pauvres de *Gagny* (Seine-et-Oise) par le sieur *Roger*. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,349. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Luzy* (Nièvre), par la dame veuve *Delcusse*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 450 francs. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,350. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Salins* (Jura), par les sieur et dame *Abbé*, d'une maison en partie incendiée et d'un jardin y attenant, évalués ensemble à 500 francs. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,351. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'hospice de *Salins* (Jura), par les sieur et demoiselle *Bossu*, d'immeubles évalués ensemble à 5000 fr. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,352. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation, évaluée à 1700 francs, faite à l'hospice de *Salins* (Jura) par la demoiselle *Girardon*. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,353. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Vernantais* (Jura) par le sieur *Lhoste-Guillon*. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,354. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 822 francs, fait à la commune et à la fabrique de *Montfort* (Gers) par le sieur *Nogués*. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,355. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Belleville* (Rhône), par le sieur *Gontier*, d'un jardin évalué à 3200 francs. (*Saint-Cloud, 16 Juin 1830.*)

N.^o 15,356. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 42 francs faite au bureau de

bienfaisance de *Béziers* (Hérault) par la dame veuve *Pourquier*. (*Saint-Cloud*, 16 Juin 1830.)

N.º 15,357. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites au bureau de bienfaisance de *Lisle* (Tarn), par la demoiselle *Suère Saint-Martial*, de divers immeubles évalués ensemble à un revenu annuel de 300 francs, et d'une somme de 4000 francs. (*Saint-Cloud*, 16 Juin 1830.)

N.º 15,358. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait au bureau de bienfaisance de *Sens* (Yonne) par la dame veuve *Jarry*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,359. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Pillon de la Tour*, d'une somme de 2400 francs aux pauvres de *Montdidier* (Somme), et de 100 francs à ceux de *Mouchel*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,360. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 560 francs 70 centimes, fait aux pauvres de *Champagney* (Haute-Saône) par le sieur *Bebillier*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,361. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 13,769 francs 50 centimes, fait aux pauvres de *Bagnères* (Hautes-Pyrénées) par le sieur baron *Dastugue*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,362. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel fait aux pauvres de la ville et du canton de *Crépy* (Oise), par la dame *Mahieu*, d'objets mobiliers évalués à 389 francs 25 centimes, outre les arrérages de deux rentes viagères dus à son décès. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,363. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 1000 francs, fait aux pauvres honteux de *Rencurel* (Isère) par la dame *Riney-Meille*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,364. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Vernon* (Indre-et-Loire) par la demoiselle *Sevète*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,365. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Bordeaux* (Gironde) par le sieur *Dunau*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,366. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de divers Legs, évalués ensemble à 4230 francs 65 centimes, faits aux pauvres de *Coutras* (Gironde) par la demoiselle *Fellonneau*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,367. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de la religion réformée de *Bordeaux* (Gironde) par la dame veuve *Bonnaffé*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,368. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs fait au bureau de bienfaisance de *Villemur* (Haute-Garonne) par le sieur *Pendaries*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,369. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de *Quingry* (Doubs) par le sieur *Saillard*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,370. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par la dame *Montravers*, d'une rente annuelle de 50 francs pour le paiement des mois d'école des filles pauvres de la paroisse de *Grand-Sancey* (Doubs). (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,371. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à 750 francs fait aux pauvres de *Saint-Martin-la-Méane* (Corrèze) par le sieur *Taysse*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,372. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait en faveur des enfants pauvres d'*Apresy* (Haute-Marne), par le sieur *Mugnier*, de la nue propriété d'une maison, et d'une rétribution de 60 francs. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,373. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance et l'hospice de *Saint-Brieuc* (Côtes-du-Nord) à accepter les Legs de 400 francs faits à chacun de ces établissements par le sieur *Le Pesant*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,374. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais jusqu'à concurrence de la moitié de sa valeur nette seulement, le Legs universel fait aux pauvres honteux et à diverses personnes indigentes de *Pau* (Basses-Pyrénées) par la dame veuve *Loustalot Sainte-Marie*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,375. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la demoiselle *Gross*, d'une somme de 1000 francs aux pauvres honteux de la paroisse catholique de *Colmar* (Haut-Rhin), et d'une somme de 400 francs aux orphelins catholiques de l'hospice de cette ville. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,376. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Montigny* (Nord), par la demoiselle *Mairesse*, des deux tiers de deux créances montant ensemble en capital à 2000 francs. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,377. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice civil de *Rocheport* (Charente-Inférieure), par les dames *Bertin* et *Moquet*, du tiers indivis d'une pièce de pré évaluée à 500 francs. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,378. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs à constitution de rente fait aux hospices d'*Aubagne* (Bouches-du-Rhône) par la demoiselle *Ramel*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,379. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 5200 francs environ, fait aux pauvres de *Pirou* (Manche) par la demoiselle *Godefroy*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,380. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fondation d'un hospice dans la commune de *Chazelles-sur-Lyon* (Loire), et l'acceptation au profit de cet hospice, 1.º d'une somme de 4000 francs donnée par une personne qui ne veut pas être nommée, et 2.º du Legs universel, évalué à 1604 francs 25 centimes, fait par la dame veuve *Besson*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,381. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 12,000 francs, fait à l'hospice civil de *Carcassonne* (Aude) par le sieur *Brunel*. (*Saint-Cloud*, 26 Juin 1830.)

N.º 15,382. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 12,788 francs environ, fait à l'hospice de *Saint-Lizier* (Ariège) par le sieur *Amans*. (*Saint-Cloud*, 26 Juin 1830.)

CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre et Secrétaire
d'état au département de la justice,*

Paris, le 14 * Août 1830,

DUPONT (de l'Eure).

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

14 Août 1830.

BULLETIN DES LOIS. (N.º 371.)

N.º 15,383. — ORDONNANCE DU ROI portant Proclamation des Brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, pris pendant le second trimestre de 1830, et des Cessions qui ont été faites, durant le cours de ce trimestre, de tout ou partie des Droits résultant de titres de la même nature.

Au château de Saint-Cloud, le 21 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'article 6 du titre I.^{er} et les articles 6, 7 et 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791;

Vu l'article 1.^{er} de l'arrêté du 5 vendémiaire an IX [27 septembre 1800], portant que les brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, seront proclamés tous les trois mois par la voie du Bulletin des lois,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les personnes ci-après dénommées sont brevetées définitivement, savoir :

1.º Les sieurs *Boisacq* (*Alexandre-Louis-Firmin*) et *Marchand-Delevingue* (*Antoine*), négocians, demeurant à Lille, département du Nord, auxquels il a été délivré, le 8 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé propre à chauffer les machines à vapeur avec économie de combustible;

2.º Le sieur comte du *Bourg*, demeurant chez le sieur *Marchand-Delevingue*, négociant, rue Marais, n.º 20, à Lille, département du Nord, auquel il a été délivré, le 8 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de quinze ans pour l'art de moudre toute espèce de grains d'après la méthode de M. le conseiller de *Mullez*, de Varsovie;

3.º Le sieur *Heilmann* (*Josué*), négociant à Mulhausen, représenté à Paris par le sieur *Risler-Heilmann*, demeurant passage Saulnier, n.º 6, auquel il a été délivré, le 8 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un métier mécanique à tisser vertical avec un lampion continu;

VIII.^e Série.

G

4.° Le sieur *Laborde (Pierre)*, serrurier-mécanicien, demeurant à Paris chez le sieur *Henriot*, rue Thévenot, n.° 9, auquel il a été délivré, le 8 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine hydraulique horizontale agissant sous l'eau;

5.° Le sieur *Martin (Adrien-Xavier)*, associé gérant de la manufacture de sucre de betteraves à Rochincourt, département du Pas-de-Calais, auquel il a été délivré, le 8 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de cinq ans pour un nouveau procédé de fabrication de sucre brut indigène;

6.° Le sieur *Pradel (Pierre)*, horloger, demeurant à Carcassonne, département de l'Aude, auquel il a été délivré, le 8 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine à lainer ou à garnir les draps;

7.° Le sieur *Ardouin (Jean)*, arquebusier, demeurant à la Rochelle, département de la Charente-Inférieure, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé propre à charger les fusils par le tonnerre;

8.° Le sieur *Cail (Jacques)*, chaudronnier-mécanicien, demeurant à Paris, rue de Chaillot, n.° 1, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un appareil de distillation à la vapeur;

9.° Le sieur *Cartereau (Pierre)*, fabricant de briques à Sarcelles, représenté à Paris par le sieur *Leblanc*, demeurant rue des Petites-Écuries, n.° 11, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour une machine propre à faire des briques, tuiles, carreaux et objets d'ornement;

10.° Le sieur *Chouard (Pierre)*, marchand plâtrier, demeurant commune et port de Bercy, n.° 48, près de Paris, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un four permanent servant à cuire le calcaire avant de le réduire en plâtre;

11.° Les sieurs *Duvergier (Aimé)* et *Bordège (Hilarion)*, ingénieurs-mécaniciens, représentés à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.° 28, auxquels il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour un appareil propre à vaporiser l'eau et autres fluides;

12.° Le sieur *Galy-Cazalat*, professeur de physique, demeurant à Versailles, département de Seine-et-Oise, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 24 janvier 1829, pour une lampe aérostatique destinée à compléter le système d'éclairage dans lequel on emploie l'eau pure, l'air et l'huile;

13.° Le sieur *Garçon-Malar*, demeurant à Paris, rue de Provence, n.° 22, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 30 avril 1828, pour un moulin à cylindre;

14.° Les sieurs *Grucker (Jean-Gustave)*, libraire, et *Schott (Thiébaud-Antoine)*, fabricant d'instruments, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auxquels il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de cinq ans pour un instrument de musique qu'ils nomment *physharmonica*;

15.° Les sieurs *Manteau* et *Deverte*, mécaniciens, demeurant à Paris, rue Basfroid, n.° 25, auxquels il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine à laminer la laine, le lin et toute autre matière filamenteuse;

16.° Le sieur *Pichonnier (Jean-Louis)*, coutelier, demeurant à Paris, rue de la Grande-Truanderie, n.° 2, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un taille-plume à deux becs;

17.° Le sieur *Perpigna*, demeurant à Paris, rue Lepelletier, n.° 16, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de dix ans pour une machine à évaporer les sirops et autres liquides susceptibles de se dénaturer quand ils sont long-temps exposés à la chaleur;

18.° Le sieur *Quatresols de Marolles*, demeurant à Sepville, commune de Sainte-Colombe, arrondissement de Provins, département de Seine-et-Marne, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans pris, le 11 juin 1828, par les sieurs *Naudot* et compagnie, dont il est cessionnaire, pour des procédés de fabrication, par des moyens mécaniques, de briques, tuiles, carreaux, &c.;

19.° Le sieur *Robert (Jean-Louis)*, demeurant à Paris, rue de Richelieu, n.° 92, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des roulettes d'une nouvelle composition propres à tous les usages domestiques;

20.° Le sieur *Sautreuil (Pierre-Augustin)*, demeurant à Fécamp, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour divers procédés mécaniques qu'il nomme *machines fécampoises*, propres à la confection des objets de menuiserie, tels que parquets, lambris, moulures, corniches, croisées, &c., et généralement tout ce qui concerne ce genre de travail;

21.° Le sieur *Silvestre (Pierre-Fourrier-Just)*, négociant, fabricant d'instruments de musique à Mirecourt, faisant élection de domicile à Paris chez le sieur *Lenormand*, rue Percée Saint-André-des-Arts, n.° 11, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un orgue perfectionné qu'il nomme *kallistorganon*;

22.° Le sieur *Wall-Staes*, secrétaire de la mairie à Steenwerck, département du Nord, auquel il a été délivré, le 23 avril dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 29 juillet 1829, pour un pupitre ou bureau montant;

23.° Les sieurs *Chrétien (Claude)* et *Sourd (Louis-Charles)*, fabricants

d'étoffes de soie, demeurant rue de la Vieille-Monnaie, n.º 12, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de leur demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet de perfectionnement de cinq ans qu'ils ont pris, le 28 septembre 1829, pour un mécanisme propre à la fabrication des rubans et autres étoffes larges et unies;

24.º Le sieur *Deleuze (Jean-Gustave)*, bijoutier, demeurant à Paris, rue Phelipeaux, n.º 11, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un bouton destiné particulièrement à attacher les chemises et autres objets de toilette d'homme et de femme;

25.º Le sieur *Elesban-Mariton (Jacques-Louis)*, demeurant à Paris, faubourg Saint-Martin, n.º 157, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine à râper le sucre;

26.º Le sieur *Goulet-Collet (Jean-François-Nicolas)*, fabricant, demeurant à Reims, département de la Marne, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un nouveau moyen de sondage;

27.º Le sieur *Labbé (Louis-François)*, de Mantes, représenté à Paris par le sieur *Leiris*, serrurier-mécanicien, demeurant rue d'Enfer, n.º 66, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une mécanique servant à extirper les cors aux pieds, sans le secours d'aucun instrument tranchant ni en fer ni en acier;

28.º Le sieur *Oudinot-Lutel*, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n.º 32, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 7 mai 1829, pour l'application des étoffes de crin à la confection des habillemens;

29.º Le sieur *Pelletan*, professeur de physique, demeurant à Paris, rue du Pont-de-Lodi, n.º 5, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un système de navigation à la vapeur sans pièces mobiles extérieures, et tout le mécanisme se trouvant au-dessous du niveau de flottaison;

30.º Le sieur *Richard (Louis-Auguste)*, demeurant à Saint-Chamond, département de la Loire, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour la *typographie*, ou l'art d'imprimer, au moyen de quarante caractères mobiles, le français avec prosodie, les chiffres et peut-être tous les idiomes, et pour la casse destinée à contenir ces mêmes caractères;

31.º Le sieur *Rosa (René)*, demeurant à Montferrer, arrondissement de Céret, département des Pyrénées-Orientales, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une charrue à labourer, peigner et aplanir la terre;

32.º Le sieur *Schwarbel (Nicolas-Joseph)*, mécanicien, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine propre à hacher le suif brut;

33.º Le sieur *Toussaint (Pierre-François)*, serrurier-mécanicien, demeurant à Paris, rue Saint-Nicolas-d'Autin, n.º 47, auquel il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour une serrure qu'il appelle *dimochline*;

34.º Les sieurs *Tardy* père et fils, négocians à Valence, faisant élection de domicile à Paris, rue du Jour, hôtel de la Réunion, auxquels il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un instrument propre à perfectionner la filature de la soie et de toute autre matière filamenteuse, qu'ils nomment *filère unique*;

35.º Les sieurs *Tienard (Charles-Benjamin)* et *Matthie (Adrien-Jean-Baptiste)*, estampeurs, demeurant à Paris, passage Bourg-Abbé, n.º 23, auxquels il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un patin mécanique et à coulisse servant de socque;

36.º Les sieurs *Weinling (Aloïse)*, *Marin (Gustave-Adolphe)*, *Schmidt (Jean-Frédéric)* et *Fritsch (Ignace-Gall)*, représentés à Paris par le sieur *Albert*, et faisant élection de domicile chez le sieur *Aronsolin*, rue Etienne, n.º 4, auxquels il a été délivré, le 5 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour des globes sphériques, terrestres et célestes;

37.º Le sieur *David (Pierre)*, mécanicien, demeurant côte Saint-Sébastien, n.º 1, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 25 mai 1829, pour une mécanique économique propre au dévidage des soies et au canetage simultanément ou séparément;

38.º Le sieur *Courtois-Duvallier*, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.º 348, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans pris, le 3 juillet 1829, par le sieur *Beisseguy*, dont il est cessionnaire, pour une poudrière à charge double et à différenciation;

39.º Le sieur *Érard (Sébastien)*, facteur d'instrumens, demeurant rue du Mail, n.ºs 13 et 21, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un sommier avec soupapes applicables à l'orgue, afin de le rendre susceptible d'augmenter ou de diminuer le son au simple toucher;

40.º Le sieur *Hall (Édouard)*, ingénieur, demeurant à Paris, rue d'Enghien, n.º 9, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 29 janvier précédent, pour de nouveaux moyens d'établir des roues hydrauliques applicables aux chutes d'eau variables dans leurs niveaux;

41.º Le sieur *Goulbier (Jean-Lambert)*, lampiste, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un nouveau bec de lampes et de réverbères;

42.º Le sieur *Grand (Michel)*, mécanicien, demeurant rue du Chêne

n.° 3, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine motrice qu'il nomme *balancier moteur à la Grand*;

43.° Le sieur *Guérin (Guillaume-Antoine)*, bottier, demeurant à Paris, rue de Charonne, n.° 52, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une chaussure imperméable qu'il nomme *antisoeque*;

44.° Le sieur *Hutter (Jean-Thomas)*, maître de verrerie à Rive-de-Gier, représenté par le sieur *Raabe*, négociant, demeurant faubourg de Vaize, n.° 7, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 23 mai 1827, pour un four mécanique à rotation propre à l'étendage du verre vitre;

45.° Le sieur *Jaillet jeune (Claude)*, liseur de dessin, demeurant montée Saint-Sébastien, n.° 11, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 février précédent, pour une mécanique propre à fabriquer toute sorte d'étoffes façonnées;

46.° Le sieur *Jaud (Joseph)*, mécanicien, demeurant rue Tholozan, n.° 2, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour deux mécaniques ronde et longue propres à dévider la soie, la laine et le coton;

47.° Le sieur *Jourdan (Antoine)*, demeurant à Paris chez le sieur *Baron*, architecte, rue Saint-Honoré, n.° 327, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 30 juin 1824, conjointement avec le sieur *Accary* dit *Baron*, pour un foyer perpétuel propre à la cuisson de la pierre à chaux, du plâtre et autres matières minérales;

48.° Le sieur *Pierson (Jean-Baptiste)*, fabricant de cire et de chandelles, demeurant à Grenoble, département de l'Isère, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé propre à la confection de chandelles moulées à deux mèches;

49.° Le sieur *Roth (Louis)*, demeurant à Paris, rue du Faubourg du Temple, n.° 48 bis, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un cinquième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 22 novembre 1828, pour un appareil et des procédés propres à vaporiser ou cuire les sirops sans les altérer;

50.° Le sieur *Sterlin (Louis-Charles)*, quincaillier, demeurant à Paris, rue Pavée-Saint-Sauveur, n.° 3, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 26 février précédent, pour de nouvelles serrures;

51.° Le sieur *White (John-Meadows)*, de Londres, représenté à Paris

par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.° 28, auquel il a été délivré, le 7 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour des combinaisons d'un mécanisme perfectionné propre à donner le mouvement de progression à des voitures, des bateaux ou autres corps locomotifs, ou à des machines stationnaires;

52.° Le sieur *Nicolas (Jean-Joseph)*, tanneur, demeurant à Paris, rue de Bièvre, n.° 14, auquel il a été délivré, le 17 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour des procédés propres à tanner les peaux de lapin;

53.° Le sieur *Lagrange (Louis-Benjamin-Mazoyer)*, négociant, demeurant rue Venture, n.° 25, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 17 mai dernier, le certificat de sa demande d'un troisième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans pris, le 31 mars 1825, par le sieur *Taylor*, de Londres, dont il est cessionnaire, pour un procédé propre à la clarification des liqueurs;

54.° Le sieur *Aguado (Denis)*, professeur de guitare, demeurant à Paris, place des Italiens, hôtel Favard, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un appareil propre à soutenir la guitare en position;

55.° Le sieur *Best (Constance)*, demeurant à Paris, rue de Grétry, n.° 1, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 13 mars précédent, pour une machine hydraulique;

56.° Le sieur *Bingant (Ives-André)*, fabricant bijoutier, demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Honoré, n.° 34, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des peignes en métal sans soudure;

57.° Le sieur *Corrége (Antoine)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue et impasse des Grès, n.° 7, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une machine à pétrir la pâte;

58.° Le sieur *Duhamel (Jean-Guillaume)*, manufacturier, demeurant à Darnetal, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour des appareils économisant le combustible dans beaucoup de genres d'industrie;

59.° Le sieur *Érard (Pierre)*, fabricant de pianos, demeurant à Paris, rue du Mail, n.° 13, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour des perfectionnements introduits dans la construction des pianos;

60.° Le sieur *Escaramella*, chocolatier, demeurant à Paris, rue Folie-Méricourt, n.° 13 bis, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour la fabrication d'un chocolat qu'il nomme *théobroma ou mets des dieux*;

61.° Le sieur *Ferrand (Pierre)*, demeurant à Paris, rue Saint - Etienne

n.° 51, hôtel de la Trinité, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 8 juillet 1829, pour un pétrin mécanique;

62.° Le sieur *Gavard (Jacques-Dominique-Charles)*, lieutenant au corps royal des ingénieurs géographes, demeurant à Paris, place du Palais-Royal, n.° 225, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un appareil propre à dessiner et graver de suite par un mouvement continu et sans aucune notion du dessin;

63.° Le sieur *Gérard (Pierre-Noël)*, demeurant rue Saint-Louis, au Mans, département de la Sarthe, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un apécifique destiné aux aciers divers, applicable à la trempe des diverses espèces d'outils et propre à leur donner une qualité supérieure;

64.° Le sieur *Haize (Félix)*, ingénieur-mécanicien, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, n.° 108, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un pétrin mécanique;

65.° Les sieurs *André Kœchlin et compagnie*, manufacturiers à Mulhausen, représentés à Paris par le sieur *Risler-Heilmann*, demeurant passage Saulnier, n.° 6, auxquels il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un métier à tisser par arbre et excentrique uniques, et produisant les trois mouvements principaux;

66.° Le sieur *Lacordaire (Jean-Auguste-Philibert-Alexandre)*, ingénieur en chef des ponts et chaussées, de service au canal de Bourgogne, demeurant à Dijon, département de la Côte-d'Or, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un nouveau système de chemins à ornières saillantes en fer et bois, applicable à de grandes communications;

67.° Le sieur *Marc (Amand)*, passementier, demeurant à Paris, rue Jean-Robert, n.° 15, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour des bourrelets d'enfant dits *hygiéniques*;

68.° Le sieur *Moiselet (Henri-Étienne)*, mécanicien, demeurant rue de la Charité, n.° 9, à Lyon, département du Rhône, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine propre à fabriquer des agrafes et des porte-agraves;

69.° Le sieur *Castera*, ancien magistrat, demeurant à Paris, rue Saint-Sauveur, n.° 18, auquel il a été délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 30 novembre 1828, pour divers appareils et embarcations sous-marins propres au sauvetage des personnes et effets;

70.° Le sieur *Salomon*, professeur de musique, demeurant à Paris chez le sieur *Ducoudray*, place Saint-Thomas d'Aquin, n.° 3, auquel il a été

délivré, le 18 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un instrument propre à accorder les instrumens à cordes, qu'il nomme *accordeur*;

71.° Les sieurs *Raffin et Vallon*, couteliers, demeurant à Paris, passage des Panoramas, n.° 34, auxquels il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un greffoir propre à greffer les arbres de toute espèce;

72.° Le sieur *Quatresols de Marolles*, demeurant à Versailles, département de Seine-et-Oise, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 3 mai 1828, pour une machine propre à battre et cribler le blé en même temps;

73.° Le sieur *Boudier (Jean-Louis-Laurent)*, charron, demeurant Grande rue, n.° 12, à Passy, banlieue de Paris, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un chariot à échantignolles mobiles pouvant servir à deux roues et à quatre roues, et qu'il nomme *chariot Boudier*;

74.° Le sieur *Sulot (Nicolas)*, professeur de musique, demeurant à Dijon, département de la Côte-d'Or, auquel il a été délivré, le 27 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 17 décembre précédent, pour un nouveau système de table harmonique à ondulations adaptées sur des éclisses courbes;

75.° Le sieur *Auband*, demeurant à Lamure, département de l'Isère, faisant élection de domicile à Paris, rue d'Anjou Saint-Honoré, n.° 1, auquel il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un four économique propre à cuire le pain avec le charbon de pierre;

76.° Le sieur *Beare (John)*, rentier, de Londres, représenté à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.° 28, auquel il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans pour des perfectionnements dans la construction des pompes destinées à élever l'eau ou autres liquides;

77.° Le sieur *Bizet (Louis-Jean-Baptiste)*, chaudronnier, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n.° 89, auquel il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un appareil portatif destiné aux douches ascendantes et à injection;

78.° Les sieurs *Delhomme (Isidore)* et *Parabère (François)*, demeurant à Paimbœuf, département de la Loire-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine propre à servir de moteur à diverses mécaniques;

79.° Le sieur *Godin (Jean-François)*, manufacturier, demeurant au Petit-Bagneux, département de la Seine, auquel il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de dix ans qu'il a pris, le 15 mai 1829, pour une machine qu'il nomme *métrobare*, propre à peser les voitures;

80.° Le sieur *Oxnard (Thomas)*, négociant, demeurant cours Bourbon,

n.º 13 A, à Marseille, département des Bouches-du-Rhône, auquel il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 20 juillet 1829, pour des procédés de terrage et de blanchiment du sucre brut et du sucre en vert;

81.º Le sieur *Polonceau (Antoine-Remi)*, ingénieur en chef des ponts et chaussées, demeurant à Paris, quai Voltaire, n.º 15, auquel il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un système de ponts;

82.º Le sieur *Richou (Pierre-Louis)*, maître-d'hôtel, demeurant à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auquel il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour des moyens employés à une construction de train et ressorts de voiture disposés de manière à laisser l'emplacement d'un magasin sous la caisse, et pour des moyens d'éviter le porte-à-faux du train de devant sur l'avant-train;

83.º Le sieur *Viney (James)*, colonel d'artillerie à Londres, représenté à Paris par le sieur *Albert*, demeurant rue Neuve-Saint-Augustin, n.º 28, auquel il a été délivré, le 31 mai dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de quinze ans pour un nouveau générateur à vapeur, applicable à la navigation, aux voitures à vapeur et à gaz, et aussi aux machines motrices pour les manufactures et autres usages;

84.º Le sieur *Buisson (Louis-Alexandre)*, marchand gantier, demeurant à Paris, rue Quincampoix, n.º 41, auquel il a été délivré, le 4 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans pour la préparation et la confection des peaux et des gants dits *danois* et de *Suède*;

85.º Les sieurs *Casalis* et *Cordier*, mécaniciens, demeurant à Saint-Quentin, département de l'Aisne, auxquels il a été délivré, le 4 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un effet de double et simple friction applicable aux calandres à trois, cinq rouleaux et au-dessus, et destiné à donner un apprêt aux tissus;

86.º Le sieur *Fanon (Jean-Louis)*, layetier-emballleur, demeurant à Paris, rue Montmartre, n.º 172, auquel il a été délivré, le 4 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un champignon qu'il nomme *champignon mécanique*, propre à la pose et à l'emballage des chapeaux de femme;

87.º Le sieur *Pichonnier (Jean-Louis)*, coutelier, demeurant à Paris, rue de la Grande-Truanderie, n.º 2, auquel il a été délivré, le 4 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 23 avril précédent, pour un taille-plume à deux becs;

88.º Le sieur *Sardou (Antoine-Léandre)*, professeur de géographie, demeurant à Paris, rue Bertin-Poirée, n.º 4, auquel il a été délivré, le 4 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un nouveau système de cartes géographiques qu'il nomme *mégamappes*, appliquées à l'enseignement;

89.º Le sieur *Serbat (Louis)*, chimiste, demeurant à Paris, rue des Charbonniers Saint-Marcel, n.º 13, auquel il a été délivré, le 4 juin dernier,

le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 13 mars précédent, pour un procédé de fabrication d'un charbon décolorant;

90.º Le sieur *de Souchon de Loubières (François-Charles-Barthélemi)*, représenté à Paris par les sieurs *Lhomme* et *Girerd*, négociants, demeurant rue des Bourdonnais, auquel il a été délivré, le 4 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un planisphère circulaire, sur quelque matière qu'il soit dessiné, lithographié, peint, imprimé ou gravé, et applicable à l'horlogerie;

91.º Les sieurs *Flechel (Marie-François)* et *Deharbes (Jean-Baptiste-Joseph)*, demeurant à Paris, rue Verdelet, n.º 6, auxquels il a été délivré, le 5 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un four propre à carboniser la tourbe;

92.º Les sieurs *Henri-Auguste Barbet* frères et compagnie, manufacturiers, demeurant à Rouen, département de la Seine-Inférieure, auxquels il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un dévidoir qui s'arrête seul lorsqu'un fil casse, et destiné à dévider le coton, le lin, la soie, la laine et toute matière filée, soit en chaîne, soit en trame;

93.º Le sieur *Cresson d'Orval (Louis)*, chirurgien accoucheur, demeurant à Paris, rue des Petites-Écuries, n.º 36, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour la fabrication des sondes urinaires, bouts de sein, &c., avec du caout chou;

94.º Le sieur *de Bergue (Louis-Nicolas)*, mécanicien, demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, n.º 59, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 17 juin 1824, pour un métier propre à tisser le lin, le coton, la soie et la laine;

95.º Le sieur *Gueroult (François)*, ancien négociant, demeurant à Paris, rue de Paradis-Poissonnière, n.º 35, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des procédés de fabrication de briques et tuiles hydrostères, d'ornemens d'architecture, &c.;

96.º Le sieur *Josselin (Jean-Julien)*, passementier, demeurant à Paris, rue du Ponceau, n.º 2, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 30 juin 1829, pour de nouvelles garnitures de corset avec ou sans agrafe, au moyen desquelles on peut d'un seul coup lâcher son corset ou se délayer entièrement soi-même;

97.º Le sieur *Miné (Louis-Florimond)*, ferblantier, demeurant à Paris, rue des Cinq-Diamans, n.º 19, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un appareil portatif destiné au transport des pots et vases de nuit;

98.º Le sieur *Monet (René)*, demeurant à Paris, rue Neuve de la Fidélité, n.º 5, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande

d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans qu'il a pris, le 16 novembre 1829, pour un appareil et des procédés propres à faire du coke, à cuire la pierre à plâtre et à fabriquer le noir animal et le verre;

99.° Le sieur *Pocquel* (*Charles*), rentier, demeurant à Paris, rue des Saussaies, n.° 5, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation et de perfectionnement de dix ans pour des appareils de bains à vapeur qu'il nomme *bains russes perfectionnés*;

100.° Les sieurs *Hippolyte Royet* et compagnie, fabricans de rubans, demeurant à Saint-Étienne, département de la Loire, auxquels il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour la fabrication de tissus façonnés panachés;

101.° Le sieur *Wolff* (*Nicolas*), demeurant à Roitan, département des Vosges, auquel il a été délivré, le 15 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement de cinq ans pour des procédés perfectionnés propres à la carbonisation du bois;

102.° Les sieurs *Ducret fils* (*Charles*) et *Regnier*, horlogers, demeurant à Besançon, département du Doubs, auxquels il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une pendule à ressorts, sonnant les heures et les demies, marchant seize jours sans être remontée, au moyen d'un mouvement qui fait aller la sonnerie;

103.° Le sieur *Frèche* (*Arnaud-Nicolas*), artiste, demeurant à Toulouse, département de la Haute-Garonne, auquel il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un mécanisme propre à égrener, vanner et cribler le blé;

104.° Les sieurs *Hérisson*, docteur en médecine, et *Garnier*, horloger-mécanicien, demeurant à Paris, rue Taitbout, n.° 8 bis, auxquels il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un instrument qu'ils nomment *pulsomètre*, propre à mesurer la fréquence, l'élevation, l'égalité et la régularité du pouls;

105.° Le sieur *Jones* (*Théodore*), mécanicien de Londres, représenté à Paris par le sieur *Villembrei*, avocat, demeurant rue des Grands-Augustins, n.° 24, auquel il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de quinze ans qu'il a pris, le 18 mai 1827, pour des perfectionnements à la confection des roues de voiture;

106.° Le sieur *Lépine*, demeurant à Paris, rue Saint-Sauveur, n.° 24, auquel il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de sa demande d'un quatrième brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'importation de dix ans qu'il a pris, le 30 octobre 1827, pour un appareil portatif propre à l'éclairage des appartemens, usines, ateliers, &c. par le gaz hydrogène, en se servant de la chaleur produite dans toute espèce de foyers;

107.° Les sieurs *Price* (*Henri-Cruger* et *Charles-Fox*), de Bristol, représentés à Paris par le sieur *Abiet*, demeurant rue Mauconseil, n.° 18, auxquels il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de leur demande

d'un brevet d'invention et d'importation de quinze ans pour un appareil ou poêle perfectionné, propre au chauffage des appartemens et autres lieux;

108.° La dame *Rondet*, née *Marie-Louise Chéon*, demeurant à Paris, rue du Four Saint-Germain, n.° 54, à laquelle il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un instrument de chirurgie qu'elle nomme *pessaire*, destiné à maintenir la matrice dans les cas de chute, de relâchement, &c.;

109.° Le sieur *Soultzner* (*Frédéric*), demeurant à Paris, rue Pigale, n.° 3, auquel il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de cinq ans pour des procédés de fabrication d'une poudre qu'il nomme *fleur de café*;

110.° Le sieur *Stollé* (*Jean*), fabricant de céreuse et de couleurs minérales, demeurant à Strasbourg, département du Bas-Rhin, auquel il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et d'importation de cinq ans pour des machines et ustensiles propres à la fabrication des clous et chevilles;

111.° Le sieur *Zilges* (*Henri*), loueur de voitures, demeurant à Paris, rue Basse du Rempart, n.° 52, auquel il a été délivré, le 21 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour une bride propre à arrêter ou retenir les chevaux les plus fougueux, qu'il nomme *bride d'arrêt*;

112.° Le sieur *Chambry* (*Hubert*), fabricant de chapeaux, demeurant à Paris, rue Barbette, n.° 8, auquel il a été délivré, le 25 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour deux appareils, le premier propre à teindre les chapeaux de feutre et tous autres, et le second à opérer la cuisson des bois et autres matières tinctoriales;

113.° Le sieur *Cochaux* (*Félix*), ingénieur à Liège, représenté à Paris par le sieur *Tittel*, demeurant rue du Faubourg Saint-Denis, n.° 38, auquel il a été délivré, le 25 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'importation de quinze ans pour un système de roues propres à faire avancer les voitures à vapeur sur les routes ordinaires, pavées ou non pavées;

114.° Le sieur *Dauré* (*George*), de Londres, représenté à Paris par le sieur *Truffault*, demeurant rue Louis-le-Grand, n.° 9, auquel il a été délivré, le 25 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention, d'importation et de perfectionnement de quinze ans pour des appareils et procédés propres à extraire, par la distillation combinée avec la pression des substances animales, végétales et minérales, des acides pyroligneux, des gaz, huiles essentielles et fixes, une matière analogue au goudron ou vernis noir du brai gras, du brai sec et de l'asphalte;

115.° Le sieur *Gagneau* (*Etienne-Jean-Baptiste*), fabricant lampiste, demeurant à Paris, rue du Faubourg Saint-Denis, n.° 17, auquel il a été délivré, le 25 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour une lampe qu'il nomme *aglatique*, à réservoir inférieur, à niveau constant et à bec fixe;

116.° Les sieurs *Grillet* (*Bonaventure*) et *Blein* (*Antoine*), fabricans d'étoffes de soie, demeurant cours Bourbon, n.° 25, à Lyon, département du Rhône, auxquels il a été délivré, le 25 juin dernier, le certificat de leur

demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour une mécanique propre à mettre les teinturiers dans l'impossibilité de rien soustraire aux soies qu'on leur confie ;

117.° Le sieur *Pauwels* fils, négociant manufacturier, demeurant à Paris, rue du Faubourg Poissonnière, n.° 95, auquel il a été délivré, le 25 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de quinze ans pour des principes, moyens et procédés propres à faire marcher les bateaux à vapeur ou à manège sur les eaux courantes ;

118.° Le sieur *Sisco* (*Antoine-Dominique*), serrurier, demeurant à Paris, rue Lepelletier, n.° 25, auquel il a été délivré, le 25 juin dernier, le certificat de sa demande d'un second brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de cinq ans qu'il a pris, le 29 novembre 1828, pour un instrument qu'il nomme *monte-ressort-boîte*, contenant tous les ustensiles nécessaires à monter et à démonter les armes à feu ;

119.° Le sieur *Nérée-Tellier*, marchand orfèvre, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n.° 107, auquel il a été délivré, le 25 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 25 mars précédent, pour une voiture à procédé qu'il nomme *essieu-tellier* ;

120.° Les sieurs *Arlès* et *Deiolme*, négociants, demeurant à Paris, rue de Tracy, n.° 5, auxquels il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans pour un procédé d'amélioration des fontes de fer et des fers ;

121.° Le sieur *David* (*Jean-Baptiste*), mécanicien, demeurant à Paris, rue du Chemin-Vert, n.° 7, auquel il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour un pétrin mécanique ;

122.° Le sieur *Gourlier* (*Charles-Pierre*), architecte, demeurant à Paris, rue de l'Odéon, n.° 29, auquel il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour un nouveau mode de construction des tuyaux de cheminée et autres, de forme carrée ou oblongue, à angles arrondis et de dimensions variables à volonté ;

123.° Le sieur *Jullien* (*Joseph-Éloi-Xavier*), imprimeur de Montpellier, faisant élection de domicile à Paris, rue de Cléry, n.° 44, auquel il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de dix ans pour des appareils qu'il appelle *mécaniques universelles pedibus*, dans lesquelles un ou plusieurs hommes agissent sur des saillies appliquées à la circonférence extérieure des roues qu'ils veulent faire mouvoir ;

124.° Le sieur *Pelletan*, médecin du Roi, demeurant à Paris, rue du Pont-de-Lodi, n.° 5, auquel il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet de perfectionnement et d'addition au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 5 mai précédent, pour un système de navigation à la vapeur sans pièces mobiles extérieures, et tout le mécanisme se trouvant au-dessous du niveau de flottaison ;

125.° Le sieur *Revillon* (*Thomas*), horloger-mécanicien à Mâcon, faisant élection de domicile à Paris chez le sieur *Farcot*, rue Neuve-Sainte-Geneviève, n.° 22, auquel il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de ses demandes, 1.° d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine propre à recevoir la pression des fluides, tels que l'eau, la vapeur, le vent, &c.,

et à les transformer en moteurs ; 2.° d'un brevet de perfectionnement et d'addition à ce titre ;

126.° Les sieurs *Calas* et *Buttler*, demeurant à Paris, place du Trône, n.° 3, auxquels il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un instrument qu'ils nomment *temple* ou *tempia*, mécanique propre à tendre les étoffes pendant la fabrication ;

127.° Le sieur *Houzeau-Muiron* (*Nicolas*), manufacturier à Reims, faisant élection de domicile à Paris, rue du Bouloy, n.° 9, auquel il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans pour un moyen simple et économique de faire des toiles imperméables et de les imprimer en même temps ;

128.° Les sieurs *Alexandre* et *Zacharie*, plumassiers, demeurant à Paris, rue de Grammont, n.° 5, auxquels il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de leur demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour des procédés de fabrication d'une étoffe avec des plumes tissées ;

129.° Le sieur *Clément-Zuntz* (*Pierre*), homme de lettres, demeurant à Paris, rue de la Jussienne, n.° 9, auquel il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de cinq ans pour un procédé propre à fabriquer le verdet du commerce, ou sous-dento-acétate de cuivre ;

130.° Le sieur *Brunier* (*Louis*), architecte, demeurant à Paris, chez le sieur *Berthon*, rue Notre-Dame des Victoires, n.° 16, auquel il a été délivré, le 30 juin dernier, le certificat de sa demande d'un brevet d'invention de quinze ans pour une machine hydraulique qu'il nomme *hydromoteur continu*.

2. Les cessions des brevets ci-dessous rappelés, ayant été revêtues de toutes les formalités prescrites par l'article 15 du titre II de la loi du 25 mai 1791, sont déclarées régulières, et devront sortir leur plein et entier effet, savoir :

1.° La cession faite, le 22 mars dernier, aux sieur et dame *Menuel*, demeurant ensemble à Paris, cloître Saint-Merry, n.° 14, par le sieur *Duparge*, de tous ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 28 novembre précédent, pour un savon liquide qu'il nomme *savon liquide français et de toilette des dames françaises* ;

2.° La cession faite, le 24 mars dernier, à la dame *Reybert née Farges*, demeurant à Paris, rue Louis-le-Grand, n.° 24, par les sieurs *Guibal* et *Rattier*, de la moitié de leurs droits au brevet d'invention de quinze ans qu'ils ont pris, le 31 du même mois, pour l'art de réduire en fil le caoutchou ou gomme élastique et d'en former des tissus élastiques à l'aide de toute autre matière filamenteuse ;

3.° La cession faite, le 17 avril dernier, aux sieurs *Kœchlin* et compagnie, de Mulhausen, représentés à Paris par le sieur *Risler-Heilmann*, demeurant passage Saulnier, n.° 6, par le sieur *Hamilton*, de tous ses droits au brevet d'importation de quinze ans, pris, le 3 novembre 1826, par le sieur *Nicholson*, dont il est cessionnaire, pour un nouveau moyen perfectionné propre à donner, dans les machines de préparation et dans celles dont l'objet est de

filer et de tordre les matières fibreuses, le mouvement nécessaire aux bobines, tubes et autres instrumens servant à rouler le ruban ou le fil;

4.^o La cession faite, le 28 avril dernier, au sieur de *Courtois-Duvallier*, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.^o 348, agissant en qualité de fondateur du commissionariat des novateurs en industrie, par le sieur *Morson*, de tous ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 16 juin 1829, conjointement avec le sieur *Irving*, pour un appareil propre au pesage;

5.^o La cession faite, le 28 avril dernier, au sieur de *Courtois-Duvallier*, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n.^o 348, agissant en qualité de fondateur du commissionariat des novateurs en industrie, par le sieur *Irving*, de tous ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de dix ans qu'il a pris, le 16 juin 1829, conjointement avec le sieur *Morson*, pour un appareil propre au pesage;

6.^o La rétrocession faite, le 6 mai dernier, au sieur *Caïman-Duverger*, architecte, représenté à Paris par le sieur *Jullien*, employé à la monnaie, demeurant rue Saint-Jacques, n.^o 265, par le sieur *Fondrier*, des droits qui lui avaient été cédés précédemment, avec faculté de réméré, au brevet d'invention de cinq ans pris, le 5 mars 1828, par ledit sieur *Caïman-Duverger*, pour une nouvelle seringue qu'il appelle *clysoir*;

7.^o La cession faite, le 14 mai dernier, à la demoiselle *Marthe Brown*, fabricant de harpes, demeurant à Paris, rue Basse du Rempart, impasse Sandrier, n.^o 1, par le sieur de *Lacoux*, de tous ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 28 novembre précédent, pour une guitare perfectionnée;

8.^o La cession faite, le 18 mai dernier, au sieur comte de *Maudet*, demeurant à Nantes, département de la Loire-Inférieure, par le sieur de *Sallier du Pin*, de tous ses droits au brevet d'invention de dix ans qu'ils avaient pris ensemble, le 17 juin 1829, pour des procédés de fabrication de nacre chinoise, ainsi qu'au brevet de perfectionnement et d'addition au même titre, délivré le 6 août suivant;

9.^o La cession faite, le 22 mai dernier, aux sieurs *Leclerc*, *Miley* et *Henri Prestat*, négocians, demeurant à Paris, rue des Bourdonnais, n.^o 8, par le sieur *Thomas*, fabricant d'étoffes de crin, de tous ses droits au brevet d'invention et de perfectionnement de cinq ans qu'il a pris, le 13 mars précédent, pour des procédés d'impression de tous dessins veloutés sur les étoffes de crin et de paille;

10.^o La cession faite, le 22 mai dernier, au sieur *Bonniot*, dessinateur-géomètre, demeurant à la Rochelle, par le sieur de *Manneville*, de ses droits au brevet d'invention de quinze ans qu'il a pris, le 9 mars 1825, pour polir, bouter et joindre des planches de toutes dimensions, faire toute espèce de parquets et autres ouvrages de menuiserie par des procédés mécaniques, à la charge, par le cessionnaire, de n'exercer ces droits que dans le département de la Charente-Inférieure.

3. Il sera adressé à chacun des brevetés et cessionnaires ci-dessus dénommés une expédition de l'article qui le concerne,

4. Notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 21 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.^o 15,384. — ORDONNANCE DU ROI portant que l'Abattage des Porcs destinés au commerce de la charcuterie à Toul (Meurthe) ne pourra se faire qu'à l'Abattoir public.

Au château de Saint-Cloud, le 21 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu l'ordonnance royale du 29 juillet 1818 concernant l'exercice de la profession de boucher dans la ville de Toul;

La délibération du conseil municipal, du 22 mars 1830, ayant pour objet de demander la concentration de l'abattage des porcs dans l'abattoir public de cette ville;

Le procès-verbal d'information de *commodo et incommodo*, du 12 janvier 1830;

L'avis du préfet, du 16 avril suivant;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'abattage des porcs destinés au commerce de la charcuterie de Toul, département de la Meurthe, ne pourra se faire dans l'intérieur de la ville ailleurs qu'à l'abattoir public.

2. Aussitôt que les échaudoirs auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois après que le public en aura été prévenu par affiches, tous les échaudoirs particuliers seront interdits et fermés.

Toutefois les particuliers qui élèvent des porcs pour leur consommation et celle de leur maison, auront la faculté de les abattre à leur domicile, pourvu que ce soit dans des lieux clos et séparés de la voie publique.

3. Les charcutiers forains pourront faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la ville, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue.

Hors de la ville, c'est-à-dire, dans les communes des environs, ils seront libres, ainsi que les charcutiers de Toul, de tenir des échaudoirs, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. Les droits à payer par les charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

5. Le maire de Toul pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service et le commerce de la charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvés par notre ministre de l'intérieur.

6. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 21 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur,

Signé C.^{te} DE PEYRONNET.

N.^o 15,385.—ORDONNANCE DU ROI qui autorise la ville de Cognac
(Charente) à établir un Abattoir public et commun.

Au château de Saint-Cloud, le 21 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur;

Vu les délibérations du conseil municipal de Cognac (Charente) des 12 mai et 27 juin 1828, relatives à l'établissement d'un abattoir public;

L'avis du préfet, du 22 juillet 1829;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} La ville de Cognac, département de la Charente, est autorisée à établir un abattoir public et commun.

L'autorité municipale remplira, pour le choix de l'emplacement, les formalités exigées par le décret du 15 octobre 1810 et par l'ordonnance royale du 14 janvier 1815, relativement aux ateliers insalubres de troisième classe.

2. Aussitôt que les échaudoirs dudit établissement auront été mis en état de servir, et dans le délai d'un mois, au plus tard, après que le public en aura été averti par affiches, l'abatage des bœufs, vaches, veaux, moutons et porcs destinés au commerce de la boucherie, ne pourra avoir lieu, à l'intérieur de la ville, que dans l'abattoir public, et toutes les tueries particulières seront interdites et fermées.

Toutefois les propriétaires ou particuliers qui élèvent des porcs pour la consommation de leur maison, conserveront la faculté de les abattre chez eux, pourvu que ce soit dans un lieu clos et séparé de la voie publique.

3. Les bouchers et charcutiers forains pourront également faire usage de l'abattoir public, mais sans y être obligés, soit qu'ils concourent à l'approvisionnement de la commune, soit qu'ils approvisionnent seulement la banlieue.

Hors de la ville, c'est-à-dire, dans les communes des environs, ils seront libres, ainsi que les bouchers et charcutiers de Cognac, de tenir des échaudoirs, sous l'approbation de l'autorité locale.

4. En aucun cas et pour quelque motif que ce soit, le nombre des bouchers et charcutiers ne pourra être limité: tous ceux qui voudront s'établir à Cognac, seront seulement tenus de se faire inscrire à la mairie, où ils feront connaître le lieu de leur domicile et justifieront de leur patente.

5. Les bouchers et charcutiers de la ville auront la faculté d'exposer en vente et de débiter de la viande à leur domicile, dans des étaux convenablement appropriés à cet usage, en suivant les règles de la police.

6. Les bouchers et charcutiers forains pourront exposer en

vente et débiter de la viande dans la ville, mais seulement sur les lieux et aux jours désignés par le maire; et ce, en concurrence avec les bouchers et charcutiers de Cognac qui voudront profiter de la même faculté.

7. Les droits à payer par les bouchers et charcutiers pour l'occupation des places dans l'abattoir public seront réglés par un tarif arrêté dans la forme ordinaire.

8. Le maire de la ville de Cognac pourra faire les réglemens locaux nécessaires pour le service de l'abattoir public, ainsi que pour le commerce de la boucherie et de la charcuterie; mais ces actes ne seront exécutoires qu'après avoir reçu l'approbation de notre ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur.

9. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 21 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé DE PEYRONNET.

N.º 15,386. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel, évalué à 5300 francs, fait à l'hospice de *Seyne* (Basses-Alpes) par le sieur *Martin*. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,387. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, montant à 2527 francs 40 centimes, fait aux pauvres de l'hospice de *Gannat* (Allier) par la demoiselle *Salles*. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,388. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Bonneboseq* (Calvados), par le sieur *Pouchin*, de diverses rentes perpétuelles montant ensemble à 675 francs environ. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,389. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits au bureau de bienfaisance de *Lambese* (Bouches-du-Rhône), par le sieur *Isouard*, d'une pièce de terre évaluée à 1500 francs, et de deux sommes montant ensemble à 540 francs. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,390. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 382 francs, fait aux pauvres d'*Amiens* (Somme) par la dame veuve *Masson*. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,391. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs faite au profit des pauvres de *Bourg-d'Un* (Seine-Inférieure) par la dame veuve *Deverton*. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,392. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 400 francs, faite à la commune d'*Ouville-la-Rivière* (Seine-Inférieure), par la dame veuve *Deverton*, pour l'établissement d'une sœur spécialement chargée de l'instruction des jeunes filles pauvres. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,393. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Lovinghem* (Pas-de-Calais), par les sieur et dame *Lejay*, d'une maison avec dépendances, estimée 2000 francs. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,394. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites aux pauvres honteux de *Locoul-Mendon* (Morbihan), par la dame *Gahinet*, de plusieurs immeubles évalués ensemble à 3641 francs 60 centimes. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,395. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 2600 francs, fait à la commune de *Saint-Alban* (Lozère) par le sieur *Roux*. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,396. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice de la Charité de *Dôle* (Jura) par la dame *Moreau*. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,397. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Cabanial* (Haute-Garonne), par la dame *Deumie*, d'un hectolitre de millet et d'un hectolitre de blé chaque année pendant vingt ans. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,398. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice Saint-Jacques de *Besançon* (Doubs), par le sieur *Viénot*, d'un capital de 4000 francs portant intérêt à quatre pour cent. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,399. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Ameline*, d'une somme de 2000 francs aux pauvres de *Pleudihen*, et d'une somme de 500 francs à ceux de *Saint-Samson* (Côtes-du-Nord). (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,400. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente annuelle de 50 francs faite à l'hospice de *Turenne* (Corrèze) par la demoiselle *Reyjal*. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,401. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune de *Burcy* (Calvados), par le sieur *Hervieu*, d'une maison avec dépendances, évaluée à un revenu de 40 francs. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,402. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices du Saint-Esprit et de la Charité d'*Arles* (Bouches-du-Rhône), par le sieur *Cays*, d'une somme de 500 francs à chacun de ces établissements. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,403. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait au bureau de bienfaisance de *Rodès* (Aveyron) par le sieur *Lantard*. (Saint-Cloud, 26 Juin 1830.)

N.º 15,404. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait par moitié aux deux hospices de *Narbonne* (Aude) par la dame veuve *Viquier-Lestagnol*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,405. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 6000 francs fait à l'hospice de *Charleville* (Ardennes) par le sieur *Saint-Etienne de Louet*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,406. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Dreux* (Eure-et-Loir) par le sieur *Rotrou*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,407. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux hospices de *Romans* (Drôme), par le sieur *Darier-Roy*, d'une pièce de terre estimée 1350 francs. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,408. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Rouillon* (Sarthe), par la demoiselle *Gasse*, de la nue propriété du lieu et bordage de *Valloux* et dépendances, estimés 5060 francs. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,409. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Saint-Martin-en-Haut* (Rhône) par la demoiselle *Glas*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,410. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *la Baroche-Luché* (Orne), par les sieur et dame *Poisson*, de plusieurs immeubles évalués à un revenu de 200 fr. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,411. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par moitié aux pauvres du *Pas* et de *Saint-Mars-sur-Colmont* (Mayenne), par le sieur *Roche*, 1.º d'une partie de ses meubles et effets mobiliers estimés 700 francs, et 2.º d'une partie de ses immeubles d'un revenu de 106 francs. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,412. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux infirmes et malades de *Toul* (Meurthe) par le sieur *Piéverd*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,413. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Sainte-Gemme d'Andigné* (Maine-et-Loire), par le sieur *Herpin*, d'une somme de 1600 francs, et des vêtements, hardes et linge à son usage, évalués à 30 francs environ. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,414. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 479 francs, fait à l'hospice de *Nonancourt* (Eure) par la dame veuve *Cronier*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,415. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les bureaux de bienfaisance de *Bayeux* et de *Saint-Loup-Hors* (Calvados) à accepter, chacun pour moitié, le Legs de 600 francs fait aux pauvres par le sieur *Bauquet-Surville de Campigny*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,416. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait au bureau de bienfaisance de *Bourges* (Cher) par la dame veuve du sieur *Olivier Despallières*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,417. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs fait par le sieur *Lantard*, 1.º d'une somme de 1000 francs à l'hospice civil de *Rodès* (Aveyron), et 2.º de pareille somme à l'hôtel-Dieu de la même ville. L'ordonnance du 18 avril dernier relative à des libéralités faites par le même testateur est rapportée. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,418. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Chaux-Neuve* (Doubs) à accepter la quote-part qui revient aux pauvres de cette commune dans la libéralité du sieur *Vaucheret*, autorisée le 10 juin 1829, en ce qui concerne seulement les communes de la ci-devant terre de *Mouthé*. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,419. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Limoux* (Aude), par le sieur *Espardellier*, d'une rente foncière et annuelle de quinze décalitres deux litres huit décilitres de blé. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,430. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait au bureau de bienfaisance du *Mans* (Sarthe) par le sieur de *Sullogne*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,421. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres de *Sury* (Loire) par le sieur *Chdtain*, 1.º d'une somme de 40 francs et de dix doubles décalitres de seigle convertis en pain, et 2.º de tous ses immeubles évalués à environ 3000 francs. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,422. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs fait à l'église de l'hôtel-Dieu de *Saint-Chamond* (Loire) par le sieur *Colin*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,423. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à l'hospice du *Luc* (Var) par le sieur *Giraud*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,424. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1508 francs 75 centimes fait aux pauvres de *Lisle* (Tarn) par le sieur *Picarel*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,425. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Cuq-Toulza* (Tarn) à accepter le Legs fait aux pauvres de la paroisse de *Saint-Sernin de Cadix* par le sieur *Gride*, d'une rente annuelle de 15 francs, qui sera portée à 40 francs après le décès de la demoiselle *Craman*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,426. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres nécessiteux de *Boulogne* (Seine) par la dame veuve *Duflos*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,427. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise le bureau de bienfaisance de *Saint-Jean de la Motte* (Sarthe) à accepter les Legs faits à cet établissement et aux pauvres de cette commune, par la dame *Lal-mant* dit *Robert*, 1.º d'une somme de 300 francs, 2.º de toutes ses hardes et linge de corps, et 3.º de cent onze doubles décalitres de blé-mouture. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,428. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à l'hospice de *Saint-Nicolas* (Meurthe), par le sieur *Thouvenin*, d'un terrain et d'un pré évalués ensemble à un revenu annuel de 160 fr. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,429. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Noël*, 1.º d'une somme de 500 francs aux pauvres de *Benney* (Meurthe), et 2.º d'une rente de 25 francs à la fabrique de la paroisse de ce nom. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,430. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 300 francs fait au profit des pauvres de la paroisse de *Notre-Dame de Versailles* (Seine-et-Oise) par le sieur *Lesaffre*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,431. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres nécessiteux de la paroisse de la *Madeleine de Paris* (Seine) par la dame veuve *Duflos*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,432. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice civil de *Belfort* (Haut-Rhin) par la dame *Richard*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,433. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 20 francs fait à l'hospice des orphelins de *Strasbourg* (Bas-Rhin) par la dame veuve *Schnepp*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,434. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Salency-Dominois* (Oise), par le sieur *Bénard*, de la nue propriété d'une rente de 50 francs. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,435. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Laurens* (Hérault), par la demoiselle *Levère*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 100 francs et d'une malle pleine de linge. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,436. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à l'hospice de *Saint-Dié* (Vosges) par la dame veuve *Mauri*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,437. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la maison de charité des sœurs de *Saint-Vincent de Paul* à *Saint-Dié* (Vosges) par la dame veuve *Mauri*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,438. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de l'hospice d'*Honfleur* (Calvados) par le sieur *Le Bourgeois*. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,439. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'hospice et le bureau de bienfaisance de *Bapaume* (Pas-de-Calais) à accepter les Legs faits à chacun de ces établissements par le sieur *Thories*, d'une somme de 1000 francs. (*Saint-Cloud*, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,440. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Deniau*, 1.º de l'usufruit d'une maison, à la commune de *Maille* (Indre-et-Loire); et 2.º de divers immeubles évalués à 4254 francs 43 centimes, aux pauvres des communes de *Maille*, du

Noyers et de Marcilly, même département. (Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.)

N.º 15,441. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la commune d'*Equeurdreville* (Manche), par le sieur *Duchereuil*, d'une maison avec dépendances, estimée 3000 francs. (*Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.*)

N.º 15,442. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite au bureau de bienfaisance de *Beaune* (Côte-d'Or), par le sieur *Chauvelot*, d'une maison avec dépendances estimée 40,000 francs. (*Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.*)

N.º 15,443. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de la Miséricorde de *Béziers* (Hérault), par le sieur *Vigouroux*, d'une rente annuelle et perpétuelle de 20 francs. (*Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.*)

N.º 15,444. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 700 francs fait à l'hospice de *Donzenac* (Corrèze) par la dame veuve *Loubriat de la Chapelle*. (*Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.*)

N.º 15,445. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 800 francs, fait à l'hospice de *Noves* (Bouches-du-Rhône) par la dame *Couiras*. (*Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.*)

N.º 15,446. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Paris* (Seine), par la dame veuve *Delamorinière*, 1.º d'une somme de 600 francs pour ceux de la paroisse Saint-Nicolas, 2.º et de 50 francs pour ceux qu'elle secourait elle-même. (*Saint-Cloud, 7 Juillet 1830.*)

N.º 15,447. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation d'une rente de 40 francs léguée à l'hospice des enfants trouvés de *Paris* (Seine) par le sieur *Rollet*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,448. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 6000 francs fait aux pauvres de *Maupertuis* (Manche) par le sieur *Biaquet-Surville de Campigny*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,449. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres les plus nécessiteux de la paroisse Saint-Pierre de *Bordeaux* (Gironde) par le sieur *Leleu*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,450. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de la paroisse de la Daurade à *Toulouse* (Haute-Garonne) par la demoiselle *Mahut-Roquerlon*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,451. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 523 francs 67 centimes fait aux pauvres de *Fontainebleau* (Seine-et-Marne) par la demoiselle *Cannet*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,452. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à la supérieure de l'hospice Saint-Joseph de la Grave à *Toulouse* (Haute-Garonne) par la dame veuve *Pech*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,453. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la dame veuve *Jouss-Ducabœuf*, 1.º aux pauvres du douzième arrondissement de *Paris* (Seine), de la moitié du dividende qui reviendra à la testatrice dans l'indemnité des colons de Saint-Domingue; 2.º à l'hôtel-Dieu de cette ville, de l'autre moitié de ce dividende; et 3.º à l'hôpital Saint-Louis de la même ville, d'une somme de 1200 francs. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,454. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de *Navarren* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Raby*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,455. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise, 1.º à accepter, sous bénéfice d'inventaire, le Legs universel fait à l'hospice d'*Oloron* (Basses-Pyrénées) par le sieur *Laborde-Barères*, et 2.º à accepter le Legs de 2000 francs fait aux pauvres de l'ancienne paroisse Saint-Pierre de cette ville par le même testateur. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,456. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres de *Caumont* (Lot-et-Garonne) par le sieur *Pinquet*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,457. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 390 francs fait aux pauvres de *Roussillon* (Vaucluse) par la dame *Combe*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,458. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait aux pauvres de la paroisse Saint-Michel de *Toulouse* (Haute-Garonne) par la dame veuve *Audouy*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,459. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux pauvres d'*Azay-sur-Thouet* (Deux-Sèvres), par le sieur *Mau-petit de la Guérinière*, d'une somme de 3000 francs et de quelques vêtements. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,460. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 250 francs (5 pour cent consolidés) fait aux pauvres d'*Yverres* (Seine-et-Oise) par le sieur *Bracard*. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,461. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à l'hospice de *Saint-Amand* (Cher) par le sieur *Berchon-Latrollière*. (*Saint-Cloud*, 14 Juillet 1830.)

N.º 15,462. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au bureau de bienfaisance de *Tarascon* (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve *Desports*. (*Saint-Cloud*, 14 Juillet 1830.)

N.º 15,463. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les hospices, le mont-de-piété et le bureau de bienfaisance de *Brignoles* (Var) à accepter les Legs faits au profit de ces établissements par la dame veuve *Auzou*, et montant ensemble à 3000 francs. (*Saint-Cloud*, 14 Juillet 1830.)

N.º 15,464. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 2000 francs faite aux pauvres de *Castelferrus* (Tarn-et-Garonne) par le sieur *Delpouy*. (*Saint-Cloud*, 14 Juillet 1830.)

N.º 15,465. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel fait aux pauvres honteux de la paroisse *Sainte-Marguerite* de *Paris* (Seine) par la demoiselle *Nicolle*. (*Saint-Cloud*, 14 Juillet 1830.)

N.º 15,466. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites au consistoire israélite de *Metz*, 1.º de la propriété de deux places dans la synagogue de cette ville, évaluée à un revenu annuel de 14 francs, par le sieur *Dalsace*; 2.º d'une rente annuelle de 10 francs (5 pour cent consolidés) par le sieur *Wittersheim*, et 3.º d'une rente annuelle de 20 francs (5 pour cent consolidés) par le sieur *Terquem*. (*Saint-Cloud*, 14 Juillet 1830.)

N.º 15,467. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'église réformée de *Lyon* (Rhône), par le sieur *Bontoux*, d'une rente perpétuelle de 200 francs et d'une somme de 1200 francs. (*Saint-Cloud*, 14 Juillet 1830.)

N.º 15,468. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'église réformée de *Saint-Thomas* de *Strasbourg* (Bas Rhin), par le sieur *Reisseissen*, de deux sommes de 2000 francs chaque. (*Saint-Cloud*, 14 Juillet 1830.)

N.º 15,469. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 15,000 francs faite aux pauvres d'*Avignon* (Vaucluse) par l'archevêque du diocèse de ce nom. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,470. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de *Crannes* (Sarthe) par le sieur *Belin de Bérú*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,471. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait aux pauvres de *Tassillé* (Sarthe) par le sieur *Belin de Bérú*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,472. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à la ville de *Bordeaux* (Gironde), par le sieur *Delaveau*, d'une collection complète du *Moniteur*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,473. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 343 francs 35 centimes fait aux pauvres d'*Orval* (Cher) par le sieur *Berchon-Latrollière*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,474. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1500 francs faite aux pauvres du *Mans* (Sarthe) par la dame veuve *Lorgeril*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,475. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de la section de *Pontmain*, commune de *Saint-Ellier* (Mayenne), par le sieur *Tencé*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,476. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 3500 francs fait aux hospices de *Laval* (Mayenne) par la dame veuve *Gasté*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,477. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait aux pauvres de *Grain* (Loire), par le sieur *Percie-Dussert*, de 300 fr., de quelques hardes et de six setiers trois quarts de blé-seigle. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,478. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait aux pauvres de *Caubiac* (Haute-Garonne) par le sieur *Clavet*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,479. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, jusqu'à concurrence de 1500 francs seulement, le Legs universel, évalué à 3000 francs, fait à l'hospice de *Berre* (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve *Lauthier*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,480. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, évalué à 11,500 francs environ, fait à la commune de *Reuil* (Eure-et-Loir) par le sieur *Girard*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,481. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 16,000 francs, fait à l'hospice de *Grenoble* (Isère) par la demoiselle *Pascal*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,482. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais pour moitié de sa valeur seulement, le Legs, évalué à 100,000 francs environ,

fait au collège des avocats de la ville de *Moulins* (Allier) par le sieur *Mizon*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,483. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs, évalués ensemble à 6500 francs, faits au bureau de bienfaisance et aux pauvres honteux de *Limoges* (Haute-Vienne) par le sieur *Lajorest-Desbardies*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,484. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 14,000 francs faite à l'hospice Saint-Louis de *Vire* (Calvados) par la demoiselle *Picard* dite *Descarrières*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,485. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux pauvres de *Pouillon* (Landes), par le sieur *Behie*, d'une rente de 25 francs et des arrérages échus de ladite rente. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,486. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits à l'hospice civil d'*Évreux* (Eure), 1.º d'une somme de 500 francs par le sieur *Pierre*, et 2.º d'un capital de 10,000 francs par le sieur de *Cougny de Vaux*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,487. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait à l'hospice de *Pouilly* (Côte-d'Or), par la demoiselle *Gendrot*, de 34 ares de terre labourable d'un revenu annuel de 8 francs. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,488. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux hospices d'*Aubagne* (Bouches-du-Rhône), par la dame veuve *Daignan*, de seize décalitres de blé et de deux capitaux s'élevant ensemble à la somme de 525 francs. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,489. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait aux pauvres de *Thionville* (Moselle) par le sieur *Hergt*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,490. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait aux prisonniers de *Nancy* (Meurthe) par la demoiselle *Rambour*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,491. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un capital de 8000 fr. fait à l'hospice Saint-Julien de *Nancy* (Meurthe) par la dame veuve *Elliot*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,492. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux sommes de 600 francs fait aux pauvres de *Contiège* (Jura) par la demoiselle *Regnault*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,493. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait au bureau de bienfaisance de *Salins* (Jura), par le sieur *Fuillet*, d'une maison avec dépendances estimée 1500 francs. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,494. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à l'hospice civil de *Tours* (Indre-et-Loire) par la demoiselle *Bodineau*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,495. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un capital de 1000 francs fait aux pauvres de *Marsolan* (Gers) par la dame veuve *Cadéot*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,496. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait aux pauvres du territoire de *Rouillac*, commune de *Gimbrède* (Gers), par le sieur *Labat*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,497. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la commune de *Saint-Mars-la-Brière* (Sarthe), par le sieur *Gonnet*, d'une maison avec dépendances estimée 1400 francs. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,498. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait à la société de charité maternelle du *Max* (Sarthe) par le sieur *Liberge*. (*Saint-Cloud*, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,499. — ORDONNANCE DU ROI portant que la foire fixée au 25 juin dans la commune de *Bletterans* (Jura) se tiendra à l'avenir le premier mardi du mois de juillet. (*Saint-Cloud*, 9 Juin 1830.)

N.º 15,500. — ORDONNANCE DU ROI portant établissement de deux foires annuelles dans la commune de *Juvincourt* (Aisne); elles auront lieu le 21 mai et le 10 octobre, et leur durée sera d'un jour. (*Saint-Cloud*, 9 Juin 1830.)

N.º 15,501. — ORDONNANCE DU ROI portant que la commune de *la Rivière-en-Lavieu*, arrondissement de *Montbrison*, département de la Loire, est distraite du canton de *Saint-Jean-Soleymieux* et réunie au canton de *Montbrison* et à la commune de *Lésigneux*.

ORDONNANCE DU ROI portant que les communes de *Saint-Alban* et de *la Balme*, arrondissement de *Nantua*, département de l'Ain, sont distraites du canton d'*Izernore* et réunies au canton de *Poncin*.

ORDONNANCE DU ROI portant que la commune de *Valasse* est distraite du canton de *Lillebonne* et réunie au canton de *Bolbec*, arrondissement du *Havre*, département de la Seine-Inférieure; cette commune et celle

de *Gruchet*, même canton, arrondissement et département, sont réunies en une seule, qui portera le nom de *Gruchet-le-Valasse*, et dont le chef-lieu est fixé à *Gruchet*.

ORDONNANCE DU ROI portant que les communes de *Montfand* et de *Louchy*, arrondissement de *Gannat*, département de l'Allier, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à *Louchy*, et qui prendra le nom de *Louchy-Montfand*.

Les communes réunies par les quatre ordonnances ci-dessus continueront, s'il y a lieu, à jouir séparément, comme section de commune, des droits d'usage ou autres qui pourraient leur appartenir, sans pouvoir se dispenser de contribuer en commun aux charges municipales. (*Saint-Cloud, 14 Juillet 1830.*)

N.º 15,502. — ORDONNANCE DU ROI portant, 1.º que le conseil royal de l'instruction publique est autorisé à accepter, au nom de l'université de France, la Donation faite à l'église de la Sorbonne, par la marquise de *Montcaim*, d'un capital de 10,000 francs, aux conditions stipulées dans l'acte constitutif du 24 décembre 1829; et 2.º que ce capital de 10,000 fr. sera placé en rentes 5 pour cent sur l'État, et que les arrérages en seront mis à la disposition du bureau d'administration de l'église de la Sorbonne, pour être employés conformément aux intentions de la marquise de *Montcaim*. (*Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.*)

CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre et Secrétaire
d'état au département de la justice,*

A Paris, le 21 Août 1830*,

DUPONT (de l'Eure).

* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

21 Août 1830.

BULLETIN DES LOIS. (N.º 372.)

N.º 15,503. — ORDONNANCE DU ROI qui proroge le Péage établi sur le Pont de Givart, département de la Marne.

Au château des Tuileries, le 11 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu l'ordonnance royale du 22 août 1821 qui a autorisé l'établissement d'un péage sur le pont de Givart, route départementale de la Marne, n.º 7, de Reims à Neufchâtel;

Vu le vote émis par le conseil général du département de la Marne dans sa session de 1829 pour proroger de trois années ce péage;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Aumencourt-le-Grand, sur le territoire de laquelle le pont est situé;

Vu l'avis de M. le préfet;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.º Le péage établi sur le pont de Givart, département de la Marne, route départementale n.º 7, de Reims à Neufchâtel, est prorogé de trois années. En conséquence, la perception qui devait cesser le 10 juillet 1830, continuera jusqu'au 10 juillet 1833.

2. A dater du 10 juillet 1830, les sommes provenant du produit du péage seront versées dans la caisse du receveur général pour être employées, conformément au vote du conseil général, aux réparations des levées et chaussées aux abords du pont, sauf ce qui sera décidé ultérieurement au sujet de l'indemnité proposée par le conseil général en faveur de la compagnie des actionnaires.

VIII.º Série.

H

3. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château des Tuileries, le 11.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B.^{on} CAPELLE.

N.^o 15,504. — *ORDONNANCE DU ROI relative aux Sommes à percevoir sur chaque Train de bois arrivant à Paris pendant la campagne de 1830.*

Au château de Saint-Cloud, le 14 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics ;

Vu les décrets des 14 juin 1804 [25 prairial an XII] et 31 octobre suivant [9 brumaire an XIII] ;

Vu la délibération du commerce de bois flotté pour l'approvisionnement de notre bonne ville de Paris du 21 mars 1830, relative aux sommes à percevoir sur chaque train de bois arrivant à Paris, à l'effet de subvenir aux dépenses à la charge du commerce que nécessitera le flottage de ces bois pendant la campagne de 1830 ;

Le comité de l'intérieur et du commerce de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Chaque train composé de dix-huit coupons et provenant des rivières d'Yonne, de Cure et d'Armançon, pendant la campagne de 1830, paiera vingt-trois francs de cotisation, savoir : dix-huit francs à son passage au pont de Joigny, et cinq francs à Paris, immédiatement après son arrivée à destination.

Chaque train également composé de dix-huit coupons, qui sera flotté depuis le pont de Joigny en aval jusqu'au-dessus du pont de Montereau, et qui ne se composera pas de bois retirés en route, paiera de même vingt-trois francs de cotisation, savoir : dix-huit francs à Sens à son passage, ou au moment de son départ, et cinq francs à Paris.

Chaque train de dix-huit coupons, venant de la rivière de Marne, paiera douze francs à son arrivée à Paris.

Chaque train formé de dix-huit coupons, venant de la rivière de Seine, paiera cinq francs à son arrivée à Paris.

Enfin les trains descendant des rivières d'Yonne et de Cure, et qui seront tirés en route, paieront, savoir : ceux qui ne passeront pas les ports de Cravant, six francs chacun ; et ceux tirés en aval de ces ports jusqu'au-dessus du pont de Joigny, neuf francs chacun.

2. Le paiement se fera à Paris entre les mains de l'agent général du commerce ; à Sens, à Joigny et à Cravant, entre celles des commis aux ponts. Les commis à Sens et à Joigny verseront, au moins une fois le mois, le montant de leurs recettes dans la caisse de l'agent de l'arrondissement. Le commis au pont de Cravant versera la sienne entre les mains du commis général résidant à Cravant, ainsi que cela a eu lieu précédemment.

3. La perception autorisée par la présente ordonnance s'effectuera comme en matière de contributions publiques.

4. Les receveurs à Sens, à Joigny et à Cravant, remettront à la fin de la campagne leurs comptes particuliers à l'agent du commerce à Paris, qui fera du tout l'objet d'un compte général. Ce compte sera en définitive soumis, dans la forme ordinaire et avec toutes les pièces justificatives, à l'approbation de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics.

5. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 14 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B.^{on} CAPELLE.

N.^o 15,505. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes seulement, le Legs de divers immeubles évalués à 264,815 francs 12 centimes, fait au séminaire diocésain de Cambrai (Nord) par la dame Jean. (Paris, 2 Mai 1830.)*

- N.º 15,506. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une propriété sise à Yvetot, estimée 60,558 francs 79 centimes, faite au séminaire de Rouen (Seine-Inférieure) par le sieur Leboulloux. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,507. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une portion de pré et verger estimée 600 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit stipulée, à la fabrique de l'église de Chevigny (Doubs), par le sieur Marchand. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,508. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de Fiven (Basses-Pyrénées) par le sieur Navailles. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,509. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église deournemire (Aveyron), par le sieur Andrac. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,510. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un moulin à eau estimé 30,000 francs, fait au séminaire de Reims (Marne) par la dame veuve Berthe. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,511. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait, sous condition de services religieux, au chapitre métropolitain de Tours (Indre-et-Loire), par le sieur Gossolin-Dupré. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,512. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 60 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église du Saint-Sépulcre à Montdidier (Somme), par les sieurs Bosquillon frères. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,513. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de six pièces de terre estimées 3200 francs, faite, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de Mazinghem (Pas-de-Calais), par les sieur et dame Hermant. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,514. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles estimés 3960 francs, et d'objets mobiliers estimés 410 francs, faite à la fabrique de l'église de Boeschève (Nord) par les sieurs L. J. et P. J. F. Bollaert. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,515. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Fondation, moyennant une rente de 50 francs, faite dans l'église de Condé (Moselle) par la dame veuve Steinmetz et la demoiselle Boulanger. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,516. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Fondation faite dans l'église de Treffléan (Morbihan) moyennant une rente

de 58 francs 75 centimes, une deuxième rente en grains évaluée à un capital de 2525 francs, et un logement estimé 800 francs, par les sieur et demoiselle Crolas et les sieur et dame Eveno. (Paris, 2 Mai 1830.)

- N.º 15,517. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 48 livres [47 francs 20 centimes] fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Sergines (Yonne), par la dame veuve Grunain. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,518. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 25 francs fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de Montgothier (Marne), par le sieur Maillard. (Paris, 2 Mai 1830.)
- N.º 15,519. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Jouy-le-Montier (Seine-et-Oise), par la dame veuve Imbert-Delattres. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)
- N.º 15,520. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 100 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Déhault (Sarthe), par la dame Delonlay. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)
- N.º 15,521. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 700 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Niederhergheim (Haut-Rhin), par la dame veuve Gutleben. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)
- N.º 15,522. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à la fabrique de l'église Saint-Jean à Perpignan (Pyrénées-Orientales) par le sieur Conte-Llobet. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)
- N.º 15,523. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 60 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Grandchamps (Haute-Marne), par le sieur Jacquinet. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)
- N.º 15,524. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison d'un revenu de 300 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église Saint-Nicolas à Toulouse (Haute-Garonne), par le sieur Lafforgue. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)
- N.º 15,525. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1080 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de Longecour (Côte-d'Or), par la dame veuve Vallerre. (Saint-Cloud, 5 Mai 1830.)

N.º 15,526. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 36,000 francs fait, sous condition de services religieux, par le sieur *Bauquet-Surville de Campigny* à la fabrique de l'église de *Campigny* (Calvados) et aux desservans successifs de cette église, savoir : la fabrique pour un tiers seulement, et les desservans pour les deux derniers tiers. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.º 15,527. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait au séminaire de *Cahors* (Lot) par le sieur *Guilhou*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.º 15,528. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 4000 francs fait au séminaire du *Mans* (Sarthe) par la demoiselle *Bachelot*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.º 15,529. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 53 francs faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église d'*Aubreville* (Meuse), par les sieur et dame *Pradeilles*. (*Saint-Cloud, 5 Mai 1830.*)

N.º 15,530. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1033 francs 50 centimes fait à la communauté des religieuses de Notre Dame de la Charité du Refuge établie à *Toulouse* (Haute-Garonne) par la demoiselle *Labalut*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,531. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter, mais jusqu'à concurrence des trois quarts de la valeur nette seulement, les Legs d'immeubles et objets mobiliers évalués ensemble à 116,445 francs, faits, sous condition de services religieux, au séminaire de *Versailles* (Seine-et-Oise), par la demoiselle *Mulot*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,532. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter les Legs faits par le sieur *Bellanger* : 1.º aux desservans successifs de l'église de *Carbay* (Maine-et-Loire), le Legs de livres évalués à 280 francs, et 2.º à la fabrique de l'église de *Carbay*, le tiers seulement du Legs d'immeubles évalués à 3125 francs. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,533. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles et d'ordemens estimés 5400 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Cambon du Temple* (Tarn), par le sieur *Mage*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,534. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les desservans de la succursale du *Ham* (Mayenne) à accepter le Legs fait par la dame *Junin* de la jouissance, pendant douze ans, d'un bordage dit de *Chérance*, d'un revenu annuel de 70 francs, à la charge de services religieux. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,535. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter les Legs faits par la demoiselle *Dugon* à la fabrique de l'église de *Pazy* (Nièvre) et au maire de cette commune, savoir : la fabrique, de 1200 francs; et le maire, au profit des pauvres, de 800 francs. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,536. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de pré évaluée à 700 francs, fait à la fabrique de l'église de *Jussey* (Haute-Saône) par la dame veuve *Delaittre*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,537. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre d'un revenu de 5 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Vaux* (Ardennes), par le sieur *Gadan*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,538. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Caubiac* (Haute-Garonne) par la dame veuve *Clavel*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,539. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église d'*Auterrive* (Haute-Garonne) par la demoiselle de *Gavarret de Saint-Léon*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,540. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait par la demoiselle *Kiffert* à la fabrique de l'église de *Kemlich* (Moselle), de la remanence de sa succession évaluée à 2800 francs. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,541. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Thionville* (Moselle) à accepter, 1.º la Donation de 2750 francs faite par la dame veuve *Conturier*, et 2.º du Legs de 300 francs fait par le sieur *Michel*; le tout sous condition de services religieux. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,542. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite, moyennant 360 francs, dans l'église de *Metzresche* (Moselle), par les sieur et dame *Bock*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,543. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 75 ares 9 centiares de terre, d'un revenu de 42 francs, faite à la fabrique de l'église d'*Ayette* (Pas-de-Calais) par la dame veuve *Lesage*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

N.º 15,544. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 500 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Basse-Putz* (Moselle), par le sieur *Fassy-Lérôg*. (*Saint-Cloud, 9 Mai 1830.*)

- N.º 15,545. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter les Donations faites par la demoiselle *Hoibel* à la fabrique de *Mesnil-Durand* (Calvados), au maire de cette commune et au desservant de cette succursale, savoir : 1.º le trésorier, de 300 francs; le desservant et le maire, d'une pareille somme; et le desservant et ses successeurs, de 600 francs. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,546. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Quingey* (Doubs), par le sieur *Juillard*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,547. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait, avec réserve de partie d'usufruit, par la dame *Meille*, à la fabrique de l'église de *Rencurel* (Isère), de la moitié de divers immeubles évalués en totalité à 2000 francs. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,548. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux pièces de terre estimées 600 francs, fait à la fabrique de l'église de *Nogna* (Jura) par le sieur *Pétetin*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,549. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs du tiers de deux capitaux montant ensemble à 2000 francs, fait, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Montigny* (Nord), par la demoiselle *Mairesse*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,550. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs et d'une portion d'argenterie estimée 70 francs 85 centimes, fait à la fabrique de l'église *Saint-Thomas de la Flèche* (Sarthe) par le sieur *Frison de Regès*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,551. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 450 francs, fait au séminaire de *Toulouse* (Haute-Garonne) par la dame *Marsoulan*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,552. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 200 francs, au capital de 5000 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, au chapitre cathédral de *Carcassonne* (Aude), par le sieur *Bataillé de Saint-Louis*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,553. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 50 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Sainte-Madeleine à Sainte-Marie-aux-Mines* (Haut-Rhin), par la demoiselle *Huberschwiler*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,554. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un pré estimé 600 francs, faite, sous condition de services religieux,

- à la fabrique de l'église de *Billy* (Meuse), par le sieur *Jacquin* et ses co-fans. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,555. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'ornemens, linge d'église, &c., estimés 550 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Rozerieulles* (Moselle), par le sieur *Charpentier*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,556. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de neuf pièces de terre évaluées à un revenu de 95 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Verderel* (Oise), par les sieur et dame *Leclerc*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,557. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre estimée 1200 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Rânes* (Orne), par le sieur *Poulain*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,558. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise la fabrique de l'église de *Cellier* (Loire-Inférieure) à accepter, 1.º une donation de 3000 francs, 2.º une autre de trois parties de rentes montant ensemble à 592 francs, et 3.º l'offre de donation d'une quatrième rente de 108 francs, par la demoiselle de *Vulleton*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,559. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux prés et d'une chenevière, le tout d'un revenu de 44 francs, faite, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Brainville* (Moselle), par les sieur et dame *Maigret*. (*Saint-Cloud, 12 Mai 1830.*)
- N.º 15,560. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison, de meubles et d'une somme de 5000 francs, faite à la congrégation des hospitalières d'*Ernemont* (Seine-Inférieure) par le sieur *Vauquelin*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,561. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des religieuses de la Visitation de *Marseille* (Bouches-du-Rhône) [deuxième maison], par les dames *Rostan, Laville, Bérenger et Vachier*, religieuses, de leur part dans les immeubles occupés par l'établissement. L'assistante est autorisée à accepter la Donation faite au même établissement par la dame *Marcel*, supérieure, de sa part dans lesdits immeubles. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,562. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à la congrégation des sœurs de la Réunion au Sacré-Cœur de Jésus à *Bordeaux* (Gironde) par la demoiselle *Langsdorff*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)

- N.º 15,563. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux maisons estimées environ 40,000 francs, faite à la communauté des sœurs de Saint-Joseph établie à *Valbenoite* (Loire) par les sieurs *Bennevend, Dufour et Rouchon*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,564. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1800 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Charles* (Mayenne), par la demoiselle *Fortin*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,565. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 1500 francs, fait à la fabrique de l'église de *Fressin* (Pas-de-Calais) par le sieur *Ledueq*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,566. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Constandey* (Haute-Saône) par le sieur *Lainé*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,567. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 60 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Taverny* (Seine-et-Oise), par le sieur *Chabrier*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,568. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise les missions de France et les missions étrangères à *Paris* à accepter le Legs de 1000 francs fait à chacun de ces établissements, sous condition de services religieux, par la dame veuve de *Monmorency-Laval*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,569. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation de 480 francs faite à la fabrique de l'église de *Bergheim* (Haut-Rhin) par la demoiselle *Gruber*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,570. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre évaluée à 140 francs, faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, aux desservans successifs de la succursale de *Waldveistroff* (Moselle), par le sieur *Bettinger*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,571. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre d'un revenu de 20 francs, faite, avec réserve d'usufruit, aux desservans à perpétuité de la succursale d'*Athée* (Mayenne), par les sieur et dame *Avranche*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,572. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre d'un revenu de 2 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Sauvot* (Aube), par la dame veuve *Mickon*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)

- N.º 15,573. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1085 francs faite au chapitre de l'église cathédrale de *Valence* (Drôme) par le sieur *Néry*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,574. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Robert* à la fabrique de l'église d'*Aujac* (Gard) et aux desservans à perpétuité de cette succursale, savoir : les desservans, de deux parties de rentes montant ensemble à 31 francs; et la fabrique, d'une rente de 30 francs et d'une somme de 1000 francs. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,575. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente de 200 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église *Saint-Gilles* à *Caen* (Calvados), par le sieur *Lecomte-Breton*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,576. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, sous condition de services religieux, au séminaire de *Nîmes* (Gard), par le sieur *Bellugou*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,577. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un capital de 400 francs fait à la fabrique de l'église d'*Arras* (Hautes-Pyrénées) par la demoiselle *Forpoms*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,578. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs et de diverses fournitures, fait à la fabrique de l'église de *Saint-Saturnin* (Puy-de-Dôme) par le sieur *Verdier-Pagnat*. (*Saint-Cloud, 16 Mai 1830.*)
- N.º 15,579. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un pré d'un revenu de 90 francs, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Fontenay-sous-Vezelay* (Yonne), par le sieur *Cognot*. (*Saint-Cloud, 20 Mai 1830.*)
- N.º 15,580. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de bâtimens faisant partie de l'ancien évêché de *Senlis*, estimés 36,115 francs, fait, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Senlis* (Oise), par la dame *Amelot*. (*Saint-Cloud, 20 Mai 1830.*)
- N.º 15,581. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Corgirnon* (Haute-Marne), par la dame veuve *Bourlier*. (*Saint-Cloud, 20 Mai 1830.*)
- N.º 15,582. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Pierre d'Allonne* (Mauche) par le sieur *Lelubiez*. (*Saint-Cloud, 20 Mai 1830.*)

- N.º 15,583. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1200 francs fait à la fabrique de l'église de *Lherm* (Haute-Garonne) par le sieur *Capèle*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,584. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Germignonville* (Eure-et-Loir), par le sieur *Liégard*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,585. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs et d'un calice estimé 134 francs, fait par le sieur *Ros*, et d'un autre Legs de 800 francs fait par le sieur *Bertrand*, à la fabrique de l'église de *Salers* (Cantal). (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,586. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 20 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Saint-Aubin de Loquenay* (Sarthe), par les sieur et dame *Provost*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,587. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Pons* (Basses-Alpes) par le sieur *Martin*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,588. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 300 francs faite au séminaire de *Toulouse* (Haute-Garonne) par le sieur *Douarre*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,589. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite, sous condition de services religieux et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Gauriac* (Gironde), par la dame veuve *Billa*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,590. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de bâtimens d'un revenu de 1200 francs, faite, pour fondation de services religieux, pour distribution d'aumônes et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église Saint-Pierre à *Saint-Chamond* (Loire), par la demoiselle *Fournas*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,591. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 50 francs, qui sera réduite à celle de 42 francs seulement pendant la vie du donateur, faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Plesnoy* (Haute-Marne), par le sieur *Morel*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,592. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 25 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Moyon* (Manche), par le sieur *Gautier*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)

- N.º 15,593. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Vitry-la-Ville* (Marne), par le sieur *Titon*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,594. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 900 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Pontscorff* (Morbihan), par la demoiselle *Lebonard*. (Saint-Cloud, 20 Mai 1830.)
- N.º 15,595. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par la dame *Jus*, savoir : 1.º à la fabrique de l'église de *Songéal* (Ile-et-Vilaine), d'une somme de 200 francs et de moitié seulement de la nue propriété d'immeubles d'un revenu de 500 francs; et 2.º au séminaire de *Rennes*, d'une rente de 60 francs à servir par ladite fabrique de *Songéal*. (Saint-Cloud, 23 Mai 1830.)
- N.º 15,596. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Latapie*, savoir : 1.º à l'évêché de *Rodès* (Aveyron), jusqu'à concurrence de moitié seulement, la redevance de sa succession, ladite moitié évaluée à 7564 francs; et 2.º à la fabrique de l'église de *Cassagnes-Comtaux* (même département), les Legs de deux sommes montant ensemble à 2700 francs. (Saint-Cloud, 23 Mai 1830.)
- N.º 15,597. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 348 francs fait à la fabrique de l'église de *Guiscriff* (Morbihan) par la demoiselle *Siohan*. (Saint-Cloud, 23 Mai 1830.)
- N.º 15,598. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1400 francs fait au séminaire de *Lyon* (Rhône) par le sieur *Chapuy*. (Saint-Cloud, 23 Mai 1830.)
- N.º 15,599. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Vitry-sur-Loire* (Saône-et-Loire) par le sieur *Domas*. (Saint-Cloud, 23 Mai 1830.)
- N.º 15,600. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Palluau* (Vendée), par le sieur *Menoust*. (Saint-Cloud, 23 Mai 1830.)
- N.º 15,601. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1500 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église Notre-Dame de *Poitiers* (Vienne), par la dame veuve *Rampillon*. (Saint-Cloud, 23 Mai 1830.)
- N.º 15,602. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des sœurs de la Visitation de *Dijon* (Côte-d'Or), par la demoiselle *Martin de Boisville* et la dame de *Martainville*, de leur

part et portion dans les maisons et bâtimens occupés par ladite communauté, évaluée à environ 800 francs de revenu. (*Saint-Cloud, 23 Mai 1830.*)

N.º 15,603. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles et meubles et d'une somme de 102,686 francs, fait par le sieur *Angles* à la fabrique de l'église Saint-Just et Saint-Pasteur à *Narbonne* (Aude); et d'autres Legs faits par le même, 1.º à l'école secondaire ecclésiastique de *Narbonne*, de deux sommes montant à 25,385 fr.; 2.º aux religieuses de Notre-Dame de la même ville, de deux maisons et d'une somme de 6000 francs, et 3.º aux curés successifs de Saint-Just et Saint-Pasteur, d'une rente sur l'Etat au capital de 2000 francs. (*Saint-Cloud, 23 Mai 1830.*)

N.º 15,604. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite par les sieurs *Bosquillon* frères à la fabrique de l'église du Saint-Sépulcre de *Montdidier* (Somme), 1.º de 400 francs qui leur sont dus par ladite fabrique, et 2.º de trois glaces évaluées à 120 francs. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,605. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 500 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'*Ancerville* (Moselle), par la dame veuve *Girard*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,606. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 70 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Moyon* (Manche), par le sieur *Leconte*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,607. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente de 25 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Coulbœuf* (Calvados), par le sieur *O'Williamson*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,608. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites au séminaire de *Toulouse* (Haute-Garonne), 1.º d'une rente de 100 francs par le sieur *Ducray*, et 2.º d'une pareille rente de 100 fr. par le sieur *Aubuisson de Voisins*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,609. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 10,000 francs fait aux divers séminaires établis à *Paris* par la dame veuve de la *Morinière*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,610. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait au séminaire de *Montauban* (Tarn-et-Garonne) par la demoiselle *Bessey*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,611. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 28,000 francs fait, sous condition de services religieux et avec réserve

d'usufruit, à la fabrique de l'église Saint-Renn à *Charleville* (Ardennes), par le sieur de *Louet*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,612. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église de *Jeuxy* (Vosges), par le sieur *Parisot*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,613. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux pièces de pré faite, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Tremilly* (Haute-Marne), par le sieur *Prévost*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,614. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une pièce de terre estimée 1000 francs, faite, sous la réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Lingèvres* (Calvados) et aux desservans successifs de cette paroisse, par la dame veuve de la *Goublaye*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,615. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de la chapelle et du cimetière de Saint-Pierre, évalués à 200 francs, faite à la fabrique de l'église de *Treleven* (Côtes-du-Nord) par le sieur *Guyomard*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,616. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison et autres immeubles d'un revenu de 60 francs, faite à la fabrique de l'église de *Plouñour-Menez* (Finistère) par les sieur et dame *Goarnisson* et les sieur et dame *Coat*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,617. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison d'un revenu de 495 francs, faite, sous condition de services religieux, de distribution d'aumônes et avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église Saint-Paul à *Orléans* (Loiret), par le sieur *Lefort-Chevalier*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,618. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un ostensor en vermeil, d'une somme de 1000 francs et d'avances faites par le testateur, ledit Legs fait à la fabrique de l'église de *Pléaux* (Cantal) par le sieur *Mailhes*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,619. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Prou de Monroy*, savoir : 1.º à la fabrique de l'église de *Taugon* (Charente-Inférieure), une partie de rente montant à 262 livres 10 sous [259 francs 26 centimes], et 2.º au desservant de cette commune, une redevance en beurre et en graine de lin. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,620. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de

Eglise d'Auron (Côte-d'Or), par la demoiselle *Petitot*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,621. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait, à la charge de services religieux, à la fabrique de l'église de *Maxey-sur-Vaise* (Meuse), par le sieur *Joyeux*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,622. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre estimée 600 francs, fait, sous condition de services religieux, à la fabrique de l'église d'*Ambrines* (Pas-de-Calais), par la demoiselle *Martin*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,623. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs fait, à charge de services religieux, par le sieur *Le Bourg*, à la fabrique de l'église d'*Ourville* (Seine-Inférieure), d'une partie de rente de 40 francs et de la remanence de sa succession, montant, y compris ladite rente, à 1662 francs 94 centimes. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,624. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait par la dame veuve *Villers* à l'église de *Caultières*, laquelle se trouve réunie à l'église de *Lignières* (Somme). (*Paris, 29 Mai 1830.*)

N.º 15,625. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 20 francs fait, avec réserve de partie d'usufruit, à la fabrique de l'église de *Saint-Sernin de Cadix* (Tarn) par le sieur *Grise*. (*Paris, 29 Mai 1830.*)

CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire
d'état au département de la justice,*

A Paris, le 20^{*} Septembre 1830,

DUPONT (de l'Eure).

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

20 Septembre 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 373.)

N.º 15,626. — ORDONNANCE DU ROI sur le remplacement, par un Pont en maçonnerie, du Bac existant sur la Garonne à *Cazères*, et création d'un Péage.

Au château de Saint-Cloud, le 18 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Le projet de remplacer par un pont en maçonnerie le bac actuellement existant sur la Garonne à *Cazères*, département de la Haute-Garonne, est approuvé en principe, sauf les modifications que les localités pourraient exiger, et qui seraient prescrites par notre ministre des travaux publics.

2. Il sera pourvu aux frais de cette construction au moyen de la perception d'un droit de péage d'après le tarif ci-joint. Ce droit sera concédé au rabais, par adjudication publique, à l'entrepreneur qui se chargera de la construction du pont aux conditions les plus avantageuses.

3. Les droits de péage seront perçus à compter du jour où le passage sera livré au public, et conformément au tarif ci joint :

Pour une personne à pied chargée ou non.....	0 ^f 03 ^s
<i>Idem</i> et le retour dans la journée.....	0. 05.
Pour un cheval ou mulet et son conducteur.....	0. 12 1/2.
Pour <i>idem</i> chargé ou non.....	0. 10.
Pour un âne ou ânesse chargé ou non.....	0. 05.
Par cheval, mulet, bœuf, vache, veau, employé au labour ou allant au pâturage.....	0. 05.

VIII. Série.

I

Par bœuf ou vache destiné à la vente.....	0 ^f 10 ^c
Par veau ou porc destiné à la vente.....	0. 02 1/2
Par mouton, brebis, chèvre, bouc, cochon de lait, paire d'oies ou de dindons.....	0. 01 1/4
Par voiture suspendue à deux roues, y compris le conducteur, et attelée d'un cheval ou mulet.....	0. 60.
Par voiture suspendue à quatre roues, y compris le conducteur, et attelée de deux chevaux ou mulets.....	0. 90.
Par litière, y compris le passage du conducteur et celui de deux chevaux ou mulets.....	1. 20.
Par voiture suspendue à quatre roues, y compris celui du conducteur et d'un cheval ou mulet.....	0. 75.
Les voyageurs dans les voitures ci-dessus paieront comme une personne à pied.	
Par charrette, y compris le conducteur, attelée d'un cheval ou mulet, ou d'une paire de bœufs, tout compris.....	0. 40.
Par charrette attelée de deux chevaux ou de deux paires de bœufs, y compris le conducteur.....	0. 50.
Par charrette attelée de trois chevaux ou mulets.....	0. 60.
La charrette à vide, attelée d'un cheval ou d'une paire de bœufs.....	0. 20.
La charrette chargée, employée au transport ou à la rentrée des récoltes, y compris le conducteur.....	0. 20.
La même charrette vide.....	0. 10.
Par charrette chargée ou non, attelée d'un âne ou ânesse, y compris le conducteur.....	0. 10.
Par chariot de ferme à quatre roues, attelé de deux chevaux ou de deux paires de bœufs, y compris le conducteur.....	0. 60.
Le même à vide.....	0. 40.
Chariot de roulage avec un cheval, et le conducteur.....	0. 80.
Idem avec deux chevaux.....	1. 00.
Idem avec trois chevaux.....	1. 50.
Par chariot à quatre roues non chargé, attelé d'un cheval, et le conducteur.....	0. 60.
Les chevaux ou mulets attelés aux voitures ci-dessus, en sus du nombre porté au tarif qui est fixé à trois, paieront chacun..	0. 25.
Le prix du passage des troupeaux de moutons, porcs, oies, dindons, sera diminué d'un quart, lorsque ces animaux seront plus de cinquante.	
Lorsque les troupeaux iront au pâturage, ils ne paieront que demi-droit : les conducteurs paieront.....	

4. Seront exempts du paiement des droits de péage les fonctionnaires publics du département dans l'exercice de leurs fonctions, les ingénieurs et autres agents des ponts et chaussées; les militaires voyageant par corps ou isolément, à la charge, dans ce dernier cas, de présenter une feuille de route ou un

ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles-postes et les facteurs ruraux, faisant le service des postes de l'État.

5. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 18 Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B.^{on} CAPELLE.

N° 15,627. — ORDONNANCE DU ROI sur la construction d'un Pont suspendu sur la Marne à Brie, et création d'un Péage.

Au château de Saint-Cloud, le 18 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu le cahier des charges dressé pour la construction d'un pont suspendu sur la Marne à Brie-sur-Marne, route départementale n.° 44, de Nogent-sur-Marne à Noisy-le-Grand, moyennant la concession d'un péage;

Vu le procès-verbal du 28 avril 1830, constatant les opérations faites à la préfecture du département de la Seine pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur la Marne à Brie, faite et passée, le 28 avril 1830, par le préfet du département de la Seine, aux sieurs Jules Séguin-Montgolfier et Jean-Marc Gras, moyennant la concession des droits à percevoir sur ce pont pendant soixante-et-dix ans, est approuvée. En conséquence, toutes les charges, clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. Le cahier des charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication, demeureront annexés à la présente ordonnance.

3. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 18.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé, B.^{on} CAPELLE.

TITRE des Droits de péage à percevoir sur le Pont suspendu de Petit-Brie.

Usages divers.

Pour chaque personne à pied, chargée ou non chargée.....	05 ^e
Pour chaque personne en voiture suspendue ou non suspendue, autre que le conducteur.....	05.
Chaque cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.....	15.
Une voiture suspendue à deux roues, attelée d'un cheval, mulet ou autre bête de trait, y compris le conducteur.....	25.
Pour une voiture suspendue à quatre roues, à un cheval, mulet ou autre bête de trait, le conducteur compris.....	40.
Une voiture suspendue à quatre roues, à deux chevaux, mulets ou autres bêtes de trait, le conducteur compris.....	50.
Chaque cheval, mulet ou autre bête de trait de plus, tant sur les voitures suspendues à deux roues que pour celles à quatre.....	10.

Transport par bête de somme.

Un cheval ou mulet chargé ou non chargé, non compris le conducteur.....	10.
Une bête à âne chargée ou non chargée, non compris le conducteur.....	05.

Transport sur chariots et charrettes.

Chaque charrette à deux roues chargée, attelée d'un cheval, mulet ou mule, le conducteur compris.....	25.
Une charrette à vide attelée d'un cheval, mule ou mulet, compris le conducteur.....	20.
Chaque cheval, mule ou mulet d'augmentation.....	10.
Pour un chariot à quatre roues chargé, attelé de deux chevaux, mules ou mulets, le conducteur compris.....	35.
Un chariot à quatre roues, à vide, attelé d'un seul cheval, mule ou mulet, et le conducteur.....	20.
Une charrette chargée, attelée d'un âne, y compris le conducteur.....	20.
Une charrette non chargée, attelée d'un âne, y compris le conducteur.....	15.
Chaque bête asine de plus.....	05.
Un chariot de ferme à quatre roues, chargé, attelé de deux chevaux ou bœufs, le conducteur compris.....	30.
Le même à vide, y compris le conducteur.....	25.
Chaque cheval, mulet ou bœuf d'augmentation.....	10.

Bestiaux destinés à la vente.

Pour chaque bœuf ou vache, non compris le conducteur.....	10 ^e
Un veau à pied, non compris le conducteur.....	05.
Chaque mouton, brebis, boue, chèvre, non compris le conducteur.....	01.
Un porc, non compris le conducteur.....	02.

Exemptions.

Seront exempts du droit de péage, lorsqu'ils se transporteront à raison de leurs fonctions respectives, le préfet du département de la Seine, le sous-préfet de l'arrondissement de Sceaux, les maire et adjoint de la commune de Brie-sur-Marne, le juge de paix du canton, les ingénieurs, conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées, les cantonniers employés à l'entretien de la route départementale n.^o 44, les malles faisant le service des postes de l'État, les facteurs ruraux et les courriers du Gouvernement.

Sont exceptés du droit tous les ouvriers employés aux travaux du pont et aux ouvrages d'art y adhérents;

Le maître du pont et les mariniers qui seraient obligés de traverser le pont pour la manœuvre des bateaux;

Tout cheval, mulet, bœuf, vache ou âne passant sur le pont pour aller au labour et au pâturage, ou en revenant;

Les moutons, brebis, boues, chèvres, allant au pâturage ou en revenant;

Une charrette chargée, employée au transport des engrais ou à la rentrée des récoltes, son cheval ou ses chevaux, et le conducteur;

La même charrette revenant à vide;

Les militaires voyageant en corps et tous ceux qui sont porteurs d'une feuille de route;

Les aides de pont, les charretiers de bateaux, ainsi que leurs chevaux, et les individus ordinairement employés au service de la navigation, lors de la remonte des bateaux sous le pont.

Paris, le 13 mars 1830. Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines, signé Bécquey.

APPROUVÉ. Paris, le 13 mars 1830.

Le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 18 Juillet 1830, enregistrée sous le n.^o 117.

Le Ministre des travaux publics, signé B.^{on} CAPELLE.

N.^o 15,628. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait au bureau de bienfaisance de Montauban (Tarn-et-Garonne) par le sieur Fondomié, à la charge d'en verser le revenu annuel entre les mains du curé de la cathédrale de ladite ville, pour être employé en distribution d'aumônes. (Paris, 29 Mai 1830.)

N.^o 15,629. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain évalué à 100 francs, faite à la fabrique de l'église de Combes (Hérault) par le sieur Calas. (Saint-Cloud, 6 Juin 1830.)

- N.º 15,630. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des fondations, moyennant une rente de 60 francs, faites dans l'église d'*Uffholtz* (Haut-Rhin) par le sieur *Heuchel*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,631. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 7000 francs et de divers objets estimés 13,000 francs, faite au séminaire de *Beauvais* (Oise) et aux écoles ecclésiastiques du diocèse par le sieur *Guénard*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,632. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 55 francs fait au séminaire du *Mans* (Sarthe) par la demoiselle *Simier*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,633. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait au séminaire de *Montpellier* (Hérault) par le sieur de *Moyria*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,634. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Larroque* (Haute-Garonne) par le sieur *Talazac*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,635. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Montigny-sur-Vingeanne* (Côte-d'Or) par le sieur *Mouget*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,636. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2000 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Pierre-le-Gaillard* (Cher) par le sieur *Chamblant*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,637. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Garéoult* (Var) par la dame *Barbaroux*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,638. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs de deux sommes montant à 1000 francs, faits à la fabrique de l'église Saint-Jacques à *Montauban* (Tarn-et-Garonne) par le sieur de *Combettes* et la demoiselle *Bessey*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,639. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église Saint-François de Sales à *Lyons* (Rhône) par la dame *Mogniat de Liergues*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,640. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 1200 francs fait au séminaire de *Montpellier* (Hérault) par le sieur *Salvan*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,641. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un immeuble évalué à 2400 francs, fait à la fabrique de l'église de *la Réorte* (Vendée) par la dame *Poulinet*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)

- N.º 15,642. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux portions de l'ancien convent des bénédictines appelées le *Noviciat* et le *Chœur d'hiver*, faite à la fabrique de l'église du *Monastier* (Haute-Loire) par les sieurs *Souteyran*, *Gimbert du Villard*, *Chausseude*, *Gimbert-Chabannes* et *Hilaire Latourette*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,643. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente de 50 francs faite à la fabrique de l'église du *Grand-Quevilly* (Seine-Inférieure) par la dame *Beccelièvre-Cany*, épouse autorisée du prince de *Montmorency*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,644. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un capital de 841 francs 60 centimes fait à la fabrique de l'église de *Nulay* (Côte-d'Or) par la dame veuve *Santiard*. (*Saint-Cloud*, 6 Juin 1830.)
- N.º 15,645. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite à communauté des sœurs hospitalières d'*Eu* (Seine-Inférieure) par le sieur *Guérout d'Eneb*. (*Saint-Cloud*, 9 Juin 1830.)
- N.º 15,646. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite à la communauté des sœurs hospitalières établie à la *Flèche* (Sarthe), par les dames *Aleton*, *Fabien*, *Baffoué*, *Cochon*, *Richard*, *Leroy* et *Riveton*, religieuses, de diverses créances et portions d'immeubles, le tout évalué à environ 64,000 francs : Donation à la même communauté, par la dame *Dapin*, supérieure, de sa part et portion dans lesdits immeubles. (*Saint-Cloud*, 9 Juin 1830.)
- N.º 15,647. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 28,000 francs faite à l'école secondaire ecclésiastique de *Châlons* (Marne) par le sieur *Loisson de Guinaumont*. (*Saint-Cloud*, 9 Juin 1830.)
- N.º 15,648. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation faite aux filles de Saint-André de la Puye établies à *Angoulême* (Charente), par la demoiselle *Gilbert-Deshieris*, de maison, jardin et dépendances, de quatre rentes sur l'État montant à 1500 francs, de quatre autres rentes sur particuliers montant à 325 francs, de meubles et effets mobiliers, le tout évalué en capital à 45,900 francs. (*Saint-Cloud*, 9 Juin 1830.)
- N.º 15,649. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1500 francs fait à la deuxième communauté de Saint-Joseph dite de la *Providence*, établie à *Saint-Étienne* (Loire), par la dame *Colcombet*. (*Saint-Cloud*, 9 Juin 1830.)
- N.º 15,650. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs évalué à environ 30,000 francs, fait au séminaire de *Dijon* (Côte-d'Or) par le sieur *Desmoutiers de Mervinville*. (*Paris*, 13 Juin 1830.)

N.º 15,651. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Lezat* (Ariège) par la dame veuve de *Gauban*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,652. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 2666 francs 66 centimes fait à la fabrique de l'église de *Riguepeyroux* (Aveyron) par le sieur *Ricomes*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,653. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 25 francs fait à la fabrique de l'église de *Maisoncelle* (Calvados) par le sieur *Damoiselle*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,654. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite dans l'église de *Malbuisson* (Doubs), moyennant l'abandon d'immeubles estimés 3600 francs, par le sieur *Laresche*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,655. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 100 francs fait à la fabrique de l'église de *Toussaints à Rennes* (Ille-et-Vilaine) par la dame *Boulanger*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,656. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite dans l'église du *Ferré* (Ille-et-Vilaine), moyennant une rente de 29 francs 63 centimes, par le sieur *Pellé*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,657. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Paul de Varces* (Isère) par la dame veuve *Thivier*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,658. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Ellier* (Mayenne) par le sieur *Tencé*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,659. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1200 francs faite à la fabrique de l'église de *Creuë* (Meuse) par la dame veuve *Petitroux*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,660. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à l'église de *Conques* (Aveyron), de deux parties de rentes montant à 23 francs, par le sieur *Costes*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,661. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 100 francs sur l'Etat faite à la fabrique de l'église de *Ligny* (Meuse) par la dame veuve *Plaignat*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,662. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente de 300 francs sur l'Etat faite à la fabrique de l'église

Saint-Sauveur à Verdun (Meuse) par la dame veuve *Gérard de Meley*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,663. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 40 ares 50 centiares de prés, bois et broussailles, évalués à un revenu de 40 francs, fait à la fabrique de l'église de *Ponan* (Aube) par le sieur *Laurent*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,664. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs de trois parties de rentes montant à 39 fr., et d'une rente de 25 francs, faits à la fabrique de l'église de *Cogolin* (Var) par la demoiselle *Moulinier*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,665. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église des *Loges* (Seine-Inférieure) par le sieur *Protais*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,666. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 90 francs au capital de 2000 francs, fait à la fabrique de l'église de *Ciboure* (Basses-Pyrénées) par la dame *Dupouy*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,667. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à la fabrique de l'église *Saint-François de Sales à Lyon* (Rhône) par le sieur *Maindestre des Barolles*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,668. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation d'une demi-bourse, soit dans le séminaire d'*Avignon* ou dans une école ecclésiastique dudit diocèse, moyennant une rente annuelle de 200 francs, par le sieur *Reboul*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,669. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation de quatre parties de rentes perpétuelles (5 pour cent) sur les fonds publics d'Espagne, formant un capital de 3800 piastres [20,500 fr.], et inscrites sous les n.ºs 14,181, 7903, 7906 et 66,506, faite à l'archevêché de *Lyon* (Rhône) par le sieur *Gaston de Pins*, administrateur du diocèse. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,670. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 100 francs inscrite au livre de la dette publique, faite à la fabrique de l'église cathédrale d'*Orléans* (Loiret) par les demoiselles *Ladureau*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,671. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain estimé 100 francs, fait à la fabrique de l'église d'*Anvals* (Loi) par la dame veuve de *Mestre*. (*Paris, 13 Juin 1830.*)

N.º 15,672. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux parties de rentes montant ensemble à 282 francs, faite à la

fabrique de l'église Saint-Urbain à *Troyes* (Aube) par le sieur *Bouillervot*. (Paris, 13 Juin 1830.)

N.º 15,673. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 120 francs faite à la fabrique de l'église de *Pradelles* (Haute-Loire) par la dame veuve *Chaumeils* et la demoiselle de *Frévol de la Coste*. (Paris, 13 Juin 1830.)

N.º 15,674. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de moitié des Legs évalués ensemble à 2340 francs, faits à la fabrique de l'église d'*Availles* (Vienne) par le sieur *Charos* et son épouse. (Paris, 13 Juin 1830.)

N.º 15,675. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalués à 3170 francs, fait au séminaire de *Poitiers* (Vienne) par le sieur *Loullier*. (Paris, 13 Juin 1830.)

N.º 15,676. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de Legs de trois maisons évaluées ensemble à 5236 francs, faits à la fabrique de l'église de *Kerprich* (Meurthe) par le sieur *Rigaux*. (Paris, 13 Juin 1830.)

N.º 15,677. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1700 francs et d'effets mobiliers fait à la communauté des religieuses de l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement établie à *Carpentras* (Vaucluse) par la dame *Chauvin*, religieuse. (Paris, 13 Juin 1830.)

N.º 15,678. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente annuelle de 25 francs faite à la fabrique de l'église de *Courcy* (Calvados) par le sieur *d'Oilliamson*. (Paris, 13 Juin 1830.)

N.º 15,679. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une maison, cour, jardin et dépendances, estimés environ 5077 fr., faite à la congrégation des filles de la Croix dites de *Saint-André de la Puye* (Vienne) par la dame *Toitcrue de Langardière*. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 15,680. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de divers immeubles estimés environ 15,500 francs, et de deux créances montant ensemble à 1020 francs, faite à la communauté des sœurs de Saint-Joseph de *Maclas* (Loire) par la dame *Bonnardelle*, religieuse. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 15,681. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles situés à *Montusclat*, occupés par la communauté des sœurs hospitalières de la Croix de *Montusclat* (Haute-Loire), faite à cet établissement par la dame *Jourde*, supérieure. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 15,682. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de divers immeubles consistant en maison, cour, jardin et dépendances, faite à l'établissement des sœurs hospitalières du Saint-Sacrement de *Mâcon* (Saône-et-Loire) par la dame *Lacombe*, supérieure générale. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 15,683. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations de deux rentes de 150 francs chaque, faites à l'établissement des sœurs hospitalières de l'hôtel-Dieu de *Bayeux* (Calvados) par le sieur *Rupallej* et la dame veuve *Le Marcuil*. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 15,684. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles estimés 1300 francs, faite à l'école secondaire ecclésiastique d'*Agen* (Lot-et-Garonne) par la dame veuve *Lassegrive*. (Saint-Cloud, 16 Juin 1830.)

N.º 15,685. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 30 francs fait à la fabrique de l'église de *Torcé* (Mayenne) par la demoiselle *Garnier*. (Saint-Cloud, 20 Juin 1830.)

N.º 15,686. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à 18,845 francs, faite au séminaire de *Blois* (Loir-et-Cher) par le sieur *de Sausin*, évêque de Blois. (Saint-Cloud, 20 Juin 1830.)

N.º 15,687. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de *Bessenay* (Rhône), 1.º par la dame *Garin*, d'immeubles estimés 5500 francs et de deux créances montant à 2700 francs; et 2.º par les dames *Fayolle*, *Couturier*, *Marchezaud* et *Delorme*, religieuses, de sommes et créances montant ensemble à 12,450 francs. (Saint-Cloud, 20 Juin 1830.)

N.º 15,688. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 50 francs, faite à la fabrique de l'église de *Montchâlons* (Aisne) par le sieur *Gaide*. (Saint-Cloud, 20 Juin 1830.)

N.º 15,689. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel d'environ 140 francs, faite à la fabrique de l'église de *Rumersheim* (Bas-Rhin) par la dame veuve *Bury* et le sieur *Otry*; Donation aux desservans de ladite succursale d'un verger, à la charge d'une rente annuelle de 10 francs. (Saint-Cloud, 20 Juin 1830.)

N.º 15,690. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 45 francs 50 centimes, faite à la fabrique de l'église de *Xures* (Meurthe) par la dame veuve *Parmentier* et par le sieur et dame *Busselot*. (Saint-Cloud, 20 Juin 1830.)

N.º 15,691. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 60 francs faite à la fabrique de l'église de *Husson* (Manche) par le sieur *Piel*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,692. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à un revenu annuel de 36 francs, fait à la fabrique de l'église d'*Eclimont* (Pas-de-Calais) par la dame veuve *Trouart*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,693. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de vases sacrés, ornemens sacerdotaux et linge d'église, estimés 1165 francs, fait à la fabrique de l'église de Notre-Dame de *Montbrison* (Loire) par le sieur *Populus*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,694. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 25 francs fait à la fabrique de l'église de *Lauren* (Hérault) par la demoiselle *Levère*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,695. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, 1.º d'une rente annuelle de 40 francs cédée à la fabrique de l'église de *Montierender* (Haute-Marne) par le sieur *Bouteux*, en remplacement d'une somme de 800 francs léguée à ladite fabrique par la demoiselle *Bouteux*; et 2.º de la Donation de 850 francs faite à la même fabrique par les héritiers de la dame veuve *Vitry*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,696. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 8 francs, faite à la fabrique de l'église de *Nouvion* (Ardennes) par la dame veuve *Dubois*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,697. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Martin du Mont* (Ain) par le sieur *Monnier*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,698. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 400 francs fait au séminaire de *Dijon* (Côte-d'Or) par la dame veuve *Poullotier de Suzenet*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,699. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait au séminaire de *Bordeaux* (Gironde) par la dame veuve *Oyasson*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,700. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite dans l'église de *Guney-aux-Aulx* (Vosges) par le sieur *Jacqué*, moyennant la rétribution réglée par le testateur. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,701. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une pièce de terre évaluée à 300 francs, fait à la fabrique de l'église de

Minot (Côte-d'Or) par la dame veuve *Viard*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,702. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalués à 4000 francs, fait à la succursale de *Mairy* (Ardennes) par le sieur *Brétagne*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,703. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux sommes montant ensemble à 10.300 francs, fait à l'établissement des sœurs de Notre-Dame de la Charité du Refuge de *la Rochelle* (Charente-Inférieure) par la dame *Dubois de Saint-Mandé*, religieuse. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,704. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles estimés environ 300 francs, faite à l'établissement des filles de la Croix dites de *Saint-André à la Puye* (Vienne) par la dame veuve *Cuillereau*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,705. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles estimés environ 16.000 francs, fait à l'établissement des religieuses de la Visitation de *Nancy* (Meurthe) par la dame veuve *Elliot*. (*Saint-Cloud*, 20 Juin 1830.)

N.º 15,706. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait, à titre gratuit, à la congrégation des sœurs de Sainte Marthe de *Romans* (Drôme) par la dame *Faugier*, religieuse. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,707. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs, 1.º de 600 francs une fois payés, 2.º d'une maison avec ses dépendances estimée environ 8000 francs, 3.º d'un lot de biens immeubles évalués à 600 francs de revenu, 4.º d'une inscription de rente annuelle de 1700 fr., et 5.º d'une autre inscription de huit actions sur la banque de France, fait à la congrégation des sœurs de l'Instruction charitable dites de *Saint-Maur à Paris* (Seine) par le sieur *Casset*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,708. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 8000 francs fait au séminaire de *Metz* (Moselle) par la demoiselle *Ruter*. (*Saint-Cloud*, 23 Juin 1830.)

N.º 15,709. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux sommes montant ensemble à 1200 francs, fait à la fabrique de l'église de *Grospierre* (Ardèche) par le sieur *Boissin*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)

N.º 15,710. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Sanilhac* (Ardèche) par le sieur *Ranc*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)

- N.º 15,711. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de biens immeubles évalués à 680 francs, et d'objets mobiliers évalués à 874 francs, fait à la fabrique de l'église de *Saint-Étienne de Chigny* (Indre-et-Loire) par le sieur *Le Sourd*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,712. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalués à 10,277 francs, fait à la fabrique de l'église *Saint-Étienne* à *Arras* (Pas-de-Calais) par la demoiselle *Cornu*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,713. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait à la fabrique de l'église de *la Tour* (Pyrénées-Orientales) par le sieur *Coronnat*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,714. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs et d'ornemens sacerdotaux estimés 47 francs, fait à la fabrique de l'église d'*Enghien-Montmorency* (Seine-et-Oise) par le sieur *Langlois*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,715. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une créance de 1494 francs 65 centimes faite au séminaire de *Dax* (Landes) par le sieur *Dompnier*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,716. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1200 francs faite à la fabrique de l'église de *Brouvelieux* (Vosges) par la dame *Hanzo*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,717. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux pièces de terre évaluées ensemble à un revenu annuel de 40 francs, faite à la fabrique de l'église de *Saint-Hilaire de Mortagne* (Vendée) par le sieur *Bureau*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,718. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 3000 livres [2962 francs 96 centimes] faite à la fabrique de l'église de *la Chapelle d'Aligné* (Sarthe) par le sieur *Louis Martin*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,719. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une rente annuelle de 200 francs sur l'État (3 pour cent) faite à la fabrique de l'église de *Notre-Dame à Chartres* (Eure-et-Loir) par la demoiselle de *Toustain*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,720. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'un pré évalué à un revenu annuel de 88 francs environ, faite à la fabrique de l'église de *Maisdon* (Loire-Inférieure) par le sieur *Courtois*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,721. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 250 francs faite à la fabrique de l'église de

Saint-Julien de Vouvantes (Loire-Inférieure) par la demoiselle de *la Biais*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)

- N.º 15,722. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 40 francs faite à la fabrique de l'église de *Eaissey* (Haute-Marne) par les sieur et dame *Finot*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,723. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un domaine évalué à un revenu annuel de 1200 francs, faite à la fabrique de l'église de *Val des Prés* (Hautes-Alpes) et au maire de cette commune par le sieur *Morand*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,724. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 600 francs faite à la fabrique de l'église de *Seurre* (Côte-d'Or) par le sieur *Simon*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,725. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 36 francs, faite à la fabrique de l'église de *Plougonver* (Côtes-du-Nord) par le sieur *Tanguy*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,726. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 100 francs faite au séminaire de *Toulouse* (Haute-Garonne) par le sieur de *Bastoulh*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,727. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 6000 francs, d'une partie de livres, manuscrits, brochures, gravures, tableaux et autres objets mobiliers, fait au séminaire de *Bordeaux* (Gironde) par le sieur *Rambault*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,728. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Nivillac* (Morbihan) par le sieur *Sauhy*. (*Saint-Cloud*, 27 Juin 1830.)
- N.º 15,729. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits par le sieur *Legal*, 1.º d'une rente de 150 francs au trésorier de la fabrique de l'église de *Ploërdut* (Morbihan) et au maire de cette commune, et 2.º d'une somme de 150 francs aux trésoriers des fabriques de *Ploërdut* et de *Plouay*. (*Saint-Cloud*, 30 Juin 1830.)
- N.º 15,730. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 800 francs et de divers objets mobiliers, fait à la fabrique de l'église de *Graix* (Loire) par le sieur *Dussert*. (*Saint-Cloud*, 30 Juin 1830.)
- N.º 15,731. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1500 francs fait à la fabrique de l'église *Saint-Martial*

d'Angoulême (Charente) par le sieur Courneau. (Saint-Cloud, 30 Juin 1830.)

N.º 15,732. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux fabriques des églises de Notre-Dame de la Couture à Bernay et de Menneval (Eure), par la demoiselle de la Flèche, savoir : à la fabrique de l'église de Notre-Dame de la Couture, de 2000 francs, et à la fabrique de Menneval, de 700 francs. (Saint-Cloud, 30 Juin 1830.)

N.º 15,733. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 25 francs faite, avec réserve d'usufruit, à la fabrique de l'église de Turenne (Corèze), par la demoiselle Reyjal. (Saint-Cloud, 30 Juin 1830.)

N.º 15,734. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 40 francs, faite à la fabrique de l'église de Loyat (Morbihan) par la demoiselle Bonnet. (Saint-Cloud, 30 Juin 1830.)

N.º 15,735. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de Coligny (Ain) par le sieur de Violet-Martignat. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.)

N.º 15,736. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux sommes montant ensemble à 1400 francs, fait à la fabrique de l'église de Laroque (Ariège) par le sieur Arnaud. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.)

CERTIFIÉ conforme par nous

Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire
d'état au département de la justice, *

A Paris, le 22 Septembre 1830*,

DUPONT (de l'Eure).

* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

22 Septembre 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 374.)

N.º 15,737. — ORDONNANCE DU ROI qui assigne sur la Caisse du sceau des titres le Paiement des dépenses extraordinaires du ministère de la Justice (non allouées par les Chambres).

Au château des Tuileries, le 30 Décembre 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Vu les mémoires de frais de constructions, réparations et fournitures, faites en 1827 et années antérieures à l'hôtel de la Chancellerie, situé place Vendôme; lesdits mémoires vérifiés, réglés et arrêtés dans le courant du premier semestre 1828 par le sieur Journault, vérificateur des travaux publics de Paris, et le sieur Destailleurs, architecte du ministère de la justice, à la somme de cent soixante-dix-neuf mille huit cent soixante-quatre francs quatre-vingt-dix-sept centimes, y compris sept mille deux cent soixante francs vingt-cinq centimes pour les honoraires desdits vérificateur et architecte;

Vu un mémoire produit par le sieur Besnard pour obtenir le paiement d'une fourniture de bois de chauffage qu'il a faite à l'hôtel de la Chancellerie, du 1.ºr septembre 1826 au 2 janvier 1828; ledit mémoire arrêté, par l'agent chargé à cette époque de la surveillance du matériel du ministère de la justice, à la somme de vingt-et-un mille cent quarante-cinq francs vingt-cinq centimes, sur laquelle somme il n'a encore été payé que celle de huit mille trois cent quatre-vingt-cinq francs; ainsi que le constatent les divers reçus donnés sur le mémoire par ledit sieur Besnard, d'où il suit qu'il lui reste encore du douze mille sept cent soixante francs vingt-huit centimes;

Vu enfin les réclamations des entrepreneurs et fournisseurs tendant à être payés du montant de leurs créances;

Considérant que le Gouvernement a profité et profite encore des objets qui ont constitué la première de ces créances, et que

2. VIII.º Série.

K

la majeure partie de ces objets appartient aujourd'hui au domaine de l'État;

Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Il est ouvert à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice, sur les fonds disponibles de la caisse du sceau des titres, un crédit de cent quatre-vingt-douze mille six cent vingt-cinq francs vingt-cinq centimes, pour faire payer les dépenses auxquelles ont donné lieu, en 1827 et années antérieures, les frais de constructions, réparations et fournitures faites à l'hôtel de la Chancellerie, situé place Vendôme, montant à la somme de cent soixante-dix-neuf mille huit cent soixante-cinq francs d'après la liquidation arrêtée, dans le premier semestre de 1828, par le sieur *Journault*, vérificateur des travaux publics de Paris, et le sieur *Destailleurs*, architecte du ministère, ci..... 179,864^f 97^c

Et pour faire payer une somme de douze mille sept cent soixante francs vingt-huit centimes, qui reste encore due au sieur *Besnard* sur une fourniture de bois de chauffage, ci..... 12,760. 28.

SOMME ÉGALE..... 192,625. 25.

2. A cet effet, le fonds de dépenses imprévues porté au chapitre IX de dépenses du budget du sceau, arrêté pour la présente année 1829, sera augmenté de cette somme totale de cent quatre-vingt-douze mille six cent vingt-cinq francs vingt-cinq centimes, à laquelle s'élève le montant des dépenses dont il s'agit.

3. Les mémoires établissant la dépense ci-dessus seront annexés à la présente ordonnance.

4. Notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au

département de la justice, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château des Tuileries, le 30.^e jour du mois de Décembre de l'an de grâce 1829, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé COURVOISIER.

N.° 15,738. — ORDONNANCE DU ROI sur l'Adjudication d'un Pont suspendu sur la Seine à Ris-Orangis, et l'Établissement d'un Péage.

Au château de Saint-Cloud, le 18 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état des travaux publics;

Vu le cahier des charges dressé pour la construction d'un pont suspendu sur la Seine à Ris-Orangis, département de Seine-et-Oise, route départementale n.° 30, de Milly à Champrosay, moyennant la concession d'un péage;

Vu le procès-verbal du 7 mai 1830, constatant les opérations faites à la préfecture du département pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de cette entreprise;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur la Seine à Ris-Orangis, faite et passée, le 7 mai 1830, par le préfet du département de Seine-et-Oise, au sieur *Alexandre-Marie Aguado*, banquier à Paris, moyennant la concession des droits à percevoir sur ce pont pendant quatre-vingt-dix ans, est approuvée. En conséquence, toutes les charges et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. Le cahier des charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication, demeureront annexés à la présente ordonnance.

3. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 18.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi: le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics,
Signé B^{on} CAPELLE.

TARIF des Droits de péage à percevoir au passage du Pont suspendu sur la Seine à Ris-Orangis, Route départementale n.^o 30, de Milly à Champrosay.

Chaque personne à pied chargée ou non chargée d'un fardeau....	05 ^c
Chaque cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise.....	10.
Une voiture suspendue à deux roues, à un cheval ou mulet, ou pour une litière à deux chevaux, conducteur compris.....	25.
Une voiture suspendue à quatre roues, à un cheval ou mulet, le conducteur compris.....	30.
Une voiture suspendue à quatre roues, à deux chevaux ou mulets, le conducteur compris.....	35.
Chaque cheval ou mulet en augmentation.....	05.
Chaque cheval ou mulet chargé ou non chargé, non compris le conducteur.....	05.
Un âne ou une ânesse chargé ou non chargé, non compris le conducteur.....	02.

Bestiaux destinés à la vente.

Chaque bœuf ou chaque vache, non compris le conducteur.....	05.
Chaque veau ou porc, non compris le conducteur.....	01.
Chaque mouton, brebis, bouc, chèvre, non compris le conducteur.....	01.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres sont au-dessus de cinquante, cinq centimes pour la totalité du nombre qui excédera cinquante jusqu'à cent, et cinquante centimes pour le nombre qui excédera le premier cent jusqu'à deux cents, et pareillement cinquante centimes pour le nombre qui excédera le second cent.

Seront exempts les bœufs conduits aux abattoirs.

Usages divers.

Chaque charrette attelée d'un cheval ou mulet, y compris le conducteur.....	15.
Chaque charette attelée de deux chevaux ou mulets, y compris le conducteur.....	20.
Chaque charette attelée de trois chevaux ou mulets, y compris le conducteur.....	25.
Une Charrette à vide, le cheval et le conducteur.....	15.
Chaque cheval ou mulet d'augmentation.....	05.

Roulage.

Chaque chariot de roulage à quatre roues, un cheval et le conducteur.....	25.
---	-----

Chaque chariot de roulage à quatre roues, deux chevaux et le conducteur.....	25 ^c
Chaque chariot de roulage à quatre roues, trois chevaux et le conducteur.....	30.
Chaque chariot de roulage à vide, un seul cheval et le conducteur.....	15.
Chaque cheval d'augmentation.....	05.

Agriculture.

Cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage.....	Néant.
Mouton, brebis, bouc ou chèvre allant au pâturage.....	Néant.
Charrette chargée employée au transport des grains ou à la rentrée des récoltes, le cheval et le conducteur.....	Néant.
La même revenant à vide, le cheval et le conducteur.....	10.
Chaque cheval d'augmentation à vide.....	05.
Chaque charrette chargée ou non chargée, attelée d'un âne ou d'une ânesse, et le conducteur.....	05.
Chaque âne ou ânesse d'augmentation.....	02.
Un chariot de ferme à quatre roues chargé, les deux chevaux ou bœufs, et le conducteur.....	20.
Le même à vide, et le conducteur.....	15.
Chaque cheval ou bœuf d'augmentation.....	05.

Seront exempts du droit de péage le préfet du département de Seine-et-Oise, le sous-préfet de l'arrondissement, les maire et adjoints de la commune de Ris, le juge de paix du canton; les ingénieurs, conducteurs et piqueurs des ponts et chaussées; les employés de l'administration des contributions indirectes et les inspecteurs de la navigation, lorsqu'ils se transporteront pour raison de leurs fonctions respectives, ainsi que le garde ambulant de la navigation, et les mariniers bilieurs chargés de diriger les bateaux au passage des ponts.

Seront exempts du même droit les militaires de tout grade voyageant en corps ou isolément, et porteurs d'ordre de service ou de feuille de route.

Seront enfin exempts les courriers du Gouvernement, les malles faisant le service des postes de l'État, s'il venait à s'en établir sur la route qui passe par le pont de Ris; et les facteurs ruraux.

Paris, le 6 mars 1830. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines, signé Becquey.*

APPROUVÉ. Paris, le 6 mars 1830.

Le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,
Signé MONTBEL.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale en date de 18 Juillet 1830, enregistrée sous le n.^o 149.

Le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics, signé B^{on} CAPELLE.

N° 15,739. — *ORDONNANCE DU ROI sur l'Adjudication de la construction d'un Pont sur l'Allier à Parentignat, et l'Établissement d'un Péage.*

Au château de Saint-Cloud, le 18 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics;

Vu le cahier des charges de l'établissement d'un pont suspendu sur l'Allier à Parentignat, département du Puy-de-Dôme, moyennant la concession temporaire d'un péage;

Vu le tarif de ce péage;

Vu le procès-verbal des opérations faites à la préfecture du département du Puy-de-Dôme pour parvenir avec publicité et concurrence à l'adjudication de l'entreprise;

Notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'adjudication de la construction d'un pont suspendu sur l'Allier à Parentignat, faite et passée, le 23 avril 1830, par le préfet du Puy-de-Dôme, aux sieurs *Chomette, Roux et Prieur*, moyennant la concession d'un péage sur ce pont pendant cinquante-sept ans et onze mois, est et demeure approuvée.

En conséquence, les clauses et conditions de cette adjudication recevront leur pleine et entière exécution.

2. L'administration est autorisée à acquérir, en se conformant au mode prescrit par la loi du 8 mars 1810, les terrains nécessaires pour établir les abords de ce pont et les accorder avec les communications existantes.

3. Le cahier des charges, le tarif et le procès-verbal d'adjudication, resteront annexés à la présente ordonnance.

4. Notre ministre secrétaire d'état des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 18^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état des travaux publics.

Signé B.^{on} CAILLE.

TARIF des Droits à percevoir sur le Pont suspendu de Parentignat.

Une personne chargée ou non chargée, cinq centimes.....	0 ^f 05 ^c
Un cheval ou mulet et son cavalier, valise comprise, dix centimes.....	0. 10.
Un cheval ou mulet chargé ou non chargé, cinq centimes..	0. 05.
Un âne chargé, cinq centimes.....	0. 05.
Idem non chargé, deux centimes et demi.....	0. 02 1/2.
Par cheval, mulet, bœuf, vache ou âne employé au labour ou allant au pâturage, deux centimes et demi.....	0. 02 1/2.
Par bœuf ou vache non employé au labour, dix centimes....	0. 10.
Par porc, cinq centimes.....	0. 05.
Par veau, bouc ou chèvre, deux centimes et demi.....	0. 02 1/2.
Pour un mouton, brebis, cochon de lait, un centime un quart.	0. 01 1/4.

Lorsque les moutons, brebis, boucs et chèvres, iront au pâturage, on ne paiera que moitié des droits.

Une voiture à deux roues, attelée d'un cheval ou mulet, avec son conducteur.....	0. 35.
Idem à deux chevaux, cinquante centimes.....	0. 50.
Idem à trois chevaux, soixante centimes.....	0. 60.
Une litière à deux chevaux ou voiture à quatre roues, attelée d'un cheval, y compris le conducteur, cinquante centimes....	0. 50.
Deux chevaux, soixante centimes.....	0. 60.
Trois chevaux, soixante-et-quinze centimes.....	0. 75.
Quatre chevaux, un franc vingt-cinq centimes.....	1. 25.

Les voyageurs paieront séparément, par tête, le droit dû pour une personne à pied.

Une voiture de poste à deux ou quatre roues, voyageurs et postillon compris, et le retour des chevaux pied-lévé, à deux chevaux, un franc.....	1. 00.
Idem à trois chevaux, un franc cinquante centimes.....	1. 50.
Idem à quatre chevaux, deux francs.....	2. 00.
Idem à six chevaux, deux francs cinquante centimes.....	2. 50.
Une charrette chargée ou char ordinaire ou de campagne chargé, y compris le conducteur, attelée d'un cheval, mulet ou deux bœufs, vingt centimes.....	0. 20.
Idem à vide, quinze centimes.....	0. 15.
Idem attelée de deux chevaux, mulets, ou quatre bœufs, trente centimes.....	0. 30.
La même à vide, vingt centimes.....	0. 20.
Idem attelée de trois chevaux, mulets, ou six bœufs, cinquante-cinq centimes.....	0. 55.
Une voiture de roulage à deux ou quatre roues, à un cheval, y compris le conducteur, cinquante centimes.....	0. 50.
Idem à deux chevaux, quatre-vingts centimes.....	0. 80.
Idem à trois chevaux, un franc.....	1. 00.
Idem à quatre chevaux, un franc vingt-cinq centimes.....	1. 25.

Pour le passage d'une charrette employée au transport des grains ou à la rentrée des récoltes, le cheval ou deux bœufs, et le conducteur compris, dix centimes. 0^f 10^c

La même, attelée seulement d'un âne ou d'une ânesse, cinq centimes. 0. 05.

Sont exempts du droit de péage le préfet, le sous préfet en tournée, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées, la gendarmerie; les militaires voyageant à pied ou à cheval, en corps ou séparément, à charge, par eux, de présenter une feuille ou un ordre de service; les courriers du Gouvernement, les malles et les facteurs ruraux faisant le service des postes de l'État.

Paris, le 6 mars 1830. *Le Conseiller d'état, Directeur général des ponts et chaussées et des mines*, signé *Becquey*.

APPROUVÉ. Le 6 mai 1830.

Le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur,
Signé *MONTBEL*.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance royale du 18 Juillet 1830, enregistrée sous le n.° 119.
Le Ministre des travaux publics, signé *B.° CAPELLE*.

N.° 15,740. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'ouverture d'une Rue à Paris, et fixe sa largeur.*

Au château de Saint-Cloud, le 21 Juillet 1830.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT.

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics;

Vu la demande adressée au préfet de la Seine par les sieurs *Périer frères et Chéronnet*, propriétaires de l'ancien hôtel de Noailles, rue Saint-Honoré, dans notre bonne ville de Paris, tendant à obtenir l'autorisation d'ouvrir une rue sur cette propriété;

Vu le plan de ce nouveau percement;

Vu la délibération du conseil municipal du 14 mai 1830, portant indication des conditions auxquelles l'ouverture de la rue peut être autorisée;

Vu l'avis du préfet du département;

Vu l'avis du conseil des bâtimens civils, du 22 juin 1830;

Vu la lettre des sieurs *Périer frères*, du 14 juillet 1830, par laquelle ils consentent à établir à l'angle de la rue projetée, donnant sur celle Saint-Honoré du côté de la rue du Duc de Bordeaux, un pan coupé de soixante-six centimètres, et à l'angle vis-à-vis un pan coupé d'un mètre trente-deux centimètres;

Le comité de l'intérieur de notre Conseil d'état entendu,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1.^{er} Les sieurs *Périer frères et Chéronnet* sont autorisés à ouvrir, sur l'emplacement de l'ancien hôtel de Noailles et de ses dépendances à Paris, une rue de dix mètres de largeur, qui communiquera de la rue Saint-Honoré à la rue de Rivoli, conformément au plan ci-annexé.

2. Cette autorisation est accordée à la charge par les impétrans de remplir les conditions exprimées dans la délibération du conseil municipal du 14 mai 1830 et par eux acceptées; en outre, d'établir deux pans coupés de soixante-six centimètres chacun aux deux angles de la rue projetée avec celle Saint-Honoré, et de rapporter le consentement de l'intendant général de notre maison en ce qui concerne les dispositions à faire pour établir le débouché de la nouvelle rue sur celle de Rivoli.

3. Notre ministre secrétaire d'état au département des travaux publics est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 21.^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1830, et de notre règne le sixième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département des travaux publics*,

Signé *B.° CAPELLE*.

N.° 15,741. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 50 francs sur l'État, tiers consolidé, et de deux sommes montant ensemble à 1000 francs, fait à la fabrique de l'église de Nogent-sur-Seine (Aube) par la dame veuve Baudoin. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.)*

N.° 15,742. — *ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente de 23 francs, 3 pour cent de l'indemnité, fait à la fabrique de l'église de Saint-André d'Angoulême (Charente) par le sieur de l'Hostie. (Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.)*

N.º 15,743. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 600 francs, fait à la fabrique de l'église de *Woippy* (Moselle) par le sieur *Sainsère*. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)

N.º 15,744. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 300 francs sur l'État, fait à la fabrique de l'église *Saint-Germain des Prés* à *Paris* (Seine) par la dame veuve *Coursin*. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)

N.º 15,745. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1200 francs fait à la fabrique de l'église du *Saint-Sépulchre de Montdidier* (Somme) par le sieur *Pillon de la Tour*. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)

N.º 15,746. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 400 francs fait à la fabrique de l'église de *Châteaudouble* (Var) par la dame *Pierrugues*. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)

N.º 15,747. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une partie de rente de 25 francs sur l'État, tiers consolidé, fait à la fabrique de l'église de *Geilin* (Doubs) par la demoiselle *Courtois*. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)

N.º 15,748. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à 220 francs, et d'une somme de 240 francs, faite à la fabrique de l'église de *Redange* (Moselle) par le sieur *Frantz*. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)

N.º 15,749. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 12 francs, faite à la fabrique de l'église de *Holling* (Moselle) par les sieur et dame *Salmon*. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)

N.º 15,750. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 50 francs, faite à la fabrique de l'église de *Béchamp* (Moselle) par le sieur *Collignon*. (*Saint-Cloud, 4 Juillet 1830.*)

N.º 15,751. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de deux Legs, dont l'un, d'une somme de 400 francs, est fait à la fabrique de l'église *Saint-Urbain* à *Troyes* (Aube) par le sieur *Voillemmin*, et dont l'autre, d'une pareille somme de 400 francs, est fait au même établissement par la dame *Petitjean*, épouse dudit sieur *Voillemmin*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,752. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une maison estimée 3200 francs, fait à la fabrique de l'église de *Garcennes* (Eure) par le sieur *Doxuel*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,753. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 4000 livres, fait à la fabrique de l'église *Saint-Michel* du *Touchou-Ferreri* à *Toulouse* (Haute-Garonne) par la demoiselle *Labadens*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,754. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'un capital de 4000 francs, fait à la fabrique de l'église du *Taur* à *Toulouse* (Haute-Garonne) et au maire de ladite ville par le sieur *Galibert*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,755. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs d'une créance de 1200 francs, d'immeubles évalués à 600 francs, de fournitures évaluées à environ 100 francs, et d'un gobelet estimé 20 francs, faits à la fabrique de l'église de *Montlet* (Haute-Loire) par le sieur *Reymond*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,756. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 600 francs fait à la fabrique de l'église de *Dommartin-le-Franc* (Haute-Marne) par la dame *Verrat*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,757. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs du tiers par indivis d'une maison avec jardin, champ et dépendances, estimé 6600 francs, fait à la fabrique de l'église de *Saulnot* (Haute-Saône), au séminaire de *Besançon* et au supérieur de la maison ecclésiastique dite *mission de Beaupré*, par le sieur *Mourey*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,758. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 1000 francs faite à la fabrique de l'église de *Saint-Sauveur* (Haute-Saône) par les sieur et demoiselle *Ballay*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,759. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un capital de 3000 francs, et des intérêts échus et à échoir, faite à la fabrique de l'église *Saint-André* à *Tarare* (Rhône) par le sieur *Delorme*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,760. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à 450 francs, faite à la fabrique de l'église de *Mentque* (Pas-de-Calais) par le sieur *Perou*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,761. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'une somme de 500 francs, faite à la fabrique de l'église d'*Harancourt* (Ardennes) par le sieur *Fort*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

N.º 15,762. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 70 francs sur l'État, inscrite au grand-livre de la dette publique, sous le n.º 10 des 3 pour cent, au département de la Haute-Vienne, faite à la fabrique de l'église de *Guillerval* (Seine-et-Oise) par le sieur *Duverger*. (*Paris, 11 Juillet 1830.*)

- N.º 15,763. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Donations faites à la communauté des sœurs de Saint-Charles de Lyon établie à *Saint-Bonnet-le-Château* (Loire), savoir, 1.º par le sieur *Rousset*, d'un corps de bâtimens estimés environ 400 francs, et 2.º par la dame *Arnaud*, religieuse, d'une somme de 4000 francs. (*Paris*, 11 Juillet 1830.)
- N.º 15,764. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalués ensemble à 160 francs, fait à la fabrique de l'église de *Digès* (Yonne) par la dame veuve *Berry*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,765. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1500 francs fait à la fabrique de l'église de *Vouziers* (Ardennes) par le sieur *Duchêne*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,766. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 30 francs fait à la fabrique de l'église de *Bras-pans* (Finistère) par le sieur *Quintou*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,767. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 800 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Quentin* (Gard) par la demoiselle *Volland*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,768. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 500 francs fait à la fabrique de l'église de *Conliège* (Jura) par la demoiselle *Regnault*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,769. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 58 francs fait à la fabrique de l'église de *Vesly* (Manche) par la dame *Beuve*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,770. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 100 francs fait à la fabrique de l'église de *Bieville* (Manche) par la demoiselle *Baillet*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,771. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 6000 francs fait à la fabrique de l'église de *Champigneules* (Meurthe) par le sieur *Félix*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,772. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Lalaing* (Nord) par le sieur *Farineau*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,773. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalué à un revenu annuel d'environ 18 francs, fait à la fabrique de l'église de *Catillon* (Nord) par le sieur *Jean Soufflet*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)

- N.º 15,774. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un jardin évalué à un revenu annuel de 40 francs, faite à l'évêché de *Strasbourg* (Bas-Rhin) par le sieur *Ritling*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,775. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de 600 francs faite à la fabrique de l'église de *Barretaine* (Jura) par le sieur *Vermot*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,776. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 40 francs faite à la fabrique de l'église *Saint-Eutrope* à *Saintes* (Charente-Inférieure) par les sieur et dame *Duret*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,777. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation d'immeubles évalués à 12,762 francs, faite à l'établissement de la congrégation de *Saint-Lazare* établie à *Paris* (Seine) par le sieur *Vivier*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,778. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la fondation faite dans l'église de *Rémoville* (Vosges), moyennant une rente de 15 francs 60 centimes, par les sieur et dame *Durand*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,779. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation de deux pièces de pré estimées 1200 francs, faite à la fabrique de l'église de *Aiangeville* (Vosges) par le sieur *Collin*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,780. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une partie de maison évaluée à 4000 francs, faite à la fabrique de l'église de *la Courneuve* (Seine) par la dame veuve *Pluchet*, la dame *Pluchet*, épouse autorisée du sieur *Martin*, et le sieur *Pluchet*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,781. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'un terrain évalué à un revenu de 6 francs, faite à la fabrique de l'église de *Ploudaniel* (Finistère) par le sieur *Bourhis*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,782. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 440 francs faite à la fabrique de l'église de *Bussière-lès-Belmont* (Haute-Marne) par le sieur *Chabrison*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)
- N.º 15,783. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 100 francs fait à la fabrique de l'église de *Notre-Dame de Courson* (Calvados) par la dame *Deshayes de Belleau*. (*Saint-Cloud*, 18 Juillet 1830.)

N.º 15,784. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 24 francs fait à la fabrique de l'église de *Vassy* (Calvados) par la dame *Pigeon*. (Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.)

N.º 15,785. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise à accepter les Legs faits à la fabrique de l'église d'*Agneaux* (Manche) par le sieur *Enguerand*, savoir : le trésorier de la fabrique, 3000 francs; le trésorier et le maire, 1200 francs. (Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.)

N.º 15,786. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalués à un revenu annuel d'environ 45 francs, fait à la fabrique de l'église de la *Chapelle-Séguin* (Deux-Sèvres) par le sieur *Biraud*. (Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.)

N.º 15,787. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une somme de 1000 francs faite à la fabrique de l'église Saint-Pierre de la *Rôle* (Gironde) par le sieur *Gauban*. (Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.)

N.º 15,788. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de deux capitaux montant ensemble à 400 francs, fait à la fabrique de l'église de *Correns* (Var) par la demoiselle *Emeric*. (Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.)

N.º 15,789. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Berre* (Bouches-du-Rhône) par la dame veuve *Lauthier*. (Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.)

N.º 15,790. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation, sous bénéfice d'inventaire, du Legs fait à l'établissement des religieuses bénédictines de *Toulouse* (Haute-Garonne) par la dame *Deschamps*. (Saint-Cloud, 18 Juillet 1830.)

N.º 15,791. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la cession faite à la communauté des sœurs du Bon-Sauveur de *Saint-Lô* (Manche), par le sieur *Le Melletier*, tuteur de la dame *Bonnemain*, interdite, 1.º d'une rente perpétuelle de 80 francs, 2.º d'une rente viagère de 167 francs 90 centimes, 3.º enfin de divers objets mobiliers. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,792. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de versement d'une somme de 6000 francs faite à la fabrique de l'église de la *Dalbade* à *Toulouse* (Haute-Garonne) par le sieur *Cavailhé*. (Saint-Cloud, 21 Juillet 1830.)

N.º 15,793. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 45 francs, faite à la fabrique de l'église de *Vellennes* (Oise) par les sieur et dame *Leclerc*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,794. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à un revenu annuel de 95 francs, faite à la fabrique de l'église d'*Oroër* (Oise) par les sieur et dame *Leclerc*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,795. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 3000 francs fait à la fabrique de l'église de *Souilly* (Meuse) et au maire dudit lieu par le sieur *Gossin*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,796. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une créance montant à 250 francs et d'un morceau de terrain estimé 134 francs, fait à la fabrique de l'église de *Leguevin* (Haute-Garonne) par le sieur *Claude Clavery*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,797. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 50 francs fait à la fabrique de l'église de *Caylux* (Tarn-et-Garonne) par la dame veuve *Darassus*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,798. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 1000 francs fait à la fabrique de l'église de *Saint-Léger* (Saône-et-Loire) par le sieur *Bizouard de Montille*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,799. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs universel, évalué à 706 francs, fait à la fabrique de l'église de *Mancenans* (Doubs) par la dame *Russe*, épouse du sieur *Azac*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,800. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une rente annuelle de 50 francs fait à la fabrique de l'église de *Mouthier-Haute-Pierre* (Doubs) par le sieur de *Monstier*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,801. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'immeubles évalués à un revenu annuel de 12 francs, fait à la fabrique de l'église de *Saint-André* (Aube) par le sieur *Ruelle*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,802. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs de 10,000 francs fait au séminaire de *Chartres* (Eure-et-Loir) par la demoiselle *Ronterre*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,803. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'une rente annuelle de 55 francs, inscrite au grand-livre de la dette publique des 3 pour cent, faite à la fabrique de l'église de *Bay* (Haute-Marne) par le sieur *Voinchct*. (Saint-Cloud, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,804. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation des Legs faits aux fabriques des églises de *Nanteuil* et de *Versigny* (Oise) par le sieur *Lemire*, savoir : à la fabrique de l'église de *Nanteuil*, d'une cloche évaluée à 1700 francs, d'un calice et de burettes en argent et de quelques ornemens sacerdotaux; et à la fabrique de *Versigny*, d'une cloche évaluée à 400 francs. (*Saint-Cloud*, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,805. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de l'offre de donation du tiers d'un bois évalué de 3500 francs à 4000 francs, faite à la fabrique de l'église de *Sion* (Loire-Inférieure) par le Duc de *Bourbon Prince de Condé*. (*Saint-Cloud*, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,806. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à 86 francs de revenu, faite à l'établissement des sœurs de la Doctrine chrétienne de *Nancy* (Meurthe) par le sieur *Creusat*, pour être affectés à l'établissement dépendant de l'institut formé à *Ravon-aux-Bois* (Vosges). (*Saint-Cloud*, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,807. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation de la Donation d'immeubles évalués à environ 2000 francs, faite à la communauté des sœurs de Saint-Joseph établie à *Balbigny* (Loire) par le sieur *Ducroux*. (*Saint-Cloud*, 25 Juillet 1830.)

N.º 15,808. — ORDONNANCE DU ROI qui autorise l'acceptation du Legs d'une somme de 3000 francs fait à l'école ecclésiastique de *Pléau* (Cantal) par le sieur de *Salamon*, ancien évêque. (*Saint-Cloud*, 25 Juillet 1830.)

CERTIFIÉ conforme par nous

*Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire
d'état au département de la justice,*

A Paris, le 30 * Septembre 1830,

DUPONT (de l'Eure).

* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

30 Septembre 1830.

BULLETIN DES LOIS.

(N.º 375.)

N.º 15,809. — ORDONNANCE DU ROI (1) qui détermine la division territoriale de l'île de Bourbon, pour l'Administration de la Justice.

Au château de Saint-Cloud, le 6 Juillet 1828.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE;

Voulant déterminer la division territoriale de l'île de Bourbon, en ce qui est relatif à l'administration de la justice;

Vu les articles 9 et 57 de notre ordonnance du 30 septembre dernier;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit:

ART. 1^{er}. L'île de Bourbon sera divisée en deux arrondissemens de cours d'assises.

Le premier arrondissement, dont le chef-lieu sera Saint-Denis, prendra la dénomination d'*arrondissement du Vent*;

Le second arrondissement, dont le chef-lieu sera Saint-Paul, prendra la dénomination d'*arrondissement Sous le Vent*.

2. L'arrondissement du Vent comprendra trois cantons de justice de paix, savoir:

Le premier canton, formé de la commune de Saint-Denis: chef-lieu, Saint-Denis;

(1) Les lois relatives aux colonies y sont exécutoires, en vertu d'une promulgation séparée, et non en vertu de la promulgation par la voie du Bulletin des lois, qui n'a lieu que pour la métropole.

Le second canton, formé des communes de Sainte-Marie, Sainte-Suzanne et Saint-André : chef-lieu, Sainte-Suzanne ;

Le troisième canton, formé des communes de Saint-Benoît et Sainte-Rose : chef-lieu, Saint-Benoît.

3. L'arrondissement Sous le Vent comprendra trois cantons de justice de paix, savoir :

Le premier canton, formé de la commune de Saint-Paul : chef-lieu, Saint-Paul ;

Le second canton, formé des communes de Saint-Leu et Saint-Louis : chef-lieu, Saint-Louis ;

Le troisième canton, formé des communes de Saint-Pierre et Saint-Joseph : chef-lieu, Saint-Pierre.

4. Notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au château de Saint-Cloud, le 6^e jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1828, et de notre règne le quatrième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,*

Signé B^{on} HYDE DE NEUVILLE.

N^o 15,810. — *ORDONNANCE DU ROI sur le Ressort judiciaire de la Desirade, dépendance de la Guadeloupe.*

Au château de Saint-Cloud, le 19 Juillet 1829.

CHARLES, par la grâce de Dieu, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE ;

Vu notre ordonnance du 24 septembre 1828, concernant l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice aux Antilles ;

Considérant que l'île de la Desirade, l'une des dépendances de la Guadeloupe, n'a point été comprise dans la circonscription des cantons et arrondissemens de cette colonie, telle qu'elle a été déterminée par les articles 10, 11 et 27 de ladite ordonnance ;

Attendu qu'il importe de ne pas laisser cette île en dehors de la nouvelle organisation judiciaire ;

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'île de la Desirade, l'une des dépendances de la Guadeloupe, sera comprise dans l'arrondissement du tribunal de première instance de la Pointe-à-Pitre, et fera partie du canton de justice de paix dont le chef-lieu est fixé au Moule.

2. Notre ministre secrétaire d'état au département de la marine et des colonies est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée au Bulletin des lois.

Donné à Saint-Cloud, le 19^e jour du mois de juillet de l'an de grâce 1829, et de notre règne le cinquième.

Signé CHARLES.

Par le Roi : le *Ministre Secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,*

Signé B^{on} HYDE DE NEUVILLE.

CERTIFIÉ conforme par nous

Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

A Paris, le 14 Octobre 1830,

DUPONT (de l'Eure).

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départemens.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

14 Octobre 1830.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Contenues dans le Bulletin des Lois,

8.^e SÉRIE. — TOME XII.

Premier Semestre de l'année 1830.

(N.^{os} 336—364.)

Voir le Supplément, page 177.

A

ABATTOIR. Établissement d'un abattoir public à Bagnols, 447; Bar-le-Duc, 162; Bédarioux, 100; — Charleville, 164; — Stenay, 380; Saint-Denis (Seine), 166; Saintes, 98; — Thann, 325; Tours, 382.

ACIERS. Voyez *Fers*.

ADMINISTRATION de l'enregistrement. Nomination de M. le vicomte de Suleau aux fonctions de directeur général de cette administration, 212.

ADMINISTRATION de la guerre. Voyez *Comité consultatif, Comités spéciaux, Ministère de la guerre*.

AFFAIRES ecclésiastiques. Fixation du traitement des desservans au-dessous de soixante ans, de l'indemnité allouée aux vicaires autres que ceux des communes de grande population, et du crédit à distribuer en secours aux anciennes religieuses pour l'année 1830, 37.

AFFAIRES étrangères. Rapport au Roi sur l'établissement au département des affaires étrangères, et à titre gratuit, d'un cours de droit public et d'un cours d'instruction diplomatique, 309. — Règlement concernant l'établissement de ces cours, leur durée, le nombre de jeunes gens qui pourront y être admis à titre d'*élèves diplomatiques*, les conditions d'admission, la nomination des professeurs et l'avantage réservé aux élèves à l'issue des cours, 311. — Création de douze places de secrétaires surnuméraires en

VIII.^e Série. Tome XII.

L

- faveur des attachés actuels aux ambassades et légations ayant plus de deux ans de résidence, ainsi que des employés du ministère ayant plus de deux ans de service, *ibid.* — Dispositions relatives aux fonctions de ces douze secrétaires surnuméraires, à leur avancement et à leur uniforme, 312. — Avantages réservés aux attachés actuels qui désireront conserver ce titre, et désignation de leur uniforme, *ibid.* — Faculté accordée à ces mêmes attachés d'être admis au nombre des premiers élèves diplomatiques en satisfaisant aux conditions prescrites par le règlement, *ibid.* — Dispositions relatives aux mutations du service intérieur au service extérieur, *ibid.*
- ALMANACH royal.** Prorogation du privilège de cet almanach en faveur des sieurs Guyot fils et Scribe, 322.
- AGENS de change.** Fixation du nombre des agens de change à Lille, 152.
- AMNISTIE.** Voyez *Délits forestiers*.
- APPEL.** Voyez *Armée*.
- ARBRES.** Voyez *Routes*.
- ARMÉE.** Appel de soixante mille hommes sur la classe de 1829, 17. — Tableau du contingent à fournir par chaque département, 18 et *suiv.*
- ARMÉE d'Afrique.** Nomination de M. le comte de Bourmont au commandement en chef de l'armée d'expédition en Afrique, 241. — Disposition concernant l'avancement aux emplois vacans dans cette armée, 377.
- ASSOCIATION de Saint-Viateur.** Etablissement, sous ce titre, d'une société charitable à Vourles, 176.
- AVANCEMENT.** Voyez *Armée d'Afrique*.
- AVOUÉS.** Fixation du nombre des avoués près le tribunal de première instance séant à Brioude, 469.

B

- BACCALAURÉAT.** Voyez *Instruction publique*.
- BACS.** Voyez *Ponts*.
- BÂTIMENS de commerce.** Voyez *Crédits*.
- BOIS.** Autorisation pour des exploitations dans les bois et forêts de plusieurs communes, 29, 43, 45, 60, 88, 91, 132, 182, 198, 226 à 231, 259 à 261, 276 à 279, 339 à 343, 355 à 359, 431 à 435, 479. — Modification de l'article 104 de l'ordonnance du 1.^{er} août 1827, en ce qui concerne les formalités à remplir pour les adjudications des chablis, bois de délit et autres objets dont l'évaluation n'excède pas cinq cents francs, 450. Voyez *Délits forestiers*.
- BREVETS d'invention.** Annulation de plusieurs brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, 69 et *suiv.* — Proclamation de ceux qui ont été pris pendant le quatrième trimestre de 1829, 115 et *suiv.*; — pendant le premier trimestre de 1830, 290 et *suiv.* — Prolongation du brevet d'invention accordé au sieur Huet, 478.
- BUREAUX de bienfaisance.** Voyez *Pauvres*.
- BUREAU de commerce.** Voyez *Crédits*.

C

- CAISSE d'amortissement.** Transfert et inscription au nom de cette caisse des rentes rachetées par elle à dater du 22 juin 1830, 425.

- CAISSES d'épargne et de prévoyance.** Modifications et changemens apportés aux articles 2, 4, 15 et 18 des statuts de celle de la ville de Troyes, 57 et 58. — Etablissement d'une caisse d'épargne et de prévoyance dans la ville de Rennes, 74 et *suiv.*
- CANAUX.** Nouvelle adjudication des travaux du canal du *Duc de Bordeaux*, à défaut, par l'ancien concessionnaire, d'avoir exécuté cette entreprise, 150.
- CAPITAINES de navire.** Voyez *Journaux*.
- CENTIME de non-valeurs.** Répartition du produit du centime du fonds de non-valeurs attribué au ministère des finances par la loi du 2 août 1824, 179.
- CHAIRE.** Voyez *Facultés de droit*.
- CHAIRE de droit commercial.** Etablissement, dans la faculté de droit de Strasbourg, d'une chaire de droit commercial, 313.
- CHAMBRES législatives.** Convocation de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés pour le 2 mars 1830, 1. — Nomination de M. *Royer-Collard* à la présidence de la Chambre des Députés, 113. — Prorogation au 1.^{er} septembre prochain de la session de 1830 de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés, 161. — Dissolution de la Chambre des Députés, et convocation des collèges électoraux, 306. — Convocation des Chambres pour le 3 août, 306.
- CHAMBRE des Pairs.** Voyez *Pairs*.
- CHANGEMENT de noms.** Voyez *Noms*.
- CHARPENTE.** Voyez *Navigation*.
- CHAUDIÈRES à vapeur.** Conditions de sûreté exigées pour l'établissement des chaudières à vapeur à haute pression et à basse pression, 195. — Dispositions relatives aux soupapes de sûreté, aux rondelles fusibles et aux manomètres, 197. — Interdiction des chaudières en cas de contravention aux dispositions prescrites, 198.
- CHEMINS.** Voyez *Routes*.
- CHEMIN de fer.** Approbation de la direction du tracé du chemin de fer du port d'Andrezieux à Roanne, 213 et *suiv.* — Autorisation donnée aux sieurs *Samuel Blum* et fils pour l'établissement d'un chemin de fer d'Épinaux au canal de Bourgogne, 247.
- CIGARRES.** Voyez *Tabacs*.
- COLLÈGES communaux.** Etablissement d'un collège communal à Dunkerque, 176. Voyez *Collèges royaux*.
- COLLÈGES électoraux.** Nomination de M. le marquis de Neuville à la présidence du collège du quatrième arrondissement électoral du Calvados, et de M. *Berryer* fils à la présidence du collège départemental de la Haute-Loire, 1. — Convocation du collège départemental de la Loire-Inférieure, 59. — Nomination de M. *Dudon* à la présidence de ce collège, 87. — Convocation du collège départemental de Maine-et-Loire, *ibid.* — Nomination de M. le marquis de Cierac à la présidence du collège départemental de Maine-et-Loire, 162. — Convocation des collèges électoraux pour le 23 juin, 305. — Proclamation du Roi à l'occasion de l'ouverture des collèges, 393. — Nomination des présidens et vice-présidens de ces collèges, 394 et *suiv.* — Ajournement aux 12 et 19 juillet de la réunion des collèges électoraux dans vingt départemens, 441. — Réunion à Montargis du deuxième collège d'arrondissement du département du Loiret,

lequel avait été convoqué à Gien, 462. — Nomination du président du premier collège électoral d'arrondissement de Maine-et-Loire, et de trois vice-présidents des collèges électoraux de la Seine-Inférieure, 473.

COLLÈGES royaux. Celui d'Avignon est élevé à la seconde classe, 313. — Les collèges communaux de Tours et du Puy sont déclarés collèges royaux, 314.

COLONIES. Voyez *Journaux*.

COMITÉ consultatif pour l'administration de la guerre. Sont nommés membres de ce comité les sieurs barons de Joinville, Berger de Castellan, Denniée, Regnault et Volland, 22.

COMITÉS spéciaux de l'infanterie et de la cavalerie. Sont nommés membres du comité de l'infanterie les lieutenans généraux Reille, Berthezène, Grundler, Pelleport, Vasserot, et les maréchaux-de-camp de Bertier et Denys de Dauremont, 24. — Sont nommés membres du comité de la cavalerie les lieutenans généraux Bordesoulle, Colbert, Girardin, Prével et Cavaignac, et les maréchaux-de-camp duc de Périgord et Oudinot, 24. Voyez *Ministère de la guerre*.

COMMERCE. Voyez *Conseil général du commerce*.

COMMUNAUTÉS religieuses. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celles d'Aix, 235; Amiens, 12, 235, 237; Arras, 12; Avignon, 111, 240; — Beauregard, 236; Bourbourg, 236; Bourg, 202; — Charmes, 202; — Desnes, 237; — École, 218; Estaires, 233; Évreux, 236; Evron, 236; — Garde (la), 235; Grenoble, 8; — Langres, 233; Laventie, 203, 236; Luçon, 11, 330; Lyon, 204, 217, 235; — Mantes, 236; Mornant, 203; — Nancy, 8, Nîmes, 174; — Paris, 217, 236, 318; Perpignan, 9; — Quimperlé, 203; — Rouen, 202, 237; — Sables d'Olonne, 11, 12; Saint-Erme, 111; Saint-Omer, 203; Saint-Vincent-le-Boisset, 12; — Valence, 233, 483; Valsonne, 8; Vendôme, 235; Vernaizon, 331; Vessex, 234; Villeneuve-d'Agen, 236; Vitry, 391.

COMMUNES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux communes d'Aix, 262; Aix-en-Othe, 456; Albi, 263; Amplepuis, 287; Archewiller, 349; Arçon, 336; Athéz-d'Asson, 350; Argilliers, 190; Aube, 452; Aulneaux, 351; — Badaroux, 421; Banogne, 142; Banon, 318; Beaucaire, 64; Beaucroissant, 31; Beaumetz, 418; Belmont, 285; Bernay, 454; Berny, 352; Boullay-Thierry, 345; Boulogne-sur-mer, 284; Bourg, 64; Bourg-Vilain, 140; Bouschbach, 16; Brégy, 452; Busnes, 283; — Campsegret, 281; Carlepont, 281; Cas-suejouis, 283; Castelet, 140; Celle-Saint-Cloud (la), 140; Chailly, 439; Champagny, 186; Champlan, 190; Champougnay, 267; Charolles, 186; Château-Brechain, 349; Chaudeyrolles, 189, 262; Chazelles-sur-Lyon, 456; Chemiré-en-Charnie, 140; Chenedollé, 335; Chirassimond, 439; Citou, 186; Clefs, 62; Clermont de Beauregard, 62; Colroy-la-Roche, 368; Compiègne, 386; Côte-Saint-André (la), 186; Coudray-la-Neuveville, 417; Crouy-sur-Ourcq, 387; — Denneville, 280; Diéval, 140; Dol, 267; Dôle, 392; Domèvre-sous-Montfort, 112; — Écouen, 418; Écouflant, 186; Épinal, 336; Erchin, 386; Essertines-en-Donzy, 334; Étoges, 348; Exmes, 112; — Ferté-sous-Jouarre (la), 190; Fillières, 143; Flavy-le-Martel, 285; Fontaine-les-Ribouts, 140; Fresne, 417; — Gartempe, 272; Goussainville, 143; Goux, 185; Gravelle (la), 349; — Hautvillers, 185; Hellering, 172; Hennecourt, 418; Hondouville, 64; Hor (l'),

424; Huisseau, 385; — Issé, 385; — Jouy-sous-Thelle, 62; — Lescheffes, 280; Lillers, 190; Lucé-sous-Ballon, 351; — Manchecourt, 267; Mantilly, 453; Marignac-Laspeyres, 454; Marly, 267; Mégrit, 453; Melleray, 63; Melincourt, 190; Mesnil-Veneron, 419; Mézières, 283; Misson, 390; Mogneneins, 267; Moivre, 417; Montbarrois, 391; Moncé-en-Belin, 186; Monbrison, 64; Montcaux, 186; Montigny-les-Arsures, 186; Morbecque, 142; — Neuvy, 141; Nieder-Hagenthal, 267; Niort, 348; Nogent-le-Roi, 189; Noyal-Muzillac, 335; — Ollières, 189; Onesse, 189; — Pamiers, 280; Panissage, 385; Parfondéval, 422; Petitnoir-Saulcois, 421; Plailly, 143; Planches, 388; Pouancé, 172; Prades, 189; Pradines, 143; Puylauié, 418; Puymaurin, 384; — Quingey, 280; — Rapilly, 157; Reconx, 333; Rillé, 453; Rivière-Devant, 31; Rivière (Grande), 31; Roanne, 190; Rocles, 140; Roiffieu, 62; Roissy, 32; Roze, 419; Rozet-Fluans, 344; — Sauxemesnil, 281; Séclin, 282; Sermaise, 387; Servièrès, 454; Sigloy, 347; Soisy, 391; Saint-André de Roqueper-tuis, 418; Saint-Aubin, 421; Saint-Cirgue, 190; Saint-Ferriol, 421; Saint-Forgeux, 387; Saint-George de Commiers, 334; Saint-Gervais, 185; Saint-Julien-aux-Bois, 389; Saint-Jost d'Avray, 281; Saint-Marc, 186; Saint-Marcel, 388; Saint-Mars-sur-Colmont, 454; Saint-Martin-en-Haut, 284; Saint-Ouen de la Cour, 349; Saint-Sauveur de Pierrepont, 348; Sainte-Geneviève, 189; — Tatinghem, 388; Tessé, 424; Theil (le), 376; Tinchebray, 32; Tonnerre, 16; Toul, 172; Treignat, 16; Truttemer-le-Grand, 389; — Vabre, 387; Vayrac, 262; Vicq, 388; Ville-neuve-le-Roi, 185; Vimarcé, 424.

COMPAGNIE du chemin de fer de Saint-Étienne à Lyon. Autorisation donnée à cette compagnie pour construire un pont fixe sur la Saône, 37.

COMPAGNIES sédentaires. Voyez *Gendarmerie*.

CONDAMNATIONS correctionnelles. Voyez *Maisons de détention*.

CONSEIL d'état. Nomination d'un conseiller d'état et de deux maîtres des requêtes en service extraordinaire, 114. — Nomination d'un maître des requêtes en service ordinaire, 213. — Nomination d'un conseiller d'état en service extraordinaire, 242; — de quatre maîtres des requêtes en service ordinaire, et de trois maîtres des requêtes en service extraordinaire, 275; — de quatre auditeurs de première classe et de quatre auditeurs de seconde classe, 275 et 276. — Autorisation accordée à M. le comte de Bertier de participer aux délibérations de ce conseil, 321. — Nomination d'un conseiller d'état en service ordinaire, 321. — Transcription, sur les registres de ce conseil, des statuts des sœurs de la Présentation de Marie établies à Bourg-Saint-Andéol, 324. — Nomination de M. le baron de Vaufréland aux fonctions de conseiller d'état en service extraordinaire avec autorisation de participer aux délibérations du conseil, 373.

CONSEIL général du commerce. Formation d'un conseil général du commerce composé des deux conseils généraux du commerce et des manufactures, 444. — Dispositions relatives à la réunion et à la composition de ce conseil, *ibid.* — Tableau du nombre de délégués de chacune des chambres de commerce qui feront partie de ce conseil, 446.

CONSEIL privé. Sont nommés membres de ce conseil MM. Beequey et de Courvoisier, 308; — M. le comte de Bertier et M. le baron de Ballain-villiers, 309.

CONSISTOIRES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux consistoires d'Aubais, 286; — de Barnave, 288; — de Calmont, *ibid.*; — de Meaux, 63; — de Niort, 388; — d'Orléans, 16; — de Vabre, 286.

CONVENTION. Voyez *Créances*.

CRÉANCES sur l'Espagne. Réduction au marc le franc des créances provenant de saisies et de confiscations des propriétés que possédaient des sujets français en Espagne au moment où la guerre a éclaté entre les deux États, et dispositions relatives à l'exécution définitive de la convention du 30 avril 1822, 374.

CRÉDITS. Répartition du crédit alloué pour les dépenses du bureau de commerce et des colonies pendant l'exercice 1830, 3. — Partage, entre le département de l'intérieur et le département des travaux publics, des crédits alloués au budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1830, 333.

CURÉS. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux curés et desservans de Bellière (la), 232; — de Chazeul, 157; — de Duerno, 156; — de Liezey, 6; — de Mesnilbœuf, 222; — de la Poterie, 438; — de Provenchère, 485; — de Ruau, 207; — de Saint-Ouen-sur-Iton, 438; — de Soulgé-le-Bruand, 207.

D

DÉLITS forestiers. Amnistie accordée pour les délits forestiers commis depuis le 1.^{er} décembre 1829 jusqu'au 1.^{er} mars 1830, 145. — Elle ne peut être opposée aux particuliers, aux communes et aux établissemens publics, 146.

DESSERVANS. Voyez *Affaires ecclésiastiques, Curés*.

DÉTENTION. Voyez *Maison de détention*.

DIOCÈSES. Autorisation donnée pour l'acceptation de dons et legs faits à ceux d'Aire, 207; — de Tours, 234.

DIRECTION générale des ponts et chaussées. Suppression de cette direction, et nomination de M. Becquey, titulaire de cette direction, aux fonctions de ministre d'état, 308. Voyez *Conseil privé, Ministère des travaux publics*.

DOMAINES. Voyez *Administration de l'enregistrement*.

DOMICILE. Sont admis à établir leur domicile en France les sieurs Bachrod, 79; Batta, 329; Bergrin, 375; Berettini, 185; Bittmann, 134; Borg, 81; Breitling, 375; — Cerci, 329; Citati, 134; Cookeley, 185; Corboz, 329; — Daniel, 329; Daub, 79; Derbishire, 202; Dreyer, 135; Durr, 47; — Erlangen, 79; — Ferri, 375; Finck, 329; Funk, 364; Fusslin, 364; — Gates, 471; Geisler, 216; Genesseeux, 134; Gregory, 5; Guille, 216; — Hacherel, 375; Hewitt, 471; Hopkins, 185; Horwedel, 279; Hugertshoffer, 375; — Jonas, 5; Julia, 470; — Kargoff, 79; Kelly, 329; Korber, 134; Krüger, 364; — Lanhoffer, 317; Linck, 364; Ludowig, 364; — Maria, 316; Marx, 79; Mathieu, 5; Meyer, 185; Milsem, 5; Mohr, 375; Moroder, 316; — Navarra, 5; Navée, 370; Neff, 5; Noël, 216; Nordheim, 216; — O'Héron, 47; Oldekop (Charles et Christian), 79; Oneti, 135; — Pan y Agua, 80; Pleisz, 364; — Raymond Scapio de Egusquiza, 262; Reggio, 202; Reihl, 329; Rossetti, 185; Rossi, 80; — Sala, 185; Sanvoisin, 80; Schluter, 364; Schmidt, 5; Schrockner, 365; Schutterld, 376; Serrano, 5; Shée (de), 329; Sibt, 279; Simone, 5; Speed, 5; Sutter, 365; — Tagliaferra,

135; — Umbach, 262; — Vigneron, 376; — Wallach, 376; Warned, 21; Watson, 185; Werly, 134; — Zucker, 216.

DOUANES. Voyez *Grains*.

DROIT commercial. (Voyez *Chaire de*).

E

ÉCOLES chrétiennes. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celles de Belleville, 172; — de Lyon, 173; — de Romans, 186.

ÉCOLES gratuites. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celles de Chambon, 440; — de Lyon, 175.

ÉCOLES secondaires ecclésiastiques. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celles d'Auxerre, 233; — de Bayeux, 235; de Beauvais, 217; de Bourges, 111; — de la Chapelle-sous-Rougemont, 235; de Châtel-sur-Moselle, 202, 235; — de Grenoble, 111; — de Noyon, 256; — de Pamiers, 111, 204, 332; — de Reims, 332.

ÉGLISES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux églises des lieux ci-après: Accolans, 232; Aix-en-Othe, 320, 485; Alençon, 319; Ambacourt, 483; Amblie, 436, 437; Amy, 484; Angerville, 220; Apchon, 204; Aprey, 333; Apt, 329; Arcis-sur-Aube, 232; Arles, 171; Aspach-le-Bas, 157; Aury, 486; Authzat-la-Sauvetat, 238; Avrecourt, 237; Azé, 435; — Badouwillers, 237; Bailleul, 238; Bannes, 221; Banon, 318; Barastre, 330; Barbazan, 486; Bassoncourt, 481; Baux de Breteuil, 171; Baverans, 108; Bayeux, 238; Beaumont-Pied-de-bœuf, 207; Beauregard, 157; Beauvais, 110; Bellière (la), 238; Benouville, 108; Berelles, 482; Bergholtzell, 220; Bermering, 218, 221; Bernay, 110; Berneville, 331; Bethancourt, 436; Béthune, 204; Beziers, 206; Bief du Fourg, 485; Bieujac, 486; Blanche-Eglise, 319; Blernais, 319; Blienschwiller, 329; Boischommun, 318; Bonneville (la), 238; Bordeaux, 206; Born, 223; Boucq, 481; Bourbourg, 331; Bourgneuf, 109; Bouzonville-aux-Bois, 318; Boviolle, 206; Brau, 157; Brasparts, 483; Brey, 333; Brignolles, 333; Brouviller, 170; Buellas, 320; Bulligny, 232; Buzançais, 234; — Calberte, 482; Calonne-Ricouart, 156; Cambrai, 330; Carnet, 220; Cartignies, 206; Caumont, 483; Chalindrey, 435; Châlons, 232, 332; Champagne, 222; Champlemy, 171; Chantenay, 7; Château-Gontier, 108; Château-Renaud, 221; Châtel, 204; Châtel-Saint-Germain, 157; Châtillon, 485; Châtres, 8; Chaulhac, 171; Chavannat, 317; Chêne (le), 232; Chocques, 318; Chonas, 471; Claracq, 221; Clermont, 9, 484; Cordes, 482; Coudray, 320; Coulmier-la-Chaussée, 156; Couville, 203; Créances, 7; Creüe, 109; Croizic, 484; Cronay, 110; — Dalem, 9; Dauphin, 238; Deneuvre-Baccarat, 237; Denneville, 238; Déols, 436; Dijon, 471; Dompierre, 107; Dourdan, 6; — Ebersweiller, 159; Ecordal, 331; Ernée, 207; Escherange, 235; Essart, 222; Étangs (les), 6; Éton, 436; Exmes, 221; — Falgoët, 8; Fays-Billot, 170; Ferrières, 330, 331; Flayosc, 205; Flèche (la), 233; Fleisheim, 319, 438; Forcelles-sous-Gugney, 435; Francescas, 438; Fraysinet, 332; Frébécourt, 224; Fresseville, 222; Freyhouse, 109; Fronton, 7; — Gaillac, 171; Giroussens, 231; Gisors, 221; Gloriannes, 10; Gomond, 158; Grand-Champ, 484; Granges, 204; Grenoble, 171; Gugney-aux-Aulx,

205; Gundolsheim, 219, 220; Sautzwiler, 217; — Haguenau, 201, 219; Hainpout, 287; Hardanges, 331; Harol, 231; Harville, 233; Havre (le), 172; Hellimer, 108; Hindling, 287; Hochstatt, 108; Hôpital (l'), 331; Houécourt, 286; Huriel, 330; — Ile Tudy, 10; Ile-Bardel, 389; Is-en-Bassigny, 331; Ivry-la-Bataille, 172; — Jarcieux, 282; Jassans, 320; Juaye, 108; Jussarupt, 222; Juvigné, 108; Juvigny, 206; — Kerfontun, 110; — Lagny, 156; Lallaing, 281; Landelles, 333, 436; Langres, 172, 204; Laniscat, 10; Lantiac, 289; Lectoure, 10; Leigneux, 218; Liègues, 217; Limoges, 282; Linxe, 271; Loches, 171; Locon, 219; Lorges, 237; Lonveciennes, 7; Lunéville, 171, 333; Lucs (les), 7; Luppy, 158, 157; — Macan, 220; Magoar, 287; Marault, 281; Marcy, 111; Marie, 170; Marmoutier, 204; Marsannay-la-Côte, 9; Marthill, 233; Marzan, 200; Mathieu, 283; Maxmill, 8; Meaux, 332; Mécé, 283; Mécleux, 137; Melincourt, 9, 234; Mervy, 234; Merten, 9; Merzer, 206; Mesnilbus, 7; Mesnil-Rainfray, 206; Massas, 235; Metz, 7; Mezens, 231; Mirecourt, 219; Missiliac, 19; Mittersheim, 157, 159; Molans, 158; Montauban, 159; Monthlainville, 207; Montdidier, 282; Montfort, 222; Montigny, 317; Montjoie, 318, 331; Montmartin-en-Braignes, 107; Montmorillon, 237; Mortain, 218; Mouthier, 217; Mulhausen, 238; — Naives-en-Blois, 206; Neuville-aux-Bois (la), 238; Neuwiller, 238; Nieder-Morschwihr, 333; Noidant-le-Rochoux, 153; Nojeon-le-Sec, 237; Nouvion, 158; Noyon, 236; — Ober-Ranspach, 330; Orconte, 281; Orphin, 221; Orvault, 239; Ottonville, 172; Oudezele, 208; — Palaminy, 223; Pamiers, 189, 203; Parentis-en-Born, 233; Paris, 205, 218; Perpezac-le-Noir, 283; Perpignan, 9, 239; Petit-Chelland, 219; Pexiora, 320; Piron, 284; Plainel, 204, 217; Plédran, 208; Pleudihen, 272, 281; Plouaret, 6; Ploumoguier, 11; Poilley, 207; Poligny, 10; Pouan, 235; Pradelles, 237; Prats de Mollo, 285; Prévérange, 220; Prouilly, 170; Prouville, 283; Puymaurin, 282; Puzy, 239; — Rabasteins, 320; Racrange, 172; Radonvilliers, 318; Ranconnières, 222; Râne (le), 240; Réchicourt-le-Château, 333; Reims, 330; Remiencourt, 232; Remouillé, 223; Renty, 238; Rexpoëde, 285; Riotord, 219; Robecq, 10; Rochefort-Samson, 223; Roche-Posay (la), 109; Rodalbe, 317; Rodemack, 11; Roque-Esclapon (la), 158; Rosay, 158; Rouffach, 205; Rubempré, 110; Rupt, 220, 233; — Saar-Union, 7; Sampzon, 205; Saramon, 158; Sassetot-le-Mauconduit, 240; Saubrigues, 221; Saugé-l'Hôpital, 203; Ségur, 109; Senantes, 11; Senné, 231; Sérignan, 220; Serriers, 109; Séverac, 318; Soncourt, 223; Soucieux, 6; Souhazé, 239; Soyers, 319; Salniac, 286; Saint-Alban, 283; Saint-Anatole, 231; Saint-Andéol de Bourlenc, 237; Saint-Andéol-le-Château, 205; Saint-Boil, 234; Saint-Cadon, 6; Saint-Ellier, 239; Saint-Fiacre, 319; Saint-George de Livoie, 7; Saint-Germain, 223; Saint-Germain de Talvendes, 11; Saint-Germain-lès-Corbeil, 237; Saint-Gildas des Bois, 12; Saint-Héand, 112; Saint-Jean-la-Bussière, 171; Saint-Jean de la Haize, 219; Saint-Léon, 10; Saint-Lezin, 205; Saint-Lis, 282; Saint-Loup-du-Doigt, 317; Saint-Malo, 286; Saint-Martin de Cénilly, 238; Saint-Martin de Salency, 138; Saint-Maurice, 234; Saint-Maurice-sur-les-Côtes, 170; Saint-Melaine, 319, 284; Saint-Même, 220; Saint-Michel de Chefchef, 286; Saint-Nicolas, 235; Saint-Pandolou, 239; Saint-Paul-trois-Châteaux, 9; Saint-Pithon, 331; Saint-Potier, 109, 206; Saint-Priest-la-Vestre,

159; Saint-Priest-Taurion, 282; Saint-Remi-en-Bouzemont, 239; Saint-Samson de Bonfossé, 239; Saint-Sauveur-le-Vicomte, 232; Saint-Sulpice, 222; Saint-Vaast-la-Hougue, 219, 223; Saint-Vallier, 332, 437; Saint-Vérand, 171; Saint-Victor, 239; Sainte-Livrade, 236; Sainte-Marie-aux-Mines, 271; Sainte-Tréphine, 220; — Taillecavat, 239; Tarare, 232; Tarascon, 318; Templemars, 283; Terrebasse, 158; Thaon, 6; Tortefontaine, 109; Toulouse, 6; Tours, 232; Tourves, 6; Trébabu, 203; Treigny, 170; Tremereuc, 221; Tritteling, 109; Trois-Vallois, 219; Trouan-le-Grand, 172; Troyon, 317; — Valady, 318; Val d'Ajol, 11; Valogues, 236; Vedrines-Saint-Loup, 333; Verteuil, 203; Vesly, 159; Vic de Chassenay, 7; Vielley, 204; Villefranche, 219; Ville-sur-Arce, 234; Villuis, 238; Violaines, 238; Viré, 285; Vittersbourg, 319; Volstroff, 110; Vraincourt, 223; — Wassy, 223; Wemaers-Cappel, 217; Werwick, 203; — Xirocourt, 232; — Zelweiller, 10.

ÉLECTIONS. Voyez *Collèges électoraux*.

ÉLÈVES diplomatiques. Voyez *Affaires étrangères*.

ÉTABLISSEMENTS de bienfaisance. Dispositions relatives à l'administration et à la comptabilité des hospices et des établissements de bienfaisance, 369. — De la nomination des membres des commissions administratives et des receveurs de ces établissements, *ibid.*; — de leur révocation, *ibid.*; — des cautionnements, 370.

ÉVÊCHÉS. Autorisations données pour l'acceptation de dons et legs faits à l'évêque de Quimper, 203; — à l'évêché de Vannes, 284.

EXPLOITATION. Voyez *Bois*.

EXPORTATION. Voyez *Grains*.

F

FACULTÉS de droit. Création d'une troisième place de suppléant dans celle de Caen, 223. — Création d'une chaire de procédure criminelle et de législation criminelle dans celle de Paris, 379.

FARINES. Voyez *Grains*.

FER. Prorogation des dispositions de l'ordonnance du 29 mars 1827, concernant les fers et aciers non ouvrés expédiés dans les colonies, 25.

FOIRES. Fixation des jours et de la durée de celles dont les noms suivent : Aigrefeuille, 139; Andruicq, 138; Ax, 138; Azas, 255; — Beaumont, 95; Brassac, 139; Briey, *ibid.*; — Casamaccioli, *ibid.*; Châlons, 255; Champs, 139; Castelnaudary, 96; Castelsagrat, 366; Combavin, *ibid.*; Culette, *ibid.*; — Dunes, *ibid.*; — Épinac, 255; Espalion, 367; Estaing, *ibid.*; Estissac, 255; — Fontenay, 96; Fontiès-Cabardès, 96; Fouillouse (la), 96; Fouilloux, 255; Faveau, 139; — Grisolles, 272; Guillon, 138; — Joigny, 140; — Laguepie, 366; — Maisonnisse, 138; Marcigny, 254; Montréal, 138; Moras, 366; — Pionsat, 255; Pontacq, 96; Pradelles-Cabardès, *ibid.*; — Saint-Agnan-en-Vercors, 366; Saint-Amans-la-Bastide, 139; Saint-Denis, 112; Saint-Just, 366; Saint-Paul-trois-Châteaux, *ibid.*; Saint-Victor-l'Abbaye, 139; Sauveterre, 140; Secy-sur-Saône, 255; — Vico, 139. — Modification du tableau des foires du département de la Vendée, 64.

FRAIS de transport. Voyez *Journaux*.

FUSILIERS sédentaires. Voyez *Gendarmerie*.

G

GAZETTES. Voyez *Journaux*.

GENDARMERIE royale. Disposition qui affecte au placement des officiers, sous-officiers et militaires de la gendarmerie royale, deux des compagnies de fusiliers sédentaires existantes, lesquelles prendront le titre de *compagnies sédentaires de gendarmerie*, 273. — Leur composition, *ibid.* — Organisation immédiate de la première compagnie à Riom, et répartition du personnel de la 33.^e compagnie de fusiliers sédentaires dans les autres compagnies de la même arme, 274. — Dispositions relatives à la solde, à l'uniforme et à l'armement de ces compagnies, 461 et 462.

GRAINS. Tableau des prix des grains pour servir de régulateur de l'exportation et de l'importation, conformément aux lois des 18 juillet 1819 et 4 juillet 1821; janvier, 33; février, 81; mars, 177; avril, 257; mai, 337; juin, 457. — Tableau des ports et bureaux de douanes par lesquels l'exportation et l'importation des grains, farines et légumes secs, pourront avoir lieu, 49 et *suiv.*

H

HOSPICES. Voyez *Établissements de bienfaisance*.

HOSPICES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux hospices des lieux ci-après : Aigle (l'), 456; Airaines, 416; Aix, 287; Amiens, 269; Amplepuis, 391; Angers, 347, 348; Angoulême, 268, 336; Annonay, 285, 454; Arlanc, 255; Arras, 159, 454; Aubagne, 423; Auch, 15, 63, 272; Autun, 285, 419; Auxerre, 160, 191, 287, 388; Auxonne, 173, 453; Avallon, 142, 388; Avignon, 62, 268, 455; — Bagnères, 266; Barlafe, 270; Bar-le-Duc, 392, 455; Bar-sur-Aube, 376; Beaucaire, 176; Beaulieu, 192; Beausset, 367; Beauvais, 141; Belley, 392, 488; Bergues, 286; Besançon, 143; Béthune, 266; Blois, 280; Bollène, 268; Bosdarros, 143; Boulogne-sur-mer, 175, 191; Bourbourg, 287; Bourges, 283; Brienne-le-Château, 335, 422; Brives, 141, 421; Buis, 420; Buzançais, 234; — Cahors, 265; Cambrai, 349; Carpentras, 13, 175; Cassis, 264; Castres, 283; Caudebec, 191, 352; Champdieu, 48; Charlieu, 347; Châteaubriand, 240; Château-du-Loir, 283; Châteauneuf, 333; Châteauroux, 422; Châtillon-sur-Indre, 264; Châtillon-sur-Seine, 271; Chaudes-aigues, 280; Ciotat (la), 389; Clamecy, 419; Clermont, 350; Cluny, 271; Cogolin, 334; Colmar, 263, 285, 417; Compiègne, 349; Condom, 15; Cotignac, 367; Couches, 270; Courthéon, 417, 455; Crépy, 453; Cuers, 63, 142; — Darnetal, 256; Darney, 367; Dijon, 286, 390; — Elne, 386; Ernée, 141, 191; Espalion, 271; Eyguières, 376; — Gardanne, 335; Gignac, 191, 284; Gimont, 191, 271; Grenoble, 192, 423; — Haguenau, 417; Hautefort, 192; Hazebrouck, 386; — Janville, 390; — Lambesc, 423; Laval, 349; Lens, 456; Lezoux, 159; Limoges, 160; Limoux, 389; Loches, 385; Lons-le-Saulnier, 346; Lorgues, 63; Luzzy, 265; Lyon, 15, 62, 160, 173, 266; — Mâcon, 159, 281; Maillanne, 175; Mane, 189; Mans (le), 269, 391; Marmande, 272; Marseillan, 271; Marseille, 335; Mattaincourt, 270; Maussané, 263; Mayenne, 349, 385; Meaux, 416;

Metz, 142, 264; Millau, 192; Monastier, 48; Montauban, 13, 367; Montbrison, 423; Montélimart, 422; Montfaucon, 286; Montpasier, 142; Montpeyroux, 346; Montréal, 173; Moreuil, 454; Moulins, 368; Mouzon, 270; Mur-de-Barrez, 271; — Nancy, 262; Nérac, 272; Neuf-Brisach, 256; — Obernay, 391; Oppède, 262; Orléans, 61, 191; Paris, 269, 282, 351, 391, 422, 455; Perpignan, 175, 350; Pertuis, 268; Pézenas, 346; Poitiers, 262, 367; Poligny, 15; Pont-Saint-Esprit, 390; Poudis, 270; Puy (le), 280; — Reims, 144; Réole (la), 271; Riom, 256; Roanne, 174, 191, 330; Rodès, 63, 282, 417; Rouen, 13; Rouffach, 266, 285; — Saintes, 384; Saramon, 264; Sault, 268; Saumur, 63; Saverne, 63, 256; Schelestadt, 456; Sens, 419; Sezanne, 264; Signe, 367; Strasbourg, 284; Stenay, 270; Saint-Affrique, 173, 335; Saint-Amand, 192; Saint-André de Gaillac, 15; Saint-Antonin, 367; Saint-Dié, 417; Saint-Germain-le-Grand, 176; Saint-Julien du Gua, 368; Saint-Junien, 262; Saint-Leu d'Esserent, 282; Saint-Nicolas, 255; Saint-Quentin, 141, 263, 421; Saint-Saulge, 63; Saint-Trivier de Courtes, 284; Saint-Zacharie, 16; Sainte-Gemme d'Andigne, 455; Sainte-Marie-aux-Mines, 350; — Tarare, 429; Tence, 347; Thann, 268, 391; Thoissey, 488; Tonnerre, 262; Toulon, 142; Toulon-sur-Arroux, 351; Toulouse, 390; Tours, 346; Trévoux, 283, 488; — Valence, 418; Vans (les), 345; Vence, 160; Verdun, 287; Versailles, 266, 352, 422; Vias, 346; Vic, 420; Vienne, 346; Villefranche, 175, 271; Villeneuve-lès-Béziers, 385; Vitry-le-Français, 456; Voiron, 140.

HUISSIERS. Fixation du nombre des huissiers du tribunal de première instance séant à Castelnaudary, 469.

I

IMPORTATION. Voyez *Grains*.

IMPRIMÉS. Voyez *Journaux*.

INDUSTRIE. Affectation à l'exposition des produits de l'industrie, du bâtiment dont les constructions sont commencées sur le quai d'Orsay à Paris, 97.

INSCRIPTION. Voyez *Instruction publique*.

INSTRUCTION publique. Annulation, pour le baccalauréat et pour la licence en droit, des inscriptions dites de *capacité* qui seront prises à dater du 1.^{er} novembre 1830, 460. — Faculté accordée au conseil royal d'instruction publique à l'égard des première et seconde inscriptions, *ibid.* — Disposition formelle relativement à la troisième inscription, *ibid.*

INSTRUCTION primaire. Indication des mesures à prendre pour que toutes les communes soient pourvues de moyens suffisants d'instruction primaire, 83. — Division des écoles communales en trois classes, *ibid.* — Fixation du *minimum* des émolumens de chacune des trois classes, *ibid.* — Dépôt à la préfecture et à l'académie, et transmission au ministre de l'instruction publique, du tableau général de classement de ces écoles, *ibid.* — Révision annuelle de ce tableau, *ibid.* — Mesures à prendre par les conseils municipaux pour l'établissement et l'entretien des écoles primaires, 84. — Dispositions relatives aux communes qui n'auraient pas les moyens d'entretenir un instituteur, *ibid.*; — et aux secours qu'il conviendrait de leur accorder, 85. — Établissement d'écoles-modèles préparatoires destinées à

former des instituteurs, *ibid.* — Des fonds à porter au budget de chaque année pour l'encouragement de l'instruction primaire, et de leur emploi, 85 et 86. — Mesures à prendre pour assurer des pensions de retraite aux instituteurs, 86.

INVENTAIRE. Mode d'exécution de l'article 8 de la loi du 26 juillet 1829 relatif aux inventaires du mobilier fourni, soit par l'État, soit par les départements, à des fonctionnaires publics, 65. — Nombre d'expéditions auquel ils doivent être dressés, tant pour les objets fournis par l'État que pour ceux qui appartiennent aux départements, 66. — Modèle de ces inventaires et leur division facultative, *ibid.* — Dispositions relatives au récolement immédiat pour la prise en charge, et au dépôt de ces inventaires, 67. — Mesures à prendre pour leur récolement annuel et à chaque mutation de fonctionnaire responsable, *ibid.* — Constatation, sur toutes les expéditions des inventaires, des augmentations et diminutions qui auraient lieu dans l'intervalle d'un récolement au récolement suivant, dans la quantité des objets mobiliers, *ibid.* — Établissement, dans chaque ministère, d'un relevé des fonctionnaires dépositaires d'objets mobiliers, lequel sera communiqué au ministre des finances et à l'administration des domaines, 68. — Maintien de l'ordonnance du 7 avril 1819 relative au mobilier des évêchés et archevêchés, *ibid.*

J

JOURNAUX. Fixation de la taxe à laquelle sont assujettis les journaux, gazettes et imprimés, tant originaires qu'à destination des colonies françaises et des autres pays d'outre-mer, dont le transport sera effectué par les bâtimens ordinaires du commerce, 35. — Taxe des journaux originaires d'Espagne, de Portugal et de Gibraltar, 36. — Taxe des journaux et imprimés originaires d'Autriche, *ibid.* — Conditions auxquelles ces journaux jouiront de ces taxes, *ibid.* — Mode de remboursement aux capitaines des navires, des frais de transport desdits journaux et imprimés, *ibid.*

L

LÉGUMES secs. Voyez *Grains*.

LICENCE en droit. Voyez *Instruction publique*.

M

MACHINE à vapeur. Voyez *Chaudières*.

MAISONS de détention. Seront seuls envoyés dans les maisons centrales de détention les individus condamnés correctionnellement à plus d'un an de prison, 371.

MAJORATS. Lettres patentes portant érection de majorats en faveur de MM. Barchou, 250; Baulny, 78; Borrelli, *ibid.*; Boutray, 77; — Delaire, 250; — Jaubert, 315; Julliac, 250; — Lâbel, 77; — Maisniel (du), 78; — Pengilly-l'Haridon, 251. Voyez *Pairie*.

MINES. Division du polygone réservé dans la concession des gîtes de manganèse de la commune de Romanèche, 95. — Concession des mines de fer

carbonaté spathique existant dans la commune d'Allevard, 95; — des gîtes de minerais de fer existant dans les communes de Roche-la-Molière et de Saint-Genest de Lerpt, 137; — de la mine de lignite située dans la commune d'Aups, 137. — Limites des mines de houille de Cavaillac, 208. — Concession des mines de fer de Cavaillac et du Vigan, *ibid.*; — des mines de fer de Mont-Dagout, *ibid.*; — des mines de cuivre de Lunas et de Joncels, *ibid.*; — des mines de houille de Tavernay, 252; — des mines de fer de Cornion, *ibid.*; — des mines de cuivre de Canaveilles, 263; — des mines de manganèse de Nontron, *ibid.*; — des mines de fer de Rougemontot, Battenans et Avilley, 254; — des mines de fer de Torren, *ibid.*; — des mines de fer carbonaté de Trépalou et de Fraux, *ibid.*; — des mines de fer de Carsavy, 365; — des mines de houille lignite d'Aigalliers, Serviers et Montaren, *ibid.* — Limites de la concession des mines de houille de Ronchamp et de Champagny, *ibid.* — Concession des mines de houille d'Aubin, 366. — Concession de diverses mines de houille dans l'arrondissement d'Alais, *ibid.* — Concession de la mine de fer d'Oppéans, 364. — Prolongation de la remise de la redevance accordée aux concessionnaires des mines de houille de Schœneck, 472. — Concession des mines de houille brune de Pouzols et Sainte-Valière, *ibid.* — Concession des mines de houille de Cublac, *ibid.*

MINISTÈRES. Création d'un ministère des travaux publics et ses attributions, 206. — Nomination de M. Chantelauze au département de la justice, de M. le baron de Montbel au département des finances, de M. le comte de Peyronnet au département de l'intérieur, et de M. le baron Capelle au département des travaux publics, 207. Voyez *Crédits*.

MINISTÈRE de la guerre. Création, auprès du ministre de ce département, d'un comité consultatif et permanent pour l'administration de la guerre, 20. — Dispositions relatives à la composition et aux attributions de ce comité, 21. — Création de comités spéciaux et consultatifs de l'infanterie et de la cavalerie, 22. — Dispositions relatives à leur composition et à leurs attributions, 23. — Création d'un sous-secrétaire d'état au département de la guerre, 180. — Nomination de M. le vicomte de Champagny aux fonctions de sous-secrétaire d'état de la guerre, 181. — Nomination de M. le comte d'Hautpoul aux fonctions de directeur de l'administration de la guerre, 188. — Le ministre des affaires étrangères est chargé du portefeuille de la guerre pendant l'absence du ministre de ce département, 211. Voyez *Armée d'Afrique*, *Comité consultatif*.

MINISTÈRE de la justice. Nomination de M. le baron de Vauvrelaud aux fonctions de secrétaire général de ce ministère, 272.

MINISTRES d'état. Nomination de M. Bœlle et de M. de Courvoisier aux fonctions de ministres d'état, 308. — Nomination de M. le comte de Berthier et de M. le baron de Ballainvilliers aux mêmes fonctions, 309. — Nomination de M. le baron Dudon aux mêmes fonctions, 339.

MOBILIER. Voyez *Inventaire*.

MONNAIES. Essais de monnayage par le procédé de la virole brisée sur la pièce d'or de quarante francs et sur celle de cinq francs en argent, et par le procédé de la virole cannelée sur les pièces d'or de vingt francs et sur celles d'un franc en argent, 195. — Dispositions relatives aux essais et contre-essais pour constater le titre des matières et des espèces d'or et d'argent, 426. — Tarif auquel doivent être payés au change, dans les

hôtels des monnaies, les espèces et ouvrages d'argent y désignés, 423. — Titre auquel les hôtels des monnaies recevront les espèces duodécimales d'argent de six livres, trois livres, vingt-quatre, douze et six sous, 430. — Disposition relative à celles de ces espèces qui seraient rognées, altérées ou sans empreinte, 431.

MUSÉE d'Épinal. Autorisation pour l'acceptation de la donation de vingt-cinq tableaux faite à ce musée par M. le duc de Choiseul, pair de France, 13.

N

NATURALITÉ. Lettres de déclaration de naturalité accordées aux sieurs *Bastin*, 136; *Bernkastel*, 184; *Berteau*, 470; *Bertoglio*, 184; *Binon*, 364; *Bonnet*, *ibid.*; *Bourgeois*, 46; *Brais*, 470; — *Cecherini*, *ibid.*; *Cerale*, 136; *Chevalier*, 470; *Cottier*, 47; *Couten*, 304; — *Denoël*, 136; *Derot*, 46; *Dessy*, 470; — *Gabriel dit Gabrielli*, 363; *Gaiddon*, 304; *Gillet*, 94; *Gomes*, 470; *Gossel*, 136; *Grepin dit Greppin*, 363; — *Hegner*, 316; — *Jacquemoux*, 363; *Kirpach*, 303; *Kirsch*, 363; — *Lamas*, 184; *Lefebvre*, 136; *Lemye*, *ibid.*; *Licci*, 137; — *Macaire*, 135; *Malengreux*, 94; *Marchal*, 135, 303; *Martiniague*, 216; *Mathieu*, 136; *Mialovises*, 470; *Millard*, 363; *Molitor*, 303; *Molter*, 137; *Morand*, 47; — *Muller*, 94, 470; *Munchalsen*, 137; *Musso*, 469; — *Nasi*, 137; *Nicolas*, 363; — *Ortega*, 136; — *Pasquier*, 94; *Paulus*, *ibid.*; *Plunkett*, 363; *Prario*, 303; — *Raucq*, 364; *Renaerts*, 304; *Roggero*, 136; *Rouveau*, 470; *Rossi (de)*, 304; — *Scharuffe*, 47; *Simon*, 185; *Stier*, 47; *Strafforella*, 94; — *Thesmar*, 316; — *Vandenzande*, 184; *Van de Poel*, 363; *Vanschuur*, 184; *Vemmer*, 304; — *Waeysens*, 303; *Waternaux*, *ibid.*; — *Zaccane*, 469; *Zerowicz*, 184.

NAVIGATION. Fixation du droit de navigation pour les trains de bois de charpente sur les canaux de Saint-Quentin et de Crozat, entre Saint-Quentin, Cambrai et Chauny, 447.

NOMINATIONS. Voyez *Administration de l'enregistrement*, *Armée d'Afrique*, *Chambres législatives*, *Collèges électoraux*, *Comité consultatif*, *Comités spéciaux de l'infanterie et de la cavalerie*, *Conseil d'état*, *Conseil privé*, *Ministères*, *Ministère de la guerre*, *Ministère de la justice*, *Ministres d'état*, *Pairs*, *Préfectures*.

NOMS. Autorisation donnée au sieur *Castinel* pour ajouter à son nom ceux de *Mazière de Saint-Marcel*, au sieur *Clément* pour ajouter à son nom celui de *Compère*, au sieur *Ferry* pour ajouter à son nom celui d'*Amoureux*, au sieur *Mas* pour ajouter à son nom celui de *Latrie*, 50; — au sieur *Louis* pour ajouter à son nom celui de *Lamarre*, au sieur *Seur* pour ajouter à son nom celui de *Velcour*, au sieur *Beguvin* pour ajouter à son nom celui de *Billecocq*, au sieur *Delafont* pour ajouter à son nom celui de *de Lannoy*, 79; — aux sieurs *Louis-Paul Guillotin* et *Auguste-Marie-Laurent Guillotin* pour s'appeler *Louis-Paul Sainte-Marie* et *Auguste-Marie-Laurent Sainte-Marie*, 134; au sieur *Joye* pour ajouter à son nom celui de *de Baye*, 155; — au sieur *Molard* pour ajouter à son nom celui de *Dumolard*, *ibid.*; — au sieur *Meurdesaim* pour substituer à son nom celui de *Meurdesain*, *ibid.*; — au sieur *Prévraud*

de Labouresse pour ajouter à son nom celui de *Desquillets*, 251; — au sieur *Rodrigues* pour ajouter à son nom celui de *Pimentel*, 252; — au sieur *Chalumeau* pour ajouter à son nom celui de *Verneuil*, *ibid.*; — au sieur *Magot* pour ajouter à son nom celui de *Marevilles*, *ibid.*; — au sieur *Maniquet* pour ajouter à son nom celui de *Faubert*, 316; — au sieur *Pécalardy* pour ajouter à son nom celui de *Laneufville*, *ibid.*; — au sieur *le Bouch* pour ajouter à son nom celui de *Lopès*, au sieur *Alexandre* pour ajouter à son nom celui de *Ducaume*, 452; — au sieur *Jean Victor* pour porter le nom de *Olier*, 471.

P

PAIRIE. Obligation d'attacher à toute pairie dont la succession aura été accordée hors de la ligne directe, un majorat, dont l'institution devra précéder l'admission du nouveau titulaire, 209. — Dispositions relatives à l'établissement de ce majorat, *ibid.* — Cas exceptionnel dans lequel le successeur éventuel à la pairie hors de la ligne directe peut joindre ou substituer à son nom celui du pair auquel il succède, 210. — Obligation de ne constituer à l'avenir les majorats de pairie qu'en immeubles francs et libres de toute hypothèque et non grevés de restitution, 442. — Exception à l'égard des majorats institués antérieurement à la disposition ci-contre, 443. — Dispositions concernant les lettres patentes constitutives d'un majorat, *ibid.*

PAIRS. Le duc de Cérèse, les marquis de Tourzel et de Puivert, le comte de la Bourdonnaye, le baron de Vitrolles, le comte Beugnot et le lieutenant général comte Vallée, sont élevés à la dignité de pairs du royaume, 56. — Formalités qu'ils ont à remplir pour être admis à siéger à la Chambre, et pour que l'hérédité de cette dignité soit acquise à leurs descendants, 57. — Les lettres patentes qui leur seront expédiées porteront institution du titre de baron, *ibid.*

PAUVRES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres des lieux ci-après : *Abbeville*, 267, 387, 487; *Abondant*, 345; *Aire*, 62, 420; *Aix*, 14, 188, 284, 392; *Alpuech*, 14; *Ambrières*, 15; *Amiens*, 287; *Amplepuis*, 391; *Anduze*, 284, 390; *Angerville*, 282; *Angoulême*, 336; *Antenay*, 422; *Arcis-sur-Aube*, 143; *Arfeuilles*, 286; *Argenton*, 174; *Arinthe*, 190; *Arlebosc*, 488; *Arras*, 421; *As-tailiac*, 173; *Auch*, 174; *Aussevielle*, 284; *Authenil*, 264; *Autun*, 351, 418, 419; *Avesnières*, 270; *Avignon*, 190; — *Banon*, 281; *Barbazan*, 423; *Barjac*, 422; *Beaumesnil*, 264; *Beauvilliers*, 345; *Belloeq*, 487; *Bergerac*, 336; *Bernay*, 424; *Besançon*, 423; *Béthune*, 265; *Bidache*, 175; *Boiscommun*, 287; *Bonnétale*, 188; *Bordeaux*, 390, 423; *Boucenay*, 422; *Boulogne*, 265; *Bouzonville-aux-Bois*, 487; *Brécé*, 419; *Brée*, 144; *Breuville*, 265; *Brugairolles*, 142; *Bruges*, 187; *Bullecourt*, 61; *Bussang*, 418; — *Caluire*, 456; *Cambon*, 48; *Campigny*, 267; *Caraman*, 345; *Carcassonne*, 47; *Casteide-Candau*, 386; *Castelnau*, 345; *Castelnaudary*, 141; *Castelnau-Montrastier*, 459; *Castilly*, 264; *Caulières*, 453; *Caylus*, 266; *Cédon*, 188; *Châlons*, 187; *Chamble*, 188; *Chamonille*, 389; *Changy*, 418; *Chartres*, 390; *Châteaudun*, 269; *Château-Gontier*, 144, 187; *Châteauneuf d'Isère*, 423; *Châtel-Saint-Germain*, 31; *Châtenois*, 268; *Châtre (la)*, 264; *Chaumont*, 419, Che-

mault, 487; Chinon, 269; Cholet, 424; Civray, 160; Clermont, 265, 455; Clermont-Ferrand, 32; Clion, 385; Collobrières, 455; Condé-sur-Noireau, 173; Condom, 14; Conques, 417; Corcieux, 368, 387; Cossé-en-Champagne, 430; Coudray, 282; Cournon, 350; Crépy, 349, 453; Crillon, 267; Crouay, 267; Curbigny, 285; — Damps (les), 264; Damville, 422; Dangeau, 174; Dancy, 264; Dijon, 383, 420; Domfront, 386; Douy-la-Ramée, 349; Dragnignan, 280; — Écardanville, 264; Écouen, 455; Épinay, 187; Espalion, 14; Esteville, 351; Eu, 263; Evin, 62; Evreux, 420; — Ferrière-aux-Étangs (la), 188; Firminy, 38, 286; Fontana, 454; Fontès-Cabardès, 47; Fos-Amphoux, 13; Fourques, 61; Francescas, 280; Frasnus, 346; Froissy, 386; Frontigny, 31; — Gabriac, 14; Garde (la), 283; Gardoul, 367; Gayan, 285; Gerde, 142, 269; Gerbopal, 387; Gien, 144; Golbey, 368; Goulier, 286; Grand-Vabre, 417; Granville, 282; Gras (les), 420; — Haisnes, 386; Hardanges, 188; Hargicourt, 334; Hazebrouck, 386; — Igoville, 264; Ile Bouzon (l'), 185; Iles-Bardel, 389; Is, 348; Isbergue, 187; Issamoulens, 14; Ivry-l'Évêque, 351; Ivry, 286; — Jaille-Yvon (la), 348; Joze, 159; — Laguy, 142; Laissac, 468; Landroff, 421; Laval, 279, 348, 391; Laval-Roquecezière, 324; Lédignan, 390; Lens, 350; Lebois, 15; Lestrem, 144; Leval, 187; Lherm, 454; Liègues, 188; Ligueil, 346; Limoges, 143; Limoux, 282; Longpont, 143; Louvigné-du-Désert, 423; Lunéville, 279, 385, 487; Lyon, 271, 285; — Maguy, 187; Malignac, 386; Malzieu, 419; Mans (le), 351, 391; Massat, 32, 288; Maudétour, 13; Mauroux, 265; Mazères, 285; Meaux, 392; Mécleuves, 31; Melun, 453; Méounes, 188, 387; Mesnilbus, 268; Mesnil-Rainfray, 287; Messas, 317; Meung-sur-Loire, 347; Miellon, 13; Mimbaute, 188; Minières (les), 422; Mircepoix, 423; Missillac, 12; Modène, 268; Moisdon, 187; Monclar, 270; Montaignac-sur-Auvignon, 175; Montastruc, 174; Montchenu, 420; Montcornet, 263; Mont-de-Marsan, 174; Montfort, 175; Mont-le-Bon, 270; Montmartin-en-Graignes, 334; Montpellier, 144, 192, 345; Montpinier, 13; Montsurs, 419; Moulins, 334, 388; Moumour, 188; — Nancray, 487; Nancy, 391; Narbonne, 488; Nemours, 352; Neuville, 267; Noy-le-Vion, 452; Noyon, 288; — Olbier, 286; Orléans, 187, 385, 454; Ourville, 266; — Pacaudière (la), 347; Parigné, 174; Paris, 141, 191, 256, 266, 269, 282, 335, 351, 387, 422, 455; Pau, 487; Péronne, 268; Pertuis, 269; Pesmes, 271; Pexiora, 263; Peyruis, 389; Pezenas, 346; Pierrefeu, 417; Pierrefiche, 286; Piscop, 352; Pithiviers, 347; Plicux, 185; Plouer, 14; Poitiers, 262, 452; Poligny, 281; Pont-de-l'Arche, 264; Pontivy, 386; Prades, 141; Prémontré, 423; Princé, 174; Puisieux, 319; — Quaedypre, 265; Quesnoy (le), 141; Quillan, 263; Quimper, 345; Quincé, 288; — Rabat, 389; Rambervillers, 62; Rancs, 189; Rennes, 346; Rexpoède, 141; Ribecourt, 349; Roanne, 385; Robecq, 175; Roche-Bernard (la), 334; Rodès, 282, 287; Romazy, 422; Rondebaye, 187; Rosne, 265; Roze, 352; Ruffiac, 335; Rully, 416; Rupt, 367; — Sagnes et Gondoulet, 63; Sains, 141; Saintes, 389; Salles de Gardon (les), 281; Saramon, 142; Sargé, 351; Saurat, 283, 389; Sedan, 263; Senninghem, 421; Sijan, 455; Soissons, 270, 420; Sorèze, 367; Saint-Aignan, 420; Saint-Alban, 347; Saint-Ambroix, 176; Saint-Avit, 345; Saint-Ay, 347; Saint-Chaillé, 419; Saint-Cloud, 420; Saint-

Denis de Gatines, 285; Saint-Denis-Maisoncelles, 288; Saint-Étienne-en-Coglais, 190; Saint-Flour, 454; Saint-Gaudens, 174; Saint-Geniès, 335; Saint-George-le-Gautier, 269, 351; Saint-Germain-le-Grand, 267; Saint-Gildas, 12; Saint-Gilles, 264; Saint-Hilaire des Landes, 349; Saint-Julien de la Liègue, 264; Saint-Just, 283, 439; Saint-Laurent d'Olt, 334; Saint-Léons, 263; Saint-Martin de Chaulien, 421; Saint-Martin-Lars-en-Tiffauges, 453; Saint-Nicolas, 15; Saint-Nicolas de la Grave, 418; Saint-Pierre-Verdon, 453; Saint-Symphorien-le-Château, 439; Saint-Verain, 286; Sainte-Croix, 284; Sainte-Eulalie, 422; Sainte-Livrade, 287, 347; Sainte-Luce, 80; — Tain, 173; Tarbes, 285; Taverny, 418; Teil, 13; Terrisse (la), 14; Thann, 330; Trouche (la), 48; Touffreville, 351; Toulon, 142, 160, 387; Toulouse, 345; Tourcoing, 265; Tours, 388; — Valady, 284; Valréas, 13; Vaisonne, 62; Vaunavey, 345; Vedrines-Saint-Loup, 335; Vernon, 284; Versailles, 15, 266; Versaugues, 350; Verrières, 282, 288; Vic-Fezensac, 285; Vienne, 346; Villaines, 188; Ville-d'Avray, 284; Villefranche, 281; 287; Villeneuve, 14; Villeneuve-sur-Lot, 174, 287; Villers-Cotterets, 388; Villers-sous-Chalamont, 424; Villespy, 282; Virigneux, 15; Vouvray, 188; Vuziers, 142; — Werwick, 175.

PÉAGE. Voyez *Ponts*.

PENSIONS. Voyez *Université*.

PONTS. Prorogation du péage établi sur le pont d'Épernay, 25. — Construction d'un pont sur la Saône à l'extrémité de la presqu'île Perrache, 37 et suiv. — Établissement d'un pont suspendu sur le bras gauche de la Loire à Décize, département de la Nièvre, 71 et suiv. — Nouveau tarif des droits à percevoir au pont provisoire pour le passage de l'Adour à Bayonne, 104 et suiv. — Rectification du tarif des droits de péage à percevoir au pont de Chacé sur le Thauet, 107. — Construction d'un pont suspendu sur l'Isle à Libourne, et tarif des droits à percevoir au passage de ce pont, 146 et suiv. — Tarif du droit de péage à percevoir par la commune de Deulemont sur le pont de la Deule, 149 et 150. — Construction d'un pont suspendu à Villemur en remplacement de deux bacs, 152 et suiv. — Reconstruction du pont communal de Champ, 243. — Construction d'un pont suspendu dans la commune de Vailly, 244. — Construction d'un pont suspendu entre Condrieu et Roches, 327. — Reconstruction de deux ponts dans la commune de Vercy, 449. — Construction d'un pont suspendu aux Georgetts sur la Durance, 463 et suiv. — Résiliation de l'adjudication passée au duc de Cazes et au sieur Humann pour la construction d'un pont suspendu sur le Lot au passage de la Madeleine, 466. — Nouveau concours ouvert pour cette construction, et conditions auxquelles elle serait continuée par les premiers adjudicataires dans le cas où ce concours serait sans résultat, 467 et suiv. — Concession au sieur Dumora d'un droit de péage sur le pont de la Mothe, 476.

PONTS et chaussées. Voyez *Direction générale des ponts et chaussées*.

POPULATION. Rectification des tableaux de population A, B et C annexés à l'ordonnance royale du 15 mars 1827, 2.

PORT de lettres. Voyez *Journaux*.

POSTES. Voyez *Journaux*.

POUDRES. Voyez *Salpêtre*.

PREFECTURES. Nomination aux préfectures de la Moselle, de la Vienne, du Loiret, de la Corrèze, de la Vendée, des Landes, du Doubs, des Hautes-Pyrénées, des Vosges, de la Drôme, de la Nièvre, de l'Orne, de la Meuse, de la Haute-Loire, du Var, de la Corse, de Lot-et-Garonne, du Lot, de la Mayenne et de la Creuse, 193 et 194; — de la Meuse et de la Corrèze, 212; — de la Vendée et des Basses-Alpes, 243.

PRISONS. Voyez *Maisons de détention*.

PRODUITS DE L'INDUSTRIE. Voyez *Industrie*.

PRUD'HOMMES. Dispositions nouvelles à l'égard du conseil de prud'hommes de Nancy, 103.

R

RELIGIEUSES. Autorisation définitive ou approbation des statuts des communautés religieuses établies à Balbigny, 31; Beaumont-en-Beine, 316; Bourg-Saint-Andéol, 375; — Fontainebleau, 480; — Ligny-le-Châtel, 245, 279; Limoges, 216; — Marseille, 134; Monastier, 480; Montpellier, 202; — Pact, 94; — Rochelle (la), 202; Rudelles, 481; — Saint-Victor-sur-Rhins, 31; — Sainte-Florine, 46; — Vans (les), 134; Verrières, 31. Voyez *Affaires ecclésiastiques*, *Conseil d'état*.

RENTES. Voyez *Caisse d'amortissement*.

RÉUNION DE COMMUNES. Celle de Thézac est distraite du canton de Cozes et réunie au canton de Saujon, arrondissement de Saintes, 64. — Celle d'Héril est distraite du canton de Ryes et réunie au canton de Trévières, arrondissement de Bayeux, 224. — Celle de Sarragailloles est distraite du canton de Miélan et réunie au canton de Mirande, arrondissement de Mirande, *ibid.* — Celle de Merten et Bibling est réunie au canton de Bonzonville, arrondissement de Thionville, *ibid.* — Celle de Pont de Salars, arrondissement de Rodès, est rétablie, 439. — Celles de Bonneville, Arvien, Capelongue, Clauzelles, Dours, Aurez, Ventajou, Puech-Grimal et Épinots, sont réunies en une seule commune, dont le chef-lieu est fixé à Arvien, canton de Cassagnes-Begonhez, 440. — Celle de Saint-Avit-Rivière est réunie au canton de Montpazier, arrondissement de Bergerac, *ibid.*

RONDELLES. Voyez *Chaudières*.

ROUTES. Classement de deux chemins au rang des routes départementales de l'Aisne et de la Marne, 26. — Changement de direction d'une route et classement de plusieurs chemins du département de la Côte-d'Or, 27 et 28. — Classement de plusieurs chemins parmi les routes départementales de la Seine, 73. — Prolongement d'une route et classement de plusieurs chemins parmi les routes départementales de l'Yonne, 102. — Établissement d'une route de Périgueux à Mont-de-Marsan, 169. — Classement d'un chemin au rang des routes départementales de la Vienne et des Deux-Sèvres, 181. — Prolongement de la route départementale de la Dordogne, n.º 6, et classement du chemin de Mucidan à Ribérac, 225. — Classement au rang des routes départementales de la Lozère, du chemin de Florac à Villefort, 249. — Classement du chemin de Donjeux à Rimaucourt au rang des routes départementales de la Haute-Marne, 323. — Classement du chemin de Montfaucon à Riotord au rang des routes départementales de la Haute-Loire, 343. — Classement du chemin de

Châteaudun à Verdes au rang des routes départementales d'Eure-et-Loir, 344. — Classement d'un chemin de la commune de Dommerville au rang des routes départementales d'Eure-et-Loir, 359. — Classement de cinq chemins au rang des routes départementales de la Corse, 360. — Classement d'un chemin au rang des routes départementales de Loir-et-Cher, 361. — Dispositions relatives aux autorisations données par les préfets pour l'abattage et le remplacement des arbres qui bordent les routes, et aux travaux concernant les routes départementales, 362. — Classement de trois chemins au rang des routes départementales des Basses-Pyrénées, 431. — Classement du chemin de Caussade à Figeac au rang des routes départementales de Tarn-et-Garonne, 474. — Prolongation de la route départementale n.º 9 de l'Île-en-Dodon à l'Île-Jourdain, 475.

S

SALPÊTRE. Fixation du prix auquel le salpêtre sera livré dans les magasins de l'État, à partir du 1.º janvier 1830, 65.

SECOURS. Voyez *Affaires ecclésiastiques*.

SÉMINAIRES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux séminaires ci-après : Aire, 207; Aix, 218; Albi, 158, 202; Arras, 218; Auch, 12; Autun, 8, 207; — Besançon, 240; Beauvais, 220; Bourges, 108; — Cambrai, 219; Carcassonne, 11; — Dijon, 158; — Grenoble, 110, 158, 171; — Langres, 438, 482; Limoges, 436, 482; Lyon, 486; — Mans (le), 10, 109, 317, 332; Marseille, 206, 484; Meaux, 332; Mende, 109, 435; Montpellier, 317, 333; — Nancy, 237; Nîmes, 10; — Orléans, 207; — Pamiers, 157, 332; Paris, 222, 437; Périgueux, 156; Poitiers, 218; — Reims, 332; Rochelle (la), 332, 484; Rodès, 8; Rouen, 10, 108; — Strasbourg, 471; Saint-Dié, 13; Saint-Flour, 486; — Toulouse, 437, 486; Tours, 438; — Vannes, 484; Versailles, 487.

SERVICE À L'ÉTRANGER. Autorisation donnée au sieur *Latapie* de continuer de servir dans les armées de Sa Majesté Catholique, 94; — au sieur *de Bouffier* de prendre du service près de S. M. le Roi de Sardaigne, 135; — au sieur *Brach* de prendre du service près de S. M. l'Empereur du Brésil, 135; — au comte *de Béthune* de prendre du service près de S. M. le Roi des Pays-Bas, 303; — au comte *Méjan* père d'accepter le titre de chambellan près de S. M. le Roi de Bavière, 364.

SESSION. Voyez *Chambres législatives*.

SOLDATS. Voyez *Armée*.

SOUPAPES. Voyez *Chaudières*.

SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT. Voyez *Ministère de la guerre*.

STATUTS. Voyez *Caisses d'épargne et de prévoyance*.

T

TABACS. Autorisation donnée à la régie des contributions indirectes de vendre des cigares fabriqués à la Havane, et fixation du prix de ces tabacs, 289.

TAXE. Voyez *Journaux*.

TEMPLE israélite. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celui de Bordeaux, 112.
TRAINS. Voyez *Navigation*.
TRAITÉ. Voyez *Créances sur l'Espagne*.
TRAITEMENT. Voyez *Affaires ecclésiastiques*.
TRAVAUX publics. Voyez *Ministères*.
TRIBUNAUX de première instance. Création d'une chambre temporaire près le tribunal de Saint-Lô, 154.

U

UNIVERSITÉ. Création de pensions de retraite en faveur des veuves des membres de l'université mariées depuis cinq ans; fixation du taux de ces pensions, et conditions auxquelles elles sont accordées, 210 et 211.
USINES. Autorisation donnée pour l'établissement, la conservation et la mise en activité de diverses usines, telles que bocard, four à réverbère, lavoir, patouillet, tréfilerie, martinet, fenderie, haut-fourneau, usine à fer, dans les communes ci-après : Aisy-sous-Rougemont, 253; Allondrelle, 254; Ans, 253; Apremont, 254; Aroz, 95; — Blagny, 472; Bonreueuil, 254; Bourg, 253; Brazay-en-Plaine, 254; Brocas, *ibid.*; — Chailland, 253; Cluis, 365; Curel, *ibid.*; — Ferrière-la-Grande, 254; Frétigney, 138; — Magny-sur-Tille, 95; Mandre, 253; Mézières, 95; Montataire, 138; Montfort, *ibid.*; — Nevers, 137; Noidans-le-Ferroux, 95; — Payzac, 253; Plombières, 138; Pourru-Saint-Remi, 137; Précyc-sous-Thil, 253; — Raisines, *ibid.*; — Saint-Front, 365; Saint-Paul-en-Jarret, 137; Sainte-Marie-aux-Mines, 254; Saint-Urbain, 365; Saudron, 366; Seveux, 208; — Valay, 138.

V

VEUVES. Voyez *Université*.
VICAIRES. Voyez *Affaires ecclésiastiques*.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES
 DU 1.^{er} SEMESTRE.

SUPPLÉMENT

A LA TABLE DES MATIÈRES.

Juillet 1830.

(N.^{os} 365 à 375, après la page 488.)

A

ABATTOIRS. Autorisation accordée pour l'établissement d'abattoirs aux communes de Cognac, 94; — Saint-Béat, 7; Saint-Gaudens, 61. — Défense d'abattre les pores destinés au commerce de la charcuterie à Toul ailleurs qu'à l'abattoir public, 93.
ACADÉMIE des beaux-arts. Autorisation pour l'acceptation d'un legs de vingt-cinq mille francs en faveur de jeunes architectes ou littérateurs, 51.
AVOCATS. Autorisation pour l'acceptation d'un legs fait au collège des avocats de Moulins, 103.

B

BESTIAUX. Voyez *Octroi*.
BOIS. Autorisations données pour des exploitations dans les bois de plusieurs communes, 9 à 12. Voyez *Contributions*.
BOURMONT. Voyez *Maréchal de France*.
BREVETS d'invention. Proclamation des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation, qui ont été pris pendant le second trimestre de 1830, 77.

C

CHAMBRE des Députés. Dissolution de cette Chambre, 35.
CHAMBRES législatives. Convocation des Chambres pour le 28 septembre, 40.
CHAUDIÈRES. Voyez *Sel marin*.
COLLÈGES électoraux. Convocation des collèges électoraux d'arrondissement et de département pour le 6 et le 13 septembre, 39. Voyez *Élections*.
COLONIES. Division territoriale de l'île de Bourbon, 157. — Ressort judiciaire de l'île de la Desirade, dépendance de la Guadeloupe, 158.
COMMUNAUTÉS religieuses. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celles d'Abbeville, 22; Amiens, 22; Angoulême, 131; — Balbigny, 156; Bayeux, 135; Bessenay, 135; Bordeaux, 117; Bourg, 22; — Caen, 23; Carpentras, 134; — Dijon, 121; Douai, 22; — Ernemont, 117; Eu, 131; Evron, 21; — Flèche (la), 131; — Goarec, 28; Grenoble, 23; — Laventie, 28; Lens, 28; — Maclas, 134; Mâcon, 29, 135; Marseille, 117; Montusclat, 134; — Nancy, 137, 156; Narbonne, 122; — Paris, 45, 118, 137, 153; Plaintel, 29; Puy (la), 29, 137; — Rochelle (la), 137; Rodès, 23; Romans, 137; Roubaix, 22; — Saint-André de la Puye, 134; Saint-Bonnet-le-Château, 152; Saint-Étienne, 131; Saint-Lô, 154; — Toulouse, 22, 103, 154; Troyes, 23; — Valbenoite, 118; Vannes, 22.
COMMUNES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celles

dont les noms suivent : Angoisse, 70; Asques, 46; — Baroche-Luché (la), 98; Bas, 72; Beux, 46; Bletterans, 107; Bordeaux, 105; Burey, 98; Bussenil, 66; — Cambrai, 47; Château-Thierry, 70; Claimart, 70; — Drosay, 69; — Équeurdreville, 102; Espalion, 68; — Ferrières, 47; Firminy, 46; — Houillès, 58; — Juvincourt, 107; — Longeaux, 46; Loviaghem, 97; Lys-Saint-George, 46; — Maillé, 101; Montfort, 73; — Novéant-sur-Moselle, 47; — Ouville-la-Rivière, 97; — Péaule, 72; Poisson, 66; — Ranrupt, 47; Reuil, 105; Rieupeyroux, 68; Rubempré, 73; — Salins, 52, 70; — Saint-Alban, 97; Saint-Ange, 52; Saint-Christophe-sur-Roc, 69; Saint-Geosmes, 46; Saint-Just de Claix, 73; Saint-Mars-la-Brière, 107; Saint-Michel, 68; Saint-Pierre (île d'Oléron), 70; Sainte-Scolasse-sur-Sarthe, 58; Sainte-Susanne, 47; — Tréauville, 47; Troyes, 47; — Vedrines-Saint-Loup, 48.

CONSEIL d'état. Nomination de plusieurs conseillers d'état et maîtres des requêtes en service ordinaire et extraordinaire, et autorisation accordée à deux ministres d'état et à cinq conseillers d'état de participer aux délibérations du Conseil d'état, 40. — Nomination d'un conseiller d'état honoraire, 41.

CONSISTOIRE israélite de Metz. Autorisation qui lui est donnée pour l'acceptation d'un legs, 104.

CONTRIBUTIONS. Répartition de la contribution supplémentaire établie pour 1830 sur les bois des communes et des établissements publics, 1.

CRÉDIT. Voyez *Ministère de la justice*.

CURÉS. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux curés et desservans d'Athée, 118; — Brée, 21; Brielles, 21; — Narbonne, 122; — Sacquenay, 20; Sécourt, 22; — Taugon, 123; — Urville, 28; — Waldveistroff, 118.

D

DIOCÈSE. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celui de Fréjus, 28.

DOMICILE. Autorisation d'établir leur domicile en France accordée aux personnes dont les noms suivent : Brandner, 13; — Famin, 14; — Guillaume, 43; — Rion, 43; — Saucin, 13; Stamboly, 43; — Thomas, 43; — Wag, 43; Würtz, 63.

E

ÉCOLES chrétiennes. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celle d'Aurillac, 32.

ÉCOLE dominicale de Godewaersvelde. Autorisation pour l'acceptation d'une donation faite à cette école, 16.

ÉCOLE secondaire ecclésiastique. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à celles d'Agén, 135; — Châlons, 131; — Narbonne, 122; — Pléaux, 156; — Séez, 28.

ÉGLISES. Autorisation accordée pour l'acceptation de dons et legs faits aux églises d'Agneaux, 154; Aingeville, 153; Ambrines, 124; Amélecourt, 44; Ance, 22; Ancerville, 122; Angoulême, 139, 149; Anvals, 153; Arras, 119, 138; Aubreville, 114; Aujac, 119; Auterrive, 115; Auxonne,

124; Availles, 134; Ayette, 115; — Baissey, 139; Bapaume, 24, 46; Baroche-sous-Lucé (la), 28; Baronville, 30; Barrême, 31; Barretame, 153; Basse-Yutz, 115; Bastide (la) Clairence, 27; Bay, 155; Beaulandais, 28; Beaumont-en-Véron, 44; Beauvais, 20; Béchamp, 150; Bellange, 30; Bergheim, 118; Bernay, 140; Berre, 154; Biéville, 152; Billy, 117; Blécourt et Sencourt, 26; Boeschépe, 112; Bonne-Famille, 30; Brainville, 117; Brasparts, 152; Brienne, 20; Broingt-les-Fosses, 23; Brouveliers, 138; Bugarach, 31; Bulgnéville, 29; Bussière-lès-Belmont, 153; — Caen, 119; Cailux, 155; Caluire, 44; Camberton, 44; Cambon du Temple, 114; Campigny, 114; Carbay, 114; Carcassonne, 116; Casagnes, 121; Catillon, 152; Caubiac, 115; Caulières, 124; Cellier, 117; Chambray, 31; Champagnoy, 23, 29; Champigneules, 152; Chapelle-Blanche (la), 44; Chapelle (la) d'Aligné, 138; Chapelle (la) Séguin, 154; Charleville, 123; Chartres, 138; Châteaudouble, 150; Châtel, 31; Chéméré-le-Roi, 24; Chevigney, 112; Chuyer, 19; Ciboire, 138; Clermont, 27; Cogolin, 133; Coligny, 140; Combes, 129; Coudé, 112; Conflandey, 118; Conliège, 152; Conques, 31, 132; Corgirnon, 119; Correns, 154; Coulbœuf, 122; Courcy, 134; Courneuve, 153; Creuë, 132; Cruzy, 25; Cuvier, 24; — Déhault, 113; Deyvillers, 25; Diancey, 31; Diges, 151; Dommartin-le-Franc, 151; Dompierre, 30; Doulaincourt, 45; Dourdan, 44; — Éclimeux, 136; Enghien-Montmorency, 137; Esnoms, 23; — Ferré (du), 132; Flèche (la), 116; Fontenay-sous-Vezelay, 119; Frémontier, 20; Fressin, 118; — Garéoult, 130; Garennes, 150; Gauriac, 120; Gellin, 150; Germignonville, 120; Giziat, 31; Gonnehem, 29; Graix, 139; Grandchamps, 113; Gras, 27; Grezillé, 45; Grippont, 45; GrosPierre, 157; Guiche, 22; Guillerval, 151; Guiscriff, 121; Guney-aux-Aulx, 136; — Ham, 114; Haraucourt, 151; Hennecourt, 25, 26; Herlin-le-Sec, 27; Holling, 150; Humes, 26; Husson, 136; — Ifendic, 21; — Jeuxy, 123; Jouy-le-Moutier, 113; Jussey, 115; — Kemplich, 115; Kerprich, 134; — Lalzing, 152; Landivisiau, 26; Landroff, 24; Larroque, 130, 140; Laurens, 136; Leguevin, 155; Lezat, 131; Lessard et le Chêne, 31; Leucate, 25; Lherm, 120; Ligny, 132; Lingèvres, 123; Loges (les), 133; Longecour, 113; Louvigné du Désert, 30; Loyat, 140; Lucé, 28; Lyon, 130, 133; — Mairy, 137; Maisdon, 138; Maissoncelle, 132; Malbuisson, 132; Mancenans, 155; Marseille, 27; Massiac, 27; Maxey-sur-Vaise, 124; Mazinghem, 112; Médréac, 45; Menneval, 140; Mentque, 151; Méry-ès-bois, 20; Mesnil-Durand, 116; Metzeresche, 115; Mialanes, 24; Minot, 136; Mirepoix, 26; Monastier, 131; Monlet, 150; Montauban, 130; Montbrison, 136; Montchalons, 135; Montdidier, 112, 122, 150; Montgothier, 113; Montierender, 156; Montigny, 116; Montigny-le-Roi, 19; Montigny-sur-Vingeanne, 130; Montluçon, 20; Mouthier-Haute-Pierre, 155; Moyon, 120, 122; — Nancy, 45; Nantes, 30; Nanteuil, 156; Narbonne, 122; Niederhergheim, 113; Nivillac, 139; Nogua, 116; Noidant-le-Rocheux, 20; Noirmoutiers, 29; Nogent-sur-Seine, 149; Nolay, 131; Notre-Dame de Courson, 153; Nonart, 29; Nonvion, 136; — Orléans, 123, 133; Oroër, 155; Orville, 124; — Palluan, 121; Paris, 20, 25, 44, 150; Pazy, 115; Périgny, 26; Perpignan, 113; Pléaux, 123; Plesnoy, 120; Ploërdut, 139; Ploudaniel, 153; Plouguenver, 139; Plouneour-Menez, 123; Poitiers, 121, 134; Pollicu, 27; Pommeraye (la),

21; Pontigné, 26; Pontscorff, 121; Pouan, 133; Pouy de Touges, 21; Pradelles, 134; Prémont, 31; — Quédillac, 45; Quevilly (Grand), 131; Quillio, 27; Quingey, 116; — Rambervillers, 26; Rânes, 117; Redange, 150; Regrippières, 23; Rémoville, 153; Rencurel, 116; Rennes, 132; Réole (la), 154; Réorte (la), 130; Rieupeyroux, 132; Rothau, 70; Rumersheim, 135; — Saintes, 153; Salers, 120; Sanilhac, 137; Saulnot, 151; Saulsotte, 118; Saverne, 21; Senlis, 119; Sergines, 113; Scurre, 139; Sion, 156; Songeal, 121; Souilly, 155; Surin, 20; Saint-André, 155; Saint-Aubin de Loquenay, 120; Saint-Bauzile, 25; Saint-Chamond, 120; Saint-Charles, 118; Saint-Dié, 44; Saint-Ellier, 132; Saint-Étienne de Chigny, 138; Saint-Germain de Talvende, 29; Saint-Hilaire de Mortagne, 138; Saint-Jouan de l'Isle, 45; Saint-Julien de Vouvantes, 138; Saint-Martin, 136; Saint-Michel des Andaines, 20; Saint-Joseph, 44; Saint-Léger, 155; Saint-Paul de Jarrat, 26; Saint-Paul de Varcès, 132; Saint-Pierre d'Allonne, 119; Saint-Pierre-le-Gaillard, 130; Saint-Pons, 120; Saint-Quentin, 152; Saint-Saturnin, 119; Saint-Sauveur, 151; Saint-Sernin de Cadix, 124; Saint-Urbain, 21; Saint-Ursin, 24; Sainte-Marie-aux-Mines, 116; — Tarare, 151; Taugon, 123; Taverny, 118; Thann, 45; Thionville, 115; Torcé, 135; Toulouse, 24, 113, 151, 154; Tour (la), 138; Tournemire, 112; Tours, 119; Toussieux, 30; Treffléan, 112; Treleven, 123; Tremilly, 123; Troyes, 134, 150; Turenne, 140; — Vabre (le Grand), 31; Vagnas, 24; Val des Prés, 139; Valence, 119; Varennes, 30; Vassy, 154; Vaux, 115; Vavincourt, 20; Vellennes, 154; Verderel, 117; Verdun, 132; Vernaet, 25; Versigny, 156; Vesly, 152; Villefranche, 31; Viller, 27; Villiers-en-Désœuvre, 24; Vitry-la-Ville, 121; Vitry-sur-Loire, 30, 121; Viven, 112; Vouziers, 152; — Woippy, 150; — Xures, 135; — Yquelon, 31.

ÉGLISE réformée. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux églises réformées de Lyon, 104; — de Strasbourg, 104.

ÉLECTIONS. Nouvelles dispositions relatives aux élections, 35 et suiv.

ERRATA. Nouveau tarif de la solde des compagnies sédentaires de gendarmerie, 59.

ÉVÊCHÉ. Autorisation donnée pour l'acceptation de dons et legs faits à ceux de Lyon, 133; — Rodès, 121; — Strasbourg, 153.

G

GRAINS. Tableau des prix des grains, juillet 1830, 53.

H

HOSPICES. Autorisation accordée pour l'acceptation de dons et legs faits aux hospices d'Aigues-mortes, 52; Aiguillon, 47; Amiens, 66; Amplepuis, 14; Argentan, 67; Arles, 98; Arras, 64; Aubagne, 76, 106; Auch, 15; Auray, 67; — Bar-le-Duc, 48, 65, 67, 70; Beaugency, 72; Beausset, 69; Belfort, 101; Belleville, 14, 66, 73; Berre, 105; Besançon, 97; Beziers, 15; Bourgoin, 58; — Carcassonne, 76; Castel-Sarrasin, 71; Cette, 14; Châlons, 51; Charleville, 98; Châteaubriand, 16; Chaudesaigues, 15; Chazelles-sur-Lyon, 76; Clisson, 71; — Dôle, 97; Donzenac, 102; — Étampes, 14; Evreux, 72, 106; — Feugarolles, 51; Fontaine-

bleau, 69; Fougères, 46; — Gaillac, 64; Gannat, 96; Gournay, 66; Grenoble, 105; Guéret, 52; — Haguenau, 67; Honfleur, 101; — Lambesc, 58; Langres, 65, 67; Lauzerte, 15; Laval, 46, 50, 105; Limoux, 99; Lodève, 14; Luc (le), 100; Luzy, 73; — Mans (le), 16; Mauriac, 15; Molsheim, 47; Montauban, 69; Mont-de-Marsan, 65; Montpeyroux, 50; — Nancy, 106; Narbonne, 98; Niort, 51; Nonancourt, 99; Nontron, 64, 65; Noves, 102; — Oloron, 103; Orléans, 71; Orthez, 14; — Pacy-sur-Eure, 70; Paris, 16, 102; Pithiviers, 50; Pouilly, 106; — Quimperlé, 65; — Rambervillers, 66, 67; Rambouillet, 49; Reims, 51; Rennes, 65; Rochefort, 76; Rodès, 99; Romans, 98; Romorantin, 67; Roquebrune, 58; — Salins, 73; Salvétat (la), 15; Seyne, 96; Seyne (la), 72; Soissons, 65; Strasbourg, 101; Saint-Amand, 104; Saint-Chamond, 66, 100; — Saint-Dié, 101; Saint-Flour, 15; Saint-Lizier, 76; Saint-Nicolas, 100; Saint-Omer, 64; Sainte-Gemme d'Andigné, 99; — Thiers, 65; Toul, 99; Tournon, 71; Tours, 107; Turenne, 98; — Uzès, 68; — Verneuil, 70; Versailles, 48; Vic-sur-Cère, 64; Vire, 106.

HOSPICE de la Guillotière. Il est reconnu comme établissement public et prendra le titre d'hospice d'Angoulême, 5.

HUISSIERS. Fixation du nombre des huissiers près les tribunaux de première instance de Perpignan et de Beliac, 43.

I

ILE de Bourbon. Voyez Colonies.

ILE de la Desirade. Voyez Colonies.

INSTRUCTION publique. Autorisation donnée au conseil royal d'instruction publique pour l'acceptation d'une donation faite à l'église de la Sorbonne par la marquise de Montcalm, 108.

J

JOURNAUX. Voyez Presse.

L

LIBERTÉ de la presse. Voyez Presse.

M

MAJORATS. Lettres patentes portant érection de majorats en faveur de MM. Bartholdi, 13; — Cadéau d'Acy, 13; — Delamarre, 19; — Laporte (de) marquis de Lartaudière, 12; Le Lièvre marquis de la Grange, 18.

MARÉCHAL de France. Le comte de Bourmont est élevé à la dignité de maréchal de France, 55.

MINES. Concession des mines de Cavaillac, 32.

MINISTÈRE de la justice. Crédit ouvert sur la caisse du sceau des titres pour le paiement de dépenses extraordinaires de ce ministère (non allouées par les Chambres), 141.

N

NATURALITÉ. Lettres de déclaration de naturalité accordées aux sieurs Bendorff, 42; Bouhtay, 63; — Didesch, 42; Dorr, 63; — George, 19;

Gilles, 42; — *Hasenweinckel*, 43; *Hauregard* (d'), 43; *Huarel*, 42; — *Jehlin*, 19; — *Laib*, 43; *Lenacrts*, 63; — *Paillot*, 42; *Pigeot*, 42; *Poncelet*, 42; — *Raphaël*, 19; — *Yvreux*, 63; — *Zech*, 63; *Zimmer*, 63.

O

OCTROI. Disposition relative aux droits d'octroi sur les bestiaux vivans et sur ceux abattus au-dehors introduits par quartier, 4.

P

PAIR de France. Le vice-amiral *Duperré* est élevé à la dignité de pair du royaume, 55.

PARIS. Voyez *Siège*.

PAUVRES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits aux pauvres d'Aguts, 64; Amance, 50; Amiens, 97; Aprey, 75; Aix, 57, 58, 71; Argentières (l'), 58; Auch, 15; Avignon, 104; Azay-sur-Thouet, 103; — Bagnères, 74; Bapaume, 101; Bayeux, 57, 99; Beaune, 102; Benney, 100; Beauregard, 57; Benquet, 68; Beziers, 74, 102; Bonneboscq, 98; Bordeaux, 74, 75, 102; Boulogne, 100; Bourg-d'Un, 97; Bourges, 99; Breteuil, 68; Brignoles, 104; Bruges, 66; — Cabanial, 97; Camblyneul, 14; Castelferrus, 104; Caubiac, 105; Caumont, 103; Chabons, 71; Champagny, 74; Chaulhailles, 68; Chaussin, 79; Chaux-Neuve, 99; Clermont-Ferrand, 64, 66; Colmar, 75; Conliège, 106; Coudrecieux, 64; Contras, 74; Crannes, 104; Crépy, 74; Croix (la), 67; Cuq-Toulza, 100; — Dehault, 14; Dreux, 98; — Enghien-Montmorency, 66; Entraignes, 67; — Fermanville, 65; Ferrières, 68; Fontainebleau, 103; — Gagny, 73; Gignac, 16; Graix, 103; Grand-Sancey, 75; Grasse, 69; Grave (la), 15; — Isle-sur-Serein, 69; — Jurançon, 50; — Lambesc, 96; Largentière, 50; Laurens, 101; Limoges, 105; Lisle, 74, 100; Local-Mendon, 97; Lodève, 52; Louhans, 51; Lyon, 50; — Maillé, 101; Mans (le), 100, 105; Marans, 71; Marciilly, 101; Marseille, 58; Marsolan, 107; Martigné-Fer-Chaud, 51; Maupertuis, 102; Mauvaisin, 68; Miremont, 69; Montdidier, 74; Montetier de Clermont, 71; Montauban, 129; Montigny, 75; Montsur, 16; Moutiers-au-Perche, 51; — Nancy, 106; Narbonne, 68, 69; Navarrens, 103; Noyers, 101; — Orval, 105; — Paris, 14, 70, 101, 102, 103, 104; Pau (le), 99; Pau, 75; Piron, 76; Pléaux, 63; Pleudihen, 97; Pont-Saint-Esprit, 14; Pouillon, 106; Puy-Saint-Martin, 52; — Quaclypre, 50; Quingey, 75; — Raismes, 48; Rateneille, 15; Rencurel, 74; Rennes, 52; Rives, 65; Rodès, 98; Romagné, 50; Romans, 51; Roque d'Olmes (la), 58; Rouillac, 107; Rouillon, 98; Roussillon, 103; — Salency-Dominois, 101; Salins, 73, 107; Salvétat (la), 15; Sens, 74; Strasbourg, 69; Subigny, 68; Sury, 100; Saint-Brieuc, 75; Saint-Denis d'Anjou, 64; Saint-Dié, 47, 101; Saint-Ellier, 105; Saint-Germain, 72; Saint-Girons, 64; Saint-Jean de la Motte, 100; Saint-Loup-Hors, 99; Saint-Mars-sur-Colmont, 99; Saint-Martin-en-Haut, 98; Saint-Martin-la-Méane, 75; Saint-Nicolas de la Grave, 46; Saint-Nizier-sous-Charlieu, 71; Saint-Remi-lès-Chevreuse, 71; Saint-Saturnin, 66; Saint-Trivier-sur-Moignans, 15; — Tarascon,

104; Tassillé, 105; Thionville, 106; Toulouse, 46, 102, 103; — Verdun, 51; Vernantois, 73; Vernon, 74; Versailles, 101; Viesly, 67; Villechevère, 72; Villemur, 75; — Yerres, 103.

PERCEPTION de droits. Fixation des sommes à payer par chaque train de bois arrivant à Paris pendant la campagne de 1830, 110. — Mode de paiement de ces sommes, 111.

PONTS. Prorogation du péage établi sur le pont de Givart, 109. — Construction d'un pont à Cazères, et tarif du droit de péage à payer pour le passage de ce pont, 125. — Construction d'un pont suspendu à Brie, 127. — Tarif du droit de péage à percevoir sur ce pont, 128. — Adjudication d'un pont suspendu à Ris-Orangis, 143. — Tarif des droits de péage à percevoir au passage de ce pont, 144. — Adjudication d'un pont suspendu à Parentignat, 146. — Tarif des droits de péage à percevoir sur ce pont, 147.

PRESSE. Suspension de la liberté de la presse périodique et semi-périodique, 53.

R

RELIGIEUSES. Transcription, sur les registres du Conseil d'état, des statuts des sœurs des écoles chrétiennes établies à Toulon, 56.

RÉUNION de communes. Celle de la Rivière-en-Lavieu est réunie à la commune de Lésigneux, canton de Montbrison, 107. — Celles de Saint-Alban et de la Balme sont réunies au canton de Poncin, *ibid.* — Celles de Valasse et de Gruchet, canton de Bolbec, sont réunies en une seule sous le nom de *Gruchet-le-Valasse*, *ibid.* — Celles de Montfand et de Louchy, arrondissement de Gannat, sont réunies en une seule sous le nom de *Louchy-Montfand*, 108.

ROUTES. Classement du chemin de Mende à Meyrueis au rang des routes départementales de la Lozère, 17. — Ouverture d'une nouvelle rue dans la ville de Barbezieux, 18. — Ouverture d'une rue à Paris, 149.

RUE. Voyez *Routes*.

S

SEL marin. Défense de faire usage de chaudières ou appareils en cuivre pour la fabrication et le raffinage du sel marin, 5.

SÉMINAIRES. Autorisation pour l'acceptation de dons et legs faits à ceux d'Arras, 30; Avignon, 133; — Beauvais, 130; Blois, 135; Bordeaux, 136, 139; — Cahors, 114; Chartres, 155; Cambrai, 29, 111; — Dax, 138; Dijon, 25, 131, 136; — Gap, 25; — Lyon, 121; — Mans (du), 114, 130; Marseille, 24; Montauban, 122; Montpellier, 130; Metz, 25, 137; — Nantes, 21; Nîmes, 119; — Paris, 25, 122; Poitiers, 45; — Reims, 112; Rennes, 121; Rouen, 112; — Saint-Dié, 44; — Toulouse, 116, 120, 122, 139; — Versailles, 114.

SIÈGE. Mise en état de siège de la ville de Paris, 49.

SOCIÉTÉ d'agriculture et des arts de Versailles. Autorisation accordée à cette société de prendre le titre de *Société royale d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise*, 6.

SOCIÉTÉ de charité maternelle du Mans. Autorisation pour l'acceptation d'un legs qui lui est fait, 107.
SOLDE. Voyez *Errata*.
STATUTS. Voyez *Religieuses*.

T

TRAIN. Voyez *Perception de droits*.

U

USINES. Autorisation donnée pour l'établissement d'une usine à fer, d'un patonillet et d'un bocard, à Rarécourt, Rézie (la Grande), Sainte-Marie-aux-Mines, 32.

*FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES
DU SUPPLÉMENT.*



